

LA VÉRITÉ



ORGANE DU COMITE CENTRAL DE
L'ORGANISATION COMMUNISTE
INTERNATIONALISTE
pour la reconstruction
de la 4^e Internationale

N° 554-555
(numéro double)

OCTOBRE 1971

10 F.

RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

4-5 décembre :
pour le gouvernement ouvrier

31 octobre :
manifestation
nationale

SEPTIEMBRE - 1971 * N° 400

MASAS

PARTIDO OBRERO REVOLUCIONARIO

¿BOLIVIA
DERROTADA?



SOMMAIRE

N° 554-555 (numéro double)

OCTOBRE 1971

EDITORIAL	3
PRESENTATION	7

ECOLE LAIQUE ET LUTTE DE CLASSES

Ensemble de huit articles comprenant :

Les Objectifs généraux de la bourgeoisie en matière d'enseignement, de Jean-Jacques MARIE. 11

La Crise de l'impérialisme et la culture, de Pierre ROY. 20

L'Imposture pédagogique, de Serge MAHE. 32

Les Ecoles Normales, l'Ecole laïque et leurs ennemis, de Jean RIBES. 46

Illustration et pointe avancée : l'enseignement technique et professionnel, de Annie GAUQUELIN. 58

Contre l'enseignement public, le P.C.F. apporte au régime un appui fidèle, de Jean-Jacques MARIE. 65

LA VERITE

organe du Comité central
de l'Organisation Communiste
Internationaliste
(pour la reconstruction
de la IV^e Internationale)
section française du Comité international
de la IV^e Internationale

Rédaction et administration
39, rue du Faubourg-du-Temple
75 - Paris (10^e)

Le Gauchisme décomposé contre l'école, de Jean RIBES. 74

En guise de conclusion (de l'unité de la F.E.N. au congrès des travailleurs de l'enseignement), de Roland JOSEPH. 86

« CRISE MONETAIRE » ET MARCHE A LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE, de Georges MAZET, introduisant deux articles de Michel DAUBERNY : 91

Economie d'armement et parasitisme au sein du capitalisme à l'agonie. 101

Après les mesures prises par Nixon. 133

(Suite du sommaire en dernière page)

Le Directeur de la Publication : M. P. LAMBERT.

Imp. CAVILLON — 93 - Clichy-sous-Bois



**Voir à la fin du présent numéro
la table analytique de LA VERITE (de 1958 à 1971)**

Abonnez-vous à LA VÉRITÉ
vous paierez moins cher
vous nous aiderez
vous serez sûr de l'avoir

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir en capitales d'imprimerie

NOM

PRENOMS

ADRESSE

.....

s'abonne à *la Vérité* pour cinq numéros à partir du n°

A retourner à *la Vérité*, 39, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-10^e
avec la somme de :

20 F.....abonnement ordinaire pour la France

27 F.....sous pli clos

25 F.....étranger (ordinaire)

(Etranger sous pli clos, demander le tarif
variable suivant le pays concerné).

en mandat, chèque postal (C.C.P. BLOCHPARIS 606-23)
ou chèque bancaire.

éditorial

L'alternative socialisme ou barbarie que, depuis le début de ce siècle, l'histoire pose, de façon plus pressante à chacun de ses tournants, à l'humanité est souvent comprise de façon abstraite : à la fin des fins, il y aura le socialisme ou la barbarie. Bien au contraire, il s'agit de la réalité la plus concrète. Cette alternative signifie que les forces du socialisme et celles de la barbarie croissent simultanément sous nos yeux.

Un million de morts en une semaine, ce printemps, au Bengale. Au moins deux millions d'hommes, depuis, succombent dans les plus effroyables souffrances, massacrés par les troupes du dictateur du Pakistan, Yahia Khan, armées conjointement par Mao-Tsé-toung et l'impérialisme anglais (avec l'appui du Kremlin, qui appelle le bourreau à la modération) — ou succombent à la famine, aux inondations, aux épidémies. Plus de dix millions de réfugiés sur soixante-douze millions de Bengalis encombrant les rues de Calcutta, entassés dans des baraquements envahis par les eaux en crue, sans abri, sans nourriture, sans soins médicaux. « Mais, sur un point, M^{me} Gandhi et le général Yahia Khan se rejoignent, écrit l'éditorialiste du Monde du 20 octobre, ils veulent éviter la contagion révolutionnaire au Bengale oriental. Ne se retrouvèrent-ils pas tous deux aux côtés du gouvernement ceylanais lorsque celui-ci décida, en avril dernier, de mater dans l'île une insurrection d'extrême-gauche ? » En effet — et le gouvernement de M^{me} Bandaranaike reçut aussi l'appui chaleureux de Mao-Tsé-toung, se désolidarisant avec éclat des insurgés, dont beaucoup se réclamaient de sa « pensée ».

Voilà pourquoi les Bengalis doivent mourir — le soulèvement de ces paysans affamés contre leurs exploiters remet en cause la division arti-

ficielle de l'Inde, et par là même l'ordre capitaliste dans le sous-continent, et dans toute l'Asie. C'est aussi pourquoi, contrairement au Biafra, dont l'impérialisme français, pour des raisons pétrolières, soutenait et armait le soulèvement, versant en même temps dans sa presse des larmes de crocodile sur les populations agonisantes, les Bengalis souffrent et meurent dans l'indifférence générale. « Les appels à la morale internationale ont-ils d'ailleurs un sens lorsque seuls règnent les intérêts glacés des nations et des classes ? » ajoute l'éditorialiste du Monde, toujours prêt à confondre les bureaucrates de Moscou et de Pékin, alliés de l'impérialisme pour la défense de l'ordre établi contre les masses, avec le prolétariat ; et il conclut avec ce cynisme insurpassable du publiciste catholique (Paul VI n'a-t-il pas lancé un appel à la charité pour les réfugiés bengalis, et versé 20.000 dollars (!) pour leur venir en aide) : « Reste peut-être aux Bengalis, dans leur solitude, la chance de se forger une personnalité indépendante. »

Cependant le choléra, terreur inexorable il y a encore un siècle, que la science médicale sait depuis des décennies maîtriser et vaincre, mais qui subsiste à l'état endémique en Asie et en Afrique comme un produit de la putréfaction de l'ordre impérialiste, a fait cet été sa réapparition en Europe.

Cependant, comme le signale très sérieusement ce même Sunday Times qui a publié les informations les plus effroyables et les plus véridiques sur le martyre du peuple bengali, un problème très grave se pose aux techniciens avec la multiplication des centrales électriques à combustible nucléaire : celles-ci une fois mises en marche, il est presque impossible de les faire fonctionner autrement qu'à plein régime ; on risque donc d'avoir, en dehors des heures de pointe, à céder l'électricité gratuitement ; les économistes bourgeois espèrent cependant que l'on parviendra à échapper à une perspective aussi désastreuse en dispensant le surplus invendable d'énergie sous forme de chaleur dans l'atmosphère...

Cependant, dans le monde entier, la réaction impérialiste et ses alliés bureaucratiques s'efforcent, pour prévenir leur soulèvement, de porter des coups aux masses opprimées et aux organisations où elles se rassemblent. En Egypte, en Palestine, au Soudan, avec l'approbation de Washington, de Moscou et de Pékin, les coups de la réaction s'abattent, préparés et facilités par la trahison des directions nationalistes petites-bourgeoises qui ont refusé de mener la lutte contre l'Etat bourgeois, pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Ce vent de barbarie n'est que le relent qui s'exhale de la décomposition croissante du mode de production capitaliste. Dans l'éditorial de la Vérité n° 551, en mars dernier, constatant l'accumulation des signes précurseurs d'une crise majeure de l'économie mondiale, nous rappelions le pronostic, formulé par Marx dès 1857, de la tendance du capitalisme à l'effondre-

ment, et les débats dont il avait fait l'objet, dès le début de ce siècle, dans le mouvement ouvrier. Cela n'a pas eu l'heur de plaire aux révisionnistes du « Secrétariat unifié » mandélo-pabliste, qui se sont attaqués à leur tour à ce pronostic de Marx. Nous reviendrons en détail sur cette discussion, et ce qu'elle signifie, dans la deuxième partie d'un article dont nous publions la première dans ce numéro (1). Mais les faits n'ont pas tardé à apporter, une fois encore, leur appui à l'analyse de Marx. L'aggravation de la crise monétaire, manifestation la plus éclatante de la tendance à une crise économique majeure, s'est manifestée par les mesures annoncées le 15 août par Nixon, dont nous étudions la signification et les conséquences dans ce numéro.

Voyant l'abîme s'ouvrir sous ses pas, la bourgeoisie, pour reprendre l'expression de Trotsky, ne néglige et ne négligera rien pour y entraîner le prolétariat avec elle. Elle ne peut maintenir le régime de la propriété privée qu'en entreprenant de détruire, sur une échelle toujours plus grande, les forces productives accumulées par l'humanité et la principale d'entre elles, le prolétariat, tentant de s'attaquer à ses droits et conquêtes durement acquis.

Dans le cadre du régime existant, les masses ne peuvent espérer conquérir aucune de leurs revendications fondamentales au bien-être et à la liberté. C'est pourquoi ce que Marx et Engels considéraient dès 1848 comme la tâche principale de la classe ouvrière : la conquête du pouvoir politique, devient maintenant le problème immédiat posé par toutes les luttes ouvrières...

C'est pourquoi toute la situation internationale est marquée par la préparation d'affrontements de grande ampleur entre les classes adverses, dont l'enjeu sera le pouvoir. Nulle part les ouvriers et les paysans ne se montrent disposés à subir sans réagir les coups que veulent leur porter leurs ennemis. Par leur mouvement propre, comme le montre le soviet d'Irbid constitué en septembre 1970 par les masses palestiniennes ou les conseils ouvriers de Gdansk et de Szczecin formés en décembre par les ouvriers polonais en lutte pour la révolution politique, les travailleurs peuvent parvenir et parviendront à la constitution d'organismes de double pouvoir. En France, l'assemblée générale du 12 octobre, dont la tenue a été imposée aux directions syndicales par les conducteurs du métro en grève, et qui, en dépit des objurgations de celles-ci, a rejeté leur appel à la reprise du travail, a marqué un nouveau pas en avant dans la lutte des classes, dans la lutte des travailleurs pour arracher aux appareils le contrôle de leurs propres mouvements, et le centraliser. Même si, faute d'une perspective

(1) Voir dans le présent numéro l'article d'Octave Boisgontier : *le Croisé sans visage*,

politique claire permettant l'élargissement du mouvement, faute d'une force politique suffisamment puissante ouvrant la perspective de la lutte pour le gouvernement ouvrier, celui-ci n'a pu aboutir dans l'immédiat, il a créé un nouveau point de départ pour les prochaines luttes, qui reprendront les choses au point même où la grève des conducteurs s'est arrêtée.

Toutes les forces politiques de la bourgeoisie, des appareils, des centristes, se préparent à leur manière aux prochains affrontements, et ne négligent rien pour empêcher l'apparition d'une situation de double pouvoir, ou, s'ils n'y parviennent pas, pour en préparer l'avortement, pour empêcher les travailleurs de passer du double pouvoir à la dictature du prolétariat, ce qui n'est possible que si le parti de classe, le parti de la révolution prolétarienne, se construit au cours même de la lutte pour diriger les travailleurs jusqu'à la victoire.

C'est là qu'apparaît l'importance majeure des récents événements de Bolivie, à propos desquels on lira dans ce numéro de la Vérité la déclaration du C.C. de l'O.C.I. en date de 17 septembre, et la déclaration commune de l'O.C.I., du P.O.R. de Bolivie et du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Est en date du 12 octobre (2). La présence du P.O.R., parti trotskyste, armé du Programme de la IV^e Internationale, trempé par des dizaines d'années de lutte, à la tête du prolétariat bolivien, a eu comme résultat que, au travers de l'Assemblée populaire concrétisant le Front unique de classe, la lutte des travailleurs pour le pouvoir a atteint son plus haut niveau, riche d'enseignements pour notre lutte dans le monde entier, et tout particulièrement en France.

Le rassemblement de 5.000 jeunes de trente pays, les 4 et 5 juillet à Essen, sous le signe de la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse et de la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe ; le meeting international du 22 octobre à la Mutualité sur la révolution bolivienne ; la manifestation convoquée le 31 octobre à Paris par l'Alliance des jeunes pour le socialisme, appuyée par l'O.C.I. et l'Alliance ouvrière, où des milliers et des milliers de jeunes et de militants exprimeront leur volonté de combat pour le gouvernement ouvrier, et pour la révolution socialiste mondiale ; la conférence nationale pour le gouvernement ouvrier qui se tiendra à Paris, les 4 et 5 décembre, autant d'étapes sur la voie de l'accomplissement de la tâche historique décisive, dont dépend le sort de l'humanité : la reconstruction de la IV^e Internationale, la construction du parti international de classe du prolétariat apte à diriger les masses opprimées et exploitées jusqu'à la victoire mondiale, à la République universelle des Soviets.

(2) La position d'ensemble de l'O.C.I. est exprimée dans une résolution qui paraîtra prochainement dans un numéro spécial de *Correspondance internationale*.

présentation

La commission chargée par le 17^e congrès de l'O.C.I. de mettre au point, sur la base de la discussion de ce congrès, les thèses adoptées par celui-ci n'ayant pu achever à temps son travail, *la Vérité* n'a pas été en mesure, contrairement à ce que nous avions annoncé, de publier un numéro spécial contenant ces thèses. Les autres documents que devait contenir ce numéro spécial étant néanmoins prêts, nous avons été amenés à publier le présent numéro double, pour répondre dans toute la mesure de nos possibilités aux besoins politiques du développement de la situation.

Nos lecteurs y trouveront un ensemble de huit articles sur le thème *Ecole laïque et lutte des classes*, dossier dont la publication nous a paru indispensable au moment où la défense de l'enseignement public laïque, la défense de l'unité menacée de la F.E.N., le rassemblement, enfin, de l'ensemble des travailleurs de l'enseignement dans le combat contre le gouvernement Pompidou-Chaban-Delmas et sa politique de destruction de l'école publique tiennent une place essentielle dans la lutte des classes en France.

Egalement un ensemble de trois articles sur le thème « *Crise monétaire* » et *marche à la crise économique mondiale*, de nature, nous l'espérons, à fournir aux militants, comme une première contribution, des éléments pour l'étude de ces problèmes fondamentaux.

Puis une étude sur *l'Angleterre en crise*, deux articles de polémique contre le révisionnisme du « *Secrétariat unifié* » pablo-mandélien ; la deuxième partie de l'article *De la grève Renault à la grève des cheminots*, qui, du fait de l'étude très minutieuse, au jour le jour, de la grève Renault, a pris une extension plus grande que prévu (c'est à nos lecteurs de nous dire si, à leur avis, le résultat le justifie) ; enfin, de très nombreux comptes rendus ou notes de lecture, et nos rubriques habituelles de documents de l'O.C.I. et de correspondance.

On trouvera, en outre, dans ce numéro, paginée en chiffres romains, la table de tout ce qui est paru dans *la Vérité* depuis sa transformation en revue à l'automne 1958, y compris les suppléments ; trois tables en une, sommaire de tous les numéros parus, table alphabétique par auteurs et table analytique par sujets. Nous espérons fournir ainsi à nos lecteurs un instrument de travail qu'ils trouveront sans doute utile (1).

(1) On trouve à la librairie de la S.E.L.I.O., 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris-10^e, un certain nombre de numéros anciens, même de collections complètes ou incomplètes de *la Vérité*. Il est, d'autre part, envisagé d'y publier par photo-reproduction des recueils d'anciens articles.

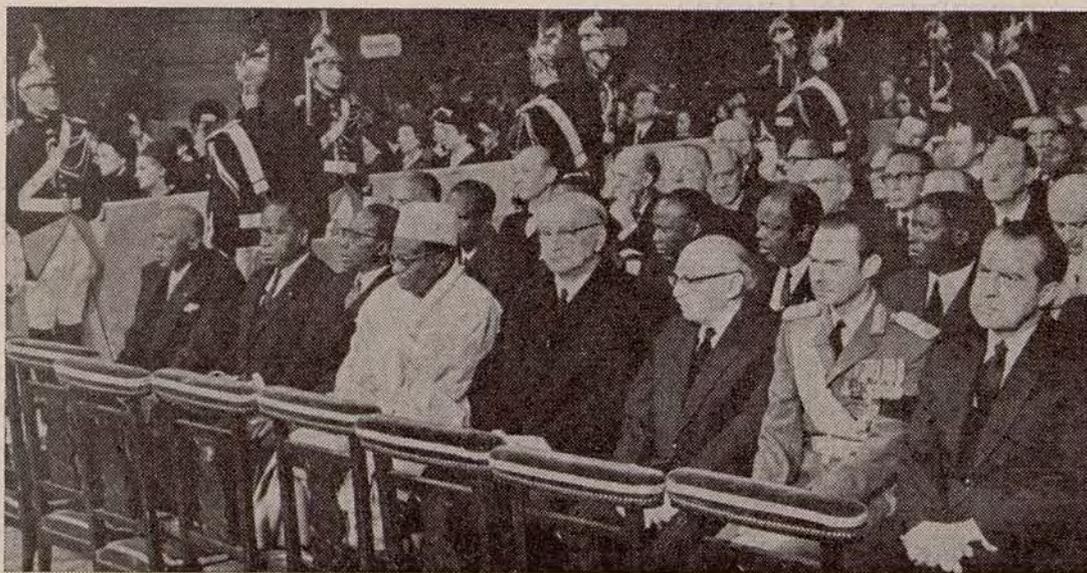
Le camarade C. Bobrowski, retenu par ses tâches militantes, n'a pu terminer à temps pour ce numéro la deuxième partie de son étude sur la Pologne, que publiera donc le n° 556 de *la Vérité*, à paraître dans la dernière quinzaine de janvier 1972, en même temps qu'une contribution à la discussion internationale émanant des trotskystes espagnols sur les problèmes du Front unique ouvrier.

Notre rubrique de correspondance, bien qu'encore insuffisamment fournie à notre gré, montre cependant que nos lecteurs apprécient en général l'effort qui a été fait pour régulariser la publication de *la Vérité*, en améliorer la présentation et en enrichir le contenu.

Cet effort, nous le répétons, ne pourra se poursuivre qu'avec l'aide de nos lecteurs, que nous invitons de nouveau à prendre l'habitude de nous communiquer leurs réflexions et leurs critiques.

Enfin, si le nombre de nos abonnés s'est considérablement accru depuis six mois, il nous en faut encore beaucoup plus.

P.-S. — Quelques abonnés nous ont signalé qu'ils n'avaient pas reçu leur abonnement, alors que celui-ci leur avait été dûment envoyé. Prière de nous signaler tous les cas de cette nature, de manière que nous puissions entreprendre les démarches nécessaires.



ECOLE LAIQUE
ET
LUTTE DE CLASSES

« L'enseignement supérieur a deux espèces d'adversaires : ceux qui le redoutent parce qu'il est science et liberté, ceux qui le condamnent parce qu'il est sélection et élite. »

(Liard, 1894.)

Commentaire de Jaurès :

« Je ne sais à qui s'adressent ces dernières paroles. Elles conviennent peut-être à une bourgeoisie mercantile et basement utilitaire. Elles ne s'appliquent pas à la démocratie socialiste. Celle-ci ne suspecte point la haute science : elle sait qu'aujourd'hui celle-ci n'est accessible qu'à une élite, mais de l'humanité tout entière elle veut faire une élite. »

« Et vous voulez être les maîtres de l'enseignement ! Et tout ce qui a été écrit, trouvé, rêvé, déduit, illuminé, imaginé, inventé par des génies, le trésor de la civilisation, l'héritage séculaire des générations, le patrimoine commun des intelligences, vous le rejetez ! Si le cerveau de l'humanité était là, devant vos yeux, à votre discrétion, ouvert comme la page d'un livre, vous y feriez des ratures... »

(Victor Hugo, discours contre la loi Falloux.)

Les objectifs généraux de la bourgeoisie en matière d'enseignement

par Jean-Jacques MARIE

La profondeur de la crise qui ébranle la bourgeoisie française s'exprime avec une acuité particulière dans la façon dont la bourgeoisie tente d'y faire face en essayant d'adapter de haut en bas l'enseignement aux solutions très brutales qu'elle dégage ou plutôt essaie de dégager pour survivre.

Les vastes perspectives du plan Mansholt décrivant une agriculture européenne de l'année 1980 où des régions entières seraient réduites à l'état de semi-déserts à reboiser, vastes parcs naturels d'où la culture, l'élevage... ainsi que les cultivateurs et les éleveurs auraient disparu, ou les non moins vastes perspectives du rapport dit Vedel, décrivant, comme un processus naturel, la disparition d'ici 1980 de la majorité des exploitations paysannes existant à ce jour, définissent le cadre dans lequel s'inscrit la refonte de l'enseignement engagée au début des années 1960 sous l'égide du bonapartisme gaulliste.

Dès son installation au pouvoir, de Gaulle se pencha sur l'Éducation nationale. Il confia à deux « experts », Louis Armand et Jacques Rueff, le soin d'étudier, entre autres, ce problème. Les conclusions de ces deux augures sont consignées dans le plan Rueff-Armand publié en 1959. Ce plan exige une réforme de l'enseignement qu'il justifie, selon le résumé exact, mais insuffisant, qu'en a donné le secrétaire pédagogique du S.N.E.S., J. Petite :

- parce qu'il fallait « définir l'ensemble des moyens internes propres à préparer l'économie française à la concurrence européenne » ;
- parce que c'est à l'Éducation nationale qu'incombe le grand devoir d'assurer l'harmonie « afin d'atténuer le risque » des convulsions sociales, en raison notamment de « l'aspiration générale à un meilleur niveau de vie » ;
- parce qu'enfin, disait-on, « la France doit être en état de faire face, comme les autres pays de l'Occident, à la compétition engagée sur le plan technique, économique et social, avec les pays de l'Est ».

(Université syndicaliste,
n° 11, 4 février 1970, p. 13.)

En attendant de pouvoir s'atteler aux tâches d'ensemble esquissées dans ce plan, ce qui supposait que le gouvernement gaulliste soit débarrassé du cancer algérien, Debré met l'essentiel en train. Prenant à peine le temps de rédiger un projet de Constitution — où il omet de définir la France comme une République « *laïque* » — il fait préparer une loi sur la prise en charge de l'enseignement privé par l'Etat, loi dont l'article I commence par instaurer la présence des aumôniers dans les établissements publics. Les deux mesures (l'argent aux écoles libres et leur « *association* » à l'Education nationale, d'un côté, l'entrée des aumôniers dans les écoles et les lycées, de l'autre, sont la double face de l'œuvre idéologique que la bourgeoisie attend de l'Eglise). La loi Debré est votée le 31 décembre 1959. Le même jour, Jean XXIII déclare par un message adressé à l'Office international de l'enseignement :

« Aujourd'hui comme hier, l'Eglise affirme solennellement que ses droits et ceux de la famille, dans le domaine de l'enseignement, sont antérieurs à ceux de l'Etat. L'Eglise affirme aujourd'hui comme par le passé son droit d'avoir des écoles où des enseignants animés de solides convictions inculquent aux esprits une conception chrétienne de la vie et où tout l'enseignement soit donné à la lumière de la foi. »

(Cité par J. Cornec, *la Laïcité*, p. 267.)

On peut symboliser le passage de l'enseignement clérical à l'école laïque par celui de la lecture édifiante à la lecture instructive, ou de la morale religieuse au calcul. L'objectif de l'Eglise n'a jamais changé : elle s'imposait en 1880 à

l'enseignement primaire laïque, gratuit et obligatoire ; elle s'opposa en 1930 à la gratuité de l'enseignement secondaire ; elle bénit en 1941 la liquidation des Ecoles normales décréetée par Pétain, qui réintroduisit en même temps l'enseignement religieux dans les horaires de l'enseignement public dans son ensemble...

Ce qu'elle vise partout, c'est ce qu'elle a, par exemple, obtenu en Espagne par le concordat signé entre Pie XII et Franco et dont l'article 26 stipule :

« Dans tous les centres de tout ordre et de tout degré, qu'ils appartiennent à l'Etat ou non, l'enseignement sera conforme aux principes du dogme et de la morale catholique. »

La subordination de l'enseignement au dogme et à la morale catholique marquerait un prodigieux recul, la subordination de la culture à une idéologie du mystère et de la soumission, la subordination de toute réflexion dans tous les domaines des sciences au monopole des dogmes et des « *mystères* », bref une fantastique régression que les auteurs du film *la Planète des singes* illustrent plaisamment en nous montrant comment un ministre des sciences qui est en même temps ministre du culte bloque avec acharnement toute recherche dans le domaine capital de l'anthropologie...

Dans sa préface du livre de Marceau Pivert, *l'Eglise et l'Ecole* (1932), Léon Blum écrivait :

« Pour l'Eglise, l'école n'est qu'un des moyens d'asseoir son ordre, de perpétuer la hiérarchie sociale avec laquelle elle se confond, de préserver la structure capitaliste contre toute possibilité de subversion » (p. 9).

Exprimée dans le langage qui est celui de Blum, qui préférait parler de hiérarchie et de structure que de société de classe, cette affirmation est juste et reste juste, elle l'est plus que jamais, même si les formes extérieures sous lesquelles elle se manifeste sont modifiées. Modifications conjoncturelles et apparentes, liées à la nécessité pour l'Eglise de garder ou de reconquérir son contrôle sur tous les milieux, sur toutes les couches, dans toutes les classes sociales, et surtout au sein du prolétariat. Pivert notait dès 1932 que, pour pénétrer dans le prolétariat, l'Eglise « *essaie de parler son langage, de satisfaire à ses besoins immédiats, de s'introduire dans ses rangs pour orienter son action vers la collaboration des classes...* » (*idem*, p. 165). Depuis 1932, l'Eglise a fait bien des progrès dans ce domaine...

Le règne de l'Eglise sur l'enseignement, c'est le règne de l'obscurantisme, c'est la liquidation de l'esprit critique et du droit à l'esprit critique dans tous les domaines qui touchent à la religion. Et tous les domaines de la connaissance y touchent, de par la nature de la religion (explication globale du monde et de l'homme) et des Eglises (de leur rôle social et politique).

Voici par exemple, décrite (avec satisfaction) par *la Croix*, la façon dont on enseigne l'« *Histoire des religions* » en Suède, ce paradis du socialisme selon M. Rocard, secrétaire général du très chrétien P.S.U., où la laïcité de l'enseignement n'existe pas, où il existe au baccalauréat une épreuve de « *christianisme* », où l'enseignement religieux

reste **OBLIGATOIRE** dans toutes les écoles (après quarante ans de gouvernement social-démocrate) :

« Jusqu'à une date récente, les manuels scolaires étaient en effet souvent tendancieux dans leur présentation de confessions non luthériennes ou de religions non chrétiennes. Désormais, toute minorité religieuse pouvant établir que tel énoncé la concernant est faux ou par trop déformé peut adresser une réclamation au ministère de l'Education qui, après examen, retire le manuel de la circulation. De simples soucis financiers font que les éditeurs de manuels scolaires, pour éviter tout risque, font appel à des représentants directs des Eglises ou religions intéressées pour faire contrôler par eux l'orthodoxie des manuels qu'ils pensent publier. »

(*La Croix*, 26-27 septembre 1971.)

Une fois liquidé le cancer de la guerre d'Algérie, opération qu'il n'avait pu réussir qu'avec la collaboration des directions du mouvement ouvrier (qui déclenchèrent deux grèves « *nationales* » pour le soutenir) contre une fraction de l'armée, de Gaulle se lança dans une grande entreprise de remodelage et de restructuration de l'enseignement.

Antoine Prost, membre du S.G.E.N. (C.F.D.T.), écrit dans son *Histoire de l'enseignement* :

« La V^e République (...) n'applique pas un plan cohérent, qui se dévoilerait à travers des mesures successives dont il assurerait la continuité ; elle obéit aux situations (...) Ces tâtonnements provoquent des difficultés qu'un plan logique eût sans doute évitées » (p. 422).

C'est prendre l'apparence pour la réalité, c'est confondre la difficulté énorme qu'a eue et qu'a toujours le gouvernement gaulliste (et son succédané pompidolien) à trouver les moyens de faire passer telle ou

telle traduction particulière de ses objectifs généraux, face aux réticences et à la résistance de la masse des enseignants, c'est confondre cette difficulté (qui morcelle un plan en une pluie de mesures particulières à l'aspect hétéroclite) avec l'absence de plan.

En fait, les mesures particulières prises à partir de 1963 (création des collèges d'enseignement secondaire) s'ordonnent avec la réforme dite Fouchet autour d'objectifs qui ont été depuis exprimés dans le VI^e Plan et par O. Guichard avec une netteté particulière.

LES OBJECTIFS DU VI^e PLAN

Les auteurs du VI^e Plan tentent de dégager les exigences économiques et sociales auxquelles la bourgeoisie doit répondre, et leurs implications dans le domaine de l'enseignement ; et même si, dans le tableau des options du VI^e Plan, les « experts » se leurrent autant qu'ils essayent de masquer la réalité sous des perspectives riantes, on peut en déduire sans grande peine les traits généraux les plus importants de ces implications.

L'exigence première, constamment répétée, c'est celle de la *mobilité de la main-d'œuvre*, définie comme « *la condition essentielle d'un bon fonctionnement du marché du travail* ». Cette mobilité, les auteurs nous la présentent comme commandée par les impératifs techniques d'une économie en plein développement ; ils insistent sur « *l'adaptation continue des travailleurs aux transformations incessantes des postes de travail ; la conversion dans une autre activité ; l'entretien et la mise à jour des connaissances nécessaires pour éviter le*

décalage entre les aptitudes du travailleur et les exercices de son métier... », etc. Et le VI^e Plan met constamment côte à côte « *la réalisation du plein emploi* » et « *une meilleure orientation de la population active* ».

Sans doute y a-t-il aujourd'hui chômage... Mais, à en croire nos experts, ce chômage s'explique par l'inadaptation de l'enseignement :

« Les générations plus nombreuses qui arrivent chaque année sur le marché du travail sont le plus souvent démunies d'information sur la vie professionnelle, sur les débouchés existants et à venir, alors que LA STRUCTURE MÊME DU SYSTÈME ÉDUCATIF ET LE CONTENU DE L'ENSEIGNEMENT DISPENSÉ S'OPPOSENT SOUVENT A LEUR INSERTION SATISFAISANTE DANS LE MONDE DU TRAVAIL. »

Et, tout au long du texte sur les principales options qui commandent au VI^e Plan, revient, litaneuse, l'idée que la réforme nécessaire de la formation professionnelle et de l'ensemble de l'enseignement qui découle de cette affirmation vise à élever et à diversifier la qualifica-

tion de la main-d'œuvre, qui serait aujourd'hui insuffisante, et qui le serait plus encore par rapport aux objectifs du développement économique.

Mais les « experts » laissent parfois entrevoir la vérité derrière ce tableau mythique des choses. Ils laissent échapper plusieurs fois un aveu dénué d'artifice sur la nature du chômage :

« La proportion de ceux qui souhaitent exercer une activité grandit mais, en même temps, certains emplois, notamment dans l'industrie, sont l'objet d'une désaffection croissante. »

Serait-ce que l'enseignement aurait mal préparé de nombreux jeunes à des travaux qualifiés qu'ils ne pourraient effectuer ?

Mais le texte avoue un peu plus loin :

« Le secteur industriel souffre d'une pénurie chronique de travailleurs », *entre autres* « pour l'ensemble des travaux peu ou non qualifiés, à l'égard desquels se manifeste une désaffection grandissante des travailleurs français du fait de l'insuffisance des rémunérations, et, plus encore, des conditions de travail... »

Le texte discerne encore un peu plus l'existence du mouvement suivant :

« Un mouvement défavorable à l'orientation de la main-d'œuvre et des jeunes en particulier vers le secteur industriel, du fait des conditions d'emploi, des durées et ses pénibilités du travail, ainsi que du niveau des rémunérations. »

Bref, il y a une masse d'emplois non ou peu qualifiés, pénibles et mal rémunérés, dont les travailleurs (même les jeunes) se détournent... et vers lesquels, donc, il faut les contraindre à se tourner, sans comp-

ter ce que les « experts » appellent pudiquement la nécessaire « *détente du marché de l'emploi* », c'est-à-dire l'existence d'un volant de chômeurs évalué par le V^e Plan à 600 000. Malgré les ambiguïtés et les prudences de la formulation, c'est bien ce qu'avouent les experts du VI^e Plan.

Le sens de la réforme radicale de l'enseignement, et en particulier de l'enseignement technique et professionnel, qu'ils proposent, apparaît dès lors plus clairement.

Le texte des options du VI^e Plan déclare :

« On peut estimer que la formation professionnelle devra connaître, pendant la période du plan, une croissance rapide, qui se traduirait au minimum par un doublement des moyens actuels de *formation post-scolaire...* » (souligné par nous.)

Autrement dit, la formation professionnelle devrait se développer APRÈS LA SCOLARITÉ, dans l'entreprise. C'est le retour (sous des formes nouvelles) à l'apprentissage du XIX^e siècle, qui fournissait une masse d'adolescents aux négriers du patronat. En ce qui concerne l'enseignement technique lui-même, « *un effort prioritaire devra être entrepris en ce qui concerne la formation des formateurs ; sur ce point, les besoins ne pourront être satisfaits que par un large recours, non seulement aux personnels enseignants, mais également au personnel des entreprises* », ce qui vise à renforcer la mainmise du patronat sur l'enseignement technique et à faciliter l'un des objectifs qui doivent permettre d'accroître considérablement la « *fluidité* » ou la « *mobi-*

lité » de la main-d'œuvre, à savoir « le renforcement du caractère d'adaptabilité permanente et de sélectivité du système des conventions », formule alambiquée qui revient à dire : il faut obtenir que les conventions restreignent la valeur des diplômes professionnels à une période de temps limitée, la plus étroite possible et, en plus, n'en reconnaissent qu'une partie. Il s'agit de miner toute sécurité d'emploi, les garanties liées à un diplôme étant l'une des constituantes de cette sécurité.

Les options du Plan s'efforcent de répondre aux exigences présentées par le patronat :

« La difficulté est de savoir comment réduire ou limiter les dépenses lourdes du type aide à l'agriculture, subventions sociales, Education nationale... Il faudra conc en arriver à l'éclatement de l'Education nationale sur le plan administratif et financier et à des modes de financement (spécialement pour l'enseignement supérieur et technique) autonomes, où la collectivité n'intervienne que pour une part. Cela suppose une révision fiscale, les entreprises et les individus n'ayant pas à payer deux fois pour l'enseignement, une fois à l'Etat, une autre aux écoles, instituts ou universités décentralisés. Seul, l'enseignement de base devrait relever d'un financement classique, encore n'est-il pas certain que, là aussi, la notion d'établissement n'ait pas à l'emporter un jour sur celle d'administration. »

(*Entreprise*, 18 octobre 1969.)

Par la bouche des instances dirigeantes du patronat, la bourgeoisie a plus d'une fois souligné — et ce, de plus en plus — l'importance vitale que représente pour elle la subordination de l'enseignement à ses besoins, de plus en plus contradictoires avec les intérêts des travail-

leurs et de toutes les couches périphériques de la petite-bourgeoisie, comme le montrent même les déclarations des coryphées du C.N.P.F.

Le 21 octobre 1970 se tenaient à Lyon, à l'initiative du C.N.P.F., des assises nationales des entreprises, consacrées à la formation. M. Huvelin y déclarait :

« La formation des Français depuis leurs premières années jusqu'au terme de leur vie active est, à coup sûr, le problème national le plus essentiel. »

« Depuis leurs premières années jusqu'au terme de leur vie active », c'est-à-dire de 3 à 65 ans. Il ne s'agit ni d'une incidente ni d'un lapsus. Il s'agit de l'expression d'une politique qui vise à remplacer par une prétendue « formation permanente » (accomplie pendant et après le travail ou le chômage) une partie, la plus grande possible, des études faites à l'école, au C.E.T., au lycée ou en faculté. Réduire la durée des études en reportant sur l'entreprise et ses annexes toute une partie de la « formation », c'est faire coup double : c'est réduire massivement les investissements de l'Education nationale, et se subordonner cette dernière en la liant à l'industrie.

Aux assises nationales de Lyon, l'un des dirigeants du patronat, M. de Calen, dénonça la « culture bourgeoise » et les « connaissances encyclopédiques » et, après avoir souhaité la mort de cette « culture bourgeoise », il déclara :

« Nous condamnons le fétichisme des diplômes, mais nous continuons trop souvent à embaucher les jeunes sur leurs titres et à leur donner des salaires d'autant plus élevés qu'ils ont davantage de "peaux d'âne". »

« N'oublions pas que c'est dans l'exercice même de notre métier de patron que nous pouvons avoir l'influence la plus profonde sur l'évolution de l'enseignement : nous sommes des recruteurs, des juges, des payeurs » (souligné dans le texte).

Cette politique vient d'être décrite et prônée, avec toutes les justifications gauchistes indispensables, par J. Julliard, enseignant membre du S.G.E.N. (syndicat enseignant de la C.F.D.T.), dans les colonnes du *Nouvel Observateur* (lundi 13 septembre 1971, pp. 14 et 15). Toutes les justifications pédagogiques y passent : l'absurdité de la coupure entre l'enseignement et la vie, l'absurdité d'un savoir coupé de la pratique (comme s'il pouvait en être autrement aussi longtemps que le capitalisme ne sera pas abattu, puisque celui-ci a poussé à l'extrême la division entre le travail manuel et le travail intellectuel héritée du passé, et ne saurait revenir en arrière !), le caractère dépassé de la laïcité, la nécessaire lutte contre la hiérarchie dont les diplômés sont une composante fondamentale et qu'ils reproduisent.

La conjonction entre la politique du patronat et celle de la C.F.D.T. est ici éclatante :

« UNE SOCIÉTÉ QUI ENCASERNE SA JEUNESSE DANS DES ÉCOLES ET SES VIEILLARDS DANS DES ASILES EST UNE SOCIÉTÉ MALADE (...) En réalité, le rapport qui unit l'enfant à l'école, l'étudiant à l'université est semblable à celui qui unit les pommes de terre au sac qui les contient : un rapport purement spatial et accidentel. Il faut briser ce cycle infernal, reconquérir le temps humain sur une division technique du travail de plus en plus absurde, imposée par la société industrielle et qui a déteint sur l'école d'une manière indélé-

bile. Il faut recomposer le temps en miettes à partir de ces trois données de base : l'étude, le travail, le loisir. ET POUR CELA, FAIRE SAUTER LE CARCAN SCOLAIRE. Telle qu'elle existe, telle qu'elle est conçue, NOTRE ÉCOLE EST UN OBSTACLE FONDAMENTAL A LA FORMATION PERMANENTE. La semaine de quarante-cinq heures de travail aussi, bien entendu.

La concentration totalitaire de l'enseignement sur une seule tranche d'âge — et la moins apte à un *drill* aussi intensif — a pour conséquence l'existence et la prolifération d'une institution spécialisée, ANIMÉE PAR UN CORPS DE PROFESSIONNELS DE LA COMMUNICATION DU SAVOIR, ET JOUISSANT DU MONOPOLE DANS CE DOMAINE. PRÉTENTION EXORBITANTE : MONOPOLE DE L'ENSEIGNEMENT ! POURQUOI PAS DE LA PENSÉE ? Certes, on tente de justifier ce monopole par diverses raisons, bonnes ou moins bonnes. Longtemps, C'EST LE PÉRIL CLÉRICAL QU'ON INVOQUA, le danger, pour la cohésion nationale, de "deux jeunesses" formées dans un esprit différent (Jules Ferry). Mais comme, depuis longtemps, l'école publique a cessé d'avoir un esprit qui lui soit propre, l'argument n'est plus guère convaincant. Il n'est d'ailleurs que de voir le recul dans l'esprit public de l'idée laïque traditionnelle : un récent sondage révélait que 50 % des Français étaient favorables à la liberté de l'enseignement, contre 26 % (...)

La défense d'un monopole mythique repose sur la même idée que précédemment : celle d'un cloisonnement rigoureux entre la connaissance et l'expérience. Or pourra-t-on encore longtemps défendre l'existence d'un corps spécialisé dont l'unique fonction serait de "transmettre" à longueur de journée, à longueur d'existence ? Si l'on y veut bien réfléchir, L'ENSEIGNEMENT A PLEIN TEMPS PARAÎT AUSSI DIFFICILEMENT CONCEVABLE QUE LA SCOLARITÉ A PLEIN TEMPS PENDANT LE TIERS DE L'EXISTENCE. Ce n'est pas un hasard si les enseignants se révèlent incapables de former autre chose que des professeurs, puisque c'est la seule activité dont ils aient l'expérience pratique.

N'importe, dépossédés dans les faits du monopole intellectuel de la transmission du savoir, LE CORPS ENSEIGNANT S'ACCROCHE AVEC D'AUTANT PLUS DE VIGUEUR A CE QUI EN EST LA TRADUCTION SOCIALE ET PO-

LITIQUE : LE PRIVILÈGE DE L'ATTRIBUTION DES GRADES. CE FAISANT, IL CONTRIBUE A DÉVALORISER TOUTE CULTURE PARALLÈLE, tout savoir qui n'aurait pas reçu l'estampille officielle du diplôme. Or la fonction du diplôme est sociale et non pas intellectuelle.

En distribuant des numéros d'ordre pour l'attribution des places dans notre société, ou, si l'on préfère, des brevets de placement, les enseignants exercent un pouvoir social considérable. ET, DANS LA MESURE OU TOUTES LES PLACES NE SONT PAS ÉGALEMENT ENVIABLES, ILS CONTRIBUENT AU MAINTIEN DE L'ORDRE ÉTABLI, DE LA

HIÉRARCHIE FONDÉE SUR LA DIVISION SOCIALE DU TRAVAIL. Si l'on conçoit essentiellement la démocratisation comme une lutte contre une conception hiérarchisée et "élitiste" de la société, alors l'existence d'une institution monopolitique comme l'école ne peut être d'aucun secours ; bien au contraire, puisque sa fonction la plus claire est de reproduire (c'est-à-dire perpétuer en la renouvelant) la hiérarchie sociale (...) LA CULTURE EST DÉSORMAIS DEVENUE CHOSE TROP IMPORTANTE POUR LA CONFIER AUX SEULS ENSEIGNANTS. » (*Tout ce qui est souligné en capitales l'est par nous.*)

QUAND OLIVIER GUICHARD S'EXPLIQUE...

La bourgeoisie n'a pas une vision objective de sa place dans la société et dans la lutte de classe. Sa vision est idéologique, c'est-à-dire vise à se présenter à elle-même comme à présenter aux autres classes de la société sa domination de classe comme nécessaire et éternelle. Aussi la bourgeoisie ne peut-elle s'appliquer à elle-même le matérialisme historique et dialectique, et nul ne saurait s'attendre, par exemple, à trouver sous la plume des augures gaullistes de l'enseignement une définition ni même une compréhension objective des données et des aboutissants, des fondements et des fins de la réforme gaulliste de l'enseignement.

Il faut s'en souvenir lorsque l'on examine en particulier les propos ou les écrits, rares mais éclairants, de l'actuel ministre de l'Éducation nationale, O. Guichard, qui a tenté de définir la « philosophie » de sa réforme dans un article publié dans *Preuves* (4^e trimestre 1970) sous le titre *l'Enseignement, pivot de la*

société mobile. Guichard définit lui-même sa réforme par rapport à une conception des bouleversements inévitables de la société capitaliste, bouleversements qui sont, bien sûr, présentés comme le moment d'un épanouissement et non comme le produit d'une crise profonde et la tentative de la pallier :

« Dans les sociétés stables que furent les sociétés occidentales pendant des siècles, la tâche était relativement simple. Elle consistait à ramener les déviants à une norme commune et communément acceptée, ou à intégrer de lentes évolutions. Mais la nouvelle société que modèle l'âge technique sera une société mobile — et le mouvement ne va pas sans frottements ni échauffements.

La nouvelle société sera une société nomade (1), allant toujours vers de nouveaux paysages, sans cesse contrainte de s'adapter à de nouvelles circonstances, de modifier son dispositif, d'inventer à chacun de nouvelles missions.

Le passage de la société sédentaire à la

(1) Le texte imprimé dans *Preuves* porte « normale », mais, comme toute la suite le montre, c'est là une erreur typographique fâcheuse. C'est manifestement « nomade » qu'il faut lire.

société nomade est douloureux. En quelques générations, l'ancien cadre de références a craqué, les valeurs sont devenues incertaines, les points d'appui se sont dérobés. Et cette perspective de mobilité est proprement affolante pour une société. Une certaine stabilité est indispensable à toute vie sociale et les sociétés nomades ont toujours dû en trouver la source en elles-mêmes dans de fortes coutumes. La mobilité s'organise. Le rôle de l'éducation est ici décisif. »

(Preuves, 4^e trimestre 1970, pp. 71-72.)

Ce charabia pseudo-philosophique ne doit pas tromper. Il ne s'agit pas d'une mobilité intellectuelle, spirituelle, et la douleur du passage de la société sédentaire à la société nomade sur laquelle O. Guichard insiste tant n'est pas une douleur morale ou métaphysique. La « *mobilité* », c'est la mobilité du travail, de l'emploi, la mobilité des travailleurs, c'est-à-dire la mise en cause de toute sécurité d'emploi, de qualification, de salaire... Sous le galimatias de l'ouverture au monde, de l'aventure, c'est la destruction des garanties que, dans la sueur et souvent le sang, les travailleurs ont arrachées pied à pied, et qui constituent ce que O. Guichard appelle « *un système isolé et clos* ». Ces garanties constituent un obstacle énorme à la tentative de refonte totale que le capitalisme français tente d'opérer sur lui-même : concentration autour de quelques secteurs de pointe (comme la Hollande, disait Pompidou lors de sa campagne électorale), liquidation des secteurs non rentables, dépeuplement des campagnes, etc. Et comme le dit Guichard :

« Le rôle de l'éducation est ici décisif parce qu'elle doit préparer la masse des jeunes à cet avenir. »

Toutes les mesures particulières qu'il prévoit ou met en place ne sont que la projection de ce grand dessein : transformer l'Université unique en « *universités différentes les unes des autres, capables d'acquiescer une véritable personnalité (...), en une soixantaine de collectivités ouvertes maîtresses de leur sort* » (p. 69), qui iront chercher leurs crédits auprès du patronat régional et y seront donc étroitement soumises, dont la formation sera donc étroitement subordonnée aux besoins du marché régional... ; il s'agit de multiplier « *les formations à temps partiel* » qu'il précise en ces termes :

« A la charnière du temps de l'école, de la formation à temps plein et de l'emploi, du travail à temps plein, il se constituera une zone intermédiaire où seront organiquement couplées les études et l'activité professionnelle » (p. 70).

Bref la formation sur le tas avec quelques heures d'enseignement général et sans diplôme national... Perspective d'ensemble, puisque O. Guichard espère que « *la généralisation des études supérieures aboutira à leur mariage avec la vie du travail* » (*idem*), c'est-à-dire que les anciennes facultés et grandes écoles se transformeront en excroissances des entreprises et seront entièrement subordonnées à leurs besoins économiques, sociaux et idéologiques : pour le patronat, la qualification professionnelle passe toujours après la docilité et la servilité. C'est pourquoi l'enseignement ecclésiastique lui convient mieux que tout autre. La réforme de Guichard lui subordonnerait directement ou indirectement l'essentiel de la formation, y compris supérieure.

La crise de l'impérialisme et la culture

par Pierre ROY

ROLE COMPARE DE LA BOURGEOISIE ET DU PROLETARIAT

Lorsque la bourgeoisie française était une classe révolutionnaire, elle s'attaquait à tout ce qui entravait le développement des forces productives, à l'étroitesse et à la barbarie féodales. Au sein même de la société féodale, il lui a été possible d'établir des positions économiques, politiques et culturelles qui ont été de puissants facteurs de désagrégation de l'ancien ordre des choses.

Trotsky a souligné à maintes reprises, notamment dans *Littérature et révolution* et *Leçons d'Octobre*, qu'il s'agit là d'une différence capitale entre le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie et le mouvement révolutionnaire du prolétariat. En tant que classe dont le rôle ne peut être, par sa domination, que d'accomplir la disparition de la société de classes et donc, par là même, de travailler à sa propre disparition, le prolétariat n'est pas porteur d'une nouvelle culture, d'une culture « prolétarienne ». Aux couches qui ont été écartées de l'accès aux richesses intellectuelles de l'humanité sous la domination de la bourgeoisie, à l'ensemble de la société libérée des entraves de la propriété

privée des moyens de production, le prolétariat ouvre les portes du savoir en assumant l'héritage culturel des sociétés antérieures. Telle est la tâche du prolétariat avant qu'une nouvelle culture, infiniment supérieure à tout ce qui a précédé, puisse peu à peu se dégager à la faveur de l'extinction progressive de la division du travail entre manuels et intellectuels, parallèlement à l'extinction de ce dernier vestige de la société de classe, arme de la contrainte d'une classe sur les autres, que constitue l'Etat.

L'Etat ouvrier, héritant de l'ancienne société de tâches « bourgeoises » (arme de la dictature de la classe ouvrière, arme de la majorité contre la minorité, arme de la répartition forcément inégale — puisque la répartition est nécessaire « de l'extérieur » et ne s'effectue pas d'elle-même tant qu'il n'y a pas suffisamment de produits pour tous), est appelé lui-même à « s'abolir » progressivement. C'est dans ces conditions qu'une nouvelle culture peut s'élaborer peu à peu dans les flancs de la société socialiste mondiale et porter le savoir de l'homme à des

hauteurs qu'il est difficile d'imaginer, savoir qui ne connaîtra pas de limites, accroissant en permanence le pouvoir des hommes sur la nature, y compris sa propre nature.

C'est alors que le communisme s'épanouira et que les hommes participeront à l'œuvre naturelle comme produit le plus achevé de cette œuvre naturelle elle-même.

ROLE CULTUREL DE LA BOURGEOISIE

Tout autre était nécessairement le rôle que la bourgeoisie fut amenée à jouer. La bourgeoisie luttait dans la société féodale pour préparer sa propre domination de classe, domination bornée à ses propres intérêts, domination qui avait pour but de renverser le système de la propriété privée féodale, entrave au développement des forces productives, pour imposer un système de propriété privée, le système capitaliste, à la fois couronnement et achèvement de tous les systèmes de propriété privée antérieurs.

Mais, avant que la bourgeoisie pût instituer sa domination de classe, il lui fallait rallier autour d'elle toutes les couches de la société opposées à la propriété féodale et à la monarchie absolue, dernière expression politique de l'ordre féodal, dernière forme de l'Etat que la société des seigneurs et des serfs avait produite. La monarchie absolue était l'expression de cette situation où les propriétaires fonciers féodaux s'étaient vus contraints de remettre au plus fort d'entre eux le soin de représenter et de défendre leurs intérêts ; processus très contradictoire qui eut lieu au prix d'une lutte de

la monarchie contre les seigneurs eux-mêmes. Si, en dernière analyse, l'Etat centralisé de la monarchie absolue représente l'ultime forme que pouvait prendre la société féodale, il le fait en étant obligé de miner les bases mêmes de ladite société et, en particulier, en mettant fin aux particularismes, aux ambitions opposées des seigneurs féodaux et en s'élevant au-dessus d'eux comme un arbitre (1). Dès lors, les seigneurs féodaux se virent privés de toute possibilité d'action indépendante.

Les dernières velléités d'indépendance de cette classe par rapport à la monarchie centralisée s'exprimèrent dans la Fronde des princes, au milieu du XVII^e siècle. L'histoire qui suit est celle des courtisans vassalisés par le roi, qui substituèrent aux grandes querelles du Moyen Age et du XVI^e siècle les intrigues mesquines tissées autour de tel ou tel personnage de l'entourage du roi. La

(1) Cela se passa en France de façon particulièrement radicale. Et il est certain que ce processus était, pour la plus grande part, un processus tout à fait inconscient qui se donna toutes sortes de déguisements idéologiques.

Cour fut, de ce point de vue, le lieu où devaient misérablement s'abâtardir les restes lointains de l'ancien état d'esprit des seigneurs féodaux.

Désormais, l'esprit chevaleresque, le point d'honneur, l'héroïsme, la courtoisie, qui constituaient jusqu'alors le vernis historique derrière lequel les seigneurs féodaux dissimulaient leur vraie nature, n'arrivaient plus à masquer l'esprit d'intrigue, la grossièreté, la débauche. A beaucoup d'égards, l'œuvre d'un Corneille représente l'idéalisation bourgeoise d'un état de choses désormais révolu où *le Cid*, *Nicomède*, etc., renvoient à des modèles d'autrefois, mais d'un autrefois transfiguré par la légende et par l'admiration qu'un bourgeois ayant accédé à la noblesse de robe voue à des ancêtres qu'il n'eut pas et dont il rêve. L'esprit de courtoisie et le culte dont la force physique et l'autorité morale sont l'objet dans l'œuvre de Corneille témoignent à leur manière de cette mutation qui s'est opérée à la fin de la première moitié du XVII^e siècle dans la disposition des forces de classe.

Se coulant dans les formes de la société féodale, mais les adaptant, les modelant autant que faire se pouvait à leurs propres besoins, les bourgeois représentèrent l'autre plateau de la balance dont la monarchie absolue tentait de maîtriser le fléau en équilibrant les seigneurs par les bourgeois et réciproquement.

Si l'armée et le clergé se recrutaient parmi les nobles d'épée, l'appareil bureaucratique de la monarchie se

recrutait dans la bourgeoisie. La monarchie fut en effet contrainte, pour éponger sa dette permanente, de vendre massivement des offices (2), c'est-à-dire des charges officielles dépendant du gouvernement central.

Cet appareil bureaucratique de la monarchie fut constitué par les couches supérieures de la bourgeoisie, en quelque sorte « assimilées » par la société féodale. Mais cela ne suffit pas. Les couches qui se trouvaient en dessous et dont le poids économique devenait de plus en plus important ne pouvaient être absorbées par l'appareil d'Etat, aussi tentaculaire fût-il. De plus en plus, le commerce, les manufactures, la capitalisation du surproduit agricole étaient incompatibles avec un ordre de choses où les différences et obstacles d'une province à l'autre, les privilèges des corporations (corps de métier ou jurandes), l'extrême enchevêtrement juridique, l'énorme bureaucratie gouvernementale entraient en opposition directe avec les intérêts de la bourgeoisie. Le clergé et la noblesse, parasites sociaux, gaspilleurs des deniers publics et privés, représentaient aux yeux de la bourgeoisie une véritable insulte à son propre labeur patient qui visait à accumuler des richesses matérielles, à tenter de perfectionner la maîtrise de l'homme sur la nature pour augmenter la capacité productrice de la société.

(2) Ces offices étaient la source d'énormes profits pour leurs titulaires qui bénéficiaient des pleins pouvoirs et de la quasi-impunité et qui, de ce fait, ne se contentaient bien évidemment pas de remplir les caisses du roi !

PORTEE DES CONQUETES CULTURELLES DE LA BOURGEOISIE AU XVIII^e SIECLE

C'est dans cette période que la bourgeoisie française aiguise ses armes intellectuelles pour préparer l'assaut de l'Ancien Régime. Comme nous l'avons déjà signalé, il lui fallait pour cela rallier le maximum de forces ; toutes les couches de la bourgeoisie devaient être mobilisées. Les plus lucides et les plus radicaux de ses représentants comprenaient qu'il leur fallait aussi gagner à leur cause artisans, boutiquiers, paysans qui serviraient de force de frappe contre la monarchie féodale. Sans doute tout cela n'était-il pas quelque chose de conscient chez la plupart des bourgeois.

Mais ses représentants intellectuels les plus éminents, notamment les Encyclopédistes, ceux qui, physiocrates, tentaient de jeter les bases d'une économie politique, ou mathématiciens, physiciens, chimistes, médecins, etc., tentaient de faire progresser les sciences de la nature, ou bien encore juristes, moralistes, philosophes, tentaient de définir un système cohérent de gouvernement, tous ces porte-parole de la bourgeoisie accomplissaient leur œuvre à cette époque non pas au nom des seuls intérêts de la bourgeoisie, mais au nom des intérêts de l'écrasante majorité de la société opposée au clergé, à la noblesse et à la monarchie. Dans cette mesure, la culture que fondait la bourgeoisie était, à beaucoup d'égards, une culture *universelle* que ses intérêts bornés de classe ne limitèrent et ne dénaturèrent qu'après qu'elle eut assuré

sa domination politique. Ces intérêts bornés commencèrent avec Thermidor à dresser des barrières *idéologiques* (imposées par des moyens politiques extrêmement brutaux), c'est-à-dire à partir du moment où, les écuries féodales ayant été nettoyées de fond en comble sous la direction de la petite-bourgeoisie révolutionnaire des sans-culottes, il devint nécessaire, du point de vue bourgeois, de briser net un processus où les libertés conquises entraient en conflit avec la « *liberté* » précieuse entre toutes à la bourgeoisie comme fondement de sa domination de classe et du système de la propriété privée des moyens de production, à savoir la liberté d'exploiter librement les prolétaires... « *libres* » de tous moyens de subsister autrement qu'en vendant — librement — leur force de travail.

L'épanouissement culturel de la bourgeoisie révolutionnaire est particulièrement saisissant au XVIII^e siècle, en France. Et il ne s'agit pas d'enfermer dans un schéma sans vie ce qui a constitué un ensemble de produits intellectuels tout à fait extraordinaire par la variété, l'intelligence, l'audace et l'ampleur de ses vues. Pour nous en tenir aux philosophes du XVIII^e siècle en France, il serait absolument dérisoire et profondément opposé à la méthode même du marxisme, qui sut faire son profit de cette philosophie en la fusionnant avec l'économie politique anglaise et la dialectique hégélienne et en portant le mouvement

même qui les animait à un point d'aboutissement tel qu'il en constituait en quelque sorte le produit le plus achevé et la négation (traduisant sur le plan théorique un mouvement historique de même nature qui faisait simultanément du prolétariat le produit nécessaire de la société bourgeoise et son fossoyeur), il serait donc tout à fait faux de mettre un signe égal entre tous les philosophes du XVIII^e siècle. Voltaire, Rousseau, Morelly, Mably étaient déistes, d'autres, Diderot, d'Holbach, Helvétius, Buffon, étaient, ouvertement ou non, matérialistes.

Mais entre tous s'établissent de profondes différences. Tel, qui est déiste (par exemple Rousseau), est hostile à la propriété privée, tel autre, qui est matérialiste mais baron (d'Holbach), affiche le plus profond mépris pour la « *populace* ». Il est clair que chacun doit être étudié pour lui-même si l'on veut avoir une idée précise de ces nuances, de ces contradictions qui fondent l'originalité de chacun. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est de voir d'une manière globale l'héritage culturel qu'ils vont léguer à la bourgeoisie dominante.

SORT ULTERIEUR DE CET HERITAGE

Cet héritage culturel, précisément parce qu'il fut extrêmement audacieux (les audaces de Voltaire ne sont pas les mêmes que celles de Diderot, mais elles n'en restent pas moins des audaces ; ainsi ses attaques incessantes contre l'« *infâme* », c'est-à-dire cette force obscurantiste majeure qu'est l'Eglise catholique et romaine), va devenir assez vite encombrant pour la bourgeoisie du XIX^e siècle. Nous avons vu que, dès Thermidor, la réaction avait eu lieu. Il restait sans doute à la bourgeoisie à assumer la partie de l'héritage qui lui était indispensable et à l'enrichir considérablement dans le domaine notamment des sciences de la nature. Sans la physique, la

chimie, la biologie modernes, il n'était pas possible d'élargir la connaissance de la nature et de fonder l'industrie capitaliste puissante qu'elle rendait possible ; c'est pourquoi ces disciplines furent sans cesse perfectionnées, au service qu'elles étaient, dans la phase ascendante du capitalisme, du développement des forces productives.

Mais, comme Engels le faisait remarquer, ces sciences furent aussi victimes de la division du travail, et plus précisément de cette forme spéciale de division du travail que constitue la séparation entre un *savoir* étendu dans un domaine précis, apte à faire progresser la con-

naissance dans le domaine considéré, et le refus de tirer les implications matérialistes générales qui en découlent : le biologiste se refusait et se refuse encore à tirer les conclusions matérialistes des découvertes sur l'origine de la vie, le physicien, le chimiste, l'astronome, etc., faisaient et font de même à propos des découvertes sur la formation de l'univers. Il s'agit là d'un domaine réservé où « *le jugement est suspendu* », pour reprendre à Descartes une expression par laquelle celui qui fut le premier à la pratiquer (et qui avait à vrai dire, au XVII^e siècle, quelque excuse pour le faire) désignait cette opération de l'esprit se refusant à étendre dans tous les domaines les conclusions logiques de ses découvertes. Les sciences qui eurent bien évidemment le plus à souffrir d'une telle attitude, parce qu'elles pouvaient difficilement échapper à la contamination du savoir réel par l'idéologie bourgeoise, furent les sciences de l'homme : psychologie, sociologie, pédagogie, histoire, etc. Leur rôle était précisément de comprendre et d'expliquer la vie des hommes en société, leur travail, leur comportement, leur éducation... Ces domaines de la connaissance n'ont jamais pu être fondés par la bourgeoisie comme science dans la mesure même où les intérêts de classe de celle-ci, pour se perpétuer, bloquent ou déforment à un moment donné le développement de toute science, surtout « *humaine* ». Le marxisme, en fondant le matérialisme historique, créait l'arme théorique au moyen de laquelle le prolétariat peut vaincre

la société bourgeoise. La progression des autres domaines de la connaissance nécessite cette victoire, car le marxisme, qui n'est pas une utopie, ne saurait anticiper sur les conditions objectives qui, une fois réalisées, et uniquement quand elles seront réalisées, rendront possible ce bond en avant de la connaissance.

Si la psychologie, la sociologie, la pédagogie sont restées à un stade de développement extrêmement embryonnaire, cela tient moins aux difficultés objectives que présente l'objet de ces disciplines qu'aux obstacles subjectifs qui font que les chercheurs traduisent, consciemment ou inconsciemment, le caractère borné des rapports sociaux de production du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est ainsi, pour prendre exemple, que la sociologie américaine se voit confier le soin de régler les conflits de classes par une forme renouvelée des pratiques magiques : les « *socio-dramas* » et autres simulations de « *conflits* » visent à permettre à l'exploité de « *sublimier* », c'est-à-dire de transférer sur un plan autre que le plan pratique de la lutte des classes (grèves, occupations de locaux, manifestations, construction du parti, etc.), le « *conflit* » qui l'oppose au patron. Peut-on imaginer quelque chose de plus mystifiant et de plus repoussant que cette utilisation réactionnaire d'une psychanalyse de pacotille ? Voilà en quoi le capital est amené à transformer l'un des domaines de la recherche qui, dans la société sans classes, s'avérera peut-être l'un des plus féconds !

IDEOLOGIE ET ENSEIGNEMENT

L'exemple de l'enseignement est particulièrement significatif. Aujourd'hui la bourgeoisie, pour tenter de maîtriser les contradictions qui l'assaillent, qui lui rendent intolérable son propre passé dans ce qu'il a de progressif, est amenée, qu'elle en ait le désir ou non, qu'elle en ait pleinement conscience ou non, à mutiler et même renier ses propres conquêtes, qui furent mises à profit par la classe ouvrière pour se déployer en tant que classe. En effet, comme le dit Rosa Luxembourg dans un article paru dans la *Sächsische Arbeiterzeitung* du 29 octobre 1898 qui n'a rien perdu de son actualité :

« C'est au prolétariat français que revient (...), comme dans presque tous les pays capitalistes aujourd'hui, la mission de protéger les conquêtes historiques bourgeoises contre la bourgeoisie. »

Les conquêtes culturelles de la bourgeoisie sont menacées par la bourgeoisie elle-même. C'est ainsi qu'elle se livre à un travail de sélection et de dénaturation de l'héritage culturel qui lui a été légué par ses ancêtres, notamment du XVIII^e siècle.

Cela est particulièrement vrai dans des disciplines comme l'histoire, la philosophie et la littérature. Dans ces disciplines, elle renonce peu à peu à tout ce qui constituait, même de façon limitée, des éléments d'acquisition d'une méthode de réflexion, et donc de l'exercice de l'esprit critique. Le contenu même de ces disciplines, les leçons vivantes qui pouvaient en être tirées pour juger, critiquer et, partant, vouloir transformer l'état de choses exist-

tant de façon positive, tout cela est suspect. Au nom de l'histoire « *non événementielle* », on tente d'obscurcir l'enchaînement des événements, donc de rendre incompréhensible le mouvement même des forces de classes qui sont les moteurs de ces événements.

C'est ainsi qu'en lettres, pour ne prendre que l'exemple fourni par l'exercice appelé « *explication de texte* », le choix des textes à étudier et l'appareil critique qui les présente ont une énorme importance. Nous verrons dans quel sens tout cela est fait. En philosophie, le problème est du même ordre. Les recommandations pédagogiques, qui sont des directives officielles indiquant aux maîtres dans quel esprit ils doivent enseigner, insistent pour qu'à la faveur d'un prétendu humanisme les idées défendues par les auteurs soient noyées dans une grisaille indistincte. Toutes les idées seraient en quelque sorte « *équivalentes* », mériteraient le même respect. Aux termes de ces directives, il faut que l'Homme, avec un grand « H », apparaisse comme identique à lui-même à travers les âges. D'autre part les conceptions de l'auteur doivent être particulièrement étudiées et louées quand il s'agit d'un homme qui vante le « *génie* » du christianisme (Chateaubriand) ou qui prêche une morale qui concilie les intérêts des opprimés et ceux des oppresseurs (Renan, avec son : « *Ne rien aimer, ne rien haïr absolument* », devient alors un « *sage* » ; de même Alain, avec sa

« philosophie » de député radical-socialiste). Mais si l'auteur est trop hardi, s'il a écrit comme Molière *Tartuffe* et *Don Juan*, s'il est matérialiste comme Diderot, s'il a pourfendu pape, prêtres, bourgeois fusilleurs, comme Victor Hugo dans la seconde partie de sa vie, il y faut du doigté, de la nuance, du « pour et du contre » avec beaucoup de « contre » et peu de « pour ».

En histoire, en lettres, en philosophie, il faut présenter les choses de sorte qu'un rapprochement avec l'actualité ne puisse s'opérer que sous un angle : celui des voies impénétrables, sinon de la sagesse de Dieu ou de la providence, chère à Bossuet (dont l'œuvre est abondam-

ment représentée dans les manuels du XVII^e), du moins de quelque chose qui y ressemble, une espèce de fatalité obscure et incompréhensible. Comment s'y retrouver ? Il vaut mieux confier la difficile interprétation des desseins mystérieux de ce qui (ou de « qui ») façonne le monde, et la direction des « affaires publiques », qui est en relation avec ces desseins, à des gens très intelligents, sinon parfaits (mais la perfection est-elle de ce monde ?).

Ainsi sont les fondés de pouvoir de la bourgeoisie qui nous gouvernent, ainsi sont les Cavaignac, fusilleur des ouvriers en juin 1848, ainsi sont les Thiers et les Clemenceau, les Herriot et les de Gaulle.

LES MANUELS DE LITTÉRATURE

Les manuels de littérature, avon-nous dit, portent clairement témoignage du fait que la bourgeoisie est pour le moins « embarrassée » de ses propres origines. Dans ces manuels, les penseurs trop audacieux sont systématiquement éliminés. Pas un recueil de textes du XVI^e siècle où figurerait un extrait du *Discours de la servitude volontaire* composé « à l'honneur de la liberté contre les tyrans », œuvre de *La Boétie*, cet ami de Montaigne qui eut une pensée extrêmement hardie pour son époque et qui effraya Montaigne lui-même au point

qu'il refusa de publier cet ouvrage de son ami mort, le considérant comme un péché de jeunesse. Pas un recueil de textes du XVII^e où figureraient des extraits significatifs de la pensée de *Cyrano de Bergerac*, qui est tout à fait autre chose que l'espèce de d'Artagnan malheureux en amour qu'Edmond Rostand en a fait dans sa pièce. *Cyrano* a composé une tragédie athée : *la Mort d'Agrippine*, qu'on ne peut même plus se procurer ; son œuvre en prose : *les Etats et empires de la Lune et du Soleil*, n'est représentée dans les manuels, et ils sont rares à le faire,

que par des passages secondaires. La réfutation que cette œuvre contient du fameux « pari » de Pascal (où le pari est fait par un personnage de Cyrano en faveur de l'athéisme, et beaucoup plus logiquement quand on se place dans le cadre du pari : qu'a-t-on à perdre à nier l'existence de Dieu. Puisque celui-ci existe, il ne peut être que toute bonté et doit pardonner à ceux qui ont nié son existence) ne figure à notre connaissance dans aucun mensuel scolaire. On ne trouvera pas plus, en feuilletant un recueil de textes du XVII^e siècle, des extraits de l'œuvre « libertine » (3) de *La Mothe le Vayer* ou de *Saint-Evremond*, sans parler des utopistes communistes que sont *Denis Veiras* et *Gabriel de Foigny*.

Le XVII^e siècle subit le même traitement. Pas une ligne du curé *Meslier*, ce matérialiste et révolutionnaire convaincu qui légua à la postérité, au début du XVIII^e siècle, un testament extraordinaire qui constitue une mise en accusation générale de la société féodale et de la monarchie, une critique historique et sociale radicale de la religion, qui appelle le peuple à se soulever contre ses oppresseurs pour fonder une société sans classes. Pas une allusion n'est faite à ce penseur génial, non seulement dans le recueil « *Lagarde et Michard* », particulièrement réactionnaire, mais encore dans le recueil « *Chassang-Senninger* » sorti après que le livre de *Dommanget* sur le curé *Meslier* eut été publié, comportant de larges extraits significatifs, parfaitement utilisables.

La liste des omissions serait longue, soit qu'il s'agisse d'auteurs qui ne sont pas ou peu représentés (ce qui revient à dire que, de toute façon, ils ne peuvent être étudiés) comme d'Holbach, Helvétius, La Mettrie, soit que les auteurs des manuels choisissent dans l'œuvre qu'on ne peut passer sous silence les extraits les moins significatifs. Ou bien le commentaire qui accompagne les extraits oriente la réflexion dans un sens anodin. Si, par exemple, le *Candide* de Voltaire est forcément représenté par des extraits, s'il n'est guère possible de l'édulcorer (encore que, dans *Lagarde et Michard*, la pudibonderie de ceux qui ont composé ce recueil aille jusqu'à faire sauter des phrases entières ou des membres de phrase dont le contenu ferait à peine rougir une pensionnaire d'une institution religieuse), le commentaire mettra surtout en évidence la conclusion individualiste du « *il faut cultiver notre jardin* », sans insister sur la portée que revêt encore aujourd'hui par exemple la satire de tous les Pangloss qui existent de par la planète, de tous ceux qui, intéressés ou non (Pangloss lui-même serait plutôt du type mystifié-mystificateur), sont attachés à justifier le fait accompli, montrant ici les impérissables mérites de l'impérialisme américain ou vantant là les éminentes qualités de bureaucrates repus.

(3) On désigne par le terme de « libertins » au xvii^e siècle tous les auteurs qui ont rejeté les dogmes de la morale religieuse officielle. Pascal, ex-libertin converti, a écrit ses *Pensées* (ou *Apologie de la religion chrétienne*) pour les ramener dans le giron de l'Eglise catholique.

Pour ces gens-là, « *tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles* », quoi qu'il arrive.

Il serait trop long d'énumérer les falsifications. Car n'est-ce pas falsifier que de présenter un auteur de telle sorte que soit rendue inoffensive ou ridicule la partie la plus avancée de son œuvre, tandis que l'on met l'accent sur ce qu'il y a de moins original ou de moins percutant : la sentimentalité de Rousseau est, certes, moins gênante pour les auteurs de manuels que sa critique dialectique de la propriété privée, celle de Diderot l'est également moins que la dialectique satirique du *Neveu de Rameau* ou que les intuitions scientifiques géniales et le matérialisme du *Rêve de d'Alembert*. Voici un échantillon des commentaires qui figurent dans les manuels de Lagarde et Michard à propos de Diderot :

« Très matériel (*sic*), il semble avoir été prédisposé au matérialisme ! »

Et ces gens-là font autorité ! Leurs livres sont répandus à des centaines de milliers d'exemplaires !

Pour résumer, disons qu'omissions et falsifications visent à dissimuler tout ce que ces œuvres peuvent recéler aujourd'hui encore (et sans doute pour longtemps : Lénine ne recommandait-il pas de rééditer, dans les années 1920, les ouvrages des matérialistes français du XVIII^e, qui lui apparaissaient de bien meilleures armes dans la lutte contre la religion que nombre de pesantes compilations prétendument « marxistes » ?) comme mise en accusation de la société de classe, et comme incitation à n'abdiquer sa liberté de jugement devant aucune autorité, aussi puissante soit-elle, quand son rôle est de masquer l'exploitation, la servitude, par le mensonge et le bourrage de crânes. Ce n'est sans doute pas par hasard que les philosophes français du XVIII^e siècle ne sont pas étudiés dans les classes de philosophie, et que le matérialisme des Helvétius, d'Holbach, La Mettrie, Diderot, Dom Deschamps doit rester inconnu des élèves des sections terminales dans les lycées.

LA DECADENCE DU CAPITALISME ET SES CONSEQUENCES CULTURELLES

Il peut paraître superflu de rechercher, y compris dans la production intellectuelle d'une société, les signes de son état de santé. Et pourtant il n'y a rien là qui contredise, à condition d'échapper à tout mécanisme, une vue scientifique de

l'histoire, et n'apporte des raisons supplémentaires de militer pour la révolution prolétarienne.

Si, indéniablement, la production intellectuelle du XVIII^e siècle français exprime la vitalité et l'ampleur

de vues d'une classe encore révolutionnaire qui s'identifiait à la libération de la société tout entière, pourquoi la production intellectuelle de la société bourgeoise actuelle, dans l'état où elle est, après les gigantesques destructions matérielles et humaines de deux guerres impérialistes mondiales, avec le chaos permanent qui est son lot, la famine sur les deux tiers de la planète, etc., pourquoi cette production intellectuelle devrait-elle être jugée « à part » ? Certes, les œuvres, littéraires par exemple, s'apprécient comme telles en fonction des critères propres à leur création, critères qui fondent le jugement de type esthétique qui peut être porté sur elles. Mais ce n'est pas ce qui nous occupe ici. Indépendamment de la valeur artistique de telle ou telle œuvre, il est possible d'apprécier la signification plus générale qu'elle peut avoir dans la mesure où, en tant que produit social, elle porte témoignage sur les conditions historiques d'ensemble qui ont présidé à son élaboration.

Pour s'en tenir au domaine littéraire français, il est assez significatif que, dans le théâtre comme dans le roman, l'un des auteurs qui a le plus marqué la génération des écrivains actuels soit Samuel Beckett.

Cet auteur, d'origine irlandaise, qui a publié la plupart de ses œuvres en français, a composé pour la scène *En attendant Godot*, *Fin de partie*, pour ne citer que les plus célèbres.

En tant que romancier, il a écrit entre autres *Molloy*, *Malone meurt*, *l'Innommable*, ainsi que de nom-

breuses nouvelles. Il ne s'agit évidemment pas en quelques lignes de porter un jugement esthétique sur cette œuvre. C'est d'ailleurs le talent de cet écrivain qui donne à sa philosophie tant de relief. Contentons-nous de remarquer que Samuel Beckett donne l'expression très achevée d'un mode en décomposition. Le récit, les dialogues peignent des situations d'une platitude voulue où les personnages sont à l'écoute de leurs viscères, mènent une vie purement végétative. C'est l'image d'une vie absurde, d'un désespoir total, d'une régression vers l'état animal.

On ne peut s'empêcher d'y voir le reflet artistique d'une société au bout de son rouleau, d'une société vidée, finie, bestialisée. Beckett renonce même à l'humour, qui doit lui paraître aussi dérisoire que le reste.

Ses personnages sont effrayants de bestialité : ils subsistent, repliés sur eux-mêmes, esclaves résignés de leurs instincts, à la manière de larves qui se meuvent, se nourrissent, et puis crèvent sans avoir su ni jamais voulu savoir « *comment c'est* » (titre d'un roman de Beckett). Cet écrivain est particulièrement représentatif d'une tendance générale qui domine la production littéraire actuelle. D'autres se réfugient dans les purs exercices de style. Cette espèce de nouvelle « *préciosité* », qui donne une littérature pour cercles d'initiés, est également significative.

Transposition artistique de la barbarie qui est la marque dominante de l'impérialisme, vision des sous-hommes à quoi les bandes nazies

voulait réduire les travailleurs ou bien refuge dans de froids exercices de style, l'essentiel de l'œuvre romanesque contemporaine apparaît comme l'expression d'une angoisse

qui saisit la société capitaliste à l'idée des stigmates qui sont les siens, à l'idée de la pente terrifiante sur laquelle elle entraîne l'humanité.

CULTURE ET REVOLUTION

Les menaces très concrètes que l'impérialisme fait peser sur les richesses culturelles de l'humanité, menaces qui ont déjà, à de nombreuses reprises, été mises à exécution sous Hitler (Goethe suspect, Heine interdit, Freud et Einstein chassés, etc.), dont il y a aujourd'hui des exemples partout (le *Tartuffe* de Molière et toute l'œuvre de Brecht interdits en Espagne, les grands auteurs de l'Antiquité mis à l'index par les colonels grecs...), menaces que la bureaucratie stalinienne traduit à sa manière en étouffant toute pensée libre et en mettant à l'index, outre l'œuvre considérable des vieux-bolcheviks assassinés, quantité d'ouvrages scientifiques et littéraires, ces menaces expriment la crise actuelle de la civilisation humaine. MAIS ELLES PEUVENT ÊTRE BALAYÉES.

La classe ouvrière se voit interdire par la bourgeoisie l'accès au savoir.

Des verrous, encore plus efficaces que naguère, se mettent en place qui ont nom : sélection, nouveau pédagogique, classes de transition, formation professionnelle sur le tas, etc.

Les enseignants, qui ont à transmettre, dans des conditions de plus en plus intolérables, le savoir à leurs élèves, ont une place naturelle à occuper dans la lutte pour le renversement du capitalisme pourrissant : place naturelle en fonction de leur position charnière entre la jeunesse et la classe ouvrière, position naturelle en fonction du fait qu'ils ont à charge de transmettre cet héritage culturel dont nous avons parlé, position naturelle aussi en raison de l'histoire propre qu'ils ont au sein du mouvement ouvrier français auquel ils ont fourni une grande partie de ses cadres syndicaux et politiques.

**LISEZ ECOLE EMANCIPEE
POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER**

Tribune libre des syndicalistes lutte de classe de la FEN

L'imposture pédagogique

par Serge MAHÉ

L'article de Serge Mahé, dont nous reproduisons ci-dessous la plus grande partie, a paru dans *Ouest-Syndicaliste*, mensuel de l'U.D.-F.O. de Loire-Atlantique, en janvier dernier.

Il démasque, à notre avis, excellemment l'« imposture » de la rénovation pédagogique derrière laquelle le gouvernement tente de mettre en application ses plans de liquidation de l'école laïque et de la culture et d'alphabétiser la masse des jeunes ; et non moins excellemment le mythe gauchiste de l'« enseignant-flic », de la « pédagogie répressive », etc., qui sert si bien les plans du régime.

« C'est encore à l'école primaire, comme du temps de Péguy, que tout se joue. »

(O. GUICHARD)

L'école primaire, laïque, gratuite et obligatoire va atteindre son centenaire dans quelques mois, puisque ce sont les communards de 1871 qui l'établirent au milieu des barricades.

Dix ans après la répression sanglante, les anciens Versaillais, parmi lesquels on comptait J. Ferry, institutionnalisèrent cette école primaire qui représente très exactement un compromis entre les aspirations socialistes de cette époque où s'organisait le syndicalisme ouvrier, et les immenses besoins intellectuels d'une fraction

« radicale » de la bourgeoisie, face à sa fraction cléricale et réactionnaire, encore hostile au système de la République bourgeoise.

Mais ce compromis, qui permit à la bourgeoisie de puiser dans les couches populaires les cadres nécessaires au fonctionnement de son économie et surtout de ses administrations, donnait en réalité un avantage incomparable à la classe ouvrière.

Avec quelles appréhensions la bourgeoisie organisa l'instruction de mas-

se des futurs travailleurs ! Avec quelle méfiance, et parfois quelle haine, elle considéra le corps des instituteurs dont elle ne put empêcher l'évolution vers l'anticléricisme et le socialisme ! Que ne fit-elle pas pour entraver l'adhésion des syndicats d'instituteurs à l'ancienne C.G.T. !

Mais, bon an, mal an, la bourgeoisie libérale s'accommoda de l'école laïque, comme elle s'accommoda du syndicalisme ouvrier ; cette épine dans le pied ne l'empêchait pas de marcher. D'autant plus que, mis à part une fraction, certes influente, d'instituteurs révolutionnaires alors regroupés à la « Fédération des syndicats d'instituteurs », la majorité d'entre eux ne remettaient pas cons-

ciemment en cause l'ordre établi, leur foi dans la pédagogie, la science, le progrès, la démocratie parlementaire les soutenant dans l'espoir d'un monde « plus juste » et « meilleur » correspondant à leurs sentiments humanitaires.

Telle fut cette école laïque dont l'étonnante stabilité se maintint tout un siècle, grâce au respect tacite du compromis entre les intérêts de Ferry-Tonkin et les aspirations socialistes des communards.

Or voici que cette stabilité se trouve brutalement remise en cause, à la fois par des coups profonds venant de l'extérieur, et directement par l'initiative de la bourgeoisie visant à dénaturer l'école primaire.

CETTE VIEILLE DAME INDIGNE...

Nos pères naquirent dans un milieu qui ne connaissait ni psychologues ni sociologues. La famille classique comportait un chef, le père, et une femme au foyer. Ce régime du patriarcat, fondé sur une autorité paternelle qui pouvait aller jusqu'à la tyrannie, s'appuyait sur des traditions et des principes d'éducation alors incontestés.

Depuis, la femme a trouvé dans le travail extérieur un facteur d'émancipation irréversible que le développement des appareils électroménagers va heureusement étayer. Mais les conséquences de ce proces-

sus posent néanmoins des problèmes auxquels on n'a pas encore trouvé de solution, notamment en matière d'éducation.

Les bases de l'ancienne cellule familiale sont détruites. Il faut bien en convenir et il serait vain de le regretter. Les anciennes valeurs sont démodées, récusées, mais elles n'ont été remplacées par rien.

Dans un monde en bascule entre un ancien mode de vie et un nouveau qui se cherche, comment les enfants d'aujourd'hui ne subiraient-ils pas les contrecoups du déséquilibre qui atteint leurs parents ?

L'âge primordial de la petite enfance où tout se joue, où tout marque de façon indélébile, se déroule sur le fond hallucinant des bruits et des rythmes « modernes », dans l'écrasement d'un univers concentrationnaire d'où surgissent, par intermittence, des parents fatigués, énervés ou hésitants, qui démissionnent parfois devant l'ampleur de leur tâche.

C'est cet enfant à l'affectivité ébranlée que l'instituteur accueille chaque matin sur une cour d'école où grouillent trois cents exemplaires d'élèves agités et bruyants.

Il est chargé de lui apprendre à lire, à écrire, à compter et à penser, et il doit encore l'éduquer comme il y a soixante ans. Dans les écoles modernes, l'éclairage et le chauffage des classes ont été améliorés, les baies vitrées ont remplacé les fenêtres et les radiateurs le poêle à charbon. Mais sur le plan fonctionnel, pour ce qui concerne l'utilisation des locaux et du matériel pédagogique, fondamentalement, rien n'a changé. Comme il y a soixante ans, le groupe pédagogique (la classe) comporte une trentaine d'enfants, il dispose, pour toutes ses activités, d'une pièce unique de six mètres sur huit, contenant une vingtaine de tables biplaces et deux placards à livres. Le matériel pédagogique est collectif pour une douzaine de classes. Dans l'armoire, près du bureau du directeur, on trouve toujours les mesures en bois et en fer blanc, la chaîne d'arpenteur et la balance Roberval que sont venus rejoindre un cœur et une oreille en plastique. Tout juste a-

t-on ajouté à cet arsenal traditionnel quelques postes de radio pour écouter les dix minutes de vocalises hebdomadaires de la radio scolaire, un appareil de projections, un électrophone, parfois un magnétophone, toujours à usage collectif, et à condition qu'aucun appareil ne s'use ni ne se casse, car aucun crédit n'est prévu pour l'entretien.

On peut donc affirmer que les conceptions fonctionnelles des locaux et du matériel scolaire sont fondamentalement restées les mêmes qu'il y a soixante ans. Rien n'a changé à l'école.

Rien, sauf l'enfant qui, chaque matin, introduit dans ce sanctuaire toutes les pollutions et toutes les maladies dont est chargée la cité qui assiège l'école, c'est-à-dire la société capitaliste.

C'est devenu un lieu commun chez les instituteurs de constater que le niveau des acquisitions de leur classe baisse d'année en année. Les facultés d'attention, les capacités d'effort suivi diminuent de façon inquiétante, tandis qu'augmente, dans les mêmes proportions, l'instabilité des élèves.

Le silence, la discipline nécessaires à l'exercice de l'enseignement collectif sont très difficiles, sinon impossibles à obtenir, au prix d'un effort permanent du maître et du recours à la répression. Il en résulte dans la classe une atmosphère pernicieuse de tension qui ne fait qu'accroître la nervosité des élèves et la crispation du maître.

L'intervention des parents ne s'inscrit pas forcément dans le sens d'une coopération. Les articles trai-

tant d'éducation sont à la mode dans les revues à grand tirage, et notamment la presse féminine. Ce sont généralement de mauvaises vulgarisations, qui présentent l'enfant comme un être sacré qu'on ne saurait contrarier sans déchoir, et devant lequel doivent être aplanies toutes les difficultés. Ces conceptions simplistes et dangereuses peuvent satisfaire la conscience de parents faibles ou débordés. De là à rendre la sévérité du maître uniquement responsable des échecs scolaires de leur enfant, il n'y a qu'un pas, d'autant plus facile à franchir que la difficulté de sa tâche ne permet pas à l'instituteur, on l'a vu, d'afficher constamment toute la bonhomie souhaitable.

Ce qui est vrai et que prouvent les statistiques, c'est que les retards scolaires atteignent un taux record. On constate un tiers de redoublement au niveau du cours préparatoire, un an de retard « en moyenne » à la sortie du cours moyen 2^e année, 25 % seulement des enfants effectuent leur scolarité élémentaire sans redoublement. Encore faut-il savoir que le taux des redoublements n'exprime que partiellement la réalité en matière de retards scolaires.

Chaque année, on « passe » dans la classe supérieure un lot d'élèves notoirement trop faibles pour suivre le programme de l'année suivante : il s'agit de faire de la place pour la nouvelle journée ou de se retrouver, victime de son honnêteté, avec 40 élèves au lieu de 30 à la rentrée suivante. Les instituteurs ne sont pas des héros : leur responsabilité, individuelle ou collective, serait de

s'installer dans ce système catastrophique ou de se taire.

Il y eut toujours des cancre à l'école primaire. Mais ceux d'avant guerre n'empêchaient pas l'école de fonctionner. Aujourd'hui, ils ont acquis une importance redoutable. On les a anoblis en les appelant « inadaptés scolaires ». On a créé pour eux des « classes d'enseignement individuel » (C.E.I.), aux effectifs maximaux de 15 élèves. Leur nombre est si restreint (une classe pour 1 000 élèves environ) qu'elles ne représentent rien d'autre que la bonne conscience de l'Éducation nationale. Le gros de la troupe des inadaptés se retrouve dans les classes « normales ». Par la perturbation qu'ils y apportent, ils contribuent chaque année à faire perdre pied à des élèves fragiles, déjà laminés par des méthodes d'enseignement collectif. Les plus vulnérables sont d'abord les enfants qui ne bénéficient pas de l'aide des parents dans le travail scolaire, qui déjeunent à la cantine bruyante et surpeuplée, qui ne disposent pas d'une pièce calme à la maison ni d'une résidence secondaire pour les week-ends, ce sont les enfants appartenant à ce qu'on appelle les milieux socio-culturels défavorisés, c'est-à-dire à la classe ouvrière.

Ainsi, faute d'avoir eu les moyens de résorber le nombre des inadaptés, l'école en fabrique de nouveaux chaque année. Mais les inadaptés scolaires ont pris aujourd'hui une telle revanche sur l'école que c'est cette vieille dame qui paraît maintenant au banc des accusés, accusée de ne pas s'être adaptée à eux.

LA « RENOVATION PEDAGOGIQUE »

Depuis longtemps les enseignants, par l'organe du S.N.I., ont lancé des cris d'alarme. Régulièrement à chaque congrès, à chaque rentrée, les instituteurs réclament les créations de postes nécessaires pour abaisser les effectifs par classe, en même temps qu'ils dénoncent l'octroi à l'enseignement privé, tant patronal que confessionnel, des millions que l'Etat refuse à l'école publique.

En 1967, les représentants gouvernementaux d'une commission mixte, dite commission Laurent, finirent par admettre que les effectifs devaient progressivement être ramenés à 25 élèves dans toutes les classes. Un calendrier fut établi, la mesure devant s'appliquer immédiatement aux cours préparatoires.

Ces résultats firent naître bien des espoirs... et entretinrent bien des illusions. Si les instituteurs s'efforcèrent, dans les grandes écoles, d'organiser la répartition des classes de telle sorte que les cours préparatoires n'excèdent pas trop le nombre de 25 élèves, l'administration imposa toujours pour les autres classes les normes confirmées par la circulaire du 15 avril 1970 : que l'effectif moyen tombe au-dessous de 30 élèves, une classe est automatiquement supprimée dans l'école ; par contre, il faut dépasser la moyenne de 35 (de 50 en maternelle) pour prétendre à une demande de création, pas toujours accordée.

On comprend que les instituteurs, exaspérés par les conditions de leur travail quotidien, aient utilisé l'en-

tracte de mai-juin 68 pour discuter passionnément des problèmes de l'école. Dégagés de toute contingence budgétaire et des contraintes hiérarchiques, ils esquissèrent fiévreusement le visage révolutionnaire d'une école idéale où triomphaient, en toute fraternité, des thèses pédagogiques du S.N.I., des éléments du plan Langevin-Wallon, des conceptions de l'école moderne et des mouvements d'éducation nouvelle. Les accords de Grenelle sonnèrent la fin de la récréation. Et les instituteurs se retrouvèrent brutalement dans leur classe, comme les autres travailleurs sur les lieux de leur travail.

C'est ce moment amer que choisit le gouvernement pour lancer son opération « Rénovation pédagogique ».

Les méthodes dites modernes, dont les instituteurs entendent parler depuis 70 ans, dont les promoteurs (tels Freinet ou le ménage syndicaliste Bouët) furent sanctionnées par l'administration, dont les adeptes furent encore longtemps considérés avec méfiance par la plupart des inspecteurs, dont les principes enfin n'étaient pas évoqués dans les Ecoles normales sans de sérieuses mises en garde, ces méthodes modernes devenaient soudain la pédagogie officielle de l'Etat « moderne », qui venait de réprimer la jeunesse étudiante selon de très anciennes méthodes.

Il est vrai que de Gaulle rendait responsable des événements de mai

« le grand corps sclérosé de l'Université », et que le ministère de l'Education nationale, par tous les moyens à sa disposition, informait l'opinion publique de la nocivité des méthodes traditionnelles d'enseignement, rendues responsables des échecs scolaires dont s'inquiètent les parents.

La « Rénovation pédagogique » était lancée ; en reprenant à son compte une part des idées brassées en mai, le gouvernement redorait son blason et jetait la suspicion contre les instituteurs à l'anachronisme coupable.

Il est difficile de dire quelle proportion d'enseignants tombèrent dans le panneau et crurent qu'effectivement la Rénovation pédagogique était une victoire de mai 68 (la seule !). Ce fut de toute façon une petite minorité. Il est encore plus difficile de discerner les sentiments des inspecteurs chargés de faire appliquer tambour battant la Rénovation. La vérité oblige à dire que l'attitude de certains d'entre eux ne les grandit pas aux yeux de leurs subordonnés. Sans crainte du ridicule, ces zélés novateurs n'hésitèrent pas à contredire tout le contenu de leurs précédents rapports d'inspection, avec un enthousiasme qui aurait pu toucher s'il n'avait pas été commandé par la dernière circulaire ministérielle. Plus dignes, d'autres se contentèrent de transmettre les ordres, conseillant parfois une certaine prudence dans leur mise en application. De toute manière, les inspecteurs restaient les inspecteurs, chargés de contrôler l'exercice de la pédagogie officielle, et il n'est pas question que la Rénovation remette

en cause le principe de la note d'inspection dont les instituteurs sont passibles jusqu'à l'âge de la retraite.

Le poids de cet argument retint de rire les instituteurs, d'ailleurs trop conscients de la gravité du problème puisque, somme toute, c'est de l'enseignement de générations d'enfants qu'il s'agit.

La Rénovation, bien que formant un tout, présente un double aspect : une réforme de méthodes et une réforme de programmes. A cela s'ajoute l'initiation aux mathématiques modernes.

Les grandes lignes de la pédagogie désormais officielle se réclament donc de la pédagogie dite moderne. La pédagogie moderne, la seule intelligente qui soit — on devrait dire la pédagogie tout court —, s'appuie sur deux principes fondamentaux : une éducation active et non subie par l'enfant, un enseignement individualisé et non distribué collectivement.

Cela implique que l'enseignement soit le moins abstrait possible, qu'on parte d'objets concrets réellement manipulés ou qu'on se déplace pour voir, que la recherche active remplace autant que possible la vérité révélée par le manuel ou le maître qui doit davantage aider qu'imposer. Cela implique aussi que l'enfant travaille à son propre rythme et que ce rythme soit respecté pour l'acquisition et le contrôle de ses connaissances, qu'il puisse se retrouver dans un petit groupe d'enfants du même niveau où il pourra s'exprimer sans com-

plexe et participer sans contrainte à un travail d'équipe qui l'intéressera.

La *Rénovation pédagogique* n'est en fait qu'une gigantesque mystification. Elle ne prend aux méthodes modernes que le décor, aucunement la substance.

A quoi sert de changer la disposition des tables et de descendre le bureau de l'estrade, quand l'instituteur, noyé parmi 35 bambins, ne peut plus voir la moitié de ses élèves ni circuler dans sa classe ?

A quoi servent les « sorties » en ville ou dans les grands magasins quand, hormis les 5 élèves groupés autour de l'enseignant, le reste de la classe vole des bonbons ou chahute sur le trottoir ? A quoi servent, pour un fils d'ouvrier, des exposés d'élèves à partir de documents qu'on ne trouve que chez le petit camarade dont le père est professeur ou P.-D.G. ? A quoi sert de remplacer les notes en chiffres par des notes en lettres si corollairement ne sont pas constitués des groupes de niveau ? A quoi sert d'organiser des groupes ou des ateliers si la classe en comporte six ou sept que l'instituteur ne peut pratiquement pas contrôler ? A quoi servent les sermons péremptoires condamnant la discipline, les sanctions et le bureau sur l'estrade, si la classe est un effrayant chahut d'où les élèves sortent survoltés et l'instituteur avec la migraine ?

La *Rénovation officielle* n'est qu'un simulacre, qu'une caricature grotesque de la pédagogie, au mépris des enfants et des enseignants.

On se demande évidemment ce que les enfants auront acquis à la sortie

de l'école primaire. Et les instituteurs s'inquiètent de ne pouvoir instruire leurs élèves dans ces conditions. C'est probablement qu'ils n'ont pas compris le rôle qu'on attend d'eux : ils instruiront moins, voilà tout. La *Rénovation* comporte aussi une réforme des programmes.

Le principe ancien de l'école primaire était le suivant : faire acquérir aux enfants un certain nombre de connaissances, quelle que soit la méthode employée.

Cette conception n'était pas parfaite ; prise à la lettre, elle pouvait justifier des pratiques relevant davantage du dressage que de l'éducation, et l'on cite souvent cette image des bouteilles dans lesquelles le maître verse des connaissances avec un entonnoir. Mais avant de la condamner, qu'on en reconnaisse la valeur ! Elle établissait la finalité de l'école élémentaire : donner les connaissances de base qui permettraient d'aborder les études secondaires ou d'entrer dans la vie professionnelle avec le bagage minimum que constituait le certificat de fin d'études primaires. Elle n'imposait pas une méthode : elle donnait — formellement du moins — toute latitude à l'instituteur pour adapter sa méthode selon sa personnalité, selon celle de l'élève, et aussi selon les conditions de travail. N'était-ce pas, d'une certaine manière, faire confiance à la conscience et à l'intelligence de l'enseignant ?

Même si, dans les faits, les conditions de travail, qui déterminent en grande partie la méthode, rendaient assez illusoire cette liberté,

Aujourd'hui, la Rénovation veut bouleverser radicalement ce principe : c'est la méthode (et on a vu ce qu'elle entend par « méthode »!) qui importe plus que les connaissances acquises. Qu'une classe ait effectué de nombreuses sorties dans l'année, que les tables soient disposées autour du bureau, que les six heures hebdomadaires d'éducation physique soient respectées et que ne soient pas dépassées les cinq heures de calcul, cela importe plus aux Rénovateurs que de vérifier si les élèves savent lire, écrire et compter.

Une part importante du temps naguère réservé aux exercices de français et de calcul est maintenant consacrée à l'éducation physique (dans le secondaire, à partir de la sixième, les enfants ne font plus que 2 h 30 d'éducation physique, faute de professeurs) (1). Il est devenu indécent de faire des dictées, et les exercices spécifiques de grammaire, de conjugaison et de syntaxe, surtout écrits, sont déconseillés.

Il ne reste guère en odeur de sainteté, parmi les exercices écrits, que le texte libre, une large priorité devant être donnée à l'expression orale, aux discussions, aux libres entretiens. Il n'y a plus de programme d'histoire ni de géographie. Ils sont remplacés par « l'étude du milieu ». A des enseignants sceptiques qui voyaient mal quel parti tirer, sans documents, d'un milieu apparemment stérile, des exemples furent cités (car il y a toujours quelques réalisations exemplaires) : telle classe passa une année au pied d'un mur, dont on peut dire tant de

choses, du parpaing au lichen ! Une autre classe utilisa efficacement son année au pied d'un arbre. Avec un peu de bonne volonté, on trouve toujours un mur ou un arbre dans une cour d'école...

Le général nazi disait :

« Quand j'entends parler de culture, je sors mon revolver. »

Plus policés, les ministres de la V^e République invoquent Montaigne :

« Mieux vaut une tête bien faite qu'une tête bien pleine. »

Certes ! Cela n'implique pas qu'une tête bien faite soit une tête vide, et que l'analphabétisation soit une condition du développement de l'esprit critique !

En réalité, la Rénovation pédagogique offre pour l'Etat un avantage considérable : elle ne coûte rien.

(1) Serge Mahé mentionne la non-application, faute de professeurs, des 5 heures hebdomadaires d'éducation physique dans les C.E.S. et lycées. Ajoutons que :

a) dans les classes primaires, où la réduction des horaires de français et calcul est censée fournir six heures de gymnastique et six heures d'« activités d'éveil », le rythme harmonieux de ce « tiers-temps pédagogique » est scandé par... la disparition rapide des professeurs spécialisés de musique, éducation physique, dessin, qui enseignaient depuis des décennies à Paris et dans l'ancienne Seine ;

b) dans les classes de 6^e et 5^e de transition des C.E.S., ces professeurs ont également été retirés ; ici comme dans l'enseignement élémentaire, les instituteurs à tout faire se, doivent de fournir la totalité de l'enseignement au rabais jugé suffisant par l'Etat.

Le budget de l'Education nationale pour 1971 en témoigne : 700 créations de postes pour l'enseignement élémentaire (contre 2 800 en 1970 et 4 028 en 1969), 3 milliards 46 millions pour les autorisations de programmes de constructions (contre 3 milliards 60 millions en 1970, alors que le franc a dévalué de 6 % au moins). Tel est le budget de la Rénovation pédagogique, qui ne fait que confirmer la politique scolaire définie par Pompidou en conférence de presse : « ralentir le taux de croissance des dépenses d'éducation ».

Cette déclaration du président de la République donne tout son sens à la Rénovation pédagogique. Non seulement le lancement de cette réforme n'a nécessité aucune dépense supplémentaire, mais la Rénovation pédagogique doit justifier la politique d'austérité du gouvernement en matière d'éducation pendant toute la durée d'application du VI^e Plan, c'est-à-dire jusqu'en 1975.

Puisqu'on limite les exigences en ce qui concerne les acquisitions de base du français et du calcul, puisqu'on supprime tout programme en histoire et géographie, il n'y aura plus de retards scolaires discernables et le problème du redoublement des classes ne se posera plus.

Il s'agissait d'y penser...

« Pourquoi, explique-t-on aux instituteurs réticents, pourquoi vous accrocher à des traditions qui furent honorables mais que le monde moderne a dépassées ? La prolongation de la scolarité conduit tous les enfants à entrer aux C.E.S., il ne s'agit plus de les lancer dans la vie dès la sortie de l'école primaire ; pour acquérir les

connaissances, les enfants disposent de davantage de temps, pourquoi se lamenter sur le niveau de vos classes, pourquoi faire redoubler des élèves ? La finalité de l'école, aujourd'hui, c'est de préparer les enfants aux études secondaires, en éveillant leur goût de la recherche par l'étude du milieu, en leur apprenant à s'exprimer par la pratique de l'entretien... Les professeurs des C.E.S. se chargeront du reste. »

La perfidie de ce langage, qui tend hypocritement à faire croire que les professeurs de 6^e pourront reprendre les enfants au niveau du cours élémentaire, réside dans l'emploi quelque peu abusif des termes « C.E.S. » et « études secondaires », emballage qui recouvre des marchandises singulièrement différentes. Dès leur entrée en C.E.S., les enfants sont sélectionnés et canalisés dans trois sortes de sixièmes : celles de première catégorie (enseignées par des professeurs en principe certifiés) qui commencent les études secondaires longues aboutissant au bac ; celles de deuxième catégorie (enseignées par des P.E.G.C. non certifiés) qui commencent des études secondaires courtes aboutissant au B.E.P.C., avec une ouverture limitée vers l'enseignement technique ; celles de troisième catégorie, les classes pratiques (enseignées à 60 % par des instituteurs remplaçants) qui continuent, sans programme précis, le style Rénovation pédagogique, où l'on attend la fin de la scolarité pour devenir manœuvre ou grossir les rangs des centaines de milliers de chômeurs prévus par le VI^e Plan et par les suivants.

Cette sélection sévissait avant l'opération Rénovation pédagogique, d'abord parce que l'école n'empêche

pas l'existence des classes sociales et l'influence primordiale du milieu familial sur l'enfance, ensuite parce que ses propres carences ne permettaient pas d'apporter toute l'aide nécessaire aux enfants qui en ont le plus besoin, ceux des milieux ouvriers vivant dans les H.L.M.

La Rénovation pédagogique aboutit à renforcer cette sélection de manière impitoyable. La place qu'elle veut donner à la préparation « extérieure » à l'école, enquêtes, exposés à partir de documents généralement familiaux, jusqu'à la priorité donnée à l'expression orale, le « beau parler », favorise évidemment les enfants des milieux privilégiés. Le temps naguère dévolu aux disciplines de base (français, calcul) était

en partie consacré aux enfants handicapés par leur milieu social et dont les résultats étaient médiocres ou moyens.

Tant pis pour eux :

« A l'entrée du collège... il est raisonnable de répartir les élèves en trois groupes distincts » (présentation du budget 71 par le ministre de l'Education nationale).

La bourgeoisie moderne est soucieuse de rentabilité. Il lui suffit, pour garnir les bonnes sixièmes, de la poignée d'élèves qui surnagera du sous-enseignement qu'elle organise. Le reste de la décantation ira meubler les classes pratiques.

Economies et sélection accrues, voilà toute la philosophie de la Rénovation pédagogique.

LE VOL LOURD DES CORBEAUX

Rien de plus facile que de complexer les instituteurs dans leur tâche, dont les résultats immédiats sont impondérables. Combien de jeunes enseignants se sont interrogés, avec une véritable angoisse, sur l'efficacité de leur travail après une journée difficile dans la solitude de la classe ? Combien d'inspecteurs utilisent cette inquiétude pour affirmer leur autorité ; et comment ne seraient-ils pas tentés de le faire tant qu'ils entrent dans la classe, bardés de la note d'inspection (2) ?

La Rénovation pédagogique et la manière dont elle est imposée n'ont

pas manqué de perturber les consciences. Et pour ajouter au drame,

(2) Dans le cadre de la rénovation pédagogique, la relation inspecteur-inspecté, qui tourmente les gauchistes, est en pleine évolution. Dans un département de la région parisienne, l'inspection académique préconise un « nouveau type d'inspection », où, à l'issue d'une journée passée, de classe en classe, dans l'établissement, l'inspecteur départemental réunirait les instituteurs ; après discussion, les maîtres se répartiraient entre eux les points de mérite attribués globalement par l'inspecteur. Les instituteurs et leur syndicat n'accepteront pas cette grossière manœuvre de division « à la base ».

n'a-t-on pas signifié aux instituteurs de 20 à 55 ans qu'ils devaient passer au recyclage ! Si ce terme à la mode peut correspondre à quelque chose quand il s'agit d'apprendre à un travailleur le fonctionnement d'une nouvelle machine ou l'application d'une nouvelle technique, on se demande quel sens il prend quand il s'agit des instituteurs, aux trois quarts desquels l'Etat n'a pas donné de formation professionnelle dans une Ecole normale et qui se sont formés sur le tas en effectuant des remplacements ! En réalité, si l'administration avait quelque chose de sérieux à apprendre aux instituteurs, elle aurait organisé des stages de perfectionnement d'un an dans les Ecoles normales, avec remboursement intégral des frais de stage et remplacement de l'instituteur stagiaire dans sa classe. Mais le budget 71 donne toute la mesure du sérieux avec lequel l'administration considère le recyclage puisque les 0,05 % qui lui sont affectés permettront tout juste le fonctionnement des officines gouvernementales, type « centre de recherches et de documentation pédagogiques » ou cercles départementaux de « recherche et d'action pédagogique ».

Il est vrai que l'annonce de l'introduction des « maths modernes » à l'école élémentaire suscita un certain désarroi chez les instituteurs, tous formés aux mathématiques traditionnelles jusqu'au bac. Il s'agissait, paraît-il, d'un abus de langage puisque le recteur Gautier, directeur de la pédagogie, devait préciser à la suite d'une lettre du S.N.I. :

« Le nouveau programme de mathématiques est un programme allégé. Il

ne s'agit pas du tout d'une introduction des mathématiques modernes à l'école élémentaire. »

C'est en fait une réponse de jésuite : il est exact que la circulaire du 2 janvier 1970 ne comporte aucune référence aux maths modernes et qu'elle se limite à « alléger le programme actuel, à en donner une rédaction différente qui réponde mieux aux finalités actuelles de l'école élémentaire ». Néanmoins, la même circulaire précise que ces mesures « annoncent et préparent une rénovation plus profonde et plus satisfaisante ». Il s'agit donc bien d'un programme de transition en vue d'introduire les maths modernes à l'école primaire, à la suite de multiples expériences à l'étranger qui pourtant se sont toutes soldées par des échecs et le retour aux maths traditionnelles. C'est d'ailleurs pourquoi de nombreux inspecteurs ont incité les instituteurs de leur circonscription à se recycler en maths modernes, considérant à juste titre qu'il n'est pas possible de transformer intelligemment et honnêtement son enseignement si l'on n'a pas compris le sens de cette modification, dès lors même qu'il s'agit d'une présentation différente, de nouveaux signes mathématiques et du nouveau vocabulaire que stipule le programme du 2 janvier 1970.

Le malheur est que le recyclage en maths ne peut s'improviser. Il est ridicule de croire que toute une corporation d'instituteurs, au hasard de lectures personnelles et de quelques conférences, puisse assimiler un programme de maths modernes absolument différentes de celles qu'ils ont étudiées jusqu'à l'âge de 20 ans !

Les instituteurs ne sont pas des singes savants, dégorgeant à leurs élèves des formules qu'ils viennent de lire dans le manuel des enfants.

En vérité, s'il était bénéfique d'enseigner les maths modernes à l'école élémentaire — ce qui reste à démontrer — ce genre de réforme ne pourrait se faire que par en haut, c'est-à-dire à partir d'instituteurs ayant été eux-mêmes formés aux études secondaires de maths modernes, et non à partir des institutrices de cours préparatoire en même temps que leurs élèves.

Mais la « société nouvelle » de Chaban-Delmas se devait d'enseigner les maths modernes sans délai. Les mesures dictées par la propagande sont généralement mesquines et stupides, elles deviennent odieuses quand elles visent une génération d'enfants.

Ce n'est pas d'emblée que l'imposition de la Renovation pédagogique apparut à l'ensemble des instituteurs et il serait erroné de croire qu'elle ne mystifie pas encore beaucoup d'entre eux et beaucoup de parents.

Les hésitations du S.N.I. à cet égard expriment somme toute assez bien celles de l'instituteur moyen qu'il représente. Il fallut attendre le congrès de 1970 pour connaître les positions du S.N.I. :

« Le congrès dénonce (...) l'insuffisance scandaleuse des moyens disponibles et des possibilités d'expansion par rapport à des besoins tous urgents et incompressibles, tels que :

— assurer une application correcte des réformes en cours, notamment en ce qui concerne le tiers-temps pédagogique, les instructions et programmes nouveaux...

— appuyer la rénovation pédagogique sur une amélioration du taux d'encadrement des élèves et une élévation du niveau de formation des maîtres...

Le congrès attire l'attention du pays sur le caractère des options prises pour le VI^e Plan axé sur l'expansion industrielle, options qui, conditionnant jusqu'en 1975 les grandes orientations de la politique scolaire, condamnent en fait toute évolution profonde dans le domaine de l'éducation et de la culture.»

(Résolution pédagogique.)

« Il ne saurait y avoir de rénovation pédagogique sans moyens et progrès en éducation sans crédit. »

(Résolution finale du congrès.)

Relatant le vote du budget de l'Education nationale pour 1971, l'Enseignement public (organe de la F.E.N.) commente :

« Il est vrai que si la démocratisation n'est pas la première fin de toute politique en matière d'éducation, si la tâche du ministre n'est pas d'accueillir les jeunes qui se pressent toujours plus nombreux aux portes des écoles, des lycées et des facultés, mais de les en chasser par une sélection impitoyable à tous les niveaux, alors évidemment, les moyens matériels sont suffisants ! »

Citons encore ces phrases extraites d'un rapport pédagogique publié dans le même numéro :

« S'il refuse d'employer les méthodes autoritaires à l'égard de ses élèves, le maître ne saurait accepter qu'on les emploie à son égard. Sans refuser les conseils de ceux qu'il reconnaît comme compétents, il revendique le droit de choisir librement ses méthodes puisqu'il est le seul à connaître ses élèves, donc à savoir quelles méthodes leur conviennent. »

S'il est certain que des formules équivoques, telles que « une application correcte des réformes en

cours », traduisent encore des faiblesses d'analyse, il est certain aussi que l'orientation dans laquelle se sont engagés le S.N.I. et la F.E.N. à propos de la Rénovation pédagogique conduit à son refus. Déclarer : « Il ne saurait y avoir de rénovation pédagogique sans moyens », dénoncer « l'insuffisance scandaleuse des moyens disponibles », revendiquer « le droit de choisir librement ses méthodes », c'est, en bonne logique, s'engager à défendre les syndiqués en butte à d'éventuelles tracasseries administratives pour non-application de la Rénovation pédagogique. Et c'est bien le rôle du syndicat !

.....

La bourgeoisie française a trouvé, pour sa part, dans la Rénovation pédagogique, une formule qui concilie économies et sélection.

O. Guichard compte sur elle pour endiguer de nouveaux mai-juin 68, qu'il appelle : l'apparition compliquée et cahotique du nouveau modèle culturel. C'est tout simple : au lieu de moderniser les structures archaïques de l'école pour continuer à enseigner, on garde les vieilles structures et on enseigne moins ; au lieu de remédier aux carences de l'enseignement traditionnel, on commande aux enseignants de s'y adapter, les accusant d'exiger trop de leurs élèves et d'empêcher qu'ils aient « une tête bien faite ».

« Le nouveau modèle culturel dont la société nouvelle ne se passera pas » aura la tête légère, la passion du sport, une prédilection pour

« l'expression orale », il préférera aux livres la télé ou le magnétophone, ses connaissances historiques ne lui créeront pas de problèmes (« les peuples heureux n'ont pas d'histoire »), et il devra sortir des classes pratiques pour devenir un manœuvre play-boy content de son sort. Ce nouveau « modèle culturel » n'inspire pas seulement pitié, il fait peur.

Quels que soient les défauts des manuels scolaires et d'un enseignement trop livresque, quand on lit cette circulaire d'un inspecteur d'académie du département d'origine d'O. Guichard, proposant de remplacer l'achat des livres par celui d'un magnétophone dans chaque classe (de 30 élèves) :

« ... Il n'y a aucun inconvénient, pour les classes élémentaires, à réduire l'importance des achats traditionnels de livres de classe — l'expérience et la réflexion prouvent que très rares sont les livres qu'il est nécessaire de mettre individuellement à la disposition des élèves... »,

comment ne pas penser aux autodafés des livres en Allemagne, en 1934 ?

Quand on demande aux instituteurs de CM2, parmi les critères servant à la sélection des élèves pour l'entrée en sixième « la capacité de faire rapidement partager son point de vue à un groupe, la capacité d'influencer un groupe dans son évolution », comment ne pas penser aux petits chefs des Babilas et des Hitler-Jungen ?

Les instituteurs ne peuvent pas laisser étendre sur la jeunesse cette chape de plomb sous laquelle Franco

a pu maintenir le régime fasciste depuis 35 ans. Ils ne peuvent participer à cette opération sans résister. On se souvient de la phrase du Chant des partisans : « Entends-tu le vol lourd des corbeaux sur nos plaines ? ». Il s'agissait en l'occurrence des escadrilles nazies. Mais ces oiseaux ont plus souvent symbolisé le noir obscurantisme. Ce n'est pas un hasard si la seule rubrique en augmentation (de 63 %) dans le budget 71 de l'Education nationale est celle des crédits octroyés à l'enseignement privé, avec ou sans soutane !

Mais la responsabilité de la lutte contre l'analphabétisation n'appartient pas aux seuls enseignants. Elle appartient à la classe ouvrière tout entière. Toutes ses organisations, averties de la gravité du forfait qui se prépare dans l'enceinte de l'école, doivent se mobiliser pour défendre la conquête ouvrière des communaux de 1871, le droit à l'instruction et à la culture, et pour empêcher ceux qui veulent, selon l'expression de Marx, « faire tourner la roue de l'histoire à l'envers ».

NANTES, DECEMBRE 1970

Dès maintenant

**ABONNEZ-VOUS
A LA REVUE " ÉCOLE ÉMANCIPÉE
POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER "**

Je souscris : — un abonnement — un réabonnement — à partir du n° (1), pour 10 numéros de la revue ECOLE EMANCIPEE pour le FRONT UNIQUE OUVRIER.

NOM (en capitales) Prénom

Adresse

Je verse à cet effet la somme de 10 F - 15 F - 20 F - 25 F (2) par (indiquer le mode de paiement)

**A GÉRARD STASSINET
12, RUE DES SOURCES, 78 - AUBERGENVILLE
C.C.P. 24.583-43 PARIS**

(1) Rayer la mention inutile et indiquer le premier numéro à servir.

(2) Rayer la mention inutile. Au-dessus de 10 F, il s'agit d'abonnements de soutien.

L'École laïque, les Ecoles normales et leurs ennemis

par Jean RIBES

C'est devenu un lieu commun que d'expliquer le développement de l'enseignement, et en particulier de l'enseignement primaire, non pas par la bonne volonté du « législateur », de plus en plus éclairé par les lumières de la raison pure, mais par les besoins économiques de la bourgeoisie. Il est vrai que, avec le développement du capitalisme industriel, au XIX^e siècle, et son corollaire, le développement du prolétariat, la classe bourgeoise voit croître ses besoins en main-d'œuvre pourvue d'une qualification, et donc d'une instruction minimale. L'extension de l'enseignement primaire à des couches de plus en plus larges d'enfants du peuple, jusqu'à l'institution, par la Troisième République, de l'obligation scolaire, est bien le produit d'un impératif de classe. Ce phénomène est d'ailleurs l'expression du rôle historiquement progressiste du système capitaliste durant cette période.

Mais ce serait une erreur de penser que la bourgeoisie a développé l'instruction élémentaire en dehors de toute contradiction, selon un processus conforme à une « nécessité

objective » linéaire et indépendante des luttes de classes. De même que le développement du prolétariat est inscrit dans celui du capitalisme comme la contradiction dialectique de ce système, de même l'élévation du niveau de conscience et de culture de la classe ouvrière est à la fois une nécessité et un danger pour la classe dominante.

Cela seul peut expliquer les oscillations, les zigzags opérés tout au long du XIX^e siècle par les diverses fractions de la bourgeoisie, et le surgissement de cette question au niveau *politique*, quelles que soient par ailleurs les considérations pédagogiques qui ont de plus en plus servi à le camoufler.

Dès 1833, moment où la loi Guizot prévoit une école primaire par commune et une Ecole normale par département, la bourgeoisie s'efforce, par la même voie, d'atténuer les dangers de son initiative : restriction de l'enseignement à la lecture, à l'écriture et au calcul, toute ambition plus haute étant « *un principe d'orgueil, d'insubordination, d'égoïsme, et par conséquent de danger pour la société* », et l'ins-

truction devant être « *une des garanties de l'ordre et de la stabilité sociale* ». Cela impliquait en même temps, par voie de conséquence, une éducation qui devait « *s'appliquer à détacher de la terre sa pensée (celle de la classe ouvrière) et à porter en haut ses désirs et ses espérances pour les contenir et les calmer ici bas* ».

Dans le même ordre d'idée, il faut au moins citer l'extraordinaire discours prononcé par Victor Hugo en 1850, lors du débat à l'Assemblée nationale sur la loi Falloux, dont le vote allait placer l'instituteur sous le joug du curé, et l'esprit des enfants des travailleurs dans le carcan de l'Eglise catholique. Il faut d'autant plus le citer que c'est, dans

ses documents les plus officiels, le même régime pour lequel milite, aujourd'hui encore, cette Eglise qui a tellement « *changé* », selon *le Monde*, *l'Humanité*, *Témoignage chrétien* et *la Gauche*, organe d'Ernest Mandel — tout cela, bien sûr, aujourd'hui comme hier, au nom de la « *liberté de l'enseignement* ».

C'est d'ailleurs le même régime qu'elle est parvenue à imposer, grâce à Franco, en Espagne, et, partiellement — avec la complicité du parti de Togliatti, du parti stalinien italien, qui a voté en 1945 la reconduction des accords du Latran signés en 1929 par Pie XI et Mussolini — en Italie ; un régime analogue existe en Autriche, et même en Allemagne fédérale.

LE DISCOURS DE VICTOR HUGO

« Votre loi est une loi qui a un masque. C'est une pensée d'asservissement qui prend les allures de la liberté.

Quand vous forgez une chaîne, vous dites : voici une liberté... Nous connaissons le parti clérical. C'est un vieux parti qui a des états de service. C'est lui qui monte la garde à la porte de l'orthodoxie. C'est lui qui a trouvé pour la vérité ces deux états merveilleux, l'ignorance et l'erreur. C'est lui qui a fait défense à la science et au génie d'aller au-delà du missel et qui veut cloîtrer la pensée dans le dogme. Tous les pas qu'a faits l'intelligence de l'Europe, elle les a faits malgré lui. Son histoire est écrite dans l'histoire du progrès humain, mais elle est écrite au verso.

C'est lui qui a fait battre de verges Prinelli pour avoir dit que les étoiles ne tomberaient pas. C'est lui qui a appliqué vingt-sept fois la question à Campanella pour avoir affirmé que le nombre des mondes était infini et entrevu le

secret de la création. C'est lui qui a persécuté Harvey pour avoir prouvé que le sang circulait. De par Josué il a enfermé Galilée, de par saint Paul il a emprisonné Christophe Colomb. Découvrir la loi du ciel, c'était une impiété ; trouver un monde, c'était une hérésie... Et vous voulez être les maîtres de l'enseignement ! Et tout ce qui a été écrit, trouvé, rêvé, déduit, illuminé, imaginé, inventé par des génies, le trésor de la civilisation, l'héritage séculaire des générations, le patrimoine commun des intelligences, vous le rejetez ! Si le cerveau de l'humanité était là, devant vos yeux, à votre discrétion, ouvert comme la page d'un livre, vous y feriez des ratures...

Ce foyer qu'on appelait l'Italie, vous l'avez éteint. Ce colosse qu'on appelait l'Espagne, vous l'avez miné. L'une est en cendre, l'autre est en ruine. Voilà ce que vous avez fait de deux grands peuples... Le parti clérical est habile, mais cela ne l'empêche pas d'être naïf. Quoi ! il redoute le socialisme !... Il voit monter

le flot et il s'imagine que la société sera sauvée parce qu'il aura combiné, pour la défendre, les hypocrisies sociales avec les résistances matérielles, et qu'il aura mis un jésuite partout où il n'y aura pas un gendarme.

Je vous avertis, la mort dans l'âme. Vous ne voulez pas de progrès ? Vous aurez les révolutions... »

(Extraits.)

Ce n'est qu'un exemple parmi bien d'autres. On assiste, à travers la monarchie de Juillet, la Révolution de 1848, la Deuxième République et l'Empire, à une lutte entre les ailes libérale et réactionnaire de la bourgeoisie prise entre un développement de l'instruction, conséquence de ses impératifs économiques, et

la nécessité du maintien de l'ordre social et politique que l'élévation du niveau de culture du prolétariat peut mettre en danger en donnant à celui-ci une arme supplémentaire pour son unification dans la défense de ses intérêts de classe. Le prolétariat ne reste, d'ailleurs, pas étranger à cette question. Les théoriciens socialistes s'en emparent comme d'une revendication, et expriment ainsi, quoique d'un point de vue souvent idéaliste, une aspiration profonde de la classe qui est en train de se constituer comme telle dans les filatures et les usines, et qui manifeste puissamment en 1848.

LA PLACE DE L'INSTITUTEUR DANS LA LUTTE DES CLASSES

Mais, surtout, c'est la Commune de Paris qui, en quelques semaines, jette les bases et les principes d'un enseignement de masse réellement et totalement *laïque*, gratuit et obligatoire (1), promulgué après son écrasement, certes, mais dans des conditions où la bourgeoisie est obligée de céder partiellement à la

revendication profonde qu'elle a exprimée au niveau le plus élevé.

Ce bref rappel était nécessaire, nous semble-t-il, pour mieux comprendre en quoi l'instituteur, nécessaire à la bourgeoisie, est en même temps l'objet de toutes ses méfiances, et, très tôt, de ses attaques.

(1) Citons le décret du 3 avril 1871 de la Commune :

« Considérant que le premier des principes de la République française est la liberté ;

considérant que la liberté de conscience est la première des libertés ;

considérant que le budget des cultes est contraire au principe, puisqu'il impose les citoyens contre leur propre foi ;

considérant, en fait, que le clergé a

été le complice des crimes de la monarchie contre la liberté,

Décète :

Article premier. — L'Eglise est séparée de l'Etat.

Art. 2. — Le budget des cultes est supprimé.

Art. 3. — Les biens dits de mainmorte appartenant aux congrégations religieuses, meubles et immeubles, sont déclarés propriété nationale. »

Voir aussi la *Vérité* n° 552, notamment pp. 81-83.

C'est que l'instituteur ne peut être recruté ni payé de façon à être un agent docile, un garde-fou auquel on puisse se fier à coup sûr. Proche des travailleurs par la médiocrité et les sujétions de sa condition, il est naturellement porté, au mieux vers les idées libérales, au pis vers le socialisme.

Lamartine, dès 1849, dans un style qu'on appréciera, les stigmatise :

« ...Des fomentateurs de haine, de division, d'envie, de discordes, d'exécrables passions, de stupides doctrines antisociales entre les classes de citoyens (...) (de) toutes les perversités prétendument démocratiques que les factions socialistes, communistes, terroristes et démagogiques ont voulu semer dans l'esprit du peuple pour le pervertir, pour faire de la propriété un crime (...) Ils se sont faits les FACTEURS ruraux de ces insensés... Ils ont distribué de ces listes appelées rouges... »

Cette méfiance et ces attaques n'ont jamais cessé, et l'on peut se référer, pour s'en rendre compte, à l'*Histoire de la Fédération de l'enseignement*, par les pionniers du syndicalisme universitaire, Bernard, Bouët, Dommanget et Serret (2), qui retrace les luttes difficiles contre la répression administrative, les tenta-

tives d'organisation officielle et corporatiste, en même temps que la participation ardente d'une avant-garde, organisée sur le plan syndical et souvent aussi sur le plan politique, aux combats de la classe ouvrière.

Notre objet n'est pas ici de retracer toutes ces luttes. Il faut noter simplement que ce n'est pas un hasard historique si ce sont les instituteurs, organisés dans la Fédération de l'enseignement, que l'on trouve, en 1914-1918, au premier rang de la lutte contre la boucherie impérialiste, contre l'Union sacrée et pour l'internationalisme prolétarien ; si l'on retrouve leurs représentants aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal ; s'ils sont encore parmi les meilleurs cadres fondateurs de la section française de l'Internationale communiste, en 1920 ; si la Fédération unitaire de l'enseignement, au sein de la C.G.T.U., reste un bastion contre l'emprise du stalinisme sur le mouvement ouvrier français et défend les méthodes de la lutte de classe et du Front unique ouvrier.

LES ECOLES NORMALES : UN PROBLEME POLITIQUE MAJEUR

On peut même dire que ce n'est pas non plus un hasard historique si ce sont les enseignants, forts de cette tradition de lutte, entretenue par une avant-garde révolutionnaire où les militants trotskystes jouèrent un rôle déterminant, qui surent conserver en 1948, contre la scission syndicale, l'unité de la Fédération

de l'Education nationale et de ses syndicats.

On en a une excellente illustration dans ce qui est au premier chef un

(2) Histoire de la Fédération de l'enseignement, éditions Cujas. En vente à la librairie de la S.E.L.I.O. (63 F).

problème politique : celui des Ecoles normales.

Parce qu'elles étaient destinées au recrutement et à la formation des instituteurs, les Ecoles normales ont été, elles aussi, l'objet de critiques et d'attaques de la part de la bourgeoisie cléricale et réactionnaire. On ne peut que s'en étonner si l'on voit naïvement et mécaniquement dans les Ecoles normales une partie des institutions étatiques (bourgeoises) concernant l'enseignement, et comme telles chargées en effet de répondre aux besoins économiques du capital par l'intermédiaire de la formation de maîtres eux-mêmes destinés à diffuser le savoir et l'idéologie bourgeoise aux enfants qu'ils instruisent. C'est ce que font, ou ce que devraient faire, s'ils étaient tous logiques, les apôtres « *gauchistes* » de la contestation idéologique. Pourquoi, en effet, la classe dominante s'attaquerait-elle à l'un de ses meilleurs outils ?

Ce qui précède l'explique.

D'une part, le recrutement des Ecoles normales, reste, à travers toutes les vicissitudes, un recrutement du même type social qu'à son origine, c'est-à-dire populaire ; d'autre part, la fonction et les conditions matérielles d'existence et de travail des instituteurs ont contribué à leur donner une puissance unitaire de corps, ce qui s'exprime par ailleurs par l'unité de leurs organisations de défense, conquise à travers des années de lutte par une avant-garde révolutionnaire, et préservée depuis 1948.

Mais cette unité n'a de sens et de valeur *politique*, pour la bourgeoisie comme pour la classe ouvrière, que dans la mesure où elle prend — ou plutôt garde — un contenu qui, malgré toutes les apparences et toutes les vicissitudes, reste celui que dénonçait Lamartine en 1849.

La bourgeoisie connaît le rôle considérable joué dans le mouvement ouvrier français par les instituteurs, à la fois par leur organisation et par les cadres innombrables qu'ils ont fournis, non seulement à la lutte laïque, mais encore et surtout aux organisations politiques ouvrières.

Elle sait que ces cadres ont, entre les deux guerres, constitué — et souvent, à partir de l'École normale — une portion notable de l'ossature des partis socialiste et communiste. Elle sait, elle a toujours su que cette fraction sociale que d'aucuns disent « *à son service* » a constitué, à maintes reprises, un ferment et un agent dans la lutte de classe contre son pouvoir. Elle a été capable de le mesurer, en 1947, en plein tripartisme, et il n'y a pas si longtemps, en 1968, où, avec les autres catégories d'enseignants, les instituteurs se sont dressés contre la trahison de la grève générale et sont même allés jusqu'à occuper les locaux de leur direction syndicale, absente à un meeting d'explication...

Elle sait aussi que, pour miner cette force, il ne suffit pas de déclarer qu'il y a là une « *féodalité à abattre* », il faut l'attaquer à sa racine, c'est-à-dire précisément dans les Ecoles normales, qui sont l'un

des éléments majeurs qui la constituent en tant que telle, l'un des facteurs qui lui permettent le main-

tien à la fois de ses traditions de lutte, de son unité et de sa liaison avec le prolétariat.

LA SIGNIFICATION DU DEMANTELEMENT DES ECOLES NORMALES

Il ne suffit donc pas d'expliquer que les Ecoles normales, fondées dans une période ascendante du capitalisme, sont aujourd'hui inutiles à l'impérialisme, époque de décadence où la main-d'œuvre doit être déqualifiée, où l'instruction, revue et corrigée par la réforme Fouchet-Faure-Guichard, doit se transformer en babillage... Tout cela est vrai, et nous y reviendrons.

Mais les Ecoles normales, par leur nombre restreint, ne représentent pas un obstacle tel qu'il soit absolument besoin de les démanteler pour réaliser cet objectif. Il suffirait de les laisser pourrir dans un recrutement insuffisant, avec une formation au rabais et le manque de moyens matériels, ce qui a été d'ailleurs le cas depuis les années 1950.

L'objectif est autre. Il est politique, comme il le fut sous le régime de Vichy, qui tenta de le réaliser par la dispersion des normaliens dans les lycées, et la consécration de ce qui restait des Ecoles normales à la seule formation pédagogique. L'actuelle attaque contre les Ecoles normales n'est pas d'une autre nature. Elle vise, pour les besoins de la politique générale de la bourgeoisie (chômage, déchéance et privatisation de l'Éducation nationale), l'unité et l'organisation syndicales

et politiques des instituteurs, en tant que partie de l'unité et de l'organisation de la classe ouvrière, et, ce faisant, en même temps, l'avant-garde révolutionnaire et la place qu'elle y occupe. Contrairement à ce qu'il affirme, M. Guichard fait de la politique (3).

Cela dit, il y a évidemment un accord profond entre l'attaque *politique* portée contre les Ecoles normales et ce que doit être l'instituteur dans la « *nouvelle société* » nomade et mobile, c'est-à-dire lui aussi nomade et mobile, soumis à la concurrence et à la « *formation permanente* ».

C'est d'ailleurs ce qui permet au gouvernement d'habiller le démantèlement des Ecoles normales en réforme pédagogique. Et ce qui lui permet également de trouver des

(3) C'est ce que reconnaissait à sa manière Maurice Duverger, dans un article du *Nouvel Observateur*, à propos des réformes d'Edgar Faure : « ELLES VONT SERVIR SURTOUT A ATTEINDRE L'OBJECTIF DE TOUS LES GOUVERNEMENTS CONSERVATEURS DEPUIS UN SIÈCLE ET DEMI : *réduire son insupportable influence* (il s'agit de celle de l'Université) *dans la nation, qui s'exerçait dans le sens du "mauvais esprit" (anticléricalisme, dreyfusisme, anticolonialisme, etc.) beaucoup plus que de l'intégration au capitalisme.* »

alliés, qui peuvent cacher leur politique (car ils en font, eux aussi !) sous un camouflage que ne pouvaient pas utiliser autrefois les cléricaux et les réactionnaires dans leurs attaques contre les Ecoles normales et les maîtres d'école.

Quels sont les principes affirmés par le gouvernement ?

Le 29 mars 1968, M. Alain Peyrefitte, alors ministre de l'Education nationale, disait à Tours :

« Il me semble que l'on s'oriente vers une position raisonnable : chacun se rend bien compte que le mode de recrutement (*des instituteurs*) est désuet et que leur formation ne suffit plus. La démocratisation de l'enseignement secondaire permet désormais et rend souhaitable de recruter les futurs instituteurs au niveau du baccalauréat. Mais, pour faire d'un bachelier un instituteur, deux années ne sont pas de trop : il lui faut aussi reprendre en quelque sorte de fond en comble l'étude de deux disciplines fondamentales : le français et les mathématiques, apprendre à les regarder d'un œil neuf, pour savoir les présenter à des yeux neufs.

On peut se demander où devrait se faire cette formation : en faculté, comme l'avait demandé le rapport Langevin-

Wallon ? ou dans des Ecoles normales renouvelées et transportées au chef-lieu d'académie ?... »

Et il concluait :

« Le modèle de l'I.U.T. pourrait encore une fois servir. »

C'est aussi la conclusion du colloque d'Amiens (mars 1968) qui insiste fortement sur la nécessité de concentrer ces « *instituts* » dans les villes universitaires (rapport de la commission D).

La voie est donc clairement tracée (elle a d'ailleurs été longuement préparée, bien avant 1968, en particulier par le colloque de Caen et une « *table ronde* » de directeurs et professeurs d'Ecoles normales, dès 1964). A cette époque, seul le S.G.E.N. (C.F.D.T.) s'affirme partisan de la liquidation des Ecoles normales, ce qui n'est pas pour nous étonner, puisque c'est sa position, depuis 1948, en tant que syndicat de la Confédération française des travailleurs chrétiens, et champion de la « *doctrine sociale de l'Eglise* ».

UNE OFFENSIVE MESUREE

Cependant, pour l'essentiel, l'offensive contre les Ecoles normales commence par piétiner, ou plus exactement avance à pas de loup, avec beaucoup de discours et peu de mesures, sinon l'autorisation, pour les normaliens reçus au concours, de ne pas entrer à l'Ecole normale, mais de rester dans leur lycée d'origine, autorisation qui, du

fait de la réforme du baccalauréat (les Ecoles normales n'ayant pas la possibilité d'organiser toutes les sections), touche un nombre croissant d'élèves.

En 1968, sous la poussée de la grève générale, le gouvernement « *lâche* » enfin la formation professionnelle en deux ans après le baccalauréat,

inscrite dans les textes depuis 1946, mais jamais pratiquée, sinon à titre expérimental. Mais c'est pour s'en servir aussitôt comme prétexte pour amorcer la suppression de la classe de seconde, « *faute de locaux* ».

De 1969 à 1971, c'est, sous la nouvelle couverture d'une augmentation du recrutement après le baccalauréat et de la formation d'instituteurs remplaçants pendant un an à l'École normale (inscrite également dans les textes depuis 1961 et jamais appliquée), la suppression progressive des classes de seconde et de première, toujours « *faute de locaux* ». Ces suppressions sont institutionnalisées par une circulaire du 8 janvier 1971, et les normaliens recrutés au concours de juin 1971 sont les premiers, après ceux du régime de Vichy, auxquels l'on refuse l'entrée de l'École normale (4).

Ce qui apparaît justement, c'est que la prudence avec laquelle le gouvernement s'est aventuré dans cette offensive résulte des obstacles politiques auxquels il devait faire face.

Parce que le problème des Ecoles normales n'est pas fondamentalement un problème pédagogique, la signification de leur destruction par le gouvernement était extrêmement sensible à la masse des instituteurs, des professeurs d'Ecoles normales et des normaliens. Pendant plusieurs années, le gouvernement a mis à l'épreuve le degré de résistance des directions ouvrières qui étaient placées devant le dilemme suivant : engager la lutte pour la défense des Ecoles normales, et de

ce fait rompre — sur ce point central étroitement lié à l'ensemble de la politique gouvernementale de division catégorielle, d'atteinte aux droits et acquis, de destruction de la laïcité — avec leur politique générale d'acceptation de la réforme ; ou bien accepter le démantèlement des Ecoles normales contre la volonté des enseignants et des élèves et renier des positions longuement et hautement affirmées à cet égard.

C'est, encore une fois, la mystification des « *raisons pédagogiques* » qui leur permet de couvrir leur capitulation...

Le recrutement à 15 ans pour un métier en fait inconnu n'est, certes, pas « *en soi* » une bonne formule (ce n'est rien d'autre que le mode « *normal* » de recrutement des travailleurs en régime capitaliste). L'internat « *en soi* » non plus ; ni la formation insuffisante, en un an ou deux ans, au métier d'instituteur.

(4) Nous renvoyons, pour l'histoire détaillée des capitulations successives des directions réformiste et stalinienne du S.N.I. et du Syndicat des professeurs d'Ecoles normales (S.P.E.N.), à ce qui a été écrit dans la revue *Ecole émancipée pour le Front unique ouvrier* (nos 11, 12, 13, 16, 17 et 21), ainsi qu'en ce qui concerne la grève des normaliens en 1969, qui, de l'aveu du *Monde* comme des staliniens eux-mêmes, obligea le gouvernement à accorder un sursis d'un an au démantèlement des Ecoles normales. Voir aussi la brochure *la Grève des normaliens de mars 1969*, supplément à *Jeune Révolutionnaire*, n° 6.

Mais les Ecoles normales ont, dès la fin du XIX^e siècle, constitué un centre de formation, de regroupement, où des milliers de fils et de filles de travailleurs ont appris à former et à encadrer, non seulement les enfants dans les écoles... mais aussi les militants des partis ouvriers dont les instituteurs ont constitué, dès la fin de la première guerre mondiale, l'une des sources essentielles d'encadrement et d'implantation. La lutte de l'instituteur contre le curé, de l'instruction contre le rituel, elle, est une expression (simplifiée et en partie déformée) de la lutte des classes.

Tous les « arguments » invoqués, tant par le gouvernement que par le S.G.E.N., les staliniens et les réformistes, et qui se recourent d'une façon frappante, surtout en ce qui concerne le S.G.E.N. et l'appareil stalinien, s'appuient sur les imperfections des Ecoles normales

(internat, recrutement prématuré pour un métier en fait inconnu, impossibilité pour les normaliens de choisir la section qui leur convient le mieux pour préparer le baccalauréat, difficultés pour continuer au-delà du baccalauréat, manque de place (*sic !*) pour former les remplaçants et augmenter un recrutement numériquement insuffisant, etc.), imperfections qui masquent le vrai problème : celui de la place politique du corps des instituteurs, poursuivi dès sa constitution par la haine tenace de la grande bourgeoisie.

A aucun moment (et de la part du gouvernement et du S.G.E.N., une telle prudence se conçoit), le véritable problème n'est posé. Ou plutôt, si : c'est le S.G.E.N. qui, le premier, a dénoncé la « ségrégation » des normaliens, « mis à l'écart des autres jeunes ».

LE P.C.F. ET LES ECOLES NORMALES

Et Pierre Juquin, dirigeant des enseignants du P.C.F., de s'aligner en expliquant :

« La bourgeoisie a mis beaucoup de soin à organiser la scolarisation de masse en circuit fermé ; en deux circuits qui s'auto-reproduisaient. Le circuit des lycées, avec la licence et l'agrégation, et le circuit des écoles primaires qui était ENTièrement clos, et se reproduisait par lui-même, y compris pour son corps enseignant. JE CONSTATE D'AILLEURS QUE LA NOTION DE CORPS APPARAÎT A CETTE ÉPOQUE AVEC SON SENS FIGÉ, C'EST-A-DIRE UN CORPS

FERMÉ, BLOQUÉ SUR UN CERTAIN NOMBRE DE FONCTIONS ET DE TRADITIONS » (5).

Mais Pierre Juquin se garde bien de préciser en quoi justement la constitution de ce « corps » lui a permis d'entrer plus directement, plus tôt et plus profondément que

(5) Ce qui est souligné l'est par nous. Les Ecoles normales - les communistes proposent, supplément au n° 197 de *l'École et la Nation*.

toute autre partie du « *corps enseignant* » dans le combat de classe, comment cette « *fermeture* » a été en fait une ouverture vers la classe ouvrière ; ces traditions, des traditions syndicales, politiques, révolutionnaires. Ces mots auraient pu être écrits par Edgar Faure, Guichard, voire le député Fanton, grand pourfendeur des « *féodalités à abattre* ».

Et Pierre Juquin ajoute :

« *Lorsqu'en 1940 Pétain supprima les Ecoles normales, ce fut pour des raisons politiques qui n'impliquaient pas le désaveu de ce système ségréatif. Ce fut par lutte antilaïque.* »

Ce qui ne l'empêche pas d'ajouter :

« *C'était d'ailleurs une attitude contradictoire qui aboutissait à se priver du moyen qu'avait utilisé la bourgeoisie républicaine : le cloisonnement tel que je viens de le décrire.* »

N'en déplaise à Pierre Juquin, qui camoufle, pour les besoins de sa politique de capitulation, la conscience de classe dont Pétain a fait preuve, celui-ci savait ce qu'il faisait, et disait ouvertement qu'il s'agissait de mettre au pas le « *corps* » des instituteurs laïques, qu'il chargeait, non sans raison, d'une responsabilité patente dans les combats de classe des années trente. C'était bien là des raisons politiques. Mais Juquin se garde bien d'exposer celles, non moins politiques, qu'ont Pompidou et Guichard pour se livrer à la même opération. Sans doute se livrent-ils à un « *décloisonnement* » qui « *prive la bourgeoisie d'un moyen* » !

Et Juquin entre dans le jeu, bien sûr : transfert des normaliens dans

les lycées, élévation du niveau de formation des maîtres à l'Université, invocation du plan Langevin-Wallon (que Pompidou-Guichard sont en train de réaliser, contre leurs intérêts sans doute ! et avec la bénédiction du S.G.E.N. et de l'Eglise !), maintien, à titre provisoire, du recrutement populaire par concours en fin de troisième (bien que ce concours soit ségréatif), mais transformation de l'engagement décennal, élargi au service dans la Fonction publique.

Il n'y a, comme on le voit, et en première comme en dernière analyse, aucune différence fondamentale entre les objectifs du gouvernement et les modalités de « *transformation* » des Ecoles normales proposées par le P.C.F.

Il est cependant un point sur lequel Juquin (comme le S.G.E.N.) reste silencieux : la laïcité.

Juquin attribue la destruction des Ecoles normales par Vichy à la volonté de « *lutte antilaïque* » de celle-ci. S'il avait voulu s'expliquer, il lui aurait fallu dire que les Ecoles normales ont toujours formé des instituteurs laïques, et souvent après au combat anticlérical. Encore un travers du « *corps* » « *bloqué sur ses traditions* », à l'heure de la « *laïcité ouverte* », de la main tendue à « *l'Eglise rénovée de Jean XXIII* », et des visites des dirigeants de la bureaucratie stalinienne au successeur du mythique Pierre, du très historique Alexandre Borgia et de quelques autres personnages non moins historiques.

LE « CORPS » ENSEIGNANT ET « L'ENSEIGNEMENT LIBRE »

Mais il y a plus : non seulement, aujourd'hui, la destruction des Ecoles normales a la même signification, à laquelle Juquin dit amen, celle de l'élimination des traditions anticléricales des instituteurs, mais elle va plus loin. Que signifie la poursuite de la préparation du baccalauréat, pour les « *normaliens* », « *dans leur établissement d'origine* », ou le plus proche de leur domicile ?

Dans le cadre des lois Debré-Pompidou, cela signifie qu'ils pourront préparer le baccalauréat dans l'enseignement cléricale, avant de revenir en formation professionnelle à l'Ecole normale ou à l'Institut pédagogique universitaire...

Ce n'est pas tout. Le concours d'entrée, maintenu jusqu'ici avec les avantages financiers concédés par l'Etat en échange de l'engagement décennal, ne l'est qu'à titre transitoire, de l'aveu même de Juquin. L'objectif du gouvernement, c'est sa suppression, et le recrutement au niveau des facultés. En attendant, interdiction est faite aux normaliens de constituer entre eux quelque groupement ou association de type « *corporatif* » que ce soit (circulaire du 14 septembre 1970). Il n'est pas seulement question, ce faisant, d'une économie financière, mais bien de poursuivre l'attaque contre le caractère du recrutement des instituteurs, complément indispensable à la destruction des Ecoles normales.

Mais ce n'est pas encore tout. L'objectif final a été clairement défini par Olivier Giscard d'Estaing : c'est celui d'Instituts de formation pédagogique autonomes et concurrentiels, formant des enseignants « *à l'Université* », et qui pourront enseigner dans tout établissement (privé ou public), étant eux-mêmes autonomes et concurrentiels.

C'est là, et là seulement, que tout se rejoint : offensive contre le potentiel de résistance des enseignants, contre leur unité « *de corps* », leurs traditions de lutte ; défonctionnarisation ; politique générale de privatisation et d'atteinte à la laïcité ; enfin, enseignement déqualifié par la poursuite du recrutement parallèle de remplaçants, d'intérimaires et d'auxiliaires, sans compter la « *rénovation pédagogique* » et la « *formation permanente* ».

Les Ecoles normales, aussi restreintes soient-elles, par leur nombre et leurs effectifs, dans l'ensemble de l'Education nationale, sont l'un des centres névralgiques de la politique de destruction de l'enseignement public que mène le gouvernement. Les positions prises à leur égard par les appareils stalinien et réformiste (qui, à quelques nuances près, s'aligne sur le premier) sont significatives de leur politique face à cette offensive. Il reste que le gouvernement actuel a encore de grands pas à franchir avant de réussir dans son entreprise, que le temps lui est compté, et que les mesures qu'il

doit prendre sont trop graves pour qu'elles ne dressent pas contre lui, n'en déplaise à Juquin, le « corps » des instituteurs, encore fort de ses traditions.

Il revient à l'avant-garde de leur ouvrir la perspective d'un combat où

se fondent la défense de leurs intérêts propres et la lutte politique pour le renversement du gouvernement de la bourgeoisie et l'instauration d'un gouvernement ouvrier, seul capable de réaliser leurs aspirations, y compris dans leur travail d'enseignants.

QUELQUES-UNS DES OUVRAGES
EN VENTE
A LA LIBRAIRIE DE LA S.E.L.I.O.

L'enseignement en France, de A. Prost	F	43,80
Sur l'enseignement du français (éléments de discussion) la brochure	F	2,00
La grève des normaliens de mars 1969	F	3,00
Facultés à vendre (l'Université de la loi Faure-Guichard) ..	F	3,00
Dommanget, le Curé Meslier	F	20,00

Illustration et pointe avancée : l'enseignement technique et professionnel

par Annie GAUQUELIN

La société capitaliste exclut collectivement la classe ouvrière de l'accès à la culture ; elle l'exclut aussi massivement de toute formation professionnelle réelle. La fonction de la classe ouvrière est de suer de la plus-value et de reproduire le capital. Elle subit donc la division entre travail manuel et intellectuel, et est exclue de toute participation à ce dernier. La bourgeoisie tente donc constamment de réduire la « formation professionnelle » à laquelle aspirent la masse des travail-

leurs à la stricte préparation des gestes que les travailleurs doivent accomplir dans telle ou telle activité partielle du processus de production. L'histoire de l'enseignement professionnel illustre on ne peut mieux cette situation et montre quelle conquête à la fois lente, difficile, fragile et médiocre a été l'institution d'un enseignement professionnel technique d'où la masse des jeunes a toujours été, dans une proportion plus ou moins grande, écartée.

HISTOIRE DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL EN FRANCE

Le développement du capitalisme a d'abord ruiné le vieil apprentissage traditionnel effectué dans le cadre des corporations et qui, en échange de la formation à un métier, liait étroitement le futur ouvrier à son patron. Le besoin d'une formation professionnelle minimale pour une

fraction des travailleurs apparut très vite urgent. Il y fut répondu sous une double forme :

a) par les écoles de formation professionnelle ou écoles d'apprentissage créées par les entreprises en leur sein ;

b) par les écoles de formation professionnelle créées par l'Etat.

Les premières visaient un double objectif : permettre à l'entreprise de satisfaire ses divers besoins en encadrement et en main-d'œuvre qualifiée pour une tâche étroitement déterminée en répondant à ces besoins et à eux seuls, et sélectionner, ce faisant, une mince couche de travailleurs et de cadres moyens dociles, minutieusement choisis en fonction de critères idéologiques (obéissance, assistance à la messe, « *bonnes mœurs* », etc.). C'était une « *formation professionnelle* » entièrement subordonnée aux besoins sociaux et politiques (donc, par voie de conséquence, idéologiques) du patronat, un instrument d'ordre, d'abrutissement et de *surexploitation*, la masse des apprentis étant formés sur le tas pendant six mois, un an ou deux ans, sans rémunération, sinon formelle... Réserve de travail quasi gratuite et instrument de chantage, telle est la réalité de la « *formation professionnelle* » patronale et catholique (car les institutions charitables s'en occupent, et de près...).

Les écoles d'Etat visaient, elles, à délivrer une authentique formation professionnelle. Mais les chiffres montrent que la bourgeoisie tenta au maximum de réduire les bénéficiaires de cette formation. Leur développement fut, en effet, extrêmement lent, et dès leur origine elles fonctionnèrent comme des instruments de sélection sociale visant à dégager une « *élite* » professionnelle, bref une aristocratie ouvrière dont le capitalisme ascendant a besoin,

« Aucune de ces écoles, note A. Prost à juste titre, ne forme de simples ouvriers » (1).

Alors que le certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) était créé en 1911, à la veille de la guerre, en 1914, MOINS DE 9 000 ÉLÈVES par an passaient par l'ensemble des écoles professionnelles d'Etat. « *Une goutte d'eau dans la mer de l'emploi* » (1), commente A. Prost, qui cite ces chiffres et ajoute :

« La question de l'apprentissage reste entière. »

... Et pourtant, comme le révèle aux plus obtus la boucherie de la première guerre mondiale qui représente une gigantesque destruction de forces productives, l'âge d'or du capitalisme était déjà passé...

La loi Astier (25 juillet 1919) codifia la situation existante, théorisa la division de la formation technique et professionnelle en écoles publiques et privées et répartit en gros les responsabilités de chaque partenaire en attribuant aux cours l'enseignement théorique et au patronat l'enseignement pratique. La situation ne changea guère jusqu'à la guerre de 1939-45.

A la veille de la seconde guerre mondiale, l'enseignement technique et professionnel ne formait toujours qu'une très mince couche de techniciens et d'agents de maîtrise, plus quelques centaines d'ouvriers professionnels par an. C'est au lendemain de la seconde guerre mon-

(1) *Histoire de l'enseignement en France*, P.U.F., p. 310.

diale que les centres d'apprentissage (par la suite transformés en collèges d'enseignement technique) furent créés en février 1949, en même temps que furent constituées quatre Ecoles normales nationales d'apprentissage (E.N.N.A.) destinées à former le personnel enseignant de ces centres. La création des futurs collèges d'enseignement technique appartient donc à la série des conquêtes que les travailleurs ont arrachées à la bourgeoisie et contre lesquelles les appareils stalinien et social-démocrate ont monnayé, sous la poussée des masses, la reconstruction par leurs soins (à travers le gouvernement tripartite P.C.-P.S.-M.R.P.) de l'appareil d'Etat bourgeois : la construction d'un vaste réseau de centres d'apprentissage est à mettre sur le même rang que le blocage des loyers, la Sécurité sociale, etc.

Bien sûr, cette conquête, qui ouvrait la possibilité d'une véritable formation professionnelle à des dizaines de milliers d'enfants de travailleurs, ne sortait pas du tout du cadre bourgeois, et la bourgeoisie tenta d'en limiter le plus possible les effets : le secteur privé et patronal était soigneusement maintenu, on logeait les C.E.T., chaque fois que cela était possible, dans des bâtiments industriels désaffectés, le gouvernement s'attachait à créer les

conditions d'enseignement les plus économiques et les plus médiocres possible. La présence du patronat était partout maintenue... Mais le développement des collèges d'enseignement technique en trois ans, dans des conditions qui visent, bien entendu, à maintenir cet enseignement professionnel comme un sous-enseignement, sont une authentique conquête. L'un des objectifs de la réforme Fouchet était précisément de liquider tous les C.E.T. en 3 ans à la date de 1970. Résultat qui n'a pas été atteint, loin de là : c'est peut-être sur ce point que l'échec du gouvernement a été le plus sensible.

Aussi le gouvernement n'a-t-il pu prendre sérieusement l'initiative sur ce terrain qu'une fois la route quelque peu déblayée par les appareils syndicaux. Comme l'expliquait, dans *le Monde* du 5 juin 1971, le journaliste J.-M. Dupont, les lois sur la formation professionnelle et l'apprentissage alors soumises au Parlement, dites lois du 16 juillet 1971, s'appuient sur l'accord signé le 9 juillet 1970 entre le C.N.P.F., d'un côté, la C.G.T., la C.G.T.-F.O., la C.F.T.C., la C.F.D.T., puis la C.G.C., de l'autre (« Une grande partie des cinquante-cinq articles de la loi reprennent, en les améliorant et en les complétant (...) les principales clauses de l'accord patronat-syndicats du 9 juillet 1970 »).

L'ACCORD DU 9 JUILLET 1970

Là encore, l'appareil stalinien a joué le rôle de maître du jeu : les discussions entre le C.N.P.F. et les syn-

dicats se sont ouvertes en juillet 1969. Pour les enseignants, c'est l'époque des vacances... Dès la ren-

trée (septembre), le syndicat C.G.T. des C.E.T. (le S.N.E.T.P.-C.G.T.) propose au syndicat de la F.E.N. des C.E.T. (le S.N.E.T.A.A.) la constitution d'un syndicat unique des C.E.T. qui entrerait ensuite dans la F.E.N. en ne mentionnant pas l'existence de tendances...

Le S.N.E.T.A.A., lorsque l'accord du 9 juillet paraîtra, le condamnera et s'affirmera le partisan inconditionnel du monopole de l'Education nationale sur la formation professionnelle... La direction réformiste condamne l'accord, la direction stalinienne s'en fait le porte-parole. C'est la possibilité de résistance que représentent l'existence du syndicat de la F.E.N. (le S.N.E.T.A.A.) et la position que prend sa direction que l'appareil stalinien a voulu briser par sa proposition de « fusion »... A qui en douterait, P. Juquin le rappellera qui, dans sa conférence de presse du 13 janvier 1971, a, selon ses propres paroles, « esquissé un modèle d'enseignement technique nouveau, destiné à remplacer le collège d'enseignement technique aujourd'hui périmé » (*l'Humanité*, 14 janvier 1971).

Analysons un instant ce que, dans le *Figaro* du 7 septembre 1971, Huvélin, président du C.N.P.F., déclare « sans précédent dans le monde ».

L'accord s'ouvre sur un préambule qui en définit l'esprit et les objectifs, le cadre, en un mot. Et ce cadre c'est le cadre bourgeois d'une prétendue communauté d'intérêts, la communauté d'intérêts qui lierait l'entreprise et les « individus » (*sic* !) qui y travaillent, bref l'association capital-travail :

« Les parties signataires ont estimé qu'il était nécessaire de revoir l'ensemble du processus éducatif (...) Persuadées que l'enseignement et la formation sont facteurs du progrès social, du développement technique et de la croissance économique, elles ont procédé à cet examen dans le double objectif de répondre aux besoins des entreprises et de permettre aux individus d'y trouver la satisfaction de leurs aspirations » (*préambule article II*).

Et c'est au nom de cette prétendue communauté d'intérêts entre les travailleurs et les exploités, c'est-à-dire au nom de la rentabilité, que les parties signataires « jugent souhaitable :

- 1° Une rénovation de l'enseignement du premier degré ;
- 2° L'introduction dès les débuts du premier cycle d'une éducation technologique (...)
- 3° L'instauration d'une année pré-professionnelle pour tous les jeunes non engagés dans un enseignement classique ou moderne ».

Un long verbiage sur la promotion et les aspirations tente à peine de masquer le sens de cet accord : ADAPTER LA FORMATION PROFESSIONNELLE AUX BESOINS DU PATRONAT DANS LE DOMAINE QUANTITATIF (nombre d'O.S., de manœuvres, de cadres, etc.) ET QUALITATIF (type de formation, reconversion), C'EST-À-DIRE LA SOUMETTRE AUX IMPERATIFS DE LA PLUS GRANDE MOBILITE POSSIBLE. Même dans les passages les plus délibérément trompeurs et mensongers, cet objectif apparaît, lorsque par exemple l'article 7 définit comme l'une des fins poursuivies par l'accord la volonté de « permettre à chaque sa-

larié d'accroître ses connaissances en fonction de ses propres aspirations et DES PERSPECTIVES DE L'EMPLOI ».

Cette politique suppose la DESTRUCTION DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PUBLIC, annoncée APRÈS L'ACCORD par Chaban-Delmas sous le nom de « *refonte complète de l'enseignement technique* », dont l'accord donne les moyens et qui deviendra réalité un an après exactement par la mise sur pied d'un véritable enseignement technique et professionnel parallèle à l'enseignement public et donc destiné à le supplanter. L'article 4 du titre I prévoit en effet la constitution de « *centres à temps plein ou à temps partiel, réunissant un ensemble de moyens matériels et pédagogiques, propres à accroître la qualité et l'efficacité des enseignements TANT PRATIQUES QUE THÉORIQUES* » (souligné par nous). Ces centres devraient être de préférence « *DES CENTRES COLLECTIFS SE SITUANT AU NIVEAU D'UN GROUPEMENT OU D'UNE ASSOCIATION D'ENTREPRISES* » (souligné par nous. Article 5).

Ces centres d'entreprises seront gérés par des conseils de perfectionnement qui auront compétence sur :

- « *les perspectives d'ouverture ou de fermeture de sections ;*
- *l'organisation et le déroulement de la formation ;*
- *l'établissement des programmes (...)* ;
- *les conditions générales d'admission des jeunes ;*

- *les conditions générales du passage d'une classe dans l'autre ;*
- *les conditions générales de la préparation et du perfectionnement pédagogiques des moniteurs... »* (article 8).

Tout est clair, dans l'entreprise ou dans un groupe d'entreprises se met en place une structure complète de formation professionnelle ENTièrement SUBORDONNÉE AUX INTERETS DE L'ENTREPRISE OU DU GROUPE CONSIDÉRÉS, DE L'ÉTABLISSEMENT DU PROGRAMME A LA FORMATION ET AU RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS DEVENUS DES MONITEURS-MAISON, EN PASSANT PAR LE RECRUTEMENT DES ÉLÈVES, LES MODALITÉS DE LEUR RECRUTEMENT ET DE LEUR SÉLECTION... Les moniteurs sans formation autre que la formation maison, sans droits, sans garanties, taillables, corvéables et révocables à merci (c'est le propre d'un « *moniteur* »), formeront le nombre d'élèves désiré aux besoins étroits et précis, dans le temps comme dans la qualité d'une entreprise considérée...

La formation prévue est « *complète* » puisque l'article 4 souhaite que, « *au cours de la période de formation, soit prévu un horaire réservé à l'éducation physique (...)* dès lors que l'existence d'équipements suffisants permettra de l'utiliser à cet effet » (formulation pas revendicative pour un sou... on le voit) et que l'article 14 dénonçant avec cynisme l'insuffisance des B.E.P. (brevets d'enseignement pro-

fessionnels, souvent non reconnus dans les conventions collectives) demande dans certains cas « une formation complémentaire à l'intention des jeunes salariés titulaires d'un B.E.P. (...) Au cours de cette période d'adaptation, des cours d'enseignement général et théorique compléteront, à raison de 4 heures par semaine, une formation essentiellement technique et pratique ». Bref, la grande majorité des enseignants de C.E.T. vont être bientôt inutiles si cet accord s'applique... et l'on comprend le pourquoi de la suppression de 1 400 postes au budget 1971...

Le syndicat des cadres C.G.T., désireux sans doute d'accélérer le plus possible le démantèlement de l'Education nationale, affirme que « les cycles de perfectionnement peuvent

déboucher dans certains cas sur des diplômes. Il faut examiner la question avec les responsables universitaires », et demande que les CADRES DE L'INDUSTRIE PUISSENT ENSEIGNER DANS LE CADRE DE CONTRATS DE CINQ ANS. Capelle, de l'U.D.R., demandera la même chose au parlement en juin 1971. Cela, plus l'instauration des moniteurs, c'est un coup brutal porté aux garanties qu'offre aux enseignants le statut des fonctionnaires que le pouvoir veut briser depuis longtemps...

La revue du syndicat des cadres C.G.T. affirme, en effet :

« Il faut prévoir le détachement de cadres sans rupture du contrat de travail pendant quelques années dans des établissements publics qui en manifestent le désir » (*Options*, septembre-octobre 1970, p. 24).

DES OBJECTIFS GENERAUX QUI N'ONT PAS ABOUTI...

Le C.N.P.F. (Conseil national du patronat français) a défini l'importance et le sens de cet accord comme pièce maîtresse de sa politique de démantèlement de l'Education nationale pour la soumettre à ses intérêts spécifiques, en particulier dans un supplément à la revue *Patronat* consacré à l'accord et qui affirme :

« L'accord va rendre possible la mise en place d'un véritable système d'éducation permanente rendant possible à son tour une remise en ordre des systèmes scolaires et universitaires » (*Patronat*, supplément décembre 1970).

Le C.N.P.F. a raison : la subordination étroite du système d'ensei-

gnement et de formation aux exigences économiques et sociales d'une bourgeoisie qui fait front avec beaucoup de difficultés à une concurrence internationale enragée passe d'abord par la subordination de la formation professionnelle, et donc par la destruction de l'enseignement technique public.

Le principal soutien de cette politique est l'appareil stalinien. Dans les syndicats de la F.E.N., la fraction stalinienne (qui se couvre du masque de la « tendance » *Unité et Action*) a été la seule à prendre position en faveur de l'accord du

9 juillet. Et la direction de la C.G.T. a même dépassé le cadre de l'accord... en proposant, dès le 10 juillet, dans un mémorandum consacré à l'accord, la mise en place HORS DE L'ÉDUCATION NATIONALE d'un « *organisme national de coordination et d'unification* » de la formation professionnelle :

« Il règne dans le domaine de la formation et du perfectionnement une véritable anarchie. Aussi, et à défaut de la possibilité actuelle d'un règlement complet de ces problèmes dans le cadre du ministère de l'Éducation nationale, la C.G.T. propose la création d'un *organisme national* destiné à la remise en ordre complète du système de formation, à enrayer l'éparpillement, à jouer un rôle efficace d'unification et de coordination des efforts » (SNES-INFORMATIONS, 18 novembre 1970, p. 10).

Les lois du 16 juillet 1971 mettent tout le système en place, mais elles ne suffisent pas, malgré l'aval de l'appareil stalinien, à le faire passer dans la vie.

L'observateur le moins perspicace ne peut pas ne pas noter l'abîme qui sépare les perspectives générales, au moins à demi avouées, du gouvernement gaulliste depuis 1959 dans le domaine de l'Éducation nationale et la façon dont ces perspectives s'inscrivent dans la vie, sous la forme de mesures partielles, souvent peu cohérentes entre elles, et qui, parfois, restent lettre morte : si les efforts de l'appareil stalinien (directions du S.N.E.Sup. et U.N.E.F.-Renouveau) ont à peu près fait vivoter la « *participation* » dans l'enseignement supérieur, dans le secondaire les conseils d'administra-

tion ne constituent qu'un énorme réseau bureaucratique qui n'a guère pu être utilisé, à part une abondante production de paperasse, que pour les problèmes disciplinaires, et ce encore avec beaucoup de lourdeur et de difficulté. Dans le primaire, la « *participation* » n'est restée qu'une ombre.

Fouchet avait fixé 1970 comme date à laquelle deux objectifs centraux devaient être atteints : plus un seul C.E.T. en 3 ans, plus un seul premier cycle de lycées (ils devaient être tous transformés en collèges d'enseignement secondaire avec trois niveaux distincts d'études). A la date de 1970, le nombre de C.E.T. en trois ans n'avait pas diminué et il restait encore plus de 1100 premiers cycles de lycées... C'est que, malgré l'accord politique donné aux objectifs du plan Fouchet, puis Faure, puis Guichard, par les directions des organisations syndicales et politiques ouvrières, malgré la mobilisation de l'appareil stalinien pour faire passer ces mesures dans la vie, elles se heurtent à une résistance sourde, diffuse, mais acharnée, bien que, dans ces conditions, limitée aux cadres de la localité, de l'établissement ou d'un secteur d'enseignement, de la majorité des enseignants, des étudiants, des parents, à la résistance du mouvement ouvrier.

Cette résistance se nourrit du refus de telle ou telle mesure particulière, elle ne peut spontanément prendre la forme d'un refus d'une politique d'ensemble. C'est là que se pose la responsabilité des trotskystes.

Contre l'enseignement public, le P.C.F. apporte au régime un appui fidèle

par Jean-Jacques MARIE

Sur la description *générale* des objectifs que la bourgeoisie française poursuit dans sa réforme de l'enseignement, il est aisé de tomber d'accord. C'est par l'analyse de ses conséquences que les appareils font passer leur politique de *soutien*.

Oui, dit l'appareil stalinien, la réforme Fouchet-Faure-Guichard a bien comme objectif de subordonner l'Education nationale aux besoins de l'économie capitaliste, mais :

- a) ces besoins sont à court terme ;
- b) la restructuration vise à adapter l'enseignement aux besoins d'une économie en expansion, en liaison avec le « *prodigieux développement des sciences et des techniques* ».

C'est ce que Cogniot exprimait dans *France nouvelle* du 19 mai 1965 en affirmant à propos de la réforme Fouchet :

« La réforme Fouchet, c'est une adaptation qui n'est inspirée que par la rentabilité immédiate, mais, *j'y insiste*, cette rentabilité *immédiate* entre en contradiction de la façon la plus évidente avec les *intérêts supérieurs*, les intérêts à long terme de l'avenir national. »

Bref, la réforme aura quelques effets positifs dans l'immédiat (si l'on arrache des crédits et des postes...) ; mais, d'ici à un ou deux siècles (si le socialisme n'est pas réalisé), ses effets apparaîtront nocifs aux intérêts de la « *nation* ». Il suffit pour se convaincre de la fausseté de cette analyse de regarder le tableau *Horizon 1976* publié en 1966 et définissant les perspectives de l'emploi auxquelles l'enseignement devait répondre et préparer les jeunes générations. Ce tableau, auquel le patronat a apporté des correctifs (2^e colonne) est sans ambiguïté : en 1976, l'enseignement doit préparer 60 à 70 % des jeunes à être O.S., manœuvres ou employés... Juquin et Cogniot préten-

dent que le capitalisme PEUT offrir un autre avenir à la jeunesse. La bourgeoisie affirme qu'elle ne le PEUT pas, et qu'en conséquence elle doit adapter toute l'Education nationale à l'avenir dont elle est la PORTEUSE, avenir que ce tableau illustre comme un avenir de déchéance :

Niveaux		(1)	(2)	
Niveaux I et II	Licence, doctorat, diplôme d'ingénieur	8 %	8 %	Cadres, Ingénieurs, Techniciens
Niveau III	I. U. T.	12 %	12 %	
Niveau IV	Baccalauréat Brevet de technicien	20 %	15 %	Agents de maîtrise ou employés
Niveau V	C.A.P. - B.E.P.	45 %	45 à 50 %	Employés et O.S.
Niveau VI	Entrée dans la « vie active »	15 %	15 à 20 %	O.S. et manœuvres

(1) Organisation scolaire prévue pour 1976-1977 (« Horizon VI^e Plan »).
 (2) Besoins de recrutement du patronat.
 (Publié dans *l'Ecole émancipée pour le Front unique ouvrier*, n° 13).

AUX AVANT-POSTES DE LA REFORME GAULLISTE DE L'ENSEIGNEMENT

« Le plan que notre parti a publié en 1967 et réédité en 1970 pour une réforme démocratique et moderne de l'Education nationale ne pourra être appliqué — après discussion entre tous les intéressés — qu'une fois la gauche au pouvoir, dans un régime nouveau. Dans le régime actuel, des mesures conformes à l'intérêt de la jeunesse et à l'intérêt patronal peuvent être prises, pourvu que des forces suffisantes les imposent au gouvernement. »

C'est ce qu'écrit Pierre Juquin, membre du comité central du P.C.F., responsable national de la commission enseignante du P.C.F. (et ancien militant du R.P.F.), dans le supplément au n° 199 de *l'Ecole*

et la Nation. La stratégie ainsi définie par l'appareil stalinien repose sur le postulat suivant (qui ne peut être que sous-entendu — car il serait imprudent de le formuler nettement ! — mais dont ces lignes dépendent à l'évidence) : il n'y a pas en réalité de politique globale de refonte et de démantèlement de l'enseignement définie par le gouvernement gaulliste depuis bientôt dix ans et contradictoire avec les intérêts de la jeunesse et des étudiants, il n'y a en fait qu'une mauvaise politique, mauvaise surtout parce qu'insuffisante, et qu'il est donc possible d'infléchir, de modi-

fier, d'améliorer en réclamant « *des crédits et des postes* ». Cette politique se traduit dans le domaine syndical par les « *mobilisations* » annuelles sur les « *collectifs budgétaires* », qui doivent permettre d'obtenir l'augmentation de ces crédits et de ces postes, mobilisations que les appendices syndicaux de l'appareil stalinien (la tendance *Unité et Action*) réitèrent avec une belle constance.

Il n'est pas étonnant dès lors que l'appareil stalinien se trouve aux avant-postes de la réforme gaulliste de l'enseignement. Ses députés ont voté la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ; l'appareil stalinien qui contrôle la C.G.T. a signé — dans le cadre d'un front syndical commun avec la C.G.T.-F.O., la C.F.D.T. et le C.N.P.F. — l'accord dit du 9 juillet 1970 sur la formation professionnelle.

On comprend dès lors que Georges Bouvard, dans *l'Humanité* du 6 septembre 1971, indique que la grève déclenchée par les directions stalinienne du S.N.E.S. (syndicat du second degré) et du S.N.E.P. (syndicat des professeurs d'éducation physique) a comme objectif d'imposer « *un changement de tendance* » au gouvernement et de contraindre ce dernier « *à prendre ses responsabilités* » (*sic !*).

Le P.C.F. est le principal support de la politique gaulliste dans l'enseignement, le principal support d'une politique qui vise à démanteler l'Éducation nationale pour la soumettre aux impératifs d'une bourgeoisie dont Étienne Fajon

vient de souligner à La Courneuve, à la fête de *l'Huma*, la « *putréfaction* ».

Cette collusion du P.C.F. et du pouvoir a été récemment mise en lumière par la conjonction frappante des déclarations de Ceyrac, de Chaban-Delmas et de la direction de la C.G.T. sur la mise en application de l'une des mesures les plus graves récemment prises (si grave que les députés du P.C.F. n'osèrent pas la voter) : la loi sur la formation professionnelle et l'apprentissage.

Le 8 septembre, M. François Ceyrac tient une conférence de presse présentant « *le livre blanc du C.N.P.F. sur la formation des hommes* » (*la Nation* du 9 septembre 1971).

Il se félicite des lois de juillet 1971 :

« Nous avons maintenant, avec les textes nouveaux, les instruments qui nous manquaient. C'est un cadre pour notre effort en matière de formation. »

Mais reste l'application :

« C'est, indique M. François Ceyrac, qu'une tendance est trop répandue. Celle qui considère qu'avec l'accord de juillet 1970 entre le patronat et les organisations syndicales, puis les lois de juillet 1971 sur la formation permanente, tout est réglé. Mais nous pensons qu'il ne suffit pas de sortir des textes et de signer des accords. Encore faut-il les faire entrer dans les faits. »

Le 10 septembre 1971, la C.G.T. déclare :

« La C.G.T. déplore encore qu'aucune mesure ne soit prise ni aucun crédit substantiel dégagé pour l'application des lois sur la formation professionnelle. »

Et le même jour, M. Chaban-Delmas déclare dans sa conférence de presse (*le Monde* du 11 septembre 1971) :

« Puisque vous parlez des jeunes, au printemps dernier, en moins de deux mois, la réforme de l'enseignement technique

et le droit à la formation permanente pour tous ont apporté une contribution décisive à la recherche de l'égalité des chances. Mais il ne suffit pas de voter des réformes, il faut aussi les appliquer et, pour cela, réunir les moyens nécessaires. C'est ainsi que le budget de 1972 garantira l'application concrète des réformes votées il y a moins de trois mois. »

LE P.C.F. ET LA QUESTION DE LA LAICITE

C'est sans aucun doute sur le terrain de la *laïcité* que la fonction de l'appareil stalinien apparaît le plus clairement comme contradictoire aux intérêts des enseignants et de l'ensemble des travailleurs. A l'heure où la mobilisation contre le renouvellement et l'aggravation de la loi Debré-Pompidou, qui fait pleuvoir les milliards sur l'école en soutane aux dépens des contribuables, était à l'ordre du jour, *l'Humanité* fit paraître dans son numéro du 26 février 1971 un article de A. M. Filippi-Codaccioni intitulé *Laïcité : hier et aujourd'hui*.

On pouvait y lire :

« Face à ce projet (la loi Pompidou-Debré), y a-t-il, se demande l'auteur, UNE attitude de l'Eglise ? La réponse est complexe : *l'attitude de l'Eglise reflète les contradictions de classe qui la traversent* (souligné par nous). Si l'assemblée de l'épiscopat a rendu hommage à l'école publique (Lourdes, 1969), Mgr Cuminal, responsable national de l'enseignement catholique, estime que les décrets de 1970 ne sont qu'une étape "*qu'il faudra dépasser et compléter*". Qu'entend Mgr Cuminal, par "*dépasser*" ? Il apparaît toutefois que, par-delà, la hiérarchie demande — avec la prise en charge de maîtres et d'établissements privés par l'Etat — que soit respecté "*le*

caractère propre de l'établissement", c'est-à-dire que soit garanti le droit au contenu de l'enseignement. »

Et c'est tout... Ces lignes patelines amènent un peu plus loin cette conclusion politique :

« Les communistes tiennent beaucoup trop à l'unité entre croyants et incroyants pour tomber dans le piège récemment tendu par M. Pompidou. »

Lignes fort riches... Si la loi Debré-Pompidou, qui renforce considérablement l'enseignement privé et, pour l'essentiel, confessionnel, est un « *piège* », c'est donc que sa fonction réelle n'est pas de renforcer l'enseignement privé... C'est donc qu'il faut abandonner la lutte pour l'école laïque, pour la nationalisation de l'enseignement (c'est-à-dire pour la disparition de l'école privée et confessionnelle), que cette lutte est une lutte de DIVISION, et que la C.F.D.T. a été unitaire pour trois en refusant de participer à la grève du 26 avril contre la loi Debré-Pompidou.

Mais surtout, si l'Eglise est traversée par les contradictions de classes, l'école confessionnelle, qui en est le produit, le prolongement et le réservoir, l'est aussi. Mais si l'école

confessionnelle est traversée par les conflits de classes, il n'y a plus aucune différence fondamentale entre elle et l'école laïque. Elle n'est plus l'instrument privilégié et docile d'endoctrinement idéologique, visant à former les cadres idéologi-

ques du capital, elle n'est plus qu'une école parmi les autres, dont le seul trait distinctif serait qu'elle comporte plus de fils de bourgeois et moins encore de fils d'ouvriers que l'école laïque. Bref une différence purement quantitative.

UN ENSEIGNEMENT NI PUBLIC, NI UNIQUE, NI LAÏC : UN ENSEIGNEMENT « LIBRE »

Le sens de cette politique s'éclaire dans le projet de loi « *pour un service public unique, laïc et gratuit de l'Education nationale* », déposé en mai 1971 par les députés staliniens au Parlement, et dont *l'Humanité* du 20 mai 1971 donne un résumé précis et de nombreux extraits.

Dans le fil de l'article de M. Verret examiné ci-après, le préambule ne dénonce la loi Debré-Pompidou que sous l'angle de la ségrégation sociale — c'est-à-dire sous un aspect commun aux deux écoles, mais que le privé aggrave :

« Cette orientation vers la privatisation ne peut que renforcer la ségrégation sociale qui affecte l'ensemble de l'enseignement français (souligné par nous) et aggraver les difficultés causées au service public de l'Education nationale par la politique gouvernementale. »

Et c'est tout !

Quant au service public, unique et laïc proposé par le P.C.F., il n'est ni public, ni unique, ni laïque.

Pas unique, puisque, à la fin de son résumé, *l'Humanité* précise :

« Bien entendu, l'existence d'un service public de l'Education nationale exclut toute allocation de fonds publics à un établissement privé d'enseignement, »

Ce qui signifie que le P.C.F. admet l'existence de ces établissements privés, donc qu'il abandonne, même verbalement, l'objectif de la nationalisation de l'enseignement, c'est-à-dire du monopole d'Etat.

Ni public ni laïc, puisque ce que proposent les députés du P.C.F., c'est l'intégration souple et fraternelle des prêtres et des bonnes sœurs dans l'enseignement, baptisée — c'est le cas de le dire — « *intégration progressive dans le service public des personnels et établissements percevant ou ayant perçu des fonds publics. Toutes les mesures tendant à l'institution de cette université nationale seront prises en tenant compte de la diversité des situations et en assurant la participation aux décisions de tous les intéressés* ». C'est l'entrée en grande pompe de l'appareil de la hiérarchie dans l'enseignement public, tout cela sous le prétexte du « *respect rigoureux de toutes les croyances* », souci qui étonne quand on pense aux persécutions imbéciles dont sont victimes en U.R.S.S. de nombreux croyants, que le règne de la bureaucratie multiplie, et qui ont, il est vrai, le grand désavan-

tage de se réclamer rarement d'une grande Eglise, c'est-à-dire d'un grand parti de l'ordre...

Aussi n'est-il pas étonnant que, au sein de la F.E.N., l'appareil stalinien mène une offensive régulière et forcenée contre la lutte laïque, sous le masque d'une certaine continuité. Le secrétaire pédagogique stalinien du S.N.E.S., Jean Petite, est le fer de lance de cette politique. En février 1969, dans un article intitulé fièrement : *Etre laïque aujourd'hui, c'est être socialiste*, publié dans l'organe du syndicat, il affirmait :

« La laïcité n'a de sens que dans un monde religieux, plus précisément pour nous dans un monde de chrétienté (...) Elle est affaire de clercs et de seigneurs, non de manants (...) A la laïcisation de concepts fondamentaux de la religion répond une cléricisation des idées laïques. Le laïque devient un prêtre d'une religion qui a ses rites, ses fêtes, ses pompes et ses œuvres, ses solidarités secrètes. »

En un mot, bien que Petite ne prononce pas le mot : « *une franc-maçonnerie* ».

Et il continue :

« En pays de chrétienté, les rapports de classes traversent le peuple chrétien et influencent ceux qui restent chargés de l'animation » (la formule « ceux qui restent chargés de l'animation » désigne

avec une hypocrisie touchante la hiérarchie catholique).

Bref, « il faut donner à l'action laïque un contenu nouveau » (*Université syndicaliste*, n° 13, 19 février 1969, pp. 24-26).

Petite récidiva dans sa contribution à la motion laïque du dernier congrès du S.N.E.S. (avril 1971). Dénonçant la laïcité dite « traditionnelle » comme le « ciment idéologique qui favorise la sainte alliance du gauchisme et de l'autonomie, permettant à Astre de trôner comme représentant mandaté de la F.E.N. au congrès des militants A.J.S. de l'U.N.E.F. de Dijon » (*Université syndicaliste*, n° 14, p. 26), Petite réduit la laïcité à la définition d'une « déontologie » des enseignants, « l'attitude de base des enseignants qui se définissent comme laïques ». Il développe longuement l'idée que la laïcité est un faux clivage, et déclare :

« Il y a de véritables laïques parmi de prétendus confessionnels, hommes et femmes qui se battent de par le monde contre des oppresseurs qu'ils osent nommer sans fausse prudence ni dosage » (*idem*).

Traduction : il y a de véritables laïques parmi l'une des fractions de l'appareil international du Vatican, c'est-à-dire d'un appareil idéologique international du capital, et le plus virulent.

UNE « ECOLE BOURGEOISE » OU UNE CONQUETE OUVRIERE ?

L'autre volet de cette politique consiste à définir l'école laïque comme une « école bourgeoise » (ce qu'elle est sans doute, exactement comme le

sont les « libertés démocratiques » qui ne sortent pas du cadre de la domination bourgeoise, mais qui ont cependant été arrachées à la bour-

geoisie et qui lui sont actuellement intolérables à la longue pour maintenir sa domination de classe — « nuance » qui est de taille !). C'est ce que fit Salini dans *l'Humanité* du 7 avril 1971 en avançant cette définition, qui abolit toute différence de fond entre l'école laïque et l'école libre, école bourgeoise qui se distingue fondamentalement de l'école laïque en ce que son existence ne constitue pas une concession de la part de la bourgeoisie, et qu'elle ne gêne nullement celle-ci, même aujourd'hui... bien au contraire. Ainsi les travailleurs luttent pour défendre les libertés démocratiques et l'école laïque, pas l'école « libre ». Les staliniens escamotent cette différence de nature.

Il faut à cet escamotage un fondement théorique. Il est discrètement fourni :

« La culture scolaire (le contenu des programmes, les méthodes d'enseignement, les normes de la discipline, les valeurs de l'institution) est définie par l'Etat, ne l'oublions pas. Mais qu'est-ce que l'Etat, sinon l'organe politique de domination de la classe dominante ? Sur quoi pourrait-il régler la culture scolaire, sinon sur la culture dominante, c'est-à-dire la culture de la classe dominante ? Rien d'étonnant si cette classe se trouve à l'école comme chez soi. Mais aussi si la classe ouvrière s'y sent si souvent étrangère, en trop, exclue avant même d'y entrer... »

Ainsi s'exprime dans *l'Humanité* du 7 novembre 1969 le sociologue stalinien Michel Verret, au milieu d'un article sur *la Sélection à l'Université*.

Notons, en passant, qu'à propos de la sélection ce sociologue affirme quelques lignes plus bas que « dans

le système socialiste, les MÊMES nécessités empruntent D'AUTRES FORMES », ce qui signifie que, du point de vue de M. Verret, la société socialiste et la société capitaliste engendrent les mêmes nécessités du point de vue de la sélection, donc que le « socialisme » n'offre pas des possibilités radicalement différentes d'épanouissement de la personne humaine, ou que le capitalisme n'est pas radicalement incompatible avec cet épanouissement.

Mais là n'est pas l'essentiel. L'essentiel est dans l'affirmation que le règne de la culture bourgeoise à l'école en exclut à l'avance le prolétariat, qui s'y sent étranger. La définition qui est ici donnée de la culture bourgeoise et de sa place dans l'école assimile culture et idéologie !

Si la classe ouvrière se sent « étrangère » à l'école laïque, si elle s'en considère « exclue avant d'y entrer », elle ne saurait être donc concernée par sa défense. Si M. Verret poursuivait son raisonnement jusqu'au bout, il devrait affirmer que si le prolétariat se sent étranger à cette école parce que la culture qui y est dispensée lui est étrangère, c'est donc que le prolétariat est, EN TANT QUE CLASSE EXISTANT DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE, porteur d'une culture propre, la culture prolétarienne... A vrai dire, ces conclusions furent jadis tirées par Staline, qui affirma l'existence d'une science et d'un art prolétariens, c'est-à-dire, dans la réalité des choses, bureaucratiques et intégralement bourgeois...

LES DESSOUS DE LA « MODERNISATION » DE L'ECOLE LAIQUE

Le fondement « théorique » de la politique du P.C.F. dans l'enseignement — et ce n'est là qu'une contradiction *apparente* avec ce que nous venons de souligner —, c'est en fait la négation du caractère de classe de la société bourgeoise. Cette négation se pare ici ou là d'un verbalisme « marxiste », mais elle est parfaitement nette. Le projet de loi sur l'enseignement déposé en mai 1971 par les députés « communistes » affirme :

« La consolidation, l'amélioration et l'expansion du service public de l'Education nationale appellent des transformations profondes conformes aux besoins contemporains et aux exigences de la démocratie » (*L'Humanité*, 20 mai 1971).

Dans *L'Humanité* du 22 septembre 1971, sous le titre *Mettre l'école élémentaire à l'heure*, P. Juquin affirme :

« A notre époque, ce cloisonnement (*entre primaire et secondaire*) doit éclater. Ce qui correspond désormais aux besoins de l'économie, de la vie sociale, de la culture, c'est un système unique, formant un tout cohérent, du cours préparatoire à la classe de troisième. »

Les « besoins contemporains », les « besoins de l'économie », les « besoins de la vie sociale » sont ainsi abstraits de toute réalité de classe.

L'« économie » est une détermination en soi, ce n'est plus l'économie capitaliste, les « besoins » n'ont de réalité que chronologique, ils sont « contemporains »..., c'est-à-dire indifférents aux rapports de propriété et de production...

Dans le rapport préparatoire à l'étude du thème : *Comment, dans quelle mesure et dans quelles con-*

ditions les enseignements de second degré doivent-ils préparer à une profession ? soumis au congrès du S.N.E.S. d'avril 1970, J. Petite, secrétaire pédagogique de la tendance *Unité et Action*, dirigée par le P.C.F., affirmait :

« Compte tenu de la définition des besoins objectifs tels que les formule à un moment donné le mouvement ouvrier organisé, on doit lutter pour que l'éducation permette d'abord une promotion collective de masse qui ne peut pas, à un moment donné, ne pas se poser le problème de la sélection qui s'opère de toute façon soit dans l'école elle-même, soit dans l'accès à l'emploi » (*Université syndicaliste*, n° 11, 4 février 1970).

Cette promotion pose quelques problèmes, puisque le rapporteur affirme :

« Aujourd'hui l'adolescent sait qu'il sera obligé de changer dans le métier et sans doute de métier. Une formation générale qui prépare au métier et au changement s'impose » (*idem*).

Ainsi le P.C.F. est, lui aussi, pour la mobilité et la fluidité de la main-d'œuvre. C'est que les perspectives qu'offre aux travailleurs la société capitaliste d'aujourd'hui ne sont pas si noires que cela, comme en témoigne la motion qu'*Unité et Action* fit adopter sur ce thème par le congrès du S.N.E.S. :

« La satisfaction des exigences culturelles des travailleurs est rendue possible en France par le développement des forces productives matérielles et humaines et ne doit pas être LIMITÉE (*souligné par nous*) par les considérations de rentabilité à courte vue qui sont celles d'une minorité de possédants » (*Université syndicaliste*, n° 15, 8 avril 1970).

On pourrait multiplier à l'infini ces citations, qui tournent toutes autour des mêmes idées-forces suivantes :

la société actuelle est « *moderne* », « *industrielle* », « *contemporaine* », bref « *actuelle* » ; elle connaît un développement impétueux des sciences, des techniques et des forces productives, qui exige que l'enseignement s'adapte à lui, faute de ne pas être à la hauteur de ses tâches. Les besoins et les objectifs de classe qui commandent la réforme gaulliste de l'enseignement (c'est-à-dire les besoins de la bourgeoisie dans une situation donnée, qu'Etienne Fajon caractérisait à La Courneuve, le 12 septembre 1971, comme étant celle de la « *putréfaction du capitalisme* ») deviennent des besoins et des objectifs purement « *objectifs* », qui n'obéissent plus aux mécanismes de la lutte des classes, qui y échappent par on ne sait quel miracle. Et il faut un miracle pour que le capitalisme, que Fajon décrit le 12 septembre 1971 comme en « *putréfaction* », engendre un prodigieux développement des forces productives, ne puisse que « *limiter* » l'accès à la culture des travailleurs, et qu'il soit donc nécessaire d'y aménager une mobilité de la main-d'œuvre à laquelle les staliniens donnent les allures d'un impératif purement technique et scientifique.

Dans un article de *l'Humanité-Dimanche*, intitulé *Où en sommes-nous ?* (n° 262), article tiré en tract, P. Juquin écrivait :

« Nous le redisons avec force : la solution des problèmes de l'Université ne réside pas dans la liquidation de sa propre légalité par la bourgeoisie, mais dans un ensemble de mesures modernes et démocratiques pour améliorer les conditions de travail et de vie dans les universités, mieux préparer les étudiants, leur ouvrir des débouchés, développer la recherche, etc. »

Juquin, donnant des conseils à la bourgeoisie, oppose donc à « *la liquidation* » par cette dernière « *de sa propre légalité* »... « *des mesures modernes et démocratiques* » à prendre par cette même bourgeoisie. C'est la même analyse que celle d'Ouliac, secrétaire général du S.N.I., affirmant au congrès de juillet 1971 de ce syndicat à propos de la loi Debré :

« Ce gouvernement a le choix entre deux politiques : une démocratique, une réactionnaire. »

Juquin le « *redit avec force* » à la bourgeoisie : il faut qu'elle prenne la voie démocratique, qu'elle choisisse la politique démocratique. Bien que Juquin ne le dise pas, il est clair que dans le second cas le soutien du P.C.F. lui est acquis, puisqu'il n'y a que ces deux voies possibles. Et la voie « *démocratique* », c'est la loi d'orientation, la « *réforme* » de la formation professionnelle que le P.C.F. soutient effectivement des deux bras et qu'il EST LE SEUL A POUVOIR SOUTENIR EFFICACEMENT. Car, même si Ouliac et Juquin tiennent sur le terrain de l'analyse le même langage, c'est Juquin et non Ouliac, ou, plus exactement, c'est le P.C.F., et non les réformistes, qui peut, avec quelques chances de succès, tenter de faire passer et qui tente de faire passer la politique de Guichard dans l'enseignement. La pratique des syndicats de la F.E.N. dirigés par les staliniens (le syndicat du supérieur, celui des Ecoles normales, celui du second degré, celui de l'éducation physique) est sans ambiguïté : c'est dans leur secteur que la réforme est passée le plus vite... et pas chez les instituteurs !

Le gauchisme décomposé contre l'école

par Jean RIBES

Si l'appareil stalinien est le principal support de la politique gaulliste dans l'enseignement, les « gauchistes » jouent un rôle supplémentaire en dévoyant, ou plutôt en cherchant à dévoyer, au sens strict du terme, le refus que la masse des enseignants oppose à la politique du pouvoir vers la contestation individuelle, la contestation idéologique, la contestation morale, fondées sur la négation du rôle hégémonique du prolétariat dans la lutte des classes et sur la négation complémentaire qu'il puisse y avoir, dans la société bourgeoise, des conquêtes arrachées par le prolétariat qui, sans cesser d'être par là des « catégories » de la société bourgeoise (comme le prolétariat lui-même...), doivent être défendues, car c'est par et à travers elles que le prolétariat s'érige en classe...

Les *Nouvelles Etudes Marxistes* ayant consacré un long article aux élucubrations pablistes dans ce domaine (1), nous nous arrêterons plus particulièrement aujourd'hui sur un certain nombre de textes publiés dans la revue qui usurpe le titre

de l'Ecole émancipée, d'abord parce qu'ils permettent de mesurer la distance parcourue par ceux qui se prétendent les continuateurs de la lutte des militants communistes qui fondèrent et dirigèrent dans les années vingt la Fédération unitaire de l'enseignement, depuis la scission qu'ils ont provoquée en son sein après la grève générale de 1968 en abandonnant la stratégie de Front unique, naguère préconisée par la majorité lutte de classe de la Fédération unitaire ; ensuite, parce que ces thèses se traduisent, au sein du syndicalisme enseignant, par des motions et des propositions qui sont un facteur de désagrégation de la lutte syndicale, quand ce n'est pas de lutte contre le syndicat. Enfin, parce qu'elles introduisent au sein de la tendance « *E.E. syndicaliste révolutionnaire* » des contradictions insolubles, ressenties par de nombreux militants restés attachés au syndicalisme et à la lutte de classe.

(1) *Op. cit.*, n°s 3-4, p. 17.

LES CONCEPTIONS DE MICHEL BLONDEAU

Dans le numéro du 5 septembre 1970 de cette revue, Michel Blondeau définit l'école comme « *partie intégrante de la lutte de classe et sphère de passage de l'idéologie dominante* ».

Il poursuit :

« *La bourgeoisie, classe dominante (...) FABRIQUE (...) UN TYPE D'ÉDUCATION destiné à assurer SA SURVIE ET la meilleure intégration possible des individus à cette société.* »

Mais, bien qu'il précise : « *la bourgeoisie ne produit pas MÉCANIQUEMENT un type d'enseignement* », on chercherait vainement un mot sur les relations entre les types d'enseignement instaurés par elle et la lutte des classes. Tout se passe comme si la classe dominante se contentait « *d'adapter celui-ci selon ses exigences du moment* », par « *tâtonnements* » en fonction de ses crises et contradictions et des variations de ses besoins économiques. Quoi qu'il prétende, c'est donc bien d'une production *mécanique* de l'enseignement par le capital que Blondeau trace le tableau. A tels besoins économiques, à tels stades de développement, à telle fraction au pouvoir correspondent tels types et structures du système éducatif, sans qu'aucun facteur extérieur à la classe bourgeoise intervienne jamais. L'enseignement est un monde à part, où les luttes du prolétariat n'interviennent pas. Blondeau pense-t-il la même chose des autres secteurs de la société de classe, et attribue-t-il le droit d'organisation, le droit de grève, les congés payés aux besoins, aux contradictions et tâton-

nements de la bourgeoisie ? La question reste posée, mais c'est probable. L'histoire ne semble pas être pour lui commandée par le développement de la lutte de classes antagonistes, mais par celui, tout simplement, de la classe dominante.

Ce n'est pas par hasard. Car si la bourgeoisie « *adapte celui-ci [l'enseignement] selon les exigences du moment, il en est tout autrement du problème idéologique* ».

La fonction idéologique de l'enseignement, qui, « *par ses structures et ses méthodes, ne peut être qu'un enseignement de classe* » et dont le but est de « *maintenir une hiérarchie sociale et de privilégier une fonction de sélection déterminée par des impératifs économiques* », est donc, elle, donnée une fois pour toutes et immuablement semblable à elle-même. Quelles que soient les fluctuations économiques et sociales, les développements des affrontements de classes, elle reste en dehors du temps et de l'espace, comme un contenu que n'affectent aucunement les « *adaptations* » de la forme.

La réalité n'est pas une pièce de charcuterie qu'on puisse découper en tranches, fût-ce pour l'absorber plus aisément, et si l'auteur peut avoir l'excuse d'appliquer ici une méthode d'analyse qui lui a précisément été inculquée par l'idéologie bourgeoise, on verra que ce n'est pas, de sa part, un exercice intellectuel gratuit.

Mais auparavant, il faut mettre les points sur les « i ».

Certes, tout enseignement institué par une société d'exploitation de l'homme par l'homme, comme toute idéologie et toute culture depuis les débuts de l'histoire de l'humanité, est un produit de la société de classe. Mais l'humanité tout entière progresse à travers son histoire, à travers les sociétés successives d'exploitation de l'homme par l'homme, à travers les affrontements de classes qui accomplissent, de révolution en révolution, le formidable travail destiné à lui permettre, avec la libération de toutes ses capacités productives, la libération de tout asservissement, la maîtrise de la nature où elle vit, et sa propre maîtrise. Chaque pas historique, chaque mode nouveau de production (toujours fondé jusqu'ici sur l'exploitation et la dictature d'une classe sur une autre), fut un pas *en avant* jusqu'à l'instauration de la société capitaliste, et il en est de même pour les idéologies dominantes successives, nécessairement intégrées à des conquêtes nouvelles dans le domaine des connaissances et donc des capacités pratiques de transformation du monde.

Les systèmes pédagogiques, aussi bien théoriques que pratiques, s'in-

tègrent donc à cette histoire et à son développement contradictoire, *à la fois* comme expression et organe de l'exploitation, et comme éléments de progrès historiques, produits de la lutte des classes. Il est donc faux de réduire les fonctions de l'enseignement à *une seule* fonction, idéologique, au service de la classe dominante. L'enseignement, tel qu'il fut instauré par le capitalisme ascendant, sous la double pression des besoins de son développement *et des luttes du prolétariat*, développé contradictoirement par ce même mode de production, a d'abord et fondamentalement une fonction pratique : contribuer au développement des forces productives jusqu'au niveau maximum dont le système capitaliste était capable.

Il est évident que, si la bourgeoisie avait pu se dispenser de l'existence du prolétariat, elle l'aurait sans doute préféré. Difficile... De même, si elle avait pu se dispenser de lui donner un minimum d'instruction, elle l'aurait fait ! et elle n'a rien négligé pour le réduire, le corseter, en limiter les effets positifs pour la classe ouvrière, à qui elle s'est heurtée dans ce domaine, en particulier à travers les enseignants et leurs organisations.

LA « THEORIE » DE L'« ENSEIGNANT-FLIC », SA NATURE ET SA FONCTION

Pour Blondeau, tout cela n'existe pas :

« L'enseignant, dans le meilleur des cas, est actuellement un agent de transmission du SAVOIR diffusé quantitativement

et qualitativement selon les besoins du capital. »

Forcé d'admettre du bout des lèvres le caractère historiquement positif

de ce savoir, quel que soit son caractère embryonnaire. Blondeau, qui tient à rester borgne, précise qu'il n'a d'intérêt que pour les besoins du capital. Et, bien entendu, il est clair que l'enseignant, dans ces conditions, ne peut être autre chose qu'un agent du capital.

D'autre part, Blondeau ne soupçonne pas que la diffusion, par l'école, de l'idéologie bourgeoise, ne s'effectue pas sans contradictions. L'enseignant robot, lieu de « *passage de l'idéologie* », la déverse sur des élèves robots qui l'absorbent sans sourciller. Tout ce qui est exposé par ailleurs dans ce numéro de *la Vérité* sur les luttes des enseignants contre cet aspect de leur tâche sociale, et pour le développement même de leur rôle d'éducateurs en liaison avec la lutte de classes, le contredit. Blondeau, qui se réclame de l'Ecole émancipée, renie ces luttes, ou les ignore (et l'ignorance n'est pas plus une excuse que la sottise). Voyez-vous, « *dans le meilleur des cas* », ces gens-là n'ont été que « *des agents de transmission* »...

Bien mieux, après avoir décrit le contenu idéologique de l'enseignement :

« — Savoir diffusé selon les besoins du capital ;

- relations enseignants-enseignés fondées sur l'autorité qui impliquent l'obéissance de l'exploité ;
- programmes encyclopédiques interdisant toute réflexion critique ;
- valorisation du travail pour le travail ;
- valeurs nationalistes et [*tenez-vous bien*] idéalisme [*cela se voit à le lire...*]

il conclut :

« *En ce sens, nous sommes les agents d'un certain ORDRE MORAL.* »

A la rigueur, nous aurions attendu qu'il parle d'ordre *social*. Mais non : tout se situe au niveau de la tête, dont il fait manifestement le polygone de sustentation de la société capitaliste.

Que l'enseignant soit intégré dans un ordre social d'exploitation, c'est une vérité d'évidence. Que cet ordre social soit contradictoire, traversé d'affrontements de classes, et que la fonction dévolue à l'enseignement et à son personnel le soit par conséquent aussi, c'est une idée qui ne l'effleure pas. Il est vrai qu'il prend la précaution de noter qu'il s'agit là de « *RÉFLEXIONS HATIVES* » ! avant d'en arriver à une conclusion qui, en fait, commande tous les développements qui la précèdent :

« *Ainsi donc, dans le contexte actuel* [?], *l'enseignant n'est pas seulement un travailleur asservi comme les autres* [constatation qui devrait déjà le faire réfléchir, à moins qu'il ne voie dans l'asservissement qu'un facteur d'abrutissement "moral", obstacle définitif à toute émancipation] **MAIS AUSSI ET SURTOUT** [c'est lui qui souligne] *un instrument de la bourgeoisie qui contribuera à l'asservissement de la classe ouvrière (...) en retransmettant les valeurs idéologiques bourgeoises traditionnelles [et] en faisant assimiler les nouvelles valeurs industrielles : travail, efficacité, rendement, concurrence.* »

Pourquoi et en quoi ces valeurs sont-elles donc « *nouvelles* » ? Sans doute parce que le capitalisme connaît aujourd'hui un développement sans précédent sous la poussée tempétueuse de la « *révolution scientifique, technique et industrielle...* »

Mais, aussi « flic » qu'il s'estime, avec tous ses collègues, il est un flic révolutionnaire, et tout comme les prolétaires ne subissent pas leur chaîne sans lutter pour s'en libérer, l'enseignant-flic ne doit pas en rester là :

« Au-delà de la rhétorique habituelle et dénonciatrice de l'état de fait, il y a l'intervention "RÉELLE" des militants sur le terrain de la pédagogie pour bloquer le système. »

Après avoir répondu à une critique fort justifiée d'Henri Féraud dans le numéro du 31 octobre, Blondeau tient à nous en dire plus dans celui du 6 mars. Mais, entre-temps, il a lu un ouvrage qui lui semble capital, *la Reproduction*, de Bourdieu et Passeron (sur lequel il nous faudra revenir dans un prochain numéro de *la Vérité*). C'est sans doute pourquoi, « au-delà de la rhétorique habituelle », son « discours », qui avait le mérite d'être clair, devient à peu près incompréhensible (signe manifeste d'un objectif d'action « réelle »), et nous aurons parfois à le traduire.

Il écrit, par exemple, comme pour confirmer ce que nous en avons conclu plus haut :

« L'EXISTENCE du contenu "idéologique" de toute action pédagogique n'est assurée que si parallèlement EXISTENT, comme condition sociale de l'exercice, l'autorité pédagogique et le travail pédagogique, dont le SEUL BUT [souligné par nous] sera... l'INTÉRIORISATION DE SCHEMES, VALEURS de la classe dominante en même temps que la durée du travail pédagogique est calculée en fonction de la capacité de perpétuation, dans la pratique, des principes de l'arbitraire culturel dominant. »

Traduction probable : le contenu de l'enseignement n'est assuré que si

l'enseignant travaille. Découverte essentielle, car :

« C'est dans la méconnaissance de leur mandat social et dans l'ignorance du rôle qu'ils jouent comme fournisseurs attitrés de l'économie capitaliste que les ENSEIGNANTS révèlent l'emprise de l'ARBITRAIRE CULTUREL sur leur propre formation. »

Il suffira donc de leur faire prendre conscience de leur « mandat social » (de chiens de garde) pour qu'ils... cessent de travailler et bloquent ainsi le système « par coercition » ! C'est simple. Comment les enseignants n'y ont-ils pas pensé plus tôt, dès le début du siècle, par exemple ? Voilà un mystère qui mériterait d'être approfondi.

Caricature ? C'est possible. Pourtant quelles autres issues Blondeau ouvre-t-il ?

Il répète (numéro suivant) et encadre, « au-delà de la rhétorique », la formule sacramentelle BLOCAGE PAR COERCITION... et s'en arrête là. Non sans problèmes :

« Il nous paraît nécessaire d'arriver à une DÉFINITION [toujours "au-delà de la rhétorique"]... D'UNE CONTRE-PÉDAGOGIE (plutôt que d'une ANTI-PÉDAGOGIE) en connaissant les limites de notre intervention dans ce domaine dont la plus importante réside dans la restriction suivante :

CE N'EST PAS PAR LA DESTRUCTION IDÉOLOGIQUE QUE L'ON FERA AUTOMATIQUEMENT RETOMBER LES RÉCEPTEURS [traduction : les élèves] DE L'ACTION "PÉDAGOGIQUE" SUR DES POSITIONS DE CLASSE (UTOPIE SPONTANÉISTE DANGEREUSE). »

A ce stade, non seulement notre nouveau Christophe Colomb semble découvrir que toute la société bourgeoise, et non pas seulement l'enseignement, fait peser sa pression idéo-

logique sur toutes ses couches, y compris le prolétariat, mais il précise qu'il faut tenir compte

« — des limites de l'action idéologique au sein de l'institution : répression de l'élève à tous les niveaux, récupération dans la pratique instituée par l'école. [Veut-il dire que la bourgeoisie est parfaitement capable de récupérer ce type de "contestation" dans son œuvre de démantèlement de l'Education Nationale? Ce serait une lueur de bon sens].

— de nos PROPRES LIMITES dans l'action INSTITUANTE (limites du discours instituant, dans l'institution, position de transfert analytique). »

De plus en plus « au-delà de la rhétorique » et vers l'action « réelle »...

En désespoir de cause, Blondeau se contente de demander aux enseignants révolutionnaires s'ils se satisfont d'avoir des « idées » et de choisir un rôle passif tout en participant « à la SURVIE DU SYSTÈME GLO-

BAL (alors que nous sommes LES [souligné par nous] agents de cette survie) ». Et il conclut : « SI CELA ÉTAIT, NOUS SERIONS LES PLUS SURS GARANTS DE L'ORDRE CULTUREL ÉTABLI. »

Résumons : si les enseignants, « chiens de garde » du système, se contentaient d'être des « chiens de garde », ils seraient... des « chiens de garde ».

Voilà « l'au-delà de la rhétorique » et l'action « réelle ».

Décidément, nous pouvons entonner le *De Profundis* de Blondeau. Après tant d'efforts, il mérite bien de reposer en paix.

Pourtant, tout cela n'a rien à voir avec une simple calvitie intérieure.

Il s'agit de politique.

CRITIQUE GAUCHISTE DU SAVOIR ET NEGATION DU PROLETARIAT COMME CLASSE

Et le sens de cette politique apparaît clairement sur deux plans : la critique de la science et du savoir (*Ecole émancipée*, numéros du 31 octobre 1970 et 6 février 1971) et le mépris de la classe ouvrière.

Féraud lui ayant fait remarquer que la sélection ne disparaîtrait qu'avec l'instauration du communisme et qu'on ne pouvait en faire une catégorie abstraite, Blondeau lui répond en reprenant et dévelop-

pant une critique du savoir commencée dans un article précédent.

Extrayons quelques citations de cet article.

Sous-titre :

« CALCUL BOURGEOIS OU CALCUL PROLETARIEN ? »

... « Aujourd'hui (...) il n'est plus possible de ne pas saisir l'idéologie derrière le MORCELLEMENT DU SAVOIR EN CONTENUS » (souligné par nous).

(...) Il est nécessaire de comprendre qu'elles [les fonctions de reproduction de l'ensei-

gnement] s'appuient sur la pratique systématique de LA DIVISION DU SAVOIR (...), CLÉ MAJEURE DU FONCTIONNEMENT.

(...) Nous pouvons affirmer que les maths sont un véhicule idéal pour l'Ideologie. Que de plus, dans certaines écoles d'ingénieurs, le savoir distribué en mathématiques soit directement exploité par le capital; et ainsi on comprendra mieux l'importance du morcellement du savoir en contenus, notamment dans ce domaine.»

Sous-titre :

« LES SAVANTS "CHIENS DE GARDE" DU SYSTÈME. »

« Avec l'avènement du capitalisme moderne, le regroupement des entreprises spécialisées, il y a eu dépossession du producteur direct (ouvrier) du savoir nécessaire pour GÉRER L'ENSEMBLE DE LA PRODUCTION (sic! - souligné par nous). C'EST DANS LA REMISE EN CAUSE DU SAVOIR donné à cette catégorie [les ingénieurs], liée à la dénonciation de la formation idéologique parallèle QUE RÉSIDE LE DANGER POUR LE CAPITAL » (souligné par nous).

En effet, les incrédules qui ne voient pas la liaison entre sciences exactes et idéologie voient la science comme résultat de l'acquisition du savoir THÉORIQUE NEUTRE, AU SERVICE DE L'HOMME. Il serait plus juste de dire au service du capital.»

Dans sa réponse à Féraud, Blondeau ajoute :

« On peut même avancer qu'en DERNIÈRE INSTANCE c'est le savoir qui joue un RÔLE ALIÉNANT et entretient les masses dans la révélation impuissante de leur impossibilité d'accéder à un certain savoir. »
C'est aussi pour préparer cette démystification qu'il est plus que jamais nécessaire de ne pas se muer en GARDIENS DU SAVOIR. »

Et cette perle :

« Le savoir entretient dans un RÉGIME SOCIALISTE une DIVISION... Les répercussions politiques sont là dans la CONSTITUTION D'UNE DIVISION DU TRAVAIL, para-

chevée par la CONSTITUTION DE CASTES INTELLECTUELLES (qui, bien que communisantes, sont éloignées des masses...) »

Parce qu'il marche sur la tête, Blondeau ne s'est pas aperçu, sans doute, des conséquences de ce qu'il débâture pour ses facultés intellectuelles trop comprimées.

Comme il voit la division du travail naître (comme conséquence « politique ») de la division du savoir et non l'inverse, il ne s'aperçoit pas qu'il a dit le contraire dans un article précédent, en faisant naître la division du savoir ouvrier de la partiellisation de sa tâche dans le système de production capitaliste, et, du même coup, il débarrasse les rapports de production de leurs responsabilités dans l'exploitation de l'homme : tout vient « en dernière instance » du rôle aliénant du savoir, et en particulier du savoir scientifique. Tout n'est qu'idéologie. Tout ne peut être résolu que dans « la sphère de l'idéologie », dont l'école est le lieu de passage. Il n'y a pas de lutte des classes. Il y a une lutte contre le « morcellement du savoir en contenus » (??) — contre le savoir tout court. Les enseignants sont les chiens de garde de la bourgeoisie parce qu'ils le sont du savoir bourgeois, de la science bourgeoise, du savoir et de la science tout courts. Ils n'ont que faire d'intégrer leur lutte à celle de la classe ouvrière, qui se trouve sans doute dans une autre « sphère ». D'ailleurs comment le pourraient-ils, en tant que meilleurs agents de la domination de la bourgeoisie, ce qu'ils sont sans pouvoir être autre chose... tant qu'ils transmettent le savoir, c'est-à-dire tant qu'ils enseignent ?

L'IDEOLOGIE D'UN PETIT-BOURGEOIS

Nous parlions plus haut de mépris pour la classe ouvrière ; c'est aussi le mépris le plus profond des enseignants, et surtout une IDÉOLOGIE parfaitement bourgeoise (et, de plus, incohérente) destinée à ROMPRE L'UNITÉ DE CLASSE ENTRE LES ENSEIGNANTS ET LE PROLÉTARIAT, à détruire le lien entre les problèmes pédagogiques et la lutte politique, comme en témoigne ce passage du dernier article cité :

« Il paraît important de souligner qu'INCAPABLES [c'est Blondeau qui souligne] dans la conjoncture actuelle de bloquer le système dans sa reproduction économique du système capitaliste (parce que cela suppose que le système politique soit renversé), il reste aux militants révolutionnaires la possibilité du blocage de la fonction idéologique. »

Nous avons vu en quoi consistait cette « possibilité ». Mais Blondeau s'en moque éperdument. Ce qui lui importe, c'est surtout que le problème du renversement politique du système ne soit pas posé : la classe qui peut accomplir cette tâche en est, selon lui, incapable, abruti qu'elle est par l'idéologie du savoir.

Il va de soi que tout cet édifice aboutit également à une tentative de destruction de l'arme scientifique du prolétariat dans sa lutte révolutionnaire, le marxisme, et à son ravalement au rang d'une idéologie plus pernicieuse que les autres, en tant qu'expression la plus élevée jusqu'ici des efforts de l'humanité pour transformer le monde en s'appuyant sur toutes les conquêtes antérieures de la connaissance.

Idéologie de petit-bourgeois qui tente ainsi de couvrir sa frayeur devant une classe qui lui est étrangère, idéologie nourrie de toutes les mystifications idéalistes de la bourgeoisie, derrière laquelle il recule et s'enferme dans la « sphère » qui est la sienne : celle de la rhétorique et des idées creuses, sans rien conserver, même de la générosité des illusions pédagogistes qui furent jusqu'alors la traduction la plus fréquente et la plus naturelle chez ses pareils du même recul devant la lutte de classes.

Il faut comprendre que nous n'en voulons pas particulièrement à Michel Blondeau, qui serait moins à blâmer qu'à plaindre, en tant que victime de l'enseignement de classe qu'il dénonce... et reproduit jusqu'à la caricature. Nous aurions pu tout aussi bien nous référer à d'autres textes de militants de l'Ecole émancipée, comme le *Manifeste des 24* :

... « Notre bonne conscience de profs repose sur un sacré mensonge : "ils" auraient besoin de notre savoir pour vivre. Mais on leur apprend seulement, en réalité, à tenir leur place dans une hiérarchie, on leur donne seulement les raisons de se résigner à ne pas vivre (...) On verra bien si on supporte longtemps de rester profs. En attendant,

ni embastilleurs de fous,
ni pourchasseurs de drogués,
nous sommes avec les barbares. »

ou encore ce tract signé « Ecole émancipée de Loire-Atlantique » :

« A Clemenceau, un groupe d'élèves a magistralement dénoncé les rôles respectifs des profs en général, des syndicats, des parents d'élèves, de l'administration, dans un tract au cours d'un meeting du SNES, qu'ils quittèrent après leur

intervention. Un deuxième tract insistant sur la répression sexuelle, pivot du système d'éducation, fut distribué.»

Quel que soit le « pivot » choisi, la position politique est toujours la même, et l'intérêt des articles de Blondeau est dans la recherche d'explications théoriques, qui permettent précisément de révéler les racines de cette position.

Mais on nous objectera peut-être que *l'École émancipée* étant une tribune libre, les idées de Blondeau n'engagent que lui. Certes, on pourrait trouver dans cette revue des textes qui, non seulement diffèrent de Blondeau, mais le contredisent. L'essentiel n'est cependant pas ce que les gens disent, mais ce qu'ils font.

Or, quand on lit la motion pédagogique présentée au nom de l'École émancipée au congrès du S.N.I. de juillet 1970, on trouve, sous le titre

FINALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT :

« Dans une société de classes où la bourgeoisie est la classe dominante, DONT LE POUVOIR REPOSE SUR L'ADHÉSION A UNE HIÉRARCHIE [sic ! - souligné par nous] (...) les relations enseignant-élève reposent sur l'autorité qui implique l'obéissance, qualité primordiale d'un futur exploité.

Notre enseignement, à travers les manuels, d'une part, et ses traditions de pensée, d'autre part, véhicule des valeurs bourgeoises. En ce sens, nous sommes donc les agents d'un certain ordre moral.

L'enseignant n'est donc pas seulement un travailleur asservi comme les autres, mais peut-être aussi un instrument de la bourgeoisie qui contribue à l'asservissement de la classe ouvrière.»

Etc.

Malgré quelques précautions de forme (c'est plus difficile de tenter de faire dire aux instituteurs syndiqués : « *Nous sommes des flics* », dans un congrès que de le dire soi-même dans une revue), c'est non seulement le même contenu, mais les mêmes phrases.

L'essentiel de ce qui suit tient aux mêmes théories : dénonciation de la « *hiérarchie* », de la morale, de la sélection comme principes sur lesquels repose l'école, et débouche sur la « *prise de conscience du contenu actuel* (tiens ! pourquoi « *actuel* » ?) de l'enseignement », et sur la défense des maîtres pratiquant des méthodes pédagogiques non officielles. C'est tout.

C'est dire qu'en proposant un tel texte dans un congrès syndical, nos « *syndicalistes révolutionnaires* » ne lui proposent rien d'autre que d'abdiquer LA DÉFENSE DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC LAIQUE. Pas étonnant que cette motion ait été soutenue par la tendance « *Rénovation syndicale* », aile avancée de la C.F.D.T. au sein de la F.E.N.

**LA « CONTESTATION IDEOLOGIQUE »
DES « REFORMES PEDAGOGIQUES »
ET DE LA « HIERARCHIE »**

Pourtant, un paragraphe demande au S.N.I. « *d'expliquer la signification des "réformes pédagogiques"*

voulues par le pouvoir ». Contradiction qui, par la modestie même de sa formulation, est une concession

faite du bout des lèvres au cadre syndical, cadre *de lutte* auquel nos « gauchistes » ont de plus en plus de mal à s'adapter. Mais, contradiction évidente : si l'enseignement, quelle qu'en soit la forme, est intégralement par son contenu le véhicule idéologique déterminant « *en dernière instance* » que dépeint Blondeau, *comment ce contenu pourrait-il être aggravé par des « réformes pédagogiques » gouvernementales ? Pourquoi s'inquiéter d'une liaison plus étroite université-patronat ? Pourquoi s'inquiéter de la loi sur l'enseignement technique ? Et, si l'on s'en inquiète, c'est bien qu'il y a un acquis à préserver et à DÉFENDRE contre le gouvernement bourgeois qui veut le remettre en cause.* Quel est le caractère de cet acquis ? Véhicule idéologique, savoir morcelé, relations d'autorité, etc. ? Cela ne vaudrait pas la peine ! Alors ?

Alors, de plus en plus décomposé, le gauchisme reste entre deux chaises, s'assied par terre et s'abstient prudemment de répondre : il tourne le dos aux méthodes de la lutte de classe qui furent celles des pionniers dont il usurpe frauduleusement la tradition.

On pourrait prendre bien d'autres exemples révélateurs. Ainsi, en ce qui concerne « *la hiérarchie* », devenue un axe essentiel des interventions des mêmes militants.

Il ne s'agit plus tant, comme ce fut le cas pour les positions antihierarchiques de la Fédération unitaire, de la lutte contre l'arbitraire de l'administration, *pour l'unification des enseignants et des travailleurs*

sur des revendications qui leur soient communes, et contre la division catégorielle par laquelle la bourgeoisie cherche à morceler constamment le front de classe. Il s'agit d'un « *principe* », dont on a pu voir plus haut qu'il constituait, lui aussi, le fondement du pouvoir de la bourgeoisie. On peut le voir par l'extrait suivant d'une étude de Desachy (*Ecole émancipée* du 9 janvier 1971) :

« *Dans le cadre de la hiérarchie interne à la fonction enseignante, nous retrouvons LE SENS DE LA CLASSIFICATION ORDONNÉE, et le SENTIMENT D'AVILISSEMENT résultant de la HIÉRARCHIE EN GÉNÉRAL* » (souligné par nous).

Et dans le numéro du 6 mars, le même conclut :

« *La libération et l'émancipation des cadres passe par la lutte antihierarchique, que ce soit sur le plan des salaires ou sur le plan des structures dans l'entreprise et DANS LA SOCIÉTÉ* » (souligné par nous).

Bref, l'émancipation des cadres sera l'œuvre des cadres eux-mêmes... s'ils pensent bien !

Les thèses des courants « *gauchistes* » sur la fonction de l'enseignant comme agent répressif de la bourgeoisie, de son idéologie et de son ordre, sont étroitement liées à la négation du prolétariat comme force révolutionnaire et à la négation de son hégémonie politique dans la lutte des classes. Ces deux derniers aspects sont d'ailleurs inséparables : il est nécessaire de présenter le prolétariat comme « *intégré* » à la société bourgeoise par le miracle d'une abondante consommation (qui ne peut, par ailleurs, être jugée abondante que par des petits-bourgeois gavés dès l'enfance) pour pré-

senter la *contestation* comme forme de lutte, et il faut assimiler l'enseignement à un abrutissement idéologique et l'enseignant à un agent idéologique de la classe dominante pour faire de la *contestation idéologique* le creuset des luttes présentes et à venir.

Le lien apparaît, entre autres, dans un article de Henri Féraud publié dans *l'Ecole émancipée syndicaliste révolutionnaire*, n° 13, 6 mars 1971, sous le titre : « LES PROBLÈMES DE LA LUTTE OUVRIÈRE ». Nous livrant ce qu'il appelle en idéologue « *l'expression d'une contestation déracinée* », Féraud affirme que si la lutte « *s'est pratiquement développée dans les pays économiquement arriérés (...)*,

la lutte politique s'affaiblit dans les pays économiquement développés ».

Là, elle n'a plus « *qu'une signification symbolique et réformiste* ». L'essentiel, dès lors, c'est de comprendre. L'essentiel, c'est « *la conscience de classe révolutionnaire* ». Non pas le parti, organisation, produit de la volonté, expression militante de la conscience en actes, mais la « *conscience* », entité individuelle, la compréhension par chacun de ce qu'il est, compréhension séparée de l'activité pratique et réelle de l'individu dans et par l'organisation, donc dressée contre elle : bref, la contestation des « *structures aliénantes du capitalisme* ».

LE GAUCHISME DECOMPOSE N'A QUE FAIRE DE LA DEFENSE DE LA LAICITE

Un dernier mot.

Lénine se livrait, dans *la Maladie infantile du communisme*, à une sévère critique du gauchisme. Ce qu'il dénonçait essentiellement chez les « *communistes de gauche* » allemands, hollandais ou anglais, n'avait pas grand-chose de commun avec le « *gauchisme* » de ceux qui nous occupent ici. C'était leur refus de l'organisation centralisée, leurs tendances spontanéistes, leur refus de l'utilisation, comme tribune, des parlements bourgeois, leur hostilité aux compromis, etc. Cette critique pourrait s'appliquer à ceux qui aujourd'hui se réclament du gauchisme, surtout en montrant la filiation existant entre ceux-ci et ceux-là.

Mais les gauchistes pris à parti par Lénine étaient des combattants prolétariens, même si leurs thèses tactiques et stratégiques menaient à la défaite, ce dont il fallait les convaincre, et avec eux tous les travailleurs.

Tout ce qui précède montre qu'il s'agit ici d'autre chose. Dans sa décomposition, le « *gauchisme* » en vient à des positions qui sont celles de la capitulation ouverte devant l'État bourgeois, et se dressent comme un obstacle à la lutte de classe du prolétariat.

En effet, il n'y a *pas un mot*, dans tous les discours de Blondeau, qui fasse une différence quelconque en-

tre l'enseignement (bourgeois) public et *laïque* et l'enseignement (bourgeois) privé et clérical. Pas un mot qui puisse laisser croire d'une façon ou d'une autre que Blondeau soit un défenseur de la laïcité de l'enseignement, c'est-à-dire de son indépendance par rapport à l'Eglise et à l'Etat. Et c'est bien normal ; la liaison mécanique qu'il fait entre le système capitaliste et l'enseignement bourgeois l'y oblige. Il n'y a qu'un enseignement possible : le véhicule de l'idéologie dominante. Que ce soit sous l'égide des curés ou sous l'égide de l'instituteur ne fait rien à l'affaire : c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

Aussi, à quoi rime la défense de la laïcité ? La laïcité, ce n'est plus la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ce n'est plus l'enseignement unique, sans curés ni patrons, c'est le plein épanouissement de la liberté de l'enfant, l'enseignement non castrateur, non directif, non aliéné... réalisable seulement dans une société non bourgeoise. Alors, *parce qu'il n'est pas question de défendre l'enseignement* contre les attaques de l'Etat gaulliste, *il ne peut être question non plus de lutter contre les lois Debré-Pompidou*. Comme on peut le lire dans *l'Ecole émancipée* du 20 février 1971, sous la plume d'Ereshman :

« Nous entendons des camarades majoritaires et plus encore Unité et Action déclarer que nous pouvons faire reculer le pouvoir.

CE N'EST PAS TRÈS SÉRIEUX » (souligné par nous).

Si Ereshman a raison d'ajouter que *« le rapport de forces ne peut*

pas être modifié par une grève de 24 heures », pourquoi ne dit-il rien, *« lucide »* comme il est, de la proposition faite par les militants lutte de classe de la F.E.N., regroupés depuis la scission de l'Ecole émancipée dans la tendance Ecole émancipée pour le FRONT UNIQUE OUVRIER, d'une manifestation centrale devant le Palais-Bourbon le jour de la discussion de la loi Debré ?

Pourquoi ? Mais parce que Ereshman et ses pareils ne veulent voir, dans la dénonciation de cette loi, que ses *« aspects sociaux, ses aspects sélection, ses aspects formation des cadres dociles de la société capitaliste »* (même article), c'est-à-dire les *mêmes* aspects qu'ils dénoncent dans l'enseignement public.

Concluant que *« cette grève sera une grève de principe »*, il invite à la suivre sur *la même ligne que l'appareil stalinien*, en *« menant la campagne de mobilisation et d'information, sans esquiver aucune des questions de principe graves qui se posent à l'Education nationale »*.

La preuve est faite. Substituer la *« lutte idéologique »* à la lutte de classes, et inviter les enseignants et leurs organisations à effectuer cette substitution, ce n'est même plus tomber dans les illusions du réformisme par la *« prise de conscience progressive »*, c'est remplir une fonction de démoralisateurs et de démobilisateurs.

Toutes les fariboles sur la *« contre-pédagogie »*, la *« contestation globale »*, les *« lycées bases rouges »* et autres *« blocage du système »* n'ont pas d'autre sens,

En guise de conclusion...

par Roland JOSEPH

DE L'UNITE DE LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE...

Lorsque, en 1947, se produisit la scission entre la C.G.T. et la C.G.T.-F.O., la Fédération de l'Éducation nationale refusa la scission et passa dans l'autonomie, celle-ci étant considérée comme une solution provisoire, transitoire, vers la reconstitution d'une centrale syndicale unique de la classe ouvrière.

La préservation de cette unité fut le produit d'un long combat mené par les marxistes qui militaient au sein de l'École émancipée. Les forces centrifuges étaient en effet nombreuses et puissantes : l'appareil stalinien, toute une partie des réformistes qui désiraient passer à la C.G.T.-F.O.; au sein même de l'École

émancipée, certains voulaient rester à la C.G.T., d'autres passer à F.O. Un compromis passé entre les réformistes et les marxistes permit le maintien de l'unité. Ce compromis fut matérialisé au congrès du S.N.I. (Syndicat national des instituteurs) par le vote d'une motion dite Bonnissel (réformiste) - Valière (Ecole émancipée) (1). Cette motion était le produit d'un compromis, et, comme l'explique Lénine dans son fameux article du 6 septembre 1917 intitulé *Au sujet des compromis* :

« Si les deux parties n'y gagnent rien, le compromis est évidemment impossible. »

Dans le cas présent, chacune des deux parties gagnait quelque chose : les marxistes préservaient l'existence d'une fédération unie des enseignants, matérialisation du Front unique ouvrier, à la fois du fait du rassemblement en son sein de toutes les tendances, de la garantie du droit à la libre expression de toutes les tendances et de la place qu'ont prise les enseignants dans la lutte des classes en France, seul pays où existe l'école laïque, seul pays où, depuis 80 ans, l'école soit l'enjeu d'une lutte politique acharnée, seul pays où des milliers d'enseignants aient fourni et fournissent, par milliers, sinon par dizaines de milliers, des cadres au mouvement ouvrier. Ce maintien de l'unité était une victoire POLITIQUE, et non syndicale, au compte de l'unité de la classe.

Ce qu'y gagnaient les réformistes ? Notre camarade J.-J. Marie le définit dans un récent article de la revue syndicale *l'Ecole émancipée pour le front unique ouvrier* :

« Bien évidemment, les réformistes de l'enseignement n'avaient pas changé de nature entre leur prise de position hostile au droit de tendance en 1935 (prise de position loin d'ailleurs d'être unanime à l'époque) et leur prise de position inverse en 1947. Bien évidemment encore, s'ils décidèrent de se rallier au droit de tendance comme composante fondamentale du passage à l'autonomie, c'est que les réformistes y trouvaient leur INTÉRÊT propre : le contrôle d'un syndicat unique de l'enseignement qui, étant donné la place très particulière qu'occupent depuis le début du siècle les enseignants dans la lutte politique en France, devait jouer, a joué et joue encore un rôle fort important dans la lutte des classes. Et l'organisation en tendances, comme sa forme particulière du vote par correspondance sur listes opposées dans le SNI, avait, entre autres, comme avantage pour les réformistes, de constituer un obstacle certain à la pénétration des staliniens, orfèvres en l'art d'utiliser des potiches, de fabriquer de faux regroupements larges et apparemment démocratiques, etc.

Mais quelles que fussent les considérations particulières qui ont poussé la majorité des réformistes, malgré la force du courant scissionniste en leur sein, à choisir le passage à l'autonomie sur la base de la reconnaissance du droit de tendance, et indépendamment de tel ou tel aspect exacerbé ou caricatural que ce droit de tendance a pu ici ou là prendre dans la F.E.N., en fonction même de son caractère exceptionnel, dans le mouvement ouvrier français aujourd'hui, cela a représenté une victoire de l'unité au compte des intérêts de l'ensemble des travailleurs de ce pays. »

Dès le début, les staliniens se prononcèrent pour la scission de la F.E.N. Jusqu'en janvier 1954, ils maintinrent une fantomatique F.E.N.-C.G.T. avec droit de double

(1) Cette motion est reproduite, dans son texte intégral, dans *l'Ecole émancipée - Front unique ouvrier*, n° 21, de septembre 1971.

affiliation à la F.E.N. autonome et à la F.E.N.-C.G.T. En janvier 1954, une lettre du bureau politique du P.C.F. liquida la double affiliation et ne laissa subsister de la F.E.N.-C.G.T. qu'un petit conglomérat de deux syndicats scissionnistes (le syndicat C.G.T. des agents de l'Education nationale et le syndicat C.G.T. des collègues d'enseignement techniques, le S.N.E.T.P.-C.G.T.), plus deux ou trois petits syndicats catégoriels. Depuis lors, ils ne cessent de mener une offensive aux formes multiples pour paralyser et faire éclater la F.E.N. dont l'existence, comme élément et facteur du Front unique ouvrier, leur est insupportable.

Le cadre de cet article ne permet pas d'examiner en détail les formes qu'a pu prendre cette offensive, depuis la mise en place de structures de coordinations entre divers syndicats nationaux jusques et y compris l'accord proposé aux réformistes par les staliniens dans le n° 1 de septembre 1971 du bulletin de la « *tendance* » qu'ils manipulent, *Unité et Action*, et qui affirme :

« *Unité et Action* doit rechercher les voies d'un déblocage immédiat de la F.E.N. avec les militants autonomes U.I.D. qui y sont majoritaires et qui, pour la plupart, sont, contrairement aux gauchistes, attachés à l'existence et au renforcement de l'organisation syndicale.

Unité et Action propose à ceux qui restent attachés à une orientation réformatrice la recherche d'un accord sur un minimum de points, accord qui donnerait un fondement au travail commun qu'il convient de mener à tous les échelons de la Fédération. »

Le contenu politique de cette proposition d'accord est clairement défini

par toute absence de référence au nécessaire combat contre ce que le professeur libéral-bourgeois Duverger appelait dans *le Monde* le « *grignotage* » des libertés démocratiques, terrain sur lequel la F.E.N. a pourtant joué un rôle positif ces derniers temps... Il est aussi clairement défini par l'absence de toute référence à la sauvegarde du droit de tendance (dont la fraction stalinienne, à travers *Unité et Action*, affirme toujours qu'il est nécessaire de le détruire) et par la proposition non pas de partager la direction du syndicat entre représentants de toutes les tendances à la proportionnelle (ce qui pourrait se concevoir), mais de la partager entre réformistes et staliniens..., les autres courants étant, de par la forme même de cette proposition, potentiellement exclus du syndicat.

Les « *gauchistes* » montrent autant d'acharnement que les staliniens à vouloir faire exploser la F.E.N. Si les fondements de cette volonté sont différents, ils se traduisent, en tout cas, par le même refus du Front unique ouvrier, et c'est ce même refus qui les dresse côte à côte contre l'unité de la Fédération de l'Education nationale à laquelle les « *gauchistes* » opposent l'action minoritaire à la base, l'action exemplaire qui va jusques et y compris à l'action exemplaire contre le syndicat : ainsi lorsque les « *gauchistes* » organisèrent une grève de 24 heures, non pas POUR la réintégration de Bertin (car les « *gauchistes* » savaient fort bien que leur action ne ferait pas réintégrer Bertin), mais CONTRE le S.N.E.S. Cette orientation prit son véritable caractère lors du

meeting CONVOQUÉ PAR LA F.E.N. POUR LA LIBÉRATION DE GILLES GUIOT EN MARS 1971. La « *Ligue communiste* » organisa quelques milliers de lycéens pour les emmener à l'assaut du meeting qu'elle tenta de briser en le faisant traverser de long en

large par ces lycéens manipulés ; manipulation qui rejoint les objectifs des staliniens, puisque la majorité stalinienne du bureau national du S.N.E.S. avait refusé d'appeler publiquement à ce meeting.

...AU CONGRES DES TRAVAILLEURS DE L'ENSEIGNEMENT

Comme l'affirme la déclaration du Bureau politique de l'O.C.I. en date du 20 août 1971 (1), le discours de Nixon du 15 août 1971 a révélé aux plus myopes que la société était secouée par une crise de décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production.

Les travailleurs n'accepteront pas de payer les faux frais de la putréfaction du capitalisme ; de grandes batailles de classes s'annoncent...

La grève des conducteurs de métro montre que rien ne peut entraver la volonté de résistance des travailleurs.

Les appareils le savent... En mai-juin 1968 ils se sont unis pour dissoluer la grève générale ; pour rompre l'unité de front qui dressait dix millions de travailleurs en grève pour chasser de Gaulle et

(1) Voir cette déclaration dans ce présent numéro à la rubrique *Documents de l'O.C.I.*

Pompidou. Les travailleurs ont tiré une leçon de la grève générale : la grève générale ne suffit pas... Cette leçon s'impose comme une évidence du bon sens.

Elle s'impose aux travailleurs de l'enseignement comme aux autres. Et les trotskystes, dans cette situation, ont la responsabilité, non pas de déclencher les combats, non pas d'aiguillonner la lutte des classes, mais de dégager les conditions politiques de l'unité nécessaire pour balayer ce gouvernement de banqueroutiers.

Les travailleurs de l'enseignement appartiennent, dans leur grande masse, à un syndicat unique, la Fédération de l'Education nationale, et pourtant ils subissent constamment, sur tous les terrains, les effets de la division dont joue le gouvernement Chaban-Delmas : divisés par syndicats nationaux, divisés par catégories, divisés par leurs directions qui jouent des uns contre les autres, pour les intérêts de leur propre conservation qui ne sont pas les intérêts généraux et fondamentaux des enseignants, de tous les travailleurs de l'Education nationale.

Il est donc nécessaire d'ouvrir les perspectives concrètes de l'unité dans ce secteur qui est l'un des secteurs clés de la lutte des classes en France... Il faut ouvrir la perspective concrète de l'unité des enseignants, de tous les travailleurs de l'enseignement, par-delà toutes les divisions qui les traversent face au gouvernement.

Cette perspective, le rassemblement des enseignants de la base au sommet, c'est celle du CONGRÈS DES ENSEIGNANTS rassemblant tous les tra-

vailleurs de l'enseignement de toute catégorie par établissements, élisant leurs délégués à tous les échelons, par localités, départements. Jusqu'au congrès national, affirmant l'unité politique des enseignants contre ce gouvernement, pour chasser ce gouvernement et par là les mobilisant, de l'agent de lycée au professeur de faculté, de l'instituteur rural à la secrétaire de l'inspection d'académie, de l'agent de service et du technicien au chercheur.

Le cadre de l'unité existe : c'est celui de la Fédération de l'Education nationale ; en même temps, ce cadre ne peut apparaître aux travailleurs que la Fédération rassemble comme susceptible, par lui-même, d'unifier leurs aspirations, leurs revendications, leurs luttes, puisque chaque jour qui passe leur offre le spectacle de la division. Le rassemblement de tous les travailleurs de l'enseignement pour chasser ce gouvernement ne peut donc se réaliser ni dans le cadre de la F.E.N. ni en dehors de la F.E.N., et moins encore contre elle... Aussi la bataille politique pour l'unité des travailleurs de l'enseignement contre le gouvernement ne peut-elle prendre que la forme d'un CONGRÈS DES ENSEIGNANTS, d'un CONGRÈS DES TRAVAILLEURS DE L'ENSEIGNEMENT, convoqué par la F.E.N.

La bataille pour ce *congrès des travailleurs de l'enseignement*, convoqué par la F.E.N., est une composante essentielle — de par le rôle de la F.E.N. dans le mouvement ouvrier français — de la bataille pour le gouvernement ouvrier. C'est dans ce cadre que l'O.C.I. ouvre cette perspective aux enseignants de ce pays.

"CRISE MONETAIRE" ET MARCHÉ A LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

par Georges MAZET

A peine M. Nixon avait-il, le 15 août 1971, par les mesures qu'il prenait pour la sauvegarde des intérêts du capitalisme nord-américain, donné un coup d'accélérateur à la marche à la crise économique mondiale dont un certain nombre de signes précurseurs s'accumulaient depuis déjà trois ou quatre ans, que *les Echos*, dans leur numéro du 18 août, en appréciaient les conséquences en des termes dont le réalisme excluait tout optimisme.

« La remise en ordre du système monétaire risque d'être lente, *écrivaient-ils*. Alors qu'on se plaît encore à souligner la faiblesse du dollar, celui-ci risque d'apparaître dans peu de temps préférable à beaucoup d'autres monnaies... »

Et, commentant la politique française de double marché des changes :

« Simples ou doubles, les marchés finissent par dicter leurs lois. »

Quant au fond, à savoir la note à payer et qui la paierait, ce journal

ne se faisait d'ailleurs guère d'illusions :

« Le rééquilibrage de la balance des paiements des Etats-Unis devra bien se traduire par un prélèvement quelque part. Et ce sont l'Europe et le Japon qui se voient présenter la note à payer. Des pressions énormes ont déjà commencé de s'exercer sur la France... »

Le même journal annonçait « *des réactions en chaîne qui ne manqueront pas d'atteindre le Marché commun* ». La France ne serait d'ailleurs pas à l'abri, bien qu'elle n'occupe « *qu'une très faible part du marché américain (...)* Tous ses efforts n'ont abouti qu'à ralentir son recul par rapport à ses puissants concurrents ». Mais, précisément, ceux-ci, vendant moins aux Etats-Unis, allaient s'efforcer de vendre plus ailleurs :

« On voit (...) à quel niveau se situe, pour les industriels français, l'enjeu de la bataille qui se livre actuellement. Il s'agit pour eux d'être en mesure de faire face au phénomène de reflux qui risque de succéder à l'envahissement du marché américain par les produits étrangers. Il sera relativement

facile de se prémunir contre la concurrence américaine, étant donné les contingents imposés à ce pays. Mais ils n'ont aucune barrière douanière à opposer à leurs partenaires allemands. »

Un sentiment d'inquiétude prévalait, « notamment chez les constructeurs d'automobiles, qui expriment la crainte de voir refluer, sur le marché français, des voitures allemandes et japonaises qui se verraient rejeter du marché U.S. ».

Ne se faisant pas d'illusions sur la solidité de « l'Europe » et son aptitude à faire front commun contre les Etats-Unis, les *Echos* se contentaient d'espérer que, « en attendant de régler le problème monétaire international au fond (...) les Etats-Unis auront à cœur d'aider leurs alliés à surmonter les difficultés qu'ils leur créent... »

Enfin, le journal patronal ajoutait : « La crise du dollar met gravement en danger l'équilibre agricole des Six, déjà bien fragile. »

Et, bien loin de se laisser prendre aux spéculations courantes dans la presse sur l'affaiblissement des Etats-Unis, la fin du règne du dollar, etc. (1), il titrait dès le lendemain, 19 août :

« LE LEADERSHIP ÉCONOMIQUE DEVIENT L'ENJEU DE LA POLITIQUE DE NIXON »,

pendant que « confusion et attente règnent au Japon » et que « les Six auront du mal à se mettre d'accord... »

L'évolution de la crise, depuis sept semaines, a confirmé le pessimisme

des *Echos*, cependant que leurs espoirs de voir les Etats-Unis « aider leurs alliés » ont été déçus. Le même journal doit le constater tristement, le 1^{er} octobre, après la réunion du Fonds monétaire international :

« Ceux qui attendaient du discours de M. Connally un assouplissement de la politique américaine en sont pour leurs frais. Le ministre n'a pas changé d'un iota le catalogue des mesures préconisées par les Etats-Unis pour assurer la réforme du système international (...) Ainsi l'attitude de Washington est irrémédiable. M. Nixon a d'ailleurs averti les chefs des délégations du F.M.I. que l'échec des négociations qui vont s'ouvrir signifierait un retour à l'isolationnisme des U.S.A. » [lisez : à un protectionnisme massif].

Et les *Echos* peuvent encore titrer, le 4 octobre :

« AUCUN DES PROBLÈMES NÉS DU PLAN NIXON N'A ÉTÉ RÉGLÉ A L'ASSEMBLÉE DU F.M.I. »,

et commenter :

« Dans l'immédiat, la Communauté occidentale risque de s'installer dans un provisoire susceptible de durer. Le dollar pourrait bien alors "retirer les marrons du feu" (...) Les exégètes ont beau scruter à la loupe le discours de M. Connally (...), l'attitude des Etats-Unis n'a pas changé depuis le plan de redressement du président Nixon (...) Les U.S.A. n'ont pas besoin, étant donné leur position dominante, de négociations. La surtaxe de 10 % travaille pour eux et les deux pays dont la concurrence leur apparaissait comme la plus redoutable, le Japon et l'Allemagne, ont vu leur monnaie accuser depuis un mois une réévaluation de fait sensible.

La prolongation de la situation pendant quelques mois ne fait courir aucun risque

(1) Mandel n'écrit-il pas que la réévaluation de leurs monnaies permettra aux capitalistes européens de renverser le courant, et, pendant que les investissements américains se ralentiraient en Europe, d'investir à leur tour aux Etats-Unis.

aux Etats-Unis. Elle en comporte au contraire de sérieux pour les Européens qui vont se faire davantage concurrence entre eux... »

La note à payer a d'ailleurs été chiffrée par Connally à 13 milliards de dollars par an — 13 milliards de dollars que, en fait, et sous une forme ou sous une autre, l'impérialisme américain exige que les autres bourgeoisies du monde lui transfèrent chaque année sur la plus-value qu'elles extorquent à « leurs » ouvriers.

Ce n'est pourtant pas de gaieté de cœur que l'impérialisme américain aggrave la crise sociale des autres pays capitalistes, au risque d'y ébranler davantage le pouvoir de la bourgeoisie. Il n'a pas le choix.

Le *Monde de l'économie* du 5 octobre écrit :

« Six semaines après avoir annoncé son plan de redressement économique, le président Nixon semble avoir épuisé le capital de confiance que le train de mesures lui avait apporté, le 15 août. La hausse spectaculaire de Wall Street n'est plus qu'un souvenir et l'humeur est de nouveau maussade sur les marchés financiers de New York. La plupart des indicateurs économiques d'août qui viennent d'être publiés à Washington sont défavorables. L'indice de la production industrielle est tombé au plus bas niveau de l'année : le chômage a enregistré une nouvelle progression, atteignant 5,8 % de la population active ; l'indice des prix de détail a augmenté au rythme annuel de 4,8 % (celui des produits de base a même enregistré une hausse de 6 %) ; la balance commerciale s'est soldée par le cinquième déficit mensuel consécutif.

... Il apparaît maintenant que M. Nixon a adopté son plan de défense du dollar "le dos au mur", et cela pas seulement en fonction des attaques dont la monnaie américaine faisait l'objet sur le marché des changes.

... Divisée sur les moyens d'assurer la stabilité des prix, l'opinion se retrouve unanime dans le scepticisme que ce but puisse être atteint dans le climat actuel d'inflation budgétaire. Le déficit du budget fédéral est évalué pour l'année budgétaire qui se terminera le 30 juin 1972 à plus de 25 milliards de dollars.

... Les incertitudes renaissantes au sujet de la détermination des autorités gouvernementales et monétaires de juguler l'inflation se sont traduites par une hésitation manifeste des investisseurs à souscrire aux obligations à long terme au cours des dernières semaines alors que les émissions à moyen terme trouvaient facilement preneur. »

Oui, Nixon est « le dos au mur » : dès le 19 août, George Meany, président de l'A.F.L.-C.I.O., déclarait qu'il était submergé de coups de téléphone lui demandant de donner l'ordre de grève générale contre le blocage des salaires. Et, à l'heure où nous écrivons, Nixon doit faire face, en recourant à la loi antigreve Taft-Hartley, à la grève des dockers, qui paralyse les ports du Pacifique depuis le 1^{er} juillet, réclamant un salaire garanti de 40 heures par semaine et de 52 semaines par an, assorti d'un relèvement des rémunérations de l'ordre de 37 %, cependant que 45.000 dockers de la côte est se sont mis en grève à leur tour, réclamant également la garantie de leur salaire. 80.000 mineurs, enfin, ont débrayé depuis le 1^{er} octobre.

Les conséquences du plan Nixon commencent cependant à s'appesantir sur les divers pays capitalistes d'Europe, dont *les Echos* déplorent l'attitude « purement nationale » :

« Chacun reconnaît le danger d'une récession économique et annonce un retournement de la conjoncture internationale, mais tous agissent comme s'ils ne devaient pas

être affectés par le ralentissement ; aucun gouvernement ne peut pourtant ignorer qu'il en supportera les conséquences à plus ou moins longue échéance.»

Le 5 octobre, cependant, la commission européenne de Bruxelles proteste contre les mesures protectionnistes des Etats-Unis qui « *risquent de susciter des réactions en chaîne...* » et, le même jour, un membre de cette commission déclare que le Marché commun comptera bientôt 300.000 chômeurs de plus, du fait du plan Nixon. En Allemagne fédérale, le chômage partiel atteint 5 à 16 % dans certaines firmes de la métallurgie, mais 30 à 35 % dans d'autres, parmi les plus grandes.

Commentant la baisse de la Bourse de Paris, qui a ramené l'indice des actions à 10 % au-dessus du niveau atteint à la fin 1970, l'éditorialiste du *Journal des Finances* écrit le 7 octobre :

« L'explication généralement donnée est la crainte d'une crise économique étendue, consécutive aux décisions américaines. »

C'est bien, en effet, la marche vers une crise économique mondiale majeure que jalonnent ces événements — même si, bien entendu, il ne peut être question de prévoir le rythme de cette marche et les diverses formes qu'elle peut encore prendre. Face à cette situation, nous venons de le voir, les économistes bourgeois sérieux se font peu d'illusions, même si les propositions de panacées monétaires se multiplient.

C'est, cependant, un spectacle comique que donnent les révisionnistes, notamment le groupe mandélo-pabliste des renégats à la IV^e Inter-

nationale, baptisé « *Secrétariat unifié* ». Les voilà qui s'empressent d'enterrer le néo-capitalisme, dont ils furent parmi les prophètes les plus marquants. Jetant ainsi par-dessus bord leur enfant, pourtant encore bien jeune, ils gardent soigneusement l'eau sale de la baignoire, la méthode impressionniste, empiriste de l'échantillonnage de facteurs simplement juxtaposés, parmi lesquels ils choisissent tantôt l'un, tantôt l'autre, selon les besoins de leur autojustification. Tantôt ils ignorent totalement le rôle de l'économie d'armement dans le capitalisme actuel. Il en est ainsi, par exemple, de la résolution politique du comité central de la « *Ligue communiste* » en date du 6 septembre, dans laquelle le mot « *armement* » ne figure pas, et où l'on peut lire :

« La période de croissance consécutive à la seconde guerre mondiale (...) reposait sur l'existence de marchés ouverts pour la reconstruction, sur la docilité des classes ouvrières aux organisations brisées par le fascisme et la guerre. »

Avec une étonnante désinvolture, ces braves gens rejettent ainsi sur la classe ouvrière la responsabilité qui pèse sur la bureaucratie du Kremlin d'avoir, par l'aide qu'elle a apportée à la bourgeoisie mondiale, aidé celle-ci à contenir « *la vague révolutionnaire consécutive à la seconde guerre mondiale* », et tirent un trait sur l'acquis de la IV^e Internationale dans l'analyse de la crise révolutionnaire de 1945-47 (2).

(2) Voir dans cette même *Vérité*, à la rubrique *Documents de l'O.C.I.*, la déclaration du B.P. de l'O.C.I., où cet acquis se trouve réaffirmé.

La même résolution se donne le ridicule d'écrire :

« Les rapports de production sont devenus contradictoires avec un nouveau bond des forces productives, autorisé par la troisième révolution industrielle. »

Alors qu'ils ont proclamé sur tous les tons que ce « nouveau bond » se produisait, s'était produit dans la dernière période ! Mais peut-être est-ce seulement en 1971 que « les forces productives de l'humanité ont cessé de croître » ?

Ou bien encore ils bavardent, ici ou là, sur les armements et leur rôle, comme un facteur parmi d'au-

tres, dans une confusion totale, seulement pour pouvoir, la main sur le cœur, dénoncer les calomniateurs qui les accusent d'ignorer le rôle de la militarisation de l'économie.

L'essentiel demeure pour ces jongleurs de continuer à semer la confusion sur le caractère véritable de la phase actuelle de la crise historique du capitalisme, l'époque de l'imminence de la révolution, pour dresser de nouveaux obstacles dans la voie de l'accomplissement de la tâche dont le destin de l'humanité dépend : la reconstruction de la IV^e Internationale.

L'ANALYSE DE MARX ET DE TROTSKY

Il est d'autant plus nécessaire de réaffirmer, fût-ce brièvement et schématiquement, l'analyse marxiste de la crise historique du capitalisme.

Pour Marx, il n'existe pas diverses contradictions du capitalisme, certaines considérées comme fondamentales, « surdéterminées » par d'autres baptisées « secondaires », mais qui, en fait, deviennent alors, après un coup de chapeau donné aux contradictions « fondamentales », le seul objet de l'analyse empiriste, impressionniste des révisionnistes.

Il existe au contraire une contradiction fondamentale, celle qui oppose les rapports de production bourgeois et les forces productives qui se sont développées en leur sein et qu'ils

sont devenus trop étroits pour contenir. Cette contradiction s'exprime, se manifeste sous des formes concrètes spécifiques à chaque stade du développement historique du capitalisme. Dès la fin de 1847, Marx et Engels écrivaient dans le *Manifeste du parti communiste* :

« Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination. Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie, qui, à toute autre

époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société — l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour celle-ci qui alors leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. — Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir » (3).

Cependant, les crises, où la tendance inhérente du capitalisme à transformer les forces productives en forces destructives se manifeste avec éclat, n'empêchaient pas alors, dans l'ensemble, la courbe du capitalisme de rester ascendante, les forces productives de croître. Il y avait toutefois un élément qui changeait irréversiblement, toujours dans le même sens. C'est en 1857, lors d'une crise cyclique aiguë mais courte, mais au cœur de la période du plus grand bond en avant historique des forces productives de l'humanité (1851-1873), que Marx analysa pour la première fois les causes de la tendance à la baisse du taux de profit, et formula son pronostic historique de la tendance à

l'effondrement du capitalisme (4). Cette loi, bien entendu, n'est qu'une expression, une modalité spécifique de la contradiction fondamentale : le capital constant, le travail mort, s'oppose au capital variable, au travail vivant, parce qu'il est propriété privée des moyens de production s'opposant aux travailleurs qui les mettent en mouvement, au caractère social, collectif, de la production.

Ce pronostic généralement abstrait, formulé par Marx conformément à sa méthode d'analyse pour un capitalisme « pur », s'est réalisé historiquement dans le développement concret du capitalisme lorsque celui-ci a conquis le monde entier et vu se dresser des limites infranchissables à son expansion : à l'époque de l'impérialisme.

Dans *Quatre-vingt-dix années de Manifeste communiste*, Trotsky caractérisait brièvement en 1938 ce développement historique en ces termes :

« Marx enseignait qu'aucun ordre social ne quitte la scène avant d'avoir épuisé ses possibilités créatrices. Le *Manifeste* flétrit le capitalisme parce qu'il entrave le développement des forces productives. Cependant, à son époque, de même que pendant les décades suivantes, cette entrave n'avait qu'un caractère relatif ; si, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'économie avait pu être organisée sur les fondements socialistes, le rythme de sa croissance aurait été incomparablement plus rapide. Cette thèse,

(3) Marx et Engels, *Manifeste du parti communiste*, Editions sociales, pp. 39-40.

(4) Ce pronostic a récemment été attaqué par les révisionnistes. Voir dans ce numéro l'article d'Octave Boisgontier : *le Croisé sans visage*.

théoriquement incontestable, ne change rien au fait que les forces productives continuaient à croître à l'échelle mondiale sans interruption jusqu'à la guerre mondiale. C'est seulement dans les vingt dernières années que, malgré les conquêtes les plus modernes de la science et de la technique, s'est ouverte l'époque de la stagnation directe et même de la décadence de l'économie mondiale. L'humanité commence à vivre sur le capital accumulé, et la prochaine guerre menace de détruire pour longtemps les bases mêmes de la civilisation. Les auteurs du *Manifeste* escomptaient que le capital se briserait longtemps avant de se transformer d'un régime réactionnaire relatif en un régime réactionnaire absolu. Cette transformation ne s'est précisée qu'aux yeux de la génération actuelle, et a fait de notre époque celle des guerres, des révolutions et du fascisme.»

Dès 1921, il avait procédé de façon beaucoup plus détaillée à la même analyse dans son grand rapport sur la situation économique mondiale au 3^e congrès de l'Internationale communiste, en même temps qu'il y développait des considérations sur le financement de l'économie de guerre par les Etats impérialistes, comme source de création de capitaux fictifs, donc d'inflation, qui s'appliquent parfaitement, *mutatis mutandis*, à l'économie d'armement que nous connaissons aujourd'hui :

« Afin de se procurer les moyens de mener la guerre, l'Etat a eu principalement recours aux deux mesures suivantes : en premier lieu, il émettait du papier-monnaie et, d'autre part, il lançait des emprunts. C'est ainsi que la circulation des soi-disant valeurs augmentait de plus en plus ; grâce à ce moyen, l'Etat tirait du pays des valeurs matérielles effectives et les détruisait à la guerre. Plus l'Etat dépensait, c'est-à-dire plus il détruisait de valeurs réelles, plus s'amoncelaient dans le pays les valeurs fictives. Les titres d'emprunt s'entassaient partout. Il semblait que le pays s'était extraordinairement enrichi, mais, en réalité, ses fondations économiques faiblissaient de plus

en plus, étaient de plus en plus ébranlées, tombaient en ruines.

.....

En général, au fur et à mesure que l'Europe devenait et continuait à devenir plus pauvre, elle se recouvrait et elle se recouvre d'une couche de plus en plus épaisse de valeurs-papier ou de ce qu'on appelle capital fictif. Ce capital fictif : papiers de crédit, bons du trésor, titres d'emprunt, bank-notes, etc., représente soit le souvenir du capital défunt, soit l'espoir d'un capital nouveau. Mais, en ce moment, aucun capital réel ne lui correspond. Lorsque l'Etat négociait un emprunt pour des œuvres productives, comme par exemple pour le canal de Suez, les valeurs en papier émises par l'Etat, avaient leur contrepartie dans une valeur réelle, le canal de Suez, par exemple, qui laisse passer des bateaux, en touche une rémunération, donne des revenus, en un mot participe à l'économie nationale. Mais lorsque l'Etat empruntait pour la guerre, les valeurs mobilisées au moyen de l'emprunt détruisaient et ruinaient en même temps des valeurs nouvelles. Cependant les titres d'emprunt sont restés dans les poches et dans les portefeuilles des citoyens ; l'Etat leur doit des centaines de milliards, ces centaines de milliards existent sous la forme de richesse-papier dans la poche de ceux qui ont prêté à l'Etat. Mais où sont-ils, ces milliards réels ? Ils n'existent pas. Ils ont été détruits, ils ont été brûlés.»

Enfin, faisant le compte rendu du 3^e congrès mondial devant l'organisation de Moscou du parti bolchevique, il développait sur la question des forces productives des considérations que nous déplorons de ne pouvoir reproduire en entier tant elles sont actuelles.

Prenant pour point de départ la thèse de Marx :

« Une société ne disparaît jamais avant d'avoir développé toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, et jamais de nouveaux et supérieurs rapports de production ne se substituent à elle avant que les conditions d'existence matérielle de ces rapports aient été couvées dans le sein même de la vieille société »,

il souligne que l'écroulement du capitalisme ne sera pourtant pas automatique :

« La proposition suivant laquelle les conditions nécessaires pour une révolution — pour une révolution sociale, profonde, et non pas pour des coups d'Etat politiques si sanglants qu'ils soient — pour une révolution qui remplace un régime économique par un autre, naissent seulement à partir du moment où le régime social ancien commence à entraver le développement des forces de production, cette proposition ne signifie nullement que l'ancien régime social s'écroulera infailliblement et par lui-même, quand il sera devenu réactionnaire au point de vue économique, c'est-à-dire à partir du moment où il aura commencé à entraver le développement de la puissance technique de l'homme. (...) L'humanité ne reste pas en place : son équilibre, par suite des luttes des classes et des nations, est instable. Si une société ne peut pas monter, elle tombe ; et si aucune classe n'existe qui puisse l'élever, elle se décompose et ouvre la voie à la barbarie » (5).

Suit ce développement que nous reproduisons en entier, parce qu'il est d'une actualité brûlante, qu'il résume les problèmes avec lesquels nous sommes confrontés aujourd'hui :

« Lorsqu'il s'agit de la victoire du prolétariat, certains camarades se représentent la chose d'une façon trop simple. Nous avons en ce moment, non seulement en Europe, mais dans le monde entier, une telle situation que nous pouvons dire, au point de vue marxiste, avec une certitude absolue : le régime bourgeois atteint le terme de son développement. Les forces de production ne peuvent plus se développer dans le cadre de la société bourgeoise. En effet, ce que nous voyons au cours de ces dix dernières années, c'est la ruine, la décomposition de la base économique de l'humanité capitaliste et une destruction mécanique des richesses accumulées. Nous sommes actuellement en pleine crise, une crise effrayante, inconnue dans l'histoire du monde et qui n'est pas une crise simple, venant à son heure, "normale" et inévitable dans le processus du développement des forces pro-

ductrices dans le régime capitaliste ; cette crise marque aujourd'hui la ruine et la décomposition des forces productrices de la société bourgeoise. Il se peut qu'il y ait encore des bas et des hauts, mais en général, comme je l'ai exposé aux camarades dans la même salle, il y a un mois et demi, la courbe du développement économique tend, à travers toutes ses oscillations, vers le bas et non vers le haut. Cependant cela veut-il dire que la fin de la bourgeoisie arrivera automatiquement et mécaniquement ? Nullement. La bourgeoisie est une classe vivante qui a poussé sur des bases économiques et productrices déterminées. Cette classe n'est pas un produit passif du développement économique, mais une force historique, active et vivante. Cette classe a survécu à elle-même, c'est-à-dire qu'elle est devenue le frein le plus terrible pour l'évolution historique. Mais cela ne veut nullement dire que cette classe soit disposée à commettre un suicide historique, qu'elle soit prête à dire : "La théorie scientifique de l'évolution ayant reconnu que je suis devenue réactionnaire, je quitte la scène." Il est évident qu'il n'en peut pas être question. D'autre part, il n'est pas non plus suffisant que le parti communiste reconnaisse la classe bourgeoise comme condamnée et devant être supprimée pour que, par cela même, la victoire du prolétariat soit déjà assurée. Non, il faut encore vaincre et jeter bas la bourgeoisie !

(5) Il est extrêmement frappant de comparer ce développement de Trotsky, que nous ne pouvons malheureusement que reproduire partiellement, avec l'analyse à laquelle procède Stéphane Just, à partir de la même thèse de Marx, dans *Défense du trotskysme*, tome 2, pp. 15 et suivantes. Ce rapport de Trotsky ne figure pas dans l'édition en anglais des *Cinq premières années de l'Internationale communiste*, mais seulement (en français), dans la brochure parue en 1922 à la Librairie de l'Humanité sous le titre « *Nouvelle Etape* », avec son rapport sur la situation économique mondiale au 3^e congrès de l'I.C. (qui, lui, se trouve dans le premier volume de l'édition anglaise dont nous venons de parler).

S'il était possible de continuer à développer les forces productrices dans le cadre de la société bourgeoise, la révolution, en général, n'aurait pu se faire (6). Mais le développement ultérieur des forces de production dans le cadre de la société bourgeoise n'étant plus possible, la condition fondamentale de la révolution est par cela même réalisée. Cependant la révolution signifie déjà, par elle-même, une lutte des classes vivante. La bourgeoisie, toute contraire qu'elle soit aux nécessités de l'évolution historique, reste encore la classe sociale la plus puissante. Bien plus, on peut dire que, au point de vue politique, la bourgeoisie atteint le maximum de sa puissance, de la concentration de ses forces et de ses moyens, moyens politiques et militaires, de mensonge, de violence et de provocation, c'est-à-dire au maximum du développement de sa stratégie de classe, au moment même où elle est le plus menacée de sa perte sociale. La guerre et ses conséquences terribles — et la guerre était inévitable, les forces productrices ne pouvant plus se développer dans le cadre de la société bourgeoise — la guerre et ses conséquences, dis-je, ont découvert devant la bourgeoisie le danger menaçant de sa perte. Ce fait a poussé au plus haut point son instinct de conservation de classe. Plus le péril est grand, plus une classe, aussi bien que chaque individu, tend toutes ses forces vitales dans la lutte pour sa conservation. N'oublions pas non plus que la bourgeoisie s'est trouvée face à face avec un péril mortel, après avoir acquis l'expérience politique la plus grande. La bourgeoisie avait créé et détruit toutes sortes de régimes. Elle se développait à l'époque du pur absolutisme, de la monarchie constitutionnelle, de la monarchie parlementaire, de la république démocratique, de la dictature bonapartiste, de l'Etat lié à l'Eglise catholique, de l'Etat lié à la Réforme, de l'Etat séparé de l'Eglise, de l'Etat persécuteur de l'Eglise, etc. Toute cette expérience, la plus riche et la plus variée, qui a pénétré dans le sang et dans la moelle des milieux dirigeants de la bourgeoisie, lui sert aujourd'hui pour conserver à tout prix son pouvoir. Et elle agit avec d'autant plus d'intelligence, de finesse et de cruauté que ses dirigeants reconnaissent le péril qui les menace.

Si nous analysons ce fait superficiellement, nous y trouverons une certaine contradiction : nous avons jugé la bourgeoisie de-

vant le tribunal du marxisme, c'est-à-dire nous avons reconnu par une analyse scientifique du processus historique qu'elle avait survécu à elle-même, et cependant elle fait preuve d'une vitalité colossale. En réalité, il n'y a ici aucune contradiction ; c'est ce qu'on appelle, dans le marxisme, la dialectique. Le fait est que les côtés différents du processus historique : l'économie, la politique, l'Etat, la poussée de la classe ouvrière, ne se développent pas simultanément et parallèlement. La classe ouvrière ne se développe pas, point par point, parallèlement à la croissance des forces de production, et la bourgeoisie ne dépérit point au fur et à mesure que le prolétariat croît et se raffermi. Non, la marche de l'histoire est autre. Les forces de production se développent par bonds ; par moments elles progressent avec rapidité, parfois elles reculent. La bourgeoisie, à son tour, s'est aussi développée par bonds ; la classe ouvrière de même. Au moment où les forces productives du capitalisme se butent contre un mur, ne peuvent plus progresser, nous voyons la bourgeoisie réunir entre ses mains l'armée, la police, la science, l'école, l'Eglise, le Parlement, la presse, les gardes-blancs, tirer fortement sur les rênes et dire, en pensée, à la classe ouvrière : *"Oui, ma situation est périlleuse. Je vois un abîme s'ouvrir sous mes pieds. Mais nous allons voir qui tombera le premier dans cet abîme. Peut-être avant ma mort, si vraiment je dois mourir, réussirai-je à te pousser dans le précipice, ô classe ouvrière !"* Que cela signifierait-il ? Tout simplement une destruction de la civilisation européenne dans son ensemble. Si la bourgeoisie, condamnée à mort au point de vue historique, trouvait en elle-même assez de force, d'énergie, de puissance pour vaincre la classe ouvrière dans ce combat terrible qui approche, cela signifierait que l'Europe est vouée à une décomposition économique et culturelle, comme c'est déjà arrivé à plusieurs autres pays, nations et civilisations. Autrement dit, l'histoire nous a amenés à un moment où une révolution prolétarienne est devenue absolument indispensable pour le salut de l'Europe et du monde. L'histoire nous a

(6) On comparera avec les innombrables assertions du contraire faites par Mandel et son école.

fourni une prémisses fondamentale de la réussite de cette révolution, dans ce sens que notre société ne peut plus développer ses forces productrices en s'appuyant sur une base bourgeoise. Mais l'histoire ne se charge pas, par cela même, de résoudre ce problème à la place de la classe ouvrière, des politiciens de la classe ouvrière, des communistes. Non, elle semble dire à l'avant-garde ouvrière (nous nous représentons pour un instant l'histoire sous forme d'une personne placée au-dessus de nous), elle dit à la classe ouvrière : "Il faut que tu saches que tu périras sous les ruines de la civilisation, si tu ne renverses pas la bourgeoisie. Essaie, résous le problème !" Tel est à présent l'état des choses.

Nous voyons en Europe, après la guerre, la classe ouvrière essayer presque inconsciemment de trouver une solution au problème qui lui est posé par l'histoire. Et la conclusion pratique, à laquelle tous les éléments pensants de la classe ouvrière en Europe et dans le monde entier ont dû arriver, au cours de ces trois années qui ont suivi la fin de la guerre universelle, est la suivante : il n'est point aussi facile et aussi simple d'abattre la bourgeoisie, bien que condamnée par l'histoire, que cela pourrait sembler.

La période que l'Europe et le monde entier traversent en ce moment est, d'un côté, celle d'une décomposition des forces productrices de la société bourgeoise, et de l'autre, celle du développement le plus haut de la stratégie contre-révolutionnaire bourgeoise. Il est nécessaire de le comprendre bien clairement. Jamais la stratégie contre-révolutionnaire, c'est-à-dire l'art de la lutte combinée contre le prolétariat, à l'aide de toutes les méthodes possibles, depuis les sermons douceâtres des curés et des professeurs jusqu'à la fusillade des grévistes par les mitrailleuses, n'a atteint une telle hauteur que celle d'aujourd'hui. »

**

L'économie d'armement n'est pas un trait parmi d'autres de la dernière

période d'existence historique du capitalisme ; elle est le moteur et le fondement de la période d'accumulation, fondée sur la transformation des forces productives en forces destructives, que vient de traverser l'économie capitaliste et qui s'achève maintenant. Elle a pu atténuer les crises cycliques en « récessions », non les supprimer ; elle a retardé les manifestations de la contradiction fondamentale du capitalisme, celle-ci n'en resurgit qu'avec plus d'ampleur. En même temps, elle est à l'origine de symptômes supplémentaires, parce que la marche à la crise mondiale se fait, cette fois, sous une forme qui combine inflation et contraction de la production et du commerce, croissance encore lente mais irrésistible du chômage, etc., et prend d'abord l'aspect d'une « crise monétaire » — comme un cancéreux chez qui des doses croissantes de morphine ont atténué les douleurs, jusqu'au moment où, sous peine de le tuer, on ne peut plus augmenter les doses, et qu'il souffre alors, en plus de son cancer, de symptômes supplémentaires dus à l'empoisonnement par la morphine.

Ces considérations peuvent servir d'introduction à l'article du camarade Michel Dauberny, qui analyse d'abord quel a été le rôle de l'économie d'armement dans l'évolution de l'économie capitaliste depuis trente ans, puis examine les réactions des diverses bourgeoisies à l'égard du plan Nixon et leur signification.

ECONOMIE D'ARMEMENT ET PARASITISME AU SEIN DU CAPITALISME A L'AGONIE

par Michel DAUBERNY

La crise de 1929-1930 ne s'est réellement achevée qu'avec la seconde guerre impérialiste mondiale, c'est-à-dire que la production n'a retrouvé son niveau d'avant la crise qu'à cette époque. Le P.N.B. (*) aux Etats-Unis, en dollars constants (c'est-à-dire après compensation de la hausse des prix intervenue pendant cette période) et par habitant, était, en 1929, de 1.670 dollars ; en 1939, il n'est que de 1.600 dollars et n'atteindra 2.210 dollars qu'en 1942, c'est-à-dire l'année où les Etats-Unis entrent en guerre et accroissent massivement leurs dépenses d'armement.

La guerre, par ses destructions colossales de forces productives matérielles et humaines, va permettre à l'impérialisme de reprendre, dès 1945, le processus d'accumulation,

(*) P.N.B. : le produit national brut est la somme des dépenses de consommation, des investissements, des achats du secteur public et du solde du commerce extérieur, au cours d'une année.

Aux Etats-Unis, les achats de l'Etat comptaient pour 8,2 % du total, en 1929. Ils atteignirent, en 1939, 15 %, alors que la production d'armements était engagée et que se poursuivait la politique des grands travaux. En 1970, les achats de l'Etat représentaient 22,5 % du P.N.B.

processus qui, à partir de 1930, était en partie paralysé. En 1933, aux Etats-Unis, le quart de la population active était au chômage.

Le chômage, les destructions de marchandises, d'usines, de machines consécutives à la crise de 1929-1930 ne suffisaient pas à assurer le redémarrage de l'économie. La politique de grands travaux (1) mise en œuvre par Roosevelt, la fameuse politique du *New Deal* n'y ont pas suffi non plus. Et pourtant jamais un Etat bourgeois n'avait entrepris d'aussi gigantesques efforts d'équipement, possibles seulement à l'aide des richesses accumulées au cours de la période précédant 1929, ce que démontre le gonflement de la dette publique à partir de 1934.

Dans le *Marxisme et notre époque*, Trotsky écrivait, en 1939 :

« Pendant l'année 1938, qui fut, relativement parlant, une année de renaissance économique, la dette nationale des Etats-Unis dépassa 38 milliards de dollars, c'est-à-dire qu'elle dépassa de 12 milliards de dollars le plus haut point atteint à la fin de la guerre mondiale.

Au début de 1939, elle dépassa les 40 milliards. Et après ? L'accroissement de la dette nationale est évidemment un fardeau pour les générations futures. Mais le *New Deal* lui-même n'a été possible qu'en raison des richesses colossales accumulées par les générations précédentes. Seule une nation très riche pouvait se permettre une politique aussi extravagante. Bien plus, une telle nation ne peut pas continuer indéfiniment à vivre aux dépens des générations passées. La politique du *New Deal*, avec ses résultats fictifs et son accroissement réel de la dette nationale, doit inévitablement aboutir à une féroce réaction capitaliste, et à une explosion dévastatrice d'impérialisme. En d'autres termes, elle conduit aux mêmes résultats que la politique du fascisme » (2).

La reconstruction des économies européennes et japonaise constitua un marché privilégié pour le capital américain, qui avait réalisé dans l'économie de guerre des profits considérables. De 1945 à 1946, en un an, les investissements privés aux Etats-Unis passèrent de 10 milliards de dollars à 30 milliards de dollars. En 1948, ils représentaient 46 milliards de dollars pour retomber à 35 milliards en 1949. Cette même année l'excédent commercial diminua de moitié. Le marché s'avérait de nouveau trop étroit.

« Or, dès 1949, alors que la reconstruction en Europe était loin d'être terminée, la crise menaçait l'économie américaine, qui domine l'économie capitaliste mondiale, et donc celle-ci dans son ensemble. La guerre de Corée et la conjoncture d'armement massif qu'elle "justifia" écartèrent la crise menaçante » (3).

En 1949, le P.N.B., par tête d'habitant, est retombé à 2.170 dollars, c'est-à-dire en deçà du niveau de 1942. Ce n'est qu'à partir de 1953 qu'il retrouvera son niveau de 1945.

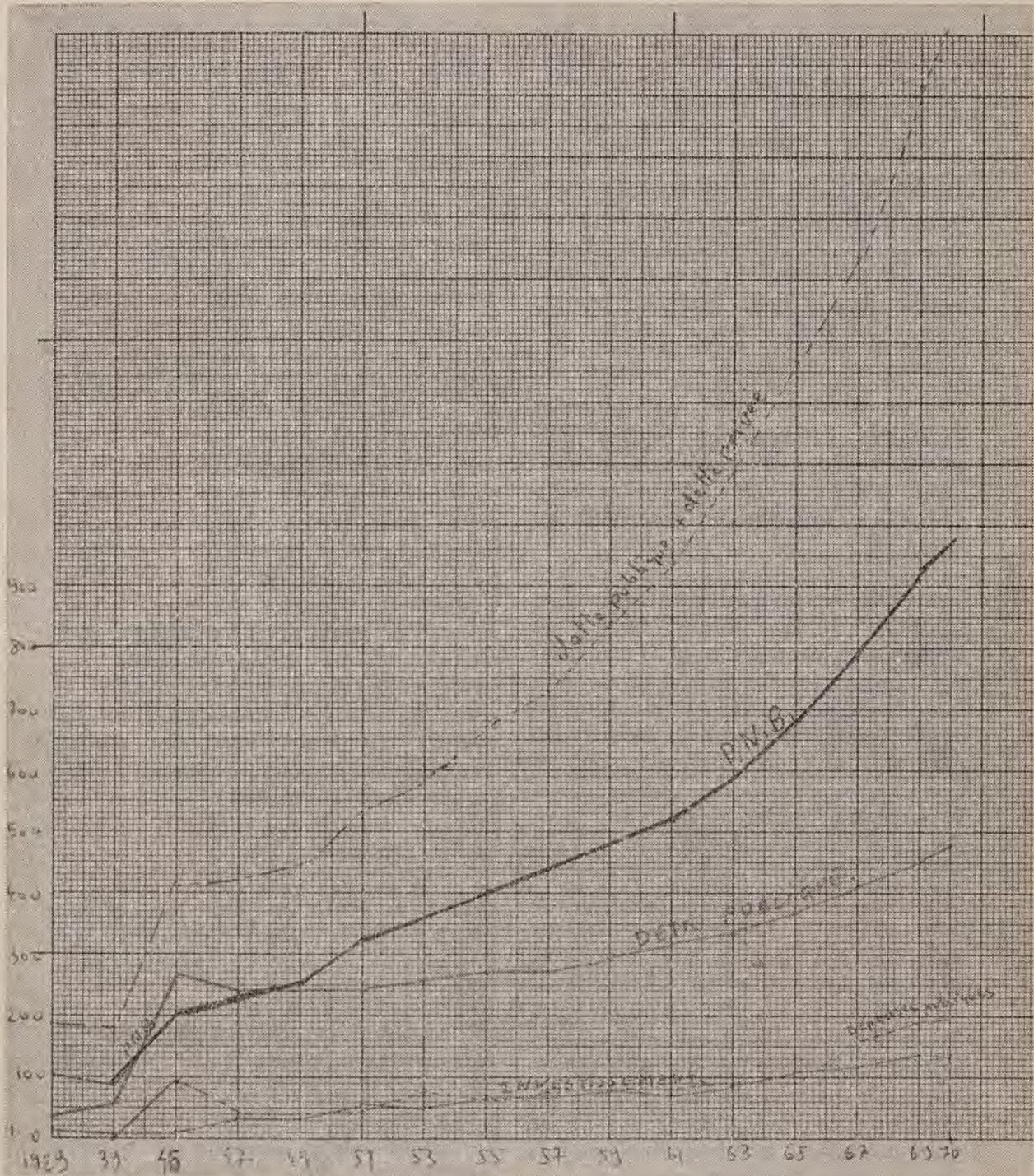
Il suffit de se reporter au tableau I pour constater qu'à chaque période où, de nouveau, la crise menace, comme en 1958 et en 1961, la relance de l'économie n'est due qu'à de nouvelles dépenses d'armements (voir page suivante).

(1) En particulier le programme de la Tennessee Valley : programme de grands travaux d'aménagement et d'équipement du bassin de la rivière Tennessee, engagé à partir de 1933.

(2) Léon Trotsky, *le Marxisme et notre époque*, « les Classiques du marxisme » n° 5, supplément à la *Vérité* n° 520, pp. 16-17.

(3) Stéphane Just, *Défense du trotskysme (II)*, éditions S.E.L.I.O., p. 50.

TABLEAU I



- - - - - dette publique + dette privée
 ——— P.N.B.
 ——— dette publique
 investissements
 dépenses publiques

La réduction des investissements privés est compensée par l'augmentation des commandes de l'Etat et le gonflement de la dette publique qui les finance.

Si la récession de 1961 a été rapidement bloquée par l'augmentation de crédits militaires, ballon d'oxygène de l'économie, ce n'est qu'à partir de 1965-66 que la reprise s'est faite nettement, selon les statistiques officielles.

Or, de 1965 à 1968, les dépenses militaires inscrites au budget passaient de 50 à 80 milliards de dollars ; c'était la période d'intensification de l'engagement américain au Vietnam.

En 1968, les dépenses militaires et spatiales représentaient 60 % du budget des Etats-Unis, et il convient d'y ajouter les 6,8 milliards de dollars de pensions versés aux anciens combattants. Il faudrait aussi discerner, dans les dépenses consacrées aux « ressources naturelles », la part des crédits aux divers titres de la « lutte antipollution », qui n'est qu'une aide camouflée aux entreprises. Ce poste du budget, encore modeste, ne représentait que 1,6 milliard de dollars en 1968, mais est déjà estimé à 4,3 milliards de dollars pour 1972. Toutefois, à la différence des commandes militaires, la protection du milieu naturel, la protection de « l'environnement », n'offre que très peu de débouchés à la production. Une fois la part du bluff enlevée dans ces politiques, il ne reste bien souvent qu'un geste insignifiant en comparaison des innombrables destructions

que le capitalisme en putréfaction organise chaque jour.

En réalité, il faut considérer que le pourcentage réel du budget représenté par les dépenses d'armement est beaucoup plus élevé grâce à la politique des réévaluations des postes budgétaires, des augmentations de crédits (le budget de la défense pour 1970, initialement fixé en début d'année à 80 milliards de dollars, a probablement atteint, en juillet de cette même année, plus de 113 milliards de dollars). Les crédits accordés aux entreprises en difficulté, travaillant pour la défense nationale ou même pour le secteur privé, mais dont la dimension nationale ne peut être négligée, comme *Lockheed*, sont, en cours d'année budgétaire, ajoutés aux crédits initiaux. Par exemple, *L'Expansion*, qui n'a rien d'une revue gauchiste, signale « des épisodes comparables à ceux du F.111 commandé par la General Dynamics dans des conditions aberrantes et des chars miraculeusement commandés à Chrysler pour la tirer de ses difficultés financières (4). »

Quant au rôle majeur des armements comme volant d'équilibre de l'économie américaine, notons que, selon H. Magdoff :

« Il est estimé que, pour chaque dollar dépensé dans le secteur de l'armement, de 1,1 à 1,4 dollar du produit national est à son tour engendré.

Si nous acceptons la plus faible estimation, et si nous prenons comme hypothèse que la productivité du travail dans le secteur

(4) *L'Expansion*, février 1971, p. 98.

militaire est le même que dans le secteur civil, nous atteignons un taux de chômage de 24,3 % en l'absence de budget militaire. Ce qui peut être comparé au taux de chômage de 24,9 % au plus fort de la dépression de 1932 » (5).

L'hypothèse est absurde, certes ; cependant elle permet d'aborder le problème déjà soulevé des dépenses civiles substituées aux dépenses militaires à propos du *New Deal* et de la politique des grands travaux.

Ces politiques trouvèrent en J.M. Keynes un théoricien, celui du plein emploi et de la maximisation de la demande effective par la « *politique des revenus* » et la « *politique budgétaire* », en un mot le théoricien de ce qui pourrait être appelé « *les débouchés préalables artificiels* ». Mais, dans un monde où les marchés sont réduits par rapport aux capacités de production, le meilleur « *champ privilégié d'accumulation* », et finalement le seul, demeure l'armement, pour l'ensemble des raisons déjà analysées par Rosa Luxemburg.

Non seulement les dépenses militaires sont indispensables pour l'impérialisme du seul point de vue « *défensif* », plus précisément d'ailleurs agressif, mais surtout elles constituent un marché privilégié où l'Etat est le seul acheteur, et la concurrence supprimée. Ce qui n'est pas le cas pour les autres produits soumis à la concurrence sur le marché mondial. L'économie y trouve ses profits. Mais les forces productives n'ont plus pour objectif d'accroître les richesses naturelles de l'humanité, elles se transforment alors en forces de destruction.

C'est ainsi qu'un récent article d'*Entreprise* se félicitait de la progression de 12 % par an des dépenses militaires d'équipement :

« Les dépenses d'équipement — et par suite les industriels français de ce secteur — ne pourront que profiter de cet élargissement du marché intérieur. Ceux-ci sont en effet les fournisseurs quasi exclusifs de l'armée dont les importations sont quasi négligeables » (6).

Malgré la politique du *New Deal*, politique de grands travaux, d'aide aux chômeurs, de relance de la con-

(5) H. Magdoff, *American Economic Review*, mai 1970. En ajoutant à cette estimation les 5 millions de chômeurs actuels, plus les 3 millions et demi de personnes travaillant directement dans ou pour l'armée ainsi qu'un million et demi de soldats, c'est plus de 30 millions de travailleurs qui seraient transformés en chômeurs en cas d'arrêt du budget militaire.

Voilà qui met fin à toute idée de coexistence pacifique, à toute spéculation sur l'existence des « *faucons* » du Pentagone, des « *certain milieux impérialistes* » qui ne voudraient pas du désarmement, alors que d'autres le souhaiteraient. C'est l'économie tout entière qui est liée aux dépenses parasitaires de l'Etat bourgeois, à la transformation des forces productives en forces destructives. Ce qui démontre aussi toute l'utopie que recèlent les « *théories* » sur les possibilités et les perspectives d'un désarmement. Sans parler de ceux qui écrivent, comme dans le *Cahier rouge* n° 10, intitulé *la Crise du dollar* : « *Etre gendarme du monde a, bien sûr, servi les intérêts capitalistes américains dans un premier temps. Mais cela s'avère aujourd'hui une charge politique de plus en plus lourde à supporter économiquement. La guerre en Indochine est nécessaire pour freiner le développement de la révolution mondiale, mais ne présente aucun intérêt économique immédiat pour le capitalisme U.S.* »

(6) *Entreprise*, n° 833-834, 3 septembre 1971.

sommatum, c'est-à-dire cherchant à créer de nouveaux débouchés intérieurs à la production pour surmonter la crise, en 1939 les dépenses de consommation avaient seulement augmenté de 6 %, les investissements en capital fixe étaient de 42 % inférieurs à ceux de 1929, et les investissements de construction d'habitations de 20 % inférieurs, tandis que le chômage était encore de 17 % de la population active. C'est sur un autre terrain que les dépenses militaires interviennent : celui des biens d'équipement, c'est-à-dire du secteur des biens de production.

« Il est important de reconnaître, écrit H. Magdoff dans l'article déjà cité, que les énormes dépenses militaires dans les années d'après guerre se concentrent essentiellement sur le secteur des productions durables, et stimulent la demande de machines et d'équipement (...).

[Ainsi] 36 % de la production des industries de biens durables sont achetés directement ou indirectement par le gouvernement fédéral » (cette statistique date de 1963, avant le "boom" des dépenses militaires de la période 1965-68).

A la dépendance directe de secteurs entiers de l'économie à l'égard des commandes militaires, il faudrait pouvoir ajouter l'ensemble des « revenus induits » par ces commandes pour donner une estimation du poids réel de l'économie d'armement comme volant d'entraînement de l'économie tout entière. Il est cependant clair que celles des firmes américaines qui bénéficient le plus des commandes militaires de l'Etat sont parmi les plus importantes par leurs dimensions.

Les Etats-Unis ne sont pas un cas spécifique. Même si le volume de

l'impact de leurs dépenses militaires, à la dimension de leur puissance, est le moteur de l'économie mondiale, les autres impérialismes donnent eux aussi un rôle privilégié à l'armement :

« Avec près de 20 milliards de francs de chiffres d'affaires en 1970, l'industrie d'armement est l'une de nos premières activités économiques » (7).

Le plan militaire français 1971-1975 prévoit un budget de 168 milliards de francs. Le gouvernement se vante de réduire la part du budget militaire dans le budget national, part qui serait tombée de 25 % en 1962 (c'était encore la guerre d'Algérie) à 17,6 % en 1970. Cependant, cette réduction n'est imputable qu'aux dépenses de fonctionnement. Les dépenses d'équipement, qui intéressent les industriels du secteur des biens d'équipements durables (ce que les économistes bourgeois appellent ainsi correspond, dans les grandes lignes, au secteur de la production de moyens de production, le secteur I de Marx), n'ont, quant à elles, pas cessé de croître, passant de 5,9 milliards de francs en 1962 à 13,4 milliards de francs en 1970. Les dépenses d'équipement prévues dans le plan militaire 1971-1975 représentent 82,4 milliards de francs, soit près de 16 milliards par an.

A ces 16 milliards de francs annuels versés par l'Etat, il faut ajouter les ventes à l'étranger : 7,2 milliards de francs en 1970. La France

(7) *Entreprise*, o. c.

« CRISE MONETAIRE » ET MARCHE A LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

se situait ainsi au troisième rang mondial des exportateurs d'armes. Sans être négligeable, le marché des armes, en constante progression, n'est pas le facteur directement visible de l'accélération des échanges depuis dix ans. Le rôle de l'économie d'armement est de fournir aux principaux secteurs économiques le

stimulant, le « *champ d'accumulation artificiel* », qui repousse le moment de la crise.

Pour la France, les commandes militaires assurent 60 % du chiffre d'affaires de l'appareillage électronique professionnel, 80 % de celui des constructions aérospatiales.

L'entreprise Marcel Dassault réalise l'armée,

75 % de son chiffre d'affaires avec

la S.N.E.C.M.A.

80 %

la S.N.I.A.S.

60 %

Thomson C.S.F.

60 %

Matra

60 %

Sagem

50 %

C.I.I.

30 %

Crouzet

30 %

Schneider

15 %

Berliet

8 %

De 1963 à 1968, la part des marchés de l'Etat passés dans les secteurs « *aéronautique-armement naval* », dans le total des marchés

conclus avec les six cents premiers fournisseurs de l'Etat, de 15,8 % s'élève à 18,05 % (8).

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE D'ARMEMENT

De tout temps, pour financer les guerres, les Etats levèrent des impôts, émirent des emprunts, rognèrent les monnaies. Avec le capitalisme des monopoles, ces procédés de financement ont pris une extension sans précédent. Les dépenses militaires des Etats sont toujours en partie financées par l'impôt indirect sur les biens de grande consommation, donc par un supplément d'impôt s'ajoutant à l'impôt sur le

revenu, qui touche essentiellement les travailleurs, les grandes entreprises bénéficiant de multiples possibilités de fraudes légales.

C'est ainsi qu'aux Etats-Unis on peut suivre l'évolution de l'impôt sur le revenu et constater qu'elle est calquée sur le mouvement des

(8) *Statistiques et études financières* : 1971, « *les Relations Etat-industries* ».

dépenses de l'Etat et plus précisément des dépenses militaires, qui relancèrent, à chaque période où la crise menaçait, l'économie tout entière.

De 1950 à 1953, période du « boom coréen », l'impôt global sur le revenu est passé de 15 à 30 milliards de dollars (les dépenses militaires de 13 à 50 milliards). De 1965 à 1968, la progression est de 20 milliards de dollars. C'est-à-dire que l'impôt sur le revenu s'est élevé de 48 à 68 milliards de dollars, cependant que les dépenses militaires inscrites au budget passaient de 50 à 80 milliards de dollars.

Mais l'accroissement de la pression fiscale a des limites. La première est la réduction de la consommation des travailleurs ; la deuxième, et c'est la principale, est donnée par les hésitations de l'Etat à attaquer le pouvoir d'achat de la classe ouvrière.

Il reste alors la dette publique, c'est-à-dire la vente de titres de l'Etat, de morceaux de papier représentant cette dette et portant intérêt, aux particuliers, aux entreprises, aux banques.

A partir de 1942, date de l'entrée en « économie de guerre des Etats-Unis », la dette publique allait progresser de façon quasi continue, sans même se résorber après la guerre, et constituer un élément essentiel du financement de leur économie.

Les périodes de gonflement de la dette vont par la suite correspon-

dre aux phases de récession et donc aussi de relance des dépenses d'armements, des commandes de guerre de l'Etat. Il est bon de revenir sur l'analyse que Marx donne du caractère « fictif et dérisoire » du capital de la dette publique :

« L'Etat doit payer chaque année à ses créanciers une certaine somme d'intérêts pour le capital emprunté. Dans ce cas, le créancier ne peut pas réaliser son prêt, il ne peut que vendre sa créance, le titre de propriété qui l'établit. Le capital lui-même a été mangé, dépensé par l'Etat. Il n'existe plus. Ce que le créancier de l'Etat possède c'est : 1. Une obligation de l'Etat, mettons de 100 l. st. ; 2. Cette obligation lui donne droit à une certaine somme, disons 5 l. st. ou 5 %, sur les recettes annuelles de l'Etat, c'est-à-dire sur le produit annuel des impôts ; 3. Il peut vendre à son gré ce titre de 100 l. st. à d'autres personnes. Si le taux d'intérêt est de 5 %, et en supposant en outre que l'Etat tienne ses engagements, le possesseur A du titre peut normalement le céder à B au prix de 100 l. st. ; car pour B, qu'il prête 100 l. st. à 5 % par an, ou qu'en payant 100 l. st. il s'assure de l'Etat un tribut annuel de 5 l. st., c'est tout un. Or, dans tous ces cas, le capital qui, aux yeux des gens, produit un rejeton (intérêt), ici le versement de l'Etat, demeure un capital fictif, illusoire. Non seulement parce que la somme prêtée à l'Etat n'existe plus du tout, mais encore parce que jamais elle n'avait été destinée à être dépensée en tant que capital, à être investie, et que c'est seulement son investissement en tant que capital qui aurait pu faire d'elle une valeur susceptible de se conserver par elle-même. Pour le créancier initial A, la part des impôts annuels qui lui échoit représente l'intérêt de son capital, de la même manière que l'usurier reçoit une part des biens de son prodigue client, et pourtant, ni dans un cas ni dans l'autre, la somme d'argent prêtée n'a été dépensée comme capital. La possibilité de vendre sa créance sur l'Etat représente pour A la faculté de récupérer son principal. Pour B, de son point de vue privé, il a placé son argent sous forme de capital productif d'intérêt. Objectivement, il a simplement pris la place de A et acheté la créance du premier sur l'Etat. Il peut y avoir autant de transactions que l'on vou-

dra : le capital de la dette publique n'en reste pas moins purement fictif et, à partir du moment où les titres de créances deviendraient invendables, la fiction se dissiperait et on verrait que ce n'est pas un capital.

Même lorsque la créance — le titre — ne représente pas, comme c'est le cas pour la dette publique, un capital purement illusoire, la valeur-capital de ce titre est purement illusoire. Nous avons vu précédemment que le crédit donne naissance à du capital associé. Les titres tiennent lieu de titres de propriété représentant ce capital. Les actions de sociétés de chemins de fer, de charbonnages, de compagnies de navigation, etc., représentent un capital réel : celui qui a été investi et qui fonctionne dans ces entreprises, ou encore la somme d'argent avancée par les actionnaires pour être dépensée comme capital dans ces entreprises. Notons en passant qu'il n'est nullement exclu qu'elles représentent une simple escroquerie. Quoi qu'il en soit, ce capital n'existe pas deux fois, une fois comme valeur-capital des titres de propriété, des actions, la seconde en tant que capital investi réellement ou à investir dans ces entreprises. Il n'existe que sous cette dernière forme, et l'action n'est qu'un titre de propriété ouvrant droit, au prorata de la participation, à la plus-value que ce capital va permettre de réaliser. Que A vende son titre à B et B à C, ces transactions ne changent rien à la nature des choses. A ou B ont alors converti leur titre en capital, mais C a converti son capital en un simple titre de propriété ouvrant droit à la plus-value qu'on espère du capital par actions.

Le mouvement autonome de la valeur de ces titres de propriété — pas seulement des bons d'Etat, des actions aussi — renforce l'illusion qu'ils constituent un véritable capital à côté du capital qu'ils représentent ou du droit qu'ils peuvent établir. Ils se transforment en marchandises dont le prix varie et est fixé selon des lois propres. Leur valeur de marché est déterminée autrement que leur valeur nominale, sans que se soit modifiée la valeur (sinon la mise en valeur) du capital réel. D'abord, leur valeur de marché oscille avec le montant des sommes auxquelles ils donnent droit et les garanties qu'ils offrent. Si la valeur nominale d'une action, c'est-à-dire la somme

engagée que l'action représente à l'origine, est de 100 l. st., et si l'affaire vient à rapporter 10 % au lieu du 5, la valeur de marché de l'action s'élève, toutes choses égales d'ailleurs, pour un taux d'intérêt de 5 %, à 200 l. st. ; car, capitalisée à 5 %, elle représente désormais un capital fictif de 200 l. st. Quiconque l'achète 200 l. st. touchera un revenu de 5 % sur cette mise de fonds. C'est l'inverse qui se produit si le rendement de l'entreprise diminue. La valeur de marché de ces titres est en partie une valeur spéculative, car ce n'est pas le revenu réel de l'entreprise, mais celui qu'on en attend, calculé par anticipation, qui a servi à la déterminer » (9).

La division de la dette en titres de plusieurs catégories remboursables à court, moyen ou long terme accentue le caractère frauduleux de cette opération. L'Etat, en jouant sur la durée diverse des titres émis, peut verser les intérêts et rembourser les bons venus à échéance grâce au lancement sur le marché de nouveaux titres.

L'utilisation croissante aux Etats-Unis des titres à court terme (moins d'un an) (10) illustre à la fois la méfiance des détenteurs de titres et leur peu d'enthousiasme à acheter des bons à long terme, ainsi que le poids considérable de la dette publique et les « problèmes de liquidités » posés à l'Etat. Mais ce caractère fictif des titres de la dette publique doit être aussi étendu aux autres titres, comme les actions.

(9) *Le Capital*, livre III, tome II, Editions sociales, pp. 127 à 129.

(10) Des prêts à court terme sont en principe des prêts à un ou deux ans d'échéance ; à moyen terme, de deux à cinq ans ; à long terme, au-delà.

TABLEAU II. — LA DUREE MOYENNE DES TITRES DE LA DETTE PUBLIQUE A EVOLUE COMME SUIV :

1946	9 ans 1 mois
1950	8 ans 2 mois
1955	5 ans 10 mois
1960	4 ans 4 mois
1965	5 ans 4 mois
1966	4 ans 11 mois
1967	4 ans 7 mois
1968	4 ans 2 mois
1969	4 ans 0 mois
1970	3 ans 8 mois

A l'endettement public finançant les dépenses parasites de l'Etat correspond un gigantesque endettement privé.

D'abord l'endettement des entreprises, stimulé par les commandes de l'Etat, et donc par l'espérance de la spéculation en un profit possible. La décennie des années 60, qui va connaître un bond des dépenses d'armements, ces « *piqûres d'adrénaline* », comme les appelle Magdoff, va aussi, et corrélativement, connaître un gonflement de l'endettement privé. Profitant, dès 1962, de la reprise des commandes militaires de l'Etat et des dépenses spatiales, les entreprises empruntent et investissent. La « *prospérité* » des années 60 n'a pas d'autre origine que le coup de fouet des commandes militaires qui autorisent une expansion du crédit sous ses formes les plus « *sophistiquées* », donc les plus fragiles.

En 1970, la dette privée aux Etats-Unis atteignait la somme de 1.512 milliards de dollars ; la dette des entreprises comptait pour 60 % de ce total.

En additionnant l'endettement privé et public on atteint le chiffre de 2.100 milliards de dollars. En 1969, le P.N.B. des 22 pays de l'O.C.D.E. (Etats-Unis compris) n'atteignait que 1.870 milliards de dollars ! Il suffirait de presque rien, une étincelle, pour que la panique balaie l'édifice, pour qu'une crise bien plus ample que celle de 1929 déclenche le chaos.

Non seulement, l'endettement de l'Etat et des entreprises est énorme, mais celui des travailleurs, paysans, « *consommateurs* » est aussi colossal.

Par le canal du crédit à la consommation, au logement,

« c'est pour une valeur égale à l'ensemble de leurs revenus d'une année que les salariés et les fonctionnaires ayant du travail et capables de présenter des fiches de paie se trouvent endettés, le moindre développement du chômage, et c'est la catastrophe, non seulement pour eux, mais aussi pour le système bancaire qui a escompté leurs traites » (11).

(11) *Informations ouvrières*, n° 438, 25 juin 1969 : « *Crise monétaire et lutte de classes* ».

TABLEAU III. — DETTE PUBLIQUE ET PRIVEE AUX ETATS-UNIS
(milliards de dollars)

ANNÉE	TOTAL	DETTE PUBLIQUE	TOTAL	DETTE PRIVEE	
				des entreprises	des particuliers
1966	1.517	464	1.053	606	446
1967	1.635	491	1.144	663	480
1968	1.795	521	1.273	753	520
1969	1.962	548	1.414	858	556
1970	2.100	588	1.512	929	582

Jusqu'où ira l'échafaudage de crédit toujours plus fragile sur lequel l'économie américaine s'appuie ?

La revue *Fortune*, de juin 1971, nous donne un autre exemple quand elle calcule que, en 1970, 106 des 500 premières entreprises américaines ont un taux d'endettement à long terme supérieur à 40 % (le taux ici calculé correspond au rapport

$$\frac{\text{dettes à long terme}}{\text{capital de l'entreprise}}$$

En 1960, seulement 24 entreprises possédaient un taux si élevé. Une semblable situation s'explique par la spéculation sur un profit non encore réalisé, que les commandes d'armement garantissent en offrant la perspective d'un marché « illimité ».

Or l'économie d'armement a ses limites. Il serait faux d'y voir une

sorte de quatrième dimension du marché mondial, échappant aux contradictions inhérentes au système fondé sur la propriété privée des moyens de production. L'économie d'armement, à l'époque de l'impérialisme, à l'époque où les débouchés sont considérablement rétrécis, assure la régulation de la production, elle réduit pour un temps l'ampleur des crises, en offrant « un champ privilégié » d'accumulation du capital, mais elle ne peut résoudre la contradiction entre les capacités de production et les possibilités d'écoulement ; elle aboutit, au contraire, à l'aggraver.

La tendance à la surproduction n'est pas supprimée par l'économie d'armement, elle est provisoirement contenue ou camouflée pour apparaître encore plus brutalement par la suite.

L'INFLATION ET LES LIMITES DE L'ÉCONOMIE D'ARMEMENT

« Ceux qui passent des contrats avec le département de la Défense ont toujours su que leur industrie comportait d'énormes incertitudes. Même si l'industrie militaire se développait à un taux assez constant, cela ne se traduirait pas obligatoirement par une certitude ou une perspective opti-

miste au niveau des agents individuels. Le simple fait d'obtenir des contrats est un processus peu sûr ; *North American Rockwell* a dépensé 25 millions de dollars sur le F.15, le nouvel avion de combat à ailes fixes de l'U.S. Air Force, simplement pour "piquer le boulot" à McDonnell Douglas.

Une grande partie de la production de cette industrie consiste en nouvelles armes, non rentables économiquement, fantastiquement complexes et dispendieuses, et qui posent des problèmes tout simplement imprévisibles. Ainsi le contrat, dans le domaine spatial et militaire, beaucoup plus que dans le domaine des biens d'équipements civils, est l'archétype de l'opération "festin ou famine".

Les incertitudes auxquelles est confrontée aujourd'hui l'industrie sont telles que l'on peut à peine prévoir une expansion quelconque, encore moins le maintien d'un taux constant de croissance pendant les années 70. Parmi les plus importantes de ces incertitudes, l'une est constituée par une toute nouvelle série d'attitudes antimilitaristes, dont certaines ont un fondement tout à fait rationnel, d'autres étant largement d'ordre émotionnel. La source de ces nouvelles attitudes n'est pas parfaitement claire, mais il semble bien que cela repose sur quelque chose de plus que l'impopularité de la guerre du Vietnam. Il se peut que l'éducation européenne de masse ait créé une importante intelligentsia nouvelle, dévouée aux causes humanistes et intolérante vis-à-vis des politiques qui engendrent des souffrances humaines, et dont l'attitude a liquidé le patriotisme passé de mode. Quelle qu'en soit l'origine, le nouveau pacifisme affecte puissamment la volonté d'un grand nombre d'Américains de soutenir un énorme appareil de défense.

Une seconde incertitude est le résultat des nombreux désaccords nouveaux à propos du type d'établissement dont on a besoin dans les années 1970 et suivantes, c'est-à-dire à propos du type de menace à laquelle nous aurons à faire face. On peut faire grand cas aujourd'hui du fait que l'Union soviétique est plus puissante par rapport aux U.S.A. et plus menaçante pour les intérêts américains qu'elle ne l'a jamais été dans le passé. Mais on peut aussi arguer que la guerre froide est, ou pourrait être, dépassée, ou même que l'état de guerre en général sera bientôt démodé.

Enfin de nouvelles incertitudes résultent des méthodes ésotériques d'élaboration d'un budget militaire. Le procédé est remis en question pour l'excellente raison que personne, y compris les fabricants, l'administration, le Congrès, les intellectuels antimilitaristes, n'en est satisfait. Les critères

selon lesquels on décide si nous avons besoin de différents "biens" de défense restent peu clairs, et les normes selon lesquelles ces biens sont fournis provoquent trop souvent des profits stupéfiants ou des pertes catastrophiques. Une réorganisation de tout le processus est nécessaire, et la réorganisation elle-même risque d'affecter de façon critique la taille du marché de la défense...

Cette longue citation est extraite d'un article intitulé « *des Années de famine pour les fabricants d'armes* », le cinquième d'une série publiée dans la revue *Fortune* sous le titre général : L'ÉCONOMIE DES ETATS-UNIS A L'ÉPOQUE DE L'INCERTITUDE.

C'est bien l'incertitude qui transpire de ces réflexions d'un journaliste bourgeois au service des « *maîtres de nos maîtres* », ceux qui règnent à Wall Street, à la Maison-Blanche et au Pentagone. Incertitudes quant aux possibilités de mettre en œuvre la politique autoritaire, signifiant le passage à un stade supérieur dans l'économie d'armement. Incertitudes quant aux rythmes de radicalisation de la classe ouvrière américaine, puisque c'est de ça qu'il s'agit en définitive sous les expressions rassurantes d'« *attitudes antiguerre* », de « *causes humanistes* », de « *nouveau pacifisme* »...

Les « *marchands de canons* », mais aussi tous les capitalistes directement intéressés s'inquiètent. Les commandes militaires ne progressent plus assez vite. Ils étaient pourtant habitués, depuis la dernière guerre impérialiste, à des « *gestes* » chaque fois plus généreux de l'Etat. 30 milliards de dollars en supplément, du budget 1965 au budget 1968, c'était

trop beau ! Décidément les marchands de canons seraient-ils des rêveurs qui ignorent l'inflation, le chômage, la baisse de la production, la chute des profits ? Non, ce n'est pas possible quand on s'appelle : *General Dynamics, Lockheed, General Electrics...* Tous les trusts sont intéressés au budget militaire de l'Etat. Le très grand nombre d'articles publiés dans la presse du capital financier américain, traitant du problème du budget de la défense et de sa trop faible progression depuis deux ans, est un exemple de la parfaite compréhension du problème par les maîtres de Wall Street, mais aussi de leurs difficultés à s'engager sur la voie de sa résolution, les mesures de Nixon n'étant qu'un pas timide dans ce sens.

Magdoff estimait à 36 % du total des biens durables produits chaque année la part réservée à l'armement en 1963. Il n'est pas étonnant de constater alors que, de 1961 à 1969, les dépenses en capital (12) des entreprises américaines soient passées de 47 milliards de dollars à 99 milliards de dollars. Jamais l'investissement, le surinvestissement n'avaient atteint ces dimensions.

On peut en juger grâce à l'évolution du taux d'utilisation de ces capacités de production excédentaire par rapport aux possibilités d'absorption de l'économie.

(12) Les dépenses en capital représentent les dépenses de construction (d'entreprises, d'unités de production) et les achats de biens d'équipement (moyens de production).

LECTEURS DE LA VERITE :

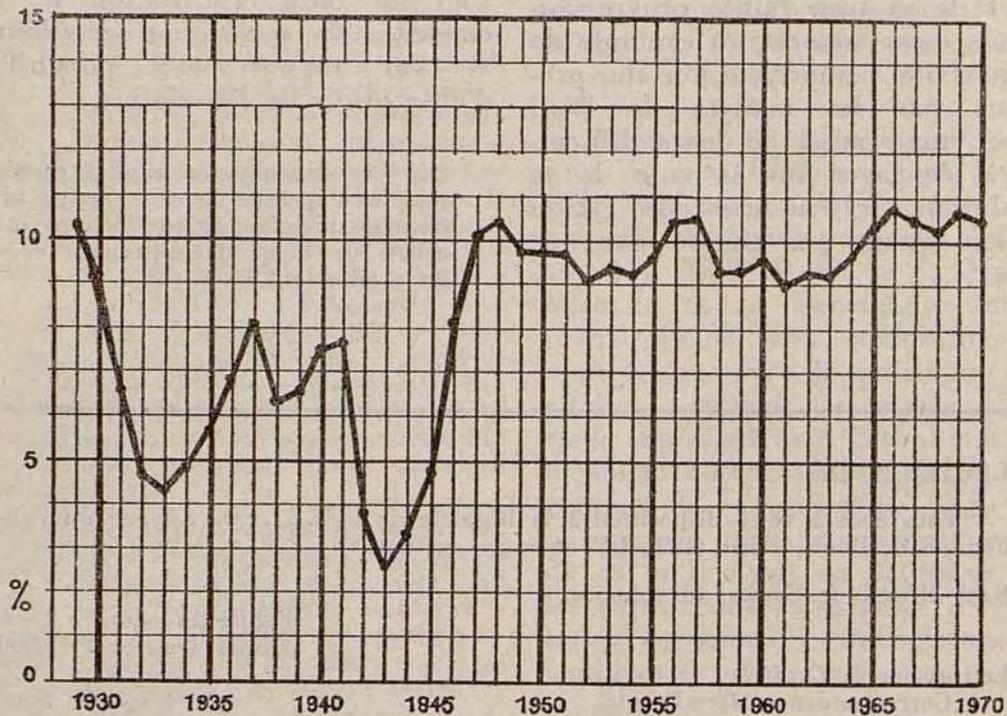
Vous avez à votre disposition à la librairie de la S.E.L.I.O., 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), les ouvrages suivants :

Karl MARX, <i>le Capital</i> (8 volumes)		
	l'unité (broché) F	16,00
	l'unité (relié) F	22,00
Lettres sur <i>le Capital</i> (Correspondance Marx-Engels)	1 vol. F	24,00
Karl MARX, Un chapitre inédit du <i>Capital</i>	1 vol. F	8,00
Robert L. HEILBRONER, <i>les Grands Economistes</i>	F	25,00
KEYNES, <i>Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie</i>	F	9,10
GALBRAITH, <i>La Crise économique de 1929</i>	F	6,10
J. RUEFF, <i>l'Age de l'inflation</i>	F	9,00
MANDEL-GUERIN, <i>Concentration économique aux U.S.A.</i>	F	20,00
Suzanne de BRUNHOFF, <i>La Monnaie chez Marx</i>	F	11,35
— <i>L'Offre de monnaie</i>	F	14,80
Karl MARX, <i>Manuscrits de 1844 (économie politique et philosophie)</i>	F	13,80
Ernest MANDEL, <i>Traité d'économie marxiste</i> (4 vol.)	le volume F	7,50
Karl MARX, <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i>	1 vol. F	16,00
Robert TRIFFIN, <i>L'or et la crise du dollar</i>	F	14,00

	MOYENNE 1957-1959	1970
Taux d'utilisation des capacités de production	81 %	76,5 %

GRAPHIQUE 1.

Dépenses en capital en % du P.N.B.
En \$ courants

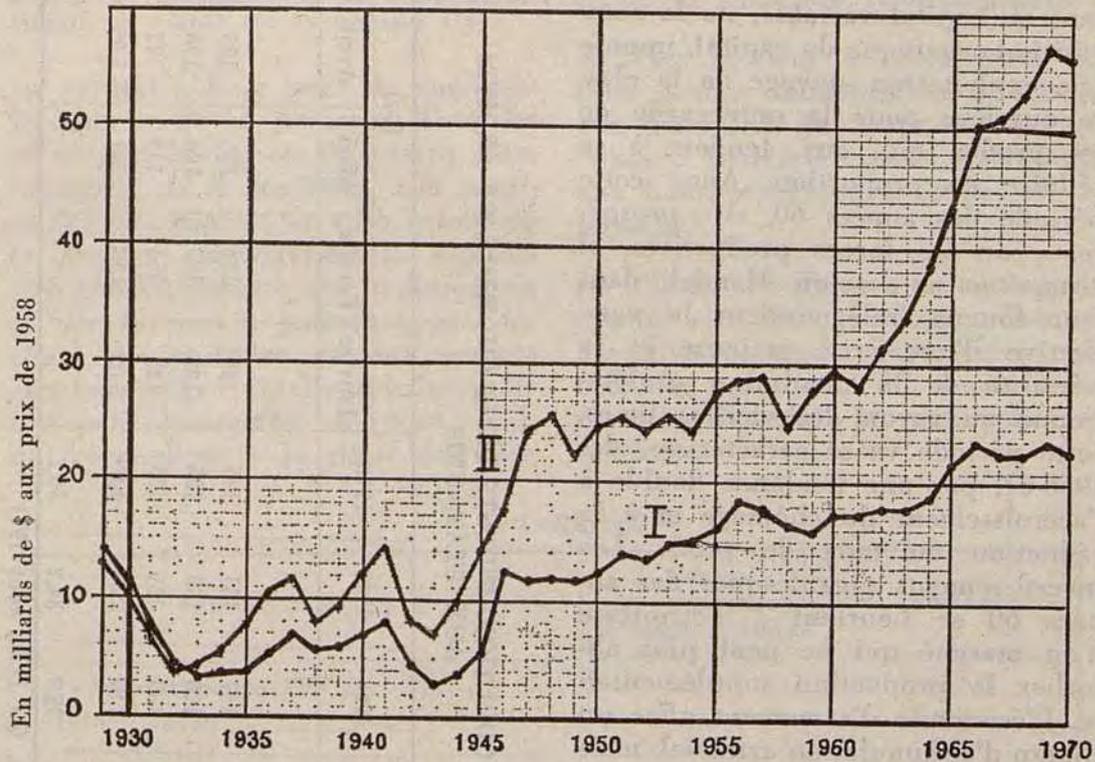


Le graphique 1, qui exprime en pourcentage du P.N.B. les dépenses en capital, illustre parfaitement la place que l'économie d'armement occupe à cette époque. Le niveau de 1929 ne sera retrouvé qu'à partir de la seconde guerre mondiale,

et surtout à partir de 1949-50. Les fluctuations que le graphique indique correspondent aux périodes « connues », c'est-à-dire à celles qui précèdent et suivent les injections de crédits militaires dans l'économie.

GRAPHIQUE 2

Dépenses en constructions (I) et équipements (II)
En \$ constants



Le graphique 2, qui montre le surinvestissement en biens d'équipement, est particulièrement explicite quant à l'évolution de l'économie américaine des années 60. C'est en effet dès 1962, après la courte récession de 1961, que la courbe des dépenses en biens d'équipement commence à grimper à une allure vertigineuse jusqu'en 1969 — au rythme des commandes d'armement. Les Etats-Unis, qui possèdent la productivité moyenne (13) la plus forte du monde, ont vu cependant, de

1962 à 1968, cette productivité s'accroître de 14 %, non seulement par le progrès technologique et l'automatisation, mais aussi par une exploitation accrue liée organiquement à ce progrès — tandis que le coût par unité de main-d'œuvre n'augmentait, pour les branches suivantes : métallurgie, construction électrique, constructions mécaniques-matériel de

(13) Rapport de la production totale au nombre d'heures de travail par travailleur, sur une année.

transport, que de 5 %, 8 %, 0 %, 9 %.

Ce mode de production capitaliste, qui tend à chaque instant à se révolutionner, du fait de l'accroissement du rapport du capital constant au capital variable, de la composition organique du capital, impose une exploitation sauvage de la classe ouvrière pour la sauvegarde de ses profits, qui, eux, tendent à se réduire en proportion. Aussi cette période des années 60, si « prospères », où les forces productives, si « impétueuses » selon Mandel, dans leur fougue, relégueraient la perspective d'une crise majeure et la nécessité de la révolution prolétarienne au rayon des vieilles lunes, cette période va se caractériser, dès 1966-67, par une tendance double à l'accroissement du chômage et à la réduction du taux de profit. Les investissements gigantesques des années 60 se heurtent à l'étroitesse d'un marché qui ne peut plus absorber la production supplémentaire. L'économie d'armement offre un champ d'accumulation artificiel, mais les lois inhérentes au mode de production capitaliste n'en sont pas pour cela abolies. La tendance à la surproduction, à la baisse des taux de profit continuent à opérer. Les perspectives de réalisation des profits diminuent, les investissements se ralentissent alors. Dès 1969, les dépenses en capital régressent, la production stagne puis décroît, le chômage s'amplifie.

Cherchant les causes de cette réduction de « l'efficience » du capital, les économistes bourgeois, les porte-plume des maîtres de Wall Street écrivent :

TABLEAU IV. — PRODUCTION INDUSTRIELLE, CHOMAGE ET PROFITS AUX ETATS-UNIS

	1971						1970	1969	1968	1967
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin				
Production industrielle indice 100 = 1963	130	128	126	125	126	127	141	151	147	144
a) Biens d'équipement	182	188	188	170	190	169	125	158	170	142
b) Automobiles	132	133	133	133	134	135	135	139	133	127
c) Total	5,03	4,85	5,0	5,09	5,22	4,09	4,09	2,83	2,82	2,98
Chômage (en millions)										
Profits après impôts (en milliards de \$)							30,7	34,2	38,3	37,8

Source : Principaux indicateurs économiques, O.C.D.E., août 1971

« CRISE MONETAIRE » ET MARCHE A LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

« Les résultats du travail, comme ceux de la gestion, peuvent être impliqués dans la réduction de l'efficacité, sous différentes formes, du capital.

Dans plusieurs récents articles, *Fortune* a suggéré l'idée que les jeunes travailleurs et les cadres de direction avaient des notions tout à fait différentes sur la discipline du travail, en réalité sur le travail » (14).

Le capital U.S. a peur de son prolétariat et de sa jeunesse. Tous les idéologues bourgeois théorisent alors la « crise de la société », « la révolte des minorités », la « libération de la femme », découvrent le « caractère révolutionnaire des homosexuels et des lumpen », pourquoi pas des chats de gouttière et des poulets aux hormones ? Quelle aubaine pour les petits-bourgeois de tout poil, qui reprochent à la classe ouvrière

son embourgeoisement, qui chargent n'importe qui de faire n'importe quelle « révolution », pourvu qu'il les dispense de construire le parti mondial de la révolution, l'Internationale ouvrière, de résoudre la crise de la direction révolutionnaire !

Et c'est la peur de déclencher les plus grands mouvements de classe aux Etats-Unis qui force aujourd'hui Nixon à tenter d'imposer sa volonté aux bourgeoisies européennes et japonaise.

Le P.N.B. des Etats-Unis se languit depuis août 1969. Le long « boom » des investissements des années précédentes exige son dû, sous forme de marchés. Mais les débouchés se raréfient.

TABLEAU V

EN MILLIARDS DE \$	VENTE DES INDUSTRIES DE BIENS DURABLES	STOCKS
Dernier trimestre 1969	31,1	63,5
1970 : Janvier	29,9	63,9
» Février	30,2	63,9
» Mars	29,7	64,2
» Avril	29,6	64,6
» Août	31,2	65,2
» Septembre	30,8	65,3
» Octobre	29,3	65,3
» Novembre	28,8	65,6
» Décembre	30,0	65,9
1971 : Janvier	30,5	65,6
» Février	31,3	65,6
» Mars	32,0	65,3
» Avril	31,7	65,3

Les statistiques de ventes et de stocks de produits industriels durables sont éloquentes et confirment la stagnation de la production américaine. Les données sont ici en dollars courants et ne tiennent pas compte de

la hausse des prix. Si on les reprenait en dollars constants, c'est-à-dire en compensant cette hausse, pour les ventes, on constaterait un

(14) *Fortune*, mai 1971.

TABLEAU VI. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

	1967	1968	1969	1970	1971					
					Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
<i>Japon :</i>										
— totale A	162	190	222	258	264	266	270	274	255	271
— de biens d'équi- pement B	190	237	282	368	404	412	423	402	369	400
— d'automobiles . C (en milliers)	114	171	218	264	252	299	332	303	277	309
<i>France :</i>										
— totale A	121	126	142	150	153	155	157	—	153	—
— de biens d'équi- pement B	134	149	160	167	165	179	169	—	177	—
— d'automobiles . C (en milliers)	146	152	180	204	210	221	228	—	169	—
<i>Allemagne :</i>										
— totale A	114	128	144	153	161	160	160	166	156	157
— de biens d'équi- pement B	106	120	143	156	167	162	161	170	156	159
— d'automobiles . C (en milliers)	170	211	244	260	274	285	319	—	284	—
<i>Grande-Bretagne :</i>										
— totale A	113	119	123	125	126	123	122	—	126	—
— de biens d'équi- pement B	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— d'automobiles . C (en milliers)	29	34	32	31	39	33	28	—	39	—

écart croissant entre le mouvement décroissant des ventes et le mouvement croissant des stocks. On comprend alors ce qui étonne tant les plumitifs bourgeois, la réduction des investissements de biens en capital et l'accroissement du chômage et la baisse des profits.

Les répercussions sur le commerce mondial ne pouvaient tarder à se révéler. Même si la situation des autres capitalismes européens et japonais n'atteignait pas encore celle de l'économie américaine, l'impérialisme le plus puissant pèse très lourd sur le marché mondial. Il est cependant évident que, depuis quelques mois, la tendance à la baisse de la production industrielle se dessine très clairement, même ailleurs qu'aux Etats-Unis (voir tableau VI, en page précédente).

Stimulé par le « boom » des investissements et la débauche de crédit qui le supportait, le commerce mondial s'était développé dans les années 60.

« Au cours des deux périodes 61-62 et 68-69, le taux moyen de croissance de la production mondiale a été de l'ordre de 5 %, mais, alors que le volume du commerce mondial s'était accru pendant la première période au taux annuel moyen de 5 %, il

avait augmenté d'environ 11 % au cours de la seconde. »

C'est ce qu'on peut lire dans le rapport annuel de 1970 du G.A.T.T., *le Commerce international en 1969*, qui précise par ailleurs :

« En 1969, les exportations mondiales se sont accrues de près de 14 % en valeur, c'est-à-dire plus que n'importe quelle autre année depuis la flambée des prix à l'époque de la guerre de Corée. Le commerce mondial s'est donc accru, pendant une période ininterrompue de onze ans, à un taux annuel moyen d'environ 8,75 %. Etant donné qu'en volume il s'est également accru à un taux annuel moyen de plus de 8 %, alors que la production mondiale de biens n'a augmenté que de 5 % par an, on se trouve en présence d'une période d'intensification des échanges sans précédent. »

Les importations des pays industriels, qui ont augmenté au rythme de 9,4 % de 1958 à 1968, se sont accrues de 12,5 % en 1969. La même année, le commerce entre les pays industrialisés s'est accru de 17,5 % et a présenté pour la première fois plus de la moitié des exportations mondiales.

Mais, à partir de 1969, le rythme de croissance du commerce international va se ralentir, masqué par la persistance de l'inflation (la hausse des prix internationaux aura été en moyenne de 5,5 % pour 1970).

EVOLUTION RECENTE DU COMMERCE POUR LA ZONE DE L'O.C.D.E.
(EN VOLUME)

	1969	1970	1971 (1 ^{er} semestre)
Importations	12,6 %	8,7 %	7 %
Exportations	11,7 %	9,2 %	7,25 %

« CRISE MONETAIRE » ET MARCHE A LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

Dès 1969 le mouvement de ralentissement commençait aux Etats-Unis puisque les importations n'augmentaient plus qu'à un taux de 4,5 %, contre un taux moyen de 9,6 % sur la période 1958-68.

« En 1969, la valeur du commerce mondial des produits primaires et des métaux a augmenté de 10 % et atteint 116 milliards de dollars, et le commerce des produits manufacturés, non compris les métaux, a augmenté de 16,5 % et atteint 151 milliards de dollars. Pour les deux groupes de produits, ces taux de croissance ont été encore plus élevés qu'en 1968, mais le trait le plus frappant du commerce international en 1969 est que l'accélération a été plus forte pour les produits primaires et les métaux que pour les produits manufacturés.

Si l'on met à part les combustibles et carburants, pour lesquels on ne dispose que d'estimations très approximatives, l'accroissement de la valeur du commerce des produits primaires et des métaux s'est chif-

fré à 11 % en 1969 et a ainsi rejoint le taux exceptionnellement élevé qui avait été enregistré en 1964 dans des conditions analogues de haute conjoncture industrielle. En 1968, l'accroissement de la valeur du commerce était entièrement imputable à l'accroissement du volume, mais en 1969 il a été dû pour une part à des hausses de prix. Les prix ont commencé à monter durant le dernier trimestre de 1968 et ils ont poursuivi leur hausse pendant toute l'année 1969. Si l'on tient compte de ce mouvement, il apparaît qu'en 1969 le taux de croissance du quantum a connu un certain ralentissement » (15).

Tandis que déjà l'engorgement des produits manufacturés se manifestait, que la vente de ces produits se ralentissait, la demande en matières premières primaires continuait à augmenter. Et, au plus fort de la période de surinvestissement, on voyait les prix des matières premières s'élever.

INDICE : BASE 100 EN 1963

	1967	1968	1969	1970	1971 (1 ^{er} semestre)
Prix des matières premières	104,8	106,5	113,6	117,7	119,1
Prix des produits manufacturés	106,7	109,8	113,7	117,8	120,2

Une fois déclenché le ralentissement de la production, les prix des matières premières vont décroître plus

rapidement que ceux des produits manufacturés, la demande en matières premières baissera la première.

INFLATION ET CRISES MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES

L'inflation, aspect monétaire et financier de la crise permanente de l'impérialisme, a son origine dans le fonctionnement du mode de production capitaliste au stade de

son agonie, au stade où les forces productives se heurtent aux rapports étriqués de la propriété pri-

(15) Rapport annuel du G.A.T.T. : le Commerce international en 1969.

vée des moyens de production et des frontières des Etats nationaux. Pour comprendre aujourd'hui les fondements du système monétaire international, il faut d'abord préciser quel type de monnaie est en circulation dans les différents pays, et quels rapports s'établissent entre elles et l'équivalent général, la monnaie universelle : l'or, dont, ne l'oublions pas, le rôle fondamental provient de ce que, avant d'être monnaie, il est marchandise, a une valeur d'échange mesurée par la quantité de travail socialement nécessaire à sa production.

Le franc a été fixé en 1959 par rapport à l'or sur la base de un franc = 0,16 g d'or. Le billet de 100 francs est donc depuis cette date, jusqu'à la dévaluation de 1969, le signe de 16 g d'or, le cours étant établi par l'Etat. De plus ce billet est inconvertible, c'est-à-dire que la Banque de France ne l'échange pas contre de l'or au taux indiqué ; il est donc un signe de crédit sur la Banque de France.

Marx a peu étudié la monnaie de papier inconvertible par rapport à la monnaie métallique. Cependant, ce qu'il en dit nous renseigne suffisamment parce que l'explication qu'il donne de la monnaie, et plus précisément du caractère de la monnaie spécifique au système capitaliste, c'est-à-dire la monnaie de crédit (16), est entièrement déterminé par l'analyse du mode de production capitaliste et des tendances de son évolution.

« La quantité des billets est donc déterminée par la quantité de monnaie d'or qu'ils représentent dans la circulation, et,

comme ils ne sont des signes de valeur que dans la mesure où ils la représentent, leur valeur est déterminée simplement par leur quantité. Alors donc que la quantité d'or en circulation dépend des prix des marchandises (le prix "de par son concept général n'est d'abord que la valeur sous forme argent"), la valeur des billets en circulation dépend, elle, au contraire, exclusivement de leur propre quantité » (17).

Une première constatation s'impose, la monnaie à cours forcé implique l'action coercitive de l'Etat. La monnaie à cours forcé inconvertible exprime alors l'intervention croissante de l'Etat dans l'économie pour la défense des rapports de production bourgeois, et en concentre aujourd'hui toutes les contradictions.

De même, peut-on dire, les rapports entre les différentes monnaies nationales sont déterminés, en dernière analyse, par les rapports de force entre les diverses bourgeoisies. Le système des parités fixes établi après la première guerre mondiale, puis après la seconde, exprime, lui, la puissance de l'impérialisme américain dont la monnaie s'impose alors comme étalon, à côté de l'or, ou se substituant à lui dans les réserves des banques d'émission. L'actuelle remise en cause du système des parités fixes est le signe des risques que les diverses bourgeoisies sont prêtes à prendre pour préserver leurs propres intérêts.

(16) C'est-à-dire une monnaie constituée par des pièces ou morceaux de papier qui n'ont pas de valeur propre, mais sont le signe d'une certaine valeur, d'une certaine quantité d'or.

(17) Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions sociales, p. 86.

Si, en définitive, « *la valeur des billets en circulation dépend exclusivement de leur propre quantité* », la hausse des prix, lorsque ceux-ci sont exprimés en monnaie à cours forcé inconvertible, reflète l'antagonisme croissant entre la masse de capital argent accumulé, y compris par la spéculation, et les besoins de la circulation. Besoins qui sont déterminés par les capacités d'absorption du marché.

La production d'armement est une production parasitaire de moyens de destruction, transformant sur une échelle croissante les forces productives de l'humanité, que le mode de production capitaliste ne peut plus contenir, en forces destructives, développée par le capitalisme à l'agonie pour pallier sa tendance constante à la surproduction. Le marché parasitaire des armements, où les Etats impérialistes sont les seuls acheteurs, sont financés par la création, par ces Etats, de capitaux fictifs en quantité croissante ; la manipulation de ces capitaux, les mille et une techniques de création de cette monnaie de singe, c'est en cela que consistent les « *techniques keynésiennes* », les « *techniques anticycliques* », tant louées par les petits-bourgeois béant d'admiration devant les miracles du « *néo-capitalisme* » ou « *capitalisme monopoliste d'Etat* » et sa « *croissance impétueuse des forces productives* ». Mais la monnaie de singe n'en reste pas moins de la monnaie de singe, les diverses « *techniques anticycliques* » aboutissent toutes à une augmentation de la masse de monnaie de papier bien au-delà des échanges à réaliser ef-

fectivement sur le marché, en moyens de consommation et de moyens de production — donc à la baisse de la valeur de la monnaie, à la hausse des prix. Le développement de la production d'armements est la source de l'inflation générale, de la hausse générale des prix qui mine l'économie capitaliste mondiale, comme elle l'est, nous le verrons plus loin, des déséquilibres des balances de paiement qui ont abouti à la crise monétaire.

Voir dans l'inflation le produit du capitalisme des monopoles pris en soi, en omettant toute référence à l'intervention de l'Etat pour créer le marché parasitaire de l'économie d'armement, comme le font, par exemple, les rédacteurs de la revue pabliste *Critique de l'économie politique*, c'est se condamner à ne rien comprendre à notre époque.

En d'autres termes, comme l'écrit Stéphane Just :

« Le capitalisme au stade de l'impérialisme voit ses possibilités d'extension générale se restreindre à l'échelle mondiale, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays capitalistes dominants, une fois que le partage du monde est achevé. La monopolisation, la formation du capital financier, forme extrême de la concentration du capital, fossilisent, ossifient le capitalisme, lui font perdre sa souplesse antérieure, qui, au prix des crises de surproduction détruisant des masses de forces productives, permettaient le redémarrage du cycle, par la hausse, suivant la chute, du taux de profit et un nouvel équilibre dynamique entre les différents secteurs de la production. L'Etat, de tout temps, joua un rôle important dans la formation et le développement capitalistes : un rôle à la fois politique et économique. Sa fonction économique avec la formation des monopoles et du capitalisme financier s'accroît jusqu'à devenir décisive, mais parasitaire : le militarisme devient un fac-

teur indispensable et majeur du fonctionnement d'ensemble de l'économie capitaliste » (18).

La croissance de la production, la « prospérité » des années 50 et 60 reposent intégralement sur les colossales dépenses d'armement, au premier rang celles de l'État américain. Dans une économie qui survit grâce à la production de moyens de destruction, comment peut-on parler de croissance des forces productives ? Alors, c'est dans les périodes de guerre que les forces productives connaissent leur plus grand essor, quand les usines fonctionnent jour et nuit à 100 % dans le seul but de produire ce que la boucherie impérialiste réclame ?

L'impérialisme, c'est l'époque où les forces productives se transforment en forces destructives, c'est l'époque des guerres et des révolutions. Ne pas comprendre que, depuis la première guerre mondiale, l'impérialisme comme un tout n'a d'autre moteur que les dépenses nécessaires d'armement conduit E. Mandel à expliquer que les forces productives croissent tant que l'économie se trouve dans « un long cycle d'expansion » (19) qui vient de s'achever, auquel succède un « long cycle à croissance beaucoup plus lente ». Que feront-elles ? Il nous le dira une autre fois. De longs cycles en longs cycles, de néo-capitalisme en néo-néo-capitalisme, il s'agit seulement d'ouvrir à celui-ci un avenir quelconque autre que la barbarie pour pouvoir nier que nous sommes à l'époque de l'imminence de la révolution.

Le gonflement des crédits consécutifs à l'accélération des commandes militaires au cours des années 60 pour financer l'économie d'armements a abouti à la création sans cesse accrue de capitaux fictifs qui, la réduction des débouchés et des profits aidant, ne trouvent plus à fructifier dans la sphère de production. L'État bourgeois est à l'origine de cette inflation de crédits et l'entretient par sa politique de manipulation des taux d'escompte et d'intérêt. Inflation de crédits et inflation monétaire nourrissent la hausse des prix. Le gonflement de la masse monétaire due à la politique parasitaire de l'État bourgeois — principalement au fait que les commandes militaires sont financées par le déficit budgétaire, l'emprunt et la planche à billets — au travers même de l'inflation de crédits, excède largement les capacités d'utilisation de la circulation. Tout le processus de dépréciation de la monnaie se retrouve là. On comprend pourquoi la « crise du dollar » n'est pas une crise monétaire, mais bien l'un des prodromes de la crise économique : les États-Unis doivent à tout prix trouver des débouchés aux biens de production.

Inflation monétaire et inflation de crédits contribuent à la hausse des prix. Soit directement par la politique de l'État — hausse des tarifs, politique de soutien des prix, protectionnisme... — soit indirectement

(18) O. c., pp. 36-37.

(19) Cahier rouge, n° 10 : la Crise du dollar.

par les anticipations des monopoles et lorsque les capitalistes industriels, pour préserver leurs profits, grignotés par la hausse des taux d'intérêts, augmentent leurs prix.

L'inflation de crédits, l'inflation monétaire se sont propagées à l'échelle mondiale en suivant le déséquilibre de la balance des paiements américains, amplifiées par le système dit des eurodollars, lorsque les dollars sont conservés en compte et servent de point de départ à une chaîne de crédits, cependant que le jeu des parités fixes contribue à la création de monnaies nationales, lorsque les dollars sont échangés dans les banques centrales contre la monnaie nationale.

Fondamentalement, répétons-le, c'est dans le financement de l'économie d'armement, dans le gigantesque gonflement du crédit au cours des années 60, crédits publics et privés, dans l'accumulation de capitaux fictifs, renforçant le surinvestissement et précipitant la tendance à la surproduction, que résident les causes de l'inflation mondiale, qui s'exprime par la fuite en avant du capital dans la hausse des prix. Celle-ci, qui a débuté aux Etats-Unis dès 1966-67, alors de 2,8 % par an, n'a cessé de s'amplifier depuis. La politique de soutien du profit des divers Etats bourgeois contribue au gonflement de la masse monétaire au-delà du volume nécessaire au marché, par l'accroissement des dépenses de ces Etats, dépenses financées par l'impôt, par l'emprunt, par la « planche à billets », par l'ai-

de directe de l'Etat bourgeois au maintien des profits de secteurs entiers de l'économie. L'Etat est omniprésent à l'époque de l'impérialisme. Seule sa force coercitive permet le cours forcé de la monnaie malgré sa dépréciation, seule sa force coercitive assure la survie d'entreprises et de secteurs non rentables. Dans le phénomène de l'inflation, le rôle de l'Etat bourgeois s'affirme, qui consiste à maintenir en place un système de production condamné, un système failli. Les dépenses militaires expriment au plus haut point ce parasitisme ; mais il s'affirme dans tous les secteurs de l'économie. Prenons, par exemple, le budget de l'agriculture et la politique dite de « soutien des prix ». Qu'en est-il en réalité, sinon la prise en charge par l'Etat de la destruction des productions excédentaires par un système de subventions ? Dans ce cas, l'Etat finance directement la destruction de moyens de consommation, dans d'autres, il encourage l'arrêt de la production, l'abandon des terres, l'arrachage des plantations...

Une part croissante de la production est ainsi financée par l'Etat, pour être vouée à la destruction. Cette part atteint près de 18 % dans un pays comme la France (voir tableau VII).

Mais c'est aux Etats-Unis, au cœur de l'impérialisme le plus puissant, que se concentrent l'ensemble des contradictions de l'impérialisme mondial, qui les place dans une situation de plus en plus insoutenable.

TABLEAU VII. — DEPENSES PUBLIQUES DIRECTES
EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE DANS CERTAINS PAYS

Pays	Dépenses totales				Dont : pour le soutien des prix et des revenus		
	1960 (ou 1960/61)		1968 (ou 1968/69)		1960 (ou 1960/61)		1968 (ou 1968/69)
	En pourcentage de la valeur de la production		En pourcentage de la valeur de la production		En pourcentage de la valeur de la production		En pourcentage de la valeur de la production
							Augmentation annuelle aux prix courants % par an
États-Unis ¹	9,2	12,9	8,0	6,5	10,4	9,9	
Suède	9,8	13,0	8,1	5,1	4,3	2,1	
Danemark	6,7 ²	13,0	14,4	4,4 ²	9,2	15,7	
Royaume-Uni	19,6	15,7	0,8	17,5	13,4	0,0	
Irlande	12,3 ³	20,2	15,7	5,1 ³	12,8	26,0	
Autriche ⁴	10,0	13,3	7,8	8,4	10,0	6,2	
Suisse ⁴	9,5	19,8	12,5	8,7	14,7	11,0	
Pays-Bas	10,7	10,3	6,0	6,2	2,8 ⁵	-3,5	
France ⁶	8,1	18,3	17,9	2,2	9,2 ⁸	27,0	
Allemagne ⁷	10,0	17,7	9,0 ⁸	..	
Japon	..	18,0	19,6	2,0	7,0	30,0	

1. Budget fédéral seulement.

2. 1961-62.

3. 1963-64.

4. Budget fédéral seulement, non compris la sécurité sociale.

5. Dépenses nettes (y compris les transactions avec le FEOGA).

6. Non compris les aides de la sécurité sociale.

7. Y compris les budgets des Länder, non compris la sécurité sociale.

8. Dépenses brutes (non compris les transactions avec le FEOGA).

Sources : Publications nationales diverses. Les chiffres incluent autant que possible les dépenses administratives de l'Administration centrale. L'établissement de ce tableau a posé divers problèmes de comparabilité de sorte que les chiffres ne doivent être interprétés qu'avec prudence.

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE AUX ÉTATS-UNIS : PRODROMES DE CRISE

Les Etats-Unis, qui supportent, par leur place d'impérialisme le plus puissant, l'ensemble des contradictions de l'impérialisme mondial, donnent l'image la plus complète et la plus claire d'un mode de production incapable de développer les forces productives de l'humanité et envahi par un parasitisme gigantesque et rapidement croissant.

Nous avons déjà vu comment les crédits d'armement de la période 1965-68 ont provoqué une croissance démesurée des investissements en biens d'équipement (y compris les armements), ainsi qu'un endettement croissant destiné à financer l'équipement des entreprises lié, pour l'essentiel, à l'économie d'armement. Une telle tendance exigeait l'ouverture de nouveaux débouchés, qui ne pouvait être que l'économie de guerre (qui réglait la question de la surproduction) ou l'ouverture des marchés ayant échappé au contrôle direct de l'impérialisme (U.R.S.S., Chine) ; à l'une et à l'autre de ces solutions, il y a toutefois un préalable actuellement irréalisable, l'écrasement du prolétariat des pays capitalistes avancés.

Le fait que, à partir de 1969, le P.N.B. par tête d'habitant décroît aux Etats-Unis, que la production industrielle entame une longue étape de marasme, qui risque de déclencher une crise grave au sein même de la société américaine, va déterminer la politique de Wash-

ington. Mais cette politique, fondamentalement, ne peut que demeurer dans les limites que les rapports de forces entre les classes à l'échelle internationale lui imposent.

Par la politique du taux d'escompte, qui de 4,5 % passe à 6 % entre 1967 et 1969, la hausse des taux des bons du Trésor à trois mois (de 4,99 % à 8,10 %), le gouvernement américain impulse la hausse des taux d'intérêt à court terme, qui contribue au retour des capitaux flottants vers les Etats-Unis (20). Le capital financier trouve dans ces taux élevés le profit que la phère de la production ne lui offre plus. Et l'Etat détourne ainsi à son

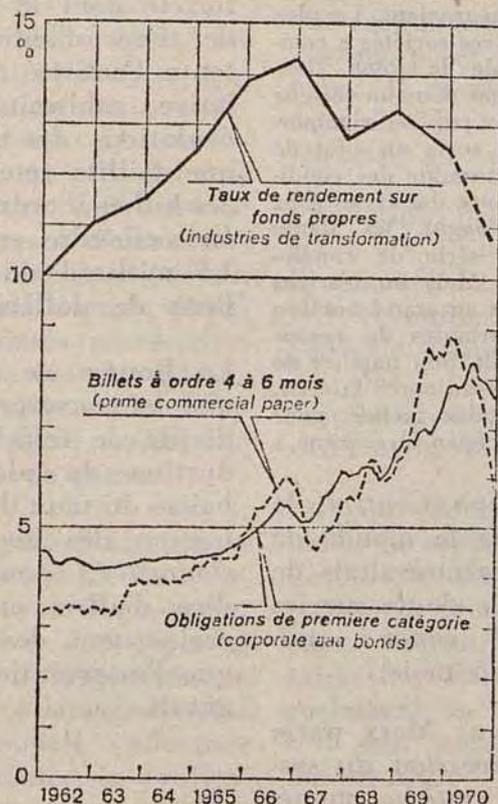
(20) Une banque peut échanger les traites qu'elle détient auprès de la banque centrale, diminuées d'un certain pourcentage de leur valeur : ce pourcentage constitue le taux d'escompte. Il est fixé par l'Etat, et est inférieur au taux d'intérêt des banques. Lorsque l'Etat augmente le taux d'escompte, le taux d'intérêt s'élève (le bénéfice des banques réside dans la différence entre les deux taux). Avec des taux d'intérêt de l'ordre de 8,5 %, actuellement, en France, il est plus rentable, pour les capitaux, de se consacrer, à court ou moyen terme, à des placements spéculatifs que de s'investir dans des secteurs de production où les taux de profit sont le plus souvent inférieurs aux taux d'intérêt (cf. tableau VIII). (Avec les monnaies flottantes, il devient même plus rentable de spéculer à très court terme sur les variations quotidiennes du cours des changes.)

« CRISE MONETAIRE » ET MARCHE A LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

profit une fraction importante des capitaux spéculatifs. Or il y a de profonds antagonismes en jeu dans une telle politique. La hausse des taux d'intérêt dans une période de baisse de la production, des profits, réduit encore la part du profit industriel. Les entreprises se trouvent alors confrontées « à un problème de liquidités », c'est-à-dire : comment régler leurs échéances sur les dettes à moyen et long terme,

dont on a vu l'importance croissante en proportion du capital des entreprises ? Pour différer le « problème de liquidités », il n'y a qu'une solution : emprunter à court terme pour rembourser les dettes à long et moyen terme. Le capital financier s'oppose au capital industriel et le domine — ce qui accroît considérablement la masse de capitaux fictifs en circulation.

TABLEAU VIII. — L'EVOLUTION DU RENDEMENT DES CAPITAUX ET DES TAUX D'INTERET SUR LE MARCHE AMERICAIN DEPUIS HUIT ANS



Les deux courbes ci-dessus, établies par la *First National City Bank* de New York, donnent une idée plus concrète des contradictions explo-

sives de l'économie des Etats-Unis, contradictions qui peuvent un jour ou l'autre dégénérer en mouvement de panique. C'est ainsi qu'en mai

1970, il s'en fallut de peu que n'éclate avec violence une crise financière.

Voici en quels termes *Fortune* a analysé le déroulement de la crise de mai 1970, qui provoqua une chute du cours des principales actions à la Bourse de Wall Street :

« Les symptômes de la panique financière ont été nombreux. Les dividendes ont été réduits. Dans l'effort général pour obtenir des liquidités, les entreprises ont payé des taux d'intérêt extrêmement élevés, ont dû accepter des prêts à court terme, alors qu'en réalité ils avaient besoin de financements à long terme, et ont signé des reconnaissances de dette qui ont réduit leur fonds de roulement, les profits distribués et les possibilités futures de financement. La plus dangereuse période pour ces sociétés a commencé par la faillite de la *Penn Central* (21), qui fit des ravages dans un secteur du marché du crédit, les papiers commerciaux, et eut en quelque sorte un effet de château de cartes sur l'ensemble des conditions de crédit. L'importance des crises chez *Lockheed*, *Ling-Temco-Vought*, les lignes aériennes et toute une série de conglomerats est bien connue. Mais on n'a pas accordé autant d'attention au grand nombre de victimes moins importantes du resserrement des crédits. En fait, bon nombre de sociétés luttent encore, un an après la crise, et après des mois de gains faciles, pour retrouver une situation financière saine. »

La faillite de la *Penn Central*, le 21 juin 1970, ébranla le monde de la finance. Les mauvais résultats de l'entreprise jetèrent le doute sur les « *prime commercial paper* » (billets à ordre de 4 à 6 mois).

C'est dans ce sens que Marx parle de la « brusque conversion du système de crédit en système monétaire » (22) ; chaque détenteur de titres, d'actions, de lettres de change veut alors s'en défaire et tenter d'obtenir l'équivalent monétaire qu'ils sont censés représenter. Mais ces

titres ne sont que du capital fictif.

« Tous ces effets ne représentent pas autre chose que l'accumulation de droits, de titres juridiques sur une production à venir dont la valeur argent, ou la valeur capital, tantôt ne représente pas de capital du tout (dette publique), tantôt est régie par des lois indépendantes de la valeur du capital réel qu'ils représentent. »

La valeur des titres, valeur spéculative sur une production à venir, s'effondre.

A la même époque, la société I.O.S., type même du parasitisme financier, société dont le capital est composé de titres d'autres sociétés et dont toute l'activité est purement spéculative, subissait le contrecoup des évolutions des cours et connaissait une faillite retentissante. La valeur des billets à ordre détenus par *Chrysler* s'effondra en trois semaines de 1,5 milliard de dollars à 700 millions de dollars.

La Bourse ne se relança qu'après que le gouvernement américain eut décidé de relâcher le crédit — réduction du plafond des banques, baisse du taux d'escompte — et d'annoncer des budgets plus « *expansionnistes* » pour 1971-1972, c'est-à-dire d'offrir une perspective d'accroissement des dépenses militaires que l'intervention au Cambodge augurait.

(21) La *Pennsylvania Central Company* était la cinquième entreprise des Etats-Unis d'après l'annuaire de *Fortune* de 1969.

(22) *Le Capital*, livre III, tome II, Editions sociales, p. 234.

La manipulation du taux de l'escompte faisait pression à la baisse sur les taux d'intérêt, d'autant plus que, la chute des taux de profits se poursuivant en 1970, les emprunts bancaires diminuèrent de 10,9 milliards de dollars en 1969 à 1,5 en 1970, les perspectives d'investissements rentables demeurant incertaines.

Les taux d'intérêt à court terme s'effondrèrent, tandis que les capitaux flottants se précipitèrent vers l'Europe, plus attirante de par son loyer de l'argent plus élevé.

L'économie d'armement a épuisé ses effets. De piqûre en piqûre, la drogue n'agit plus, chaque dose supplémentaire peut être fatale. Le gouvernement américain ne s'y trompe pas : le ralentissement du rythme de croissance des dépenses d'armement depuis 1969 n'est dicté que par un seul souci : au seuil atteint, l'augmentation des dépenses parasitaires de l'Etat se transforme de moteur de l'économie en facteur de dislocation de l'économie, à moins de passer à l'économie de guerre.

Or l'économie de guerre signifie la subordination de l'ensemble de l'économie à la production d'armement, la réduction massive des dépenses civiles. Le passage à l'économie de guerre, comme en Allemagne nazie après 1933, ne pouvait s'effectuer qu'une fois la résistance du prolétariat brisée.

L'économie d'armement ne suffit plus, si l'appareil de production, hypertrophié par rapport aux possibilités du marché, se paralyse, dé-

clenchant la crise monétaire, celle qui a pour sphère « la banque, la bourse et la finance », c'est-à-dire le blocage du système de crédit.

« Après trente années d'inflation, écrit P. Cortney dans le supplément économique du Monde du 9 mars 1971, les Etats-Unis se débattent entre le danger d'une inflation désordonnée et celui d'une société à régime autoritaire, étant donné que le pays n'accepterait pas un chômage étendu et prolongé pour corriger les méfaits de l'inflation passée et présente. D'autre part, le système politique actuel rend pratiquement impossible l'abolition des lois qui donnent aux syndicats ouvriers un pouvoir monopoliste exorbitant. »

Cet économiste bourgeois ne manque pas de poser les véritables problèmes... Il n'existe pas de techniques capables de redonner une nouvelle jeunesse au capitalisme.

L'inflation, produit direct de la politique de l'Etat bourgeois, fruit de l'économie d'armement, attise le vent qui précipite la crise économique générale. L'impérialisme a besoin de détruire le capital excédentaire, les marchandises surproduites, les travailleurs trop nombreux.

La peur de la crise des années 30 hante le capital financier américain. Car le prolétariat n'est pas près d'accepter la récession, le chômage, la crise. Accroître les dépenses parasitaires de l'Etat bourgeois, comme le réclament les « fabricants d'armes », qui sont aussi les premiers trusts américains :

« Ceux qui passent des contrats de défense arguent que les réductions du financement, quand elles sont nécessaires, devraient être faites graduellement, et que le Pentagone doit être d'accord sur un important programme de défense à long terme qui ne soit pas soumis aux aléas de croissance et

de réduction soudaines, sauf en cas d'urgence. Cela ne semble pas être trop demander » (*Fortune*, mai 1971),

et se résigner à l'inflation désordonnée, et en définitive à la crise économique ; ou briser le prolétariat organisé, non seulement aux Etats-Unis, mais à l'échelle mondiale, telle est l'alternative. « *C'est un choix plein d'incertitudes* », pour reprendre l'expression de *Fortune*.

Les prétendues politiques de lutte contre l'inflation de Nixon n'ont pas d'autre but que de préparer de mauvais coups contre le prolétariat américain, dont le pouvoir d'achat en 1970, selon les statistiques officielles, a diminué de 1,5 %. Ce qui devrait, par parenthèse, mettre fin aux âneries sur la prétendue spirale inflationniste prix-coût-salaires — si une telle chose était possible !

Les prodromes de la crise se manifestent également dans le domaine de la recherche — n'en déplaise à ceux qui soutiennent que nous sommes dans une « *société scientifique* ». On s'étonne aujourd'hui dans les milieux financiers et économiques des réductions des crédits à la N.A.S.A. et à la recherche scientifique en général, financés par l'Etat. Les plus beaux fleurons de la science nord-américaine, une fois leur bannière étoilée plantée sur la Lune, sont réduits à la portion congrue.

Ne pas comprendre les raisons de cette politique, c'est vouloir ignorer que tous les « *progrès* » de l'après-guerre sont entièrement dépendants de la militarisation de l'économie ; que la recherche a presque exclusi-

vement été développée dans les branches que l'économie d'armement a englouties.

La recherche scientifique a profité de la « *prospérité* » des années 60 entretenue par les dépenses militaires et l'orgie de crédits. Aujourd'hui, la recherche est trop coûteuse et ne peut être utilisée indépendamment du cadre direct de la militarisation de l'économie.

« Les statistiques montrent qu'il y aura, dans toutes les branches de la science, 30 à 50 % de titulaires de doctorat en trop d'ici à 1980, *pouvait-on lire dans un article consacré aux Etats-Unis par le Monde du 28 juillet 1971*, alors que le chômage des physiciens atteint 4 %, 1.500 nouveaux docteurs en physique se trouvent jetés sur le marché depuis le 1^{er} juillet 1971, tandis qu'en chimie 11.000 personnes sont sans emploi, 3.000 docteurs et 3.000 diplômés d'études supérieures sont sortis des universités cette année. »

L'industrie aéronautique, qui a largement utilisé « *le climat de prospérité* » des quinze dernières années, connaît aujourd'hui les plus grands soubresauts d'une crise qui n'a pas encore éclaté.

Le ralentissement des commandes militaires, la réduction des contrats de recherche ont provoqué une réduction de la recherche privée, principalement de la recherche fondamentale, qui, pour des entreprises largement endettées et peu sûres d'écouler leur surproduction (qui pour les entreprises d'aéronautique se manifeste sous la forme du rapport entre les investissements et les commandes d'avions), devient un poids insupportable, les entreprises à composition organique du capital la plus élevée étant toujours les pre-

mières frappées, car ce sont elles qui subissent les plus fortes hausses des prix, le poids le plus lourd de l'intérêt du capital, et voient le marché se réduire :

« Les compagnies aériennes annulent certaines commandes ou les étalent dans le temps, notamment les Boeing 747, par suite de leur manque de liquidités et du ralentissement du trafic (l'ensemble des compagnies aériennes, rien qu'aux Etats-Unis, ont perdu 30 millions de dollars au cours du premier semestre 1970), Boeing sort 7 avions 747 par mois, en exécution des commandes prises avant 1969, mais il n'a obtenu de commandes que pour 25 avions depuis dix-huit mois. »

L'article du *Monde* poursuit :

« On se demande quel sera le sort de *Lockheed*, dont le chiffre d'affaires est quatre fois plus grand que celui de *Penn Central* ! » (23).

La question continue à se poser. La valeur des contrats de *Lockheed* pour la construction du L 1011 Tristar est fondée sur la production de 350 avions (seulement 178 ont été commandés, dont seulement 103 commandes fermes). Pour les 33 L 1011 commandés par la *T.W.A.*, cette compagnie aurait à payer (actuellement) 733 millions de dollars au lieu de 665 millions prévus à l'origine ! Derrière les prêts et garanties accordés par le gouvernement directement à la firme ou à ses créditeurs, c'est l'emploi des 30.000 travailleurs de *Lockheed* et des travailleurs de ses 1.500 sous-traitants qui est en jeu !

En appliquant la surtaxe de 10 % y compris sur les importations de moteurs RB 211 fabriqués par *Rolls-Royce*, malgré la demande britannique d'exonération, les Etats-Unis tentent de faire payer à la Grande-

Bretagne, quitte à ce que celle-ci se retourne contre sa classe ouvrière, une partie de la crise de l'industrie aéronautique américaine.

La fin des commandes de l'Etat a eu des conséquences immédiates sur les industries électroniques et aéronautiques.

On estime à 600.000 le nombre d'ouvriers réduits au chômage, de 1969 à 1970, dans les secteurs travaillant sur commandes de l'armée. C'est à 100.000 qu'il est possible d'estimer le nombre de chercheurs, ingénieurs et techniciens au chômage. On peut citer les chiffres suivants :

Boston : 10.000 scientifiques au chômage.

Seattle : taux de chômage 13 %, *Boeing* n'employant plus que 60.000 travailleurs contre 102.000 en 1969.

Chez *McDonnell Douglas*, les effectifs totaux sont tombés de 130.000 à 98.000 en trois ans.

Chez *Hughes Aircraft*, de 32.000 à 28.000.

Chez *North American*, de 30.000 à 5.000 pour la seule division spatiale...

Le cas des Etats-Unis est loin d'être isolé. Il n'est que de songer aux malheurs de *Rolls-Royce*, aux difficultés à faire décoller « *Concorde* », etc.

(23) *Le Monde de l'économie*, 22 septembre 1970.

LA CRISE DE L'IMPÉRIALISME ET LA DISLOCATION DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Mandel écrit :

« Le système de Bretton Woods essayait d'échapper au dilemme auquel l'économie capitaliste était confrontée depuis le début de sa crise historique de *déclin*, la première guerre mondiale : ou bien fidélité à l'étalon-or et crises de surproduction de plus en plus catastrophiques ; ou bien abandon de l'étalon-or et repli vers le nationalisme économique, le protectionnisme et les devises inconvertibles, ce qui entraîne des conséquences non moins désastreuses pour le capitalisme international. »

Etranges conceptions ! Surtout pour un monsieur qui écrit quelques lignes plus loin :

« Marx se plaisait à répéter que les phénomènes monétaires n'étaient que le reflet de la vie économique » (24).

Il faudrait s'entendre ! Il est vrai qu'à partir de Bretton Woods pointait le néo-capitalisme et les techniques « *anticycliques* »... Le système monétaire international donnait l'exemple :

« La solution consistait à fonder les devises capitalistes à la fois sur l'or et sur le dollar, à conserver des taux de change stables et à instaurer des règles flexibles, tolérant en fait une inflation permanente, surtout lorsque la crise de surproduction menaçait, pour éviter un nouveau 1929. »

Non ! A Bretton Woods, le dilemme dont parle Mandel ne se posait pas. Quant au système mis en place, il résultait d'une situation bien précise : la remise sur pied, par l'impérialisme américain, des États européens et japonais, dans le seul but de contenir la montée révolutionnaire du prolétariat mondial, à la fin de la guerre.

Le choix — le « *dilemme* » dirait Mandel —, pour l'impérialisme le plus puissant, était entre une politique visant à réduire l'Europe à l'état de vaste marché entièrement dominé par les États-Unis, à réduire le rôle des bourgeoisies européennes à celui de bourgeoisies *compradores*, et une politique aidant à reconstruire ces États européens.

Réduire à l'état de bourgeoisies *compradores* les bourgeoisies européennes, cela imposait à l'impérialisme américain le heurt frontal avec la classe ouvrière, non seulement d'Europe, mais des États-Unis même.

Il ne leur restait plus alors qu'à remettre en place les vieux États bourgeois nationaux, à maintenir les barrières nationales, obstacles au besoin d'unification du marché mondial dont rêve le capital financier américain.

Les immenses destructions de forces productives opérées au cours de la guerre offraient la possibilité d'une nouvelle période d'accumulation. La reconstruction des économies européennes et japonaise constituait pour l'impérialisme américain une perspective immédiate de débouchés pour les profits réalisés au cours de l'économie de guerre aux États-Unis et qui cherchaient à s'investir.

(24) *Cahier rouge*, n° 10.

Bretton Woods, tout en constituant ainsi une sorte de concession aux diverses bourgeoisies européennes, consacrait cependant la suprématie de l'impérialisme américain que Stéphane Just décrit en ces termes :

« A la fin de la seconde guerre mondiale, le capital américain — profiteur de guerre — possédait 70 à 80 % de la capacité de production mondiale, les réserves d'or à Fort Knox représentaient environ la même proportion des réserves d'or mondiales. L'hégémonie, au sein de l'impérialisme mondial, économique, militaire, politique, de l'impérialisme américain permettait de

rétablir le marché mondial et la division internationale du travail, qui ne s'étaient, à vrai dire, que partiellement reconstitués après la première guerre impérialiste mondiale. Pour la première fois dans l'histoire, une puissance impérialiste possédait à ce point l'hégémonie sur tous les plans, par rapport aux autres puissances impérialistes, qu'elle semblait être en mesure de "planifier" l'économie capitaliste mondiale. Le "Federal Reserve System Bank" devenait, par les accords de Bretton Woods, en fait, la banque mondiale, et le dollar le moyen international de paiement. Le Fonds monétaire international organisait les échanges internationaux et distribuait le crédit » (25).

LE SYSTEME DE BRETTON WOODS

Les traits essentiels de ce système étaient les suivants :

— La puissance économique des Etats-Unis imposait le dollar comme moyen de paiement international avec l'or. Les autres monnaies se déterminaient par rapport à lui. Un système de parités fixes était établi ;

— Les dollars étaient convertibles en or (au cours de 35 dollars l'once). Il suffisait aux banques centrales de divers pays de réclamer à la Banque fédérale des Etats-Unis la conversion des dollars qu'elles détenaient.

Tant que les Etats européens seront avides de moyens de paiement, de dollars, pour effectuer leurs transactions, donc tant que le marché européen absorbera les marchandises américaines en quantité suffisante, le problème de la conversion des dollars en or ne se posera pas. Mais la reconstruction des économies eu-

ropéennes aura pour effet que ces économies vont devenir des concurrentes pour les Etats-Unis. C'est pourtant par leur puissance économique et militaire que les Etats-Unis imposeront le dollar comme signe d'or, et imposeront aux bourgeoisies européennes et japonaise de conserver les dollars, signes d'or, en échange de marchandises importées, en échange d'usines...

Mais ce n'est pas un système monétaire en soi que l'impérialisme américain voulait et veut imposer. Ce sont des rapports déterminés entre les diverses bourgeoisies, rapports profitables à l'impérialisme le plus puissant.

La monnaie, comme rapport de production, n'échappe pas, à l'époque de l'impérialisme, à l'action de l'Etat capitaliste, son pouvoir d'achat

(25) S. Just, *o. c.*, p. 50.

est la victime de choix de l'intervention de celui-ci pour sauver le mode de production capitaliste tout en en développant massivement le caractère parasitaire.

Il faut vouloir semer les pires illusions sur la nature de classe de l'Etat et son rôle pour exiger, comme le fait le P.C.F., du gouvernement Pompidou-Chaban qu'il « *défende le franc* » contre les attaques perfides du dollar. Alors que la « *défense du franc* » se concrétise par la tentative, que traduit le budget de 1972, de relancer la production en augmentant les dépenses de l'Etat, les commandes aux entreprises privées, en particulier, les dépenses d'armement qui augmentent de 9,5 % ; en fait, de relancer l'inflation au profit du grand capital (budget 1972, qui se complète par la tentative de bloquer les salaires au travers de la politique des contrats « *anti-hausse* »).

Pour l'impérialisme américain, l'objectif demeure le cours forcé du dollar. Bretton Woods n'était qu'un pas dans ce sens. Le déficit de la balance des paiements signifie que le capital financier des Etats-Unis impose aux autres bourgeoisies de lui vendre marchandises et moyens de production, usines et forces de travail contre un signe de valeur, le dollar, qui n'est pas autre chose qu'un signe d'or, d'un or désormais inaccessible. C'est finalement en monnaie de singe que le capital financier paie ses investissements extérieurs, ses importations.

En ce sens, le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis est un pis-aller, un compromis, mais qui

va dans le sens de cet objectif de Washington.

Mais la question fondamentale de l'après-guerre demeure :

« Instituer le cours forcé du dollar à l'échelle internationale exigerait la formation d'une sorte de superimpérialisme, et la subordination étroite des autres Etats nationaux bourgeois à l'Etat national américain. C'est loin d'être le cas. Néanmoins, les différents Etats bourgeois ne peuvent rester indifférents à l'effondrement du dollar, qui disloquerait le marché mondial. Aussi acceptent-ils certaines mesures qui vont dans ce sens. L'Allemagne fédérale accepte même d'acheter par milliards de dollars des bons du Trésor américain » (26).

Au temps de l'expansion du capitalisme, l'accumulation de traites de cavalerie, de capitaux fictifs, qui s'effectuait lors de la phase ascendante du cycle (lorsque les perspectives de profits, que de nouveaux débouchés laissaient escompter, provoquaient l'accélération des investissements et des emprunts, la hausse des prix et des taux d'intérêt), se dégonflait lorsque survenait la « *surchauffe* », lorsque la tendance à la surproduction faisait douter des profits prévus.

La crise financière devançait alors la crise économique proprement dite (la phase de destruction des forces productives), cette crise « *où l'on voit se manifester cette revendication : la totalité des lettres de changes, des titres, des marchandises doit pouvoir être tout d'un coup et simultanément convertible en argent bancaire et tout cet argent à son tour en or* » (27).

(26) S. Just, o. c., p. 58.

(27) *Le Capital*, livre III, tome II, Editions sociales, p. 234.

A un moment où la production mondiale se ralentit, où les perspectives de profit se réduisent du fait de l'incapacité de l'impérialisme à surmonter ses contradictions — un marché étriqué, divisé en économies concurrentes — et à imposer sa loi au prolétariat, la masse de capitaux fictifs accumulés risque, à un instant ou à un autre, de provoquer le processus cumulatif de la crise fi-

nancière, prélude à un chaos généralisé.

Le système monétaire international n'est pas la cause de la crise ; il ne fait que transcrire, avec ses spécificités propres, la putréfaction d'un mode de production, qui ne survit que sur une base sans cesse élargie de destruction permanente de forces productives.

ACCUMULATION DE CAPITAUX FICTIFS ET INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS EN EUROPE

Dès 1949, la balance des paiements des Etats-Unis était devenue déficitaire, et elle ne cessera plus de l'être (28). Les causes de cette hémorragie de dollars sont principalement :

- l'aide Marshall dans une première période ;
- l'aide et les dépenses militaires extérieures ;
- les investissements directs extérieurs.

Même s'il n'apparaît d'abord que sous la forme de l'aide militaire, cependant, c'est avant tout le fonctionnement de l'économie d'armement qui a pour conséquence ce déficit. Déficit qui n'est pas un simple phénomène comptable, mais qui est l'expression de la domination de l'impérialisme le plus puissant, l'expression du rôle parasitaire de l'Etat bourgeois américain.

La création de capital-argent, liée aux dépenses parasitaires de l'Etat américain, au cours du « boom coréen », est la source des investisse-

(28) Rappelons que la balance des paiements englobe, pour une période donnée, l'ensemble des échanges financiers qui relient un pays au reste du monde.

Elle comprend :

- la balance commerciale (exportations et importations de marchandises) ;
- la balance des services (exportations et importations de services) :
 - tourisme
 - fret
 - revenus du travail
 - ...
- la balance des opérations du capital :
 - investissement à long terme
 - mouvement de capitaux à court terme.

Le solde de tous ces postes constitue les rentrées ou les sorties de moyens de paiement. Dire que la balance des paiements américaine est déficitaire de 5 milliards de dollars signifie qu'en une année, pour régler leurs diverses opérations, les Etats-Unis ont payé au reste du monde 5 milliards de dollars de plus qu'ils n'en ont reçu.

ments des Etats-Unis en Europe, qui constitue un marché que le capital financier américain ne peut que tenter d'investir et d'unifier. A la fin de 1970, la valeur comptable de tous les investissements américains hors des Etats-Unis atteignait 80 milliards de dollars contre 32 milliards en 1960. Le regain a été particulièrement net depuis 1968, après une courte période de ralentissement. Pour la seule année 1969, les investissements extérieurs des Etats-Unis ont représenté 9,5 milliards de dollars. En 1970, ils ont été de 15,3 milliards de dollars. Les capacités de production surabondantes après le boom des investissements au cours des années 1965-1968 imposent ce flot d'investisse-

ments à l'Europe ; flot qui trouvera dans le marché de l'eurodollar une source de financement à sa main.

Le monde de la finance et des affaires, le monde de la spéculation, la bourgeoisie, désignent, sous le vocable d'eurodollar, les dollars américains détenus par les banques commerciales des autres pays.

Ces dollars, correspondant aux paiements, aux investissements, etc., des Etats-Unis, dans la mesure où ils ne sont pas échangés contre de l'or, mais conservés sous forme de dollars, constituent un formidable fonds de crédits (environ 50 milliards de dollars, sur les 60 milliards circulant hors des frontières des Etats-Unis).

LE MARCHÉ DES EURODOLLARS

Présenté trop souvent comme un marché financier plus ou moins secret, le marché des eurodollars n'a en fait rien de mystérieux. Il s'étale au grand jour. Ceux qui y opèrent sont connus, leurs pratiques visibles. Ce sont les banques américaines, les filiales en Europe des entreprises américaines, les entreprises européennes aussi, ainsi que les banques des pays autres que les Etats-Unis et, depuis quelques années, les banques centrales, donc les Etats. Le vice-président de la *General Motors*, J. Scanlon, en parle en connaisseur :

« Depuis le début, Londres a été le centre d'échange le plus important pour le commerce des eurodollars. Ce commerce des eurodollars ne fut qu'une excroissance du commerce international dans lequel Londres a depuis longtemps un important rôle.

Les participants essentiels au marché de Londres comprennent les banques anglaises autorisées à traiter les monnaies étrangères, les agences des banques étrangères et les courtiers en monnaies étrangères. Ces courtiers servent d'intermédiaires entre les banques ayant des fonds à vendre et celles qui désirent en acheter. Dans la « *salle des changes* » de chacun de ces établissements, de nombreux opérateurs se tiennent en contact presque continu par lignes de téléphone directes avec les autres opérateurs de la Cité, les banques et les maisons de courtiers du continent. Ils reçoivent et donnent les cours auxquels ils sont vendeurs et acheteurs de fonds à diverses échéances. Le seul rôle du courtier est de mettre en relation acheteurs et vendeurs de fonds de la façon la plus efficace. Ils servent de centres de clearing, dispensent chaque banque d'avoir à contacter toutes les autres banques sur le marché, une par une, afin de déterminer la meilleure affaire possible à n'importe quel moment. Les courtiers entretiennent d'importantes équipes d'opérateurs et ont une connaissance étendue des conditions du marché, aussi bien sur place

« CRISE MONETAIRE » ET MARCHE A LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

qu'à l'étranger. Ils peuvent habituellement conclure des marchés à des taux avantageux pour les deux parties : acheteurs et vendeurs. Les courtiers de Londres, ordinairement au nombre de neuf, qui opèrent sur cette place, ne tiennent pas de comptabilité de commissions, mais prennent aussi bien à l'acheteur qu'au vendeur qu'ils mettent en contact un pourcentage de 1,32 % du montant de l'opération (sur un taux de base annuel).

Le marché des eurodollars fournit les possibilités de placement de fonds à court terme qui, autrement, seraient probablement restés inactifs *par défaut de moyens de placement appropriés*. Les banques, étroitement branchées sur le marché, peuvent offrir des possibilités d'investissement très bien appropriées aux besoins des déposants. Etant donné l'étendue du marché, il est possible de trouver des emprunteurs dont les besoins coïncident avec ceux des prêteurs » (29).

Ce n'est pas « *par défaut de moyens de placement appropriés* » que ces

capitaux seraient restés inactifs. C'est par défaut de champs d'investissements rentables dans la production, les difficultés de plus en plus insurmontables que rencontre le capital financier à réaliser des projets suffisants dans la sphère de la production. Reste la spéculation proprement dite, que le marché de l'euro-dollar facilite. Sinon, il n'existerait pas !

C'est ainsi que, de 1959 à 1968, le pourcentage des investissements des entreprises privées financés par l'émission d'actions et d'obligations est passé de 17,4 % à 4,7 %.

(29) *L'Eurodollar*, ouvrage collectif édité chez Calmann-Lévy.

	Apport net du marché financier	Formation brute du. capti- tal fixe (1)	Apport net en % des investissements
	En milliards de francs courants		
1952	2.8	27.6	10
1953	2.3	26.2	8.7
1954	3.4	28.9	11.8
1955	3.1	32	9.7
1956	6.2	39.3	15.8
1957	5.3	44.7	11.8
1958	6.9	52.5	13.1
1959	5.4	55.4	9.7
1960	4.7	61	7.7
1961	6.4	70.7	9.1
1962	6.9	79.9	8.7
1963	10.9	90.7	12
1964	10.6	107.4	9.8
1965	11.4	118.1	9.6
1966	11.8	132	8.8
1967	10.9	143.8	7.6
1968	8.8	156.6	5.6
	118.6	1 246.5	9.5

(1) Sur la nouvelle base 1962 des comptes de la nation à partir de 1959.

Source : Supplément
économique au « Monde »
du 25 novembre 1969

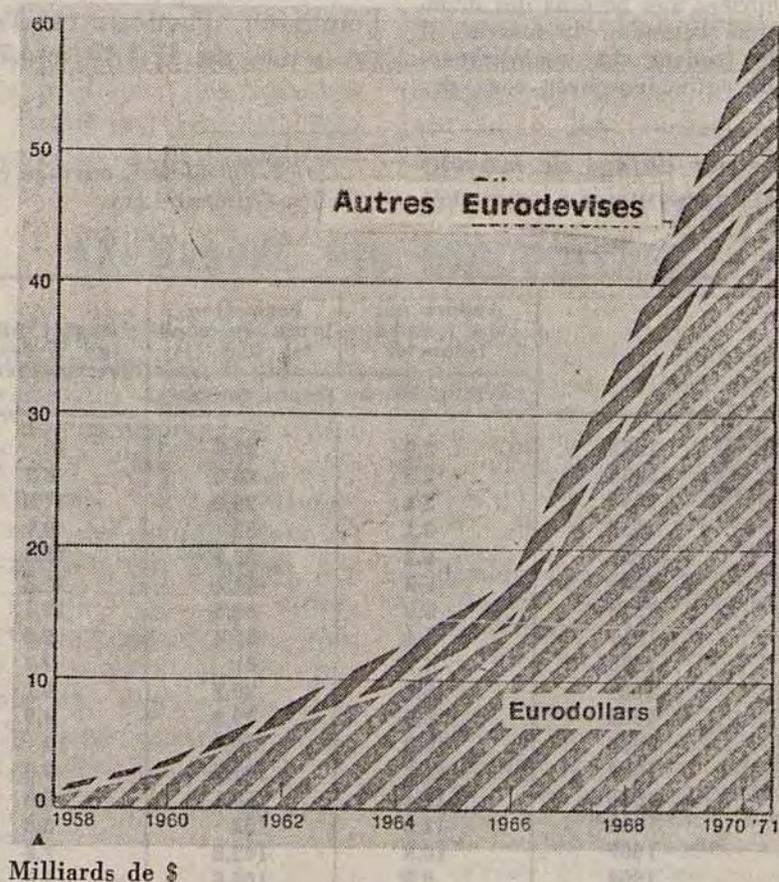
« CRISE MONETAIRE » ET MARCHE A LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

Le crédit bancaire à court ou moyen terme et l'autofinancement ont pallié ce déclin, illustratif de l'absence de perspectives des capitalistes français, qui se tournent, comme leurs concurrents étrangers, vers la spéculation, pas seulement foncière ! Impulsé par des banques américai-

nes, le marché de l'eurodollar a pris, à partir de 1966, des proportions considérables.

De 1964 à 1967, il s'est développé à un rythme de 25 % par an. En 1968, son volume s'est accru de 43 %, et en 1969, de 50 %.

Comment s'accroît le fonds des euro-devises



Source : Banque des règlements internationaux

Le caractère non officiel de ce marché le libère des diverses réglementations propres à chaque pays (comme l'obligation faite aux banques américaines de garder en caisse 20 % des dépôts à vue, donc de geler une partie de leurs fonds).

L'extrême souplesse du marché des eurodollars en fait le marché privilégié du capital financier. Les taux qui y sont demandés dépassent largement ceux des marchés officiels. Ils sont en moyenne de 8 à 10 %. Mais dans les phases de haute spéculation, ils atteignent des sommets jamais vus :

« Les taux pour les emprunts de un mois à six mois grimperent de 6 % en juillet à 10 % en août. Le taux des eurodollars au jour le jour atteignit 200 % à la fin du mois » (30).

C'est par centaines de millions, voire par milliards de dollars, que circulent chaque jour les capitaux sur le marché de l'eurodollar. Au compte de leurs clients, et à leur compte propre, les banques transfèrent leurs comptes libellés en dollars, de place en place, réalisant un profit considérable même si les variations de change ne sont que de quelques millièmes !

Dans de telles conditions, qui Mitterrand — partant en guerre contre les « deux cents spéculateurs » qui tiennent les monnaies à leur merci — vise-t-il ? Ces spéculateurs ne se cachent pas dans les caves, ils sont dans les bureaux des P.-D.G., des directeurs de banques, dans les cabinets ministériels.

Or les représentants du gouvernement ne siègent-ils pas aux conseils d'administration de ces banques ?

La spéculation, de nos jours, prend un caractère presque « scientifique », c'est, du moins, l'impression qu'en donne le commentaire suivant de *Fortune* (septembre 1968) :

« La prévision des taux de changes est devenue un art très développé dans les entreprises multinationales. [Ainsi Ford Motors possède des économistes chargés de prévoir les dévaluations, les mouvements des taux de changes.] (...) Les prévisions des économistes ont été vérifiées dans 69 cas sur les 75 dernières situations de crise. »

A partir de 1970, les banques centrales des pays autres que les Etats-Unis prennent une part croissante sur le marché des eurodollars :

« Venant immédiatement après le déficit des règlements officiels des Etats-Unis, la source la plus importante de liquidités internationales en 1970 a été constituée par les placements des banques centrales sur le marché de l'eurodollar. Ces placements, dont le montant était pratiquement négligeable il y a encore quelques années, ont considérablement augmenté en 1968 et 1969, et il se peut que leur part dans l'accroissement du montant public de l'avoir en devises des pays se soit élevé jusqu'à 6 milliards de dollars » (31).

Cette politique des banques centrales des Etats ne peut être comprise que si l'on replace la spéculation contre le dollar (spéculation sur sa dévaluation) dans le cadre de la situation politique internationale, des rapports de forces entre les classes, et de la crise économique menaçante (qui ne sont pas des facteurs s'additionnant, mais dialectiquement liés).

(30) *Business Week*, 27 septembre 1971.

(31) Les banques nationalisées en France participent, au compte de leurs clients (les entreprises privées), à la spéculation sur le marché de l'eurodollar.

S'interrogeant sur l'avenir du marché de l'eurodollar, un journaliste bourgeois a pu écrire dans l'hebdomadaire du capital, *la Vie française* (24 septembre 1971) :

« L'avenir du marché dépend donc de la négociation monétaire et de la reprise de l'économie américaine. Si la crise est longue à se dénouer, éventualité de plus en plus probable, le marché devrait voir son taux de croissance se ralentir notablement. Il ne faut pas oublier que les contrôles des changes qui ont suivi la grande crise de 1929 ont tué le marché mondial de l'époque : l'eurosterling. Il semble que ce type de marché international ne puisse se développer que dans un climat de libéralisation des échanges commerciaux et financiers. Le renforcement des contrôles des changes et la résurgence du protectionnisme, que l'on constate actuellement, ne vont pas dans ce sens.

En sens inverse, une reprise de l'économie américaine redonnerait sans doute au dollar

une assise plus solide et consoliderait le marché.

En conclusion, l'avenir du marché est incertain. Pour les tenants du dirigisme et du contrôle des changes, c'est une bonne chose. Ceux qui ont compris que l'expansion des années 1960-1970 avait bénéficié du libéralisme en matière de mouvements de capitaux sont plus préoccupés par l'orientation récente du marché monétaire international dont la désorganisation durable signifierait le début de la déflation mondiale. »

Le gouvernement américain a réussi, au cours de la réunion de juin des directeurs des banques centrales des dix pays « *les plus riches du monde* », à imposer à ceux-ci qu'ils cessent d'intervenir sur le marché de l'eurodollar pour spéculer sur sa dévaluation. Mais cet accord était éphémère.

Abonnement couplé

**INFORMATIONS OUVRIERES
JEUNE REVOLUTIONNAIRE**

Au prix exceptionnel de 40 F

Il est offert un abonnement couplé d'UN AN

à « **INFORMATIONS OUVRIERES** » (48 numéros)

à « **JEUNE REVOLUTIONNAIRE** » (10 numéros)

Versement au C.C.P. I.O. 21.831.73 - Paris

Rédaction - Administration

Correspondance :

« **INFORMATIONS OUVRIERES** »

39, rue du Faubourg-du-Temple

PARIS-10^e

C.C.P. 21.831-73 Paris

ABONNEMENTS

3 mois (12 n^{os}) 11 F

6 mois (24 n^{os}) 20 F

1 an (48 n^{os}) 38 F

Etranger (1 an) 50 F

Après les mesures prises par Nixon

La « nouvelle politique américaine » tente de s'attaquer aux deux symptômes actuellement les plus aigus de la maladie qui résulte de l'ensemble des contradictions d'un mode de production en putréfaction :

- le déficit de la balance commerciale et la « récession » (l'accroissement du chômage, la baisse de la production) ;
- l'inflation.

A la tentative de redresser la balance commerciale et plus globalement la balance des paiements des Etats-Unis, correspond, outre la suspension de toute convertibilité du dollar, la taxe de 10 % sur toutes les importations des Etats-Unis.

A la tentative de freiner l'inflation correspond le blocage réel des salaires et le blocage tout théorique des prix.

Les objectifs des Etats-Unis, c'est donc, d'une part, de faire accepter par les autres Etats le principe d'une nouvelle fixation des parités monétaires ; d'autre part, de réduire le pouvoir d'achat des travailleurs américains (qui, rappelons-le, a déjà commencé à baisser depuis deux ans).

Que signifie cette politique ?

La fixation de nouvelles parités entre les monnaies et le dollar signifierait que les autres bourgeoisies acceptent, de gré ou de force, de céder une plus grande part du marché mondial, à leurs dépens, au capital américain.

La réévaluation des monnaies européennes et japonaise par rapport au dollar, en termes économiques, aurait pour résultats immédiats d'élever les prix des produits exportés vers les Etats-Unis et de réduire le prix des produits importés des Etats-Unis, donc de rétrécir les débouchés des pays autres que les Etats-Unis.

Mais les modifications des taux de changes ne peuvent être étudiées séparément du poids économique des diverses bourgeoisies. Faire le contraire, c'est croire que l'on peut faire baisser la fièvre en modifiant les graduations du thermomètre.

Les parités monétaires reflètent en effet, quoique pas toujours directement ni immédiatement, les rapports de force économiques, mais aussi politiques et mêmes militaires, entre les puissances impérialistes.

Lorsque Nixon ou Connally déclarent que la condition pour que les Etats-Unis suppriment la sur-

taxe de 10 % sur leurs importation est la fixation de nouvelles parités ne « *lésant plus les intérêts des Etats-Unis* », ils ne manquent pas de préciser que cela implique une répartition plus équitable du « *fardeau de la défense du monde libre* ».

C'est reconnaître et faire reconnaître que les conditions à remplir pour éviter la catastrophe mondiale que la crise économique aux Etats-Unis entraînerait résident dans la relance de cette économie par une augmentation des dépenses militaires — mais que l'impérialisme amé-

ricain ne peut, dans les conditions actuelles du marché mondial, dans les conditions actuelles d'inflation et de récession aux Etats-Unis même, procéder à un tel accroissement sans provoquer une réduction massive du niveau de vie des travailleurs, donc sans les affronter préalablement.

La position des Etats-Unis est claire. Ce qui est nouveau, dans le discours du 15 août de Nixon, c'est qu'il prend l'initiative de tenter de contraindre les autres Etats à agir dans le sens des intérêts de l'impérialisme américain.

LES PREMIERS AVERTISSEMENTS

Ils sont multiples, mais deux d'entre eux sont particulièrement explicites.

Il y a d'abord eu, publié par l'O.C.D.E., en octobre 1970, un certain *Rapport sur l'inflation* qui, s'il jetait un premier pavé dans la mare, exprimait à haute voix la volonté des Etats-Unis. On pouvait y lire :

« Il ne peut être facile pour les Etats-Unis d'atteindre, au cours des années 70, le degré de stabilité des prix qui, dans le passé, était associé à un haut niveau de chômage indésirable. Dans ce cas, les autres pays doivent se préparer à prendre une part plus grande dans la stabilisation des prix. »

C'était précis : les autres pays doivent supporter une part du chômage qui, aujourd'hui, aux Etats-Unis atteint officiellement près de six millions de travailleurs. C'est-à-dire que les Etats-Unis seuls ne

veulent pas affronter leur prolétariat. Il faut imposer le front commun de la contre-révolution :

« Tous les pays membres doivent avoir pour objectif de restaurer au moins le degré de stabilité des prix associé dans le passé à un niveau soutenu de l'emploi et de la croissance économique. A cette fin, un contrôle attentif des politiques de la demande est nécessaire. L'excès de demande devrait être éliminé et les gouvernements devraient se préparer, si nécessaire, à accepter *une réduction temporaire du taux d'activité* jusqu'à ce qu'il y ait des signes qu'une meilleure stabilité des prix est atteinte. »

Les capacités de production en machines et en hommes sont surabondantes. La crise est inévitable. Le même problème demeure : dans quels rapports de forces entre les classes peut-on l'affronter ?

Or ce n'est pas en précipitant les rythmes de crise aux Etats-Unis que

les conditions de l'affrontement telles que les souhaite la bourgeoisie américaine seront réalisées. Il faut gagner du temps. Les bourgeoisies européennes et japonaise doivent s'y employer. Voilà ce que voulait démontrer le *Rapport sur l'inflation* (32).

Le 7 juin 1971, Williams Rogers déclarait à son tour à la réunion des ministres des vingt-deux pays membres de l'O.C.D.E. :

« Les années 50, durant lesquelles l'aide du plan Marshall a été mise en œuvre par l'intermédiaire de l'O.C.D.E., ont vu une Europe résolue réussir, avec notre aide, à se relever des ruines de la guerre. Elles ont vu l'avènement de la prospérité économique marqué par le retour à la pleine convertibilité des monnaies et par la fin de la pénurie de dollars en Europe.

Aujourd'hui, à l'aube des années 70, de nouvelles transformations, d'une ampleur considérable, sont en cours.

Premièrement, le développement de l'unité européenne, que les Etats-Unis n'ont cessé d'encourager, s'accélère. La communauté européenne est sur le point de s'élargir. Les Etats-Unis applaudissent à la politique créatrice qui donne actuellement une impulsion nouvelle à cette grande entreprise. Les gouvernements qui s'y trouvent directement engagés ont tout notre appui. Nous attendons, en retour, qu'il soit pleinement tenu compte de nos intérêts.

Deuxièmement, à l'autre bout du monde, la croissance soutenue et sans précédent du Japon a fait de ce pays le troisième pilier de l'édifice que représente l'O.C.D.E. Nous nous en réjouissons, et nous attendons du Japon qu'il contribue à la libération des échanges mondiaux.

Troisièmement, les rôles économiques que jouent respectivement les Etats-Unis et les autres pays industrialisés sont en train de changer. On n'apprécie pas suffisamment les coûts qu'entraîne pour les Etats-Unis le rôle qu'ils jouent actuellement dans la sécurité du monde libre ni les répercussions qui en découlent sur le plan économique. Par exemple, le déficit de notre balance des paiements — que nous essayons avec acharnement de redresser — contribue à

payer le prix de la sécurité du monde libre. En fait, nos obligations internationales — notamment les 5 milliards de charges que nos dépenses militaires à l'étranger représentent pour notre balance des paiements — ont constamment dépassé le déficit de notre balance de base, même si l'on déduit les dépenses militaires de l'étranger aux Etats-Unis. Nos dépenses à l'étranger contribuent à la sécurité de nos alliés aussi bien qu'à la nôtre. Il faut en tenir compte à l'O.C.D.E. lorsqu'on examine notre situation économique et celle de notre balance des paiements. Et nos alliés doivent aussi en tenir compte lorsqu'il s'agit du partage des responsabilités en matière de défense. »

Il ne faut pas s'y méprendre, les années 1950 et 1960 ont été des années d'intense concurrence sur le marché mondial. La création d'une vaste zone économique correspondait à un besoin d'agrandissement et de rationalisation du marché (donc de réduction des « frais généraux » de l'impérialisme). Or les conditions de la reconstruction du marché mondial après la dernière guerre impérialiste, par la remise sur pied des Etats bourgeois européens et japonais, pèsent lourdement. Les Etats nationaux sont les gérants du maintien du système de production capitaliste vermoulu. Il y a contradiction entre la survivance de ces Etats et les besoins d'intégration du marché mondial :

« Alors même qu'elles sont obligées de coopérer sur l'arène internationale, les différentes bourgeoisies n'en défendent pas moins leurs intérêts spécifiques. Le rôle de l'Etat national bourgeois n'a fait que croître au cours de ces vingt dernières années, et cela d'autant plus que les ententes, fusions internationales se multipliaient. La contradiction est réelle et inévitable : chaque groupe peut traiter d'autant plus avantageusement qu'il repose sur une base natio-

(32) *Perspectives économiques*, éditées par l'O.C.D.E., juillet 1971.

nale solide et qu'il bénéficie de la protection politique et des avantages économiques que lui garantit son Etat national » (34).

Ce n'est pas la prétendue interpénétration des capitalismes, chère à Mandel, c'est la lutte des diverses bourgeoisies impérialistes qui s'affirme :

« Lutte entre elles, quelquefois ensemble contre la pénétration du capital américain, quelquefois en s'appuyant sur lui contre telle ou telle bourgeoisie européenne. L'impérialisme américain a pesé de tout son poids pour aménager en Europe de vastes zones économiques, telles la C.E.E. A peine celle-ci se constituait-elle qu'il tentait, par le *Kennedy Round* (35), de briser les nouvelles frontières économiques, tandis que la Grande-Bretagne tentait de forcer la porte, tout en préservant son propre domaine. A l'intérieur de la C.E.E., tant que les fac-

teurs expansionnistes jouent dans le sens d'un élargissement du marché (période d'investissement 58-64), en même temps que s'accroissent les échanges inter-européens, les accords se réalisent relativement facilement. Dès que des difficultés économiques se font jour, ou que les accords mettent en cause une des bases économique, sociale ou politique d'une des bourgeoisies nationales, ou des courants d'échange traditionnels, les tensions se multiplient et vont jusqu'à des ruptures ».

Comme à Bruxelles en 1966, sur la question de « *l'Europe verte* », les ententes intercapitalistes, à l'époque des guerres et des révolutions, ne constituent qu'un stade pacifique de la lutte des diverses bourgeoisies pour conserver leur place sur le marché mondial.

LA POSITION DES AUTRES BOURGEOISIES

Il ne faut pas s'y tromper. L'impérialisme américain n'est pas moribond. La position sur le marché mondial que lui donne l'énorme puissance de son appareil de production n'est pas remise en cause.

Cependant la situation de 1944 a fait place à une autre situation. Les Etats capitalistes ont reconstruit leur économie — reconstruction dont le capital financier américain a largement bénéficié — et entendent préserver, autant que faire se peut, leurs propres intérêts, en s'efforçant de retarder les effets des mesures prises par Nixon le 15 août 1971 contre ses concurrents.

La reconstruction des Etats nationaux, européens et japonais, ne s'est

pas faite en dehors de la lutte des classes. C'est au contraire par une remise en cause permanente des acquis, des conquêtes réalisées par les travailleurs au lendemain de la première et de la seconde guerre impérialistes, par une exploitation accrue, et même féroce si l'on prend le cas du Japon, que ces Etats ont pu se « tailler » une place dans la concurrence internationale. Les rapports de force nouveaux établis depuis

(34) *Informations internationales*, n° 1, novembre 1966, supplément à *la Vérité* n° 534. La citation suivante en est également extraite.

(35) Accord de baisse des tarifs douaniers entre les Etats-Unis et leurs partenaires, dont les dernières mesures devaient être discutées en 1971.

quelques années entre les classes, le fait que, aujourd'hui, c'est le prolétariat qui a l'initiative des combats, voilà ce qui détermine les positions des divers impérialismes, voilà ce qui les fait « hésiter ».

L'objectif des pays autres que les Etats-Unis, c'est la dévaluation du dollar par rapport à l'or, ce qu'ils ont expliqué au cours des réunions qui suivirent le début de la crise, tant à l'assemblée générale du F.M.I. qu'à la réunion à Londres du groupe des Dix (36) ; faire du dollar une monnaie « comme les autres ». La fin de la convertibilité du dollar en or, annoncée le 15 août 1971, signifie la fin du « *Gold Exchange Standard* », système établi à Bretton Woods, fondé sur le dollar comme étalon considéré comme équivalent à tout moment à un poids fixe d'or, et servant de moyen de paiement international.

La dévaluation du dollar par rapport à l'or aboutirait à une aug-

mentation des réserves auprès du F.M.I., donc des « *droits de tirages spéciaux* », définis en dollars-or (c'est-à-dire non soumis à dévaluation), des autres impérialismes, sommes que ceux-ci ont le droit d'emprunter au Fonds monétaire international, créant ainsi des moyens de paiement fictifs supplémentaires.

Cette position, de même que celle des Etats-Unis réclamant une réévaluation générale des monnaies des pays les plus puissants, en proportion même de leur puissance économique, constituent des cas extrêmes qui supposent, l'une que les Etats-Unis soient battus, l'autre que les Etats européens et japonais peuvent, sans risque pour eux, accepter intégralement les exigences américaines.

Et le risque, pour les bourgeoisies européennes, c'est de hâter « *l'explication* » inévitable avec leurs prolétariats.

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE " NE CÉDERA PAS "

Aux Etats-Unis qui exigent : « *Révaluez, sinon nous ne supprimons pas la barrière des 10 %* », Pompidou dit : « *Non.* » Que signifie cette fermeté digne d'un général ? Que signifie le double marché des changes, l'isolement dans l'hexagone ?

C'est une position de « *force* » qui ne tient qu'à la faiblesse de l'économie française. Le double marché des changes prévoit de maintenir les taux de changes précédents pour

les opérations commerciales, c'est-à-dire que les importateurs ou les exportateurs achètent ou vendent aux banques des devises aux cours officiels, quelles que soient par ail-

(36) Les dix pays « *les plus riches du monde* », en fait le groupe des dix pays qui ont souscrit les plus fortes parts au Fonds monétaire international, à savoir les Six du Marché commun, les Etats-Unis, le Canada, l'Angleterre et le Japon.

leurs les fluctuations de ces cours. Par contre, les opérations financières sans but commercial ne sont pas abritées, et les taux de changes en ce qui les concerne sont « *flottants* », c'est-à-dire déterminés par l'offre et la demande (en fait, la spéculation). Le faible poids des exportations françaises aux Etats-Unis facilite cette politique, tant que les parités des autres devises, qui flottent en hausse, ne seront pas officiellement fixées.

Mais la raison principale de l'établissement du double marché des changes réside dans la peur de la bourgeoisie française d'affronter les travailleurs. Céder aux pressions des

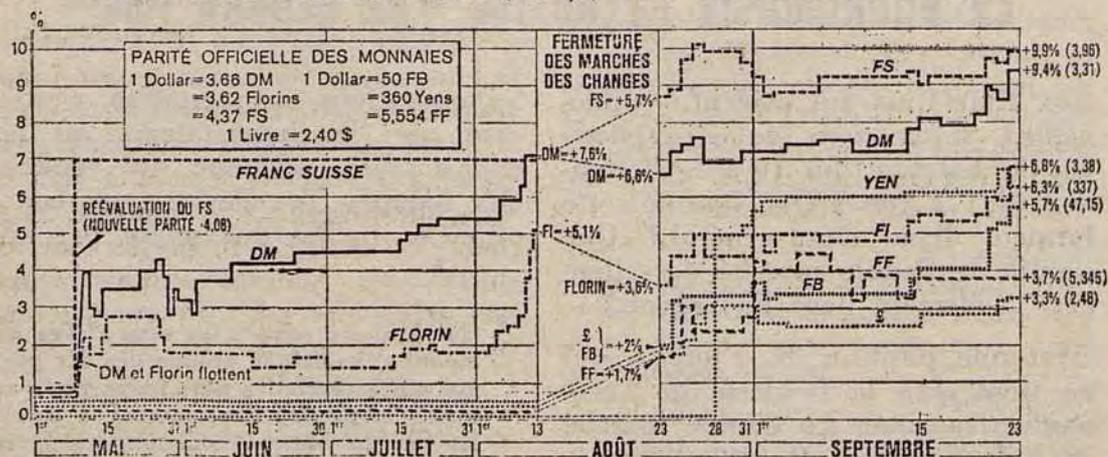
Etats-Unis et laisser flotter en hausse le franc, donc le réévaluer de fait, aurait des conséquences graves sur le commerce extérieur français, provoquerait un regain de chômage et d'inflation. Pour l'éviter, il faut faire payer la note aux travailleurs, il faudra, de toute manière, tenter de la faire payer un jour ou l'autre, que les monnaies soient officiellement réévaluées ou qu'une quelconque autre solution intervienne. A l'abri de son double marché des changes, la bourgeoisie française propose un budget « *expansionniste* » relançant les dépenses de l'Etat destinées à stimuler la production et s'efforce de bloquer les salaires.

L'ALLEMAGNE LAISSE FLOTTER SA MONNAIE

L'Allemagne, qui exporte une part importante de sa production aux Etats-Unis, a continué de laisser flotter le deutschmark, ce qui était déjà le cas depuis mai 1971. Actuellement, sa parité avec le dollar est

en hausse de 9,4 % ; la surtaxe de 10 % sur les importations des Etats-Unis en provenance de l'Allemagne serait ainsi presque compensée. Mais les choses ne sont pas si simples.

LA HAUSSE DES MONNAIES (EN %) PAR RAPPORT AU DOLLAR



Source : Supplément économique du Monde du 28 septembre 1971

D'une part, la réévaluation de fait du deutschmark a des répercussions sur l'économie allemande, déjà touchée par la flottaison du deutschmark depuis mai 1971, en faisant monter les prix des marchandises allemandes exportées sur le marché mondial, ce qui tend à ralentir l'expansion de la production allemande et à réduire les profits des capitalistes allemands. Le chômage progresse à son tour. Les commandes en biens d'équipement, par exemple, ont baissé de 6,5 % par rapport à l'année dernière (et même de 17 % pour les machines). Et tout cela ne suffit nullement pour que Nixon envisage la suppression de la taxe de 10 % !

Les liens qui existent entre l'économie allemande et les Etats-Unis jouent, certes, un rôle prépondérant dans l'adoption par le gouvernement Braun d'une politique monétaire de fluctuation du deutschmark.

Cependant un autre élément doit être considéré dans ce choix. C'est la place même que l'Allemagne occupe en Europe, c'est-à-dire la première place, par sa puissance économique (voir le tableau de la page précédente).

L'objectif d'unification de l'Europe sous leur contrôle qui demeure constant pour les Etats-Unis, c'est bien la bourgeoisie allemande qui s'en charge (37). Et c'est une question vitale pour elle. Le Marché commun devait lui faciliter la tâche ; il lui faut aujourd'hui, alors que la question de la C.E.E. est évitée prudemment, écouler ses produits, exporter ses capitaux, donc tenter de constituer une véritable « zone

mark » en Europe, et accentuer sa pénétration à l'est de l'Europe. L'Allemagne a la puissance nécessaire pour accepter une monnaie flottante, elle peut « tenir » plus longtemps que ne l'aurait fait la bourgeoisie française — plus longtemps que ne peut le faire le Japon.

Après quelques jours de résistance, le Japon à son tour a cependant laissé flotter sa monnaie. Le Premier ministre Sato en donnait les raisons en ces termes :

« Le Japon et les Etats-Unis sont dans le même bateau. Si les Etats-Unis font naufrage, il en sera de même du Japon (...) Il ne peut donc y avoir aucun malentendu sur notre politique fondamentale, et je voudrais le répéter, notre politique étrangère est basée sur l'étroitesse de nos relations avec les Etats-Unis [31 % des exportations japonaises se font aux Etats-Unis !]. Il est vrai que les secteurs d'exportation, et par exemple la construction navale, seront très sérieusement affectés par la nouvelle politique économique des Etats-Unis (...) Mais, d'un autre côté, je crois que la situation actuelle nous permet maintenant de développer les importations très activement, si bien qu'il faut balancer les aspects défavorables par les aspects bénéfiques. »

Voilà qui est vite dit ! Car les importations japonaises en provenance des Etats-Unis sont en majorité concurrentes de ses propres produits.

La puissance économique du Japon s'exprime dans la hausse du yen par rapport au dollar, comme on peut le voir sur le tableau ci-dessus, où le deutschmark et le yen atteignent les plus hautes cotes (le cas du franc suisse s'explique par la réévaluation officielle de celui-ci dès le mois de mai).

(37) Voir *Sur la question des Etats-Unis socialistes d'Europe*, dans *Défense du trotskysme (II)*, de Stéphane Just, éditions S.E.L.I.O., pp. 74 à 77.

Cependant, il y a une différence entre le Japon et l'Allemagne : c'est l'extrême fragilité du premier. Fragilité par sa dépendance même de l'économie américaine, et plus généralement de l'économie mondiale. Fragilité aussi dans l'équilibre des rapports de forces entre les classes qui tendent à devenir explosifs. Les taux extrêmement élevés de productivité obtenus par l'économie ja-

ponaise reposent entièrement sur une exploitation forcenée des travailleurs. Une réduction des marchés nippons ne peut que se répercuter sur la classe ouvrière japonaise et risque de balayer le fragile équilibre, ou d'imposer à la bourgeoisie japonaise de passer à l'épreuve de force pour tenter d'imposer à son prolétariat et à sa jeunesse une exploitation encore accrue.

A TROP ATTENDRE...

A la réunion du groupe des Dix à Londres, le 17 septembre 1971, M. Stopper, président de la Banque nationale suisse, déclarait :

« Plus longtemps les changes flottants dureront, plus grand sera le risque d'une récession et moins grandes seront les chances de voir des pays prêts à prendre les mesures nécessaires. (...) Si nous ajoutons les effets de la surtaxe aux autres mesures protectionnistes et à la réévaluation du franc suisse, le tiers des produits exportés aux Etats-Unis par la Suisse ont vu leur compétitivité réduite de 30 % en l'espace de quelques mois. Je présume que d'autres pays ont des problèmes similaires. Comment peut-on en ces circonstances faire confiance aux forces du marché pour produire un réaligement raisonnable des taux de change ? »

Aucune mesure protectionniste de représailles très spectaculaire n'a encore été prise. La peur de déclencher une cascade de barrières de toutes sortes (taxes, contingentements, etc.), paralysant à terme les échanges internationaux, arrête les diverses bourgeoisies, qui tentent, par des mesures monétaires et budgétaires, de relancer la production et

de bloquer les salaires sous prétexte de bloquer les prix et de freiner l'inflation. L'Allemagne et la France ont opté pour des politiques monétaires différentes, mais toutes deux ont choisi un budget « expansionniste », accroissant les dépenses de l'Etat et les impôts. Cependant, les répercussions des mesures américaines, qui commencent à se manifester, risquent d'entraîner certains pays dans une politique de représailles.

« Depuis les récentes déclarations de Camp David, c'est la consternation sur les marchés de la plupart des grands produits, a pu écrire *Entreprise* du 24 septembre 1971. Le cuivre, l'argent, le plomb, l'étain et de nombreuses matières premières agricoles connaissent, depuis août, une chute souvent très forte des cours. Ainsi, le cours du caoutchouc naturel sur le marché de Londres n'est plus qu'à 13,5 pence le kg contre 18 pence en mai. Le marché des matières premières, qui depuis quelque temps subissait un ralentissement proportionnel à l'accroissement des stocks, dû au rythme de la production industrielle mondiale se ralentissant, connaît aujourd'hui des moments difficiles. »

D'une part, ce marché qui fonctionne à terme est complètement bouleversé par les fluctuations des principales monnaies. Les spéculateurs préfèrent, dans ces conditions, cesser leurs achats. D'autre part, comme l'écrit encore *Entreprise* :

« Beaucoup pensent que les débouchés aux Etats-Unis vont se restreindre très fortement dans les mois à venir. Dans le secteur des métaux non ferreux, c'est une réaction qui a pu jouer d'une manière très sensible, notamment chez les industriels du Benelux. »

Déjà le gouvernement de Belgique a supprimé la taxe de 1,75 % à l'exportation des produits belges.

« Enfin, poursuit l'hebdomadaire patronal, pour le marché des matières premières, la crise monétaire actuelle évoque inévitablement le spectre d'une récession du commerce international et, par-là, de l'activité économique en général. »

Ce sentiment que beaucoup d'industriels français, interrogés récemment par *Entreprise*, partagent, « n'a pu jouer que dans le sens d'un ralentissement sensible de la demande ».

Chacun, alors, se prépare à faire face, se prépare à la guerre commerciale, si, comme le déclarait, début septembre, à la réunion du G.A.T.T. (38) le représentant des Etats-Unis, N. Samuels,

« les mesures prises par les Etats-Unis ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'une négociation. »

Cette réunion adopta d'ailleurs un rapport qui réservait aux pays membres le droit de prendre des mesures compensatrices à la surtaxe américaine de 10 % « pour proté-

ger les intérêts d'une ou plusieurs parties contractantes ». L'absence de décision globale n'est là que le signe d'une période où chaque bourgeoisie défend ses propres intérêts, gagne du temps, essaie de renvoyer sur les autres les conséquences d'une situation qui, tôt ou tard, les touchera toutes. C'est du côté des pays « en voie de développement » que les décisions de Nixon risquent d'être le plus sensibles. La réduction de leurs débouchés, par suite d'un ralentissement de la production mondiale, d'une hausse généralisée des produits industriels qu'elles achètent et d'une baisse rapide des matières premières qu'elles vendent, ne peut avoir que des conséquences graves pour ces pays.

Les pays latino-américains publièrent en ce sens, à la conférence de Buenos Aires, le 8 septembre, un *Manifeste* contre la politique protectionniste de Washington :

« Les pays d'Amérique latine, pouvait-on lire dans ce *Manifeste*, considèrent injuste d'avoir à supporter les conséquences des mesures correctives du déficit de la balance des paiements nord-américaine, étant donné qu'ils n'en sont pas responsables. »

La balance des paiements courants de l'Amérique latine avec les Etats-Unis est en effet presque constamment déficitaire, et ce déficit a atteint 2,3 milliards de dollars en 1970.

(38) Organisation à laquelle appartiennent les 115 nations signataires de « l'Accord général sur le tarif et le commerce ».

QUE DEVIENT LE MARCHÉ COMMUN ?

« La communauté se trouve confrontée avec la situation la plus difficile qui ait surgi depuis sa création. »

Ainsi s'exprime, le 19 septembre, la « *Commission européenne* », qui constate, par ailleurs, que la tendance des investissements à diminuer, le ralentissement de la croissance de la consommation des ménages, le plafonnement probable des exportations vont rendre plus difficile le retour à la stabilité, « *dans le climat d'extrême incertitude des relations monétaires et commerciales internationales* ».

Les premiers résultats des mesures annoncées, le 15 août, par Nixon n'ont, certes, pas été dans le sens de l'unité de l'Europe. Déjà les décisions prises en mai dernier de laisser flotter le mark et le florin néerlandais avaient été prises unilatéralement. Face aux décisions monétaires américaines, les Six n'ont pu trouver une attitude commune : la France adoptait le double marché des changes, les autres pays de la C.E.E. laissaient flotter leur monnaie plus ou moins librement, ainsi que la Grande-Bretagne.

« *L'Europe verte* » est repoussée à une date ultérieure. Un système de taxes compensatoires existe depuis le mois de mai, à la suite des décisions de l'Allemagne et de la Hollande de laisser flotter leurs monnaies. C'est évidemment un pas en arrière, qui risque d'être fatal, si l'un des pays réévalue sa monnaie, à l'acquis du Marché commun.

L'abaissement des barrières douanières lui-même peut ainsi devenir, dans une période de bouleversement monétaire, un facteur de dislocation supplémentaire. On comprend pourquoi l'Allemagne ne réévalue pas sa monnaie officiellement, tant que les autres monnaies flottent. Elle ne veut pas faire seule les frais d'une hausse de ses prix intérieurs dans une zone où le protectionnisme semblait être aboli.

Mais, que la situation se dégrade, que le match Europe-Amérique se prolonge, et les pays du Marché commun risquent fort d'offrir une image définitive de l'Europe désunie, le « *Marché commun* » n'étant plus qu'une toiture posée sur une zone où sévit la guerre commerciale à outrance, suivie du rétablissement de tous les tarifs et contingentements et d'une contraction générale des échanges. Les zones de libre échange, les divers accords douaniers (G.A.T.T., Etats latino-américains), les marchés communs protestent tous, mais aucun ne prend l'initiative de la réponse. La période précédente, marquée par une lente réduction du protectionnisme, touche à sa fin.

« Les alliances « *interimpérialistes* » ou « *ultra-impérialistes* » dans la réalité capitaliste, écrivait Lénine, il y a cinquante-six ans, ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, ou qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, que des trêves entre les guerres. »

Et il poursuivait :

« Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale » (39).

Ces lignes sont plus actuelles que toutes les billevesées de Mandel sur les sociétés multinationales, l'interpénétration des capitaux des divers pays d'Europe, l'intégration économique « irréversible » de l'Europe capitaliste, la marche à la création de

« véritables organes d'Etat supranationaux », etc. (40).

« L'engrenage fatal de la guerre commerciale s'est-il déjà mis en route ? »,

se demandait, le 24 septembre, *Entreprise*, ce qui reflète l'inquiétude des industriels français, en annonçant que le Canada venait de mettre sur pied un plan d'aide à l'exportation, « en violation flagrante des accords du G.A.T.T. » ; le gouvernement canadien accordant aux entreprises qui exportent au moins 20 % de leur production vers les Etats-Unis une subvention pouvant aller jusqu'aux deux tiers de la surtaxe.

UN DÉNOUEMENT, MAIS QUEL DÉNOUEMENT ?

Qu'un compromis se réalise entre l'Europe, le Japon et l'Amérique, sur la base de la réévaluation des monnaies européennes et japonaise (de 15 ou 20 % comme le veulent les Etats-Unis), du décrochage du dollar par rapport à l'or, ou de toute autre solution, rien n'en sera pour autant réglé ; les contradictions fondamentales continueront à se manifester, tout recommencera. La crise « monétaire » n'est que le symptôme de la crise du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, qui se manifeste sous cette forme du fait même du « palliatif », employé massivement, de l'économie d'armement. La longueur des « négociations » ne prouve qu'une chose : quand il s'agit de leur peau, les partenaires deviennent des ennemis. Chaque bourgeoisie

essaie de gagner du temps, en espérant forcer une autre à céder, à supporter le poids de la crise. Mais le temps ne suffit pas à résoudre la crise d'un système qui ne se survit qu'en développant ses traits les plus négatifs. Il n'y a pas de replâtrage possible. Déjà, les mesures prises par Nixon semblent dérisoires. Le pouvoir d'achat aux Etats-Unis s'est dégradé depuis août de 0,4 %, la capacité de production de l'industrie n'est plus utilisée en septembre qu'à 73,5 % contre 75 % en août.

(39) Lénine, *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ŒUVRES, Editions de Moscou, tome 22, p. 319.

(40) Voir Stéphane Just, *o. c.*, pp. 92 et suivantes,

De nombreux parlementaires américains réclament une relance des commandes militaires. A l'assemblée générale du Fonds monétaire international, les divers pays de l'Europe de l'Ouest et le Japon ont accepté d'envisager la discussion du « partage du fardeau de la défense du monde libre », donc d'accroître leur budget militaire. La France a donné l'exemple (9,5 % de dépenses militaires supplémentaires). Mais on ne peut supprimer le feu par le feu, les conséquences de la crise par ses causes.

En bloquant les salaires, Nixon ouvrirait le second volet de sa politique :

- nouvelle répartition des échanges internationaux au profit des Etats-Unis ;
- affrontement avec la classe ouvrière.

Les contrats « anti-hausse » appliqués en France ne sont qu'un premier pas bien timide vers la réduction du niveau de vie des travailleurs, ce qui fait dire à Jacques Ferry, président du « grand patronat » :

« Il en résultera presque inévitablement un infléchissement sensible de la courbe de croissance du pouvoir d'achat. »

La bourgeoisie connaît la seule solution qui lui permettrait de remonter, pour respirer une bouffée d'oxygène, et d'écartier la crise menaçante : abaisser brutalement le niveau de vie de la classe ouvrière, diminuer les salaires, supprimer les conquêtes sociales, réduire au chômage et à la misère les paysans, les travailleurs, les jeunes, en surnombre.

Mais d'une bataille frontale avec les masses, la bourgeoisie a toutes les raisons de n'attendre que des déboires.

Elle s'emploie cependant à rechercher des débouchés à l'Est pour ses marchandises et ses capitaux en excédent. Cette préoccupation est manifeste dans la hâte de M. Nixon de se rendre à Pékin — outre la conclusion d'un accord avec la bureaucratie de Mao contre les ouvriers et les paysans dans le Sud-Est asiatique, notamment en Indochine. Les concurrents se pressent à la porte du marché chinois. Les 800 millions de dollars annuels, volume du commerce du Japon avec la Chine, son plus important partenaire, ne sont que des miettes par rapport aux besoins des impérialistes. Mais, là comme ailleurs, leurs appétits se heurtent aux conquêtes des masses.

Les impérialistes sont d'ailleurs parfaitement conscients de l'unité mondiale de la lutte des classes et de la place occupée par les bureaucraties dans cette lutte.

Un autre objectif du voyage de Nixon à Pékin est d'accroître la pression qu'il exerce sur la bureaucratie du Kremlin pour obtenir de celle-ci, dans le cadre par exemple d'une reprise des négociations sur la limitation des armements et son contrôle, des concessions majeures portant fondamentalement atteinte aux conquêtes d'Octobre. La « crise monétaire » atteint très sévèrement les économies de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S., déjà en crise, pays qui, pris globalement, sont expor-

tateurs de matières premières et importateurs de produits fabriqués — donc durement frappés par la baisse des premières et la hausse des seconds sur le marché mondial.

Que Maurice Decailot écrive dans *France Nouvelle*, le 28 septembre, que les pays qu'il appelle les « *pays socialistes* » gagnent sur tous les tableaux, aussi bien lorsqu'il y a dévaluation, parce que le pouvoir d'achat de leur monnaie s'accroît, ou réévaluation, parce que leurs marchandises deviennent plus concurrentielles, ne mérite qu'un haussement d'épaules. La monnaie de ces pays n'a *aucun pouvoir d'achat* sur le marché mondial (41). Ils ne peuvent payer leurs importations qu'en or — et la production d'or russe, au rendement très bas, ne suffit pas, de loin, à couvrir leurs besoins — ou en devises qu'ils se procurent par leurs exportations — essentiellement des matières premières dont les cours ne cessent de baisser — ou par des prêts que leur consentent leurs partenaires, moyennant des concessions diverses. En outre, toutes les relations économiques entre les diverses contrées de la zone du « *socialisme dans plusieurs pays séparément* » et par là

même les plans de ces divers pays sont indexés directement ou indirectement sur les prix du marché mondial en dollars. L'instabilité des étalons monétaires en ébranle profondément le fonctionnement. Le « *plan de redressement* » de Gierk en Pologne est tout particulièrement remis en cause...

Conditions favorables, donc, en apparence, pour que les impérialistes puissent arracher au Kremlin des concessions essentielles. Mais ces concessions ne pourraient être accordées qu'au prix de menaces directes sur les conditions de vie et l'existence des masses travailleuses de ces pays, directement dépendantes des conquêtes d'Octobre.

Partout, la marche à la crise économique mondiale signifie donc une marche accélérée à l'affrontement entre les classes, une marche accélérée à la révolution sociale à l'Ouest comme à la révolution politique à l'Est.

(41) Pour plus de précisions sur tous ces problèmes, se reporter à *la Crise du Conseil d'assistance économique mutuelle* (Comécon), de Michel Varga, *la Vérité*, n^{os} 544, 545 et 547.

L'ANGLETERRE EN CRISE

par Michel FONTAN

La bourgeoisie d'Europe occidentale est inquiète. Au cours des premiers mois de 1971, c'est par dizaines que se comptent les articles, les gros titres de journaux ou de magazines sur le « cas britannique », sur la « maladie anglaise ». N'en citons que deux.

« Cette fois-ci, l'enjeu est autrement sérieux. Car il s'agit, pour le bien de la France et de toute l'Europe, que "Dieu sauve l'Angleterre", que "God save England" » (*l'Express*, 15-21 mars 1971).

Préférant l'injonction martiale au secours de la religion, le journal *Entreprise* affirme à la même époque :

« La seconde bataille d'Angleterre, cette fois-ci, c'est contre les Anglais eux-mêmes que Heath doit la gagner. »

Suit l'explication des malheurs britanniques :

« Il n'y aura pas de miracle anglais. Les Anglais sont trop paresseux. »

A dieu et la paresse près, il y a quelque vérité dans le lyrisme inquiet de la presse bourgeoise. L'Angleterre, ce berceau du capitalisme, est en crise. L'aînée des bourgeoisies, la première et le modèle des

« démocraties », est menacée. Encore faut-il comprendre les raisons de cette crise, en analyser les formes, en esquisser — au moins à grands traits — le mouvement profond.

La crise est indéniable et les symptômes en sont multiples. D'après les statistiques officielles, toujours sous-évaluées, le chômage atteint déjà plus de 900 000 personnes, ce qui représente le chiffre le plus élevé depuis les années trente. Or les licenciements continuent à se multiplier, et l'on s'attend à un nombre de chômeurs dépassant le million au début de l'hiver.

Les faillites se multiplient. La plus récente est celle des chantiers de la *Clyde*, mais elle ne fait que suivre celle de la grande compagnie d'assurances *Vehicle and General Insurance* et surtout celle de la prestigieuse *Rolls-Royce*, entreprise de taille mondiale, située, non dans un secteur attardé, mais dans celui des activités de pointe. La chute de ces « géants » frappe par son caractère spectaculaire, mais elle n'est pas isolée. Les petites et moyennes en-

treprises sont encore plus touchées : plus de 400 ferment leurs portes chaque mois. Dans chaque cas, des centaines (ou des milliers) de travailleurs sont mis à pied immédiatement ou menacés, par vagues successives et au fur et à mesure des rationalisations imposées par ceux qui renflouent ces affaires, de perdre leur travail. A moins d'aller à... Dunkerque, travailler dans les chantiers français, comme on vient de le proposer à plusieurs centaines des licenciés de la *Clyde*, ou de s'expatrier en Allemagne comme ont déjà dû le faire plus de 15 000 ouvriers britanniques.

Le niveau des investissements n'a jamais été aussi faible (— 2 % en 1971 par rapport à 1970) et est assuré à 50 % par le secteur d'Etat, alors que le secteur privé proprement dit effectue 90 % de la production industrielle. *Imperial Chemical Industries*, le plus grand trust britannique, *Shell*, *British Petroleum* réduisent brutalement leurs programmes. En réaction contre la hausse des prix et des salaires, le magnat américain Ford renonce à l'extension de ses implantations en Angleterre.

La décadence sur le plan industriel s'accélère. La disparité des taux de croissance de la production entre la Grande-Bretagne et l'Europe continentale ou le Japon va s'accroissant (à peine 2 % d'une part, près ou plus de 5 % d'autre part).

Le marasme économique et boursier a des conséquences évidemment négatives sur le niveau des profits. Les bénéfices des entreprises ont décroché de près de 25 % depuis cinq ans et les trésoreries sont le plus souvent extrêmement tendues.

Pour freiner la chute des profits et maintenir des marges minimales acceptables, le patronat britannique et le gouvernement ont systématiquement utilisé la hausse des prix.

L'inflation a pris en Grande-Bretagne, en 1970 et 1971, une ampleur qui n'a été dépassée dans aucun autre pays capitaliste développé. Les masses s'étant battues pour défendre leur niveau de vie menacé, les hausses de salaires ont été importantes. Ces hausses et l'escalade des taux d'intérêt ont tendu à élever encore les coûts de production des entreprises, cependant que le prix élevé de leurs produits restreignait leur faculté de compétition sur les marchés intérieur et extérieur. L'Angleterre « roule à l'abîme » et risque « de devenir dans quelques années l'Irlande appauvrie de l'Europe », titrent les journaux britanniques.

Cette crise n'est pas propre à l'Angleterre. L'économie capitaliste tout entière est malade : malade de trop de biens, de capitaux et d'hommes. L'explication donnée par les observateurs bourgeois — à l'exception de quelques-uns, plus lucides ou moins discrets — selon laquelle la crise anglaise serait purement spécifique, et la Grande-Bretagne, le nouvel « homme malade » de l'Europe, part d'une volonté de mystifier ou de se rassurer à bon compte.

Elle est de même nature, elle a le même degré de caractère scientifique que les fadaïses répétées à l'envi jusqu'à la fin des années 60 et qui tendaient à fonder les « miracles économiques » allemand, italien ou japonais sur le goût du travail, le sens de la discipline ou... la dé-

brouillardise élevés à la hauteur d'un « *tempérament national* », c'est-à-dire sans tenir compte des rapports entre les classes, et tout particulièrement du fait que les prolétariats allemand, italien ou japonais ont été brisés, disloqués sous leur forme organisée dans les années trente et quarante. On sait ce qu'il est advenu de ces fameux « *miracles* » et de leurs théories explicatives... Il n'y a pas une crise an-

glaise prise en soi, mais l'expression anglaise, particularisée — peut-être actuellement plus aiguë, et il faudra dire pourquoi — de la crise du capitalisme mondial. Car nous le savons, c'est seulement dans le particulier que le général prend forme, c'est-à-dire que c'est nécessairement dans des crises « *anglaise* », « *française* », etc., que peut s'exprimer la crise de l'impérialisme.

LE BERCEAU DU CAPITALISME, MAIS AUSSI SA TOMBE...

Si la crise en Angleterre est particulièrement explosive, cela tient en premier lieu à l'histoire. Dans ce pays plus qu'ailleurs, le passé pèse sur le présent. On ne peut comprendre fondamentalement la crise anglaise actuelle, comme moment de sa décadence historique, sans rappeler brièvement comment et quand s'est structuré l'impérialisme britannique.

Berceau du capitalisme, à l'avant-garde de la révolution industrielle, la Grande-Bretagne a connu son apogée bien avant ses principaux et successifs concurrents français, allemand, américain ou japonais. Le capitalisme anglais s'est structuré sur la base de sa domination mondiale. Jusqu'en 1870, sa production de houille, de fonte et d'acier, de produits textiles représente la moitié ou plus de la production mondiale. Inondant le marché mondial de ses produits, important plus que tout autre pays — notamment pour les besoins alimentaires massifs que

lui a légués la manière dont se sont déroulées les premières étapes de l'accumulation primitive (expropriation massive de terres, déportation vers les centres urbains en formation de centaines de milliers de petits paysans) —, l'Angleterre est, jusqu'en 1914, la première puissance commerciale du monde et sa marine domine les mers. Elle est le « *banquier* » universel et développe, au cœur de la City, un gigantesque appareil monétaire et financier dont la livre sterling, acceptée partout, est le véhicule. Ultérieurement, plus son avance sur le terrain industriel, donc sur celui des exportations et des importations, s'accroît (le solde du commerce extérieur devient déficitaire dans les années précédant la première guerre mondiale), et plus les revenus tirés des assurances maritimes, du fret, des placements à l'étranger deviennent pour elle indispensables. C'est-à-dire qu'elle accroît encore sa dépendance à l'égard d'un mar-

ché mondial qui, dans le même temps, se rétrécit pour elle avec la montée de ses rivaux capitalistes. L'élimination de l'impérialisme anglais de ses positions dominantes est le fondement de la crise actuelle.

Ecarté de sa sphère d'expansion ancienne et naturelle par des concurrents plus puissants, le capitalisme britannique ne peut plus contrôler le marché mondial, mais il est, plus que tout autre, soumis à sa loi. Désormais, la bourgeoisie de ce pays flotte dans des habits trop grands. Elle tire une part grandissante de ses revenus de sa fortune ancienne, et non de l'accumulation nouvelle de capital ; la fraction politiquement dominante de cette classe — liée au capital financier — dépend du bon fonctionnement de l'énorme appareil bancaire et financier édifié

au temps de sa splendeur et que son potentiel de production, tout particulièrement industriel, n'a plus la force de porter. D'où l'extrême parasitisme du capitalisme anglais et les contradictions dans lesquelles se débat la bourgeoisie. Grandie lors de la suprématie anglaise sur l'économie mondiale, elle est désormais vouée à la vassalité à l'égard de l'impérialisme américain qui domine le marché mondial, mais elle ne peut supporter, face à son propre prolétariat, ce rôle qui la désigne comme politiquement faillie.

En fait, les forces productives de l'Angleterre ne correspondent plus à la place qu'elle occupe sur le marché mondial. Au cœur de la crise anglaise se tient le prolétariat, la force productive vivante.

PUISSANCE DU PROLETARIAT ANGLAIS

Berceau du capitalisme, la Grande-Bretagne est aussi celui du mouvement ouvrier. Le prolétariat de ce pays s'est constitué alors que ses exploiters dominaient le monde. Il en porte la marque dans ses forces comme dans ses faiblesses, dans la puissance de ses organisations, mais aussi dans la manière dont elles se sont développées, dans l'idéologie secrétée par des décennies de réformisme.

Un historien anglais a pu écrire :

« Le plus important événement du siècle [le XIX^e] en Angleterre est la révolution qui n'a pas eu lieu. »

Encore faut-il être capable de comprendre de quel prix la classe domi-

nante de ce pays a dû payer un tel avortement.

Trotsky répond dans *Où va l'Angleterre ?* :

« La peur de la révolution incita les capitalistes anglais à des concessions et à des transformations, tant que les possibilités matérielles du capitalisme furent ou parurent illimitées. Les impulsions des révolutions européennes se firent toujours sentir très nettement sur le développement social de l'Angleterre ; elles provoquèrent des réformes tant que la bourgeoisie garda entre ses mains, grâce à sa situation mondiale, de prodigieuses ressources permettant de manœuvrer. La bourgeoisie put légaliser les trade-unions, abolir les taxes sur le blé, augmenter les salaires, élargir les droits électoraux, accomplir des réformes sociales. »

Perdant sa suprématie mondiale, l'impérialisme anglais voit s'effriter les bases objectives de sa capacité à manœuvrer face à son prolétariat.

Celui-ci, qui s'est développé dans le mouvement de l'impérialisme anglais vers la domination du monde, ne peut absolument pas rester tel qu'il est dans le cadre d'un impérialisme décadent.

Comme le dit encore Trotsky :

« La situation aristocratique de l'industrie anglaise dans le monde ne fut pas la seule ébranlée ; la situation privilégiée de l'aristocratie ouvrière en Angleterre le fut également. »

On voit maintenant plus clairement que la crise anglaise n'est pas un « *accident économique* ». Elle exprime les rapports de force entre les

classes, la place relative qu'elles se sont taillée dans la lutte qui les oppose. Elle est un moment d'un processus depuis longtemps amorcé.

La ruine de la stabilité des rapports de classes en Grande-Bretagne a été consommée par la décadence du vieil impérialisme. A plusieurs reprises, avant et après 1914, le prolétariat anglais a secoué le joug réformiste et menacé directement la classe dominante sur le terrain politique, c'est-à-dire sur la question du pouvoir. En mai 1926, à l'occasion de la seule grève générale de l'histoire de l'Angleterre, la bourgeoisie a eu à affronter directement la force centralisée du prolétariat. Trahi par sa direction, le mouvement a été battu. Mais la bourgeoisie a médité cette leçon.

EVITER L'IRREPARABLE

Certes, après la seconde guerre mondiale, le capitalisme anglais, pourtant de nouveau affaibli, a réussi à éviter l'irréparable. La victoire militaire sur l'impérialisme allemand, les concessions faites au prolétariat (sur lesquelles il faudra revenir) et la politique des directions du Labour party et des trade-unions, la subordination à l'impérialisme américain, le recul de la classe ouvrière sur le continent après sa phase de poussée révolutionnaire, la faiblesse dans le pays de l'avant-garde révolutionnaire et, à l'échelle du monde, de la IV^e Internationale sont les principaux éléments qui ont permis cette stabilisation temporaire. Jusque vers les années 60, malgré l'affaiblissement

de ses positions industrielles, l'impérialisme britannique a pu masquer ses faiblesses les plus criantes grâce au « *boom* » relatif que connaissait l'économie mondiale (reconstitution des moyens de production détruits pendant la guerre de 1939-45, relayée par les dépenses d'armement) et au développement des échanges internationaux. Mais, ensuite, l'accentuation de la concurrence, les débuts de la guerre commerciale, l'entrée en jeu de la spéculation massive ont précipité les rythmes de sa crise. Pour stabiliser ses importations et développer ses exportations, pour dégager des profits suffisants aux fins de placements à l'étranger, le capitalisme anglais aurait dû absolument et rapidement

moderniser son appareil de production. La résistance de la classe ouvrière l'en a empêché.

Et c'est pourquoi la crise actuelle en Angleterre tend à devenir de plus en plus une crise dont les expressions politiques sont multiples, mais dont l'enjeu est à terme la domination de la bourgeoisie, ses institutions, les bases matérielles de son pouvoir. Aussi voit-on réapparaître la gangrène mal guérie des vieux problèmes, comme la question irlandaise jusque-là apparemment résolue par la partition, et en surgir de nouveaux comme la question raciale (problème des Pakistanais, des Indiens ou des Nigériens attisé par l'ultra-réactionnaire Powell). Questions qui, certes, ont leur détermination propre, leur ressort interne, mais qui sont également des armes et des enjeux de la lutte engagée entre les deux classes fondamentales.

Car au cœur de la crise actuelle du capitalisme en Angleterre siège le mouvement ouvrier organisé. La bourgeoisie anglaise doit défaire son prolétariat.

Depuis la fin de la guerre, la bourgeoisie anglaise s'est constamment efforcée d'éviter l'affrontement direct, brutal avec son prolétariat. Elle a clairement médité la leçon des premières décennies du xx^e siècle pendant lesquelles le mouvement ouvrier anglais, dit « réformiste » — « spontanément réformiste », dirait sans doute H. Weber de *Rouge* —, s'est à plusieurs reprises radicalisé avec une rapidité et une puissance extraordinaires. Elle a compris ce que signifiait la création du Labour party en 1906

et le renouveau syndicaliste et socialiste qui s'est manifesté jusqu'à la guerre de 1914. Elle a mesuré ce qu'annonçaient le surgissement du mouvement des « *shop-stewards* » en 1916 (c'est-à-dire en pleine guerre), les mutineries dans la flotte en 1919, l'apparition d'éléments de constitution d'une avant-garde communiste reliée à l'Internationale communiste et animant un fort courant « *lutte de classe* » dans les syndicats (« *Minority Movement* ») autour de 1921, la grande grève générale de 1926.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, face à la nouvelle montée des masses, la bourgeoisie fait donc rapidement des concessions importantes. Déjà, au cours de la guerre, certains mouvements l'avaient alertée. Malgré la présence de dirigeants du Labour au gouvernement d'Union nationale présidé par Churchill, et en dépit d'interdictions formelles, des mouvements de grève avaient éclaté (docks, armement). En 1943-44, les revendications des mineurs concernant leurs salaires avaient dû être immédiatement satisfaites afin d'éviter que n'éclate un conflit jugé dangereux.

Au sortir de la guerre, le mouvement de la classe se déploie avec force. Il balaie le parti conservateur et renvoie dans ses foyers le héros prestigieux de la bourgeoisie, Churchill, « *l'homme de la victoire* ».

Comme l'exprime à sa façon une électricienne applaudissant Churchill dans un meeting en 1945 :

« Il est merveilleux. Mais comme il a l'air vieux et fatigué ! Il a besoin d'un bon repos, et c'est ce que nous allons lui donner. »

Des réformes massives sont consenties ; nationalisation de la banque d'Angleterre, des charbonnages, du gaz, de l'électricité, des transports ; système national d'assurances couvrant les risques de chômage, de maladie, d'accident et les situations de maternité, de veuvage, de retraite et de décès ; service national de santé assurant la gratuité des soins médicaux et dentaires ; programme de construction massive de logements. Le prix de la paix so-

cial en Angleterre est élevé. Pourtant la bourgeoisie préfère le payer, et aucun gouvernement conservateur n'a osé jusqu'ici revenir sur ces avantages. Les conquêtes de cette époque — qui pèsent encore aujourd'hui et concourent à expliquer la crise actuelle — sont un sûr témoignage de la puissance du prolétariat. La classe ouvrière britannique n'a pas subi de grave défaite depuis 1926.

LES SYNDICATS BRITANNIQUES

Le prolétariat anglais est une force immense. Cela apparaît d'abord au niveau de ses organisations élémentaires : les syndicats. Depuis les années trente, le nombre des syndiqués n'a cessé de croître : 6 millions en 1938, 7,9 en 1945, 9,3 en 1948. Aujourd'hui, plus de 11 millions de travailleurs sont syndiqués et, si l'on excepte les syndicats indépendants, au moins 10 millions appartiennent à des syndicats affiliés au Conseil général des trade-unions (T.U.C.), c'est-à-dire à une centrale unique. Cette masse de syndiqués représente 42 % de la population active, soit le taux de syndicalisation le plus élevé du monde après la Suède (contre 17 à 19 % en France). La puissance financière des syndicats est également imposante : chaque syndiqué verse en moyenne 60 F par an et la masse de manœuvre financière totale des trade-unions représente environ 2 % du budget de l'Etat britannique.

Cette force est en outre concentrée.

Certes, il existe près de 600 syndicats en Grande-Bretagne, mais les 18 plus grands regroupent les deux tiers et les 10 premiers environ la moitié de l'effectif total. Six « géants » dominent : la fédération des transports (*Transport and General Workers Union* : plus de 1 500 000 adhérents), la fédération des métallos (*Amalgamated Engineering Union* : plus d'un million), celle des travailleurs municipaux (*General and Municipal Workers* : plus de 800 000), celle des mineurs (*National Union of Mineworkers* : plus de 500 000), celle des travailleurs du commerce (*Union of Shop Distributive and Allied Workers* : 400 000), celle enfin des cheminots (*National Union of Railwaymen* : près de 400 000). On mesure la place prépondérante que tiennent ces grandes fédérations dans le mouvement ouvrier et la force d'impact que donne au mouvement syndical la faculté de mobiliser dans l'action des masses de travailleurs aussi considérables.

La puissance du mouvement ouvrier anglais tient aussi à son unité. La division syndicale telle qu'elle existe en France (depuis 1947) et aussi, à un moindre degré, en Italie, en Belgique, en Allemagne, voire aux Etats-Unis, n'est ni une fatalité ni l'état naturel du mouvement ouvrier. Profondément, celui-ci aspire à l'unité et a besoin d'elle. L'unité du syndicalisme britannique est un acquis et un atout dans sa lutte. Or ce caractère unitaire a tendu à se renforcer ces dernières années avec la syndicalisation croissante des « *cols blancs* », avec l'affiliation au *Trade Union Council* (T.U.C.) du syndicat des enseignants en 1966, puis, tout récemment, en 1971, du syndicat des étudiants. Ce dernier cas mérite tout particulièrement d'être noté, car il témoigne de l'évolution profonde du mouvement étudiant en Angleterre et de sa volonté de lier organiquement son combat à celui de la classe ouvrière.

La structure particulière des syndicats britanniques n'est pas moins importante. Vus du sommet, ceux-ci apparaissent comme une lourde machine où l'extrême centralisation du pouvoir de fait (en dépit de statuts théoriquement très démocratiques)

LES « SHOP-STEWARDS »

Mais fondamental, dans le mouvement ouvrier anglais, est le rôle des délégués d'atelier (« *shop-stewards* »), militants, au nombre de 90 000, élus sur le lieu même du travail. Ils collectent les cotisations, recrutent pour le syndicat, tiennent au courant les militants de la vie de l'organisation.

a permis, sur le terreau de l'aristocratie ouvrière — née des miettes des superprofits impérialistes — et de l'idéologie réformiste, la sécrétion d'une bureaucratie syndicale, forte de ses milliers de permanents nommés pour plusieurs années, voire à vie, et qui tend à s'identifier avec le syndicat. Mais l'échelon local révèle une réalité différente.

Historiquement, il est vrai, l'unité de base syndicale, c'est la section locale (« *the branch* » ou « *the lodge* »), qui groupe des syndiqués n'appartenant pas nécessairement à la même entreprise (il y a environ 40 000 sections locales). Certaines peuvent comporter un nombre considérable de membres : le syndicat des transports (T.G.W.U.) comporte une section locale de 9 000 membres, 4 de plus de 4 000, 31 de plus de 2 000. Eloignées de la base, se réunissant peu, dirigées par des militants généralement âgés (plus de 40 ans) et longtemps maintenus en poste (en moyenne plus de 17 ans), ces sections sont souvent moins des centres de vie syndicale active que des tremplins pour la montée dans la hiérarchie syndicale de militants sélectionnés par l'appareil.

Défenseur, auprès du patron, des droits du personnel, trait d'union entre la base syndicale et les instances supérieures, bénévole dans son activité, éligible et révocable à tout moment par son atelier, le « *shop-steward* » est directement lié aux revendications et aux aspirations de

ses camarades de travail — syndiqués ou non syndiqués — dont il incarne la volonté organisée de résistance quotidienne à l'exploitation.

C'est vraiment le militant responsable dans sa classe, le cadre organisateur, l'expression de l'organisation du prolétariat comme classe.

C'est contre l'attitude des directions syndicales, jugées trop gouvernementales, que, face aux conséquences de la guerre pour les travailleurs, se forment en 1915 dans la région de la *Clyde* les premiers comités composés de délégués d'atelier, lesquels vont formuler eux-mêmes les revendications ouvrières et souvent entrer en conflit avec les dirigeants officiels. Ce sont eux qui créent, en 1916, le Comité national des délégués syndicaux d'atelier et des ouvriers afin, proclamaient-ils,

« d'assurer un contrôle sans cesse plus étroit des conditions de travail dans l'en-

treprise, la normalisation des conditions d'emploi des ouvriers, l'organisation des travailleurs sur une base de classe pour promouvoir les intérêts de la classe ouvrière en attendant le triomphe des ouvriers ».

Ce sont ces comités de délégués dont Lénine disait qu'ils avaient tout pour devenir une forme « soviétique » d'organisation. Ce sont eux que la bourgeoisie — et parfois des dirigeants syndicaux — accusent de provoquer les grèves dites « sauvages » et d'être à l'origine des conflits de travail les plus durs. Les « *shop-stewards* » sont l'expression originale du militantisme ouvrier et de l'ardeur combative du prolétariat britannique. Toute attaque d'envergure contre le mouvement ouvrier en Angleterre (nous y reviendrons avec la loi Carr) a nécessairement pour un de ses objectifs stratégiques la destruction de la puissance des « *shop-stewards* ».

LE LABOUR PARTY ET LES TRADE-UNIONS

Le dernier trait qui fonde la force du prolétariat britannique est l'existence d'un parti ouvrier, le Labour party, étroitement fusionné avec le mouvement syndical.

Trotsky écrivait en 1926 :

« Dans aucun autre pays du monde, le caractère de classe du socialisme ne fut aussi objectivement révélé par l'histoire, de façon évidente, indiscutable, empirique ; car le parti ouvrier est né ici du groupe parlementaire des trade-unions, c'est-à-dire d'une organisation de classe des salariés. »

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, la classe ouvrière britannique a, comme celles de la plupart des pays d'Europe continentale, connu une période où, bien que déjà fortement organisée en syndicats, elle ne s'était pas donnée une expression indépendante sur le terrain politique.

Quelques groupements socialistes existaient (la Société fabienne, platement réformiste, et la Fédération social-démocrate, plus ou moins d'inspiration marxiste, par exem-

ple), mais la masse des ouvriers, et notamment des syndiqués, votaient — quand ils pouvaient voter — pour le Parti libéral, c'est-à-dire pour une tendance de la bourgeoisie, et n'étaient pas organisés politiquement. Le Labour party, parti de classe indépendant, né en 1906 de la fusion des groupements socialistes existants, mais très fortement minoritaires, et des grands bataillons syndicaux, est de fait l'expression politique directe des syndicats ouvriers.

Ce lien organique s'exprime clairement dans ce qu'on appelle la « *clause de cotisation politique* » des trade-unions. Tout adhérent à un syndicat membre du T.U.C. cotise automatiquement au Labour party, sauf s'il manifeste expressément son désaccord — ce qu'il ne fait généralement pas. Le Labour party tire donc sa force numérique (l'immense majorité de ses membres sont affiliés par l'intermédiaire des syndicats), sa puissance financière (70 % des cotisations), son homogénéité de classe de sa fusion avec les syndicats. Son congrès annuel — même si le groupe parlementaire a historiquement conquis contre la base une grande indépendance — est, par le fait des votes bloqués par fédération syndicale, dominé par eux.

Nier, comme l'ont fait les pablistes anglais en prônant l'abstention lors des dernières élections générales, que le Labour party soit le parti de la classe ouvrière, c'est nier l'existence même de la classe ouvrière britannique en tant que classe constituée. Ni la bourgeoisie ni les marxistes ne se sont, eux, ja-

mais trompés sur la nature du Labour party. La première a fait de la cotisation politique dans les syndicats une de ses cibles essentielles. Elle a imposé sa modification en 1927, après la trahison de la grève générale de 1926, elle a dû accepter sa restauration en 1945 et voudrait bien pouvoir la remettre en cause de nouveau. Les seconds ont toujours pensé avec Lénine et Trotsky que la construction d'un parti bolchevique capable de prendre la direction des masses ne pouvait se faire indépendamment de la forme particulière d'organisation que s'était donnée le prolétariat britannique, que c'était du sein du Labour party que partaient les conditions de la construction du parti révolutionnaire, ce qui impliquait, si les circonstances le rendent possible, l'adhésion de l'organisation des communistes, dans le maintien de son indépendance, au Labour party, parti de la classe ouvrière anglaise, et signifiait de toute façon que l'attitude vis-à-vis du Labour party était au centre de toute politique réelle de combat communiste en Angleterre. Toute autre attitude ne pouvait conduire, selon eux, compte tenu de la nature particulière du Labour party, qu'à isoler l'avant-garde, laisser le champ libre à la droite et abandonner aux mains des opportunistes la direction du mouvement ouvrier anglais.

Devant cette puissance du mouvement ouvrier anglais, la bourgeoisie a constamment hésité. Mais pourquoi, après tout ? La direction du Labour party, la bureaucratie syndicale n'ont-elles pas toujours, quand la tension entre les classes atteignait son point extrême, quand

la question du pouvoir de la classe ouvrière était posée, dévoyé la lutte du prolétariat, pratiqué la collabo-

ration de classes, assujetti les intérêts historiques du prolétariat à la domination bourgeoise ?

LA FAILLITE DES DIRECTIONS TRADITIONNELLES

Le prolétariat anglais n'est-il pas définitivement marqué de la tare du réformisme ? Il faut y aller voir de plus près.

« Dans le domaine du sentiment et de la conscience, dans le domaine spirituel, le socialisme est la religion au service du peuple. Le socialisme ne croit pas à la violence. Le socialisme, c'est la santé, ce n'est pas une maladie mentale. C'est pourquoi, de par sa nature même, il repousse la violence. Il n'use que des armes intellectuelles et morales. »

Ainsi s'exprimait Ramsay MacDonald, chef du Labour party, en 1931, au cœur de la crise mondiale. Aujourd'hui, Wilson lui répond en invoquant dieu dans les congrès de son parti. Il faut comprendre comment cela est possible.

Le déclin du chartisme, mouvement politique révolutionnaire du prolétariat britannique, dans la période de réaction qui a suivi en Angleterre la défaite de la révolution de 1848 en Europe, la naissance d'une puissante aristocratie ouvrière dans le sillage de l'impérialisme anglais dominant, la capacité de celui-ci à faire aux masses des concessions réelles, tant sur le terrain économique que politique, ont favorisé la diffusion de l'idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier, l'ont profondément marqué du sceau du réformisme. Conservatisme, préjugés religieux, puritanisme petit-bourgeois, chauvinisme, illusions pa-

cifistes, utilitarisme borné, telle est la mixture idéologique dont se sont nourris historiquement les dirigeants du Labour et des trade-unions et qui a infecté les couches supérieures de la classe ouvrière. A certains égards, c'est même l'ensemble du mouvement ouvrier qui a été imprégné par les illusions réformistes.

Mais « les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils ». Plusieurs fois, dans la dernière période historique, les masses radicalisées par les conditions objectives qui leur étaient faites se sont heurtées à leurs directions et ont tenté de reconquérir pour leurs intérêts de classe leurs organisations.

Le sectarisme de la Fédération social-démocrate avant la première guerre mondiale — refusant trop longtemps, malgré les injonctions de Lénine, l'entrée dans le Labour party et le militantisme dans les syndicats —, surtout la stalinisation rapide du parti communiste, comme conséquence de la dégénérescence de la III^e Internationale avant la seconde guerre mondiale, ont bloqué le développement pourtant prometteur du courant communiste dans le mouvement ouvrier anglais.

On ne peut comprendre pourquoi celui-ci est resté sous le contrôle d'une direction politique et syndi-

cale réformiste si l'on ne se réfère pas à la domination du stalinisme sur une fraction considérable du mouvement ouvrier international, à la politique de la bureaucratie, à celle du parti stalinien anglais — lequel est bien implanté dans la classe, notamment au niveau de certains syndicats —, par exemple dans la phase ultra-gauche dite de la « troisième période ». Le stalinisme a renforcé et justifié le réformisme en Angleterre comme ailleurs.

« DEMOCRATIE A L'ANGLAISE » ET CONQUETES OUVRIERES

Or les conséquences d'un échec seraient désastreuses pour le système actuel de sa domination de classe. Les marxistes ont toujours dit que, pour la bourgeoisie, la démocratie parlementaire était — quand elle était viable — la forme la plus parfaite de sa domination de classe. La « démocratie à l'anglaise », citée en exemple par tous les spécialistes de la « science politique », est la plus achevée de cette « forme parfaite ». Au sommet la royauté, faible, mais incarnation de l'Etat, garante de la légitimité du pouvoir, centre de ralliement potentiel de toutes les forces dirigées contre la classe ouvrière.

Un ouvrage récent sur l'Angleterre dit de la reine :

« La Reine est un symbole, au-dessus des partis et des factions, de l'unité nationale et de la permanence de l'Etat. Elle intègre l'opposition dans la Nation en consacrant publiquement son droit à l'existence, son unité et son caractère loyal, puisque le Gouvernement de Sa

La contradiction entre la puissance du prolétariat britannique et le caractère arriéré de sa direction est frappante. La crise aiguë de l'impérialisme ruinant les fondements du conservatisme social, cette contradiction risque désormais de devenir explosive. Là réside la peur de la bourgeoisie. Car le risque qu'elle doit prendre, c'est d'éveiller de nouveau la classe ouvrière à la cause de la révolution prolétarienne avant de l'avoir brisée.

Majesté a pour pendant l'Opposition de Sa Majesté. Elle lie l'Etat à l'Eglise, dont elle nomme en principe les principaux dignitaires. Elle est le défenseur de la Foi. Surtout, par son existence même, qui fait appel à l'imagination des foules, la Reine apporte à l'Etat et au Gouvernement une adhésion plus profonde du peuple. »

La crise du capitalisme britannique devenant dramatique, la bourgeoisie n'a d'autre solution, au cœur des années 60, que de s'atteler à la tâche qu'elle a différée depuis la guerre : affronter son prolétariat.

C'est-à-dire qu'il lui faut détruire le type de relations qui s'est instauré entre les classes au temps de la splendeur impériale et lui a survécu trop longtemps. Cet ensemble impressionnant de concessions économiques et sociales qu'elle a consenties au nom de la « Politique », elle doit désormais le remettre en cause au nom même de l'« Economie ». Non pas, en fait, que les salaires anglais soient plus élevés

qu'ailleurs (il s'en faut même de beaucoup). Mais il n'est pas de pays capitaliste où les travailleurs soient autant qu'en Angleterre protégés de la surexploitation. On sait en effet qu'une multitude de règlements particuliers du travail, de conventions d'entreprise, de règles précises de délimitation des métiers (afin de limiter la concurrence entre les ouvriers) ont été conquis par les travailleurs à l'époque où l'île dominait le monde. Réseau serré de protections, « *malthusien* », « *conservateur* », « *anti-économique* » (dit la bourgeoisie), mais où s'est exprimé et effectivement concrétisé le combat de résistance à l'exploitation du prolétariat le plus ancien du monde. C'est dans ces relations particulières de classes que le « *ré-*

formisme » du mouvement ouvrier anglais plonge ses racines. Si celles-ci sont remises en cause, c'est parce qu'il est « *conservateur* » — pour conserver ce qu'il a — que le prolétariat redeviendra « *révolutionnaire* ».

Consciente des difficultés et des risques de sa tâche, la bourgeoisie préfère d'abord tâter de la « *voie froide* » et s'appuyer sur l'appareil social-démocrate pour, de l'intérieur du mouvement ouvrier, lever les obstacles, effriter l'inévitable résistance des masses à ses plans d'exploitation accrue. Une telle politique témoigne peut-être de son habileté, mais aussi et surtout de sa faiblesse.

LA POLITIQUE DE WILSON

En 1964, *The Economist*, le journal du grand patronat, invite ouvertement à voter Wilson. Cette campagne qui pourrait surprendre a un sens politique extrêmement précis.

Une fraction influente de la bourgeoisie arbitre en faveur d'un gouvernement travailliste. Le parti conservateur, usé par douze ans de pouvoir, déconsidéré par ses erreurs politiques (l'équipée de Suez) et des scandales internes (l'affaire du ministre Profumo), hors d'état de se forger en hâte un « *homme providentiel* », n'est pas à cette époque l'instrument adéquat pour heurter de front la puissante classe ouvrière anglaise. Il faut utiliser les dirigeants de la classe ouvrière pour faire la politique de la bourgeoisie.

Il faut, par la « *voie froide* », faire supporter à la classe ouvrière le prix de la restructuration de secteurs vitaux de l'économie (docks, chemins de fer, charbonnages), celui du sauvetage de la livre sterling (menacée, mais source de fructueux profits pour la City), en somme le coût de la tentative de hisser le capitalisme britannique à la hauteur des exigences de sa survie sur le marché mondial.

L'effort est loyalement tenté par les Wilson, les Jenkins, les Callaghan ou par les députés « *de gauche* » à la Barbara Castle. Les dirigeants syndicaux y mettent également du leur. En deux ans, de 1965 à 1967, plus de 3 000 « *accords de productivité* » liant les augmenta-

tions de salaires aux accroissements de production et aux compressions de personnel sont signés par les syndicats. 60 000 mineurs sont « reconvertis », les chemins de fer britanniques suppriment 40 000 emplois, la *General Electric Corporation* 22 000, les postes 16 000, *Rolls-Royce* 4 500. Les résultats de cette politique de « dégraissage » (comme on dit...) s'inscrivent encore dans les chiffres de chômage actuels. Par

la politique des revenus, Wilson impose un quasi-blocage des salaires — qui stagnent —, alors que la hausse des prix n'est pas enrayée. Pour tenter de raffermir la livre, il pratique une politique systématique de déflation. Le revenu des masses baisse. Enfin, face aux résistances qui s'amorcent, il tente, en 1969, de contrer la classe ouvrière dans ses moyens de lutte contre l'exploitation ; son ministre du travail, Bar-



bara Castle, prépare une législation comportant des atteintes majeures au droit de grève. L'ensemble de cette politique va cependant échouer.

Confiante d'abord, puis démoralisée, la classe ouvrière britannique cède d'abord du terrain. Elle cherche à comprendre, à retrouver les voies

du combat. La grève des marins britanniques, en mai-juin 1966, va jouer de ce point de vue un rôle décisif (un peu analogue à la grève des mineurs en 1963 en France). Engagée par la base au sein d'un syndicat jugé traditionnellement réactionnaire — il avait été le seul à interdire à ses membres de soutenir

la grève générale de 1926 —, le conflit est long, dur et n'aboutit pas à un succès revendicatif. Mais il va être un élément considérable de la maturation de la classe ouvrière.

Dressés contre les armateurs renforcés par le gouvernement (l'état d'urgence est proclamé), les marins prouvent qu'il est possible de se battre en utilisant les organisations de classe, malgré des dirigeants réactionnaires, contre les patrons et aussi contre le gouvernement travailliste. Peu à peu, la classe va en tirer la leçon.

Dès 1968, sa mobilisation s'amorce et les premiers conflits importants éclatent. La « rentrée » 1969 est marquée par un déferlement des luttes

revendicatives englobant, non seulement les secteurs traditionnellement combatifs (mineurs, dockers, métallistes), mais aussi les catégories les plus mal payées (travailleurs de la voirie, employés municipaux) et, pour la première fois dans ce pays avec une telle ampleur, les enseignants. Les hausses de salaires réclamées et obtenues vont en moyenne de 15 à 20 %. L'édifice de la politique des revenus se désagrège. Parallèlement, la lutte contre le projet antigrève, impulsée au départ par les trotskystes, prend de l'ampleur. Le 1^{er} mai 1969, des secteurs importants de la classe ouvrière participent à la première grève ouvertement politique de l'après-guerre.

DU PROJET DE LOI CASTLE...

C'est qu'en effet la nature même des organisations syndicales est contradictoire avec ce que visait à en faire le projet de loi de Barbara Castle, c'est-à-dire de simples courroies de transmission des impulsions bureaucratiques et, à terme, des organismes de l'appareil d'Etat bourgeois. La lutte contre l'intégration à l'Etat, c'est-à-dire pour le maintien des syndicats comme organisations de classe, engagée de plus en plus consciemment par les militants, tend donc rapidement à diviser l'appareil syndical lui-même et, à travers lui, les sommets du Labour party. Le congrès des trade-unions doit condamner le projet de loi, bientôt suivi par la majorité du Labour, qui désavoue sur ce point sa direction. Sous peine d'ouvrir une

crise majeure dans les syndicats et dans le parti — crise où il jouerait devant et contre les travailleurs sa carrière politique et celle de son équipe — Wilson doit céder. Le projet est retiré.

La politique suivie par l'appareil social-démocrate au compte de la bourgeoisie de 1964 à 1970 démontre que la « voie froide » n'est pas une solution possible, ou plus précisément qu'on ne peut pas briser la classe ouvrière sans briser ses organisations (les trade-unions et le Labour), c'est-à-dire sans que les directions bourgeoises du mouvement ouvrier n'acceptent consciemment de se détruire elles-mêmes.

Contrainte à prendre les choses en main elle-même, la bourgeoisie

s'unifie derrière son parti et tente de rallier à elle une partie des classes moyennes et la fraction la plus exploitée et la moins consciente de la classe ouvrière. Le dernier ser-

vice que la direction du Labour peut rendre à la classe dominante est d'organiser sa propre défaite. Elle s'y emploie. Les *tories* l'emportent aux élections générales de juin 1970.

... AU PROJET DE LOI CARR

Désormais s'ouvre la « *voie chaude* ». Les conservateurs doivent frapper vite et fort. Le capitalisme anglais est en effet contraint, non seulement de mettre fin à son déclin, mais aussi de récupérer certaines pertes récentes. Sa tâche n'est pas aisée. Des économistes ont calculé que, avec le taux moyen de productivité de l'industrie britannique (évalué à 3 %), il faudrait au moins trois ans sans augmentation du salaire réel pour pouvoir retrouver les marges de profit réalisées en 1964. Le capital et son gouvernement engagent l'offensive sur tous les fronts. Par les accords de productivité — imposés, par exemple, aux dockers — et surtout par les licenciements massifs, le chômage est organisé de façon systématique : il va passer en quelques mois de 600 000 à près de 800 000. Par l'inflation, à laquelle on laisse libre cours, et par la résistance aux augmentations de salaires qu'il organise, le gouvernement tente de réduire brutalement la part des revenus du travail. Accélérant le processus de l'adhésion au Marché commun choisi comme cadre et comme « *prétexte national* » à une exploitation accrue, le gouvernement Heath tente de pousser plus loin la « *rationalisation* » de l'appareil

de production : certains secteurs, parmi les plus rentables, des entreprises nationalisées — où la résistance ouvrière est de tradition et d'une certaine façon facilitée par les statuts acquis au lendemain de la guerre — sont remis à la gestion privée directe (dans les chemins de fer, dans l'aéronautique) ; des pans entiers des industries traditionnelles (docks, chantiers navals) et des entreprises peu rentables (les « *canards boiteux* », comme on dit dans la presse bourgeoise) commencent à être sacrifiés aux nécessités de la compétition internationale. Surtout, les conquêtes sociales des années 1945-46 sont pour la première fois attaquées : le droit à la santé, avec la suppression des distributions de lait aux enfants des écoles et la remise en cause de la gratuité des prestations médicales et dentaires ; le droit à l'éducation avec la réduction des bourses et des dépenses d'enseignement et l'introduction de la spécialisation à outrance dans les écoles ; le droit à la sécurité, avec la diminution des indemnités de chômage et la réduction des avantages obtenus par les familles des ouvriers en grève.

Mais il faut plus. Compte tenu de leurs conséquences pour le niveau

de la production et donc des profits, ni la ponction par la hausse des prix sur le niveau de vie des masses ni la mise au pas de la classe ouvrière par l'organisation du chômage ne peuvent, à elles seules, suffire. Ce qu'il faut, c'est remettre en cause la puissance même du prolétariat dans la société bourgeoise, sa capacité d'organisation indépendante, les droits qu'il a conquis pour défendre ses intérêts. Le projet de loi antisyndicale présenté au nom du gouvernement par le ministre Carr vise à servir cet objectif. Ses dispositions sont claires :

— instauration, au-dessus des actuels tribunaux industriels (chargés de trancher les conflits du travail), d'un tribunal national ayant statut de Haute Cour de justice ;

— création d'un nouveau registre des trade-unions imposant des règles nouvelles aux syndicats et per-

mettant leur vérification ; le refus de l'enregistrement entraîne pour le syndicat le risque de sanction pénale en cas de grève « *illicite* » ;

— possibilité de remettre en cause le droit au contrôle de l'embauche (« *closed-shop* ») acquis par de nombreux trade-unions ;

— en cas de grève, possibilité pour le secrétaire d'Etat au Travail d'imposer aux travailleurs un vote à bulletins secrets sur la reprise en cas de menace pour la « *communauté nationale* » ;

— faculté pour le gouvernement, en certaines circonstances, d'imposer une période de 60 jours pendant laquelle aucune action pour défendre des revendications ne peut être entreprise ;

— enfin, toute une série de mesures touchant aux pouvoirs des délégués d'atelier (« *shop-stewards* »).

LA REPONSE DE LA CLASSE

L'offensive gouvernementale rencontre dès le début une formidable réponse de classe. Quelques semaines après l'arrivée au pouvoir du parti conservateur, la puissante corporation des dockers entre en grève. Puis, mobilisés dans leurs syndicats, ce sont des contingents massifs de la classe ouvrière qui s'engouffrent successivement dans la lutte revendicative : les 750 000 employés

municipaux obtiennent, après 6 semaines de grève, 15 % d'augmentation, les 250 000 travailleurs des hôpitaux gagnent sans coup férir des avantages identiques, Ford cède 12 %, Chrysler 18 %. Plus tard dans l'année, il faudra tout le poids de la bureaucratie syndicale pour que s'achèvent sans victoire revendicative véritable la grève des mineurs, puis celle des postiers. L'année 1970

est considérée par la presse bourgeoise comme « *la pire depuis la grève générale de 1926* ».

La radicalisation de la classe ouvrière anglaise se manifeste avec plus de netteté encore dans sa lutte contre la loi antisyndicale. A plusieurs reprises, des secteurs importants du prolétariat se lancent dans des grèves ouvertement politiques.

Les arrêts de travail du 8 décembre 1970, des 12 janvier, 1^{er} et 18 mars 1971 entraînent des millions de travailleurs.

Au cours de 1971, pourtant, cette poussée spectaculaire de la classe a paru s'arrêter sans avoir atteint ses objectifs. La grève des postiers marque de ce point de vue la fin d'une étape. Elle dure 7 semaines, entraîne

toute la corporation, révèle clairement le refus militant de la conciliation et la volonté d'aller jusqu'à la victoire. Pourtant l'Etat ne cède pas et l'emporte. Les postiers rentrent la rage au cœur sans avoir rien gagné d'important. Cette action représente donc le point le plus élevé que pouvait atteindre la seule lutte revendicative. La question de savoir si les grèves seules peuvent suffire commence à être posée. Le taux des augmentations de salaires obtenues se réduit, alors que la vague revendicative de 1970 a tout juste permis aux travailleurs des corporations concernées de maintenir le niveau réel de leurs revenus. L'arsenal anti-ouvrier de la loi Carr est voté par la Chambre des Communes. Est-ce l'échec ? Regardons-y de plus près.

LA QUESTION DU POUVOIR

Dans une première étape, le prolétariat a porté toute sa force et sa combativité sur le terrain revendicatif. L'ampleur des attaques qu'il subissait de la part du capital, le désarroi politique entraîné par les actes de la direction Wilson quand elle était au gouvernement, la conviction qu'il pouvait, au niveau du combat local ou corporatif, contrôler son mouvement et en rester maître, tout l'y poussait. Parvenant à pousser au combat ses dirigeants syndicaux, chargeant de sa propre mobilisation et de ses espérances les dirigeants « *de gauche* » apparemment les plus résolus — Jones,

Scanlon —, il obtenait effectivement des succès. Et c'est fort de ceux-ci qu'il élargissait son mouvement jusqu'au terrain de la lutte, cette fois politique, contre la loi antisyndicale.

Mais la puissance même de ce mouvement avait sa propre logique. Elle nourrissait, avec une rapidité jugée effrayante par la bourgeoisie, la crise du capitalisme britannique : baisse continue des profits, multiplication des faillites, menaces pour l'accumulation du capital (chute des investissements). Mais cette crise frappait aussi de plein fouet la

classe ouvrière, qui voyait son combat défensif, borné sur le terrain des revendications, alimenter à son tour le chômage, les licenciements, la hausse des prix. Par ses limites mêmes, la lutte du prolétariat se retournait contre lui. Aussi le mouvement de la classe devait-il soit s'épuiser, soit transcroître, rompre ses limites antérieures et déboucher directement sur le terrain politique.

Toute l'évolution de la situation antérieure fait effectivement que, dans les premiers mois de l'année 1971, la question du pouvoir commence à être posée concrètement. La nature du gouvernement *tory*, l'incapacité de celui-ci à résoudre le problème du chômage et de l'inflation effrénée — c'est-à-dire de maux que la propagande bourgeoise a elle-même, pendant 10 ans, proclamés inacceptables et dépassés — commencent à apparaître clairement, non seulement aux ouvriers organisés, mais aux masses laborieuses les plus larges. Une fraction même de la bourgeoisie, traditionnellement libérale, s'inquiète du caractère dévastateur de la politique de Heath. Les éléments les plus conscients du mouvement ouvrier — cela est clair, par exemple, dans les prises de position de plusieurs comités de délégués d'atelier — commencent à comprendre que la politique du gouvernement conservateur n'est pas la rançon à payer pour l'échec gouvernemental et la défaite électorale du Labour party, une conséquence désagréable du système bipartiste, un « *cours droitier* », mais, somme toute, temporaire de la bourgeoisie, dont il faudrait tempérer les effets néfastes pour les travailleurs, mais l'expression concentrée des objectifs

fondamentaux d'une classe aux abois qui n'a plus d'autre issue, d'autre « *mission historique* », que de ramener le mouvement ouvrier, et avec lui toute la société anglaise, cent ans en arrière. Ce gouvernement n'a pas reçu pour cette tâche de « *mandat de la nation* » (comme le proclament les conservateurs), et il n'a pas de droit « *légal* » à aller jusqu'à son terme. Sa « *légitimité* » tend à être effacée par la révélation, de plus en plus évidente, de sa nature profonde. La chute de ce gouvernement commence à apparaître comme un objectif nécessaire.

De fait, aucun des problèmes auxquels est confrontée la classe ouvrière — la hausse des prix, le retour au chômage massif, la remise en cause des avantages sociaux de l'après-guerre, la législation scélérate contre ses organisations — ne peut être résolu si celle-ci ne centralise pas ses forces, n'unifie pas son action dans des campagnes nationales, menées jusqu'à leur terme, lesquelles posent inévitablement dans leur mouvement même le problème du gouvernement. En Angleterre, comme dans toute l'Europe capitaliste, tout mouvement d'envergure d'une section du prolétariat, tout réel combat défensif se heurte désormais au problème du pouvoir.

La défaite massive subie par le parti conservateur aux élections municipales et lors de trois élections législatives partielles successives au printemps de 1971 reflète à cet égard une prise de conscience qui rend plus criminelle encore la politique d'atermoiement des directions de la classe ouvrière. Tout s'ordonne en Angleterre par rapport à la question gouvernementale.

COMMENT COMBATTRE ?

C'est, d'ailleurs, par crainte d'être poussées dans cette voie que les directions bourgeoises du Labour party et des trade-unions tentent systématiquement, au printemps et dans l'été 1971, de démobiliser, de fractionner la classe ouvrière. De même qu'elles avaient isolé les luttes revendicatives — grèves des dockers, des mineurs et des postiers — qui auraient pu servir à cimenter toute la classe contre le gouvernement des *tories* et à obtenir au moins une victoire décisive sur le plan des salaires, de même elles vont fermer toute perspective de lutte réelle contre la loi Carr ou contre le chômage. La direction du Labour party proteste solennellement de sa ferme intention d'abolir la loi antisyndicale... quand elle sera revenue au pouvoir. Le congrès extraordinaire des trade-unions décide — sans la moindre note discordante de la part des dirigeants « *de gauche* » — de... renvoyer à la rentrée toute action d'ampleur. Les condamnations verbales se succèdent — devant la pression de la base —, mais jamais la question d'un combat unitaire n'est posée.

Staliniens, gauchistes divers et pablistes jouent le même jeu sur une autre musique. Les premiers dissertent sur le « *passage au socialisme* » présenté comme une perspective abstraite et de toute façon lointaine.

Les autres prêchent en faveur de luttes « *radicales* » ou crient sur tous les tons à la trahison « *social-démocrate* ». Mais ils alignent dans les faits leur position sur celle des réformistes. Le Comité de liaison

pour la défense des trade-unions, organisme que dominent les staliniens et auquel participent les « *révolutionnaires* » pablistes du *Socialist Worker* et de *Red Mole*, décide, à la même époque que le congrès extraordinaire du T.U.C., d'attendre septembre pour reprendre la lutte contre la loi Carr. Surtout, et c'est là l'essentiel, aucun de ces groupes n'essaie de répondre à la question que commence nécessairement à se poser la classe ouvrière : « *comment combattre ?* », aucun ne formule de réponse concrète sur le problème du gouvernement. Leur révolutionnarisme propagandiste tente de masquer, mais en même temps révèle, leur fonction politique : servir de couverture « *gauche* » aux appareils dominants.

La réalité est pourtant que l'unité de la classe — son rassemblement en Front unique — peut se faire et se faire seulement dans le cadre du mouvement ouvrier tel qu'il est, regroupé dans ses syndicats, les trade-unions, et son parti, le Labour. Ou alors mieux vaut ne pas parler d'unité. La réalité est que le problème du gouvernement est posé et qu'il faut y répondre. Ou alors mieux vaut ne pas parler de socialisme ou de révolution. Tous ces gens-là devraient relire Lénine.

Celui-ci écrit dans *la Maladie infantile du communisme*, à propos de l'Angleterre justement :

« Si nous ne sommes pas un groupe de révolutionnaires, mais le parti de la classe révolutionnaire ; si nous voulons entraîner à notre suite les *masses* (faute de quoi nous risquons de n'être plus que des bavards), nous devons d'abord aider Henderson ou Snowden [*lisez Wilson ou*

Feather] à battre Lloyd George et Churchill [lisez *Heath et Powell*] (et même plus exactement obliger les premiers — car ils *redoutent leur propre victoire* — à battre les seconds) ; puis aider la majorité de la classe ouvrière à se convaincre par sa propre expérience que nous avons raison, que les Henderson et les Snowden ne sont bons à rien, que ce sont des petits-bourgeois perfides et que leur faillite est certaine ; enfin rapprocher le moment où, la majorité des ouvriers ayant *perdu* ses illusions sur le compte

des Henderson, on pourra renverser le gouvernement des Henderson.»

Et Lénine ajoute :

« Et si l'on m'objecte : cette tactique est trop "*subtile*" ou trop compliquée, elle ne sera pas comprise des masses, elle dispersera, elle fragmentera nos forces, elle nous empêchera de les concentrer sur la révolution soviétique, etc., je répondrai à mes contradicteurs "*de gauche*" : n'imputez pas aux masses votre propre doctrinarisme !

POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER

Ces lignes restent actuelles. La classe ouvrière anglaise ne fera pas la révolution avec ses directions actuelles. C'est pourquoi il faut bâtir le parti révolutionnaire. Mais elle doit — sous peine de subir des coups plus sévères de la part de la réaction bourgeoise — et peut se fixer comme tâche immédiate d'abattre le gouvernement des *tories*. Toute campagne unifiée et résolue du mouvement ouvrier tel qu'il est, sur l'un ou l'autre des problèmes auquel il doit faire face — chômage, loi anti-syndicale, etc. —, poserait immédiatement cette question. Le mot d'ordre central sur lequel les marxistes doivent combattre actuellement dans la classe, le seul qui puisse être compris par les ouvriers et qui puisse élever leur niveau de conscience, est : *combattons tous ensemble avec nos organisations syndicales et politiques contre les tories ; chassons les conservateurs par la grève générale ; que nos dirigeants prennent le pouvoir : élection d'un*

gouvernement du Labour pour satisfaire nos revendications.

La Socialist Labour League, section anglaise du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, est la seule organisation ouvrière qui, mettant en avant cette perspective, place au centre du combat de la classe, et donc de son combat, la question, concrètement formulée, du pouvoir.

La force de ceux qui veulent lutter pour les droits ouvriers et contre le gouvernement, la S.L.L. a commencé à la rassembler dans l'*All Trade-Unions Alliance*, regroupement de militants de toutes les corporations combattant pour que les syndicats assument les responsabilités qui doivent être les leurs, pour qu'ils organisent leur défense contre la loi anti-ouvrière. Dès le 19 décembre 1970, l'*All Trade-Unions Alliance*, dans une conférence qui réunissait à Birmingham 700 délégués et invités, parmi lesquels des

délégués ouvriers (« *shop-stewards* ») des plus importantes usines de la métallurgie et de l'automobile, des mines et des docks, adoptait une « *Charte des droits ouvriers* », véritable programme de revendications de la classe ouvrière en lutte.

Le 30 mai 1971, le 13^e congrès de la Socialist Labour League adoptait une déclaration politique où l'on pouvait notamment lire :

« Nous n'avons jamais accepté l'idée selon laquelle la bourgeoisie parviendrait sans mal à réaliser ses plans anti-ouvriers : la classe ouvrière vient de le prouver, sur le terrain électoral comme par les dures grèves qu'elle a menées.

Elle a donné cette réponse claire en dépit de l'absence de toute direction de la part des dirigeants du Labour party et des syndicats et malgré la collaboration de ces derniers avec les conservateurs.

Nous disons :

Dès maintenant congrès extraordinaire du Labour party et du T.U.C. pour décider des moyens de barrer la route aux lois antisyndicales, de faire face au chômage croissant et à la conspiration anti-ouvrière tramée à l'abri du Marché commun.

Imposons aux dirigeants du Labour party et du T.U.C. la préparation d'une grève générale pour contraindre les conservateurs à démissionner.

A bas le gouvernement conservateur, le gouvernement des banques qui gouverne sans mandat et sans consentement des masses !

Pour un gouvernement du Labour party lié à l'application d'une politique socialiste, s'engageant à en finir avec le chômage, les atteintes aux droits et avantages sociaux, et à légiférer en fonction de la charte des droits ouvriers.

Au combat pour imposer de nouvelles élections générales ! »

Ce qui a pu apparaître comme une accalmie de la lutte des classes en Grande-Bretagne ne signifie donc pas que la classe ouvrière soit battue ou démoralisée ni que la bour-

geoisie ait le moins du monde enrayé la crise de son régime.

Les nouvelles faillites (chantiers de la *Clyde*), la dégradation de la balance commerciale, son effroi devant les implications de la crise « *monétaire* » mondiale l'attestent. Si la situation politique présente a ce caractère « *suspendu* », c'est parce qu'aucune des deux classes fondamentales n'a pu jusqu'ici porter à l'autre de coups décisifs, c'est qu'aucun des deux camps en présence n'a actuellement les moyens de ses besoins politiques.

La bourgeoisie a pour elle un objectif politique clair : briser le prolétariat ; un instrument puissant : l'appareil d'Etat ; des atouts : ses agences dans le mouvement ouvrier.

Elle rode actuellement en Irlande l'armée de la guerre civile. Mais elle est politiquement fragile, divisée sur les méthodes, hésitante au moment de l'action. Bien sûr, elle dispose désormais de la loi Carr — qui est effectivement une menace mortelle pour le mouvement ouvrier organisé —, mais elle sent bien que lui font encore défaut les conditions politiques qui lui permettraient de l'appliquer à fond. Il lui faut un nouveau « *1927* », c'est-à-dire une profonde défaite du prolétariat.

A l'inverse, le prolétariat est puissant, déterminé et discipliné sur le terrain, mais il est privé par sa direction de toute stratégie politique — c'est-à-dire de la dimension de la lutte pour le pouvoir qui, seule, peut ordonner son action — et borné à des luttes partielles qui l'impuissentent et le mènent à l'impasse.

LA LUTTE DES OUVRIERS DES CHANTIERS NAVALS DE LA CLYDE

La lutte et les grandes manœuvres engagées autour du sort de certains chantiers navals de la *Clyde* sont de ce point de vue particulièrement démonstratives.

La bourgeoisie sait ce qu'elle veut : rationaliser, conserver ce qui peut être rentable selon les critères de la concurrence internationale, liquider le reste, en résumé mettre au chômage 40 % de l'effectif actuellement employé. Pourtant elle se révèle incapable de faire respecter ses décisions et de faire passer son plan par ses seules forces.

Dès l'annonce de la faillite, les 50 000 travailleurs des chantiers de la *Clyde* ont annoncé qu'ils n'acceptaient pas et qu'ils continueraient à faire tourner l'entreprise. Dans sa spontanéité, le mouvement est positif. Partant des réalités telles qu'ils les appréhendent, au niveau de leur corporation, sur le lieu même de leur travail et de leur vie, les travailleurs posent la question de savoir « *qui doit diriger* » ; par leur résistance même ils affirment :

« Si le régime des patrons ne peut plus nous garantir du travail, nous condamnons au chômage ou à la déportation, alors il faut que les patrons s'en aillent et que les travailleurs prennent en main leurs propres affaires. »

Mais comment ?

Personne ne pense — sauf peut-être Mandel, le spécialiste belge des « *réformes de structures* » — que les chantiers de la *Clyde* puissent être, par miracle, « *autogérés* », qu'il puisse y avoir, dans l'Angleterre ca-

pitaliste, un îlot socialiste de la *Clyde* (un « *socialisme sur une seule rivière* » peut-être ?).

Les illusions « *de gauche* » que répandent à cet égard les dirigeants staliniens, fortement implantés localement parmi les « *shop-stewards* », sont partie intégrante (comme masque et couverture par rapport aux masses) de la politique beaucoup plus concrète qu'ils mènent en réalité. Leur représentant le plus qualifié, Jimmy Reid, discute avec le « *liquidateur* » désigné par le gouvernement ; il passe un week-end de « *négociation* » dans la maison de campagne du grand capitaliste Archibald Kelly qui s'est proposé pour renflouer les chantiers. Mais le gouvernement répète qu'il n'y a rien à négocier, qu'il faut liquider ce qui doit l'être.

Mais M. Archibald Kelly précise qu'il lui faudra bien procéder à des licenciements si ses offres sont acceptées. La politique du parti communiste anglais — couverte par le groupe pabliste de Tariq Ali qui répète à l'envi que seul « *le militantisme paie* » sans offrir la moindre perspective politique aux travailleurs en lutte — rejoint directement celle des dirigeants des trade-unions dont la seule ligne d'action est de « *faire pression* » sur le gouvernement afin qu'il cède quelque chose, ce à quoi le gouvernement a déjà répondu. Les discussions engagées entre les *tories* et les dirigeants syndicaux — qui proposent de créer un « *Service de développement de la Clyde* » — ne peuvent avoir d'autre

aboutissement que la capitulation des travailleurs et la réalisation, plus ou moins progressive, des plans du capital. Toute l'impasse dans laquelle la direction du mouvement ouvrier et ses flancs-gardes entraînent les travailleurs est exprimée clairement par Jimmy Reid quand il déclare d'abord :

« Nous n'avons pas pour objectif de faire tomber le gouvernement, mais de préserver nos emplois dans la Clyde »,

puis :

« Le "work-in" (*occupation des chantiers avec poursuite du travail*) ne pourra pas marcher longtemps. »

Pourtant, la lutte des travailleurs des chantiers navals écossais éveille un écho profond dans toute la classe ouvrière britannique. Partout l'emploi est menacé, partout le problème du contrôle des travailleurs sur leur propre travail, c'est-à-dire du gouvernement des travailleurs, est effectivement posé.

C'est pourquoi la Socialist Labour League développe la politique suivante :

« L'occupation des chantiers (et non leur "gestion" par le "work-in") doit servir de base pour une campagne mobilisant les syndicats en vue de la grève générale contre le gouvernement, en vue de forcer les *tories* à démissionner. La mobilisation de la classe ouvrière tout entière sur le terrain politique contre les *tories* et l'élection d'un gouvernement du Labour lié à un programme ouvrier et expropriant l'industrie de la construction navale sous le contrôle des travailleurs sont la seule réponse aux menaces de licenciements massifs sur la Clyde. »

Lors de la manifestation de 50 000 travailleurs qui, le 18 août 1971, a occupé le centre de Glasgow pour protester contre les plans du gouvernement, les bannières et les slogans des militants de la S.L.L. et de

l'*All Trade-Unions Alliance* affirmaient :

« Le congrès des trade-unions doit appeler à la grève générale pour chasser les *tories*. »

Ces mots d'ordre ont été applaudis et repris massivement, car ils répondent aux besoins des masses. C'est pourquoi les stalinien ont tenté par la force — sans y parvenir — d'interdire la manifestation aux militants d'avant-garde regroupés sur ces mots d'ordre ; c'est pourquoi Dan McGarvey, bureaucrate du syndicat des chaudronniers, constamment interpellé dans son intervention à la tribune, a dénoncé ses interrupteurs comme « *trotskyistes* » avant de devoir abandonner la parole ; c'est pourquoi, au même endroit, M. Wedgwood Ben, ancien ministre de la Technologie dans le gouvernement Wilson, a falsifié et calomnié la position des *trotskyistes* en déclarant :

« Un certain nombre de gens pensent que l'occupation devrait être une sorte de guérilla urbaine ou d'affaire *trotskyiste* avec des pendaions d'administrateurs aux lampadaires... »

Tout est bon pour empêcher la fusion des travailleurs en lutte avec l'avant-garde.

Les leçons de la *Clyde* sont claires et peuvent être généralisées. Le gouvernement de la bourgeoisie ne peut satisfaire aucune des revendications fondamentales des travailleurs. La politique des directions actuelles du mouvement ouvrier consistant à quémander auprès des *tories* une « *modération* » qui n'est plus en leur pouvoir conduit les travailleurs à l'impasse et donne au gouvernement conservateur, réactionnaire mais débile, une puissance factice.

« SOCIALISME DANS LA SEULE ANGLETERRE » OU ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE ?

L'instable « *équilibre de crise* » de l'Angleterre actuelle ne peut fondamentalement durer, mais en même temps l'état présent des rapports politiques entre les classes exclut à court terme une victoire décisive de l'un ou l'autre camp.

La Grande-Bretagne va vers des affrontements, vers une « *guerre civile* » dont seules les manœuvres préparatoires ont été engagées jusqu'ici. Dans la nouvelle période qui s'ouvre, la bourgeoisie se verra arracher son masque démocratique et révélera sans fard la brutalité de sa nature profonde, celle qu'ont connue les Egyptiens, les Indiens ou les Irlandais ; le prolétariat, dans la nudité nouvelle des rapports de classes, rompra ses brides réformistes. Les affrontements à venir conduiront nécessairement à des modifications profondes des situations existantes au sein des deux classes en lutte. La question de la direction révolutionnaire sera posée par le prolétariat. C'est donc seulement en étant « *intimement et constamment liée à la masse des travailleurs* » (Lénine), c'est-à-dire en intervenant

dans toute la classe ouvrière, dans les trade-unions, mais aussi dans le *Labour party*, que l'avant-garde trotskyste pourra se construire comme cette direction.

Cette lutte ne sera pas « *insulaire* ». L'enjeu que représente le pouvoir en Angleterre ne peut être une question purement nationale. Briser le prolétariat britannique ou succomber devant lui est une affaire mondiale. La classe ouvrière peut prendre le pouvoir dans l'Ile, mais la dépendance de la Grande-Bretagne à l'égard de l'économie mondiale — donc de la lutte des classes internationale — est telle que c'est seulement à l'échelle mondiale, c'est-à-dire, en premier lieu, européenne, que la question du pouvoir définitif des ouvriers anglais sera réglée. Les pas en avant vers les Etats-Unis socialistes d'Europe rythmeront les progrès du socialisme en Angleterre. Construire l'instrument de la victoire des travailleurs anglais : le parti révolutionnaire, c'est reconstruire la IV^e Internationale. Pour les marxistes, il n'y a pas d'autre voie.

En vente à la librairie de la

S. E. L. I. O.

87, rue du Faubourg-Saint-Denis - PARIS (10^e)

- | | |
|---|-------|
| ● A. MORTON - G. TATE | 18,80 |
| Histoire du mouvement ouvrier anglais | |
| ● Henry PELLING | 9,00 |
| Histoire du syndicalisme britannique | |
| ● Léon TROTSKY | 30,00 |
| Europe et Amérique Où va l'Angleterre ? | |

Le croisé sans visage

(Première partie)

par Octave BOISGONTIER

Dans le numéro de mai 1971 de la revue du « *Secrétariat unifié* » des révisionnistes, *Quatrième Internationale*, un anonyme — le fait mérite d'être relevé, car tous les autres articles de cette revue sont signés — part en croisade, sous le titre ailé, encore que grammaticalement boiteux : « *Une "Vérité" qui ne la contient pas* », contre les vils faussaires et calomnieurs qui sévissent sans relâche dans les colonnes de *la Vérité*, et particulièrement dans l'éditorial du n° 551.

L'occasion de cette croisade, il croit la trouver dans les lignes ci-dessous qu'il extrait de cet éditorial :

« Précisons-le : nous considérons le stalinisme et son ombre portée pabliste comme des tendances réactionnaires du mouvement ouvrier qui, comme telles, sont entièrement habilitées, dans le cadre de la démocratie ouvrière indispensable, à développer leurs vues réactionnaires. Nous ne considérons pas, par contre, les faux ni les faussaires comme faisant partie du mouvement ouvrier. »

Ce nouveau Bayard, s'il est sans peur, sait fort bien toutefois qu'il n'est pas sans reproche. C'est pourquoi il omet soigneusement de dire

à ses lecteurs à quel propos ces lignes étaient écrites, dans la note de la page 5 dudit éditorial. Car cette note dénonçait une nouvelle falsification dont s'était rendu coupable le spécialiste Henri Weber, cette fois une falsification du *Manifeste de l'O.C.I.*

Les faits sont patents, incontestables, dûment démontrés dans la note en question, notre Bayard le sait, et préfère parler d'autre chose.

Pas davantage ne souffle-t-il mot de la falsification caractérisée de Lénine, rappelée par *la Vérité* au même endroit, et qui a valu à Henri Weber et à son complice Daniel Bensaïd leur réputation bien méritée. Nous renvoyons une fois de plus, pour les citations correspondantes de ces Messieurs et celle de *la Faillite de la II^e Internationale* de Lénine qu'ils falsifient, à l'article de Gérard Bloch, paru dans *Etudes marxistes* (1).

(1) *Etudes marxistes*, n° 1, pp. 10-11. Le passage correspondant a été reproduit dans *Nouvelles Etudes marxistes*, n° 3-4.

Là encore, le faux est patent, démontré, indiscutable... et indiscuté. C'est pourquoi notre preux chevalier laisse passer cette nouvelle occasion de répondre à l'accusation portée contre Weber (et Bensaïd). Il sait fort bien qu'il n'a rien à répondre.

Rappelons seulement — car la question conserve tout son intérêt — au service de quelle thèse politique Weber et Bensaïd ont recours à la falsification de Lénine. Selon Lénine, il existe des situations objectivement révolutionnaires, des « *changements objectifs, indépendants de la volonté, non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes* », dont « *la somme (...) s'appelle justement une situation révolutionnaire* ». Lorsqu'une telle situation existe, précise-t-il, le « *devoir le plus incontestable et le plus essentiel de tous les socialistes* » est « *de montrer aux masses la présence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer la largeur et la profondeur, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens* ».

Pour Lénine, dans une situation objectivement révolutionnaire, il importe d'aider la classe ouvrière à bâtir le parti révolutionnaire nécessaire à la victoire de la révolution. Pour Weber et Bensaïd, au contraire — et, nous le verrons, pour notre Bayard et les pablo-mandéliens en général — il n'y a de situation révolutionnaire que lorsqu'il « *existe une force organisée capable de dénouer la crise dans le sens de la révolution* ». Sinon — et c'était notamment le cas selon eux

en mai 68 —, il n'y a, tout au plus, qu'une situation prérévolutionnaire, ce qui les dispense naturellement « *du devoir le plus incontestable et le plus essentiel de tous les socialistes* ».

Cette discussion n'est, d'ailleurs, pas nouvelle. En 1946, la tendance de droite de la section française de la IV^e Internationale, le P.C.I., soutenant qu'il n'y avait pas de situation révolutionnaire sans parti révolutionnaire, se vit objecter par le Secrétariat international, composé notamment de Mandel et Frank, la définition qu'avait donnée Lénine d'une situation objectivement révolutionnaire et des tâches qui en découlent pour les marxistes. Comme, vingt-deux ans plus tard, Weber, Bensaïd et consorts, la droite du P.C.I. cherchait alors à s'adapter à l'appareil contre-révolutionnaire du stalinisme plutôt que d'axer sa politique sur les caractéristiques fondamentales de la crise révolutionnaire du capitalisme à l'issue de la seconde guerre impérialiste.

A la différence de ces derniers, toutefois, elle n'estima pas nécessaire de falsifier Lénine pour appuyer ses positions. On n'arrête pas le progrès... C'est d'ailleurs ce qu'ont compris les valeureux délégués au 2^e congrès de la « *Ligue communiste* », en réélisant Weber et Bensaïd au Bureau politique de cette organisation.

« Même s'il convient aux militants de la Ligue communiste d'avoir parmi leurs dirigeants un faussaire patenté, ce n'est pas seulement leur affaire... »,

écrivait *la Vérité* dans la phrase qui suit la citation que fait Bayard.

Voilà un homme qui sait arrêter ses citations à point nommé !

UNE CROISADE QUI COMMENCE MAL...

Et qui sait commencer dignement sa croisade :

« Passons sur *l'ombre portée pabliste du stalinisme* qui, dans le langage hermétique des lambertistes, désigne la IV^e Internationale. De la part de gens qui (...), placés devant le choix entre le candidat stalinien partisan du Front populaire et de la *« démocratie avancée »* et le candidat trotskyste Krivine qui défendait le programme de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat, se prononcèrent vaillamment pour le stalinien contre le trotskyste, ces mots semblent un tantinet comiques. Mais on sait que les lambertistes ne brillent pas par le sens de l'humour, sauf celui de l'humour involontaire. »

Notre position sur les élections présidentielles de juin 1969 est connue.

En accord avec les aspirations profondes des travailleurs, qui saluaient la chute de De Gaulle comme une victoire de leur unité, nous avons combattu pour une candidature ouvrière unique, ouvrant la perspective du gouvernement des organisations ouvrières unies, et nous avons invité le candidat du P.S., Defferre, et celui du P.C.F., Duclos, à répondre aux aspirations des masses en se mettant d'accord pour cette candidature unique. Et, devant leur refus, nous avons constaté que les travailleurs n'avaient devant eux que deux candidatures de division (qui préparaient d'ailleurs l'élimination de la classe ouvrière au second tour, où restèrent seulement candidats Pompidou et Poher).

Dans cette situation, la participation de Rocard et de Krivine à ce que ce dernier appelait *« la farce électorale »* ne signifiait que deux candidatures supplémentaires de division (2).

Mais où et quand avons-nous choisi entre Duclos et Defferre ? Où et quand avons-nous appelé à voter Duclos ? Jamais — et notre preux sans visage le sait fort bien.

Aussi atrophié que soit notre sens de l'humour par notre *« lambertisme »*, nous ne pouvons manquer de trouver d'un humour incontestable (encore qu'involontaire) le spectacle de ce croisé qui, incapable de réfuter les accusations précises de falsification que nous portons contre ses amis et se proposant, à défaut, de nous renvoyer la balle, s'empresse, avant même d'avoir commencé, de commettre un faux supplémentaire — et de taille ; de fer, pardon. Le plus drôle est que, s'il nous accuse d'avoir choisi Duclos, c'est que lui, en pareil cas, l'aurait fait. On sait, en effet, que, pour ces Messieurs, les staliniens sont des traîtres, bien sûr, mais quand même pas si traîtres que les réformistes !

C'est d'ailleurs précisément ce que vient de faire l'organisation belge de Mandel pour les élections législatives qui vont se dérouler dans ce pays au mois d'octobre. Citons l'éditorial du n° 41, du 8 octobre 1971, de *la Gauche* :

« La situation est, à cet égard, très claire : tout travailleur conscient, tout militant marxiste-révolutionnaire doit se prononcer pour les candidats se réclamant de la classe ouvrière. Leur suffrage doit établir une ligne de démarcation entre les forces bourgeoises et celles des travailleurs. Dans ces conditions, on ne peut soutenir les listes

(2) Voir pour plus de détails Stéphane Just, *Défense du trotskysme*, (II), éditions S.E.L.I.O., pp. 240-243.

de candidats social-démocrates, car l'orientation néo-capitaliste (3) de ce parti l'entraîne délibérément à s'intégrer à l'appareil de l'Etat bourgeois et à une collaboration organique avec le patronat et les grands commis de l'Administration par le biais des « concertations » et de « partenaires sociaux ».

Ce n'est pas parce que le P.S.B. est réformiste que nous lui refusons nos suffrages. C'est parce qu'il N'ENTEND MÊME PLUS RÉFORMER LE SYSTÈME CAPITALISTE. L'orientation vers un « socialisme gestionnaire » n'hésitant plus à envisager la liquidation des conquêtes ouvrières — ce n'est pas par hasard que Simonet « conseille » les capitalistes de la M.B.L.E. après avoir prêté ses services à son Conseil d'administration — marque un tournant historique dans l'évolution de la social-démocratie entrée désormais en dégénérescence par rapport à son passé réformiste.

Cela étant, nous appellerons résolument à voter aux élections prochaines pour les listes du P.C.B. Cela, malgré l'orientation néo-réformiste du P.C. et malgré ses relents stalinien, malgré son incapacité à saisir le sens des luttes de notre époque, caractérisées par l'irruption sur la scène politique des nouvelles avant-gardes jeunes et ouvrières. Voter communiste parce qu'en dépit des déficiences du P.C. et l'insuffisance prévisible de son programme électoral, c'est le seul moyen, dans les circonstances présentes, de se prononcer sans équivoque pour une ligne de classe, pour le Travail, contre le Capital.»

C'est en effet très clair. La bureaucratie réformiste est définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois en 1914, la bureaucratie stalinienne en 1933. L'attitude des marxistes à l'égard des partis « socialistes » et « communistes » se fonde, d'une part, sur ce fait, d'autre part, sur ce que les travailleurs n'ont pas encore, dans leur masse, tiré les conséquences de cette trahison, et qu'ils continuent à charger ces partis de leurs aspirations. C'est ce qui fonde la stratégie léniniste du mot d'ordre de la rupture de la coalition avec la bourgeoisie, du Front unique de classe, du gouvernement ouvrier et

paysan. Là où les marxistes n'estiment pas possible ou pas opportun de présenter un candidat révolutionnaire, ils disent donc aux travailleurs, non pas :

« Votez pour le P.C., il est moins mauvais que les autres »,

mais :

« Puisque vous, ouvriers, croyez — à tort — que ce parti ou celui-là sont susceptibles de réaliser vos aspirations, votez pour la liste ouvrière de votre choix et exigez que les dirigeants rompent avec la bourgeoisie et s'unissent pour combattre le capitalisme. »

Depuis 1914, la social-démocratie parle de réformes et sait parfaitement qu'elle n'en réalisera aucune. Il n'y a donc là rien de nouveau pour le P.S.B. Rien de nouveau non plus dans le fait que ses dirigeants collaborent étroitement avec la bourgeoisie au sein d'organismes étatiques créés à cet effet (comme, en France, ceux de la C.G.T. et du P.C.F. au sein du Conseil économique et social, par exemple).

Non, ce que nous dit l'organe de Mandel, c'est autre chose. Il nous dit que le Parti socialiste belge, organisation de masse dans laquelle se reconnaît la très grande majorité des travailleurs de Belgique, a cessé d'être une organisation ouvrière dont la direction bourgeoise collabore étroitement avec la bourgeoisie belge pour devenir un parti bourgeois, simple appendice de l'appareil d'Etat de l'impérialisme belge. Et la classe ouvrière belge a subi une pareille défaite historique à froid — c'est le terme même qu'emploie *la Gauche*, et il serait justifié en l'occur-

(3) *La Gauche* ne semble pas être informée de la fin du néo-capitalisme annoncée dans *Rouge*.

rence — sans combat, sans s'en apercevoir, en quelque sorte !

Ce n'est pas tout. L'appareil bureaucratique qui contrôle le P.S. belge contrôle également la F.G.T.B., la seule centrale syndicale de Belgique qui mérite le nom d'organisation ouvrière (4). Il n'y a, en Belgique, aucune autonomie des syndicats, même formelle. Donc, si le P.S.B. est un parti bourgeois, un simple appendice de l'appareil de l'Etat belge, il en est de même de la F.G.T.B.

Celle-ci est une centrale jaune, de même nature que les syndicats fascistes ou ceux créés en France par la Charte du travail de Pétain. Les ouvriers belges ont donc pour tâche de détruire la F.G.T.B. (comme les ouvriers espagnols, les syndicats franquistes) pour reconstituer leurs syndicats de classe !

Quant au P.C.B., cet avorton qui n'a jamais conquis qu'une faible minorité des travailleurs belges, et qui, au surplus, est en crise et en perte de vitesse depuis l'occupation de la Tchécoslovaquie (le président du P.C.B. avait promis que, si la répression se développait en Tchécoslovaquie, il la condamnerait publiquement — il s'est tu, comme son collègue Marchais), ce n'est pas, aux yeux de *la Gauche*, un parti

stalinien, tout au plus a-t-il des « *re-lents* » de stalinisme. Il n'est pas « *passé définitivement du côté de l'ordre bourgeois* » (Trotsky), il a seulement des « *déficiences* », un programme électoral « *insuffisant* » (mais qui va donc dans la bonne direction, s'il ne va pas assez loin). Voter pour lui (sans appeler les électeurs à exiger qu'il rompe avec la bourgeoisie), c'est « *se prononcer sans équivoque pour une ligne de classe* »...

Si l'organe d'Ernest Mandel était conséquent, il ajouterait : ce parti, qui n'est plus stalinien, est devenu un « *parti centriste en évolution vers la gauche* » ; il appartient aux révolutionnaires de rejoindre ses rangs pour l'aider à surmonter ses « *déficiences* » et ses « *insuffisances* »... Mais Mandel n'a pas la moindre intention ni n'éprouve la moindre nécessité d'être conséquent, bien au contraire. La disparition de l'U.G.S. et de la J.G.S., organisations issues, sous la houlette de Mandel, de la social-démocratie, et la fondation de la « *Ligue révolutionnaire des travailleurs, section belge de la IV^e Internationale* » prennent ainsi tout leur sens. L'appareil stalinien en perte de vitesse avait besoin d'aide. Et Mandel était là, tout disposé...

LES MANDELO-PABLISTES ET LA POSSIBILITE DE LA REVOLUTION EN EUROPE

Et maintenant, examinons nos crimes.

Il paraît, d'abord, que c'est une infâme calomnie d'avoir écrit que les théoriciens de la croissance rapide des forces productives sous

le néo-capitalisme, tel Mandel, prétendaient conclure de leurs théories

(4) Même si *la Gauche* considère comme telle la centrale chrétienne, et ne cache pas sa tendresse particulière pour elle...

à « *l'impossibilité de la révolution socialiste en Europe* » — et traité Mandel d'antitrotsky par-dessus le marché !

Nous nous étions pourtant bien gardés de mettre ces huit mots entre guillemets. Nous savons fort bien qu'on ne prend pas Mandel sans vert, et qu'il ne faut pas compter sur lui pour appeler un chat un chat. Il a toujours tout écrit, et le contraire. Il fallait avoir la naïveté de certains de ses disciples pour conclure, au printemps 1968, que, le prolétariat étant embourgeoisé, il n'y avait plus autre chose à faire en France qu'à dresser un mur de haine contre l'impérialisme américain à propos de la guerre du Vietnam. Et, si le croisé accumule les citations destinées à établir notre infamie, il manque pourtant quelques pages à son anthologie, quelques fleurons à la couronne de honte qu'il nous tresse.

Ainsi ces cours faits par Mandel en avril 1965 et mai 1967, et réédités sous le titre *De la bureaucratie*, où il était établi qu'aujourd'hui il n'y a plus d'aristocratie ouvrière dans les pays impérialistes, car c'est le prolétariat tout entier qui y constitue l'aristocratie ouvrière :

« Nous pouvons constater que la véritable "aristocratie ouvrière" n'est plus constituée par certaines couches du prolétariat des pays impérialistes par rapport à celui des pays coloniaux et semi-coloniaux : le rapport des salaires entre un ouvrier noir d'Afrique du Sud et un ouvrier anglais varie de un à dix. Entre deux ouvriers anglais, ce rapport varie de un à deux et demi au maximum... Cela est certainement plus important que la corruption de certaines couches du prolétariat dans un pays impérialiste, ce dernier point demeurant marginal » (5).

Quoi d'étonnant, dès lors, si la récente résolution du comité central

de la « *Ligue communiste* » rejette sur « *la docilité des classes ouvrières aux organisations brisées par le fascisme et la guerre* », et non sur les appareils contre-révolutionnaires du stalinisme et du réformisme (puisque tout le prolétariat européen appartient à l'aristocratie ouvrière, les appareils expriment donc les intérêts de tout ce prolétariat embourgeoisé), la responsabilité du replâtrage du capitalisme en Europe de l'Ouest après la seconde guerre mondiale ? Quoi d'étonnant si la majorité de cette même « *Ligue* » estime qu'en France « *spontanément la classe ouvrière est stalinienne* » ? (6).

Est-ce « *falsifier* » que de conclure que, pour les auteurs de ces « *théories* », la révolution était, dans ces conditions, impossible en Europe ?

Eux-mêmes l'ont d'ailleurs fait, expressément. Ne lit-on pas dans les thèses sur *la Nouvelle Montée de la révolution mondiale*, adoptées par le « *9^e congrès mondial* » des mandélo-pablistes (*Quatrième Internationale*, mai 1969, p. 14) :

« Objectivement, les conséquences économiques et financières de la guerre du Vietnam ont accentué la crise du dollar, accru les tensions dans le système monétaire international et aggravé les contradictions inter-impérialistes, épongeant ainsi les réserves avec lesquelles la bourgeoisie internationale aurait pu atténuer les effets de la récession 1966-1967. Sous le poids de tous ces facteurs économiques, la bourgeoisie a été au contraire obligée de mener pratiquement dans tous les pays impérialistes une politique d'attaques contre le niveau de vie et contre un certain nombre de situations considérées comme des droits acquis par les travailleurs (notamment con-

(5) Cité dans *Défense du trotskysme* (II), éditions S.E.L.I.O., pp. 64-65.

(6) *Cahiers rouges*, n^{os} 6-7, p. 42. Cité dans *Défense du trotskysme* (II), éditions S.E.L.I.O., p. 66.

tre le plein emploi et les avantages extra-conventionnels). Cela à son tour a stimulé une reprise de la lutte de classe des secteurs échappant le plus au contrôle de la bureaucratie syndicale et ébranlé le climat de stabilité sociale relative, qui avait existé dans la plupart des pays impérialistes pendant la période précédente.

C'est en définitive cette exacerbation des contradictions sociales au sein même de la société impérialiste — stimulée par les effets objectifs et subjectifs de l'échec de la contre-offensive impérialiste contre la révolution coloniale — QUI EXPLIQUE LA POSSIBILITÉ OBJECTIVE DE LA NOUVELLE MONTÉE RÉVOLUTIONNAIRE EN EUROPE OCCIDENTALE » (souligné par nous).

Passons sur cette « théorie » qui fait de la guerre du Vietnam non seulement le centre, l'épicentre, le métacentre, le barycentre, le cœur de la révolution mondiale, mais la cause exclusive de l'aggravation de la crise de l'impérialisme, grâce à laquelle la révolution redevient possible en Europe. On sait que la classe ouvrière européenne n'existe guère, comme force historique spécifique, pour ces Messieurs. Mais, si c'est « cette exacerbation des contradictions sociales » qui a rendu objectivement possible « la nouvelle montée révolutionnaire », alors, est-ce vraiment calomnier, falsifier, etc., que d'en déduire qu'avant cette exacerbation, donc lors de « l'apogée du néo-capitalisme » [située, on le sait, par Mandel en 1964 (7)], la « nouvelle montée révolutionnaire », donc la révolution, était *objectivement impossible en Europe*, aux yeux des mandéliens s'entend, Mandel eût-il écrit cent fois le contraire ?

L'anthologie de citations mandéliennes que compose le croisé pour démontrer notre infamie ne contient pas, avons-nous dit, ces extraits que nous venons de reproduire, bien sûr. Mais l'anthologie elle-même dé-

montre toute autre chose que ce que prétend son auteur. N'en prenons qu'un exemple (n'importe lequel des textes qu'il cite conduirait aux mêmes conclusions), celui d'une résolution du « congrès mondial de réunification » (1963), où l'on peut lire :

« Le mécanisme au travers duquel des situations prérévolutionnaires ET MÊME révolutionnaires PEUVENT surgir dans le cadre des économies capitalistes relativement stabilisées des pays impérialistes occidentaux peut être brièvement exposé comme suit. (...) La classe capitaliste cherchera PÉRIODIQUEMENT à améliorer ses positions dans la lutte concurrentielle par une diminution du taux d'accroissement des salaires réels, par un blocage des salaires, OU MÊME en tentant de diminuer les salaires réels dans les pays impérialistes où les ouvriers jouissent des salaires relativement les plus élevés. La riposte du prolétariat à ces attaques PEUT mener à de grandes luttes qui tendront à s'orienter vers des situations prérévolutionnaires ET MÊME révolutionnaires, A CONDITION QUE la classe ouvrière ou au moins UNE GRANDE AVANT-GARDE ait suffisamment de confiance en soi pour mettre en avant la solution socialiste face à la voie capitaliste de direction de l'économie et du pays » (8).

Et la phrase suivante, que le croisé ne reproduit pas, précise :

« A son tour, cela DÉPEND ESSENTIELLEMENT de l'activité et de l'influence d'une GRANDE AILE GAUCHE dans le mouvement ouvrier qui ÉDUQUE L'AVANT-GARDE dans la nécessité de lutter pour cette solution socialiste et qui, à travers une série de luttes partielles victorieuses, construit cette confiance en soi et UN APPAREIL capable de mener cette lutte révolutionnaire » (9).

Donc :

1° Si une certaine « condition » n'est pas réalisée, il n'y aura pas

(7) Voir Stéphane Just, *Défense du trotskysme* (I), *la Vérité* n°s 530-531, pp. 176-177.

(8) et (9) C'est nous qui mettons les majuscules.

de situation révolutionnaire ni même de situation prérévolutionnaire — à plus forte raison, la révolution sera impossible.

2° Le *Programme* de la IV^e Internationale précise que l'histoire pose effectivement une « condition », non à l'apparition de situations « prérévolutionnaires » ou « révolutionnaires », mais à la victoire de la révolution mondiale : la solution de la crise de la direction révolutionnaire, à laquelle se réduit la crise historique de l'humanité. Cette condition, c'est aux marxistes révolutionnaires organisés sur la base de ce *Programme* que l'histoire demande de la remplir ; cette tâche, c'est à eux qu'il appartient de l'assumer. La crise historique du capitalisme, indépendamment même des marxistes ou de qui que ce soit, engendre, a engendré, et engendra des situations non seulement « prérévolutionnaires », mais révolutionnaires, où la classe ouvrière, dans son mouvement historique, engagera la lutte pour le pouvoir et constituera même, sous les formes les plus diverses, des organismes de double pouvoir (comme, par exemple, le soviet d'Irbid lors de la guerre civile jordanienne, en 1970). Pour franchir le pas qui conduit du double pouvoir à la dictature du prolétariat et à la victoire finale du socialisme, il faut, par contre, un parti à la tête des masses. Seuls les trotskystes peuvent le construire ; s'ils ne le font pas, personne ne le fera à leur place, et l'humanité sombrera dans la barbarie. Et ils ne peuvent naturellement l'accomplir qu'au travers de la lutte des classes, du mouvement historique qui pousse la classe ouvrière à engager le combat pour le pouvoir. Car « *le parti révolutionnaire*

n'est pas une entité indépendante de la lutte des classes, de l'organisation du prolétariat comme classe, dans toutes ses déterminations » (10). Tout cela est l'ABC... pour des marxistes.

3° Pour les mandélo-pablistes, au contraire, c'est de la classe ouvrière, à charge pour elle de se donner une « grande avant-garde », que l'histoire exige qu'elle remplisse une condition — sans quoi il n'y aura évidemment pas de révolution victorieuse sans doute, puisqu'il n'y aura même pas de situation révolutionnaire, même pas de situation prérévolutionnaire. L'accomplissement de cette tâche dépend, il est vrai, de « l'influence d'une grande aile gauche » à laquelle il appartient « d'éduquer l'avant-garde » en construisant, non pas, certes, une organisation, une force politique organisée, mais... la « confiance » et un appareil. On sait du reste ce que voulaient dire naguère ces formules plutôt sibyllines : la « grande avant-garde », c'était Mandel et Weber embrassant Cohn-Bendit le 9 mai 1968 ; la « grande aile gauche », c'était la puissante organisation qui sortirait de « l'unité des révolutionnaires » : *Lutte ouvrière, Rouge*, divers courants maoïstes, voire le P.S.U. (11).

Comme, en 1969, les bulles de savon de Mai avaient commencé à crever, le « 9^e congrès mondial » est naturellement plus vague que ne l'étaient Weber et Cohn-Bendit, dans

(10) Voir Stéphane Just, *Défense du trotskysme* (II), éditions S.E.L.I.O., p. 278. Pour plus de précisions sur cette question, voir ce même livre, pp. 273-281.

(11) Pour les précisions et références utiles, voir le même livre, pp. 257 et suivantes.

leur livre justement célèbre, sur la nature exacte de ces entités : la « grande avant-garde » et « la grande aile gauche ». Il est clair cependant que la condition posée à la classe ouvrière par Mandel et son groupe n'étant manifestement pas remplie à leurs propres yeux, il faut bien conclure que, de leur propre aveu, la révolution (et même une situation révolutionnaire, au moins prérévolutionnaire !) est, encore actuellement, impossible en Europe. Et c'est la faute de la classe ouvrière, les « marxistes révolu-

tionnaires » de leur sorte n'ont aucune responsabilité dans cette affaire. Ce n'est pas les calomnier ni falsifier leurs propres écrits que d'en tirer les conséquences qu'ils impliquent. A moins que le pire diffamateur de Mandel ne soit Mandel lui-même.

Ailleurs, bien sûr, hors d'Europe, au Vietnam, à Cuba, la « grande avant-garde », la « grande aile gauche » existent, donc la révolution est possible, elle peut vaincre : avec Castro, le F.N.L., etc. !

DEUX REFERENCES HISTORIQUES

Passons rapidement sur un autre de nos crimes : le « faux manifeste » qui consiste à avoir accusé Mandel d'ignorer « comme un élément négligeable le rôle titanesque nouveau du militarisme ». Le croisé nous pourfend, cite un extrait de Mandel parlant du militarisme, et se fait fort d'en produire « une dizaine d'autres ». Nous lui en donnons acte. Mandel « parle » de l'économie d'armement et du militarisme : parfois comme le facteur fondamental de l'inflation, parfois comme un facteur parmi d'autres, jamais comme l'expression cruciale de la putréfaction du capitalisme, de la transformation croissante du capital productif en capital fictif et des forces productives en forces destructives.

Dans un autre article de ce numéro de *la Vérité*, nous donnons cinq exemples de positions affirmées par Mandel sur cette question, deux à deux contradictoires. Nous y renvoyons le lecteur (12). Il arrive d'ail-

leurs aussi que les mandéliens passent entièrement sous silence militarisme et économie d'armement, comme la résolution du comité central de la « Ligue communiste » datée du 6 septembre 1971.

Passons aussi sur diverses gentilleses. Ainsi nous apprenons ceci :

(...) En mimant la politique des staliniens, les sectateurs de Just et de Lambert en sont amenés fatalement à mimer aussi leur méthode... »

Etc.

Nous avons démontré :

1° Que les prétendus faux que nous reproche le croisé sans visage se résument à montrer telle qu'elle est la politique de Mandel et des siens ;

2° Que, pour cela, ils commettent des faux très réels, dont nous avons

(12) Voir dans ce présent numéro l'article *Gloses marginales à un joyau injustement méconnu d'un illustre auteur.*

exposé, avec précision, quelques exemples, à quoi ils ne tentent même pas de répondre. Il est plus facile de nous traiter de staliniens. Ce n'est pourtant pas nous qui avons confié à la bureaucratie du Kremlin le soin d'accomplir la mission historique du prolétariat, comme l'ont fait Pablo, *mais aussi Mandel et Frank*, en 1951, ni porté aux nues l'honorable Gomulka, ni pris la défense de la direction de la C.G.T. contre les critiques trotskystes en 1953, ni... Suffit. La liste serait trop longue et a été faite.

Plus intéressant est le passage suivant, où le croisé, qui a ses moments d'indulgence, ne nous accuse pas de faux, mais seulement « *d'erreur, même comique* » :

« En vain leur expliquera-t-on l'ABC [on admirera l'abnégation du croisé, tout dévoué à une tâche qu'il sait vaine] : il n'y a aucun lien mécanique entre un déclin des forces productives et la possibilité d'une révolution sociale ; ni la grande révolution française ni la révolution russe d'Octobre n'ont été précédées par des périodes historiques marquées d'un déclin des forces productives ; ce qui rend possible une période de révolution sociale, c'est le conflit entre le développement des forces productives et les rapports de production existants. Lorsque Marx écrit qu' « *une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir* », il s'agit exactement de la même chose. »

Relevons d'abord que Trotsky, dans l'interprétation de la thèse de Marx que reproduit notre croisé, n'est pas tout à fait du même avis. Dans son rapport sur le 3^e congrès mondial de l'Internationale communiste devant les communistes de Moscou, en août 1921, il prend pour point de départ précisément cette thèse de Marx.

Georges Mazet, dans son article sur la crise paraissant dans ce même numéro de *la Vérité*, a cité d'assez longs passages de ce rapport (13). Ajoutons-y seulement cette phrase, commentaire de la thèse de Marx que Trotsky vient de citer :

« Marx dit qu'un régime social doit disparaître, lorsque les forces de production (la technique, le pouvoir de l'homme sur les forces naturelles) ne peuvent plus se développer dans le cadre de ce régime. »

Sans doute Trotsky, lui non plus, ne comprend-il pas l'ABC des idées de Marx...

Quant aux références du preux chevalier à la révolution d'Octobre et à la révolution française, la répugnance marquée qu'il manifeste à mordre aux fruits de l'arbre de la science leur mérite une place d'honneur dans le sottisier mandélo-pabliste.

Prenons d'abord les prémisses de la révolution d'Octobre. Trotsky, dans son *Histoire de la révolution russe*, décrit longuement les destructions effroyables subies par la Russie pendant les trois années de guerre impérialiste :

« D'immenses territoires furent dévastés par la violence. »

Il parle de « *cinq millions et demi de victimes, morts, blessés et prisonniers* ».

Il écrit encore :

« L'armée russe, au cours de la guerre, éprouva plus de pertes que n'importe quelle armée engagée dans le massacre ; elle eut environ 2.500.000 tués, soit 40 % des pertes de toutes les armées de l'Entente. »

(13) Voir dans le présent numéro l'article « *Crise monétaire* » et marche à la crise économique mondiale, p. 91,

Mais peut-être notre auteur considère-t-il que la notion de forces productives est valable seulement en temps de paix ? et qu'on ne peut considérer une guerre impérialiste mondiale comme une « époque historique de déclin des forces productives » ? ou encore que c'est par un pur hasard que la révolution d'Octobre est advenue après trois ans et trois mois de guerre impérialiste ?

N'écrit-il pas :

« L'erreur, même comique, est compatible avec la démocratie ouvrière » ?

Plaidoyer *pro domo sua* ?

La référence à la grande révolution française n'est pas moins extravagante. Au début du xv^e siècle, la France était en tête de l'Europe pour son développement économique. L'Angleterre, au contraire, appauvrie par les destructions effroyables de la guerre des Deux Roses, ne commença à se relever qu'à la fin du siècle. La rupture avec Rome, la réforme royale de l'Eglise anglicane, puis la révolution de 1648 allaient lui permettre de prendre la tête, tandis que la contre-réforme catholique triomphant sur le continent paralysait le développement de celui-ci. La guerre de Trente Ans rejeta l'Allemagne de deux siècles en arrière, cependant qu'en France le règne tyrannique de Louis XIV, le « grand siècle » de l'histoire littéraire officielle, se solda par une régression générale et une misère effroyable pour le peuple. Un relèvement lent et inégal pendant la première moitié du xviii^e siècle fit place, durant la seconde moitié de celui-ci, à une phase de stagnation ou de progrès à peine sensibles, puis

de crises aiguës à la veille de la révolution. Citons par exemple l'ouvrage d'André Philip, *Histoire des faits économiques et sociaux* :

« Les manufactures prirent un certain essor sous Colbert, mais déclinèrent assez rapidement ; car, tant que l'on se contentait de réunir des ouvriers dans un même atelier sans modifier la technique, même en baissant les salaires, en allongeant la journée de travail, en recevant des subventions, l'opération, le plus souvent, n'était pas encore rentable. On éprouve du reste des difficultés à trouver des entrepreneurs pour ces manufactures nouvelles, et ceux qui réussissent dans une manufacture à gagner de l'argent recommencent, comme après la poussée du xi^e et du xii^e siècle, à l'employer dans des opérations financières pour le compte du roi, ou dans l'achat de charges ou de terres pour devenir nobles. La bourgeoisie de la seconde génération capitaliste s'intègre de nouveau dans le cadre aristocratique (...)

Les manufactures créées par Colbert n'ont en fait vécu que de l'Etat, de ses subventions, de l'exemption des règles corporatives ; dès que l'aide du gouvernement cesse ou se restreint, elles déclinent. D'ailleurs, la prospérité passagère qui avait été le résultat de l'intervention économique du colbertisme va être détruite par les guerres de la fin du règne de Louis XIV, par les dépenses de luxe de la cour de Versailles et surtout par la révocation de l'édit de Nantes...

En France, les dernières années du règne de Louis XIV sont des années de famine, d'épidémies, de vagabondage. Il reste une richesse, mais elle n'est que financière. La tentative de Colbert d'attirer le capital vers la manufacture a finalement échoué. En Grande-Bretagne, au contraire, sur la base de l'industrie domestique et des marchands, des capitaux s'accumulent lentement et préparent les conditions par lesquelles s'exprimera la troisième poussée capitaliste, celle de la fin du xviii^e siècle, celle qui réussira et aboutira à la révolution industrielle » (14).

Et, pour le xviii^e siècle :

« Le commerce extérieur représentait pour la France, de 1751 à 1755, 25 % du produit

(14) *O. c.*, pp. 29-30.

national brut, ce qui est une forte proportion pour l'époque ; il devait diminuer massivement après 1755, et remonter légèrement à partir de 1783 » (15).

Enfin, si

« juste avant la révolution, de 1779 à 1789, le taux de croissance semble être, pour l'agriculture, de 0,54 % par an et, pour les manufactures et les métiers, de 1,9 % (16), « la dette de l'Etat passait, de 1721 à 1789, de 1.700 à 4.500 millions de livres » (17). (...)

« Depuis près de quarante ans le salaire ouvrier n'avait cessé de se détériorer ; (...) de 1726 à 1785, le coût de la vie s'est accru de 64 % ; les salaires de 26 % seulement ; une partie croissante de la population vit de mendicité, de contrebande et de brigandage.

En 1788, la situation est particulièrement mauvaise ; c'est une année de sécheresse, de grêle, donc de mauvaises récoltes ; avec les mauvaises récoltes, on craint la famine ; les paysans se révoltent pour empêcher le transport des grains d'une région à l'autre (...) En 1789, le blé vient à manquer, et l'hiver est très froid. Ce sont en fait des difficultés financières d'un côté, les mauvaises récoltes et la menace de famine de l'autre, qui vont susciter la Révolution » (18).

Mais peut-être notre preux et pieux chevalier a-t-il des préventions contre le protestant Philip ? Qu'il écoute alors ces extraits du tome V (le XVIII^e siècle) de *l'Histoire générale des civilisations* (P.U.F.), rédigée par Rolant Mousnier et Ernest Labrousse :

« Le machinisme et les autres procédés techniques donnèrent au Royaume-Uni une supériorité énorme sur les autres nations à la fin du XVIII^e siècle » (19).

« Sur le continent, les progrès furent plus lents, en général par défaut des capitaux que le grand commerce maritime était seul à procurer » (20).

« L'Etat, pour ses finances mal organisées, drainait une grande partie des capitaux disponibles. Ainsi l'industrie française ne put-elle pas se passer du concours direct de l'Etat, et les progrès furent plus lents qu'en Angleterre (...) C'est seulement sous

l'Empire que le machinisme se développa » (21).

Et, après avoir rappelé la croissance de la population qui marqua en France le second quart du XVIII^e siècle :

« Cette "prospérité" du XVIII^e siècle nous apparaît donc comme une prospérité de classe, n'intéressant que les zones supérieures de la société.

Elle s'interrompt vers les débuts du règne de Louis XVI. Jamais, au reste, elle n'avait eu un caractère régulier et continu. (...) De la dernière crise en date, celle de 1770, (...) l'économie française ne s'était encore pas complètement remise. Un temps anormal de dépression commençant à partir de 1776-1777, s'aggrave durant la guerre d'Amérique, persiste dans une large mesure après (...) Ce n'est pas à proprement parler une crise aiguë et générale, à la manière des crises cycliques, mais une sorte de langueur persistante. La crise cyclique de 1789 survient ainsi dans une économie déjà minée. Cette crise de la fin présente les symptômes classiques de l'époque : crise de sous-production agricole au cours du premier temps, elle dégénère très vite en crise de sous-consommation industrielle, accumulant les catastrophes sociales, etc. » (22).

Notre Bayard n'a décidément pas de chance avec l'histoire.

En aura-t-il davantage avec Marx ?

Il s'agit de savoir si, comme l'affirmait l'éditorial de *la Vérité* n° 551 en citant un passage du manuscrit rédigé par Marx en 1857 et connu sous le nom de *Grundrisse*, celui-ci a, dès 1857, formulé un pronostic en

(15) O. c., p. 82.

(16) O. c., p. 83.

(17) O. c., p. 88.

(18) O. c., pp. 89-90.

(19) O. c., p. 129.

(20) O. c., p. 132.

(21) O. c., pp. 133-134.

(22) O. c., pp. 357-358.

découvrant la tendance du capitalisme à l'effondrement ou si, comme le soutient le mandélien croisé, faisant preuve d'une belle humilité (« *s'attaquer à Mandel, passe encore. Mais s'attaquer à Marx...* »), Marx n'a rien dit de tel et s'est contenté d'analyser les crises de surproduction du XIX^e siècle, qui n'empêchaient pas, en moyenne, les forces productives de croître. Subsidièrement, il s'agit encore de savoir comment le

marxisme définit les forces productives, et en particulier s'il y a pour lui identité entre accumulation du capital et croissance des forces productives, comme le soutient, contre nous, le croisé sans visage.

C'est ce que nous examinerons dans la deuxième partie de cet article.

(A suivre.)



STEPHAN JUST
**REVISIONNISME
LIQUIDATEUR
CONTRE
TROTSKYSME**
(DEFENSE DU TROTSKYSME II)

Editions S.E.L.I.O.

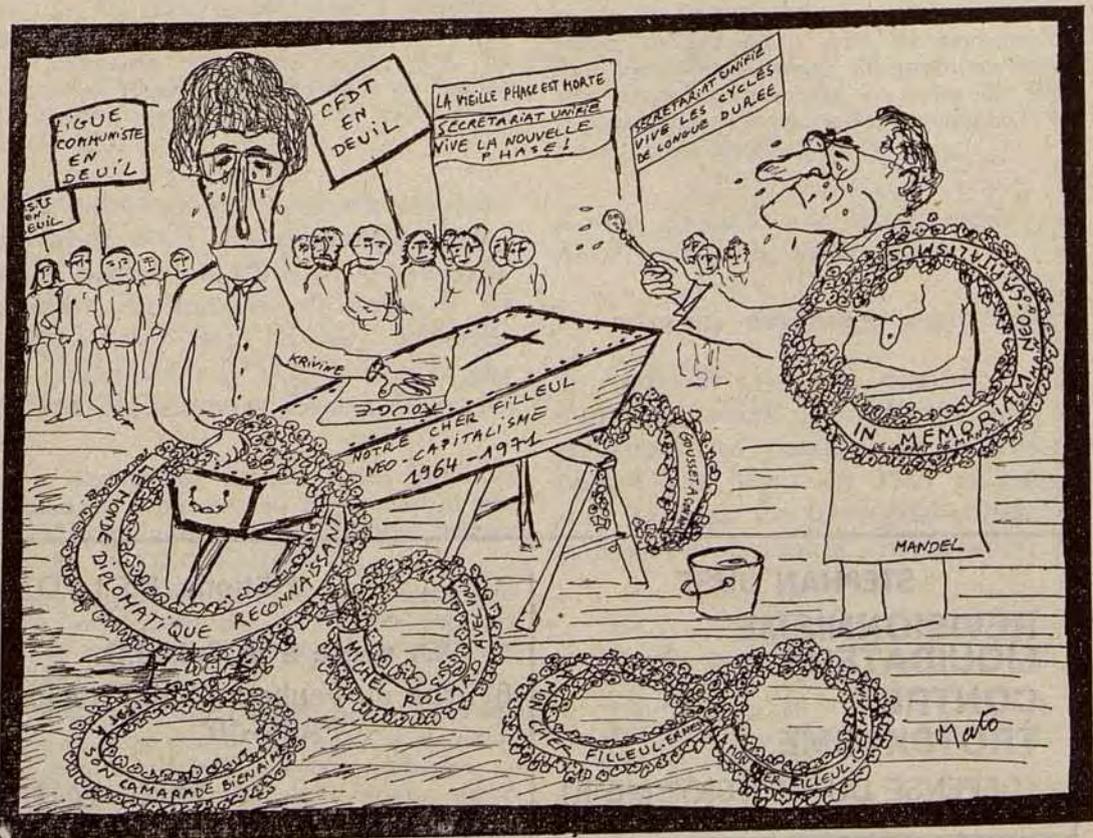
En vente à la S.E.L.I.O.
87, rue du Faubourg-Saint-Denis
PARIS-10^e

PRIX : 20 F

GLOSES MARGINALES À UN JOYAU INJUSTEMENT MECONNU D'UN ILLUSTRE AUTEUR

par Octave **BOISGONTIER**

A la mémoire du néo-capitalisme (1)



Dans le cadre d'un ensemble de textes consacrés à « *l'Ouvrier dans la société industrielle* », le *Monde diplomatique* de juin 1971 a publié un article qui ne nous paraît pas avoir retenu toute l'attention qu'il méritait.

Lorsque Trotsky donnait une interview ou un article à la presse bourgeoise, il agissait en chef de parti, en dirigeant du parti révolutionnaire du prolétariat parlant devant l'ennemi. N'oubliant pas un seul instant les positions respectives occupées dans la guerre des classes par le journal dans lequel il écrivait et par son propre parti, il mettait l'occasion à profit pour définir, devant un public qu'il n'aurait pas atteint autrement, la position de la IV^e Internationale. C'est pourquoi la presse de celle-ci, les organes de toutes les sections, reproduisaient régulièrement ses déclarations, comme autant de prises de position politiques utiles à sa propagande, à son combat.

Il en a été différemment dans le cas présent.

Ni *Rouge*, ni *Quatrième Internationale*, ni, à notre connaissance, aucun autre organe du « *Secrétariat unifié de la IV^e Internationale* » n'ont soufflé mot de ce texte du plus connu et du plus important des dirigeants de leur mouvement. Nous ne mettons pas en doute qu'il n'y ait, entre Léon Trotsky et Ernest Mandel, un certain nombre de différences.

Mais, dussions-nous faire violence à la modestie de ce dernier, nous

croyons bien faire en portant à la connaissance de nos lecteurs — qui, nous le craignons fort, ne sont pas tous abonnés au *Monde diplomatique* — de larges extraits de cet important document, accompagné des très modestes commentaires qui nous ont paru indispensables pour en faire apprécier toute la saveur, en mettre en lumière toute la richesse, en exprimer tout le suc, toute la substantifique moelle.

L'ACTION

« FACE AU NÉO-CAPITALISME, DE NOUVELLES FORMES DE LUTTE APPARAISSENT GRACE AU RAJEUNISSEMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE. »

Que voilà bien un titre remarquable, substantiel, à longue portée ! Pour tout dire d'un mot, un néo-titre. Un néo-titre approprié pour la néo-doctrine d'une néo-lutte.

Foin de la lutte de classe du prolétariat pour la destruction révolutionnaire de l'État bourgeois et l'instauration de sa dictature ! Un jar-

(1) Le défunt a succombé à une douloureuse crise du système monétaire. Sa mort prématurée, survenue à la fleur de l'âge et dans les colonnes de *Rouge*, le 25 septembre, a plongé dans la consternation tous ses amis. Il a été enterré dans la plus stricte intimité au siège de la Ligue communiste. D'une voix que l'émotion faisait trembler, son parrain, Ernest Mandel, a prononcé une brève mais poignante oraison funèbre. Des messages de Serge Mallet, Michel Rocard, André Gorz, etc., ont été lus. Adresser les condoléances, demandes d'informations, etc., à *Rouge*, 10, impasse Guéménée, Paris-4^e.

gon aussi grossier sent son archéo-marxiste d'une lieue. Au surplus, dans les salons diplomatiques où l'on lit *le Monde* du même nom, cela n'est pas moins démodé que l'anticléricalisme du petit père Combes. Non, il sied aujourd'hui de disserter des néo-formes d'un combat que mène une classe ouvrière rajeunie, une néo-classe ouvrière contre... Qu'allions-nous écrire, entraînés par nos fâcheuses habitudes d'archéo-marxistes ? Non pas « *contre* », la C.F.D.T. nous en garde, mais « *face au néo-capitalisme* ».

Tel est le seul langage — le néo-langage — que puisse parler un néo-marxiste. Et qui parle de combat ?

La néo-classe se garde bien de combattre le néo-capitalisme. Elle se contente, nous le verrons bientôt, en personne bien élevée, de le « *contester* ». Il s'agit d'une lutte d'idées ; d'une discussion entre gens de bonne compagnie.

Ce titre profond est suivi de ces mots, qui en accroissent encore la portée :

« par Ernest Mandel, membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale, ancien membre (1955-1963) de la commission d'études de la F.G.T.B. ; auteur du *Traité d'économie marxiste*. »

Las ! Où est le temps heureux (2), il y a dix ans à peine, où Pierre Gousset pouvait écrire à Paris le contraire exact de ce qu'Ernest Mandel développait au même moment à Bruxelles, tandis qu'un peu plus tard Ernest Germain, aussi mal localisé qu'un électron dont la vitesse (pour sauter d'une position à l'autre) est bien déterminée, les récon-

ciliait sans effort grâce à la hauteur et à l'ampleur de ses vues, teintées d'un éclectisme de bon aloi, qu'il aimait à qualifier de « *dialectique* » ?

« *Je suis Mandel, voyez ma science !
Je suis Gousset, qui dit fort bien
Ce que Mandel devait faire.
Je suis Germain, plus rouge que moi
Il n'y a pas.* »

Mais où sont les neiges d'antan ? Les voiles sont tombés, les brumes sont dissipées, et Mandel a dû réintégrer officiellement ses divers avatars. Il l'a fait noblement, avec une élégance qui n'appartient qu'à lui, sans rien laisser perdre (3).

Car, notons-le bien, on est homme du monde au *Monde* ; et diplomate, au *Monde diplomatique*. On y laisse aux hôtes du mensuel le soin de se présenter eux-mêmes. Il fallait bien cela pour rassembler un aussi impressionnant symposium, véritable orchestre symphonique où chacun, sur le thème si heureusement choisi de « *l'Ouvrier dans la société industrielle* », contribue à une harmonie d'ensemble dont Fourier et Weitling osaient à peine rêver. Relevons les noms de quelques-uns des plus éminents parmi les instrumentistes : tandis que MM. Capdevielle et Mouriaux s'interrogent : « *Les organisations syndicales sont-elles dépassées ?* », que

(2) Voir dans *la Vérité* n^{os} 522-523 « *Quelques enseignements de la grève générale belge* ».

(3) « *Et, comme il faut que rien ne se perde...* » a dit Victor Hugo dans un de ses plus immortels poèmes, dont nous sommes persuadés que nos lecteurs connaissent la suite. Sinon, qu'ils nous écrivent, nous nous ferons un plaisir de compléter leur culture.

M. André Barjonet «*dépasse l'action purement revendicative*», que M. Henri Lefebvre parle de «*l'avenir*» — le triste avenir qui attend la classe ouvrière, «*environnée de groupes sociaux plus radicaux*» —, que M. François Ceyrac, vice-président du C.N.P.F., expose, en homme de bonne compagnie qui se trouve en bonne compagnie, «*le point de vue du patronat*», Ernest Mandel, lui, est préposé à «*l'action*».

La très distinguée société des philomathes, invitant le révolutionnaire Ernest Everhard à lui exposer ses vues, comptait bien, tout en se donnant à bon compte le frisson de la petite mort à ouïr le farouche révolutionnaire, l'apprivoiser sans peine, tout ébloui de se trouver en si belle compagnie. On sait que leur espoir fut déçu, et que, à leur grand dam, le héros du *Talon de fer* de Jacques London fit littéralement sauter la baraque. Mandel, lui, ne fera rien sauter du tout. Il est vrai que, s'ils se prénomment tous deux Ernest, le premier des deux Ernest s'appelait «*toujours dur*»...

Donc, «*par Ernest Mandel, membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale*» (un frisson parcourt l'échine des douairières et des intellectuels de gauche) ; «*ancien membre (1955-1963) de la commission d'études économiques de la F.G.T.B.*» (douairières et intellectuels de gauche se rassurent : il est de la famille) ; «*auteur du TRAITÉ D'ÉCONOMIE MARXISTE*» (et savant, avec ça !). «*1955-1963*», ces dates sont assaisonnées d'un sel tout attique qui a dû échapper aux douairières. Car en 1961, entre le 1^{er} et le 14 janvier (l'histoire ne manquera pas d'établir avec plus de

précision la date de ce grave événement) (4), Mandel a reçu de son chef Renard, le bureaucrate syndical «*de gauche*», cet ultimatum :

«*Laisse tomber la marche sur Bruxelles, si tu veux rester membre de la commission, etc.*»

Et Mandel a laissé tomber, avec un bruit mat, la marche en question. Il est donc resté membre de la commission en question jusqu'en 1963, date à laquelle l'appareil réformiste de la F.G.T.B., ayant suffisamment pressé le citron, a renvoyé à Germain le zeste de Mandel.

Mais de quel instrument notre savant auteur jouera-t-il dans le *Mondain* concert ? Le jeune Engels, se mettant lui-même en scène dans son poème burlesque, *le Triomphe de la foi*, proclamait qu'il ne jouait que «*d'un seul instrument : la guillotine*». Néo-Ernest, nous l'allons voir, joue plutôt de l'accordéon.

«*Le capitalisme n'a résolu aucune de ses contradictions classiques.*»

Voilà le «*marxiste*» le «*révolutionnaire*» qui parle ! Les douairières et les intellectuels de gauche refrissonnent. Mais l'accordéon, après s'être déployé, doit se replier.

Ces contradictions classiques, quelles sont-elles ?

(4) On pourra consulter, sur cette douloureuse affaire, outre l'article cité dans la note précédente, *les Troubles de mémoire d'un vieux marcheur*, que notre collaborateur Georges Mazet a révélés à *la Vérité* n° 551 (N.D.L.R.).

« La concurrence oblige toujours les firmes capitalistes à accélérer l'accumulation du capital, et donc à rechercher le maximum de profits ; pour la même raison elles sont amenées à restreindre autant que possible leur propre masse salariale. La capacité de production continue à augmenter plus vite que la demande solvable.

La propriété privée des moyens de production entraîne toujours des fluctuations dans les investissements productifs, d'où découle la succession des phases de haute conjoncture et de crises, pudiquement rebaptisées "récessions". »

Donc, selon l'éminent marxiste, la « concurrence » et la « propriété privée des moyens de production » sont, en quelque sorte, les deux mamelles des « contradictions classiques ». Et la concurrence apparaît ainsi comme un élément premier, irréductible, l'essence même du capitalisme.

Au surplus, ces contradictions elles-mêmes existent « toujours », mais ne s'aggravent point (nous verrons même bientôt qu'elles s'atténuent). Puisque le capitalisme a « classiquement » vécu avec, rien ne s'oppose donc apparemment à ce qu'il continue.

Marx, il est vrai, était d'un avis différent. Il écrivait par exemple que la concurrence

« n'établit pas les lois de l'économie bourgeoise, mais les exécute (...) n'est pas la précondition des lois économiques, mais leur conséquence » (5).

Ou encore :

« La concurrence ne peut abaisser les taux de profit dans toutes les branches de l'industrie, donc le taux moyen de profit, de façon permanente, que seulement dans la mesure où l'on peut discerner, même avant la concurrence et sans considérer la concurrence, une chute universelle et permanente des taux de profit agissant comme une loi » (6).

Et c'est précisément cette loi de la tendance à la baisse des taux de profit, « à tous égards la loi la plus importante de l'économie politique moderne » (7), qui constitue, aux yeux de Marx, l'expression, en termes de catégories économiques, de LA contradiction fondamentale du capitalisme ; comme elle tend, « de façon permanente », à évoluer toujours dans le même sens, celui de l'aggravation, elle conduit Marx à formuler son pronostic de la « tendance à l'effondrement » du capitalisme. C'est pour cela que le socialisme n'est pas seulement possible, mais nécessaire, et que l'alternative socialisme ou barbarie est inéluctable. C'est bien pourquoi Mandel n'en souffle mot. Un homme qui sait son monde, au surplus reçu dans le grand Monde, ne va quand même pas annoncer tout de go à ses hôtes :

« Frères, il faut mourir ! » (8)

Cela ne se fait pas...

Mais le capitalisme « classique » engendre d'autres maux :

« La grande masse des producteurs est toujours obligée de vendre sa force de travail aux propriétaires du capital. Elle effectue de ce fait un travail forcé, à la seule fin d'obtenir des revenus nécessaires à ses besoins de consommation, et non un travail orienté vers la réalisation de ses propres talents et possibilités individuelles. »

Voilà qui est triste, fort triste. On croirait entendre un évêque de gau-

(5) *Grundrisse...*, éd. allemande, p. 450.

(6) *Idem*, pp. 637-638.

(7) *Idem*, p. 634.

(8) Sur le pronostic de Marx, voir, dans le prochain numéro de *la Vérité*, la deuxième partie de notre article : *le Croisé sans visage*.

che dénoncer la « *condition prolétarienne* » (le Christ a dit qu'il y aurait toujours des pauvres, mais non des prolétaires), ou Léon XIII les « *excès* » du « *libéralisme* ». Les douairières versent un pleur discret, se consolant cependant en songeant qu'après tout cela fait longtemps que cela dure, et que rien, dans ce qu'elles entendent là, n'empêche que cela dure encore longtemps. Le capitalisme n'a pas changé.

Mais si, il a changé :

« Le néo-capitalisme a cherché à atténuer quelques-unes de ces contradictions, afin de les rendre moins explosives à une époque où le capital a déjà perdu le contrôle d'un tiers du genre humain. Mais chacun des remèdes appliqués s'avère une source de nouvelles contradictions. »

De ces remèdes aux maux « *classiques* », notre auteur en cite un seul :

« L'ampleur des crises a été réduite à l'aide de l'inflation permanente. »

Mais d'où vient cette « *inflation permanente* » ? C'est ce que nous ne saurons pas. Si l'auteur le sait, il le garde pour lui. Il s'agit apparemment d'un nouveau terme primitif, comme plus haut la concurrence.

Aucun rapport, en particulier, avec la transformation des forces productives en forces destructives, avec le militarisme, avec l'économie d'armement.

« Infâme calomnie ! s'écriera Mandel. Moi, ignorer le militarisme, les armements ? J'en ai parlé mille fois plutôt qu'une. »

C'est vrai. On a le choix :

« La création d'un secteur permanent — et croissant — d'armement au sein de l'économie capitaliste explique un autre phénomène typique de la période de déclin du capitalisme : la tendance permanente à l'inflation monétaire. » (9)

Donc, l'inflation a pour cause l'économie d'armements qui, au surplus, représente, avec l'économie de guerre, « *les marchés de remplacement essentiels que le système de production capitaliste a trouvés à une époque de déclin* » (10). Fort bien.

Écoutons maintenant un autre son de cloche :

« Les gouvernements capitalistes continuent à s'en remettre aux techniques keynésiennes et néo-keynésiennes pour combattre la récession. Ces techniques reviennent en dernière analyse à un seul facteur : créer un pouvoir d'achat inflationniste (...) Il faut ajouter que cette détérioration de la situation économique internationale du capitalisme intervient à un moment où les dépenses militaires atteignent un maximum jamais connu... »

(*Quatrième Internationale*, n° 50, de juillet 1971, pp. 2-3, éditorial — anonyme — daté du 5-7-1971.)

Donc, l'inflation résulte de l'emploi de « *techniques keynésiennes et néo-keynésiennes* » par les gouvernements capitalistes, techniques qui consistent précisément à « *créer un pouvoir d'achat inflationniste* ». Peu importe dans quelle branche de production est investi ce papier-monnaie. L'inflation n'a rien à voir avec les fondements du système capita-

(9) Ernest Mandel, *Traité d'économie marxiste*, t. II, p. 185. D'ailleurs, au moment où ce livre, paru en 1962, a été écrit, le vocable « *néo-capitalisme* » n'était apparemment pas inventé (N.D.L.R.)

(10) *Idem*, p. 178.

liste, avec les rapports de production. Il s'agit seulement de techniques monétaires défectueuses. Vous pouvez d'ailleurs lire tout cela tous les jours dans votre journal habituel — non sans une pointe de scepticisme, il est vrai.

Quant aux dépenses militaires, elles n'ont aucun rapport direct de causalité avec ce qui précède : qu'elles atteignent à ce moment précis « *un maximum jamais connu* », c'est là une coïncidence, d'ailleurs fâcheuse pour le capitalisme.

N'êtes-vous pas satisfaits ? Le magasin a encore d'autres modèles en stock. Par exemple :

« Ce système (*le système monétaire international fondé à Bretton Woods*) essayait d'échapper au dilemme avec lequel l'économie capitaliste était confrontée depuis le début de sa crise historique de déclin, la première guerre mondiale : ou bien fidélité à l'étalon-or, et crise de surproduction de plus en plus catastrophique. Ou bien abandon de l'étalon-or et repli vers le nationalisme économique, le protectionnisme et les devises inconvertibles, ce qui entraîne des conséquences non moins désastreuses pour le commerce capitaliste international. »

(Ernest Mandel, *la Chute du dollar*, Rouge, n° 122 du 6 septembre 1971.)

Ce que veulent dire au juste les gens qui parlent d'une « *crise historique de déclin du capitalisme* » (formule dont on fait une grande consommation ces derniers temps dans la presse pablo-mandélienne), commencée en 1914, donc il y a 57 ans, cependant que, selon eux, les vingt ou vingt-cinq dernières années de cette « *crise de déclin* » ont été marquées par une croissance « *rapide* », voire « *sans précédent* », des forces productives, c'est là un mystère dont le sens n'a pas encore

été révélé, à notre connaissance, à l'humanité pécheresse.

Bornons-nous à constater que nous voilà devant une nouvelle marchandise du stock inépuisable de l'auteur : depuis 57 ans, la bourgeoisie a le choix entre deux techniques monétaires, et ce choix ne dépend apparemment que de sa libre volonté. Comme, toutefois, les conséquences en sont également désastreuses pour elle, elle s'est ralliée, depuis 1945, toujours par l'effet de sa libre volonté, à une troisième technique :

« La solution consistait à fonder les devises capitalistes à la fois sur l'or et sur le dollar, de conserver des *taux* de change stables, et d'instaurer des règles flexibles tolérant en fait une inflation permanente ; surtout lorsque la crise de surproduction menaçait, pour éviter un nouveau 1929. » (*la Chute du dollar*.)

Maintenant que cette troisième technique ne marche plus non plus, il ne restera sans doute à la bourgeoisie qu'à en inventer une quatrième. Les experts sont à l'œuvre... Bien entendu, la question de savoir à *quoi* sont employés les milliards en monnaie de singe que dépensent les Etats capitalistes n'a rien à voir avec le problème du « *système monétaire international* ». La seule difficulté, c'est de choisir une bonne technique d'émission de monnaie de singe.

L'illustre auteur gémit :

« Calomnie ! Infamie ! Simonie ! Félonie ! »

Et en effet, toujours dans le même article, mais *quelque cent lignes plus loin* (après avoir parlé — lapsus « *surdéterminé* » ? fins de mois difficiles ? — de « *la crise histori-*

que INSOLVABLE (sic) qui secoue ce système qui se survit...), il écrit :

« Marx se plaisait à répéter que les phénomènes monétaires n'étaient que le reflet de la vie économique... [Ah, mais !] Si le dollar se déprécie, si le système monétaire international échafaudé à Bretton Woods s'effondre, ce n'est pas avant tout [donc, c'est quand même un peu pour cela !] parce qu'il y a des spéculateurs malfaisants, des créditeurs téméraires ou des banquiers trop prudents. Ce n'est pas parce que la monnaie est "mal gérée" [qu'est donc devenue l'alternative de gestion devant laquelle se trouvait "l'économie capitaliste" un peu plus haut ?] (...) C'est parce que le système économique est malade dans son ensemble. »

Ici, le lecteur naïf pensera sans doute qu'il importait donc de commencer par l'étude de cette « maladie d'ensemble du système économique », d'en définir la nature, et d'en déduire ensuite les divers symptômes, monétaires notamment. Le lecteur naïf prouvera simplement par là qu'il est naïf, et ne saurait s'élever à la hauteur de vues qui est celle de notre homme. Celui-ci ne procède que par déduction, mais par juxtaposition, aux fins de justification. Il poursuit :

« La cause fondamentale de l'inflation, c'est l'endettement des Etats, des firmes et des consommateurs... L'économie d'armements est la base de l'endettement des Etats. Le crédit hypertrophié est la base de l'endettement des particuliers. »

Voilà une marchandise encore nouvelle (sauf erreur, la quatrième).

L'économie d'armements n'est plus la cause de l'inflation, mais seulement la « base » d'une des trois causes de l'inflation, la première des trois. A côté d'elle, juxtaposé, il y a le « crédit hypertrophié », « base » de la troisième des trois causes de l'inflation. D'où vient le « crédit

hypertrophié » ? Nous ne le saurons pas. Pas cette fois-ci, en tout cas. Nouvel élément primitif ? Simple technique financière ? Gardons-nous de sombrer une fois de plus dans le fétide marais de la calomnie, et — après avoir cependant inscrit au procès-verbal la disparition subreptice de la deuxième cause de l'inflation, « l'endettement des firmes » — gageons qu'ailleurs, quelque part, Mandel a brillamment établi que le « crédit hypertrophié », l'endettement des particuliers et celui des firmes ne sont que des conséquences, des manifestations particulières de l'économie d'armement. Un doute pourtant nous étirent : les termes de « capitaux fictifs » et de « parasitisme » ne paraissent pas appartenir, au moins actuellement, au vocabulaire de cette victime par excellence de la calomnie. Comment aura-t-il donc fait (11) ?

Passons encore quelques dizaines de lignes. Nous apprendrons alors ceci :

« Après l'ébranlement du dollar, ce n'est pas seulement un symbole ni seulement un système monétaire qui se trouvent dévalués. C'est l'ensemble du système monétaire international qui sort d'un long cycle d'expansion, pour entrer dans un long cycle de croissance beaucoup plus lente, à crises beaucoup plus multiples... Les longs cycles durent en moyenne 20 à 25 ans... »

Cinquième marchandise en stock : ce qui se passe, c'est l'effet d'une

(11) Pour une explication détaillée de ces mécanismes, on consultera le premier chapitre du tome II de *Défense du trotskysme* de Stéphane Just, notamment les sections *l'Eclectisme et la Méthode de Marx* (p. 51) et *Inflation de crédit, de monnaie, capital fictif* (p. 55).

loi qui veut que se succèdent, tous les 20 ou 25 ans, un « *long cycle* » puis un autre. Phénomène objectif, résultant des lois et contradictions « *classiques* » du capitalisme. Rien à voir avec les armements, la « *crise historique de déclin* », ni d'ailleurs l'inflation...

Donc, voilà cinq explications différentes de l'inflation que nous fournit cet économiste éminent ; au surplus, deux à deux incompatibles.

Nous ne garantissons d'ailleurs nullement qu'il n'y en ait que cinq. Mandel est un auteur si fécond...

En le baptisant Janus, Stéphane Just s'est manifestement trompé. *Janus bifrons* était, comme son nom l'indique, une divinité à deux faces. Il s'en faut de trois au moins, ou davantage.

La dialectique de Marx consiste à reconstituer par l'abstraction la totalité organique qu'est la réalité (ici, la société capitaliste mondiale à un stade déterminé de son histoire), totalité structurée, où chaque élément, qui n'est d'ailleurs qu'une détermination particulière du tout, occupe une place, remplit une fonction déterminées. La méthode de Mandel consiste dans la juxtaposition au hasard des divers éléments ; c'est celle du kaléidoscope, ou de la mélasse, si l'on préfère. Il en est de sa pensée exactement comme de ce qu'il appelle le « *mouvement communiste international* » (12). Dans la résolution du « *congrès mondial de réunification* » (1963) sur « *le conflit sino-soviétique* », on pouvait lire :

« Au fur et à mesure que se développe cette crise [du mouvement communiste international]... la validité du programme

trotskyiste se trouve soulignée par le fait que, dans toutes les manifestations progressives de cette crise, apparaissent des parties du programme trotskyste... »

Et il ne fallait pas pousser Germain bien loin pour qu'il se fit fort de trouver ici ou là, à La Havane, à Belgrade, à Pékin ou à Moscou, chaque « *partie* » dudit programme, sans qu'il en manquât une seule.

D'où la conclusion logique :

« La IV^e Internationale soutient la nécessité d'une conférence internationale du mouvement communiste... avec la participation de toutes les tendances marxistes révolutionnaires » (*y compris la sienne*).

Pourquoi cette conférence ? Pour rassembler les pièces éparses du kaléidoscope « *programmétique* », bien sûr. Et voilà le Parti mondial de la révolution construit aux moindres frais ! Il serait cruel d'insister sur cette conception kaléidoscopique du programme marxiste. Mais peut-on, après tout, en vouloir à Mandel s'il se représente le programme, et le mouvement ouvrier, à l'image de son propre fonctionnement mental, comme des kaléidoscopes ?

Mais revenons à nos mondains et diplomatiques moutons. Chez eux, l'inflation est l'inflation, cause d'elle-même, elle est en soi et par soi, tout comme dieu. Et, tout comme dieu, il n'y a pas de question à poser en ce qui la concerne. Les mots « *armement* », « *militarisme* », « *im-*

(12) Voir *Quatrième Internationale*, n° 19, 3^e trimestre 1963, pp. 51-64, et S. Just, *Défense du trotskysme*, t. 1, p. 111. Ce n'est, certes, pas un hasard si Mandel reprendra les mêmes positions en 1963. (Voir *Défense du trotskysme*, t. II, p. 206.)

périalisme » ne figurent pas dans le texte. Ce sont de vilains mots.

Et quelles sont les « *nouvelles contradictions* » qu'entraîne l'inflation ?

« Mais l'emballement de celle-ci ronge périodiquement les augmentations de salaires arrachées par les travailleurs et est source d'irritation croissante pour les salariés. »

Si l'inflation ne fait que « *ronger les augmentations de salaires* », c'est qu'au moins les conditions de vie des travailleurs n'empirent pas, notons-le bien. Les « *nouvelles contradictions* », somme toute, sont aussi statiques que les « *contradictions classiques* », elles n'empirent pas, bien au contraire. Le néo-capitalisme se porte bien, merci (13).

La partie « *économique* » du texte est terminée. La parole est maintenant à « *l'action* » !

« L'absence de crise grave a été accompagnée d'une modification des rapports de force sur le "*marché du travail*" en faveur des ouvriers. Le patronat et l'Etat bourgeois y ont répondu d'abord en cherchant à limiter la liberté de négocier les salaires (politique des revenus, "*économie concertée*", programmation sociale, blocage des salaires, etc.), ensuite en reconstituant l'armée de réserve industrielle (800 000 chômeurs en Grande-Bretagne, 500 000 en France, après deux décennies

JEUNESSE, JEUNESSE...

Le moment est venu pour Mandel d'entonner un hymne à la « *jeunesse ouvrière* » qui surprend d'abord un peu :

« Un important facteur subjectif s'ajoute aux contradictions nouvelles surgies des

de plein emploi), enfin en combinant ces deux orientations avec une législation ouvertement antigreve (projet Carr en Grande-Bretagne). Toutes ces mesures doivent provoquer tôt ou tard des réactions ouvrières de plus en plus virulentes. »

Admirons l'habileté du patronat et de l'Etat qui, en dépit du rapport de forces « *en faveur des ouvriers* », imposent à ceux-ci défaite sur défaite. Notre distingué amateur de kaléidoscope ne serait-il pas un peu fatigué ? *Quandoque bonus dormitat Homerus.*

Son adresse, cependant, nous émerveille. N'a-t-il pas découvert une nouvelle catégorie de rapports de forces, les « *rapports de forces sur le marché du travail* » ? Ces rapports de forces sont gens de bonne compagnie. Ils savent ce qu'on attend d'eux. Ils sont « *sur le marché du travail* » et ils y restent. Ils s'y manifestent d'ailleurs de façon bizarre, on vient de le voir, en tout état de cause, ils n'auraient garde de se transférer sur un terrain qui n'est pas, pour eux, le terrain politique par exemple. Il nous faut pourtant le reconnaître. Dans ce « *tôt ou tard* », joint à « *de plus en plus* », on discerne à l'œil nu l'empreinte irréfragable du génie. Cela bat toutes les « *tartes à la crème* » de la littérature universelle.

« *réussites* » du néo-capitalisme elles-mêmes pour expliquer le regain de combativité ouvrière qui se manifeste un peu partout en Europe capitaliste depuis 1967 : l'irruption massive de la jeunesse

(13) Hélas... Mais n'anticipons pas.

ouvrière sur la scène de la lutte de classe.

Le rajeunissement de la classe ouvrière a lui-même des racines objectives. Dans des pays comme l'Italie, la France, les Pays-Bas, ou dans des régions comme la Flandre, il provient avant tout d'une industrialisation accélérée au cours des vingt dernières années. Dans les industries semi-automatisées, l'accélération des cadences réduit brutalement l'âge moyen des travailleurs à la chaîne. On estime qu'à l'heure présente, en France et en Italie du Nord, pour 35 %, la main-d'œuvre industrielle est âgée de moins de trente ans. »

Mais où est-elle donc, cette jeunesse étudiante et intellectuelle prédestinée à fournir une direction révolutionnaire aux travailleurs qui assiégeaient la Sorbonne, avides de directives ? Elle n'est pas loin, on va le voir. Ou, plutôt, cet hymne à la jeunesse ouvrière n'a d'autre but que de réintroduire, sous une forme voilée, masquée, avec des alibis tout prêts — sous une forme mandélienne, en un mot — la dénonciation de la classe ouvrière « *conservatrice* » qui fleurissait naguère dans la bouche d'un Cohn-Bendit ou d'un Marcuse (14). Ecoutez plutôt :

« Ce rajeunissement a surtout d'importantes conséquences subjectives. Sur les épaules de la vieille génération ouvrière pèse le terrible fardeau de défaites (Mussolini, Hitler, Franco, la seconde guerre mondiale) et de déceptions (juin 1936 et la Résistance aboutissant à des révolutions manquées ; le stalinisme ; l'échec des gouvernements travaillistes en Grande-Bretagne, en Norvège et ailleurs, etc.). Elle n'a perdu ni son potentiel fondamental de lutte ni sa cohésion de classe ; mai 1968 devrait suffire pour condamner définitivement le mythe de son "*intégration*" dans la société bourgeoise. Mais elle a tendance à se montrer plus sceptique à l'égard des chances d'aboutir de grands combats d'ensemble, plus hésitante aussi à entreprendre une troisième expérience après celles, faillies, de la social-démocratie et des partis com-

munistes stalinisés. Sa relative passivité politique fait la force des appareils bureaucratiques qui font d'ailleurs tout pour la renforcer. »

Le tour est joué. La responsabilité des échecs, ce ne sont pas les appareils qui la portent ; ce ne sont pas non plus les liquidateurs de la IV^e Internationale, c'est la classe ouvrière elle-même (15). (Bien entendu, Mandel n'a pas oublié son alibi : « *Elle n'a perdu..., etc.* »)

Et la démagogie peut couler à pleins bords :

« Libre du scepticisme des générations plus anciennes ; moins prête à se retirer dans la vie privée après de premières déceptions ; stimulée par les progrès de la révolution mondiale au cours de la dernière décennie (Cuba, Vietnam) ; impatiente devant l'écart entre son niveau de vie actuel et ce que les sciences et la technique rendraient possible aujourd'hui, cette jeunesse ouvrière a mis le feu aux poudres un peu partout en Europe. Elle s'est largement émancipée du contrôle paralysant de la bureaucratie syndicale. Grâce à elle, la classe ouvrière européenne a redécouvert son potentiel de lutte spontanée. »

La « *révolution mondiale au cours de la décennie* » (*trémolos à l'orchestre*), notons-le bien, c'est exclusivement Cuba et le Vietnam. Ce n'est ni la grève générale belge de 1960-61 (bien sûr, bien sûr), ni la grève des mineurs français de 1963 qui a porté un coup d'arrêt à

(14) Et d'ailleurs d'un Mandel, pour qui le prolétariat des pays impérialistes tout entier appartient à l'aristocratie ouvrière. Voir dans ce numéro de *la Vérité*, l'article *le Croisé sans visage*.

(15) « *Spontanément stalinienne* », rappelons-le, selon la Ligue communiste. Voir *Défense du trotskysme*, t. 2, p. 265.

de Gaulle, ni la grève générale de mai-juin 1968, ni le début de la révolution politique en Tchécoslovaquie, puis en Pologne. Non, c'est Cuba et le Vietnam. Un point, c'est tout. Quand on a de bons épiscopales, on y tient.

Voici donc que, au conflit entre le mouvement historique de la classe ouvrière vers le pouvoir et les appareils de ses organisations, défenseurs de l'ordre bourgeois — parce que défenseurs des intérêts des couches privilégiées, l'aristocratie ouvrière des pays impérialistes ou la bureaucratie du Kremlin —,

Mandel a substitué un conflit de générations — entre la jeunesse ouvrière, seule révolutionnaire, et la classe ouvrière adulte, gangrenée de scepticisme, conservatrice, passée en fait elle-même, malgré les réserves toutes verbales de Mandel, du côté de l'ordre bourgeois avec les appareils. Par là même, la tâche réelle que l'histoire propose à la jeunesse, qui est d'entraîner, de mettre en mouvement les bataillons fondamentaux de la classe dans la lutte pour le pouvoir, est vidée de tout contenu. Quelle situation satisfaisante... pour les lecteurs du *Monde diplomatique* !

LE FOND DU PROBLEME : L'OBJECTIVISME-SUBJECTIVISME

L'essence même de sa pensée, Mandel l'a résumée, avec une insurpassable maîtrise, dans la conclusion de son article *la Chute du dollar*. Nous croyions pourtant bien le connaître, mais, il faut l'avouer, il surpasse toujours notre attente.

Écoutons-le plutôt :

« Si les travailleurs le veulent, s'ils se donnent une nouvelle direction révolutionnaire à la hauteur de la tâche historique, ce cycle [le "long cycle de 20 à 25 ans", dont, selon Mandel, nous vivons actuellement le début] peut déboucher sur la victoire du socialisme en Occident. Si, par manque de direction adéquate, leurs luttes s'achèvent dans des défaites, alors, le capitalisme cherchera à résoudre sa crise structurelle sur leurs os et dans le sang, comme il l'a fait au cours des années 30 et 40. La crise qui a commencé est donc promesse et avertissement. »

Iterum Crispinus ! Mandel est bien toujours égal... à Germain. Ainsi, à

ses yeux, la solution de la crise de la direction révolutionnaire dépend d'un processus purement objectif, auquel son organisation et lui-même ne peuvent qu'assister, impuissants. Ce sont les travailleurs qui, dans leur libre arbitre, décideront. Ces mêmes travailleurs des pays impérialistes que le néo-capitalisme avait embourgeoisés, leur donnant les mêmes intérêts que leurs dirigeants réformistes ou stali-niens, et qui se reconnaissaient donc tout naturellement en ces derniers, qui « s'étaient donné » des fondés de pouvoir réformistes ou stali-niens, n'ont qu'à, par un acte de leur libre volonté (16), changer de fondés de pouvoir, et faire appel à Mandel

(16) Stimulée peut-être par la « fin du néo-capitalisme » qui va les désembourgeoiser ? Mais n'anticipons pas...

et son « *Secrétariat unifié* », tout prêts à fournir, en état de marche, la « *nouvelle direction révolutionnaire à la hauteur de la tâche historique* ».

La construction de cette « *nouvelle direction, etc.* » est d'ailleurs un processus complètement séparé du mouvement de la classe ouvrière, un processus subjectif, qui s'accomplit en dehors de la lutte des classes (17). Plus exactement, ce n'est pas du tout un processus. Mandel et son « *Secrétariat unifié* » sont la direction révolutionnaire, un point c'est tout. C'est aux « *travailleurs, s'ils le veulent* », qu'il appartient de le reconnaître. Mandel n'a aucune responsabilité dans cette affaire.

Si les travailleurs « *ne le veulent pas* », il s'ensuivra toutes sortes de catastrophes, mais ce sera bien leur faute (18). La raison d'être, la tâche historique des marxistes, celle que personne ne remplira à leur place s'ils ne la remplissent pas — alimenter le mouvement de la classe ouvrière vers son émancipation en proposant aux millions et millions d'exploités les moyens politiques et d'organisation dont ils puissent se saisir pour, avec leurs organisations historiquement déterminées et en dépit des appareils bourgeois qui les contrôlent, réaliser leur unité de front et engager la lutte pour le pouvoir ; au travers même de ce combat, fusionner avec le mouvement des masses et construire le parti révolutionnaire apte à les conduire à la victoire — tout cela, qui est l'essentiel, est lettre morte pour Mandel.

Quand on a compris ainsi la nature double, disloquée, de la pensée de notre auteur, objectiviste d'un côté,

subjectiviste de l'autre, on a par là même délimité le cadre dans lequel se développe l'exercice de rhétorique que constitue son article du *Monde diplomatique*, gouverné en outre par une loi cardinale, le respect dû aux distingués lecteurs de cette publication : la question du pouvoir ne doit pas être — et ne sera pas — posée. Le cadre est ainsi fixé, et de ce fait même nos citations pourront se faire moins complètes, et nos commentaires plus succincts. Même Mandel finit par lasser, à trop haute dose.

Le paragraphe suivant est pourtant trop savoureux pour que nous ne lui rendions pas justice :

« Presque partout, la vague de lutte a eu tendance à suivre la trajectoire "de la périphérie vers le centre". Elle est partie des générations (jeunes), des régions (Limbourg en Belgique, Kiruna en Suède, l'ouest et l'est en France) et des

(17) L'ouvrage classique pour la construction du parti en dehors de la lutte des classes, c'est la brochure écrite par Pierre Frank en mai 1965, *Construire le parti révolutionnaire*. Voir S. Just, *Défense du trotskysme*, t. 2, p. 264.

(18) Ces catastrophes, notons-le bien, non de la crise historique d'agonie du capitalisme, manifestation de la tendance à l'effondrement du capitalisme analysée et pronostiquée par Marx dès 1857. Non. Il s'agit de manifestations de la « *crise structurelle* » de ce régime ; c'est là le prix qu'il doit payer pour n'avoir pas mis en œuvre à temps les « *réformes de structures* » préconisées par la direction de la F.G.T.B. et par Mandel il y a déjà 12 ans (il est vrai, comme l'on sait, que Mandel, toujours à gauche, ajoutait l'épithète « *anticapitalistes* », ce qui, bien sûr, change tout). Mais somme toute, il est encore temps de réformer les « *structures* » pour remédier à cette « *crise structurelle* ».

branches industrielles relativement "neuves", où le contrôle et l'encadrement bureaucratiques étaient plus faibles, pour atteindre par vagues successives les "forteresses classiques" du mouvement ouvrier, plus étroitement contrôlées par les organisations traditionnelles. La manière dont la dernière grève Renault a éclaté et s'est répandue en France a une fois de plus confirmé cette règle.»

Le concept de « centre » attire puissamment le génie inventif de l'auteur. Epicentres variés de la révolution, forces centrifuges et centripètes dans la crise du stalinisme, centres de gravité par ci, attractifs par là, répulsifs ailleurs... Il n'y a

qu'une notion qu'il n'aime pas : la transformation en 1951-53, avec sa participation, d'abord réticente puis enthousiaste, du centre organisateur de la IV^e Internationale en centre liquidateur de l'organisation fondée par Trotsky. C'est bien là ce qui en fait un centriste.

Relevons également que, dans le cadre substantiel de cette nouvelle loi de la lutte des classes, « de la périphérie vers le centre », la Régie Renault se situe apparemment à la périphérie, les grèves ultérieures au centre...

TOUT LE MONDE SE PREPARE AU DOUBLE POUVOIR... MANDEL AUSSI

Voici le moment venu, pour notre illustre auteur, d'entonner, devant ses distingués lecteurs, délicieusement chatouillés, le péan du « caractère spontané et explosif de la vague de grèves — souvent de "grèves sauvages" », de la « démocratie ouvrière », de l'« autonomie ouvrière », etc. Ce sont de fort belles choses, et qui fournissent l'occasion d'une éblouissante démonstration d'érudition. Tout y passe ou presque : les métallurgistes allemands, les mineurs du Limbourg, les mineurs de Kiruna (en Suède), « les ouvriers de la Vieille Montagne de Balen-Wezel (Campine anversoise) », tous ceux-là ont formé « des comités de grève démocratiquement élus par tous les grévistes », « sans oublier », naturellement, le plus beau fleuron de la couronne de Mandel :

« Puis finalement les ouvriers du département 77 de chez Renault (Boulogne-Billancourt) ont élu de tels comités, qui

sont appelés à jouer un rôle croissant dans la vague de luttes ouvrières en Europe (il faut rappeler que les ouvriers polonais de plusieurs ports baltiques et notamment ceux de Szczecin avaient agi de même). »

On admirera le « sans oublier », admonestation manifestement adressée à l'auteur par lui-même. Après tout, la classe ouvrière de l'est de l'Europe n'est sans doute pas, elle, « face au néo-capitalisme ». On sait, du reste, que, pour Mandel, la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, quand il lui arrive de l'évoquer, se limite strictement à « l'Europe » du Marché commun (19).

Mais le comité de grève de Szczecin de décembre 1970 était un authentique conseil ouvrier, un organe

(19) Voir S. Just, *Défense du trotskysme*, t. 2, pp. 94-95.

du pouvoir ouvrier se dressant face à la bureaucratie de Gomulka, naguère le favori de Mandel (20) ; nous avons, il est vrai, manqué d'informations sur les mineurs de Kiruna ; cependant, le comité de grève du département 77 de chez Renault, lui, était un organisme démocratique de direction de la grève dans un secteur limité, dont le plus grand mérite est d'avoir ouvert la perspective politique susceptible d'assurer la victoire en demandant aux directions syndicales d'organiser en commun la manifestation des ouvriers de Billancourt à la direction de la Régie, aux Champs-Élysées (21). Ce mérite, pour une quelconque raison, Mandel le passe sous silence... Mais pourquoi cette énumération, ce méli-mélo, sans opérer de distinction ? Nous l'avons dit : la question du pouvoir ne doit pas être posée.

Car ce panégyrique des organismes démocratiques constitués par les masses a un but précis. De gigantesques affrontements entre les classes se préparent. Au cours de ces affrontements, la classe ouvrière, dans son mouvement vers la conquête du pouvoir, créera, sous les formes les plus diverses, des organismes de double pouvoir face à l'État bourgeois. Le sens historique de ces organes, leur raison d'être, c'est le passage à la dictature du prolétariat, la destruction de l'État bourgeois, l'instauration du pouvoir des Conseils ouvriers. Mais ce passage, ce saut décisif, du royaume du capitalisme en putréfaction menaçant d'entraîner avec lui l'humanité dans sa ruine, vers celui de la victoire de la révolution prolétarienne en Europe, tremplin de la victoire de la révolution mondiale, celui des États-Unis socialistes d'Europe, éta-

pe vers la République universelle des soviets, début de la reconstruction socialiste de l'univers sous la direction du prolétariat — le mouvement historique de la classe ouvrière ne peut l'accomplir que si les luttes qui vont s'engager sont nourries à temps de l'expérience des luttes passées, concentrée dans le programme marxiste, véhiculée par l'organisation révolutionnaire que est l'alpha et l'oméga de ce programme — que si le parti révolutionnaire international, se construisant dans le feu de la lutte, prend la tête du mouvement historique de sa classe, pour le conduire à son but ultime. Sinon, le double pouvoir avorte et ouvre la voie aux plus terribles défaites.

Tout le monde se prépare au double pouvoir : les marxistes, qui veulent passer sur l'autre rive et savent qu'en dernier ressort c'est leur responsabilité historique — et toutes les autres forces de la vieille société, pour s'y opposer de vive force, ou accumuler les obstacles dans cette voie. Mandel tient sa place dans cet orchestre. Dictature du prolétariat ? Conquête du pouvoir politique ? Destruction de l'appareil d'État ? Pouvoir des conseils ouvriers ? Allons, allons, *le Monde*, le grand monde, le beau monde qu'il fréquente et tient à continuer de fréquenter, en économiste marxiste (et distingué), n'aimerait pas cela. Pas du tout.

(20) Voir S. Just, *Défense du trotskysme*, t. 1, pp. 60-61.

(21) Voir dans ce numéro de *la Vérité*, dans les pages suivantes, la deuxième partie de l'article de Gérard Bloch : *De la grève Renault à la grève S.N.C.F.*

Après avoir chanté le los d'une autre « manifestation d'autonomie ouvrière évidente », le « conseil ouvrier de Fiat, à Turin », « débordant largement, du moins au début, les manœuvres des appareils syndicaux », il ajoute :

« Il faut s'attendre, à chaque nouvelle poussée de fièvre [on admirera l'assimilation du développement de la lutte émancipatrice de la classe ouvrière à une "poussée de fièvre"; on ne peut reprocher à Mandel de ne pas savoir s'adapter à son public; le style c'est l'homme, mais l'homme, dans le cas présent, c'est le caméléon] et notamment lors des prochaines explosions générales [il faut louer ici le hardi changement de métaphore : les accès de fièvre, s'aggravant, deviennent explosifs !] à l'apparition de tels conseils, qui POURRAIENT JOUER LE RÔLE [souligné par nous, O.B.] d'organes de dualité de pouvoir, ORGANES QUI AVAIENT FAIT CRUELLEMENT DÉFAUT EN MAI 1968 EN FRANCE [toujours souligné par nous, O.B. Ecoutez ! Ecoutez ! comme on dit dans les moments palpitants au Parlement britannique] et qui auraient pu transformer complètement l'issue de cette grande lutte. »

Ce qu'« aurait pu être » le résultat de cette transformation complète, l'illustre auteur le garde pour lui.

Mais pourquoi n'a-t-il pas lutté, avec ses amis Krivine, Weber et C^{ie}, pour la formation de ces organes qui ont fait si « cruellement défaut » ? pour un Comité central national de la grève générale par exemple ? Quelle horreur ! Sectarisme, archéomarxisme, schématisme, en un mot lambertisme... S'il avait lancé ce mot d'ordre, voyez-vous, Ernest Mandel ne pourrait plus collaborer au *Monde diplomatique*.

Il est vrai que le *Monde*, même non « diplomatique », qui ne manque pas une occasion de faire de la pu-

blicité aux amis français de Mandel, a soigneusement omis d'informer ses lecteurs qu'il y avait eu une organisation pour lancer ce mot d'ordre. Les lecteurs de Mandel ne risquent donc pas trop de poser des questions indiscretes.

Il est vrai, en outre, que les futurs fondateurs de la « Ligue communiste » avaient, en mai 1968, trouvé les organismes qui « pourraient jouer le rôle d'organes de dualité de pouvoir » : les comités d'action, auxquels ils se consacraient avec un zèle fervent (22). Mais ce triste souvenir, Mandel ne souhaite manifestement pas l'évoquer.

Cependant le « double pouvoir » qu'il évoque conserve le caractère mythique — aujourd'hui on pourrait presque dire mythologique — de celui des comités d'action. Il est l'expression de la spontanéité pure, de « l'autonomie ouvrière » à l'état naissant — tout cela, en quelque sorte, dans le dos du mouvement ouvrier réel. Lorsqu'il s'agit, par contre, des véritables organes du double pouvoir, tels qu'ils sont nécessairement pendant la première phase de leur existence, c'est-à-dire contrôlés majoritairement par les tendances opportunistes du mouvement ouvrier (ou des nationalistes petits-bourgeois) — comme, par exemple, le furent les soviets russes de l'été 1917 — si, en plus, un parti trotskyste authentique y joue un rôle déterminant ; si, en un mot, il s'agit de la Bolivie et de son Assemblée populaire, alors les mandélopablistes s'en détournent avec mé-

(22) Voir sur ce point S. Just, *Défense du trotskysme*, t. 2, pp. 202-203 et 211-213.

pris. Le « *Secrétariat unifié* » exalte la mémoire du « *plus illustre des révolutionnaires* », Ché Guevara, pour mieux l'opposer aux « *centristes du P.O.R.* », se garde bien de donner une définition quelconque de l'Assemblée populaire, dont « *une grande partie était orientée à gauche* », mais « *qui ne disposait d'aucun pouvoir réel* ». Et si, selon Rouge du 6 septembre, sa naissance fut, « *bien évidemment, une victoire considérable pour les travailleurs boliviens* » et qu'elle « *pouvait devenir l'instrument susceptible de résoudre une partie des problèmes de la gauche bolivienne* » (sic), Rouge du 2 octobre écrit froidement :

« Assimiler l'Assemblée populaire à un soviet comme l'a régulièrement fait Lora était une véritable mystification... Créé par les directions bureaucratique de la C.O.B., du P.R.I.N., du P.C. et également par le P.O.R.-Lora, ce n'était en rien une structure issue des masses et contrôlée par elles. »

Ce n'est pas notre propos de faire ici une étude détaillée de l'Assemblée populaire bolivienne, mais il nous suffira de dire que le Soviet de Petrograd, par sa composition telle qu'elle était au moment de sa création à l'issue de la révolution de février 1917 et par son comité exécutif, de caractère entièrement bureaucratique, se situait, pendant les premiers mois de son existence, très à droite de l'Assemblée populaire.

A propos du comité exécutif, Trotsky écrit dans son *Histoire de la révolution russe* :

« Le Comité exécutif se forma arbitrairement, avant le Soviet, indépendamment des usines et des régiments, après la victoire de la révolution. Nous voyons ici la classique initiative des radicaux qui se tiennent à l'écart de la lutte révolutionnaire, mais se disposent à en récolter les fruits. Les véritables dirigeants ou-

vriers ne quittaient pas encore la rue, désarmaient les uns, armaient les autres, consolidaient la victoire. Les plus prévoyants d'entre eux furent immédiatement alarmés par des informations annonçant qu'au palais de Tauride se créait un certain Soviet de députés ouvriers. De même que la bourgeoisie libérale, dans l'attente d'une révolution de palais que quelqu'un devait accomplir, avait préparé, pendant l'automne de 1916, un gouvernement de réserve pour l'imposer, en cas de succès, au nouveau tsar — les intellectuels radicaux constituaient leur sous-gouvernement de réserve au moment de la victoire de février. Et comme, du moins dans le passé, ils avaient adhéré au mouvement ouvrier et étaient enclins à se couvrir de ses traditions, ils donnèrent à leur enfant le titre de « *Comité exécutif du Soviet* ». Ce fut une des falsifications à demi préméditées dont est pleine l'histoire, notamment l'histoire des soulèvements populaires... Le Comité, ratifié par la première et chaotique assemblée du Soviet, exerça ensuite une influence décisive, aussi bien sur la composition du Soviet que sur sa politique... L'insurrection était déjà du passé, tous s'enivraient de la victoire, se disposaient à réorganiser leur existence ; les âmes s'étaient amollies, et certaines têtes aussi. Il fallut des mois de nouveaux conflits et de lutte dans de nouvelles conditions, déterminant un regroupement des hommes, pour que les soviets, organes qui parachevaient la victoire après coup, devinssent de véritables organes de lutte et de préparation pour un nouveau soulèvement. Nous insistons d'autant plus sur cet aspect de l'affaire qu'il est jusqu'à présent resté complètement dans l'ombre.

Cependant, ce n'étaient pas seulement les conditions dans lesquelles se formèrent le Comité exécutif et le Soviet qui déterminèrent leur caractère modéré et conciliateur ; il existait des causes plus profondes et durables qui agirent dans le même sens. » (23)

Ah ! si l'Assemblée populaire avait eu à sa tête un petit-bourgeois réactionnaire, foulant aux pieds la démocratie, toujours prêt à insulter et

(23) *Op. cit.* (Editions du Seuil, t. 1, pp. 261-262).

calomnier les trotskystes « agents de la C.I.A. » et à applaudir les crimes du Kremlin, comme l'occupation de la Tchécoslovaquie, à l'instar de Fidel Castro — ou l'homme qui a couvert l'assassinat du trotskyste Tha Thu Thau et organisé le partage de son pays avec l'impérialisme à Genève, Ho Chi Minh, ou bien encore le symbole vivant de l'autoréforme de la bureaucratie chère à Mandel, se préparant à envoyer ses tanks contre le comité de grève de Szczecin : Gomulka, alors, nul doute que nos mandélo-pablistes la porteraient au nues... Mais Guillermo Lora a le malheur d'être un trotskyste digne de ce nom, qui combat sous le drapeau de la IV^e Internationale depuis plus de 30 ans — Guillermo Lora ne collaborera jamais au *Monde diplomatique* — quel pire crime y a-t-il aux yeux de Mandel et des siens ?

Revenons une dernière fois à ce très honorable mensuel. Où mène donc, selon Mandel, ce mouvement qui « pourrait bien » aboutir au double pouvoir — mais pas au-delà, surtout pas ? Écoutons-le :

« L'aspect le plus frappant de la vague de luttes actuelles, c'est la montée des revendications qui mettent en question l'autorité patronale, qui contestent le droit du patronat (et de la bourgeoisie dans son ensemble)... la tendance de plus en plus manifeste à contester le droit du capital à disposer des machines et des hommes. »

Sous le néo-capitalisme, on le sait, les travailleurs des pays impérialistes sont trop embourgeoisés pour combattre le capitalisme. Ils se bornent à le « contester ». Mais leur contestation elle-même connaît des limites. Ils se gardent de contester

le pouvoir de l'Etat impérialiste. Ils se gardent de marcher sur Bruxelles, siège du gouvernement et du roi, pour les enfermer dans leur palais.

Ça serait mal vu, au *Monde diplomatique*. Pour tenir un tel langage, il faut ne pas savoir vivre — être un « sectateur lambertiste » en un mot.

Dès 1965, Stéphane Just avait noté, à propos de cette position de Mandel : « réformer la structure autoritaire de l'entreprise » :

« Dans la situation actuelle, cela signifie participer aux "réformes de structures" s'inscrivant dans le cadre de l'Etat bourgeois, qui tendent à instituer la "communauté d'entreprise" et la "planification démocratique", le tout étant sacré : "contrôle ouvrier". » (24)

Mandel est fidèle à lui-même, qui écrit encore dans le *Monde diplomatique* :

« On peut donc prédire avec assurance que les luttes ouvrières qui auront pour objectif le contrôle ouvrier — c'est-à-dire le droit de veto ouvrier — sur les investissements, sur les normes salariales, sur les licenciements ; l'ouverture des livres de compte et la suppression du secret bancaire, vont aller en augmentant. »

Mandel est également l'auteur d'une anthologie intitulée *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion*. Son auteur lui-même la qualifie dans sa préface d'« éclectique », c'est tout dire... On y trouve, de Marx et Engels, d'excellentes choses, mais, chose curieuse, on n'y trouve pas ce passage de l'*Adresse inaugurale* de l'Association internationale des travailleurs qui semble pourtant directement relié au sujet :

(24) « Défense du trotskysme (I) », *la Vérité*, n^{os} 530-531, p. 186.

« Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenue et propagée par des moyens nationaux. Mais les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs privilèges économiques... La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. »

Et si l'on y trouve bien les paragraphes décisifs à cet égard du *Programme* de la IV^e Internationale, ils se trouvent noyés entre un extrait de la réponse de Görter à la *Maladie infantile* de Lénine, un extrait du *Lénine* de Lukacs, où ce personnage sinistre, qui a expiré, des injures contre les trotskystes aux lèvres, et avança dans ce livre, avant Staline lui-même, la « théorie » du socialisme dans un seul pays, des apologies de cette mascarade bureaucratique, « *l'autogestion en Yougoslavie* », et même de « *l'autogestion en Algérie* », œuvre, pour cette dernière, d'un certain Michel Raptis, plus connu sous le nom de Pablo — « un ancien dirigeant de la IV^e Internationale », comme aime à l'appeler aujourd'hui Mandel — ainsi que les articles fabuleux, au sens strict du terme, des *Cahiers de Mai* sur le comité central de grève de Nantes (en mai 1968) et « *Des soviets à Saclay ?* », enfin sur les « *conseils ouvriers en Tchécoslovaquie* », conçus comme des organes purement de gestion économique (comme en Yougoslavie d'ailleurs), le tout sans la moindre discrimination, le moindre commentaire critique.

Une fois de plus, le caractère du *Programme de transition*, du programme de la IV^e Internationale, que résume parfaitement le sous-titre que lui a donné Trotsky :

« La mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir »,

se trouve brisé, atomisé, disloqué, parce que privé de son but, précisément la prise du pouvoir ! Le *Programme de transition*, « dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne », comme y écrit encore Trotsky, se trouve remplacé par un catalogue de recettes juxtaposées, baptisées « *revendications transitoires* », dans lequel le contrôle ouvrier se trouve dévalorisé au rang d'une « *réforme de structures anticapitaliste* ».

Et Mandel peut tranquillement conclure :

« Ainsi, des revendications nées des particularités du néo-capitalisme — on pourrait y joindre des luttes pour des transports publics gratuits de qualité (25) », pour la médecine de qualité gratuite pour tous, etc., visent à saper les rapports de production capitalistes eux-mêmes et à nous rapprocher de luttes de masse qui réaliseront enfin ce que le mouvement ouvrier n'a jamais encore atteint dans le passé : la fusion, dans de vastes mouvements de grèves, des revendications immédiates et des revendications transitoires qui remettent en question l'existence du régime capitaliste. »

Ultimes flonflons de l'accordéon, ultime frisson dans le dos des intellectuels de gauche, subtile distinction entre « *revendications immédiates* » et « *revendications transitoires* » qui mériterait bien une glose supplémentaire... et le numéro du grand acrobate est terminé.

(25) Cette revendications prend tout son sens si l'on pense que, si elle avait été réalisée il y a onze ans, rien n'aurait empêché Mandel de marcher sur Bruxelles !

DERNIERE MINUTE

Nous lisons dans Rouge en date du 25 septembre 1971 :

« La crise actuelle marque la fin de la période de "néo-capitalisme" caractérisée par l'inflation et l'absence de crises importantes. La période qui s'ouvre va être dominée jusqu'aux dernières convulsions de la société capitaliste par les méfaits les plus graves de son anarchie. Notamment les crises et le chômage.

« Mais si la tendance est désormais au chômage croissant, cela ne signifie pas qu'on soit à la veille d'une nouvelle grande crise du type de celle des années 30. »

A peine revenus de la douloureuse stupeur qui nous a saisis en apprenant le décès aussi subit qu'imprévu du malheureux néo-capitalisme, encore dans sa prime jeunesse, nous ne pouvons que déplorer la désinvolture avec laquelle l'auteur, un certain A. Fompeyre, traite le filleul préféré d'Ernest Mandel. Quoi ! A peine est-il mort que le voilà affublé de guillemets ! Il n'a donc pas mené une véritable existence, mais une pseudo, une quasi, une prétendue existence. Parions que bientôt on doutera qu'il ait jamais existé... Mais alors, que devient cette malheureuse classe ouvrière abandonnée, avec son « rajeunissement » et ses « nouvelles formes de lutte », abandonnée par Mandel « face au néo-capitalisme » ? (1)

Le doute nous a un instant effleurés : Mandel se serait-il diplomatiquement moqué du Monde ? Non, non, c'est impensable.

Il n'a d'ailleurs pas lieu de se plaindre de son disciple Fompeyre. Celui-ci applique bien la méthode apprise du maître. « L'inflation et l'absence de crises importantes » qui, nous dit-il, caractérisent feu le néo-capitalisme (faut-il en conclure que l'inflation va cesser ?) sont pour lui aussi des phénomènes en soi, des éléments primitifs. Les armements, ça n'existe pas. Il n'en est pas question dans tout son article, consacré au « système monétaire international en crise ». Mais faisons-lui confiance. Il a bien dû en parler... ailleurs.

Et qu'est-ce qui va bien pouvoir succéder au néo-capitalisme ? l'archéo-capitalisme ? On pourrait le croire, puisque Fompeyre écrit :

« Le capitalisme va revenir à son fonctionnement "normal". »

Mais avec l'archéo-capitalisme, faudrait-il voir revenir l'archéo-marxisme ? Voir le programme de la IV^e Internationale ? Le « lambertisme » en un mot ? Non, non, ce serait l'abomination de la désolation. Aussi bien, Fompeyre nous promet-il qu'il n'y aura pas de « nouvelle grande crise du type de celle des années 30 ». Mandel l'avait écrit, d'ailleurs. Dès 1964 (2). Fompeyre ne peut songer à lui donner de démenti. Alors, néo-néo ? Laissons à Fompeyre, nous voulons dire à Mandel, un peu de temps. Ils vont bien trouver quelque chose. Un seul point leur importe, c'est de démontrer que nous ne sommes pas à l'époque où se manifeste de façon éclatante la tendance du capitalisme à l'effondrement, découverte et analysée par Marx — à l'époque de l'imminence de la révolution.

Octave BOISGONTIER.

(1) Voir aussi dans ce numéro, dans le compte rendu intitulé *Sainte Modesty*, sous la plume de Michel Chardin, quel triste sort connaît l'Eglise catholique qui venait tout juste de s'adapter, en dépit des efforts des « sectateurs lambertistes », au néo-capitalisme.

(2) Voir S. Just, *op. cit.*, tome 1, p. 179.

DE LA GREVE RENAULT A LA GREVE S.N.C.F.

gérard bloch

Dans la deuxième partie de cet article (la première a paru dans la Vérité n° 551), nous poursuivrons d'abord l'étude jour par jour, et en quelque sorte au microscope, de la grève Renault, dans la limite de la documentation dont nous avons disposé.

Cette méthode, qui a le défaut d'accroître le nombre de pages de l'article, a par contre l'avantage de mettre au jour de façon indiscutable l'orientation fondamentale de chaque tendance, groupe, organisation ou parti à être intervenu dans cette grève, le jeu subtil ou grossier de la bourgeoisie et des appareils des organisations syndicales, l'absence délibérée d'une perspective et d'une stratégie politiques (c'est-à-dire d'une perspective et d'une stratégie sur la question du gouvernement) qui se dissimule sous les faux semblants et les phrases révolutionnaires de divers groupes.

Enfin, elle fait apparaître deux perspectives et deux stratégies politiques, celle du soutien de fait au gouvernement Pompidou-Chaban et celle de l'unification de la classe ouvrière dans la lutte pour le renversement de ce gouvernement réactionnaire qui ne peut ni ne veut satisfaire aucune de ses revendications essentielles, et pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier.

Elle nous a en outre amené à souligner un certain nombre d'événements qui n'avaient pas retenu l'attention autant qu'ils le méritaient. Ainsi, la prise de position, le 11 mai, du comité de grève du département 77 en faveur de la manifestation au siège de la R.N.U.R., ou encore la déclaration faite à une conférence de presse par le secrétaire général de la C.G.T., le 15 mai, dans laquelle, au moment même où les représentants de cette centrale discutaient avec Dreyfus pour obtenir

le paiement, pendant la durée de la grève, du salaire des grévistes du Mans, Georges Séguy se prononçait pour le paiement des journées perdues par les lock-outés du Mans — et il ne s'agissait ni d'un lapsus ni d'une coquille.

Nous nous sommes en même temps efforcés de montrer que les questions que certains baptisent « d'un niveau théorique élevé », bien loin d'appartenir à un autre univers que celui où se déroule, jour après jour, une grève — le problème de la démocratie ouvrière, celui des comités de grève et de leur place dans la lutte, celui, dominant tous les autres, de la construction du parti révolutionnaire, du parti de classe du prolétariat — sont la substance même de cette lutte quotidienne, et permettent seules d'en comprendre le sens et d'y intervenir efficacement.

Vient enfin l'analyse de la grève des cheminots, où tous les traits qui se présentent d'une manière particulière, spécifique, d'une certaine façon déformée, dans la grève Renault, se retrouvent au contraire dans toute leur pureté, exprimant sans détour le courant fondamental de la classe ouvrière, qui la conduit à se mobiliser dans l'unité contre le gouvernement du capital, pour le gouvernement des travailleurs, et à se heurter dans cette voie à l'obstacle que constitue la politique de leurs propres directions syndicales.

MARDI 11 MAI

L'Aurore s'efforce de se rassurer elle-même. Elle titre :

« RENAULT : TOUJOURS OCCUPE, MAIS ON NEGOCIE. REPRISE DES CONTACTS AUJOURD'HUI A 16 H. »

Et si « la recherche d'un compromis s'avère très laborieuse », il reste que

« la nécessité d'aboutir à un compromis « viable » était hier soir évidente pour tous les syndicalistes conscients de l'enjeu ».

Le Monde, la veille au soir — d'ailleurs beaucoup plus soucieux de la crise « monétaire », du « *deutschmark flottant* », qui « vaut 40 % de plus sur les marchés des changes », et de la « rupture de contrat » que

représente la décision de l'Allemagne fédérale et des Pays-Bas de laisser « flotter » leurs monnaies respectives pour satisfaire les exigences de l'impérialisme américain — ne parlait cependant pas un autre langage :

« Les pourparlers qui ont eu lieu dimanche au Mans entre les syndicats et la direction locale n'ont donné aucun résultat. Mais les dirigeants syndicaux, qui ne souhaitent pas, semble-t-il, que le conflit s'éternise, ont été de nouveau reçus à la direction générale du personnel, à Billancourt, lundi en fin de matinée. Après deux heures de « conversations exploratoires », une nouvelle rencontre a été décidée pour l'après-midi, bien que les positions des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., d'une part, et celles de la direction paraissent toujours aussi éloignées les unes des autres. »

LA BOURGEOISIE VOIT CLAIR

Il est frappant de voir, dans une phase aiguë de la lutte des classes, les divers organes de la presse bourgeoise resserrer les rangs et en venir à dire tous pratiquement la même chose : le salut de la bourgeoisie, répètent-ils à qui mieux mieux, est entre les mains des dirigeants « raisonnables » de la C.G.T. C'est à eux de jouer. Certes, ils ne peuvent immédiatement céder sans avoir rien obtenu. On comprend leurs difficultés... Les travailleurs ne l'accepteraient pas. Il leur faut lanterner ceux-ci, user leur combativité en empêchant à tout prix le mouvement de s'amplifier, de sortir des usines et de se concentrer contre le gouvernement. Alors l'issue sera en vue.

Ces journaux bourgeois savent parfaitement qu'ils peuvent s'en remettre aux dirigeants staliniens de la C.G.T. pour accomplir cette tâche.

Ainsi, *les Echos* du 11 mai, définissant une fois de plus le but à atteindre, sans pourtant se dissimuler les difficultés qui subsistent, écrivent :

« Il ne semble pas que l'on ait beaucoup avancé sur la voie conduisant à la solution du conflit, en dépit du désir évident de la direction ET DE CERTAINS SYNDICATS [souligné par nous, G.B.] d'y parvenir.

Les dirigeants syndicaux vont présenter un projet de nouvelle grille pour les O.S. du Mans qui représenterait un crédit de 60 millions de francs lourds. Sans doute les organisations syndicales ont-elles fait preuve d'une MODÉRATION RELATIVE, PUISQUE LES REVENDICATIONS PRÉSENTÉES TROIS JOURS AUPARAVANT ÉTAIENT DE L'ORDRE DE 250 MILLIONS DE FRANCS [idem]. Néanmoins, la direction a fait remarquer que ces 60 millions ne tien-

ent pas compte des répercussions sur les autres catégories, et elle a précisé : « Nous constatons toujours que l'écart est trop important entre les deux positions pour permettre de dégager une solution ».

Son de cloche analogue au *Figaro* :

« ...Il reste que la volonté de poursuivre activement le dialogue pour sortir au plus vite de l'impasse réelle est manifeste, tant du côté de la direction que chez les responsables syndicaux.

Ces derniers l'ont affirmé avec force, pour leur part, à l'issue des dernières conversations. Le porte-parole de la C.G.T. déclarait ainsi : « Nous ferons tout pour aboutir. » Le fait que, hier matin, la grève avec occupation n'ait été reconduite à Billancourt que pour une période de vingt-quatre heures est significatif de la même volonté de favoriser une reprise rapide du travail. On considérerait généralement comme probable qu'une décision identique serait prise ce matin, lors de la nouvelle réunion du personnel prévue dans l'île Seguin.

En cas d'échec des pourparlers, il est, en effet, à craindre que le mouvement ne prenne une orientation dangereuse, sous l'impulsion des éléments les plus « durs ». Ceux-ci rencontrent dès maintenant une assez large audience auprès de la « base ». On a pu s'en rendre compte au cours du dernier meeting à l'usine de Billancourt, lorsque, aux appels à la négociation lancés par les militants cégétistes, une partie des participants ont répondu par le cri « occupation ». »

Tout le jeu de la bourgeoisie, des appareils et de leurs flancs-gardes gauchistes et centristes transparaît dans ces dernières lignes. Si la grève se prolonge, l'appareil stalinien court le danger d'être de nouveau débordé, comme il l'a été dans le déclenchement de la grève au Mans et son extension à Billancourt. Mais la politique des « durs », dit la presse bourgeoise, c'est d'opposer

« occupation » à « négociation » : ils sont donc tous d'accord pour confiner la grève dans l'usine, pour lui fermer toute perspective politique, pour ne pas poser la question décisive, celle du gouvernement. La bourgeoisie peut se rassurer : sans perspective *politique*, donc sans perspective sur la question gouvernementale, leur permettant de concentrer leurs forces, les travailleurs resteront désarmés face aux appareils.

On comprend dès lors, indépendamment des raisons particulières, dont nous parlerons plus loin, qu'elle a de le faire, que *l'Aurore* feigne de se laisser prendre à la démagogie de la C.F.D.T., à laquelle elle oppose la sagesse de la C.G.T. :

« C'est elle [la C.F.D.T.] qui a déclenché le mouvement revendicatif au Mans et qui a tout fait pour l'étendre à l'ensemble de la Régie.

La différence de tonalité des slogans lancés par la C.F.D.T. et la C.G.T. au meeting d'hier montrait au mieux la divergence entre les deux centrales.

"Négociation, négociation !", scandaient les cégétistes. "Occupation, occupation !", ripostaient les cédétistes. »

Et, le même jour, la C.F.D.T. va effectivement faire couler à flots la démagogie. Dans un tract adressé aux mensuels, elle appelle « *l'ensemble du personnel, mensuels, professionnels et O.S., à occuper massivement l'usine* » :

« La grève avec occupation que nous avons décidée vendredi est efficace parce qu'elle a contraint la Direction à discuter hier.

Il est indispensable que cette grève avec OCCUPATION se renforce, cela veut dire que personne ne travaille.

Cela veut dire aussi que les agents de maîtrise ne restent dans l'usine que s'ils

s'affirment grévistes. Sinon ils vont à la pêche. »

Ce ton fanfaron des démagogues s'accompagne naturellement du refus de toute espèce de perspective unificatrice — et n'empêche nullement nos « durs » (*le Figaro* dixit) de signer le même jour le tract commun C.G.T. - C.F.D.T. - F.O., qui se contente de clamer :

« La direction doit céder ; elle cédera ! Il n'y a pas d'autre issue ! »

On y apprend ceci :

« Le puissant meeting de l'île Seguin ; la présence de nombreux techniciens et cadres ; les meetings massifs des mensuels dans la journée ; les manifestations de mécontentement de la maîtrise [plus question, on le voit, d'envoyer celle-ci à la pêche — plus question même de lui demander de faire grève : son « mécontentement » suffit à contenter les trois directions syndicales] ont créé un rapport de forces nouveau qui doit peser favorablement dans l'issue de la nouvelle entrevue qui doit avoir lieu aujourd'hui, à 16 heures » [c'est cette réunion, précisément, qui va aboutir à la rupture des pourparlers !]

Ce qui fera renoncer sans doute

« la direction à son intention ahurissante de risquer de brader la RÉGIE pour ne pas perdre une face (qu'elle a déjà perdue) aux yeux de tous les travailleurs et de l'opinion publique. »

L'Humanité du même jour n'écrit naturellement pas autre chose :

« Ainsi, la discussion achoppe sur une question d'exemple. Pour ne pas donner satisfaction à 5 500 ouvriers, la direction de la R.N.U.R. et le gouvernement ont pris la responsabilité de priver des dizaines de milliers de familles de ressources. »

L'attitude de la direction de la R.N.U.R. et du gouvernement est volontairement présentée aux travailleurs, non comme l'expression

des intérêts de classe de la bourgeoisie, mais comme « *ahurissante* », incompréhensible. La lutte est vidée de tout sens. Elle n'est plus une lutte entre classes qu'opposent leurs intérêts, elle est une lutte abstraite entre la raison et la dérai-

son : la raison et le bon sens des directions syndicales contre la déraison, l'attitude absurde, incompréhensible de Dreyfus et du gouvernement, qu'il s'agit de ramener à la raison, au bon sens commun aux travailleurs et aux bourgeois.

LA C.F.D.T. DENONCE LES « GAUCHISTES ». « ROUGE » ET « LUTTE OUVRIERE » TENDENT L'AUTRE JOUE

Troisième volet de la démagogie de nos ex-chrétiens (on n'est pas jésuite pour rien, la caque sent toujours le hareng, n'est-il pas vrai) : la C.F.D.T. a droit aux félicitations de *l'Humanité* pour avoir distribué la veille à Cléon un tract « *condamnant les groupes gauchistes* ».

On y lisait :

« *Tous les moyens sont bons : insulter les militants syndicalistes qui ont donné la preuve de leur fidélité aux intérêts des travailleurs ; suggérer des mots d'ordre démagogiques [la démagogie, ça nous est réservé !], forcer la main aux responsables syndicaux [quelle horreur !], provoquer des débordements [on est des « durs », n'est-ce pas, à la C.F.D.T. ? Contre la volonté des travailleurs, de vrais rocs. Contre le patronat, c'est une autre affaire. La direction de la C.F.D.T. n'est-elle pas « fidèle »... à sa religion, celle de Jésus-le-veau d'or ?]. Ces groupuscules... cherchent à utiliser le syndicat [or c'est là le monopole de la hiérarchie apostolique et romaine et de l'appareil international du Kremlin]. Le syndicat ne sera pas le jouet de ces groupes irresponsables.* »

De quoi faire pleurer les partisans d'une « *C.F.D.T.-lutte de classe* » (à quand un « *Christ-lutte de classe* » ? mais on l'a déjà inventé de longue date), regroupés, on le sait, à la

Ligue pablo-mandélienne et à *Lutte ouvrière*.

Et c'est bien ce que fait *Rouge* du 17 mai qui se lamente :

« *C'est le moment que choisissent MALENCONTREUSEMENT [sic ! à un autre moment, on comprendrait encore !] certains dirigeants de la C.F.D.T.-Cléon pour s'associer à la campagne « antigauchiste » dans un tract scandaleux attaquant les militants de la Ligue comme des éléments étrangers au mouvement ouvrier, alors que ces mêmes camarades savent pertinemment que, dans l'union locale de Rouen, certains des syndicats les plus implantés et les plus actifs se sont renforcés grâce à l'action des militants de la Ligue communiste, et qu'ils ont pu juger à Cléon même que les militants de la Ligue faisaient tout pour développer les organisations syndicales.* »

Y a pas de justice ! Les militants pablo-mandéliens se sont dépensés sans compter pour « *développer les organisations syndicales* » (les syndicats jaunes de la C.F.D.T., corps étranger au mouvement ouvrier), et voilà comment les traitent leurs « *camarades* » ! Il ne reste plus à *Rouge* qu'à tendre chrétiennement l'autre joue...

Lutte ouvrière, pour sa part, a commencé, dans son numéro du

11 mai, par décerner à la C.F.D.T. ce *satisfecit* :

« La C.F.D.T. ... s'est prononcée dès le début pour la grève et a organisé un peu partout des assemblées d'atelier qui ont permis de prendre le pouls du prolétariat Renault et d'entretenir une agitation qui est allée croissant avec la volonté de lutte des travailleurs (...) Ce sont ses militants, le plus souvent « gauchistes », qui ont su le mieux exprimer et alimenter la combativité latente des ouvriers. »

Et ce journal honnête s'il en fut, toujours prêt à distribuer des leçons de vertu démocratique, se gardera bien par la suite de DIRE UN SEUL MOT, non seulement du *front commun*, comme dit si bien *Rouge*, effectivement réalisé à Billancourt par C.G.T., C.F.D.T. et F.O. pour démobiliser la grève, mais même des attaques des bonzes de la C.F.D.T., dociles aux exigences stalinienne, contre les « gauchistes », le 12 mai à Cléon comme, nous l'avons vu, dès le 5 mai au Mans. Comme les pieux fils de Noé couvrant de son manteau leur père ivre, *Lutte ouvrière* jette le voile non moins pieux de ses aspirations « unitaires » sur le comportement cynique, tour à tour démagogique et flicard, de la curaille « rouge » de la C.F.D.T.

L'attitude des centristes n'a pourtant rien d'« ahurissant ». Ils sont solidaires des canailles catholico-bureaucratiques qu'ils appellent leurs « camarades », parce qu'ils ont la même politique.

Que dit *Renault-Rouge* du 11 juin ?

« Nous avons refusé le lock-out. Nous sommes en grève. Nous occupons l'usine... Poursuivons la lutte. Poursuivons l'occupation. La direction va céder. (...) Halte aux déclarations défaitistes. Poursuivons la lutte jusqu'à la victoire... Non aux

négociations secrètes. Elisons un véritable comité central de grève. L'assemblée des grévistes est souveraine. »

Aucune perspective politique. Aucune perspective d'unification du combat. Comment, dans ces conditions, l'« assemblée souveraine des grévistes » pourrait-elle échapper au contrôle des dirigeants de la C.G.T., flanqués des « camarades » de la C.F.D.T. ?

Le Monde, lui, ne se paie pas de mots. Il comprend parfaitement l'importance de la confusion que font régner les dirigeants syndicaux et leurs alliés. Il comprend ce que signifient, pour la bourgeoisie, les « situations très diverses d'une usine à l'autre ». Dans son numéro daté du 12 mai, sous la plume de sa spécialiste, M^{me} Joanne Roy, vieille jument de retour, si nous osons dire, on lit :

« La situation, dans les divers établissements, est toujours aussi confuse. Les ouvriers poursuivent l'occupation d'une partie des ateliers au Mans, à Billancourt et l'ont décidée à Cléon. Ailleurs, la production est interrompue, en raison du manque d'approvisionnement, affirme la direction.

Mais l'activité est maintenue pour les personnels mensuels : services commerciaux et administratifs, entretien, expédition, etc. Il arrive même que la fabrication continue dans des ateliers, à Billancourt, à Sandouville ou à Flins.

A première vue, il peut sembler singulier que les ouvriers mènent la forme la plus dure de l'action revendicative qu'est l'occupation des lieux de travail et ne cherchent nullement à faire débrayer les mensuels. Cela montre évidemment que ni les travailleurs de la Régie (parfois partagés sur l'opportunité du mouvement) ni les syndicats ne veulent élargir inconsidérément le conflit. De même, dans les autres usines de la construction automobile ou dans les autres branches de la métallurgie, on observe avec attention la situation, mais sans envisager de mouvement de solidarité. »

UNE FOIS DE PLUS, LA QUESTION DECISIVE

Le Monde met le doigt sur la question décisive — même s'il prête aux « *travailleurs* » des sentiments qui sont ceux des dirigeants des appareils. Sans perspective politique permettant la réunification, la centra-

lisation du mouvement, les travailleurs ne peuvent pas « *élargir inconsidérément le conflit* ». C'est cette perspective qu'ouvre précisément le tract de l'O.C.I. du 12 mai :

Les négociations ont repris
DREYFUS REFUSE DE CEDER

**DREYFUS CEDERA
AUJOURD'HUI MEME**

ET AVEC LUI LE GOUVERNEMENT

COMMENT ?

Il faut que, dans l'unité, les organisations syndicales responsables appellent aujourd'hui les 30 000 ouvriers de BILLANCOURT à

**M A N I F E S T E R
AU SIEGE DE LA R.N.U.R.
AUX CHAMPS-ELYSEES**

Allons, à l'appel de nos organisations, chercher nous-mêmes satisfaction à nos revendications.

**AUJOURD'HUI MARDI, A 7 H 30, CE MATIN
TOUS AU MEETING
PLACE BIR-HAKEIM**

Sous la présidence de Jean LEFEBVRE, avec :

- Pierre LAMBERT, du C.C. de l'O.C.I. (IV^e Internationale)
- et Charles BERG, secrétaire national de l'A.J.S.

LE COMITE DE GREVE DU 77 PREND POSITION POUR LA MANIFESTATION

Le même jour, enfin (le 11 mai), le comité de grève du département 77 diffuse un tract intitulé :

« RAPPORT SUR LA DISCUSSION ET LES PROPOSITIONS DU COMITÉ DE GRÈVE DU DÉPARTEMENT 77. »

Après avoir rappelé comment

« hier, à la suite d'une consultation démocratique que personne n'a mis et ne peut mettre en doute, les travailleurs en grève non lockoutés du département 77 ont réaffirmé par un vote massif et majoritaire leur volonté de continuer la grève et l'occupation pour empêcher la manœuvre de la direction.

A la suite de ce vote, le comité de grève s'est rendu à la direction du département 77 qui, devant la volonté des travailleurs calmes et résolus, a décidé de se replier à la direction générale »,

et que

1) dès l'origine du conflit, ils se sont montrés solidaires des travailleurs du Mans et des lock-outés,

2) ils ont eux-mêmes avec l'ensemble du personnel leurs revendications : satisfaction aux travailleurs du Mans ; paiement du lock-out ; paiement des heures de grève ; paiement intégral de la prime »,

le comité de grève du 77 déclare :

« 2) Il a, à la suite du vote confirmant la grève totale au Dpt 77 et des discussions en assemblée, réexaminé les revendications qui en plus de celles citées dans l'appel restent

Grille unique des salaires de l'O.S. à l'ingénieur
amenant une augmentation minimum de 150 F pour tous

Retraite à 60 ans
Retour aux 40 heures

Plus les revendications particulières au Dpt 77.

3) A la suite des discussions dans les assemblées, le comité de grève élu du 77 demande qu'il y ait également un comité central de grève élu, émanation des comités de grève élus des départements, qui sera obligatoirement présent dans toutes les décisions à prendre.

4) Le comité de grève pense qu'afin de contraindre Dreyfus à lâcher prise, de regrouper l'ensemble des travailleurs de Renault quel que soit leur niveau de combativité dans la lutte, les organisations syndicales regroupées dans l'intersyndicale devraient appeler à une manifestation de toute l'usine devant chez Dreyfus pour que, massivement, nous soutenions les représentants du personnel dans les négociations.

5) Le comité de grève pense que, afin de contraindre la Direction à lâcher prise, tous les travailleurs de l'usine doivent populariser l'action qui est menée chez Renault-Billancourt sous différentes formes :

Tracts distribués dans différents points de Paris
Prise de parole dans d'autres usines, etc. »

Ce document, dont nous venons de citer la plus grande partie, est remarquable à plus d'un titre.

L'articulation entre les revendications particulières et les revendica-

tions d'ensemble s'y trouve correctement posée, parce que posée dans le cadre de la perspective politique seule susceptible de permettre l'unification du combat des catégories,

LE SILENCE COMPLICE DE « ROUGE » ET DE « LUTTE OUVRIERE »

Contre la seule organisation qui montre la voie susceptible de conduire à la victoire, les forces de la bourgeoisie, des appareils et de leurs complices vont naturellement se concentrer. Le dimanche 9 mai, à La Courneuve, les vendeurs d'*Informations ouvrières* sont « sauvagement agressés par une bande comptant plus de cent individus armés de couteaux à cran d'arrêt, de chaînes de vélos, de barres de fer, de lames de rasoir montées sur des bâtons » (1). Cette bande de nerfis agissant avec la complicité de la police est encadrée par François Assensi, membre du bureau national des J.C., Maurice Bernard, permanent du P.C. à La Courneuve, Lajoignie, adjointe au maire, etc. Des militants ouvriers, comme le postier Gilles Fagnot, syndiqué C.G.T., la normalienne Hélène Fargier et l'institutrice Jeanine Lacomdeminé, syndiquées à la F.E.N., le rédacteur à la Sécurité sociale Jean-Jacques Garosi, sont blessés. Ni *Rouge* ni *Lutte ouvrière* ne trouveront un mot à dire à ce sujet. Par leur silence, ils approuvent.

Le 11 mai, une déclaration du B.P. de l'O.C.I. tire le bilan de ces événements (2) :

« Le moment est favorable pour arracher la satisfaction de nos revendications. Les travailleurs des villes et des campagnes veulent vaincre et abattre ce gouvernement.

(...) Ceux qui organisent la violence dans le mouvement ouvrier se désignent d'eux-mêmes !

Mardi 11 mai, à 7 h 30, place Bir-Hakeim, à Billancourt, il n'y a pas eu d'incident.

Mardi 11 mai, à 7 h 30, les militants de l'O.C.I. et de l'A.J.S. ont convoqué un meeting. Devant plusieurs centaines de grévistes des usines Renault, l'O.C.I. et l'A.J.S. ont dit :

« Par l'unité, Dreyfus cédera, que les organisations syndicales, dans l'unité, appellent les ouvriers réunis ce matin même à 9 heures à l'île Seguin à manifester de Billancourt au siège de la R.N.U.R. pour aller chercher eux-mêmes les revendications et Dreyfus cédera, et le gouvernement cédera ! »

Il n'y a eu aucun incident, il n'y a pas eu de violence.

La preuve est faite !

Lorsque la démocratie ouvrière est respectée, il n'y a pas de violence.

La preuve est faite !

(...) L'heure est à la mobilisation du prolétariat et de la jeunesse, dans l'unité et la démocratie ouvrière, pour leurs revendications, contre ce gouvernement, pour un gouvernement qui les représente.

L'O.C.I. propose un engagement solennel de toutes les organisations ouvrières de ne recourir ni à la calomnie ni à la violence au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. Discutons, mais réservons nos coups au patronat, à la bourgeoisie, à leur gouvernement. »

Les spécialistes patentés de la démocratie ouvrière qui sévissent à *Rouge* et à *Lutte ouvrière* ne répondront pas à cet appel...

(1) *Informations ouvrières*, n° 519.

(2) Voir le texte intégral de cette déclaration dans *la Vérité* n° 553, pp. 149-152.

des départements, de tous les travailleurs Renault, de toute la classe ouvrière.

Même si son rôle est conçu de façon trop étriquée, l'exigence du comité central de grève élu — qui, en l'absence d'une perspective politique unificatrice, face à la réalité d'une situation où une partie des travailleurs est lock-outée, tandis que d'autres (comme à Flins ou comme, dans la plupart des départements, les mensuels) travaillent, ne peut que jouer un rôle démobilisateur — prend, au contraire, ici sa valeur de forme d'organisation pour la lutte unificatrice, la manifestation devant chez Dreyfus, objectif qui se trouve clairement défini et motivé au *point 4*. Par là même se pose la question de l'élargissement du mouvement en lutte d'ensemble contre le gouvernement qui, bien que seulement esquissée, est ouverte au *point 5*.

Ce texte a été adopté après une discussion de plusieurs heures en assemblée générale. Le *point 4* a naturellement fait l'objet d'un débat particulièrement approfondi, pour être finalement adopté à une majorité d'environ deux tiers de l'assemblée. Voilà la démocratie ouvrière en action ; la « *base souveraine* », si chère à nos centristes, a parlé. Que vont-ils dire ?

Eh bien... absolument rien ! *Rouge*, dans son numéro du 17 mai, consacre pourtant une page presque entière au comité de grève du 77. Il en chante les louanges. Il reproduit en *fac-similé* l'un de ses tracts (évidemment pas celui que nous venons de citer).

« Ainsi, écrit-il, le 77 peut-il apparaître aujourd'hui comme un pôle dans

l'entreprise, alternatif à la direction stalinienne ».

Aussi bien « *il faut faire connaître le comité de grève du 77 et son activité* ». C'est ce que l'honorable auteur de l'article signé *Correspondant* s'empresse de faire... en omettant toute mention du tract du 11 mai, point culminant, expression politique la plus élevée de cette activité qu'il « *faut faire connaître* ».

Et *Lutte ouvrière* ? Nos vertueux redresseurs de torts ont là une occasion de se manifester. Dès leur numéro du 11 mai, n'ont-ils pas publié un article intitulé :

« LE DÉPARTEMENT 77, UN DES PREMIERS DANS LA LUTTE »,

dans lequel ils nous apprenaient que

« le mercredi 5 mai (...) la section syndicale C.G.T. du département 77 convoquait une assemblée de travailleurs et invitait les sections C.F.D.T. et F.O. à y participer ».

L'article poursuivait :

« Il s'agit d'un département combatif et dans lequel les militants révolutionnaires sont nombreux et implantés, notamment O.C.I. dans la C.G.T. et *Lutte ouvrière* dans la C.F.D.T. » ?

Ouvrons ici une parenthèse bien légitime. Où est donc le temps où les dirigeants de ce groupe expliquaient à qui voulait les entendre que les « *petits - bourgeois de l'O.C.I.* » étaient tous à F.O. ? Mais quoi ! La vérité est finalement plus forte que toutes les légendes, si intéressés que soient ceux qui les propagent ou œuvrent à leur maintien.

Il est vrai que les militants de l'O.C.I. ont toujours considéré (et considèrent) le réformisme comme

une tendance du mouvement ouvrier, ni plus ni moins que le stalinisme. Il est vrai qu'ils considèrent que la C.G.T.-F.O. comme la C.G.T. sont des produits historiques de la lutte de classe du prolétariat pour son émancipation, des organisations dont le contenu de classe demeure prolétarien, encore que la direction en soit usurpée par des appareils qui pratiquent une politique tendant à sauver l'ordre bourgeois. Il est vrai que, par contre, ils considèrent la C.F.D.T. comme le produit historique de l'action de forces étrangères et ennemies de la classe ouvrière, de la hiérarchie ultra-réactionnaire de l'Eglise catholique, apostolique et romaine — et que l'activité démagogique de la curaille « rouge », toujours prête d'ailleurs à accomplir en cas de besoin les basses besognes du stalinisme (les prêtres ouvriers responsables cégétistes ont établi, à cet égard, précisément chez Renault, une tradition

solide), n'est pas pour les faire changer d'idée. Les militants de l'O.C.I., fidèles à leur classe, n'ont rien à faire à la C.F.D.T. — même s'il s'y fourvoie, comme dans d'autres organisations bourgeoises, des militants ouvriers honnêtes écœurés par le stalinisme et le réformisme. *Lutte ouvrière*, pour sa part, y est. Grand bien lui fasse...

Fermons la parenthèse. Voici donc tout le bien que *Lutte ouvrière* pensait du 77 et de son comité de grève... le 11 mai. Le 25 mai, toutefois, ce journal nous donne cette nouvelle :

« *Rouge* du 17 mai... limite, par manque d'informations probablement, les comités de grève Renault à celui du 77. »

Et, par compensation sans doute, *Lutte ouvrière*, après l'article de son numéro du 11 mai que nous avons cité, ne parlera plus du 77 !

LA DEMOCRATIE OUVRIERE TOURNEE EN DERISION

Il sera ainsi d'autant plus facile à ce journal de ne rien dire de la prise de position du comité de grève du 77 pour la manifestation des 30 000 travailleurs de Billancourt chez Dreyfus — politique que *Lutte ouvrière* appelle dédaigneusement la « solution miracle » proposée par les militants de l'O.C.I. aux ouvriers de la Régie, sans juger d'ailleurs opportun d'expliquer pourquoi elle est contre. Il est tellement plus simple de ne proposer aucune solution, de n'ouvrir aucune perspective, d'annoncer benoîtement que « les Chaban, les Giscard et les Pompidou (...) disparaissent au-

jourd'hui en coulisse » (*Lutte ouvrière* du 18 mai) — pourquoi lutter contre un gouvernement qui « disparaît » ? — et de s'écrier : « Vive la grève ! » (*idem*). Un point, c'est tout. Il est vrai que ce journal n'oublie pas de dénoncer par ailleurs, et le 18, et le 25 mai, l'A.J.S. ! Mais pas, certes pas, à propos de la politique de l'O.C.I. et de l'A.J.S. de lutte contre le gouvernement. De cela, il vaut mieux ne pas parler. Sur ce point, qui se trouve être décisif, *Lutte ouvrière*, comme *Rouge*, s'adapte purement et simplement à l'appareil stalinien.

Mais quoi ! quelle infâme calomnie ! Dans la grève Renault, *Lutte ouvrière* a des divergences fondamentales, beaucoup plus fondamentales que la question du pouvoir d'Etat, avec la direction de la C.G.T. Elle nous les dévoile en relatant, dans son numéro du 18 mai, l'activité du comité de grève des départements 12 et 74.

Le journal centriste y expose longuement, sur une page entière, comment des travailleurs arabes du 74 ont voulu projeter deux films sur la Palestine le dimanche soir (le 9 mai), et cela avec l'appui d'un animateur de « *Loisirs et Culture* » (comité d'entreprise) qui « *tombe même d'accord avec ces camarades pour leur prêter le matériel et venir animer le débat* ».

Hélas !

« Le dimanche matin, l'intersyndicale mise au courant envoie au Comité de grève du 74 et du 12 une lettre pour l'informer que cette projection ne pourra avoir lieu dans l'usine... »

A la suite de quoi « *le débat fut passionnant, même si les films ne furent pas projetés...* »

Entendons-nous bien. Le Programme de la IV^e Internationale classe les comités de grève parmi les « *organisations ad hoc* » qu'il est « *nécessaire de créer (...) dans les périodes d'essor exceptionnel du mouvement ouvrier* » pour « *embrasser toute la masse en lutte* ».

Car « dans les périodes de lutte des classes aiguës, les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour le neutraliser. Cela se produit déjà lors de simples grèves, surtout lors des grèves de masses avec occupation des usines, qui ébranlent les principes de la propriété bourgeoise ».

Les comités de grève ont une fonction, une raison d'être : « *embrasser toute la masse en lutte* » pour la conduire à la victoire. La démocratie du comité de grève ne peut devenir une réalité que si ses débats portent sur les voies et les moyens de vaincre dans la lutte engagée.

Les ouvriers ne font pas grève pour faire grève. La grève n'est pas pour eux une « *fête populaire* », mais un combat auquel ils ne se résignent que parce que le patronat les y accule, un combat pour la satisfaction de leurs légitimes aspirations. Le comité de grève n'a de raison d'être à leurs yeux que pour mener plus efficacement que les syndicats ce combat qu'est la grève. Si le comité de grève, par le moyen de la démocratie ouvrière, définit — comme l'a fait le comité de grève du 77 — une stratégie, des mots d'ordre d'action susceptibles de conduire à la victoire, les travailleurs le soutiendront, parce que « *répondant mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise* », contre les directions syndicales. Au travers de cette lutte, ils prendront conscience du caractère réactionnaire des « *appareils dirigeants des syndicats* ».

Mais si, à cette opposition réelle de deux politiques : unification des travailleurs, centralisation de leur combat par la manifestation chez Dreyfus, lutte contre le gouvernement — ou soutien de fait à Dreyfus et au gouvernement — on substitue une opposition fictive, la démocratie du comité de grève se videra de tout contenu, les travailleurs s'en détourneront.

Certes, les grévistes ont le droit de voir les films qui leur conviennent. Ils ont le droit de débattre de ce qu'ils veulent — mais à condition de débattre *d'abord* du sort de la lutte dans laquelle ils sont engagés. L'ennemi est chez nous. Aider les Palestiniens, non en phrases, mais en actes, cela signifie avant tout vaincre Dreyfus, engager le combat uni contre le gouvernement Pompidou-Chaban, pour le gouvernement ouvrier, seul susceptible de satisfaire les revendications des travailleurs de ce pays comme de venir en aide aux opprimés et exploités du monde entier.

Accepter qu'à l'opposition entre la politique nécessaire aux travailleurs pour vaincre et la politique des appareils syndicaux soit *substitué* un débat sur le droit de voir un film sur la Palestine, mieux, préconiser cette substitution — il n'y a pas un mot dans *Lutte ouvrière*, à part les attaques contre ce que ce journal appelle la « *solution miracle* » de l'O.C.I., sur les mots d'ordre, la stratégie susceptibles de permettre aux travailleurs de la Régie de vaincre Dreyfus — c'est faire le jeu des appareils.

On comprend dès lors que les tartufes de la C.F.D.T. (et *Lutte ouvrière* leur tresse une couronne pour cette prise de position héroïque), l'encre à peine sèche sur un tract dénonçant les « *provocations gauchistes* », se soient donné les gants de préconiser le passage des films litigieux aux départements 12 et 74. Excellente occasion de démagogie. Tant que les ouvriers ne discutent pas de la manière dont les directions syndicales dirigent la grève, c'est gagné pour les bureaucrates...

Le 25 mai, nouvel article de *Lutte ouvrière* sur le comité de grève des départements 74 et 12. La lutte menée par les travailleurs pour empêcher la maîtrise de travailler, par les bureaucrates pour le lui permettre, est relatée. Lutte légitime en elle-même — on a d'ailleurs vu plus haut comment, au 77, le problème a été résolu sans coup férir — mais qui ne peut être couronnée de succès, répétons-le, que dans le cadre d'une *perspective politique* susceptible de réunifier grévistes, lock-outés et non-grévistes. En refusant d'avoir toute espèce de perspective politique, en réduisant leur action à une guérilla contre la maîtrise, en oubliant l'ennemi véritable, le patronat, le gouvernement, les militants de *Lutte ouvrière* font le jeu des bureaucrates, et l'article se conclut en constatant mélancoliquement que ces derniers ont réussi à assurer la « *liberté du travail* » pour la maîtrise. Le journal centriste voudrait démontrer que la démocratie ouvrière est inefficace, il voudrait la tourner en dérision qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Et il la tourne en dérision. L'article est intitulé : « LES FOLLES NUITS DE BILLANCOURT ».

Le combat des travailleurs pour leurs droits vitaux, leurs conditions d'existence, leur dignité, aux yeux des « *marxistes* » de *Lutte ouvrière*, cela s'appelle « *les folles nuits de Billancourt* » ! Devant une telle dégradation, tout commentaire serait superflu (1).

(1) Décidément « *Marx ou... crève* » fait école, malgré l'écoeurement que ce genre d'ordure provoque chez tout individu sain. Il faudra peut-être y revenir.

vailleurs, en l'absence de la perspective politique de nature à assurer leur victoire, leur permette de présenter les « nouvelles propositions » qu'attend Dreyfus et de « terminer le conflit par la négociation », comme le promet Sylvain

— une négociation qui, dans ces conditions, ne saurait déborder le cadre fixé à l'avance par le patronat.

Cette perspective, le tract quotidien de l'O.C.I. l'ouvre une fois de plus :

**DREYFUS A ROMPU LES NEGOCIATIONS !
DREYFUS REPOUSSE TOUTES LES REVENDICATIONS !**

CELA SUFFIT

Les travailleurs de BILLANCOURT exigent :

- la victoire pour leurs camarades du MANS,
- le paiement intégral du lock-out et des jours de grève,
- le paiement intégral du montant de la prime.

NOUS POUVONS DES AUJOURD'HUI FAIRE CEDER DREYFUS

**MAIS, SANS PLUS ATTENDRE, IL FAUT QUE LES
ORGANISATIONS SYNDICALES, DANS L'UNITE, ORGANISENT :**

LA MANIFESTATION DES 30 000 OUVRIERS DE BILLANCOURT AU SIEGE DE LA R.N.U.R. AUX CHAMPS-ELYSEES

**Les travailleurs sont prêts !
Aux organisations de prendre leurs responsabilités !**

BILLANCOURT, le 12 mai 1971.

(Ces mêmes mots d'ordre sont répétés au verso du tract en espagnol et en arabe.)

UNE INTERVIEW DE SEGUY

Cette perspective est reprise par *Informations ouvrières* dont le n° 519 sort le même jour et qui titre :

« LE COMBAT DE CEUX DE RENAULT EST
CELUI DE TOUS. »

La veille, le B.P. de l'O.C.I. l'avait souligné :

« L'heure est à la mobilisation du prolétariat et de la jeunesse... contre ce gouvernement. »

Georges Séguy, dans *l'Humanité*, est évidemment d'un avis différent.

Il appelle les travailleurs à manifester leur solidarité avec ceux de Renault... exclusivement par des collectes.

Mais c'est dans une interview à *France-Soir* (numéro daté du 12 mai) qu'il a livré le fond de son cœur :

« Le gouvernement, a-t-il déclaré, a commis une erreur. (...) Il est encore temps pour lui de la rattraper (...) Il a sous-estimé la réaction des travailleurs de la Régie. A la C.G.T., nous sommes disponibles pour toute discussion, mais si le gouvernement s'est mis dans la tête d'infliger une défaite aux travailleurs de la Régie en poursuivant l'épreuve de force, il risque de s'attirer des désagréments... Je ne suppose pas que le gouvernement soit à la recherche de l'extension de la crise. »

Attention ! répète sur tous les tons le dirigeant stalinien de la C.G.T. à Pompidou. Cédez quelque chose, un petit quelque chose, sinon nous ne pourrions peut-être pas longtemps retenir les travailleurs, empêcher la généralisation du mouvement, empêcher les travailleurs de centraliser leur action dans le combat contre vous, ô gouvernement.

Et à la question :

« En vous mettant à la place de la direction, ou plutôt du gouvernement, que feriez-vous ? »

Séguy répond :

« Si j'étais le gouvernement, je disposerais de moyens supérieurs pour régler les problèmes sociaux, et cela en diminuant l'extraordinaire privilège consenti aux sociétés privées. Car il ne faut pas oublier que, dans cette affaire, le gouvernement ne défend pas seulement ses propres intérêts, mais encore il protège ceux des constructeurs automobiles privés. »

Le gouvernement Pompidou-Chaban est le gouvernement du grand capi-

tal, le P.C.F. lui-même le répète à l'occasion. Et Séguy lui reproche de défendre les intérêts des capitalistes privés de l'automobile ! de ne pas défendre seulement « *ses propres intérêts* » (lisez : les intérêts du grand capital) ! Et Séguy, qui, par ailleurs, affirme qu'il ne saurait être question de renverser actuellement ce gouvernement, se met « à sa place » ! On ne saurait affirmer plus nettement, plus catégoriquement, la solidarité du P.C.F. et des dirigeants staliniens de la C.G.T. avec le gouvernement du grand capital, avec la défense de l'ordre bourgeois.

Pour plus de clarté encore, cependant, à la question :

« La grève déclenchée au Mans ne remet-elle pas en cause les accords contractuels signés par tous les syndicats en février dernier ? »

le secrétaire général de la C.G.T. répond :

« En aucun cas ces accords ne sont remis en cause. La C.G.T. serait condamnable si, après avoir pris l'engagement de renoncer par contrat pendant un certain délai au recours à la grève, elle ne respectait pas son engagement. Or nous n'avons jamais accepté, ni chez Renault, ni à la S.N.C.F., ni dans tout le secteur nationalisé, de signer quoi que ce soit susceptible de restreindre le droit de grève dans ces fameux contrats de progrès. Alors le gouvernement ne saurait nous faire grief d'user aujourd'hui de la grève pour faire aboutir des revendications laissées en suspens dans les accords antérieurement conclus. »

Déclaration qui appelle quelques commentaires :

1) La C.G.T. a parfaitement signé un de ces « *fameux contrats de progrès* » restreignant le droit de grève. Serait-ce parce que Berliet ne fait pas partie du « *secteur nationalisé* »

que Séguy feint d'oublier l'accord signé par la C.G.T., avec F.O. et la C.F.D.T., en janvier 1970, dans la grande usine lyonnaise ?

On lisait notamment dans cet accord (1) :

(Les organisations syndicales signataires et la direction sont) « décidées à poursuivre la discussion et la concertation sur les perspectives de progression de l'entreprise et sur les améliorations qui peuvent être apportées aux conditions de vie et de travail du personnel ; décidées aussi et dans le même temps à répondre aux orientations définies conjointement par le patronat et les organisations syndicales au niveau national, professionnel ou régional. »

Que voilà bien un « fameux contrat de progrès », qui précisait en outre, sous le titre « PRODUCTIVITÉ », que « l'efficacité de l'entreprise est le gage de son développement économique, lequel permet la compétitivité des prix, la modernisation de l'outil, la progression du statut du personnel et du pouvoir d'achat des salaires et appointements... »

Sur cette base de pur corporatisme, que Pétain n'eût pas désavouée (d'autant que le comité d'entreprise s'y voyait chargé de « constater (...) l'indice destiné à suivre l'évolution des salaires »), on en venait tout naturellement à l'engagement des syndicats de renoncer à la grève :

« Direction et organisations syndicales sont convenues de définir, pour 1970, un programme de progression sociale dont les dispositions essentielles figurent dans le présent document ; de mettre tout en œuvre pour que, pendant la durée de ce programme et sur les sujets traités, le respect des engagements soit la règle commune et qu'en cas de difficultés les procédures prévues reçoivent application et les organismes de représentation du personnel, y compris le délégué syndical d'entreprise, jouent le rôle (...) de suivre périodiquement l'application dans l'entreprise des mesures décidées dans le cadre de ce programme contractuel, et

à ce titre, de veiller à l'application cohérente et harmonieuse de ces dispositions dans les différents établissements de la société, etc. »

La dénonciation de tout ou partie de ce « fameux contrat » par l'une des « parties signataires » ne prenait effet qu'après un délai d'un mois.

Séguy a décidément la mémoire courte.

2) La C.G.T., déclare sans ambages Séguy, ne recourra à la grève que pour « faire aboutir les revendications laissées en suspens dans les accords ». Donc elle renonce à la grève pour les revendications que les accords n'ont pas « laissées en suspens », notamment le taux annuel d'augmentation des salaires.

3) Encore que les revendications des O.S. du Mans aient été « laissées en suspens par les accords » de février 1971, la C.G.T. s'est bien gardée de déclencher la grève pour les faire aboutir. C'est seulement lorsque (et, nous l'avons vu, en dépit de ses efforts) les ouvriers du Mans ont décidé la grève qu'elle s'y est finalement ralliée, pour tenter d'en empêcher l'extension. Par la bouche de Séguy, elle s'excuse auprès du gouvernement du grand capital d'avoir dû reculer devant les travailleurs et demande à celui-ci de ne pas leur en « faire grief » !

Cependant qu'elle s'excuse et s'explique auprès du gouvernement, la C.G.T. tient un autre langage à l'égard des ouvriers qui cherchent

(1) Pour plus de précisions, voir *Informations Ouvrières*, n° 460, du 21 janvier 1970, p. 3.

une issue victorieuse de la grève. Le tract qu'elle distribue le même jour, à Billancourt, le premier après le nouveau refus de Dreyfus, après la rupture des négociations, souligne :

« Pour la C.G.T., la situation est claire : à Billancourt, il y a 18 000 travailleurs et leur famille privés de leur emploi et de toutes ressources, du fait de la direction. »

Donc, 18 000 lock-outés, mais... pas de grévistes ! seulement des « départements non lock-outés » auxquels la C.G.T. « recommande, sur la base de l'autorité de leurs sections syndicales, de se prononcer chaque jour, avec le souci de conserver une unité sans faille » — c'est-à-dire de ne pas décider la grève jusqu'à satisfaction, et de se préparer à voter la reprise du travail quand la direction de la C.G.T. le jugera bon. Le même tract dénonce à trois reprises les éléments « gauchistes », et adresse à la C.F.D.T. l'ultimatum, encadré de

JEUDI 13 MAI

La journée est marquée par la diffusion de *l'Echo des métallos*, organe de la section Renault du Parti communiste français, paru (sauf erreur) la veille, le 12 mai. Cette feuille imprimée recto-verso, outre des attaques contre les « gauchistes » éparses presque dans chaque

deux traits, d'avoir à cesser tout bavardage démagogique :

« Nous condamnons tous agissements qui seraient susceptibles de se retourner contre les travailleurs de la Régie. Nous pensons qu'il serait incompréhensible et inadmissible que des syndicalistes participent ou couvrent de tels procédés. »

Devant cet ultimatum, grammaticalement contestable mais politiquement fort clair, la C.F.D.T. capitule naturellement sans conditions.

Elle signe avec la C.G.T. et F.O. un tract appelant à

« renforcer notre union pour la vraie négociation... pour obtenir :

- le règlement du conflit du Mans ;
- le paiement intégral du lock-out et des heures perdues pour tous et reprise collective du travail ».

Ce programme, qui reproduit presque mot pour mot celui contenu dans le tract de la C.G.T., annonce un nouveau recul en ce qui concerne les revendications des O.S. du Mans. Quant au second point, on verra bientôt ce qu'en feront les bureaucrates.

article, leur consacre un article éditorial, avec titre en manchette : **SOYONS CLAIR**. C'est en effet tellement clair, et riche d'enseignements politiques, que nous allons le reproduire en entier, en le faisant suivre, paragraphe par paragraphe, du commentaire qui s'impose.

LES CONDITIONS POLITIQUES DE L'UNITE D'ACTION DES TRAVAILLEURS

L'article commence en ces termes :

||| « Face à l'Etat-patron, l'arme absolue des travailleurs c'est leur unité dans l'action et pour l'action. »

Il ne faut pas oublier que, comme *l'Humanité* elle-même, les divers organes régionaux, locaux et d'entreprises du P.C.F., sont, pour une part essentielle, des bulletins intérieurs.

Les polémiques que l'on y trouve, apparemment dirigées contre des adversaires extérieurs — avant tout contre les révolutionnaires, baptisés « gauchistes » — visent toujours principalement les militants du P.C.F., dont les doutes et les désaccords avec la politique de l'appareil dirigeant ne cessent de croître depuis la dislocation de la grève générale de mai-juin 1968 et l'occupation de la Tchécoslovaquie — chaque nouvelle vague de grèves disloquées par l'appareil nourrissant cette méfiance. Il s'agit pour la direction d'atténuer cette méfiance ou, si cela se révèle impossible, d'amener les mécontents à se taire.

A cette fin, l'appareil entonne le couplet éprouvé de l'unité. La classe ouvrière a effectivement appris, par une dure et longue expérience, le prix que lui coûtent ses divisions. Mais comment peut-on prendre au sérieux l'appel à « l'unité dans l'action face à l'Etat-patron » — « face », notons-le bien, pas « contre » ! — de la part de dirigeants qui estiment qu'il ne peut être question de lutter pour renver-

ser le gouvernement Pompidou-Chaban, expression concentrée de l'Etat-patron ? qui n'ont pas appelé l'ensemble des travailleurs de la Régie au combat commun, à la grève ? qui, se gardant bien de donner l'ordre de grève à tous les travailleurs de la Régie, tiennent au contraire à distinguer rigoureusement une majorité de lock-outés et une minorité de grévistes ? qui, sous le prétexte de respecter la « *liberté du travail* », vieux cheval de bataille bourgeois, font tout pour que les mensuels et des usines entières comme Flins continuent le travail ? qui, en un mot, organisent systématiquement la division au cri de « *unité, unité* » ?

L'unité dans l'action ne peut se réaliser que sur une orientation politique de lutte unie des travailleurs contre le gouvernement des patrons, pour le gouvernement ouvrier. C'est précisément cette politique-là, et aucune autre, que — nous allons le voir une fois de plus — l'appareil combat.

Mais, tout d'abord, il faut tenter d'effrayer ceux que l'on ne peut convaincre, notamment dans les rangs du P.C.F. :

||| « Nous dénoncerons et combattrons, avec l'aide de l'ensemble du personnel, toute manœuvre de division, toute provocation, d'où qu'elle vienne, quels qu'en soient les auteurs et sous quelle étiquette (sic) qu'ils se présentent. »

Qu'on se le tienne pour dit ! Tout désaccord exprimé avec la politique

de l'appareil est aux yeux de celui-ci une « provocation » :

« Jamais les différentes sectes gauchistes ne se sont autant discréditées que depuis le début du complot gouvernemental contre les travailleurs de la Régie. »

Si c'est le cas, à quoi bon parler encore de ces « sectes complètement discréditées » ? Quant au « complot gouvernemental » (1), ce n'est pas seulement contre les travailleurs de la Régie que le gouvernement complotte. C'est contre tous les travailleurs, en refusant d'accéder à leurs légitimes revendications. Ce sont tous les travailleurs dont la bourgeoisie et son gouvernement prétendent aggraver l'exploitation, violer les droits acquis, détruire les libertés et les organisations pour maintenir et accroître les profits du capital. Ce gouvernement est celui du complot permanent contre les libertés, les droits, les conquêtes, le niveau de vie des travailleurs. C'est pour quoi les travailleurs n'ont d'is-

sue que dans le combat uni contre ce gouvernement.

L'appareil stalinien, lui, dénonce ceux qui préconisent cette politique. Il démontre ainsi qu'il y a en effet complot : complot contre le gouvernement et les appareils bourgeois qui dirigent les syndicats, complot pour le salut du gouvernement Pompidou-Chaban, complot contre les travailleurs.

L'Echo des métallos poursuit :

« Bien entendu, chacune des sectes revendique la « paternité » du mouvement... en toute modestie. Aussi modestes que la mouche du coche de La Fontaine, qui, pour avoir em...bêté un cheval qui tirait un coche dans la montée, se vantait d'avoir tiré le lourd chariot jusqu'en haut. »

Notre auteur a vraiment la légèreté du coche dont il parle. Où donc et quand l'O.C.I., l'Alliance ouvrière, l'A.J.S. (pour ne parler que d'elles) se sont-elles targuées de « la "paternité" du mouvement » ? A ces questions, *Soyons-clair* serait bien incapable de répondre.

LA CLASSE OUVRIÈRE ET SA DIRECTION

Involontairement sans doute, mais sans équivoque, il exprime d'ailleurs la conception qui est la sienne du rapport entre la classe ouvrière et son parti de classe. Pour lui, la classe n'est, ou en tout cas ne doit être, qu'un objet que le parti manipule à son gré. C'est au parti — donc, pour lui, au P.C.F. — qu'il revient de décider des « mouvements », d'en assumer la « paternité » (ou de la refuser). Et, au fond, il accuse ici les organisations

qu'il baptise « sectes gauchistes » d'usurpation de fonctions...

La relation qui existe entre la classe ouvrière et son parti de classe n'est pas, toutefois, telle que les bureaucrates l'imaginent — ou la souhaitent. Ce n'est pas le parti

(1) Nous reviendrons cependant plus loin sur ce que le P.C.F. voulait dire lorsqu'il parlait de « complot gouvernemental ».

qui fait l'histoire. Ce n'est pas lui qui a la « paternité » du mouvement fondamental de la classe ouvrière pour son émancipation. Ce mouvement est le produit des lois objectives du devenir de la société capitaliste, société divisée en classes qui engendre la classe dont la mission est de la détruire et de bâtir la société socialiste sans classes, et qui ne peut réaliser cette mission que par le moyen de la destruction de l'Etat bourgeois et de l'instauration de son hégémonie sur la société, de la dictature du prolétariat. Le parti ne crée pas ce mouvement, il en naît et se fonde sur lui, il en est l'expression consciente. Sa fonction consiste à donner à la classe ouvrière le programme et le cadre organisationnel susceptibles de lui permettre de centraliser, de concentrer ses forces dans la lutte pour le pouvoir. Il se nourrit de ce mouvement, des expériences accumulées par les prolétaires dans leurs luttes, des initiatives créatrices des masses, dont la théorie, le programme sur la base desquels le parti rassemble ses membres ne sont que l'expression concentrée ; il nourrit à son tour le mouvement des masses de la perspective, des mots d'ordre, des lignes stratégiques que sa théorie, son programme contiennent.

Sa stratégie et sa tactique se fondent sur le mouvement même de la classe ouvrière, sur le stade atteint par ce mouvement, sur les conditions objectives et subjectives dans lesquelles se déroule la lutte entre prolétariat et bourgeoisie à ce stade. Ainsi, et ainsi seulement, il pourra remplir son rôle de direction révolutionnaire de la classe ouvrière, en lui proposant les mots d'ordre, les

objectifs, la tactique, les « *mouvements* » qui expriment, à ce stade, la stratégie de la lutte pour le pouvoir et peuvent en assurer le succès.

Ce n'est pas tout. L'O.C.I. n'est pas la direction de la classe ouvrière. Par son programme, par la lutte qu'elle mène pour la reconstruction de la IV^e Internationale, elle exprime les objectifs du mouvement historique de la classe ouvrière pour son émancipation, les besoins politiques de ce mouvement, l'armement théorique, les méthodes, les lignes stratégiques et tactiques susceptibles d'en assurer la victoire. Elle combat pour la construction du parti de classe, du parti qui donnera au prolétariat, rompant avec les appareils bourgeois du stalinisme et du réformisme, la direction révolutionnaire qu'il lui faut pour vaincre. Mais l'O.C.I. n'est pas la direction reconnue de la classe ouvrière, et elle en est parfaitement consciente.

Le P.C.F., lui, est aujourd'hui encore la direction reconnue par la majorité des travailleurs de France, par la majorité, aussi, des cadres qui organisent ces travailleurs dans la lutte. Ces travailleurs, ces cadres attendent du P.C.F. et de la fraction du P.C.F. qui contrôle la C.G.T. qu'ils les dirigent dans le combat contre le patronat et l'Etat bourgeois. Mais leur attente est constamment déçue. Ils attendent que le P.C.F., en qui ils voient l'héritier de la révolution d'Octobre, les dirige dans le combat pour une révolution d'Octobre victorieuse en France. Ils attendent de lui qu'il assume la « paternité » d'une stratégie de combat des luttes ouvrières

pour abattre le capitalisme, son Etat, son gouvernement, et instaurer le gouvernement des travailleurs.

Mais la bureaucratie qui contrôle l'Etat en U.R.S.S. a trahi la révolution d'Octobre ; mais le P.C.F. n'est pas le parti de la révolution d'Octobre ; il est l'expression des intérêts de cette bureaucratie stalinienne contre-révolutionnaire, « *passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois* », comme l'a écrit Léon Trotsky en 1938. La stratégie dont la direction du P.C.F., trahissant les travailleurs qui lui font confiance, « *revendique la paternité* », c'est la stratégie de la division des travailleurs, de la dislocation de leurs luttes, de la collaboration des classes, du refus du Front unique de classe pour abattre le gouvernement bourgeois et porter au pouvoir le gouvernement des organisations ouvrières unies. C'est la stratégie de la défense de l'ordre bourgeois, voulue par la bureaucratie de Brejnev, par son appareil international.

Et c'est de cette stratégie-là que les travailleurs — qui se rendent de mieux en mieux compte que le P.C.F. en a la « *paternité* » — commencent à lui demander des comp-

tes. C'est pourquoi il lui faut tenter diversion après diversion.

Poursuivons donc la lecture, de plus en plus « *claire* », nous l'allons voir, de *l'Echo des métallos* :

« Quand Renault éternue, la France s'enrhume », dit J. Frémontier en sous-titre de la Forteresse ouvrière.

Ajoutons que cela donne aux gauchistes le délire verbal.

« Mobilisation nationale », clame la « 4^e Inter » (à moins que ce ne soit 4 bis).

« Dreyfus cédera aujourd'hui même », affirme sans rire le 11 mai, l'« O.C.I. »

Le Renault-Rouge de Krivine renforce curieusement la thèse de M. Ouin sur le « chômage technique » en écrivant : « Les stocks de la direction commencent à s'épuiser. Elle ne pourra pas continuer longtemps à se passer de notre production. »

Ce paragraphe mérite tout particulièrement un examen détaillé.

L'auteur sait qu'un nombre croissant d'ouvriers, particulièrement de militants du P.C.F. et de la C.G.T., mécontents de la politique de la direction stalinienne incarnée par Marchais et Séguy, prête une attention croissante aux mots d'ordre et à la politique de ceux que le P.C.F. désigne indistinctement sous l'épithète de « *gauchistes* ». Il va donc chercher à les en détourner de deux manières.

SUR LA MULTIPLICITE DES ORGANISATIONS QUI SE RECLAMENT DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE, ET SUR SES CAUSES

1) Il s'efforce de les rebuter en mettant l'accent sur la multiplicité des organisations qui dénoncent l'opportunisme des directions réformistes et staliniennes et affirment

toutes combattre pour la révolution prolétarienne, alors que de profondes divergences les séparent. Il feint d'oublier qu'il s'agit là d'une situation qui n'a rien de nouveau

dans le mouvement ouvrier révolutionnaire, mais découle, bien au contraire, des conditions historiques mêmes dans lesquelles le prolétariat doit mener sa lutte pour son émancipation.

Le mouvement fondamental de la classe ouvrière pour son émancipation est l'expression la plus profonde des contradictions objectives insurmontables de la société capitaliste. Comme processus objectif, il naît au sein même de cette société ; il est donc congénitalement imprégné jusqu'à la moelle de l'idéologie inhérente aux rapports sociaux bourgeois, de l'idéologie que ces rapports engendrent et qui a pour fonction, sous les innombrables formes qu'elle revêt, de les défendre en les justifiant ou en les camouflant (ou les deux).

Cependant, ce mouvement, par nature, tend à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, à la destruction de l'Etat bourgeois et de la société bourgeoise, à l'édification d'une société sans classes, donc sans Etat.

Par là même, il est, comme processus subjectif, l'expression suprême de l'effort de l'humanité pour établir son contrôle conscient sur sa propre société après l'avoir assuré sur la nature. L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. La maîtrise des rapports sociaux, le « *bond du royaume de la nécessité dans le royaume de la liberté* », le « *passage du gouvernement des hommes à l'administration des choses* » ne peuvent se réaliser que si, dans leurs couches les plus profondes, les travailleurs exploités accè-

dent à la conscience de leur mission historique, donc se soustraient à l'influence matérielle et idéologique de la société bourgeoise, et, faisant « *irruption sur la scène de l'histoire* », se dressent consciemment contre le vieux monde.

Le mouvement émancipateur du prolétariat ne peut vaincre que comme unité du processus objectif et du processus subjectif, du combat et de la conscience du combat. Cette unité ne se conquiert que dans la lutte, à la fois théorique et pratique, pour le pouvoir des travailleurs. Le marxisme est l'arme théorique, scientifique de ce combat.

Le marxisme fonde le mouvement vers la conscience qui, par l'organisation, constitue le prolétariat comme classe. L'organisation comme classe du prolétariat dans l'indépendance à l'égard de la bourgeoisie est la seule forme sous laquelle peut se réaliser l'unité du processus historique objectif et du processus subjectif, du mouvement et de la conscience du mouvement, de la pratique et de la théorie de la lutte du prolétariat pour son émancipation.

La lutte pour l'organisation du prolétariat comme classe, pour le parti de classe du prolétariat, est donc une lutte pour la rupture d'avec la société bourgeoise d'une classe de la société bourgeoise qui ne peut se réaliser historiquement qu'en abolissant cette société (et toute division en classes de la société).

Cette contradiction domine toute l'histoire du mouvement ouvrier. La domination de classe de la bourgeoisie, domination d'une minorité

toujours plus restreinte d'exploiteurs sur une majorité toujours plus nombreuse d'exploités, ne peut se maintenir par la seule violence matérielle.

La bourgeoisie n'a pu maintenir jusqu'à ce jour sa domination de classe qu'en pénétrant le mouvement ouvrier de l'intérieur, en le

corrompant matériellement et idéologiquement, en l'asservissant à l'ordre bourgeois, en le persuadant de renoncer à la lutte pour le pouvoir, baptisée « *aventure révolutionnaire* », sous le prétexte qu'il pourrait réaliser « *du neuf et du raisonnable* », comme le disait feu Thorez, dans le cadre du régime existant.

FRONT UNIQUE ET CONSTRUCTION DU PARTI DE CLASSE

Il n'y a pas de « *front idéologique* » distinct, séparé du front de la lutte des classes, du combat du prolétariat pour son émancipation — comme le voudraient les staliens et tous ceux qui, au fond, s'efforcent de réduire la lutte des classes à une lutte d'idées, voire une lutte « *idéologique* ». Il y a la lutte pour l'indépendance de classe du prolétariat, inséparable de la lutte pour son unité en tant que classe ; il y a la lutte pour soustraire le prolétariat à l'influence, à la pression matérielle et morale de la classe ennemie, qui est donc une lutte contre les tendances, les organisations, les appareils qui servent de courroie de transmission à cette pression, qui est en réalité une, à la fois matérielle et morale, à la fois pratique et théorique, sans que jamais ces deux aspects puissent se séparer. Cette lutte est donc elle-même à la fois théorique et pratique, à la fois lutte pour la défense du marxisme contre l'idéologie bourgeoise sous toutes ses formes et lutte pour l'organisation de classe, dans l'unité et l'indépendance du prolétariat.

C'est pourquoi le combat des marxistes contre les tendances qui, transmettant la pression de la bourgeoisie sur le mouvement ouvrier, y véhiculent l'idéologie bourgeoise pour la détourner de son but : la conquête du pouvoir, est d'une portée historique décisive pour la victoire de la révolution socialiste. La lutte pour l'unité pour le Front unique de combat du prolétariat contre la bourgeoisie est identique à la lutte contre la pression matérielle et idéologique qu'exerce la bourgeoisie sur le mouvement ouvrier, qui divise le prolétariat en l'assujettissant à la classe ennemie — la caractéristique du front de classe étant de combattre pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, « *but immédiat de tous les partis ouvriers* », comme le dit le *Manifeste du parti communiste*.

C'est ainsi que, dès le moment où Marx et Engels sont arrivés à leurs conclusions fondamentales quant à la mission historique de la classe ouvrière, ils ont commencé la lutte pour la formation d'une organisation de classe du prolétariat,

pour le rassemblement du prolétariat tout entier sur ses positions de classe, avec la création des Comités de correspondance communistes, fondés au début de 1846. Dès ce moment, la méthode de construction du parti de classe s'est affirmée, identique dans son fond à la stratégie du Front unique de classe : réalisation de l'unité dans l'action, lutte, sur la base de l'action commune, dans le cadre même de l'organisation commune, contre les tendances transmettant la pression de la classe ennemie — à ce moment celles du communisme utopique de Weitling, de Proudhon, qui croyait pouvoir écarter les conséquences nuisibles des rapports de production bourgeois dans le cadre même de ces rapports et s'opposait donc à l'organisation du prolétariat comme classe, du socialisme moral et philosophique, dit « *vrai socialisme* », de Karl Grün, etc., toutes tendances qui, après avoir été un moment de la constitution du prolétariat en classe, étaient devenues autant d'obstacles, autant de chaînes l'asservissant à l'ordre bourgeois.

Ce double mouvement — lutte pour l'unité dans l'indépendance de la classe ouvrière, inséparable de la lutte contre les courants, groupes ou fractions qui tendent à diviser le front de classe parce qu'ils tendent à assujettir le mouvement ouvrier, sous les formes les plus diverses, à la défense de l'ordre bourgeois en le détournant de son but : la conquête du pouvoir, la dictature du prolétariat — se retrouve tout le long de l'histoire du mouvement ouvrier. Les marxistes, partisans par principe de l'unité du prolétariat, n'ont pu et ne peuvent mener cette lutte pour l'unité des travail-

leurs sur une base de classe qu'au travers d'innombrables scissions, luttes de tendances, réunifications et nouvelles scissions. A chaque étape de cette histoire, la fraction marxiste lutte pour construire, non pas un quelconque « *parti de l'avant-garde* » (comme si l'avant-garde prolétarienne avait des intérêts particuliers distincts des intérêts historiques de la classe dans son ensemble), mais le parti de classe du prolétariat, le parti ouvrier rassemblant le prolétariat dans son combat pour le pouvoir. A chaque étape, la fraction marxiste mène la lutte pour le parti de classe par la délimitation rigoureuse d'avec tous les autres groupements, tendances, fractions ou organisations qui expriment, sous les formes les plus diverses (mais leur dénominateur commun consiste à reculer devant la lutte pour le pouvoir, pour la dictature du prolétariat), la pression de la bourgeoisie sur le mouvement de classe du prolétariat, par une lutte intransigeante contre toutes ces tendances.

A chaque étape, cette situation a valu aux marxistes les sarcasmes des petits-bourgeois sceptiques. On remplirait des bibliothèques avec ce qui a été écrit pour dénoncer l'intransigeance, le « *sectarisme* », le « *fractionnisme* », l'« *autoritarisme* », etc., de Marx et d'Engels, puis de Lénine et de Trotsky.

En effet, à l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, donc stade de la crise historique finale du capitalisme, où les conditions objectives de la révolution socialiste sont fondamentalement présentes dans chaque phase du développement, donc où « *la*

crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat — si la bourgeoisie recourt de plus en plus à la terreur blanche pour maintenir son régime d'exploitation, elle ne peut, bien plus encore que par le passé, y parvenir qu'en déformant, corrompant, s'asservissant de l'intérieur le mouvement ouvrier, en l'imprégnant de toutes parts des innombrables et foisonnantes variétés de son idéologie. La présence, au sein du mouvement ouvrier, de deux appareils bureaucratiques contre-révolutionnaires contrôlant les organisations de classe édifiées par les travailleurs pour les détourner de leur objectif historique, qui ne traduisent plus seulement, comme les tendances ouvrières réformistes « *légitimes* » (selon l'expression de Lénine), la pression de la classe ennemie, mais expriment dans leur action les intérêts de couches sociales dont les privilèges sont liés au maintien de l'ordre bourgeois, porte à une puissance supérieure l'importance de la lutte des marxistes contre la pression matérielle et idéologique de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, les appareils qui la véhiculent et les tendances centristes et gauchistes qui « *gardent les flancs* » des appareils, qui s'efforcent de les protéger contre la critique de la fraction marxiste en laquelle s'incarne la continuité historique de la lutte pour le parti ouvrier, pour le parti de classe mondial du prolétariat.

Dès 1915, Lénine a montré que, désormais, la lutte pour *l'unité de front des travailleurs* dans l'indépendance de classe, la lutte pour le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du

prolétariat — la lutte pour la reconstruction du mouvement ouvrier, pour le parti de classe, pour l'Internationale — passait par la *scission*, non seulement d'avec l'appareil bourgeois de la social-démocratie, la droite, mais aussi d'avec le centre, se réclamant du marxisme, professant un marxisme formel, académique, tout en remplissant sa fonction politique de flanc-garde de l'appareil bourgeois, par une lutte politique et théorique rigoureuse, intransigeante, contre ce centre, en même temps que par *l'unification*, sur la base de l'indépendance de classe du mouvement ouvrier par rapport à tous les courants véhiculant l'idéologie bourgeoise, avec tous les courants qui, comme Trotsky et ses amis en 1917, rompaient avec les centristes (la même attitude s'exprime par l'offre d'entrer dans l'Internationale communiste faite aux anarchistes espagnols de la C.N.T.-F.A.I. qui s'étaient prononcés pour le soutien du pouvoir des soviets au lendemain de la révolution d'Octobre). C'est par cette méthode que la gauche de Zimmerwald a mené la lutte pour la III^e Internationale, puis que Lénine et Trotsky en ont entrepris la construction après la victoire d'Octobre.

C'est par cette méthode que Trotsky a engagé le combat en 1933, après le « *passage définitif de l'Internationale communiste du côté de l'ordre bourgeois* », pour la IV^e Internationale, forme que prend aujourd'hui la lutte pour la reconstruction du mouvement ouvrier comme expression du mouvement historique de la classe ouvrière pour son émancipation, pour la construction du parti mondial de classe du prolétariat. On y retrouve, répétons-le, le

double mouvement, déjà apparent dans l'action de Marx et d'Engels lors de la fondation des Comités de correspondance communistes en 1846 et dans toute leur activité ultérieure, de délimitation rigoureuse d'avec tous les courants qui véhiculent l'idéologie bourgeoise, de lutte intransigeante contre tous ces courants, et d'unité organique avec tous ceux qui le veulent sur la base de l'indépendance de classe, de la lutte pour le Front unique de classe, de la lutte pour le gouvernement des travailleurs.

La période où nous sommes entrés, celle de l'imminence de la révolution, ne fait que porter toutes les contradictions des périodes précédentes à une puissance encore supérieure. Partout où la bourgeoisie impérialiste et ses complices sont en mesure (provisoirement d'ailleurs) de déchaîner en ce moment la terreur blanche contre les travailleurs

(Grèce, Palestine, Soudan, Bengladesh, Egypte, Bolivie...), elle ne le peut que parce que les appareils bourgeois ou les directions petites-bourgeoises des mouvements nationaux, refusant d'engager la lutte politique pour le pouvoir, ont livré les masses à leurs bourreaux.

C'est pourquoi les sarcasmes de *l'Echo des métallos* à propos de la « 4^e Inter » et de la « 4 bis », etc., ne détourneront pas les militants du P.C.F. et de la C.G.T., qui ont fait l'expérience de la politique de capitulation devant le gouvernement de leurs dirigeants, d'examiner avec soin les *positions politiques* des diverses organisations que leurs dirigeants qualifient de « *gauchistes* », et d'apprécier chacune de ces positions politiques pour ce qu'elle vaut.

2) Pour les en détourner, *Soyons-clair* recourt alors à une seconde manœuvre.

QUELS TEXTES CITE « L'ECHO DES METALLOS » ET POURQUOI IL LES CITE

Encore qu'il distingue parfaitement les divers groupes et leurs diverses positions, il va les amalgamer et feindre de les confondre, de manière à compromettre, aux yeux de ses lecteurs, la seule politique cohérente et révolutionnaire, celle de l'O.C.I. — la seule, comme on le verra, qu'il se propose pour cette raison de combattre — en la confondant avec les politiques capitulaires d'autres organisations.

Dans les lignes reproduites plus haut, il s'en prend d'abord — bien entendu, sans préciser — à un tract daté du 10 mai, émanant du « *Parti communiste révolutionnaire (trotskyste), section française de la IV^e Internationale* », organisation plus connue sous le nom de « *groupe posadiste* » du nom du chef, J. Posadas, dont elle proclame à tout propos et hors de propos suivre les directives.

En ce qui concerne la Régie, ne se distinguant nullement de *Rouge* et de *Lutte ouvrière* (il n'ouvre pas plus qu'eux de perspective politique), ce tract se borne à appeler à une « *occupation totale* ». Il s'en distingue par contre — mais laissons-lui la parole :

« NOUS APPELONS la C.G.T., la C.F.D.T., F.O., le P.C.F. et les autres partis ouvriers à organiser un *solide front unique* basé sur la mobilisation générale de tous les travailleurs de Renault occupant l'usine, et sur cette base, lancer une MOBILISATION NATIONALE qui doit débiter par une grève de 24 heures avec une manifestation centrale. Il faut appeler les étudiants, les lycéens, les fonctionnaires, les paysans et toutes les couches mobilisées à s'incorporer à ce front uni qui sera le commencement de la lutte pour abattre le régime du grand capital. »

Voilà le type même d'une politique de capitulation, d'alignement total sur l'appareil couverte par une phraséologie, par une surenchère « *de gauche* ». Le problème qui se posait le 10 mai, c'était de réunifier dans le combat les ouvriers de l'usine de Billancourt, divisés par les manœuvres des appareils, en leur ouvrant une perspective politique leur permettant de vaincre. Face à ces ouvriers, il y avait le directeur Dreyfus, qui rejetait leurs revendications les plus légitimes. La réponse, c'était la manifestation des 30 000 ouvriers de Billancourt là où siège Dreyfus, aux Champs-Élysées. Cette manifestation contre Dreyfus, porte-parole du gouvernement, engageait la lutte contre le gouvernement. Elle était donc la préface immédiate de cette « *mobilisation nationale* » à propos de laquelle bavardent nos posadistes. Cette réponse, l'O.C.I. l'a donnée, on l'a vu, dès le 7 mai. Mais les posadistes ne veulent pas en entendre parler. Ils

préfèrent le mot d'ordre de diversion — sous forme d'une supplique adressée aux appareils — d'une grève de 24 heures et d'une manifestation centrale. Où ? pourquoi ? sur quelles revendications ? avec quels objectifs ? ils se gardent bien de le dire. Une « *manifestation centrale* » n'a de sens que sur un programme de lutte pour renverser le gouvernement, pour instaurer un gouvernement ouvrier. Mais *le mot gouvernement ne figure pas dans le tract posadiste*, pas plus que dans la littérature de leurs émules de *Rouge* ou de *Lutte ouvrière* ! La réalisation du Front unique de classe est inséparable de la lutte pour le gouvernement des organisations ouvrières unies, seul susceptible de satisfaire les aspirations des travailleurs. Sans ce programme politique, l'appel au Front unique n'est — comme toute la politique centriste — qu'un « *couteau sans lame* ». Plus précisément, il s'agit, de la part des posadistes, d'un appel au Front unique des appareils bureaucratiques pour reprendre en main le mouvement des masses. Le bavardage sur « *le commencement de la lutte, etc.* » n'y change absolument rien. Ce n'est qu'un camouflage.

Pour que les choses, s'il en était besoin, soient plus claires encore, le même groupe posadiste, tirant le bilan de la grève Renault, dans un document ronéoté de 8 pages daté du 15 juillet 1971, démontrera doctoralement à *Rouge* que ses phrases révolutionnaires sont nuisibles, car l'avenir appartient aux appareils, à l'appareil stalinien notamment, auquel il y a lieu de reprocher seulement sa « *politique de conciliation* », le « *rôle conciliateur et les*

hésitations de la bureaucratie syndicale ou politique ». D'ailleurs, « *les directions syndicales chez les cheminots étaient beaucoup plus à gauche* » (!?), et Séguy « *s'est prononcé pour la grève illimitée et a menacé d'une grève générale* » (!?). C'est pourquoi « *la tactique du "pôle révolutionnaire" est illusoire* » :

« Les camarades de *Rouge* doivent être conséquents. On ne peut pas crier "révolution" lors d'un meeting ou d'une manifestation et faire du syndicalisme à Renault, être des militants de pointe C.G.T. ou C.F.D.T. comme les militants de L.O. ou de l'A.J.S. »

Cette admonestation adressée à *Rouge* est parfaitement claire. Le seul fait de *parler* de révolution provoque la méfiance des bureaucrates. Si la « *ligue* » pablo-mandélienne veut, comme elle le proclame, être reconnue comme « *organisation responsable* » par l'appareil, elle doit, selon les posadistes, cesser ses bavardages « *révolutionnaires* », même s'ils sont sans conséquence. Elle doit revenir à la forme spécifique donnée par Pablo au pablisme à ses débuts en 1951-52, lorsque celui-ci, s'efforçant, avec le plein appui de Frank et de Mandel (*et de Posadas*), de détruire la poignée de cadres trotskystes implantés dans les usines, notamment chez Renault, prétendait exiger d'eux qu'ils s'emploient à « *apaiser la méfiance des bureaucrates* » stalinien par une attitude de capitulation ouverte devant eux.

Mais la proposition du tract cité : grève de 24 heures et manifestation centrale, ne viserait-elle pas aussi à « *apaiser la méfiance* » des bureaucrates en suggérant une issue permettant à l'appareil de sauver la face ?

Le 13 mai, *l'Aurore*, cherchant une issue « *satisfaisante* » pour tous les partenaires (pour la bourgeoisie et les appareils, bien entendu, pas pour les ouvriers), écrira :

« La dernière possibilité serait de trouver un biais qui résoudrait la crise sans porter un coup trop fort au prestige et à l'autorité des syndicats.

Elle pourrait se traduire par un « *baroud d'honneur* », une grève nationale d'une journée par exemple, auquel succéderait une suspension du conflit en attendant un climat économique plus propice. »

Nous ne mettons pas un instant en doute la sincérité des auteurs du tract posadiste. Mais voilà bien où l'on en arrive fatalement quand on part de l'idée que le contrôle de l'appareil sur la classe est inamovible, quand on veut transformer l'avant-garde en « *groupe de pression* », en donneur de conseils à l'appareil « *hésitant* ». Dans ce cas, comme dans bien d'autres, les posadistes n'ont fait qu'exprimer sans fard l'essence du pablisme, que Mandel et Krivine s'emploient au contraire à maquiller de rouge.

Quant à l'appareil stalinien, il a montré par la suite que, pour remplir sa fonction, il se passait fort bien des conseils des uns et des autres.

L'Echo des métallos a naturellement tout intérêt à ce que ses lecteurs confondent la politique révolutionnaire de l'O.C.I. avec ces pantalonades. Il cite d'autre part, dans le paragraphe reproduit plus haut, *Renault-Rouge* du 11 mai qui écrit effectivement cette absurdité :

« Les stocks de la direction commencent à s'épuiser. Elle ne pourra pas continuer longtemps à se passer de notre production. Elle devra bientôt céder »,

et ajoute, en majuscules :

« POURSUIVONS LA LUTTE. POURSUIVONS L'OCCUPATION. LA DIRECTION VA CÉDER ».

La hargne de *Soyons-clair* s'exprime par un amalgame classique chez les staliniens : il prétend voir dans la position de *Rouge* un « *curieux renforcement de la thèse de M. Ouin* », le secrétaire de la direction de la Régie. La caque sent toujours le hareng. Les bureaucrates staliniens ne peuvent s'empêcher de rêver du bon vieux temps des procès de Moscou, et ne peuvent même pas dissimuler entièrement leurs rêves. Le « *père Joseph* » avait du bon, n'est-ce pas, M. *Soyons-clair* ?

Mais celui-ci n'en a pas moins su mettre le doigt, pour jeter la confusion sur la politique de l'O.C.I., sur l'expression la plus crue de la politique de capitulation, de la politique *économiste* de *Rouge*. *Rouge* ne veut pas ouvrir de perspective politique. Il veut, comme les staliniens eux-mêmes, confiner la lutte dans l'usine (*Rouge*, il est vrai, souhaite que les travailleurs participent nombreux à l'occupation, alors que l'appareil n'a besoin que de la présence de ses membres à Billancourt, mais c'est là une divergence secondaire). Il doit donc démontrer que l'on peut vaincre de cette façon. Il doit réduire la lutte à un *conflit économique*, dans lequel l'épuisement des stocks contraindra la direction à céder.

Pour la bourgeoisie au contraire (comme d'ailleurs pour le P.C.F., et nous y reviendrons), il s'agit d'une lutte *politique*. C'est bien en vain que — pour tromper ses lecteurs, car elle sait parfaitement à quoi s'en tenir — *l'Humanité*, jour après

jour, démontre à Dreyfus et au gouvernement que la prolongation de la grève leur coûte de nombreux milliards, bien plus que ne leur coûterait la satisfaction des revendications des O.S. du Mans. Le gouvernement, Dreyfus le savent bien. Mais ils savent aussi — et le répètent à chaque occasion — que s'ils accordent aux O.S. du Mans ce qu'ils demandent, aucun ouvrier de la Régie ne voudra reprendre le travail sans que soient satisfaites ses propres revendications. Ils savent encore que ce serait là le signal pour tous les travailleurs de France d'exiger l'augmentation de leurs salaires, la défense de leurs conditions d'existence entamées chaque jour davantage par la hausse des prix, et que cela leur coûtera beaucoup, beaucoup plus de milliards. Cependant ces milliards même, la bourgeoisie les sacrifierait s'il le faut — elle l'a fait en juin 1968, trop heureuse, à ce prix, d'obtenir la dislocation par le P.C.F. de la grève générale — sûre de les reprendre à brève échéance, si elle garde l'essentiel, *le pouvoir*, le gouvernement Pompidou-Chaban à ses ordres.

Or ce que sait surtout la bourgeoisie, ce que l'appareil sait parfaitement lui aussi, ce que Krivine feint d'ignorer, c'est que le mouvement qu'engendrerait inévitablement la satisfaction des revendications des O.S. du Mans est par essence un mouvement *politique*, un mouvement contre le gouvernement, pour imposer un gouvernement anticapitaliste appuyé sur le Front unique de classe, qui menacerait l'essentiel : la propriété privée capitaliste des moyens de production et d'échange. C'est pourquoi le gouver-

nement et Dreyfus ne cèdent pas aux revendications des O.S. du Mans. L'«*épuiement des stocks*» ne peut rien y changer. C'est pourquoi une lutte confinée à l'usine, lutte économique dépourvue de *perspective politique*, ne peut les contraindre à céder. C'est pourquoi Krivine et *Renault-Rouge*, en s'employant, selon leurs forces, à priver cette lutte d'une perspective politique, remplissent leur rôle de flancs-gardes des appareils.

Et c'est pourquoi *Soyons-clair* a tout intérêt à ce que ses lecteurs ne puissent distinguer la politique de l'O.C.I. de celle des néo-économistes de *Renault-Rouge*.

Quant à la manière très «*claire*» dont *l'Écho des métallos* cite le tract de l'O.C.I. du 11 mai, il suffit, pour l'apprécier, de se reporter à

ce tract, que nous avons reproduit plus haut.

«*Dreyfus cédera aujourd'hui même*», écrit ce tract... si les 30 000 ouvriers de Billancourt vont l'exiger en manifestant au siège de la direction.

Et c'est précisément cette politique, et elle seule, qui préoccupe *l'Écho des métallos*. Il ne dit rien du mot d'ordre du Comité central de grève, de la démocratie filmologique de *Lutte ouvrière*, etc. Cela ne le gêne pas. Mais il poursuit :

« Les "gauchistes" sont passé maîtres en magie, en tours de passe-passe. Tous ont transformés 60 000 lock-outés en grévistes. Prenez un dictionnaire aux mots "chômeur" et "gréviste" et vous verrez qu'il faut être aussi inconscient qu'un gauchiste pour transformer ainsi l'un en l'autre. »

LA POLITIQUE QUE COMBAT « L'ÉCHO DES METALLOS »

L'O.C.I., bien entendu, n'a jamais prétendu que les lock-outés étaient des grévistes (ni non plus les ouvriers, comme ceux de Flins, qui n'ont pu, du fait des manœuvres des directions syndicales, entrer dans la grève). C'est précisément sur cette situation de fait qu'est fondée sa politique ; c'est précisément pour surmonter cette division des travailleurs que sa politique, et elle seule, ouvre la voie. Mais cette situation de division, l'appareil stalinien, qui s'emploie à la maintenir, en apprécie l'importance comme les trotskystes. Aussi bien *Soyons-clair* poursuit, et conclut avec beaucoup de clarté :

« L'expérience nous apprend que le patronat entend, par le lock-out, mettre les travailleurs hors de l'entreprise afin d'y faire régner sa loi.

En gardant de jour et de nuit notre outil de travail, nous avons déjoué les plans de l'Etat-patron.

C'est pourquoi le mot d'ordre "gauchiste" de manifestation aux Champs-Élysées fait l'affaire de l'Etat-patron : en invitant les travailleurs les plus résolus à quitter l'usine. Or ce sont eux précisément qui en assurent la garde,

en les envoyant là où les attendent les C.R.S., alors que Marcellin vient de déclarer qu'aucune manifestation ne saurait y être tolérée.

C'est là un mot d'ordre provocateur. Les quelques dizaines de braillards qui le scandaient dans l'île n'ont même

pas l'excuse du courage. Ils se sont bien gardés d'y aller, eux.

Et les mêmes qui brament "occupation" sont absents aux postes de garde.»

L'« argumentation » de l'*Echo des métallos* contre le mot d'ordre de la manifestation au siège de la direction mérite à peine qu'on la relève.

L'invitation adressée aux « quelques dizaines de braillards » de montrer qu'ils sont des hommes en allant... manifester tout seuls (cependant que les directions syndicales se dérobent à leur devoir, qui est d'appeler les 30 000 travailleurs à la manifestation) n'appelle qu'un haussement d'épaules. De même le reproche fait aux « gauchistes » d'être absents des postes de garde... dont l'appareil s'emploie à les expulser. Puis, il faut une étonnante dose de cynisme pour soutenir que le mot d'ordre de la manifestation a pour but de vider l'usine... où l'appareil s'emploie par ailleurs à décourager les ouvriers de venir !

Mais, répliquera *Soyons-clair*, il ne peut être question de manifester, puisque Marcellin ne veut pas. Ce que le gouvernement ne veut pas est évidemment le dernier mot de la sagesse bureaucratique ! Il est

LE MEETING DE L'A.E.R.

Cependant, la lutte pour la construction du parti révolutionnaire, inséparable de la lutte pour la victoire des ouvriers en lutte, se poursuit. Dans le grand hall de la Sorbonne, le même jour, 13 mai, comme

d'ailleurs « clair » que si les C.R.S. entreprenaient de chasser les ouvriers de l'usine occupée (ce qu'ils se gardent bien de faire), l'appareil s'efforcerait de décourager les ouvriers de résister.

A l'argument suprême de *Soyons-clair* : si nous allons manifester, Marcellin, par un habile mouvement tournant, en profitera... pour occuper l'usine, on serait tenté de répondre : si Marcellin a assez de C.R.S. pour protéger Dreyfus tout en occupant l'usine, les travailleurs sont sûrement assez nombreux pour occuper l'usine tout en manifestant massivement — ou encore qu'il y a une différence entre la lutte des classes et les manœuvres de soldats de plomb. On serait tenté de répondre ainsi, s'il fallait prendre ce qu'écrit *Soyons-clair* au sérieux.

L'essentiel n'est pas là. L'essentiel est que la seule politique que l'appareil estime indispensable de combattre, le seul mot d'ordre dont il estime nécessaire de détourner ses lecteurs, militants du P.C.F. avant tout, en le dénonçant comme une « provocation », c'est la politique, c'est le mot d'ordre de l'O.C.I. Confirmation négative, mais très forte, de la validité de cette politique.

le relatera le n° 520 d'*Informations ouvrières*, « dans le cadre de la préparation du rassemblement de la jeunesse travailleuse manuelle et intellectuelle des 22 et 23 mai », 500 étudiants assistent à un meeting

convoqué par l'Alliance des étudiants révolutionnaires.

Un militant de l'O.C.I. de Renault-Billancourt expose

« la situation de la grève des O.S. et les difficultés rencontrées par les travailleurs dans le cadre éclaté, divisé de la production où toutes les différentes catégories de travailleurs ne sont pas toutes ralliées à la grève ».

Il montre,

« à partir de cette situation, en quoi la constitution d'un comité central de grève et l'objectif d'une manifestation de 30 000 travailleurs de Renault dans l'unité avec leurs organisations au siège de la R.N.U.R. pour arracher leurs revendications à Dreyfus et au gouvernement sont les seules perspectives de centralisation et d'unification du mouvement ».

« RENAULT N'EST PAS SEUL » ?

Reprenons le fil des événements. Le 14 mai doit avoir lieu la troisième « *journee d'action* » des travailleurs de la métallurgie. Les deux premières de ces « *journees d'action* », le 6 et le 21 avril, avaient eu un caractère de diversion, de dislocation de la lutte des classes. En effet, organisées sur des objectifs (le retour aux 40 heures, l'abaissement de l'âge de la retraite) qui avaient figuré parmi les revendications centrales de la grève générale de mai 1968, mais que celle-ci n'avait pu arracher, ces « *journees d'action* », auxquelles les dirigeants se gardaient bien de donner comme objectif la lutte contre un gouvernement dont tout le monde sait qu'il n'accordera jamais ces revendications, étaient vouées à l'impuissance.

Mais cette troisième « *journee d'action* », intervenant en pleine grève Renault, risque de prendre un autre caractère et inquiète la bourgeoisie.

« RENAULT : NÉGOCIATIONS INTERROMPUES. UN DÉTONATEUR POUR L'ENSEMBLE DE LA MÉTALLURGIE ? »

titre *le Figaro* du 13.

Même son de cloche à *l'Aurore* :

« ON EN EST AU POINT MORT. TOUTE L'ATTENTION SE REPORTE SUR LA JOURNÉE REVENDICATIVE DE LA MÉTALLURGIE DEMAIN ».

Enfin, *le Monde* daté du 14 reprend :

« L'ÉVOLUTION DU CONFLIT A LA RÉGIE RENAULT DÉPENDRA DE L'AMPLEUR DES MANIFESTATIONS DU 14 MAI DANS LA MÉTALLURGIE ».

La bourgeoisie redoute manifestement que les travailleurs ne s'emparent du terrain, tout imparfait et truqué qu'il soit, que leur offrent, bien malgré elles, les directions syndicales le lendemain pour y manifester leur volonté de combat. Le P.C.F. ne le redoute pas moins.

L'Humanité du 13 titre :

« RENAULT N'EST PAS SEUL. LA C.G.T. : SOLIDARITÉ SOUS TOUTES LES FORMES ».

Mais, pour qu'il n'y ait aucune équivoque sur les « *formes* » de solidarité qu'envisage l'appareil, le quotidien du P.C.F. ajoute en plus gros caractères :

« COLLECTES DÈS AUJOURD'HUI ET MASSIVEMENT SAMEDI ET DIMANCHE ».

Donc, solidarité financière exclusivement. (Sur les résultats de cette campagne, nous aurons l'occasion de revenir.) Et, contrairement à la presse bourgeoise, rien en première page sur la « *journée d'action* » du lendemain, sinon un petit « *carton* » qui renvoie à la page 4. Cette page est symboliquement divisée en deux dans le sens de la hauteur :

une première partie,

« SOLIDARITÉ DE MASSE POUR RENAULT »

une deuxième,

« MÉTALLURGIE : LE TROISIÈME COUP SERA ENCORE PLUS FORT ».

Toute relation entre les deux événements doit, pour autant que cela dépendra de l'appareil, être évitée.

VENDREDI 14 MAI

Le tract quotidien de l'O.C.I. invite au contraire les travailleurs de Renault à s'emparer de la possibilité qui leur est offerte :

Aujourd'hui, 14 mai,

à 10 heures se rassemblent les métallos place Saint-Augustin, à Paris, pour manifester au siège du syndicat patronal.

Chacun se pose la question :

Les 30 000 travailleurs de chez RENAULT en lutte pour leurs revendications doivent-ils rejoindre, à 10 h, les métallos de la région parisienne ?

L'O.C.I. répond :

**OUI, LES 30 000 TRAVAILLEURS
DE CHEZ RENAULT**

doivent être appelés par leurs syndicats unis à :

M A N I F E S T E R

- C'est la seule voie qui contraindra DREYFUS à céder.
- C'est la seule voie qui contraindra le gouvernement POMPIDOU-CHABAN à céder.

UNITE POUR LA MANIFESTATION

BILLANCOURT, le 14 mai 1971.

Le tract C.G.T.-C.F.D.T. du même jour appelle cependant les ouvriers de Billancourt à se rendre, après le meeting de l'île Seguin, « tous à la manifestation devant l'U.I.N.M., avenue de Wagram à 10 heures ». Contrairement à l'*Echo des métallos*, les auteurs de ce tract ne paraissent pas redouter que les travailleurs, en manifestant, laissent vide l'usine et permettent aux C.R.S. de l'occuper !...

Le *Figaro* du 14 ne cache pas son inquiétude :

« CLIMAT SOCIAL : TENDANCE A L'ALOURDISSEMENT ».

L'organe bourgeois ne trouve dans la situation qu'un sujet de satisfaction :

« RENAULT : REPRISE CET APRÈS-MIDI DES DISCUSSIONS DIRECTION-SYNDICATS ».

Les regards anxieux de Michel-P. Hamelet se tournent toujours du même côté. Après avoir loué le « courage » de F.O. qui entend « respecter sa signature et ne pas laisser remettre perpétuellement en cause les accords conclus », il ajoute :

« C'est la voie de la raison. Il semble que d'autres organisations — la C.G.T. notamment — aient conscience des risques redoutables représentés par la politique du "tout ou rien" imprudemment encouragée par les apprentis sorciers. »

Même son de cloche, une fois de plus, à l'*Aurore* qui titre sur 5 colonnes à la une (c'est un fait !) :

« UN MILLION DE MÉTALLOS DÉBRAYENT AUJOURD'HUI. CE MATIN A PARIS : DÉFILÉ DE SAINT-AUGUSTIN A LA PLACE DES TERNES ».

Mais ce journal note cependant :

« Dans ces nuages sombres, une petite lueur d'espoir s'est levée du côté de Billancourt : hier soir, les grévistes du

Mans [en fait, les dirigeants C.G.T. et C.F.D.T.] ayant demandé une nouvelle entrevue à la direction, celle-ci y a consenti immédiatement » [la confusion entre Le Mans et Billancourt n'est un lapsus qu'en apparence, ou, si l'on veut, un lapsus révélateur].

L'*Humanité*, elle, ne voit pas « un million de métallos débrayer », mais seulement « des centaines de milliers de métallurgistes dans une action commune » ; ceux-ci ne méritent pas à ses yeux un titre sur 5 colonnes, mais seulement un sous-titre beaucoup plus petit, sur 3 colonnes. Enfin le bureau politique du P.C.F., dans un communiqué daté de la veille, « assure les travailleurs des différentes usines Renault de son soutien total » et « soutient AUSSI [c'est nous qui soulignons] l'action légitime des travailleurs de la métallurgie et d'autres professions ». Aucun rapport ne doit être établi entre les deux !

La veille, à 19 heures, les représentants des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont fait connaître dans une conférence de presse qu'ils demandaient une nouvelle entrevue à la direction et qu'ils ont « travaillé sur de nouvelles propositions. Les points essentiels porteront sur la grille hiérarchique, la garantie de salaire, la promotion de l'O.S.... ». Ils annoncent qu'ils feront connaître ces nouvelles propositions le vendredi matin. Pourquoi pas tout de suite ? Evidemment parce qu'elles marquent un nouveau recul, ce que laisse d'ailleurs entendre Daniel Materne, rédacteur à l'*Humanité*, qui, après avoir noté que « la direction a tout rejeté » des « propositions raisonnables, discutées avec les travailleurs, faites par les syndicats pour trouver une issue », s'interroge :

« [La direction] rejettera-t-elle celles que les syndicats du Mans formulent aujourd'hui ? »

Avons-nous reculé suffisamment pour satisfaire Dreyfus ? se demande le stalinien Materne, inquiet.

Les éléments contradictoires qui se manifestent dans « la journée d'action » du 14 : volonté de combat des travailleurs stimulés par la grève Renault et le déclenchement d'une série de nouvelles grèves au cours des derniers jours (Usinor, Berliet, grève des bus parisiens...), politique de division, de dislocation systématique des appareils dirigeants résolus à ne rien négliger pour empêcher le mouvement d'acquiescer une perspective politique unificatrice, se reflètent dans les comptes rendus de la presse du samedi 15. Alors que *l'Aurore* titre avec satisfaction :

« SUCCÈS LIMITÉ DE LA « JOURNÉE DES METALLOS »,

le *Figaro* doit constater :

« LA JOURNÉE NATIONALE D'ACTION DE LA MÉTALLURGIE (C.G.T.-C.F.D.T.) MARQUÉE PAR DES MEETINGS ET DES DÉFILÉS DANS TOUT LE PAYS (À PARIS PLUS DE 30 000 MANIFESTANTS). »

Cependant, le même jour encore, le vendredi 14, « réunis à l'appel du C.A.O. de Boulogne-Billancourt, des travailleurs de chez Renault en grève et des travailleurs de la loca-

50 000 manifestants à Paris, d'après *l'Humanité* du 15 qui, toutefois, se garde de parler dans un titre de cette manifestation, et continue à séparer rigoureusement :

« MÉTAUX : DÉBRAYAGES ET MANIFESTATIONS D'UNE AMPLEUR EXCEPTIONNELLE POUR LES 40 HEURES ET LA RETRAITE À 60 ANS »

et

« RENAULT : AUJOURD'HUI ET DEMAIN, COLLECTES DE SOLIDARITÉ DANS LA RÉGION PARISIENNE ».

Les Echos du lundi 17, tout en soutenant que « la journée revendicative du 14 mai (...) n'a pas revêtu l'ampleur attendue généralement », devront reconnaître cependant que « le fait le plus marquant de cette journée a été la manifestation organisée à Paris de la place Saint-Augustin au siège de l'U.I.N.M. »

Informations ouvrières du 19 (n° 520) pourra écrire :

« Le lundi 14 mai, à Paris, à l'occasion de la journée d'action de la métallurgie, 50 000 travailleurs se sont rassemblés. Pourtant, les directions n'avaient pas mobilisé et s'étaient refusées à faire de cette manifestation la jonction avec le combat de ceux de Renault. Mais, dans ce cadre étriqué, les travailleurs ont affirmé leur volonté de combat. »

*
**

lité approuvent le combat mené par l'Alliance ouvrière dans la grève Renault » et adoptent, à l'unanimité des 27 présents, la résolution suivante :

« La recherche de l'unité de combat des 30 000 travailleurs de Billancourt aux côtés des O.S. du Mans s'est justement exprimée par tracts, prises de parole, interventions dans les syndicats et comités de grève.

Pour :

- l'appel à la grève unitaire ;
- l'occupation de l'usine ;

— la manifestation des 30 000 de Billancourt à l'appel et derrière leurs organisations syndicales unies pour aller chercher chez Dreyfus satisfaction aux revendications ;

— l'exigence de ne reprendre le travail qu'en ayant obtenu :
satisfaction au Mans ;
paiement des heures perdues et des primes ;
reprise collective du travail.

Les participants à la réunion du C.A.O., conscients de la nécessité du renforcement de l'organisation capable de définir les intérêts de la classe ouvrière dans le combat chez Renault comme ailleurs ; conscients de la nécessité de la libre expression et de la diffusion de ces propositions de combat, considèrent que doit être condamnée et bannie l'agression dont les camarades de l'A.O., de l'A.J.S. et de l'O.C.I. ont été victimes à La Courneuve de la part de commandos dirigés par le P.C.F.

La défense intégrale et inconditionnelle de la démocratie ouvrière fait partie des armes des travailleurs contre le patronat et son gouvernement.»

SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 MAI

Au cours de ce week-end, les directions syndicales estiment manifestement le moment venu de brader la grève Renault au moindre prix pour Dreyfus. Dès le samedi 15,

l'Humanité titre, ou plutôt sous-titre (le titre, une fois de plus, porte sur les « collectes de solidarité » :

« NOUVELLES PROPOSITIONS SYNDICALES : LES NÉGOCIATIONS CONTINUENT ».

UNE CONFERENCE DE PRESSE DU SECRETAIRE GENERAL DE LA C.G.T.

Le même jour, Georges Séguy, qui assiste au congrès de l'U.D.-C.G.T. de Meurthe-et-Moselle, donne à Jarny une conférence de presse dans laquelle il doit reconnaître, selon *l'Humanité* du 17 mai qui rapporte ses paroles :

« La journée du 14 mai a eu une importance supérieure à ce que nous attendions à cause du conflit actuel chez Renault. »

Il devient donc impératif, aux yeux du secrétaire général de la C.G.T., comme à ceux, nous le verrons bien-

tôt, de la bourgeoisie, que ce « conflit actuel chez Renault » soit terminé AVANT la « journée nationale C.G.T.-C.F.D.T. » du 27 mai (qui, sans quoi, pourrait bien, et davantage encore que celle du 14, prendre « une importance supérieure à ce que nous attendons »). Aussi Séguy ne mâche-t-il pas ses mots. S'il déclare :

« La question essentielle est que le gouvernement et le patronat acceptent de négocier. Car si l'on ne veut pas régler les questions à froid, il faudra les régler à chaud »,

il s'empresse de rassurer le patronat quant à ce que, lui, Séguy, entend par « *règlement à chaud* ». La bourgeoisie et son gouvernement Pompidou-Chaban peuvent compter sur lui :

« Nous ne profiterons pas de cette journée du 27 mai pour plonger la France dans la grève générale. Nous sommes prêts à faire face à toute aventure qui amènerait le pays au désordre, car nous savons le prix que peuvent coûter à la classe ouvrière les actions irréalistes, fébriles ou romantiques. »

Ainsi, pour le secrétaire général de la C.G.T., la grève générale, c'est une « *aventure* », une « *action irréaliste* » !

Et s'il ajoute :

« A plus ou moins brève échéance, il se créera dans notre pays une situation qui ne laissera qu'un choix au gouvernement et au patronat : négocier ou aller à l'épreuve de force »,

il se hâte encore une fois de préciser :

« Mais nous croyons que le réalisme l'emportera. »

Il suffit que le patronat et le gouvernement concèdent les miettes qui permettront à l'appareil de contenir les travailleurs. Car Séguy est « *réaliste* ». Il sait qu'il ne peut être question que de miettes. Il sait qu'il ne peut être question *pour ce gouvernement* de concéder ce que la C.G.T. affirme réclamer :

« L'avancement de l'âge de la retraite et l'augmentation du taux des pensions. »

Nous ne demandons, précise Séguy, qu'« *un minimum qui réponde aux besoins élémentaires. Nous comprenons les impératifs financiers que cela suppose et nous ne revendiquons pas sans discernement* ».

Ces « *impératifs financiers* » que « *comprend* » Séguy, ce sont précisément ceux que le ministre des Finances, M. Giscard d'Estaing, définissait en ces termes, le 13 mai :

« Il est temps que la nation choisisse clairement entre la poursuite actuelle du mouvement des rémunérations avec leurs conséquences inévitables sur les prix et un effort de modération du mouvement des rémunérations. »

Le lundi 17, dans une déclaration à la télé, « *sur le ton de la causerie au coin du feu* », écrivent les *Echos* du mardi 18, il déclare :

« La hausse des prix et des rémunérations est excessive et ce déséquilibre est dû, non à l'insuffisance de la production face à la demande, mais à l'alourdissement des prix de revient, lui-même provoqué par la poussée des revendications... Une économie moderne, à l'heure actuelle, peut connaître un progrès de l'ordre de 3 %, d'un peu plus en ce qui concerne le niveau réel, c'est-à-dire le pouvoir d'achat, et ce chiffre est celui que tous ceux qui s'occupent d'économie autour de vous ou qui l'étudient à l'heure actuelle peuvent vous confirmer. »

Trois pour cent d'augmentation par an des salaires, pas davantage, voilà ce qu'exigent les « *impératifs financiers* » du régime capitaliste fondé sur le profit privé que « *comprend* » le secrétaire général de la C.G.T.

Voilà le maximum de ce que peut concéder ce gouvernement contre lequel toute lutte serait, selon Séguy, une « *aventure* ». 3 % d'augmentation des salaires, pendant que les prix augmentent de 10 %... (Bien entendu, M. Giscard parle du « *niveau réel* », mais on sait ce que parler veut dire.) La vieille antienne du « *cycle infernal* » reprise par Giscard, selon laquelle la hausse des salaires provoque la hausse des prix, ne mériterait pas qu'on la re-

lève si elle ne recevait pas l'appui du P.C.F. s'inclinant devant les « *impératifs financiers* » du profit capitaliste. Rappelons que, dans la valeur d'une marchandise, il y a le capital constant, matières premières, objets semi-fabriqués, équipements, machines ; il y a le capital variable, c'est-à-dire les salaires, et il y a la plus-value, le profit : $C + V + pv$. Lorsque les salaires (V) augmentent, le prix pourrait rester le même ou même diminuer, toutes choses égales d'ailleurs, si la plus-value diminuait. C'est là une solution évidemment contraire aux « *impératifs financiers* » du régime bourgeois.

Quant à l'« *inflation* », la hausse générale des prix, la baisse générale de la valeur des monnaies, elle est essentiellement le résultat du déficit budgétaire des Etats capitalistes, avant tout du plus puissant, celui des Etats-Unis. L'intervention de l'Etat capitaliste, sur la base de la propriété privée et pour sauver celle-ci, est, depuis soixante ans, sur une échelle toujours croissante, l'ultime recours de la bourgeoisie pour pallier les contradictions toujours plus insurmontables entre le caractère collectif, mondial, des forces productives, d'une part, et la propriété privée des moyens de production et les frontières des Etats impérialistes, de l'autre. Ces contradictions se manifestent par l'accumulation d'une quantité croissante de marchandises invendables et de capitaux « *flottants* » qui ne peuvent trouver d'investissements « *rentables* » dans la production. L'intervention des Etats bourgeois pour créer des débouchés à ces marchandises et à ces capitaux se traduit par la croissance gigantesque des arme-

ments, qui représentent aujourd'hui 15 à 20 % de la production globale des pays « *avancés* » — par la transformation, sur une échelle toujours plus vaste, des forces productives, de la capacité de l'humanité de dominer la nature pour satisfaire ses besoins, en moyens de destruction des biens et d'extermination des hommes, doués d'une puissance destructive sans bornes.

Le financement de ces armements se fait essentiellement par le déficit budgétaire, autrement dit par l'accroissement de la masse de papier-monnaie en circulation, aux dépens de la valeur de ce papier-monnaie, c'est-à-dire par le vol organisé par l'Etat capitaliste aux dépens de la masse de la population, dont les ressources consistent essentiellement en numéraire. Avec toutes sortes de raffinements, la méthode ne diffère nullement, dans son fond, de celle qu'affectionnait le premier roi bourgeois français, Philippe le Bel, qui faisait rentrer régulièrement les pièces d'or frappées à son effigie pour les rogner, et les remettre en circulation (1).

(1) Ces lignes ont été écrites avant que M. Nixon, en mettant fin à la convertibilité du dollar, ne donne en quelque sorte officiellement le départ à la crise économique mondiale, dont *la Vérité* s'occupe par ailleurs. Elles n'en ont à notre avis que plus d'actualité, au moment où le gouvernement vient de déclarer, par la bouche du ministre des Finances, qu'il tenait « *le plus grand compte de la nécessité de préserver la stabilité de notre expansion* », car « *l'intérêt des travailleurs français est et demeure présent à notre esprit* », cependant que « *la C.G.T. et la C.F.D.T. (...) n'entendent pas pour autant renoncer à leurs revendications* » (*Le Monde* daté du 27 août 1971).

Tels sont les « *impératifs financiers* » du capital, que reconnaît Séguy. Et c'est à bon droit qu'*Informations ouvrières* du 26 mai (n° 521) pourra poser la question :

« Revendiquer avec discernement, n'est-ce pas ne pas revendiquer du tout ? »

La bourgeoisie le comprend d'ailleurs parfaitement. L'organe patronal *les Echos* notera, dans son numéro du 2 mai, sous le titre :

« REJETANT LA GÉNÉRALISATION DE L'ABAISSEMENT DE L'ÂGE DE LA RETRAITE, LE GOUVERNEMENT DONNE LA PRIORITÉ A UN RELEVEMENT DES PENSIONS »,

que,

« contrairement à l'apparence, il n'y a pas véritablement, de la part des organisations syndicales les plus revendicatives sur l'abaissement de l'âge de la retraite, l'illusion de pouvoir, selon l'expression de la C.G.C. et de Force Ouvrière, tout obtenir d'un coup sans regarder à la dépense. Aussi bien la C.G.T. que la C.F.D.T. ont souligné à maintes reprises, dans leur programme de revendications, qu'elles avaient conscience de la nécessité d'étaler les mesures pour permettre une répartition progressive de leur coût... »

UNE CONCLUSION PLUS QUE REALISTE

On ne s'étonnera pas, cependant, que Séguy ait conclu sa conférence de presse du 15 mai par cette déclaration incontestablement « *réaliste* » concernant Renault :

« Je ne vois pas d'issue en dehors d'une solution négociée. Il faudrait que la direction accorde aux ouvriers spécialisés du Mans, LOCK-OUTÉS, le paiement des heures perdues. Nous demandons aussi que soient continuées les discussions sur les questions de salaires » [*les capitales sont de nous*].

Et *les Echos* concluent :

« Le dialogue (*va*) s'amorcer à partir des points sur lesquels les partenaires ont quelque chance de s'entendre. Le gouvernement a pris le parti d'entrouvrir la porte, non sans réaffirmer que, ce faisant, il réalisait un acte de réalisme en tenant compte des possibilités, mais aussi de détermination en résistant à la facilité. »

Entre le « *réalisme* » de Pompidou-Chaban-Giscard et le « *non-réalisme* » de Séguy-Bergeron-Maire, l'accord peut se faire sans beaucoup d'efforts dans le cadre du respect des « *impératifs financiers* » du capitalisme décadent. Mais les travailleurs, eux, ne peuvent s'incliner devant ces « *impératifs* », sous peine d'accepter la dégradation de leur niveau de vie, la perte de toute stabilité d'emploi, la ruine de leurs conquêtes sociales et de leurs droits acquis, d'accepter d'être privés de toute dignité et de voir leurs enfants privés de toute possibilité d'acquiescer un métier ou un emploi stable.

On n'a pas prêté l'attention qu'elle mérite à cette incroyable déclaration de Séguy. Lapsus ? Alors, lapsus révélateur. Coquille ? Nous n'y croyons pas. *L'Humanité* est un journal fort bien corrigé. D'ailleurs, il n'y a eu par la suite aucune rectification. Non, ce sont bien là les paroles mêmes qu'a prononcées le 15 mai le secrétaire de la confédération. Or les O.S. du Mans ne sont pas lock-outés. Ils sont en grève,

depuis le jeudi 29 avril. Malgré la C.G.T., ils ont voté la grève à cette date. Et, le lundi 3 mai, la C.G.T. s'est ralliée à cette grève, *qu'elle affirme soutenir depuis cette date*. Pourtant, *même au Mans*, le secrétaire général de la C.G.T. ne connaît, le 15 mai, que des O.S. « *lock-outés* » — ce qui veut dire que, dès cette date, *il accepte que les heures perdues par les O.S. du Mans en grève ne leur soient pas payées*. Nous en verrons bientôt la confirmation détaillée.

Quant à la revendication que les « *discussions sur les questions de salaire continuent* », elle revient à accepter que le travail reprenne *sans que les revendications de salaires des O.S. du Mans* (sans même parler de celles des autres travailleurs de la Régie !), *revendications que la C.G.T. affirme soutenir, soient satisfaites !*

Ces « *revendications* » de Séguy, il faut encore le souligner, sont très en deçà de celles que le propre syndicat C.G.T.-Renault du Mans *est censé défendre dans les négociations avec Dreyfus qui se déroulent AU MOMENT MEME OU PARLE SE-GUY*, sur la base des « *nouvelles propositions* » élaborées par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. du Mans dans la nuit du jeudi au vendredi, propositions très en retrait sur les revendications précédemment soutenues par eux, mais qui ne cèdent

pas encore sur tout, comme le fait Séguy.

Autrement dit, Séguy, concluant sa conférence de presse du 15 mai, tend la main à Dreyfus derrière le dos de son propre syndicat C.G.T.-Renault du Mans, dont les représentants sont, au même moment, assis avec ceux de Dreyfus à la table des négociations !

On ne peut, dans ces conditions, s'étonner du caractère que prennent ces négociations.

« Les discussions qui se poursuivent ce samedi après-midi, écrit *Joanine Roy dans le Monde qui paraît au même moment* (1), concernaient des propositions plus modérées que les jours précédents. Les délégués C.G.T. et C.F.D.T. du Mans les ont avancées en s'inspirant d'un COMPROMIS SUGGÉRÉ PAR LES CADRES C.G.C. DE LA RÉGIE [*c'est nous qui soulignons*], qui tend à revaloriser le niveau indiciaire des O.S. Ce projet n'avait pas une incidence immédiate sur les salaires des O.S., sujet qui est à l'origine du conflit. »

Ce programme incontestablement « *modéré* » ne l'est pourtant pas encore assez, on vient de le voir, pour Séguy — ni non plus pour Dreyfus, qui rompt une fois de plus les pourparlers. Ceux-ci seront repris, toujours à la demande des syndicats, le dimanche à 18 heures : la réunion, cette fois, se termine à 22 heures par un accord. Quel est le contenu de cet accord ? La presse du lendemain nous l'apprendra.

(1) Numéro daté des 16 et 17 mai.

ABONNEZ-VOUS A "LA VERITE"
C.C.P. Gérard BLOCH 606-23

LUNDI 17 MAI

« RENAULT : LA FIN DU CONFLIT EST EN VUE »,

titre avec soulagement *l'Aurore*.

Les Echos, plus réalistes, se contentent de :

« VOTE AUJOURD'HUI AU MANS SUR LA REPRISE ».

LE DOUBLE LANGAGE DES DIRIGEANTS SYNDICAUX

Quant à *l'Humanité*, elle annonce :

« LE POUVOIR A DU RECULER ».

« La direction de Renault, écrit René Andrieu dans son éditorial, a dû faire finalement un certain nombre de concessions qui, de l'avis des syndicats, représentent un succès pour les travailleurs. »

Et les syndicats C.G.T. des usines Renault déclarent :

« Les syndicats C.G.T. de l'ensemble des usines de la Régie Renault considèrent comme positif le résultat des discussions qui viennent de se conclure avec la direction. »

Quels sont ces résultats « positifs » ? Les syndicats C.G.T. les exposent comme suit :

« 1. De premières mesures de reclassement des O.S. de l'ensemble des usines se traduisent par une amélioration d'indices de 5 à 12 points, relevant la position des O.S. dans le système hiérarchique, et par une promotion particulière, à cinq ans d'ancienneté, pour les classes les plus basses. »

Commentant ces mesures, *le Monde* du lundi soir (numéro daté du 18 mai) écrit :

« Le salaire proprement dit n'est pas modifié (...) Il est difficile d'évaluer avec précision l'incidence de ces revalorisations sur la rémunération globale de l'O.S. Elle paraît inférieure à 1 %. D'après les syndicats, l'augmentation moyenne serait de 50 francs par an. »

Ces précisions, qui, selon *le Monde*, émanent des syndicats, la déclaration des syndicats C.G.T. ne les donne pas, et *l'Humanité* n'en souffle pas mot. Vis-à-vis de la bourgeoisie, les dirigeants syndicaux tiennent à souligner qu'ils ont su se montrer « réalistes ». Aux travailleurs, ils tiennent un autre langage.

Poursuivons la lecture de la déclaration des syndicats C.G.T. :

« 2. Une garantie contre les déclassements et les pertes de salaires est assurée à l'ensemble des catégories du personnel des usines Renault, à partir de dix ans d'ancienneté. C'est une première et importante disposition contre les conséquences du système actuel des rémunérations, des mutations et de l'usure physique des travailleurs. »

Commentaire du *Monde* :

« Selon les syndicats, l'ancienneté moyenne de l'O.S. est de trois ans et demi à la Régie et de cinq ans et demi au Mans. La Régie maintient le système des cotations de postes. »

Ces précisions utiles, émanant selon *le Monde* — et la C.G.T. n'a pas démenti — « des syndicats », manquent elles aussi dans le communiqué des syndicats C.G.T., et en général dans *l'Humanité*.

Le communiqué C.G.T. poursuit :

« 3. Les heures perdues seront considérées comme résultant du lock-out et indemnisées à 47 % et la prime de juillet payée intégralement... »

Commentaire du *Monde* :

« Seuls les salariés placés en *chômage technique* recevront une compensation, celle que prévoit la loi pour le chômage partiel. »

Autrement dit, contrairement à ce qu'affirme la C.G.T., Dreyfus n'a *rigoureusement rien* accordé sur ce point. Il paiera ce que la loi l'oblige à payer (et d'ailleurs, toujours conformément à la loi, la Régie sera ensuite en partie remboursée par l'Etat).

Selon le *Monde*, il n'est d'ailleurs pas question à ce moment de « 47 % » :

« Pour dix jours de chômage, indemnité d'Etat et indemnité complémentaire comprises, l'intéressé recevrait environ 140 francs. »

Le *Monde* mentionne une série d'autres points dont *l'Humanité* se garde bien de parler, ou qu'elle travestit, parce que, lorsque les travailleurs en auront connaissance, cela ne pourra que renforcer leur sentiment d'être bafoués :

« Les syndicats n'avaient pu obtenir la promesse d'une révision globale des classifications et de la grille des salaires, la direction ayant maintenu sa volonté d'attendre les résultats de la négociation engagée sur ce point dans la métallurgie, au niveau national. »

Ce que *l'Humanité*, sous la plume de Daniel Materne, présente en ces termes :

« Enfin la direction s'engage à discuter d'une grille unique des salaires dès que ce problème sera résolu au niveau natio-

nal. Les conséquences sociales et financières de ces résultats seront importantes » (! ?)

Le *Monde* ajoute encore :

« De même, elle [la direction] avait repoussé la suppression de l'abattement économique de 2 % qui frappe les usines de province, qui était une proposition transactionnelle des syndicats. »

Rien à ce sujet ni dans le communiqué des syndicats C.G.T. ni dans le reste de *l'Humanité*. Cette revendication est purement et simplement abandonnée. Rien non plus sur ce que relate ensuite le *Monde* :

« Enfin ceux-ci [les syndicats] n'ont pu relancer les négociations sur la réduction de la durée du travail et l'abaissement de l'âge de la retraite ; la Régie n'était pas allé au-delà de l'avenant qu'elle avait signé avec la C.G.T., la C.G.C. et les indépendants, le 17 février. »

Chose remarquable, C.G.T. et P.C.F. n'osent pas parler non plus de cette autre « concession » de Dreyfus, qu'on va lire, et dont ils savent trop bien qu'elle sera ressentie par les travailleurs comme un camouflet.

Pour citer encore le *Monde* :

« Des avances seront versées par la Régie :

— aux *grévistés*, qui recevront une avance de 500 F remboursable en septembre, octobre et novembre ;

— aux *travailleurs mis en chômage technique*, qui recevront une avance égale à 30 % de la perte de salaire subie, remboursable d'ici le 31 décembre 1971.

... Il n'est pas précisé si les avances seront remboursées au moyen d'heures supplémentaires. »

Venons-en maintenant au problème qui va faire rebondir le mouvement. On lit dans le communiqué des syndicats C.G.T. :

« (...) Mais la direction prétend exclure de ces dispositions [les "47 %" payés aux lock-outés et la prime de juillet] les seuls

grévistés du Mans (...) Les syndicats C.G.T. des usines Renault dénoncent la brimade que la direction prétend infliger aux grévistes du Mans. Les travailleurs de l'ensemble des usines y répondront par la solidarité massive et par une action persévérante pour que leurs camarades du Mans perçoivent la prime de juillet et pour mettre fin à l'intolérable système des amendes.»

Autrement dit, la C.G.T. recommande la reprise du travail en dépit de la « brimade » et de « l'intolérable système des amendes » que Dreyfus prétend appliquer aux grévistes du Mans. Dreyfus pourrait

d'ailleurs répliquer qu'il y a été encouragé par les propos tenus par Séguy à sa conférence de presse du samedi après-midi — à un moment où Séguy ne pouvait évidemment ignorer l'attitude de Dreyfus sur ce point. Mais, le lundi, les syndicats C.G.T.-Renault, qui redoutent à juste titre la réaction des grévistes du Mans, tout en s'efforçant de faire pression sur ceux-ci, estiment néanmoins nécessaire de tenir un autre langage que celui de leur secrétaire général confédéral, l'avant-veille...

UN COMPROMIS « ACCEPTABLE » AUX YEUX DE SYLVAIN : LES OUVRIERS LE REJETTENT

Le Monde précise d'ailleurs que

« les syndicalistes C.G.T., et notamment M. Sylvain, responsable de l'usine de Billancourt, estiment pourtant le compromis acceptable, tout en formulant des réserves ».

D'ailleurs, lundi matin, un tract C.G.T. diffusé à Billancourt fait état d'un « nouveau succès sur l'Etat-patron », et ajoute :

« Nous ne laisserons pas pénaliser les travailleurs du Mans... La C.G.T. décide de lancer une grande campagne contre les primes antigrèves. »

Cependant, un tract de l'O.C.I., de l'Alliance ouvrière et de l'A.J.S., diffusé le lundi à 7 heures du matin, oppose à la ligne de capitulation de la fraction P.C.F. qui contrôle la C.G.T. celle qui peut mener à la victoire :

NOUS, 30 000 TRAVAILLEURS DE BILLANCOURT, APPELES PAR LES
**ORGANISATIONS UNIES,
NOUS IRONS CHERCHER
NOS REVENDICATIONS AU SIEGE DE LA R.N.U.R.
AUX CHAMPS-ELYSEES**

**UNITE de tous les travailleurs
lock-outés et grévistes pour la
M A N I F E S T A T I O N**

DREYFUS provoque
DREYFUS veut se venger des travailleurs du **MANS**
DREYFUS, qui a provoqué la grève, refuse de donner satisfaction aux
ouvriers du **MANS**
DREYFUS, qui a provoqué la grève, refuse de payer intégralement le
lock-out
DREYFUS, qui a provoqué la grève, refuse de payer intégralement les
heures de grève
DREYFUS refuse de donner satisfaction aux revendications légitimes
des travailleurs de chez **RENAULT**.

La lutte des travailleurs a imposé les négociations.
Les syndicats ont négocié.

DREYFUS PROVOQUE

**MAINTENANT,
AUJOURD'HUI MEME,
CAR DEMAIN IL RISQUE D'ETRE TROP TARD.**

IL FAUT SE DONNER LES MOYENS DE GAGNER NOS REVENDICATIONS

- le paiement intégral des heures perdues par le lock-out et la grève ;
- la satisfaction aux **O.S.** du **MANS** et de toute la Régie ;
- nos revendications contre la vie chère.

Les choses sont simples.

Devant l'intransigeance de **DREYFUS** soutenu par le gouvernement de vie chère, les directions des syndicats n'ont pu obtenir la satisfaction de nos revendications.

**LES SYNDICATS UNIS
DOIVENT APPELER LUNDI,
AU MEETING DE 9 H,
LES 30 000 TRAVAILLEURS
A ALLER CHERCHER EUX-MEMES
LEURS REVENDICATIONS
AU SIEGE DE LA R.N.U.R.,
AUX CHAMPS-ELYSEES.**

MANIFESTATION

**A L'APPEL
DE NOS ORGANISATIONS
UNIES**

BILLANCOURT, le 17 mai 1971

Ce même lundi matin, les **O.S.** du Mans, en dépit des objurgations des responsables **C.G.T.** et **C.F.D.T.**, refusent de rentrer battus. Sur 5 329

O.S., 3 728 participent au vote secret ; 2 000 se prononcent pour la poursuite de la grève.

MARDI 18 MAI

Voulant mettre l'occasion à profit pour régler ses comptes avec l'une des fractions en lutte au sein de la hiérarchie de l'Église catholique, *l'Aurore* feint de nouveau de prendre au sérieux la démagogie de la C.F.D.T. et titre :

« RENAULT : LE CONFLIT REBONDIT : LES EXTRÉMISTES C.F.D.T. ONT FAIT ÉCHOUER LE COMPROMIS ».

Le Monde — qui, soutenant, au sein de la hiérarchie ecclésiastique, la fraction opposée, celle qui est liée à la C.F.D.T., peut se permettre d'y voir plus clair — est d'un avis différent :

« En fait, la ligne de démarcation ne passe pas uniquement entre la C.G.T. et la C.F.D.T., elle s'insinue à travers la masse des syndiqués et sympathisants cégétistes : que ce soit aux usines des Bâtignolles [*allusion à la grève de cette usine de Nantes le mois précédent*] ou aux usines Renault, la C.G.T. est nettement majoritaire, puisqu'elle obtient plus de 70 % des voix aux élections professionnelles. Il semble donc acquis qu'un certain nombre de cégétistes, difficile à évaluer, se soient prononcés... pour le durcissement des conflits. »

Le Monde met ici le doigt sur un phénomène particulièrement inquiétant pour la bourgeoisie et ses alliés

bureaucratiques, particulièrement important pour la fraction marxiste du mouvement ouvrier, l'O.C.I., qui lutte pour la construction du parti de classe, du parti ouvrier mondial. Un nombre croissant, non simplement de « cégétistes », mais en fait de militants du P.C.F., de ces cadres qui organisent la classe ouvrière lorsqu'elle combat, est hostile à la politique de sa direction, et se pose le problème d'une autre politique, donc inévitablement, même si eux-mêmes ne le formuleraient pas ainsi, d'une autre organisation.

C'est tout particulièrement à leur intention (même si, n'étant pas encore décidés à rompre avec l'appareil, ils hésitent à la signer) que, pour leur offrir cette perspective politique de combat contre le patronat et son gouvernement qu'ils recherchent, sur l'initiative de l'Alliance ouvrière, est mise en circulation ce jour-là, le 18 mai, à Renault-Billancourt, une *Lettre ouverte au comité intersyndical* qui recueille les signatures de nombreux travailleurs.

En voici le texte :

Nous, travailleurs de chez Renault, grévistes ou lock-outés, nous constatons que depuis 19 jours nos camarades du MANS sont en grève pour leurs justes revendications.

Nous constatons qu'à BILLANCOURT nous sommes en grève ou lock-outés depuis 12 jours.

Nos camarades du MANS ont décidé de dire, hier, à DREYFUS :

NOUS NE FAISONS PAS GREVE DEPUIS 8 JOURS POUR RIEN

NOUS, TRAVAILLEURS DE BILLANCOURT,

**NOUS N'ACCEPTONS PAS DE PERDRE UN CENTIME
SUR NOS SALAIRES ET NOS PRIMES**

**NOUS, TRAVAILLEURS DE TOUTES LES USINES RENAULT,
NOUS VOULONS QUE SATISFACTION SOIT DONNEE**

I M M E D I A T E M E N T

**A NOS CAMARADES DU MANS
ET A NOS REVENDICATIONS**

CAMARADES DE L'INTERSYNDICAL

Vous dirigez la grève,
Vous dirigez notre mouvement,
Nous ne contestons pas la responsabilité qui est la vôtre.
Vous avez négocié.
DREYFUS, dans la négociation, a bafoué les syndicats.

IL EST TEMPS D'EN FINIR

C'est pourquoi nous vous proposons qu'au meeting, vous, camarades de l'intersyndical, unis, vous soumettiez au vote des travailleurs la résolution suivante :

« A la grève de nos camarades du MANS, le patron de combat DREYFUS a répondu par le lock-out.

- la grève s'est développée,
- les négociations ont été engagées,
- DREYFUS refuse de satisfaire les revendications des travailleurs,
- DREYFUS se sent fort de l'appui sans réserve de ce gouvernement de vie chère,
- les ouvriers du MANS ont répondu non aux propositions provocatrices de DREYFUS et de son gouvernement,
- les travailleurs de BILLANCOURT approuvent leurs camarades du MANS.

Devant cette situation, les travailleurs de BILLANCOURT, grévistes et lock-outés,

- forts de leur bon droit,
 - conscients de leur juste cause,
- décident de se rendre en cortège à l'appel de leurs organisations unies, à 30 000, de BILLANCOURT au siège de la R.N.U.R., aux Champs-Élysées, pour aller eux-mêmes chercher la satisfaction de leurs revendications. »

Camarades de l'Intersyndical, ce sont les travailleurs de chez RENAULT qui sont en lutte.

C'est à eux de décider démocratiquement de toutes propositions positives pour conduire le mouvement au succès.

TRAVAILLEURS DE LA R.N.U.R.

- Signez cet appel,
- Faites-le signer.

BILLANCOURT, le 18 mai 1971

LA C.G.T. ABANDONNE LES REVENDICATIONS

Parfaitement conscients de l'attitude critique à son égard d'un nombre croissant de militants communistes, l'appareil stalinien de Marchais et Séguy sait qu'il ne peut actuellement se permettre d'aller ouvertement à l'encontre de la volonté sans équivoque des travailleurs : comme déjà le 3 mai au Mans, il lui faut donner l'impression qu'il exécute la volonté des travailleurs, pour mieux l'empêcher de se réaliser. Ce même mardi matin, un tract de la C.G.T. dénonce « l'attitude provocatrice de la direction, seule responsable du verdict des travailleurs du Mans », et approuve la position prise par ces derniers — à qui, la veille, elle recommandait la reprise du travail.

Même son de cloche dans *l'Humanité*, qui ne néglige rien pour faire oublier la position qu'elle prenait la veille. En même temps, le quotidien du P.C.F. s'emploie à minimiser davantage encore les objectifs du mouvement.

« L'unique motif de la prolongation du conflit Renault réside désormais dans la prétention de la direction d'infliger une pénalisation aux grévistes du Mans »,

C'est ce qu'écrit dans son éditorial Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T. « *L'unique motif* » : donc, en ce qui concerne les autres revendications, il ne peut être question pour Krasucki de tenter d'obtenir davantage que les concessions infimes faites par Dreyfus.

Dès que les résultats du vote du Mans ont été connus, les fédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. des métaux

ont demandé une entrevue à Dreyfus. Il n'y a pas de temps à perdre : les grèves s'étendent dans le pays, le rebondissement de la grève Renault rouvre toutes les possibilités d'un affrontement général ; il faut vite y mettre fin. Mais, écrit Daniel Materne, Dreyfus a répondu que

« *la direction ne voit pas bien à quoi pourraient aboutir de nouvelles négociations* ». Une nouvelle fois, les patrons de la firme automobile reprennent l'antienne connue : « *La Régie est allée jusqu'au bout de ses possibilités, et même au-delà.* » L'argument est très contestable. Mais il s'agit actuellement de mettre fin à une injustice, de faire en sorte que les O.S. du Mans soient dédommagés des journées perdues et perçoivent leur prime de juillet. Pour le reste, ce qui a été discuté est considéré comme acquis. »

Lignes qui se passent de commentaires. Relevons cependant que, aux yeux du journaliste du P.C.F., « *l'argument* » de Dreyfus pour rejeter toutes les revendications des ouvriers de la Régie n'est pas scandaleux, il n'est même pas faux, il est tout au plus « *contestable* ».

C'est précisément à ce moment que *le Figaro* estime opportun de monter une mise en scène à grand spectacle, dont le sens précis sera révélé le lendemain.

Le B.P. du P.C.F., dans un appel à la manifestation qu'il organise au Mur des Fédérés le 23 mai, a inséré six lignes exprimant « *sa solidarité avec les travailleurs de la Régie Renault qui luttent contre la pénalisation qui frappe les 5 500 O.S. du Mans* » (il pouvait difficilement moins faire !).

En conséquence de quoi, *le Figaro* titre :

« LE PARTI COMMUNISTE SE SOLIDARISE AVEC LES GRÉVISTES ».

Son directeur, M. Gabriel-Robinet, évoque

« le jour où, excédé, le Français n'aurait plus comme recours pour redresser une situation dont le pouvoir ne serait plus le maître qu'à faire appel à... un soldat, comme ce fut le cas dans de nombreuses démocraties dont l'autodestruction aveugle ne pouvait aboutir qu'à ce résultat... »

Les Echos, eux, gardent la tête froide et ne s'en laissent point conter. Ils critiquent, sans le nommer, l'imprudencence dont, à leurs yeux, Dreyfus fait preuve, en des termes que Séguy ne désavouerait pas :

MERCREDI 19 MAI

L'Aurore poursuit le règlement de ses comptes, par C.F.D.T. interposée, avec la « fraction de gauche » de la hiérarchie ecclésiastique.

Par parenthèse, le quotidien fondé par M. Lazurick titre sans rire :

« LA SURENCHÈRE DE LA C.F.D.T. INQUIÈTE LES AUTRES SYNDICATS ».

Deux députés U.D.R., emboîtant le pas au *Figaro*, entonnent le couplet de la « politisation de la grève », des « travailleurs français (...) décidés à ne pas se laisser diriger par une minorité communiste totalitaire ». Il s'agit, bien sûr, de contribuer à restaurer la réputation « révolutionnaire » de la direction stali-

« Sans une erreur de manœuvre, le conflit des usines Renault serait sans doute terminé aujourd'hui. »

Ils voient bien le danger, mais savent toujours sur qui il convient de compter pour y parer :

« Si le conflit devait se prolonger, il n'y a pas de doute qu'il porterait en lui un risque de plus en plus gros de contagion en raison de la résonance des luttes de Renault dans l'ensemble du corps social. Ce risque, M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., l'a souligné à sa manière en précisant que sa centrale n'avait pas l'intention de plonger la France dans une grève générale. »

En ces moments difficiles, le cœur du patronat « éclairé », tel qu'il s'épanche dans *les Echos*, et celui du secrétaire général stalinien de la C.G.T. battent à l'unisson.

nienne de la C.G.T., réputation quelque peu ternie par le vote intervenu l'avant-veille au Mans, et de permettre à Séguy de répondre, comme il l'a fait le mardi à Gérardmer :

« On ne verra jamais la C.G.T. renoncer à défendre les revendications des travailleurs sous le prétexte de ne pas troubler l'ordre du grand capital. »

Mais « l'ordre du grand capital », c'est l'ordre de M. Marcellin, du gouvernement Pompidou-Chaban, que Séguy a pourtant proclamé sans se lasser sa volonté de « ne pas troubler » — et il répète dans le même discours, sans la moindre équivoque, qu'il est résolument op-

posé à toute perspective de lutter pour le renversement révolutionnaire de l'ordre bourgeois :

« Tout le monde sait avec quelle fermeté, en mai 1968 et depuis en toutes circonstances, la C.G.T. a réagi à toute tentative d'entraîner la classe ouvrière dans de sombres aventures. Nous avons trop conscience des responsabilités qui nous incombent pour relâcher notre vigilance à cet égard. »

Ah ! si nous n'étions pas là, MM. les bourgeois qui nous critiquez !

Et Séguy conclut :

« En tant que représentants des travailleurs, nous sommes prêts à rechercher les solutions par la voie normale et constructive de la négociation. Si le gouvernement et le patronat ont réellement la volonté de détendre la situation, ils doivent le prouver en acceptant de négocier. Car, à vouloir ignorer la fièvre en cassant le thermomètre, on risque de se blesser. »

Autrement dit, Séguy répète une fois de plus : nous, dirigeants syndicaux, avons fait tout ce que nous pouvions pour aboutir à une solution « réaliste » du conflit, une solution acceptable pour le gouvernement, compatible avec sa politique ; à lui maintenant de faire un geste, sinon la vague pourrait bien passer par-dessus notre tête et la vôtre.

Les Echos apprécie la situation exactement de la même façon. Ils écrivent le 19 mai :

« Le conflit Renault en est toujours au point mort. Deux hypothèses peuvent être envisagées pour la suite de son déroulement :

● La première consisterait à trouver une solution pour la reprise des contacts entre la direction et les syndicats pour réétudier le problème du Mans. La position des syndicats à ce sujet est claire : ils demandent que la direction révise sa position sur le paiement des journées de grève et sur celui de la prime trimestrielle aux grévistes du Mans.

● La seconde hypothèse est celle d'un conflit long, conduisant à une situation grave, sans que personne, actuellement, puisse dire sur quoi elle déboucherait. »

L'invitation faite à Dreyfus de consentir aux demandes « raisonnables » des directions syndicales est parfaitement claire. Dreyfus — qui n'a pourtant, certes, pas agi sans l'accord de Pompidou et de Chaban-Delmas, et leur sert ainsi de bouc émissaire — est d'ailleurs de plus en plus critiqué dans divers milieux patronaux et jusque dans les rangs de l'U.D.R.

« Mais n'a-t-on pas été maladroit, écrit *la Nation*, en supprimant la "prime de juillet" considérée comme une prime d'assiduité et, par conséquent, comme une clause antigrevé ? On serait enclin à le croire... »

En quoi a consisté l'« erreur » de Dreyfus ? Elle est identique, quant au fond, quoique avec des conséquences à moins longue portée, à celle commise par de Gaulle lorsque, en 1963, il défia les mineurs en portant atteinte à leurs droits acquis (1), persuadé que l'appareil du P.C.F. paralyserait la réaction de ceux-ci. Le résultat, ce fut la grève générale des mineurs, qui contraignit de Gaulle à battre en retraite et vint marquer le début de la remontée de la classe ouvrière, après la défaite subie par elle en mai 1968. Dreyfus, comme avant lui de Gaulle, savait qu'il pouvait compter sur l'appui total de la fraction du P.C.F. dirigeant la C.G.T., y compris pour faire rentrer battus, « brimés », les grévistes du Mans. Séguy, on l'a vu, le lui avait garanti publiquement. Mais il a ou-

(1) Voir à ce sujet *la Vérité*, n° 524, notamment pp. 7 à 11.

blié que le P.C.F. ne dispose pas de la classe comme d'un objet lui appartenant. Il a oublié, ou n'a jamais su, ou sans doute ne peut comprendre que « *les lois de l'histoire sont plus fortes que tous les appareils bureaucratiques* ». Elles le sont cependant...

Mais que reprochent alors les pourfendeurs de « *complot communiste* » du *Figaro* et de l'U.D.R. à la direction stalinienne de la C.G.T. ? Les prendraient-ils sérieusement pour des « *révolutionnaires* » ? En aucune façon. Le problème est tout autre, et c'est le spécialiste patenté Michel-P. Hamelet qui nous l'explique dans le *Figaro* du même jour :

« M. Henri Krasucki, secrétaire de la C.G.T., est un syndicaliste averti qui sait jusqu'où il ne faut pas aller. Son article d'hier dans *l'Humanité* (...) est plein de nuances et de réticences. Solidaire, certes, des grévistes du Mans, mais cependant dépassé par eux dans cette affaire, puisqu'il déclare apprécier "*les éléments positifs des résultats de la négociation, même s'ils ne résolvent pas l'ensemble des problèmes*". M. Séguy l'avait dit avant lui et nous avons écrit, ici même, que la gravité de cette affaire exigeait que l'on parte au plus pressé : une certaine indemnisation des heures perdues, par exemple, quitte à poursuivre — tout en travaillant — le débat au fond. C'était nous en sommes persuadés, la pensée véritable de la C.G.T. ... »

L'accord, on le voit, entre patronat et bureaucrates, quant aux concessions nécessaires pour mettre fin au conflit, peut se réaliser sans peine. Le problème véritable est ailleurs. *Le Figaro* poursuit :

« Mais, en plaçant constamment la négociation sur le terrain de la lutte des classes, MM. Séguy et Krasucki... allument un feu qu'ils ne peuvent plus éteindre. Déjà, en 1968, à l'issue du "*constat*" de Grenelle, les travailleurs de la Régie Renault avaient infligé un blâme sévère

à MM. Frachon et Séguy qui constatent aujourd'hui, pour la deuxième fois, à leurs dépens et au grand dam de l'entreprise nationale, qu'on ne peut manœuvrer les salariés comme des soldats sur un champ de bataille. »

C'est parfaitement clair. Ce que reproche la bourgeoisie aux dirigeants staliniens de la C.G.T., c'est précisément le fait que les lois de l'histoire soient plus fortes que leur appareil ! C'est de ne pas avoir aboli la lutte des classes, d'être impuissants, malgré leur bonne volonté, à briser, à anéantir le mouvement fondamental de la classe ouvrière vers son émancipation, cette lave ardente que la gangue pétrifiée de l'appareil peut seulement contenir plus ou moins longtemps, mais qui finira inéluctablement par la briser en reprenant son cours !

Ce que la bourgeoisie, par la bouche de M. Michel-P. Hamelet, reproche aux dirigeants staliniens de la C.G.T., c'est d'être les dirigeants, contre-révolutionnaires certes, voués à la défense de l'ordre bourgeois sans aucun doute, mais toujours les dirigeants d'une organisation de classe édiflée par le prolétariat dans sa lutte émancipatrice et comme un instrument de cette lutte. C'est de n'avoir pu détruire la nature de classe de l'organisation syndicale qu'ils contrôlent. Car cette organisation reste, en dépit de sa direction, le cadre dans lequel les travailleurs se rassemblent sur leur terrain de classe. Et le péril subsiste, toujours plus pressant, que les travailleurs ne se ressaisissent de l'arme de classe qu'ils ont forgée, de l'organisation syndicale, et chassant les dirigeants traîtres, en fassent le bélier de leur combat pour abattre la bourgeoisie.

M. Hamelet confirme à sa manière ce que Trotsky avait démontré dès 1940 : que l'existence de syndicats de classe, non intégrés à l'Etat

bourgeois, devient toujours plus incompatible avec le maintien du régime bourgeois à l'époque de la décadence impérialiste...

JEUDI 20 MAI

« DES CONTACTS EN VUE »,

titre *l'Aurore*, qui en oublie sa guerre privée contre la C.F.D.T.

L'Humanité, cependant, ne titre plus à la une sur Renault. Un sous-titre suffit :

« Renault : qu'attend-on pour discuter ? »

« INITIATIVES MULTIPLES EN FAVEUR DE LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS »,

titre de son côté *le Figaro*.

L'Humanité ne nous parle que d'une de ces initiatives :

« Les trois fédérations des métaux réclamant des négociations immédiates. »

Elle omet cependant, avec sa modestie habituelle, d'informer ses

VENDREDI 21 MAI

Renault ne figure plus en première page de *l'Humanité* que sous l'angle exclusif de la solidarité.

« TOUJOURS L'IMPASSE ! »,
pleure *l'Aurore*.

« LES SYNDICATS ATTENDENT LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS »,

réplique *le Figaro*,

lecteurs qu'une de ses revendications les plus chères a été couronnée de succès ; M. Chaumat, député U.D.R. du Mans, en son nom et en celui de ses collègues, a été voir Dreyfus pour lui demander de négocier ! Dreyfus n'est pas pressé :

(Il) « étudie la demande des fédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de la métallurgie et fera connaître sa réponse le moment venu. »

Il faut entendre, bien entendu, qu'en sous-main, peut-être par personnes interposées, des négociations discrètes se poursuivent. Il s'agit, cette fois, de bien mettre les choses au point pour ne pas risquer un nouvel échec auprès des ouvriers.

La veille, interrogé sur la reprise des discussions, M. Ouin, secrétaire général de la Régie, avait mis le doigt sur la plaie — sur le problème qui doit, n'en doutons pas (et le silence de *l'Humanité* sur cette déclaration de M. Ouin est à nos yeux éloquent !), constituer le souci principal des plénipoten-

tiaires discrets dont nous parlions à l'instant :

« Les syndicats ont essayé de faire reprendre le travail après l'accord de dimanche dernier, qu'ils jugent positif, mais ils n'y sont pas parvenus. Que peut-on faire pour le moment ? Au Mans il y a deux mille travailleurs qui n'écourent personne, ni les syndicats ni l'opinion publique. »

Le Figaro du 21 mai écrit :

« La grande question qui se pose est de savoir si, comme le voudraient les organisations syndicales, les négociations pourront s'ouvrir immédiatement et être menées à bien pendant le week-end. Dans le cas contraire il serait inévitable que le conflit Renault se poursuive au début de la semaine prochaine alors que s'engagera l'action nationale C.G.T.-C.F.D.T. pour l'abaissement de l'âge de la retraite

et les pensions. C'est en effet lundi que doit commencer le nouveau mouvement étalé sur quatre jours.

Les responsables syndicaux, principalement ceux de la C.G.T., semblent redouter ce mélange explosif qui pourrait être utilisé par certains éléments pour conférer aux actions revendicatives actuelles un caractère étranger aux intentions de leurs auteurs. De là l'insistance des mêmes responsables pour une reprise des pourparlers dans les délais les plus brefs... La hâte des syndicats les plus influents à trouver une solution constitue un facteur favorable à la négociation. »

La « grande question » que se pose *le Figaro* recevra dans la journée sa réponse. Le même jour, à dix-huit heures, les pourparlers officiels reprennent entre les dirigeants syndicaux et la direction de la Régie.

SAMEDI 22 ET DIMANCHE 23 MAI

« RENAULT : LE RÉALISME L'EMPORTERA-T-IL ? »,

titre *l'Humanité*, qui annonce, au conditionnel, diverses concessions nouvelles de la direction.

Gérard Lemercier, délégué C.G.T. du Mans, déclare avant d'entrer en séance :

« Nous sommes décidés à aboutir dans l'intérêt des travailleurs. Il s'agit, pour nous, d'améliorer ce qui avait déjà été acquis à l'issue des discussions de dimanche [on a vu que la C.G.T. a déclaré plusieurs fois expressément le contraire], et d'infléchir la direction sur la pénalisation qu'elle veut infliger aux grévistes du Mans. »

L'accord réalisé sera connu dans la journée. Il comporte en effet quelques améliorations de « ce qui avait déjà été acquis » : de la revalorisa-

tion des coefficients — qui, toutefois, n'a aucune répercussion, rappelons-le, sur le salaire de base ; du passage des O.S. dans une classe supérieure à l'ancienneté (selon l'A.F.P., cela touche environ 800 O.S. du Mans sur 5 500) ; de la garantie de salaire en cas d'ancienneté, qui sera effective au bout de huit ans au lieu de dix (rappelons pourtant que la moyenne d'ancienneté au Mans est de l'ordre de cinq ans).

Pour minimiser que soient ces résultats, ils soulignent la signification de la position prise par la C.G.T. une semaine plus tôt, selon qui il ne pouvait être question, sous peine de faire le jeu du « complot patro-

nal », de demander davantage que ce qui était acquis à ce moment, avant de reprendre le travail. Il est clair que les considérations développées, on l'a vu, par M. Ouin et par le Figaro, ont dû peser sur les nouveaux pourparlers.

Enfin les journées perdues, y compris pour les grévistes, seront indemnisées par un versement de 250 F non remboursable ; et ils recevront l'équivalent de la prime trimestrielle de juillet, sous la forme d'un versement « spécial » forfaitaire de 200 F.

Le lendemain, dimanche 23, prenant la parole au rassemblement de 4 000 délégués de la jeunesse ouvrière et étudiante réunis à la Mutualité à l'appel de l'A.J.S., un délé-

gué de Renault met cependant l'accent sur les leçons politiques de la grève :

« La grève pose avec acuité le problème de la construction de l'avant-garde. Le dirigeant de la Régie, Ouin, s'élève contre les 2 000 O.S. du Mans qui n'écoutent ni la direction, ni les syndicats, ni le gouvernement. "Que faire ?" se demande-t-il. La direction demande aux syndicats de faire reprendre le travail sans satisfaction des revendications, au moment où la solidarité financière est un substitut au combat à engager pour aboutir. C'est le sens de notre proposition de la manifestation des 30 000 travailleurs de Billancourt au siège de la R.N.U.R. aux Champs-Élysées.

C'est contre elle que tous se prononcent : les pablistes, *Lutte ouvrière*, qui sont pour le comité central de grève après l'avoir combattu en mai 68. Mais le combat n'est pas assuré du succès. Nous disons ce qui est juste et c'est comme cela que nous avons préparé le rassemblement. »

LUNDI 24 MAI

Prévoyant que les directions syndicales ne consulteront pas les ouvriers de Billancourt sur la reprise du travail, l'Alliance ouvrière,

l'O.C.I. et l'A.J.S. diffusent un tract exigeant que ce soit les travailleurs qui décident :

DREYFUS ET LE GOUVERNEMENT SONT RESPONSABLES

- LES REVENDICATIONS DES O.S. SONT LEGITIMES.
- TOUTES LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS SONT LEGITIMES.
- DREYFUS ET LE GOUVERNEMENT REFUSENT DE DONNER SATISFACTION.

DREYFUS ET LE GOUVERNEMENT VEULENT SE VENGER

- NOUS SOMMES DES MILLIERS A AVOIR REÇU UNE PAIE AMPUTEE DES 2/3

**C'est Dreyfus et le gouvernement qui sont responsables
du lock-out, du chômage technique**

NOUS VOULONS :

**PAS UN SOU DE MOINS SUR LA PAIE
PAIEMENT INTEGRAL DU SALAIRE ET DE LA PRIME**

LE MOMENT EST VENU OU :

LES TRAVAILLEURS DOIVENT DONNER LEUR AVIS

CE SONT LES TRAVAILLEURS QUI SONT LESES

C'EST A EUX DE DECIDER

ASSEMBLEE GENERALE DANS L'ILE

**OU CHACUN POURRA S'EXPRIMER LIBREMENT
POUR FAIRE CEDER LE GOUVERNEMENT ET DREYFUS**

BILLANCOURT, le 24 mai 1971

Cependant, la C.G.T. et la C.F.D.T. diffusent le matin au Mans un tract appelant à la reprise, et, au cours du meeting qui rassemble, à 9 heures, plus de 3 000 grévistes, « *commentent favorablement les résultats des négociations* », comme l'écrira *le Monde*.

Les Echos, en partie rassurés, titrent pourtant :

« LE CLIMAT SOCIAL RESTE INCERTAIN. »

Ils exposent les motifs de leur inquiétude persistante :

« Après 25 jours de grève des O.S. du Mans, on estime généralement que le vote qui intervient aujourd'hui devrait permettre la reprise d'activité de toutes les usines de la Régie Renault (...) Ainsi donc, la semaine d'action C.G.T.-C.F.D.T. qui commence aujourd'hui pour se terminer sur un "*temps fort*" jeudi prochain pourrait, à moins de surprise, débiter par une accalmie du climat social.

Dans un climat incertain, la surprise pourrait intervenir d'abord au Mans. Les résultats non négligeables obtenus par les représentants du personnel, après sept séances et quarante heures de négociations, ont permis aux syndicats de s'engager : ils doivent se prononcer pour la reprise du travail et le vote des O.S. devrait être positif.

Mais il faut toujours craindre que le noyau le plus dur, celui constitué par les 82 O.S. de l'atelier F.F., qui sont à l'origine du conflit, résiste... »

Les craintes des *Echos* ne se réaliseront pas cette fois-ci. Après le vote intervenu au Mans le lundi après-midi, la reprise du travail se généralisera à toutes les usines de la Régie le mardi et le mercredi. Patronat et directions syndicales respirent.

Sur 4 600 votants au Mans, 3 769 votent la reprise, 962 se sont prononcés pour la poursuite de la grève.

Tout en déplorant que « *le noyau des "durs" n'ait pas été complètement réduit* », les *Echos* du mardi 25 soulignent que ce résultat est dû notamment « *aux efforts de persuasion des syndicats et de la direction de la Régie* », montrant d'ailleurs en passant que le patronat n'est nullement dupe de la démagogie de la C.F.D.T. :

« En dépit de certaines formules tranchées, tenant compte d'une partie de sa représentation, la C.F.D.T. ne s'est pas montrée, malgré l'idée généralement admise depuis plusieurs jours, "*jusqu'aboutiste*". Tout en se félicitant "*de la brèche ouverte dans le système de cotation de postes des O.S.*" et en estimant les concessions insuffisantes, M. Hubert Guedès a souligné hier au cours du meeting rassemblant les travailleurs du Mans les aspects favorables du protocole. »

Cependant, *Informations ouvrières* écrira (1) :

« Non, ni en ce qui concerne les revendications particulières des O.S. du Mans ni en ce qui concerne les revendications de tous les travailleurs de la Régie, satisfaction n'a été obtenue sur les points essentiels.

Les directions des organisations syndicales ont mis en jeu tout leur poids, utilisé la profonde compréhension qu'ont les travailleurs du rôle de leurs organisations syndicales pour arracher la reprise (...) Aussi faut-il correctement apprécier le sens du vote intervenu au

Mans. Les 970 travailleurs qui ont voté NON, on peut l'affirmer, exprimaient l'appréciation de la grande majorité des ouvriers : il ne s'agissait pas d'un "*compromis positif*", mais d'une renonciation aux justes revendications pour lesquelles ils s'étaient battus avec détermination pendant vingt-cinq jours. Mais comment combattre quand les armes de l'organisation vous sont arrachées par ceux qui en ont la charge ?

Il faut parfois reculer devant le patronat, devant le gouvernement, parce qu'ils sont les plus forts. Etait-ce le cas ? Non, Dreyfus et son gouvernement étaient sur la défensive. La combativité de ceux du Mans, amplifiée par la vague de solidarité qui avait soulevé les 100 000 travailleurs de Renault, semait la panique dans le camp adverse. Dans tout le pays, non seulement la classe ouvrière suivait avec attention ce combat qu'elle savait être le sien, mais des luttes s'engageaient — comme celle des travailleurs de la R.A.T.P. — qui prouvaient que dans tous les secteurs les travailleurs entendaient dire "*Assez*" à ce gouvernement et à ses mandataires.

Unie à travers ses organisations de classe, centralisée, la force des travailleurs de Renault était — est encore — capable de faire céder Dreyfus. C'est sur cette réalité que se fonde la politique de l'avant-garde révolutionnaire, affirmée dans les tracts de l'O.C.I. : que, avec leurs organisations unies, les 30 000 ouvriers de Renault-Billancourt aillent chercher ce qu'on leur refuse.

Là est le "*bon sens*", là est le "*réalisme*"... La question est posée avec plus de précisions que jamais : combattre ce gouvernement ou accepter toutes les conséquences de sa politique. »

LA GREVE DES CHEMINOTS

Si la bourgeoisie et les appareils ont poussé un soupir de soulagement à la suite de la reprise du travail chez Renault, ce soulagement n'a été que de courte durée. De nombreuses grèves continuaient ; le 4 juin, la grève générale de la fonction publique était marquée par des

manifestations dans diverses villes de province et le défilé à Paris de 100 000 fonctionnaires, de la place de l'Opéra au Palais-Royal ; les directions parisiennes des six fédéra-

(1) Numéro du 26 mai (n° 521).

tions de fonctionnaires engagées dans le mouvement déclaraient :

« La détermination des fonctionnaires, qui vient de s'exprimer d'éclatante façon à deux reprises, prouve leur volonté de voir le gouvernement donner satisfaction à leurs justes revendications : en finir avec le déclassé de la Fonction publique et obtenir des salaires et des pensions convenables »

et concluaient :

« Jusqu'où les fonctionnaires devront-ils aller pour obtenir satisfaction ? La réponse est au gouvernement. »

Mais, la réponse, le gouvernement l'a déjà donnée : blocage des salaires. La presse bourgeoise entreprend en même temps une campagne sur le thème classique des hausses de salaires responsables de l'inflation et du cycle infernal ; c'est ainsi que, sous le titre :

« L'EXPLOSION DES SALAIRES »,

Jean Boissonnat écrit dans *la Croix* datée des 6 et 7 juin 1971 :

« Coup sur coup, des membres du gouvernement, des dirigeants du patronat et des experts de l'O.C.D.E. viennent de tirer la sonnette d'alarme : les salaires augmentent trop vite. Le fait n'est pas particulier à la France. On l'observe dans tous les pays occidentaux et ce n'est même pas chez nous que le phénomène a pris le plus d'ampleur. L'inflation généralisée, dont l'Occident ne parvient pas à se guérir depuis maintenant trois ans, serait alimentée aujourd'hui essentiellement par les hausses de salaires... »

Cependant, le lundi 7, les fédérations de fonctionnaires se bornent à conclure :

« Fortes de l'appui manifesté par les fonctionnaires, les organisations syndicales ont, d'ores et déjà, pris les dispositions de nature à permettre les développements immédiats qu'implique la nécessaire poursuite de leur action revendicative. »

Paroles sibyllines qui signifient en fait l'interruption de l'action. Mais déjà la grève des agents des trains et contrôleurs de route de la S.N.C.F., action catégorielle mise en route par les appareils pour tenter de désamorcer l'explosion qu'ils sentent venir, va, en fait, ouvrir la voie à la grève générale des chemins de fer.

Il est caractéristique que, alors que *le Figaro* du 3 juin titre sur trois colonnes en première page :

« S.N.C.F. : MENACE D'ACTION CONFIRMÉE PAR LA C.G.T. »

et le 5 juin, toujours en première page sur trois colonnes :

« S.N.C.F. : TRAFIC TRÈS IRRÉGULIER AUJOURD'HUI SUR LES RÉSEAUX DE BANLIEUE »,

l'Humanité du 4 se contente de consacrer quelques lignes en page 7, sous le titre :

« S.N.C.F. : PERTURBATION PROBABLE »

à l'action entreprise « sous des formes diverses » par ces catégories de cheminots, formes qui « se traduiront dans un certain nombre de cas par des arrêts de travail pouvant entraîner des perturbations dans le service des trains ».

Le quotidien du P.C.F. du 5 juin consacre encore quelques lignes en page 5 sous le titre :

« S.N.C.F. : LA GRÈVE DES AGENTS DE TRAINS PROVOQUE DES PERTURBATIONS DANS LE TRAFIC »

(les « formes diverses » sont donc devenues une « grève »).

Le 7 juin, un entrefilet en page 5 annonce :

« A la suite des grèves, vendredi et samedi, des agents de trains et contrôleurs de route, le trafic est redevenu normal

dimanche. Mais les revendications sont toujours en suspens.»

Comment les arracher ? c'est ce que *l'Humanité* se garde bien de dire ; enfin, le 8 juin, un entrefilet en pied de page pour signaler :

« Quelques grèves d'agents de trains et de contrôleurs de route ont pris fin hier matin dans plusieurs gares (Paris-Est, Tours, Poitiers, Vierzon). »

L'appareil s'efforce de dissimuler le fait que, contrairement aux décisions des directions syndicales, il n'y a pas eu seulement « *action sous des formes diverses* », mais grève, et que cette grève a pris de l'ampleur, à la veille même des négociations d'ensemble avec la direction de la S.N.C.F.

La grève des cheminots, qui va poser avec une clarté absolue le problème central qui se pose à la classe ouvrière — celui de la nécessité d'une perspective politique de lutte pour le gouvernement ouvrier, perspective qui ne peut se concrétiser que si une force politique organisée suffisamment puissante se rassemble pour combattre pour cet objectif — a pour arrière-plan les conséquences de la crise historique du régime de la propriété privée des moyens de production, en l'espèce les implications de l'introduction de l'automatisation sur la garantie de l'emploi, les conditions d'existence et l'avenir des travailleurs de la S.N.C.F. Comme le rappellera *Informations ouvrières* (n° 524 du 16 juin 1971), sous le titre :

« LE RAPPORT NORA ET LA GRÈVE DES CHEMINOTS » :

« Il n'est pas inutile de rappeler, au moment où la grève des cheminots démontre une fois de plus que les travailleurs de ce pays n'accepteront pas les plans anti-ouvriers de la bourgeoisie,

quelles dispositions l'Etat bourgeois a prévues depuis des années pour "rentabiliser" la S.N.C.F. sur le dos des travailleurs.

C'est la fameuse annexe S.N.C.F. au rapport Nora de mai 1967 qui, au moment même où de Gaulle faisait voter ses ordonnances anti-ouvrières, donnait le cadre d'une "réforme" de la S.N.C.F. où la bourgeoisie indiquait que, pour 1972, il lui fallait en finir avec ce déficit et équilibrer financièrement le chemin de fer laissé en concurrence totale avec les autres moyens de transport aux mains des capitalistes.

Quant aux moyens nécessaires, l'annexe au rapport Nora les prévoyait très clairement :

"Actuellement rivée à l'Etat par toutes les attaches possibles, la S.N.C.F. est actuellement entravée pour entreprendre les mutations nécessaires : suppression de nombreux services déficitaires, réorganisation profonde de certaines branches d'activité et en définitive réduction importante des effectifs corrélativement à une augmentation régulière de la production."

Et le rapport Lacarrière de septembre 1968 confirme :

"Les entreprises de transport doivent devenir autonomes financièrement et maîtresses de leur gestion. En conséquence, les réseaux de chemins de fer devront avoir établi leur équilibre financier au plus tard le 31 décembre 1972. L'entreprise ferroviaire pourrait, à partir de ce moment, lutter à armes égales avec la concurrence routière."

Mais à quel prix ? Par la suppression massive des lignes secondaires non rentables et la suppression en conséquence de milliers d'emplois de cheminots. Déjà l'annexe au rapport Nora se félicitait de "la suppression de 5 000 services voyageurs omnibus ferroviaires", ajoutant qu'il "paraît cependant indispensable de poursuivre les efforts dans cette voie, non seulement par fermeture de petites lignes mais aussi par suppression de services omnibus sur les grandes lignes". Suppression d'emplois également par le regroupement et la centralisation des ateliers et gares de triage, par l'introduction de l'automatisation dans la manutention et le transport lui-même.

L'application de ces mesures, une fois passée la grève générale de mai-juin, devait se poursuivre. En mai 1970, le conseil d'administration de la S.N.C.F. rend public le rapport de l'exercice 1969 où l'on peut lire avec quel cynisme les grands commis de l'Etat se félicitent de la facilité avec laquelle ils aboutissent, apparemment, à l'application des plans de la bourgeoisie. Le rapport explique en effet :

"En particulier, la production par agent à l'effectif illustre de manière remarquable, à la fois, la qualité du travail des cheminots, à tous les niveaux de la hiérarchie, et l'efficacité des mesures de modernisation et de rationalisation de l'exploitation ; elle est, en effet, indissociable de LA RÉDUCTION DES EFFECTIFS (souligné par nous) qui, malgré la progression du trafic et la réduction de la durée du travail hebdomadaire, a pu être poursuivie sensiblement au même rythme que les deux années précédentes et s'est ainsi traduite par une nouvelle diminution de plus de 12 000 agents."

C'est clair, net et précis. Par an, ce sont autant de cheminots qui doivent perdre leur emploi ainsi que les garanties arrachées par les travailleurs de ce secteur extrêmement combattifs. Jusqu'à présent, la bourgeoisie a commencé à s'y attaquer indirectement en créant toute une série de sociétés mixtes, avec participation de capitaux privés où les cheminots devront perdre rapidement tous les acquis de leur statut.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre tous les efforts du gouvernement pour faire accepter aux dirigeants des organisations syndicales les mesures qu'il doit impérativement appliquer à la S.N.C.F. comme partout ailleurs. C'est, dès le lendemain de la grève générale de mai-juin 1968, la signature de l'accord-cadre du 11 juillet sur les "prolongements sociaux de la modernisation" entre la S.N.C.F. et l'ensemble des directions syndicales. C'est le 11 janvier 1971, la signature entre la direction de la S.N.C.F. et toutes les organisations syndicales d'un accord sur les salaires où les dirigeants s'alignent complètement sur la "politique des revenus", c'est-à-dire des bas salaires et de vie chère imposée par le gouvernement. »

Il n'en ira pas autrement pour la grève des conducteurs de la R.A.T.P. au mois d'octobre, qui a pour arrière-plan la menace de déqualification et de suppression d'emplois que l'automatisation des rames de métro, déjà réalisée sur deux lignes, fait peser sur cette catégorie de travailleurs. Chaque mouvement de grande ampleur qui se déclenche aujourd'hui a pour cause fondamentale le refus des travailleurs de payer les conséquences de l'aggravation de la crise historique du mode de production capitaliste sur leur niveau de vie et leurs conditions de travail — ce qui ne veut naturellement pas dire que les revendications spécifiques sur lesquelles chacun de ces mouvements s'engage n'ont pas leur place et leur signification.

**

Dès le 8 juin, *le Figaro* comprend parfaitement qu'un conflit est possible.

« S.N.C.F. : ENTREVUE DÉCISIVE DIRECTION-SYNDICATS DEMAIN ».

titre-t-il.

« La C.G.T. menace de déclencher une grève nationale si des négociations ne s'engagent pas sur les salaires. »

Et il ajoute non sans mélancolie :

« Après les mouvements qui ont marqué les dernières semaines (retraites, Fonction publique, SNCF), la détente sociale reste incertaine. Tout se passe comme si, une fois franchi ce cap difficile, on retombait presque aussitôt sur d'autres problèmes motivant une nouvelle agitation... La direction de la S.N.C.F. doit en effet rencontrer dans la journée les représentants des différentes organisations de cheminots. Il s'agit d'une "table ronde" qui était prévue avant que ne se dessine la

nouvelle menace de grève, bien que la date de sa tenue ait été quelque peu avancée... Il ne fait aucun doute que les porte-parole syndicaux saisiront l'occasion pour porter sur le tapis la question des salaires.»

L'Humanité, cependant, attend le 9 juin pour parler de la rencontre syndicats-direction qui a lieu le jour même à 15 heures.

Elle titre :

« S.N.C.F. : POUSSÉE DE MÉCONTENTEMENT CONTRE LA HAUSSE DES PRIX »,

et informe ses lecteurs que l'ensemble des syndicats s'est mis d'accord pour demander que, puisque la hausse des prix est plus rapide que prévu, l'accord de décembre 1970 soit « modifié » — *L'Humanité* n'indique pas en quoi, mais *le Monde* daté du 10 juin précise que les syndicats demandent que le relèvement de 1 % prévu pour le 1^{er} septembre soit avancé, et que le taux de majoration des salaires soit réévalué, la C.F.D.T. précisant : porté de 6 % à 7 % — et en outre qu'une « prime de vacances » porte la « gratification d'exploitation » [« qui va de 80 F pour le personnel d'exploitation à 1 500 F pour les cadres supérieurs hors statut », précise *le Monde*, pas *L'Humanité* !] à un minimum de 300 F pour tout le monde.

Les responsables de la fédération des cheminots C.G.T. déclarent, à l'organe central du P.C.F. :

« Il est évident, si l'on en croit les informations qui nous viennent de nos syndicats, que les cheminots ne sont pas décidés à laisser traîner les choses. Le climat est à l'action. C'est pourquoi notre conseil national du 12 mai parlait déjà d'« action d'ampleur nationale » ; si la direction de la S.N.C.F. et le gouvernement refusent de faire droit aux revendications, ils porteront la responsabilité d'une action qui deviendra inévitable.»

En fait, la direction S.N.C.F. accepte seulement d'avancer au 1^{er} juillet le 1 % d'augmentation prévu pour le 1^{er} septembre, tout en reculant au 1^{er} décembre les 2 % prévus pour le 1^{er} novembre, de manière que la « masse salariale » reste intacte. Un refus catégorique est opposé à la demande de prime de vacances (ce que demandent les syndicats n'est d'ailleurs pas 300 F, comme l'écrira la presse, mais au maximum, comme on vient de le voir, de 220 F). Le soir du mercredi 9, le bureau de la fédération C.G.T. des cheminots

« souligne la nécessité accrue d'une action d'ampleur nationale. Il demande à tous les militants d'organiser dans l'unité la protestation des cheminots en fonction des possibilités locales. La fédération C.G.T. mettra tout en œuvre pour réaliser l'accord des fédérations en vue de coordonner l'action au plan national.»

Dès le soir du 9 juin, le dépôt d'Avignon est en grève à partir de 20 heures. Dans la journée du 10, la grève s'étendra, paralysant tout le réseau S.N.C.F. dès le samedi 12.

Mais *L'Humanité* des jours suivants se gardera bien d'informer ses lecteurs des résultats de l'effort de la C.G.T. pour « coordonner l'action au plan national ».

C'est l'organe de la C.F.D.T., *Syndicalisme*, du 17 juin, qui rappelle ce qu'un tract commun C.G.T.-C.F.D.T. du 12 a déjà écrit :

« Après neuf heures de discussion, le vendredi 11 juin, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. ont estimé que les propositions de la direction étaient insuffisantes et ont réaffirmé leur souci de coordonner l'action dans l'intérêt de l'ensemble des cheminots.»

Ce « *souci de coordonner l'action* » se manifestera par le refus des fédérations C.G.T. et C.F.D.T. (que suivent 80 % des cheminots) de donner l'ordre de grève, même alors que la grève sera totale — en un mot, leur refus de remplir leur fonction de syndicats, qui est d'exécuter, sous forme organisée, « *coordonnée au plan national* », la volonté des travailleurs. Les bavardages de la fédération C.G.T. sur la nécessité d'une « *action nationale* » permettront à la presse bourgeoise, au *Figaro* notamment, de dénoncer avant le 9 juin les « *menaces d'action* » de la C.G.T. Elles ne se concrétiseront pas autrement. Et les *Echos* sont une fois de plus clairvoyants — ce n'est, il est vrai, pas très difficile de déterminer les intentions de l'appareil stalinien, et les *Echos* s'adressent à un public pour lequel ils n'ont aucune raison de farder la vérité — en écrivant dès le vendredi 11 juin :

« Le conflit qui vient de s'engager à la S.N.C.F. semble devoir être beaucoup plus grave qu'on ne le pensait généralement (...) Tandis que la perturbation du réseau S.N.C.F. s'étendait, la direction de la Société nationale proposait hier aux syndicats un nouveau rendez-vous pour ce matin 9 heures. A ce geste de bonne volonté répondaient de la part des organisations de salariés des efforts pour présenter de nouvelles suggestions. La plus importante consisterait à avancer la majoration de septembre au 1^{er} juillet, mais de la porter à 2 % au lieu de 1 %. Des deux côtés, on ne semble pas tenir à ce que le conflit se prolonge trop longtemps. »

Cependant s'engage entre le Premier ministre Chaban-Delmas et le secrétaire général de la C.G.T., Georges Séguy, un dialogue de sourds qui s'entendent fort bien.

Le jeudi 10, Chaban-Delmas, tenant une conférence de presse, tout en invitant ses auditeurs à se garder de toute « *panique* », dénonce le danger des hausses de salaires « *exagérées* » et déclare :

« Les tentatives présentes (...) ont d'autres objectifs que la protection du pouvoir d'achat. »

Il accuse ainsi la direction stalinienne de la C.G.T. de pousser à la grève avec des arrière-pensées politiques dirigées contre le gouvernement..., c'est-à-dire très exactement le contraire de ce qu'elle fait.

Le même jour, selon le *Figaro* (*l'Humanité* n'en dit rien), Séguy déclare à La Rochelle :

« Que le gouvernement ne s'avise pas de sévir contre les cheminots, sinon il verra l'ensemble des travailleurs se dresser contre lui. »

Le même 11 juin, au contraire, l'éditorialiste de *l'Humanité*, Jacques Kahn, souligne la bonne volonté de la fraction stalinienne qui dirige la C.G.T. :

« Les semeurs de panique ne sont pas où Chaban-Delmas les situe. Au lieu de répondre à côté du sujet, il ferait mieux d'accepter des négociations sérieuses à la S.N.C.F. Comme il aurait mieux fait de négocier en temps utile avec les salariés de la régie Renault. »

On ne saurait mieux dire que la direction de la C.G.T. se propose d'appliquer la même tactique que naguère chez Renault.

Le vendredi 11, le *Figaro* écrit :

« On peut répondre que les grèves sporadiques actuelles sont l'effet d'un mécontentement spontané de la "base". Mais alors se pose un autre problème : celui de l'autorité du mouvement syndical contraint, par des pressions venues

de ses propres rangs, de renier sa signature.

Il devient donc impossible d'éviter la question : dans quel dessein tout ce charivari qui lèse gravement la bonne marche nécessaire d'un grand service public ?

S'agit-il simplement d'influencer le cours des négociations qui doivent reprendre ce matin auprès de la direction de la S.N.C.F. ? Ou bien, au-delà des objectifs avoués, s'agit-il pour les syndicats — certains d'entre eux, comme dit le Premier ministre — de placer le conflit dans une plus vaste stratégie politique ? La bonne foi, de toute façon, se trouve trahie. »

Autrement dit, l'appareil se trouve sommé par la bourgeoisie d'honorer l'accord qui l'engage à sauver le gouvernement chancelant en rappelant la base à la « raison » de l'ordre bourgeois. Quatre mois plus tard, la direction stalinienne de la C.G.T., face à la grève des conducteurs de la R.A.T.P., donnera une nouvelle preuve éclatante de sa « bonne foi » en prenant ouvertement une position de briseur de grève, après avoir épuisé les autres possibilités. Face aux cheminots, elle parviendra au même résultat par des méthodes relativement moins coûteuses pour elle.

Dès le lendemain 12 juin, *le Figaro*, tout en louant fort la fédération F.O. des cheminots d'avoir « réaffirmé sa volonté de respecter la signature qu'elle a donnée en janvier 1971 », enregistre le démenti de Séguy qui, la veille, à Bordeaux, a nié avoir jamais voulu parler de grève générale, et « l'élément d'apaisement » que constitue ce discours de Bordeaux dont *l'Humanité* publie en première page ce passage :

« Le Premier ministre cherche une mauvaise querelle aux cheminots. Tout aurait dû être négocié calmement depuis

plus d'un mois. A quoi bon laisser se prolonger un conflit qui devra de toute façon trouver une solution négociée ? »

Si la grève continue, c'est parce que sont « insuffisantes » les « concessions » de la direction — l'avance au 1^{er} juillet de l'augmentation de 1 % prévue pour le 1^{er} septembre, dont *l'Humanité* prend acte en omettant de rappeler qu'elle serait payée grâce au recul au 1^{er} décembre de l'augmentation de 2 %, de telle sorte que la « masse salariale » reste inchangée. L'organe du P.C.F. se rallie en fait à ce blocage des salaires que signifie la notion de « masse salariale inchangée », demandant pourquoi la direction est demeurée « intraitable » sur la transformation de la « gratification d'exploitation » en prime de vacances, alors qu'il s'agit là pourtant d'un point qui se situe « hors masse salariale » !

Le lundi 14, *les Echos* pourront écrire avec satisfaction :

« Remarquons que les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. qui regroupent quelque 80 % des personnels de la S.N.C.F. (...) n'ont pas lancé le mot d'ordre de grève nationale. En ce qui concerne les revendications, on sait que la direction a proposé (...) d'avancer au 1^{er} juillet l'augmentation de salaires prévue pour le 1^{er} septembre. Sur ce point, la C.G.T. semble satisfaite sans le dire (...). »

La veille cependant, dimanche 13 juin, une déclaration du Bureau politique de l'O.C.I. (I), sous le titre :

« LES TRAVAILLEURS LE SAVENT. IL FAUT EN FINIR AVEC CE GOUVERNEMENT »,

(1) Voir le texte complet de cette déclaration dans *la Vérité*, n° 553, pp. 156-157.

avait ouvert la perspective politique susceptible d'assurer la victoire :

« Contre le gouvernement Pompidou-Chaban qui centralise l'offensive du Capital, il faut unir, centraliser la riposte de la base.

La base est prête : donc, il faut permettre à la base de pouvoir s'exprimer, décider, centraliser.

C'est le rôle et le devoir des syndicats. Pour cela : les dirigeants doivent en premier lieu prendre leurs responsabilités.

CHEZ LES CHEMINOTS LES DIRIGEANTS DES FÉDÉRATIONS DOIVENT DONNER CLAIREMENT L'ORDRE DE GREVE GÉNÉRALE

C'est là l'exigence de la base !

En second lieu : c'est diviser la grève des cheminots que de dire seulement : *"Les décisions seront prises par dépôts, par ateliers et bureaux."*

Ce sont tous les cheminots, de tous les dépôts, de tous les bureaux, de TOUTES les gares qui sont en grève.

Il faut donc que tous les cheminots, de tous les dépôts, de tous les bureaux, puissent décider.

COMMENT ?

Cela est simple. L'expérience des luttes ouvrières l'a appris à tous.

Il faut que dans chaque dépôt et bureau soient élus des comités de grève.

Il faut que par régions soient convoquées des assemblées des comités de grève.

Il faut que les négociations avec la direction de la S.N.C.F. et le gouvernement soient conduites conjointement par les dirigeants des fédérations et les représentants élus des comités de grève.

Il faut que la décision finale soit conjointement prise par les fédérations et le comité central et national des délégués élus des comités de grève.

Voilà comment les cheminots consultés démocratiquement à la base pourront centraliser, à partir de la base, la riposte unie de la classe ouvrière.

LES CHOSES SONT SIMPLES

Pour arracher les revendications, les cheminots de la base doivent participer aux négociations.

Comment ? Le 16 juin, les négociations reprennent.

Les dirigeants des fédérations, les comités de grève locaux et régionaux doivent appeler les centaines de milliers de cheminots à manifester.

A Paris, devant le siège de la direction de la S.N.C.F., 88, rue Saint-Lazare.

En province, devant les directions régionales. »

Chose remarquable ! Contrairement à leur attitude dans la grève Renault, dont nous avons examiné en détail la signification, les spécialistes des comités de grève démocratiquement élus qui siègent à *Rouge* et à *Lutte ouvrière* se sont gardés cette fois d'appeler à l'élection démocratique de comités de grève, aux assemblées régionales de comités de grève, à la formation d'un comité central national de grève formé de délégués élus des comités de grève locaux. Contrairement à ce qui était le cas chez Renault, les cheminots, eux, sont en grève totale. Ces mots d'ordre signifient ici la possibilité pour les cheminots de centraliser leur mouvement, de le concentrer contre le gouvernement. Est-ce pour cette raison que les centristes s'abstiennent de les lancer ?

Le dimanche 13, cependant, Séguéy déclare encore au cours d'un meeting organisé par l'U.D.-C.G.T. de Lot-et-Garonne :

« Il est vain de chercher dans les déclarations du secrétaire général de la C.G.T. on ne sait quelle incitation à la modération, pour ne pas dire au renoncement, qui contredirait la juste et ferme attitude des fédérations de cheminots C.G.T. et C.F.D.T. L'issue de ce conflit est dans la négociation... »

La situation demeure sans changement essentiel jusqu'au mercredi 16, date fixée pour la nouvelle entrevue

entre syndicats et direction de la S.N.C.F.

« ENTREVUE DÉCISIVE CET APRÈS-MIDI »,

titre *l'Humanité* qui, en sous-titre beaucoup plus petit, indique :

« Manifestation ce matin de la gare du Nord à la gare Saint-Lazare. »

Les Echos constateront le lendemain :

« Les cheminots grévistes de la région parisienne ont largement participé à la marche gare du Nord - gare Saint-Lazare... »

Le nombre des manifestants est évalué selon ce journal de 25 000 à 30 000 sur un total de 50 000 employés de la S.N.C.F. dans la région parisienne (*l'Humanité* du même jour n'en annonce que 20 000). Les cheminots veulent se battre jusqu'à la victoire...

Mais le même article de l'organe patronal souligne que l'attitude des négociateurs C.G.T. et C.F.D.T. est bien différente. Avant d'aller siéger, ceux-ci déclarent bien :

« Nous ne discuterons pas à perte de vue si aucune ouverture ne se présente rapidement au sujet de nos revendications. »

(Or) « la négociation d'hier après-midi avait été prévue uniquement, selon la direction de la S.N.C.F., en vue du renouvellement de l'accord-cadre sur les prolongements sociaux de la modernisation. La C.G.T. et la C.F.D.T. axant leur revendication prioritaire sur l'octroi d'une prime de vacances (minimum 300 F au lieu des 70 F de gratification d'exploitation), on pouvait éventuellement s'attendre que les deux syndicats quittent rapidement la réunion. Il n'en a rien été. Les discussions se sont poursuivies sans interruption jusqu'à 19 heures et devaient reprendre à 21 heures (...) Le bureau confédéral de la C.G.T. a lancé hier un appel du pied au gouvernement pour sortir de l'impasse. Dans un communiqué, il déclare en effet : "La parole est au

gouvernement. Il aurait mieux valu pour tout le monde qu'il autorise la direction de la S.N.C.F. à rechercher une solution équitable au conflit, et il est encore temps d'aboutir à un règlement acceptable pour les deux parties." Cet appel sera peut-être entendu, puisque M. Chabant, ministre des Transports, a indiqué hier, en conseil des Ministres, que, à l'issue des négociations actuelles et si le besoin s'en faisait sentir, le gouvernement ferait connaître sa position. »

Dès le jeudi matin, cependant, Chaban-Delmas a répondu par une fin de non-recevoir aux fédérations C.G.T. et C.F.D.T. qui leur ont demandé audience :

« Il n'est pas question que le gouvernement se substitue en quoi que ce soit à la direction de la S.N.C.F. pour mener des discussions avec les organisations syndicales. »

Ce qui signifie qu'aucune concession réelle ne sera faite, la direction de la S.N.C.F. ne pouvant dépasser la « masse salariale » fixée. Tout concession réelle aux travailleurs met en cause l'ensemble de la politique et l'existence même du gouvernement Pompidou-Chaban.

Les négociations qui se poursuivent toute la journée du jeudi entre syndicats et direction de la S.N.C.F. donnent lieu à de grandes manœuvres.

Au début de l'après-midi, le directeur général Guibert reçoit seuls les délégués de la C.G.T. et de la C.F.D.T., à la suite de quoi ceux-ci déclarent :

« Nous entrons dans le vif du sujet et la solution pourrait être envisagée cet après-midi. Mais il apparaît que les difficultés résultent de l'attitude des autres syndicats. »

Les « autres syndicats » représentent, rappelons-le, 20 % des chemi-

nots, et *le Figaro* les félicite de ne pouvoir

« accepter que l'on remette en cause les crédits de 1971, respectant ainsi les termes de l'accord qu'ils avaient signé, comme la C.G.T. et la C.F.D.T., d'ailleurs, au début de l'année. »

Les pourparlers se poursuivent en vain jusqu'à minuit. Le lendemain matin, vendredi 19, au cours d'une conférence de presse C.G.T.-C.F.D.T., André Argalon (C.G.T.) déclare :

« Tenant compte des difficultés que provoque ce conflit à l'économie et à la S.N.C.F., nous avons multiplié les efforts pour parvenir à une solution, nous avançant même parfois beaucoup.

Puisque la direction faisait une question de principe de ne pas modifier la "gratification d'exploitation" de 1971, payable en juin, et qu'un aménagement est envisagé pour 1972 (les 300 francs minimum étaient pratiquement acquis), nous avons proposé qu'une partie de cette gratification 1972 soit versée en juin 1971. Par un jeu d'écritures, intervenant sur la prime de fin d'année 1971, cette avance était possible.

Les représentants des cinq fédérations se sont opposés à ce qu'on touche à cette prime de fin d'année, privant ainsi, par la même occasion, leurs adhérents, aussi bien que les nôtres, de recevoir dès ce mois de juin une prime de 300 francs. Pour ne pas mettre ces organisations "à découvert", la direction, initialement favorable à cette "opération-relais" qui permettrait une solution susceptible de sortir de l'impasse, a finalement tout refusé. »

Quoi qu'il en soit du prétexte adopté par celle-ci, il est clair que la direction n'avait aucune raison de faire la moindre concession à des dirigeants syndicaux qui « s'avançaient beaucoup », et dont on pouvait donc attendre sans risque d'erreur qu'ils s'avancent davantage encore...

Les Echos du lundi 21 juin relèveront que si, selon Argalon,

« il eût suffi d'un moindre effort pour que le conflit soit réglé et que le trafic puisse reprendre »,

« tel n'est pas du tout l'avis de la direction, qui estime que l'attribution de cette prime de vacances dès cette année ne pouvait être supportable pour l'équilibre financier de la société. »

Et le ministre des Transports, Chaman, apportera à la tribune de l'Assemblée l'appui total du gouvernement au refus de la direction de la S.N.C.F. Selon *le Monde* du 19 juin, d'ailleurs, ce qu'avait accepté un moment la direction S.N.C.F., c'était seulement

« un complément provisionnel qui serait payé en juin de manière à assurer à tous les cheminots une gratification minimale de 125 F, laquelle ferait l'objet d'une récupération par tiers à partir de juillet » (souligné par nous).

Ce n'est pas s'avancer beaucoup que de supposer que les délégués C.G.T. et C.F.D.T. s'étaient « avancés » jusqu'au point d'accepter cette « concession » comme satisfaisante.

« Mais la direction a retiré cette proposition, compte tenu des observations syndicales qui la trouvaient insuffisante » (les cinq fédérations hostiles à la grève).

Quoi qu'il en soit, c'est là un épisode mineur. A partir du moment où C.G.T. et C.F.D.T. se situaient dans le cadre « des difficultés que provoque ce conflit à l'économie et à la S.N.C.F. », donc dans le cadre des difficultés de l'économie capitaliste, toute concession réelle aux aspirations des travailleurs était exclue.

L'épisode qui va suivre est au contraire d'une importance décisive, et va mettre en lumière les déterminations fondamentales de la lutte des classes en France dans cette pé-

riode, au centre desquelles se situe le problème du pouvoir.

A la suite de l'échec des pourparlers du jeudi, et du renvoi d'une négociation ultérieure au mercredi 23, les votes qui sont intervenus dans les dépôts S.N.C.F. ont montré que la combativité des cheminots était intacte.

« Les cheminots C.G.T. et C.F.D.T. qui se sont mis en grève les 9 et 10 juin ont décidé, dans la plupart des centres ferroviaires, de poursuivre leur action revendicative »,

écrit *le Monde* daté des 20-21 juin.

« Les syndicats intéressés cachent leur dépit sous le couvert de la volonté de la "base", qu'ils savent bien cependant infléchir à l'occasion (...) »,

écrit *le Figaro* du samedi 19.

De fait, le communiqué commun des fédérations C.G.T. et C.F.D.T. que publie *l'Humanité* du même jour montre que celles-ci ont effectivement l'intention d'« infléchir » la volonté de la base, que leur devoir de dirigeants syndicaux serait d'accomplir :

« Les résultats des consultations organisées dans la plupart des centres importants ont abouti à des décisions de reconduction de l'action, généralement de 24 heures, en vue d'une réflexion plus approfondie. Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. réaffirment leur volonté de négocier à tout moment pour aboutir à une solution conforme à la volonté de la majorité des cheminots. »

Les directions C.G.T. et C.F.D.T. se sont bien gardées de répondre à l'appel lancé par le syndicat Force ouvrière des cheminots de Nantes, sous le titre :

« CHACUN DOIT PRENDRE SES RESPONSABILITÉS » ;

« Dans la quasi-totalité des centres, le travail a cessé. Face à cette situation, le syndicat C.G.T.-F.O. de Nantes a pris ses responsabilités en appelant à la grève.

La fédération C.G.T.-F.O. des cheminots doit appeler à la grève.

Les autres fédérations doivent appeler à la grève. »

Les directions syndicales ne peuvent encore obtenir des cheminots qu'ils votent la reprise du travail. Elles s'efforcent cependant de leur faire limiter à 24 heures la décision de prolonger la grève, et les incite à la « réflexion ».

Cette « réflexion », les directions C.G.T. et C.F.D.T. vont se charger de la susciter à leur manière, en abattant leur atout maître : la question du gouvernement.

Alors que *l'Humanité*, le samedi 19 encore, expliquait que, étant donné le caractère minime des revendications des cheminots, un accord pouvait aisément être réalisé dans le cadre du gouvernement existant, le samedi soir, dans un communiqué commun, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. déclarent :

« Le niveau élevé de combativité qui se manifeste dans de nombreux centres importants témoigne de la profondeur du mécontentement des cheminots qui est à l'origine des actions en cours (...) »

D'un examen plus approfondi de la situation et après une ultime tentative auprès de la S.N.C.F., il ressort que, en dépit de cette combativité qui s'exprime dans certaines consultations de cheminots en grève, la direction refuse d'aller au-delà des concessions acquises dont l'effet n'est pas immédiat. De surcroît, le renforcement des actions au plan national, seul capable de faire céder le gouvernement, n'est, pour le moment, pas envisageable. Cette appréciation tient compte d'un contexte politique général.

Dans ces conditions, les fédérations C.G.T. et C.F.D.T., conscientes de leurs responsabilités et soucieuses de continuer

à assurer la coordination indispensable et de préserver à tous les niveaux la cohésion qui s'est manifestée depuis le début des actions, demandent à leurs militants de faire connaître ensemble aux cheminots en grève leur analyse commune.»

En clair, les dirigeants syndicaux déclarent : le gouvernement ne veut pas accorder les revendications. Seul, un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière pourrait l'abattre. Un tel mouvement, dans le « *contexte politique* » qui rend le régime terriblement fragile, mettrait en danger l'ordre bourgeois, dont nous sommes les garants. Donc, il faut abandonner les revendications dont la satisfaction est devenue incompatible avec le maintien de l'ordre bourgeois.

Les cadres syndicaux des dépôts de cheminots, notamment à Avignon, d'où la grève est partie, sont en majorité des militants du P.C.F. En dépit de la politique de leur parti, ils ont déclenché la grève ; en dépit du langage temporisateur de *l'Humanité*, et du refus de la fédération C.G.T. des cheminots, comme des autres fédérations, de donner l'ordre de grève, ils ont, devant le rejet des revendications par la direction S.N.C.F., voté à plusieurs reprises la poursuite de la grève.

Maintenant que la direction de leur parti leur dit : pour vaincre, il faut abattre le gouvernement, ce dont il ne peut être question dans le « *contexte politique général* », ils vont, soit le lundi 21, soit pour certains dépôts le mardi 22, voter la reprise qui se généralise le 23 juin. Faute d'une perspective alternative sur la question du gouvernement, ils ne voient pas d'autre issue.

Cette perspective, celle du gouvernement ouvrier, du gouvernement des organisations ouvrières unies rompant avec la bourgeoisie, ils ne pourront s'en saisir que si elle se concrétise par la construction d'une force politique luttant pour cet objectif.

Les problèmes fondamentaux qui, dans la grève Renault, s'étaient posés à travers la complication d'une série de problèmes particuliers, se retrouvent à l'état chimiquement pur dans la grève des cheminots.

La réponse aux problèmes que pose la grève des cheminots, le 17^e congrès de l'O.C.I. l'avait donnée à la Pentecôte, une semaine avant le début de cette grève, en décidant de convoquer pour les 4 et 5 décembre, à Paris, une conférence nationale de délégués pour le gouvernement ouvrier.

Pour aider le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale,

**SOUSCRIVEZ AU FOND INTERNATIONAL
LENINE-TROTSKY**

C.C.P. BLOCH 30 500-79 — La Source-45

«*Nos Tâches politiques...* *...et les leurs*»

par Pierre BROUÉ

« En 1904, j'ai écrit une brochure, *Nos Tâches politiques*, qui développait sur la question de l'organisation des vues très proches de celles de Rosa Luxemburg (Souvarine cite cette brochure avec sympathie dans sa biographie de Staline). Pourtant, toute l'expérience ultérieure me démontra que Lénine avait raison contre Rosa Luxemburg et contre moi. Marceau Pivert oppose au "trotskysme" de 1939 le "trotskysme" de 1904. Mais, après tout, depuis, il s'est produit trois révolutions dans la seule Russie. N'avons-nous réellement rien appris pendant ces trente-quatre années ? » (1)

Ces lignes, signées de Trotsky, sont datées du 15 juillet 1939, il vient d'y avoir trente-deux ans. Au total, donc, soixante-six années, au siècle des guerres et des révolutions, de l'expérience historique la plus riche. Et voilà qu'on re-

commence le jeu autrefois joué par Pivert, à l'occasion précisément de la publication en allemand et en français de *Nos Tâches politiques* (*).

J'en demande pardon à la mémoire de Marceau Pivert, militant centriste d'une incontestable honnêteté : je ne le com-

(*) L. Trotsky, *Nos Tâches politiques* (avant-propos de Marguerite Bonnet), Paris, Belfond, 1970, 256 p., et Paris, Denoël et Gontier, coll. *Médiations*, 1970, 220 p. (la seconde édition ne comporte que le texte de Trotsky et on en a supprimé les textes de Lénine et Rosa Luxemburg qui l'accompagnent dans l'édition Belfond).

(1) L. Trotsky, « "Trotskyism" and the P.S.O.P. » 15 juillet 1939, *Writings of Leon Trotsky (1938-39)*, New York, Merit Publishers, 1969, p. 132.

pare pas ici à ceux qui prennent aujourd'hui sa succession dans la lutte contre l'acquis du bolchevisme. Ce serait trop injuste. Comme le remarquait Hegel : la deuxième fois, c'est une farce. Mais ce n'est plus la deuxième ni la troisième fois, et, incontestablement, c'est une triste pitrerie. Car Marceau Pivert, lui, même s'il se révéla incapable de la trouver, chercha sincèrement, dans son oscillation entre social-démocratie et bolchevisme, une voie que les renégats du trotskysme cherchent aujourd'hui consciemment à obstruer.

La publication de ce pamphlet de Trotsky datant de 1904 est l'occasion qu'a saisie pour une rentrée qu'il veut fracassante Boris Fraenkel soi-même (2). Rentrée d'autant plus digne d'être remarquée qu'elle s'effectue dans une revue politique (3), alors que la dernière tentative de Fraenkel pour retenir sur lui les feux de l'actualité remontait, sauf erreur, à une brève apparition — quelques lignes brûlantes d'enthousiasme pour le travail « libérateur » de cette revue éminemment libératrice — dans le *Courrier des lecteurs de Lui* (le « magazine de l'homme moderne », qui met une pornographie distinguée à la portée des « cadres »).

Fraenkel, pour sa rentrée, a poli sa prose. Docte, il parle du « N.T.P. » comme d'autres « savants » du « C.M.E. », manie la « problématique », et même « la problématique y traitée » (*sic*) et, à défaut d'idées, forge des mots nouveaux, comme cette touchante « trotskologie » qui désigne sans doute la « science du trotskysme », ou encore « l'étude de Trotsky », ou peut-être quelque autre tiroir. Léger à l'occasion — du moins il le pense, puisqu'il confie en note qu'il trouve « lourde » la prose de Pierre Frank (*resic*) (4). Trivial si nécessaire, parlant de la « crotte » que rédigent les autres, ceux qu'en « militant de masse »,

voire en « doctrinaire » — sait-on jamais ? — il appelle avec condescendance les « sectes trotskystes » — et pourquoi pas les « groupuscules » ?... Grand seigneur sur les bords, parlant avec un souverain mépris — et en note — du « lumpen-trotskyisme » de l'O.C.I... Stalinisant tout de même un peu pour faire

(2) Rappelons pour les plus jeunes de nos lecteurs que Boris Fraenkel, après avoir été exclu de la section suisse de la IV^e Internationale, avait sollicité et obtenu son entrée dans l'O.C.I. Il y fit — pendant le bref, mais trop long, laps de temps où il eut la possibilité d'y sévir — la preuve de son obstination à atteindre à tout prix — travail excepté — la notoriété littéraire, ainsi que de son acharnement à combattre le marxisme. Champion de la lutte contre le matérialisme dialectique sous prétexte de le « rénover » ou de le « moderniser », il tenta d'utiliser à cette fin successivement ce qu'il appelait l'« apport philosophique » de Lukacs, puis de son ami Herbert Marcuse, avant de se faire le porte-parole et le propagandiste des écrits de Wilhelm Reich et l'apôtre de la révolution « sexuelle ». Exclu de nos rangs pour son comportement incompatible avec la qualité de militant révolutionnaire, il a, depuis, poursuivi son activité antimarxiste en liaison avec diverses organisations ou revues politiques, successivement ou simultanément, la nourrissant désormais d'une hargne permanente née de sa rancœur personnelle, notamment contre les jeunes militants dont il avait espéré se faire des disciples déferents, et qui ont préféré se servir de leur tête pour penser. (3) « *Masses, avant-garde, parti* », réponse de B. Fraenkel, *Sous le Drapeau du Socialisme*, n° 56, juillet 1971, pp. 30-32. (4) Nous indiquerons plus loin dans cet article ce que nous pensons de la contribution apportée dans ce débat par Pierre Frank, penseur vétéran du prétendu « *Secrétariat unifié* » de la prétendue « *IV^e Internationale* », indépendamment de son style aux caractéristiques bien connues, mais sur lesquelles Fraenkel — étant donné sa propre manière de s'exprimer — est bien évidemment l'un des seuls à ne pas pouvoir se permettre d'ironiser.

sérieux, définissant l'A.J.S. comme un « appendice FRAPPANT » — ce qui prouve qu'à défaut d'avoir été présent à Censier ou à La Courneuve, il lit *l'Humanité*. Bref, tel qu'en lui-même, enfin, le grand maître de la scolastique prétendue « marxiste », revue et augmentée par Marcuse et Reich, le prophète de mai 1968, l'inventeur du S.D.S., l'éducateur aux méthodes actives, le Socrate des temps modernes.

Michel Pablo, l'ancien secrétaire de la IV^e Internationale, inventeur de l'« *entrisme sui generis* » par lequel il tenta, avec l'appui d'Ernest Mandel et de Pierre Frank, de détruire la IV^e Internationale et ses sections sous prétexte de la « *guerre qui venait* » et de la « *radicalisation de la bureaucratie* », est maintenant l'animateur de ce qu'il appelle la « *tendance marxiste révolutionnaire de la IV^e* », et publie la revue *Sous le Drapeau du Socialisme*. Ce patient agent de la démolition de la IV^e Internationale, champion de la capitulation devant les appareils et père spirituel d'Ernest Germain-Mandel, ancien conseiller de Ben Bella et « *correspondant* » de Fidel Castro, inventeur en outre du « *marxisme naturel* » et du « *jacobisme SUI GENERIS* » (une façon bien à lui de dire que les petits-bourgeois peuvent devenir des révolutionnaires prolétariens par la grâce du Saint-Esprit, c'est-à-dire de lui-même), tient pour absolument nécessaire la rupture avec le bolchevisme, selon lui historiquement dépassé. La parution de *Nos Tâches politiques*, ouvrage dans lequel Trotsky polémiquait contre la conception du parti exposée dans *Que faire ?* par Lénine, lui a semblé une occasion particulièrement favorable pour attaquer le « *trotskyisme* ».

D'autres, ainsi, ont un jour découvert le « *jeune Marx* » pour assurer que le marxisme était, lui aussi, « *dépassé* ». Ravi de l'aubaine, Pablo a donc adressé

à un certain nombre d'« *intellectuels et militants révolutionnaires* » un questionnaire sur la portée et la signification, les leçons qu'ils tirent de *Nos Tâches politiques*. Le numéro de juillet de *Sous le Drapeau du Socialisme* publie les deux premières réponses, celle de Fraenkel donc, et celle d'Yvan Craipeau, vaillant militant trotskyste jusqu'en 1947, passablement désorienté par une expérience longue et dure, et qui a fini par aboutir dans le parti de M. Rocard où il anime une tendance à laquelle *le Monde* fait la fleur d'accoler l'étiquette de « *trotskyiste* ». On peut regretter que la revue de Pablo ne donne pas la liste des personnes à qui elle a adressé son « *questionnaire* », car elle risquerait d'être édifiante. En tout cas, le fait que Fraenkel et Craipeau soient les premiers dont les réponses sont publiées suggère que la moisson n'a pas été riche ni d'excellente qualité.

D'aucuns diront sans doute que la conjonction de ces trois hommes — Pablo, Fraenkel et Craipeau — était inscrite dans les astres : nous leur laissons la responsabilité d'une telle appréciation, à notre avis injuste pour Craipeau, malgré les apparences. Toujours est-il que Fraenkel — et c'est dommage — ne précise pas si c'est en tant que « *militant* » ou en tant qu'« *intellectuel* » qu'il a été pressenti pour donner son opinion sur un livre dont il a « *revu* » et « *corrigé* » la traduction (5). Mais ce n'est là que

(5) Il est au premier abord un peu surprenant que l'éditeur de *Nos Tâches politiques* donne la précision que la traduction a été « *revue* » et « *corrigée* » par Boris Fraenkel sans indiquer quel en est le véritable auteur. On trouvera la clé de cette énigme dans le volume intitulé *Rapport de la délégation sibérienne* (sous-titre « *TROTSKY contre LÉNINE* »... Paris Spartacus, 1969, 93 p.) qui offre au lec-

lacune mineure, car sa contribution est décisive. Il faut le reconnaître, sans discussion possible, son article règle la question : Fraenkel parle et écrit de ce qu'il ne connaît pas. Et nous ne songeons pas ici à lui reprocher la curieuse orthographe des noms d'auteurs qu'il se complait à énumérer, « *Keeps* » pour Keep, « *Scharlan* » pour Scharlau, « *Shapiro* » pour Schapiro, « *Loïvy* » pour Loewy, car un « penseur » de son envergure n'est pas tenu de relire les épreuves de ses articles et les lins n'ont qu'à se débrouiller pour le déchiffrer. Non, il ne s'agit pas de plaisanter : il y a beaucoup plus grave.

Fraenkel écrit en effet dans son style inimitable :

« Dans son dernier ouvrage, le *Staline*, Trotsky a d'ailleurs commencé lui-même la révision de ses positions "bolchevik-léninistes", et en commençant la réhabilitation de son livre N.T.P. et en reliant la dégénérescence stalinienne (ultérieure) à la conception du parti de Lénine première manière (dans cet ensemble de questions : la construction de l'avant-garde par en haut) » (6).

L'affirmation est si péremptoire que les questions jaillissent toutes seules. Fraenkel a-t-il entendu parler des conditions dans lesquelles fut édité ce *Staline* dont seuls les sept premiers chapitres étaient rédigés quand Trotsky fut assassiné ?

Sait-il que la direction des éditions *Harper's*, après l'assassinat de l'auteur, se permit de confier au traducteur, Charles Malamuth, le soin d'« interpoler » des textes de son cru entre les fragments existants des chapitres suivants ? Sait-il que dans les notes hâtives prises pour les chapitres qu'il n'avait pas encore rédigés, Trotsky n'a pas écrit une seule phrase qui puisse être constitué comme une « révision » ? Sait-il que M. Malamuth en revanche était tout à fait persuadé que le stalinisme était la suite

normale du léninisme qu'en bon bourgeois il abhorrait, et qu'il se permit tout simplement d'exposer ses propres vues sous la signature de Trotsky ? Fraenkel a-t-il entendu dire que Natalia Trotsky qualifia l'introduction dans l'ouvrage de Trotsky des opinions de M. Malamuth de « violence inouïe commise par le traducteur contre les droits de l'auteur » (7) ? Et que ce sont précisément les interpolations de M. Malamuth qui ont permis à bien d'autres ignares ayant lui d'affirmer que Trotsky, dans son dernier ouvrage, rompait avec Lénine et le bolchevisme ? Fraenkel a-t-il seulement lu la préface à l'édition française de... *Nos Tâches politiques*, rédigée par Mar-

teur, outre les 44 pages de ce « compte rendu de mandat » rédigé par Trotsky au lendemain du 2^e congrès du P.O.S.D.R., les 46 pages des préfaciers-commentateurs-traducteurs... Nous y apprenons que la traduction du russe de *Nos Tâches politiques* — avant d'être « revue » et « corrigée » — avait été faite par Denis Authier. Ce dernier, avec ses camarades Pierre Guillaume et Jean-Pierre Carasso, s'estimait donc en droit de préfacier à sa façon le livre de Trotsky. Ce à quoi Marguerite Bonnet, chargée par Natalia Trotsky de s'occuper de la publication des œuvres de Trotsky, s'est opposée à bon droit. Malgré l'indignation de ces messieurs, qui pensent — après bien d'autres — que les droits d'un traducteur s'étendent à la pensée et à l'œuvre de l'auteur, ce qui les autorise à écrire de M. Bonnet qu'elle est « l'exécuteur (!) TESTAMENTAIRE (ouf) » (sic) ! Mais, cela dit, il faut, comme Fraenkel, avoir bien peu de vergogne pour accepter — voire demander — de voir son nom figurer pour la « revue » et la « correction » d'une traduction dont, pour des raisons par ailleurs évidentes, il ne pouvait être l'auteur.

(6) *Sous le Drapeau du socialisme*, op. cit., p. 31.

(7) On trouvera un court résumé de cette affaire dans le volume *Writings of Leon Trotsky (1930-40)*, New York, Merit Publishers, 1969, p. 128.

guerite Bonnet, dans laquelle cette dernière renvoie aux passages du *Staline* rédigés de la main de Trotsky donnant son opinion à lui sur *Nos Tâches politiques*, une opinion qui n'est pas celle des Souvarine, Malamuth et Fraenkel qui s'inscrivent, eux, dans la même lignée ? Nous pensons pour notre part que Fraenkel ignore tout cela et n'a pas lu ces textes : s'il en était ainsi, pourquoi se serait-il aussi imprudemment engagé avec la quasi-certitude de se faire prendre la main dans le sac ? Ignorant, certes, mais pas fou... De même qu'il ignore superbement la préface au recueil *Douze Années*, dans laquelle Lénine répondait déjà aux arguments des Fraenkel d'alors en replaçant *Que faire ?* dans son contexte historique. De même qu'il n'a certainement pas lu non plus la traduction qu'en a donnée Jean-Jacques Marie dans son édition de *Que faire ?* (8) avec des extraits de textes dont beaucoup jusque-là inédits en français, de l'article de Rosa Luxemburg que Fraenkel qualifie de « célèbre » (moyen élégant de rappeler qu'il lit au moins l'allemand ?) et de la polémique menée contre *Que faire ?* par Trotsky, Axelrod et d'autres. De même qu'il est assez ignare en même temps que suffisant pour écrire que la « F.A.I. » espagnole était « une organisation de masse », confondant ainsi selon toute vraisemblance la secte anarchiste — si fermée qu'elle refusait encore en 1936 de faire la simple « déclaration » qui l'aurait légalisée — avec l'organisation syndicale de masse qu'elle contrôlait, cette C.N.T. dans laquelle elle intervenait sous la forme d'une fraction secrète et centralisée. De tout cela, Fraenkel ne sait rien, mais cela ne l'empêche pas d'écrire.

Nous ne pensons pas pourtant qu'il manque de loisirs pour se documenter et seulement lire les livres sur lesquels

il prétend écrire. La vérité — et son texte dans la revue de Pablo le démontre —, c'est qu'à ses yeux, et pour lui emprunter un instant son langage, il s'agit de « crottes », parfois écrites par des « lumpens », et de toute façon de « pensums » dont la lecture constituerait pour lui un détour par rapport à l'unique objectif qu'il poursuit avec passion et acharnement, le rejet du bolchevisme par le mouvement ouvrier, une « rénovation » qui n'a d'autre sens que le retour à plus d'un demi-siècle en arrière.

Et c'est pourquoi la discussion est nécessaire. Non pas avec Fraenkel qui ne croit rien de ce qu'il écrit, qui a sauté de Lukacs en Marcuse et de Marcuse en Reich, mangé à tous les râteliers, répété que la philosophie n'avait « pas d'implications politiques ». Mais avec ceux qu'il cherche ainsi à tromper. Parce que le mécanisme de sa pensée et de ses arguments, reflet de l'idéalisme bourgeois le plus plat, est fort de toutes les généralisations abêtissantes que la bourgeoisie déverse au sujet du bolchévisme à tous les niveaux, et parce que leur objectif commun est de défigurer le bolchevisme et de priver ainsi le mouvement ouvrier de la source la plus précieuse de toute son expérience historique. Et c'est pourquoi il est nécessaire de démonter le mécanisme de l'opération.

Répetons donc une fois de plus ce que tout militant doit savoir de *Que faire ?* C'est au tournant du siècle que les plus éminents des marxistes de l'époque, Lénine, bien sûr, mais aussi Plékhanov, Axelrod, Martov, ont tiré le bilan de l'échec qui était partielle-

(8) Lénine, *Que faire ?*, traduction et présentation de Jean-Jacques Marie, éditions du Seuil, coll. « P », 1966, 320 p.

ment le leur, du fait que les sociaux-démocrates russes n'étaient pas encore parvenus à constituer dans l'empire tsariste le parti ouvrier social-démocrate qui était nécessaire. Parvenus à la conclusion que, dans les conditions de l'empire russe, il était impossible de construire ce parti par le bas, à partir des cercles locaux, ils décidèrent de s'atteler à cette construction par le haut, de l'extérieur, à l'abri donc de la police tsariste, par le canal d'un journal qui opérait la centralisation politique et d'organisation. Ce journal fut l'*Iskra*, dont le premier numéro sortit le 1^{er} juillet 1901. A cette date, la classe ouvrière russe est en train de s'éveiller, les luttes revendicatives se multiplient, les groupes ouvriers commencent à pulluler. Au nom de ce qu'ils prétendent être un « marxisme adapté aux conditions russes », les théoriciens que Lénine appelle les « économistes » affirment qu'il n'existe pour les marxistes qu'une solution, « soutenir la lutte économique du prolétariat et participer à la lutte de l'opposition libérale » : ils contestent la nécessité d'un parti ouvrier social-démocrate dans un pays où le capitalisme n'est pas encore développé. C'est contre eux que Lénine se bat, soulignant que l'action spontanée des ouvriers, limitée aux seules revendications économiques, ne peut les conduire automatiquement à la conscience, et que les théories des « économistes » ne visent qu'à enchaîner les travailleurs comme force d'appoint au char de la bourgeoisie libérale. Lénine démontre dans *Que faire ?* que la méthode employée par l'*Iskra* est la seule qui rende possible la construction du parti : les « révolutionnaires professionnels » — le militant ouvrier découvert a le choix entre la prison, l'exil, l'abandon de toute activité ou la « professionnalisation » — apporteront dans la classe ouvrière russe les idées socialistes et construiront

le parti ouvrier, champion de ses intérêts, son éducateur et sa direction. Face à l'Okhrana, ce parti ne peut être que clandestin, rigoureusement centralisé, étroit dans son recrutement, protégé tant contre les provocateurs policiers que contre les influences bourgeoises sous forme d'éléments extérieurs à la classe ne donnant pas toute leur vie à ce combat.

C'est tout. Dès 1907, Lénine écrit :

« L'erreur fondamentale de ceux qui polémiquent aujourd'hui contre *Que faire ?* consiste à détacher complètement ce travail de son contexte dans une situation définie et depuis longtemps dépassée du développement de notre parti... *Que faire ?* est un résumé (souligné par Lénine) de la tactique et de la politique d'organisation du groupe de l'*Iskra* en 1901 et en 1902. Rien qu'un résumé : rien de plus et rien de moins » (9).

Et il ajoute, avec une légitime fierté, parce que c'était de cela qu'il s'agissait, et pas d'autre chose :

« Aucune autre organisation que celle qui fut mise en avant par l'*Iskra* ne pouvait, dans les circonstances historiques de la Russie de 1900-1905, avoir créé un parti ouvrier social-démocrate comme celui qui l'a été aujourd'hui. Le révolutionnaire professionnel a rempli sa tâche dans l'histoire du socialisme prolétarien russe » (10).

En homme conscient des tâches qui avaient été demandées à ce parti, il avait déjà, dès novembre 1905, rédigé ces quelques lignes qui condamnent sans

(9) Cité en français par P. Broué, *Le Parti bolchevique*, Paris, éditions de Minuit, 1963, d'après Brian Pearce, « Building the Bolshevik Party », dans *Labour Review*, n° 1, 1960, p. 28, et Lénine, *op. cit.* (traduit par J.-J. Marie) p. 44.
(10) *Ibidem*, p. 29 et p. 47.

appel tous ceux qui font de *Que faire ?* une sorte de « bible » :

« La classe ouvrière russe est instinctivement, spontanément social-démocrate [ce qui, à l'époque, a le sens de "révolutionnaire" — P.B.] et les dix années et plus de travail effectué par les sociaux-démocrates ont fait beaucoup pour transformer cette spontanéité en conscience de classe » (11).

Que faire ?, résumé de la conception et de la pratique de l'*Iskra* — et non du seul Lénine — n'en va pas moins faire l'objet d'attaques convergentes dans le mouvement ouvrier européen dans les années qui suivent, et Trotsky comme Rosa Luxemburg seront au premier rang des attaquants. C'est que l'année qui suit la publication de *Que faire ?* est celle du 2^e congrès du Parti qui voit se produire la scission entre bolcheviks et mencheviks : Lénine, battu de justesse à propos de la conception même du parti dans le vote de ses statuts, obtient la majorité après le départ des délégués du *Bund* (organisation sociale-démocrate juive) qui réclamaient leur « autonomie », et entend obtenir de la minorité qu'elle se plie à la discipline que cette dernière dénonce comme un « état de siège ». Le résultat, c'est la scission, la majorité des anciens « *iskristes* » se retournant contre Lénine et rejetant les conceptions défendues dans *Que faire ?* Scission que Lénine n'avait ni voulue ni envisagée, qui le bouleversa et l'éclaira en même temps. Car, de cette date, entre bolcheviks et mencheviks, se pose la question du parti centralisé, de l'organisation politique de la classe, qui est l'objectif de Lénine et la condition de la lutte « jusqu'au bout » — mais que ses adversaires repoussent pour des raisons d'ailleurs fort différentes. Trotsky donne les siennes dans le *Rapport de la délégation sibérienne*.

Pour lui, la conception de Lénine, l'« *ultra-centralisme* », qui s'est appuyé au congrès sur les « *économistes repentis* », a abouti à en chasser « *les meilleurs militants* », et porte la responsabilité de la scission. Il sera désormais, et pendant des années, le champion de la « *réunification* », l'animateur de la tendance « *conciliatrice* » qui veut rassembler bolcheviks et mencheviks dans un parti unifié, et ne renonce pas à y accueillir ceux même qui renoncent à construire un parti et que Lénine qualifie de « *liquidateurs* ».

Rosa Luxemburg dénonce, elle aussi, l'« *ultra-centralisme* ». Mais à partir de prémisses différentes. Pour elle, en effet, « *la social-démocratie n'est pas liée à l'organisation de la classe ouvrière, ELLE EST LE MOUVEMENT PROPRE DE LA CLASSE OUVRIÈRE* » (13). Or, la révolution qui est à l'ordre du jour en Russie étant une révolution bourgeoise, les conditions indispensables pour un centralisme « *social-démocratique* » n'existent pas en Russie. Son expérience dans le parti allemand lui a, d'autre part, enseigné que les organismes de direction y jouent essentiellement un rôle conservateur. Elle conteste donc toute disposition d'organisation qui aurait en elle-même quelque valeur que ce soit et affirme :

« Ce n'est pas la lettre, mais l'esprit vivant que les militants actifs y mettent, qui décide de la valeur de telle ou telle forme d'organisation » (14).

A ses yeux, d'ailleurs, les règles rigoureuses conçues par Lénine comme un

(11) *Ibidem*, p. 27.

(12) *Nos Tâches politiques*, art. cité, p. 213.

(13) *Ibidem*, p. 217.

(14) *Nos Tâches politiques*, éd. *Méditations*, p. 111.

instrument de la lutte contre l'opportunisme seront d'autant plus inopérantes que les racines de ce mal en Russie se trouvent, non pas dans le « parlementarisme » comme en Occident, mais dans l'état d'arriération du prolétariat.

En fait, le débat entre Lénine, d'une part, et Trotsky, de l'autre — et qu'il ne faut pas confondre avec le débat entre bolcheviks et mencheviks — est très vite tranché par l'histoire. Trotsky pense que le parti, sous l'impulsion de Lénine, « a quitté le prolétariat », qu'il « pense pour lui », « se substitue politiquement à lui », au lieu de l'éduquer et de le mobiliser (14), qu'il est « stupide » d'opposer le « doctrinarisme de la conspiration » à la « logique du mouvement de classe » et qu'on ne peut se débarrasser des « ennemis intérieurs » — les opportunistes — par « un décret d'en haut » (15). Rosa Luxemburg, que son expérience allemande a éclairée sur le rôle de frein que sont susceptibles de jouer les directions des partis et syndicats, rejette toute idée que puisse être bâti un « comité central infailible » et assure lui préférer n'importe quelle erreur d'un « mouvement ouvrier réellement révolutionnaire » (16).

La question est résolue en 1917. Trotsky y a, pour sa part, répondu en rejetant l'essentiel des conclusions qu'il avait formulées dans *Nos Tâches politiques*. Rosa Luxemburg commençait de toute évidence à formuler une réponse nouvelle quand elle fut assassiné. En d'autres termes, Lénine a-t-il, oui ou non, construit ce « parti ouvrier social-démocrate » que les uns et les autres voulaient construire ? Trotsky et Rosa Luxemburg ont-ils, de leur côté, construit un tel parti ? La faillite de la social-démocratie allemande en 1914 a démontré avec éclat au mouvement révolutionnaire mondial en général et à Rosa Luxemburg en particulier qu'elle

n'était pas le mouvement de la classe ouvrière, et que d'« erreur » en « faux pas », une organisation « réellement révolutionnaire » pouvait tomber aux mains de l'ennemi de classe. La conception du parti développée par Lénine en excluait radicalement les Ebert et les Noske — qui allaient devenir les bourreaux de la révolution allemande et les assassins de Rosa elle-même : une fausse conception du parti l'avait conduite à cohabiter avec eux — elle ne rompra moralement qu'en 1914, pour ne quitter réellement le vieux parti qu'en 1917. En 1912 encore, dans l'épisode du « bloc d'Août », (17) Trotsky se battait encore pour que les Ebert et les Noske russes conservent leur place aux côtés de Lénine et lui-même. A qui l'histoire a-t-elle donné raison ?

Revenons à Fraenkel. Ignorant, mais pas fou, il a tout de même entendu parler du parti bolchevique et il sait en gros à quoi il ressemblait en 1917 — et surtout il sait que, dans l'ensemble, ses éventuels lecteurs le savent. Un mili-

(15) *Ibidem*, p. 214.

(16) *Nos Tâches politiques*, art. cité, p. 226.

(17) On appelle « bloc d'Août » la tentative, animée par Trotsky, à travers une conférence réunie à Vienne en août 1912, de regrouper l'ensemble des sociaux-démocrates russes pour les réunifier. Elle venait après l'initiative de Lénine de réunir, à Prague, en janvier de la même année, la « conférence du parti » qui allait marquer historiquement la rupture définitive sur le plan de l'organisation entre les bolcheviks et les mencheviks « liquidateurs », et par conséquent la naissance réelle du parti bolchevique. La remontée du mouvement ouvrier russe avait dicté à Lénine cette initiative capitale pour la construction du Parti. L'intransigence des bolcheviks et sa propre hétérogénéité allaient conduire le « bloc d'Août » à une très rapide désagrégation, complètement consommée déjà en 1914.

tant, un marxiste, à sa place, chercherait à comprendre comment le développement, au cours des quinze années de lutte de la fraction bolchevique, puis du parti, du parti ouvrier, à partir de la conception « *Lénine première manière* », de la mince phalange des révolutionnaires professionnels, a pu permettre en 1917 l'épanouissement de ce parti dont Volodarski — cité par Trotsky — disait qu'il se construisait tous les jours par le bas, dans les usines (18). Si Trotsky avait raison contre Lénine en 1904, alors, en 1917, comment expliquer que le parti bolchevique — qui avait « *quitté* » le prolétariat — se soit retrouvé en fait aussi profondément en lui et à sa tête, qu'il ait su l'éduquer et le mobiliser et non pas « *penser pour lui* » ? Comment une théorie du parti reposant sur « *le doctrinarisme de la conspiration* » a-t-elle pu obtenir l'extraordinaire résultat de ce parti qui s'identifie au mouvement de la classe et s'en nourrit tout en le guidant ?

A cette question capitale, Fraenkel, éternel derviche, répond par une pirouette et un tour de magie. Il écrit :

« Nullement conforme aux recettes de *Que faire ?*... ce parti n'a pas seulement un style nouveau, mais il est d'un type nouveau » (19).

Ainsi son hôte d'aujourd'hui, Michel Pablo, célèbre-t-il en 1956 le parti stalinien de Gomulka magiquement « *transmuté* » (20) ! Mais laissons les « *mutations* » et les « *transmutations* » des alchimistes modernes à la recherche de la pierre philosophale dissimulée dans les innombrables tiroirs de la réalité — une pierre philosophale *sui generis*, bien entendu. L'extraordinaire est que Fraenkel se prend lui-même à ses propres tours de passe-passe et tombe dans le risque d'avoir à célébrer le « *culte*

de la personnalité »... de Lénine : si le parti bolchevique de 1917 est — comme il l'écrit en le soulignant — d'un type nouveau, c'est que ce qu'il appelle « *le virage de Lénine des Thèses d'Avril* » eut l'étonnant — magique — résultat, par sa seule vertu « *transmutative* », de faire de l'organisation « *élitaire* » et « *bureaucratique* » fondée quinze ans plus tôt, à partir des « *recettes* » de *Que faire ?*, l'incomparable instrument révolutionnaire que Trotsky allait précisément reconnaître en 1917 en le rejoignant !

La vérité est que l'épanouissement du parti bolchevique en direction révolutionnaire, expression suprême de la conscience des masses ouvrières russes, n'était possible, en cette année 1917, et à travers l'extraordinaire montée révolutionnaire, que par suite de la lutte inflexible menée par Lénine pour la construction d'un parti ouvrier dans les conditions terribles de la Russie tsariste, malgré la répression et contre toutes les influences bourgeoises et petites-bourgeoises au sein du mouvement ouvrier et à l'intérieur même du parti. Trotsky, lui, n'avait pas écrit *Que faire ?* en 1902, mais *Nos Tâches politiques* en 1904 : il n'avait construit ni fraction ni parti, et seulement vainement tenté de rassembler, au nom de l'unité, tous ceux qui se disaient marxistes. C'est pourquoi, à son arrivée à Pétrograd, il n'avait autour de lui qu'un groupe, solide certes, d'excellents camarades, mais pas un parti. Ce parti-là, Lénine l'avait construit, à partir de *Que faire ?*, depuis longtemps dépassé par la cons-

(18) L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, éd. Rieder, t. III, p. 364.

(19) *Sous le Drapeau du Socialisme*, op. cit., p. 31.

(20) M. Pablo, *IV^e Internationale*, vol. 14, nos 10-12, déc. 1956, p. 6.

truction de l'organisation et le développement de la conscience dans la classe. Et Trotsky reconnut que Lénine avait forgé, pour la classe ouvrière et à travers elle, l'instrument historique décisif que constituait le parti, et c'est pourquoi, avec ses amis, il donna son adhésion au parti bolchevique.

Il est incontestable — c'est même aujourd'hui une vérité première, ce qui permet à Fraenkel de l'écrire — qu'à partir d'avril 1917 Lénine et Trotsky ont fait chacun un pas l'un vers l'autre. Schématiquement, Trotsky adhère au parti construit par Lénine, cependant que Lénine adopte la théorie de la révolution permanente. Mais ce n'est pas un vulgaire troc, un échange entre marchands de tapis, et ce qu'il est capital de comprendre *aujourd'hui*, c'est que les erreurs de Lénine sur la question des perspectives et de la « *dictature démocratique* » (21) — qui nourriront partiellement les autres erreurs des bolcheviks, le « *conciliacionnisme* » de Staline et Kamenev en mars, l'opposition de Zinoviev et Kamenev à l'insurrection à la veille d'Octobre — ne l'avaient pas empêché de construire le parti qu'il allait pouvoir désormais armer, puisqu'il existait, de la théorie juste de la révolution permanente. Alors que Trotsky, obnubilé par le fait qu'il était seul à voir juste dans la question des perspectives — tant contre les bolcheviks que contre les mencheviks —, ne saisissait pas qu'il avait tort sur la question décisive, celle de la construction du parti, car le programme n'est rien sans l'organisation qui peut le faire passer dans la réalité, c'est-à-dire d'abord dans la conscience des masses. Lénine, lui, pouvait gagner son propre parti, l'armer grâce au travail théorique de Trotsky : seule l'organisation qu'il avait construite pouvait fournir le cadre d'un redressement possible. La

théorie de la révolution permanente, précieuse s'il en fut, ne permettait pas à *elle seule*, ni en avril 1917 ni plus tard, de construire ni *a fortiori* d'armer quelque parti que ce fût. Et c'est pourquoi Lénine seul pouvait redresser le parti, non Trotsky, lequel comprit alors la gravité de son erreur des années 1903-1914.

Sans le parti bolchevique construit à partir de « *recettes* » de Lénine — comme dit Fraenkel, très porté sur la cuisine — l'expérience de 1905 et de la première révolution, le contenu du grand débat sur les « *trois conceptions de la révolution* » demeuraient lettre morte, matière inerte imperceptible même à l'historien. Seul le parti, dans la classe, à travers ses mille canaux, sa presse, les organisations de masse, l'agitation, la propagande, pouvait les intégrer comme substance vivante à la conscience des travailleurs russes : sans le parti, la classe n'a qu'une relative mémoire et le passé n'est pas la base solide à partir de laquelle elle construit ses luttes. En d'autres termes, le parti est précisément le cadre dans lequel s'inscrit la continuité historique sans laquelle il n'est ni « *mouvement* » ni conscience. C'est ce que Lénine avait compris, douze ans avant Trotsky.

Mais c'est aussi ce que Fraenkel n'a, lui, jamais compris. Il écrit en effet que le parti bolchevique de 1917 — du fait de sa fameuse « *transmutation* » par les *Thèses d'avril* — était « *vrai-*

(21) Voir à ce sujet « *The Three Conceptions of the Russian Revolution* » (août 1939) publié pour la première fois dans *Fourth International*, novembre 1942, et reproduit dans *Writings of Leon Trotsky (1938-39)*, pp. 110-116. Traduction française en annexe dans L. Trotsky, *Staline*, Paris, Grasset, 1948, pp. 585-608.

ment un parti d'un style, d'une structure nouvelle, une vraie synthèse de Lénine, de Trotsky et de Rosa Luxemburg». Négligeons la tentation d'analyser ici le mode d'expression, le rôle du « style » et de la « structure » dans la « pensée » (?) de Fraenkel, et retenons l'essentiel : le parti bolchevique, synthèse de Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg ? Voire. Nous ne sommes, certes, pas de ceux qui sous-estiment la plus grande figure du mouvement révolutionnaire allemand. Mais Rosa n'a pas mérité d'être célébrée par Fraenkel. Préférons-lui, une fois encore, Trotsky qui écrivait à ce sujet, en 1939 :

« Il y a beaucoup à apprendre de Rosa, mais ses vues en matière d'organisation constituaient les points les plus faibles de sa position, car elles résumaient ses erreurs dans le domaine de la théorie et de la pratique. En Allemagne, Rosa fut incapable de construire un parti ni une fraction révolutionnaire, et ce fut l'une des causes de l'effondrement de la révolution de 1918-1919. En ce qui concerne le Parti polonais de Rosa Luxemburg, sous l'influence des événements de la révolution, il fut contraint de se reconstruire lui-même sur le modèle bolchevique. Ces faits historiques sont bien plus importants que des citations ! » (22).

Le parti bolchevique de 1917 constituait effectivement une synthèse : non pas celle des « idées » de Lénine, Trotsky et Rosa Luxemburg, mais celle de l'expérience du mouvement ouvrier international à cette date, de l'ensemble de ses acquis, y compris apports et erreurs de Trotsky et Rosa Luxemburg qui n'étaient pas en l'affaire — contrairement à ce qu'écrit Fraenkel qui, décidément, n'en rate pas une —, des « doctrinaires » même grands, mais des militants. Trotsky devait écrire en 1907 *Pour la défense du Parti* (23), et Rosa Luxemburg dire à Henriette Roland-Holst qu'il valait mieux « le pire

des partis que pas de parti du tout » (24). L'histoire l'a prouvé, après la faillite de la social-démocratie et de la II^e Internationale en 1914, la conception de Trotsky, développée dans *Nos Tâches politiques*, ne permettait pas de construire le parti de classe du prolétariat, et Trotsky n'a pu rejoindre ce parti qu'en rompant avec ses alliés du « bloc d'Août », agents de la bourgeoisie. La conception de Rosa Luxemburg, développée dans *Questions d'organisation de la social-démocratie russe*, l'a conduite — en dépit de tenaces légendes — à sous-estimer le rôle de l'appareil en tant qu'agence bourgeoise, à ne pas comprendre que le « pire des partis » était celui dont l'appareil s'était mis au service de la bourgeoisie et qu'avec ce parti-là il fallait rompre, afin d'en construire un autre qui soit, lui, le parti de classe du prolétariat. A cause de ces erreurs politiques sur la question décisive du parti, Trotsky en 1917 et Rosa Luxemburg en 1918 avaient autour d'eux des fidèles, quelques disciples, un réseau, mais pas un parti ; et si la portée de l'erreur historique de Trotsky est moindre, c'est parce qu'en Russie Lénine avait construit ce parti que personne

(22) « "Trotskyism" and the P.S.O.P. », *Writings of Leon Trotsky (1939-40)*, op. cit., p. 132.

(23) Ce texte vient de paraître en traduction allemande, sous le titre « *Zur Verteidigung der Partei* », en même temps que « *Unsere politische Aufgaben* » (Nos Tâches politiques) sous le titre de L. Trotsky, *Schriften zur revolutionären Organisation* (Hambourg, Rowohlt, 1970, 316 p.), avec une « présentation », fortement teintée de « spontanéisme », de Hartmut Mehringer. On peut espérer que la traduction n'aura pas besoin d'en être revue et corrigée par Fraenkel.

(24) Lettre de R. Luxemburg à Henriette Roland-Holst, citée dans H. Roland-Host Van der Schalk, *Rosa Luxemburg. Ihr Leben und Wirken*, p. 221.

n'a construit en Allemagne à la place de Rosa Luxemburg (25). La conception du parti de Lénine, dont *Que faire ?* avait constitué le tout premier pas, conduisait au contraire à ce parti de 1917, que pouvaient alors féconder, et l'expérience, et les acquis théoriques de Trotsky et de Rosa Luxemburg et de bien d'autres encore, puisqu'il constituait organiquement l'acquis le plus riche du mouvement ouvrier international dans son ensemble. Et c'est en ce sens que Trotsky pouvait, à la lumière de ses propres erreurs, écrire les lignes qui font encore hurler tous les philistins pour qui le monde tourne encore autour de leur petite personne :

« En dernier ressort, le parti a toujours raison parce qu'il est l'unique instrument historique que la classe ouvrière possède pour résoudre ses problèmes... On ne peut avoir raison qu'avec son parti et à travers lui, parce que l'histoire n'a pas encore créé un autre moyen pour avoir raison » (26).

Formule fondamentalement correcte tant que le parti demeure le parti, expression consciente des intérêts historiques du prolétariat, mais qui est évidemment dénuée de tout sens quand le parti, à la suite de son appareil, passe définitivement du côté de l'ordre bourgeois, ce qui fut le cas des partis sociaux-démocrates en 1914 et des partis staliniens en 1933, et commande aujourd'hui à la classe ouvrière la construction de son parti, de son Internationale.

De ce point de vue, il faut encore revenir à un point sur lequel la pseudo-science de Fraenkel introduit la pire des confusions : celle du rapport entre l'appareil et le parti. Lorsqu'il écrit en effet que « l'appareil stalinien a été construit sur le modèle (c'est nous qui soulignons) de l'appareil social-démocrate allemand », il commet une bourde supplémentaire, tant du point de vue his-

torique que de celui de la méthode. Car c'est l'appareil du parti bolchevique — soulignons-le vigoureusement, de ce parti qui n'avait pas encore connu la dégénérescence — qui a, dans une certaine mesure, été conçu sur le modèle de l'appareil social-démocrate allemand, ou, plus précisément, de ce que les bolcheviks croyaient qu'il était. L'appareil stalinien, lui, a été historiquement le résultat de la dégénérescence de l'appareil bolchevique dans des conditions historiques données, celles de l'encerclement et de l'isolement, de la pénurie, de

(25) On pourrait d'ailleurs tirer d'utiles réflexions de l'histoire du parti polonais partiellement construit et en tout cas dirigé de l'extérieur par Jogiches-Tyszka et Rosa Luxemburg elle-même. Trotsky, dans un article de 1935 « *Rosa Luxemburg et la IV^e Internationale* », reproduit dans l'édition Belfond de *Nos Tâches politiques*, signale en passant (page 250) qu'il était une « organisation très rigide ». Le biographe anglo-saxon de Rosa, J. P. Nettl, écrit (éd. abrégée, p. 196) que, « au lieu de contrôler les organisations locales, elle se contentait de les ignorer », cependant que Jogiches « devait plus tard instaurer un système de contrôle aussi rigoureux que celui de Lénine, alors même qu'il n'avait pas choisi d'exposer une philosophie de la centralisation ». Dans ses souvenirs de 1918, Karl Radek évoque sa rencontre à Brême avec Johann Knief — un nom familier à Fraenkel — qui lui déclare être opposé à la fusion avec les spartakistes qu'il juge excessivement « centralistes » (K. Radek, « *November* », paru dans *Krasnaja Nov'* ; texte allemand dans *Archiv für Sozialgeschichte*, II, 1962, p. 135). Le « centralisme ultra-conspiratif » de Tyszka était-il le fruit des théories « spontanéistes » de Rosa ? Nous pensons plutôt que, comme les excès de centralisme relevés par Trotsky, il résultait des conditions de la construction du parti...

(26) Extraits de l'intervention de Trotsky au 13^e congrès du P.C.R. (b), dans *Bulletin communiste*, n° 77, 1924, pp. 639-642.

l'intervention impérialiste armée, de la misère noire, de l'échec de la révolution internationale. L'appareil de la social-démocratie allemande a été créé sous la pression de l'aile gauche, révolutionnaire, de ce parti, pour renforcer sa cohésion, son efficacité, sa centralisation politique, mais, dans les conditions qui étaient celles de l'Allemagne wilhelminienne, du fait de la pression des couches petites-bourgeoises, y compris des couches privilégiées du prolétariat ; il a ensuite été, par les soins de son secrétaire général Ebert, développé entièrement dans la perspective électoraliste de la conquête de la majorité par la « voie parlementaire » et de l'intégration du prolétariat à la société allemande. En d'autres termes, il s'est alors développé *contre* le mouvement propre de la classe. Si l'on veut comparer les destins respectifs des appareils des deux grands partis, social-démocrate allemand et bolchevique russe, il est évidemment stupide de le faire à l'aide de la méthode idéaliste des « modèles », vulgarisée par Garaudy. Ce qu'ils ont en commun, c'est que, de même que l'appareil de l'État ouvrier soviétique, ils ont commencé par être créés comme des instruments de caractère prolétarien, nécessaires à des organisations ouvrières, et sont devenus ensuite — dans des contextes historiques bien définis, et après une lutte acharnée et sanglante contre le parti — des agences de la bourgeoisie au sein des organisations ouvrières qu'ils ont fini par dominer, assassinant le parti en tant que parti de classe. Mais comment Fraenkel, qui juge absurde et contradictoire la notion d'État ouvrier, défini par Lénine comme un « État bourgeois sans bourgeoisie », pourrait-il, à l'aide des pauvres instruments de sa laborieuse scolastique, comprendre la dialectique du développement d'un parti ouvrier et de son appareil ?

Je dois m'excuser auprès de ce bon vieux Craipeau (27). En lui disant d'abord qu'il n'a apparemment rien compris à ce qu'est la centralisation politique nécessaire de la classe ouvrière, qui constitue l'objectif même du parti, parce qu'elle est la condition de la victoire révolutionnaire. Le « *centralisme* » des partis staliniens n'est pas, comme il semble le croire, un « *centralisme* » sans « *démocratie* » — comme s'il s'agissait d'éléments juxtaposés ou même emboîtés —, mais une centralisation au compte de la bourgeoisie, c'est-à-dire, en définitive, une tutelle qui vise à empêcher la centralisation politique de la classe ouvrière, et qui atteint ces objectifs, comme l'ont prouvé, et l'issue de la grève générale de mai-juin 1968, et les récentes grèves des cheminots et des ouvriers de Renault. De ce point de vue, le « *lien* » qui unit le « *centralisme démocratique* » du parti de Lénine et le « *centralisme* » des partis staliniens est de la même nature que celui qui unit les intérêts historiques de la bourgeoisie à ceux du prolétariat, comme l'a montré la lutte acharnée du stalinisme, appuyé sur l'impérialisme, contre le bolchevisme incarné par Trotsky et l'Opposition de gauche... Et, de la même façon, il ne manque pas sans doute d'exemples empruntés à la pratique du P.S.U. permettant de voir comment une organisation qui rejette en principe tout « *centralisme* » n'en procède pas moins de la même façon qu'un « *appareil centralisateur* », puisque, après tout, Michel

(27) La réponse au questionnaire de Pablo rédigée par Yvan Craipeau, présenté ici comme « *dirigeant des trotskystes français pendant la guerre, actuellement membre de la direction politique nationale du Parti socialiste unitaire* », est reproduite dans le numéro de juillet de *Sous le Drapeau du Socialisme*, pp. 28-30, immédiatement avant celle de Fraenkel.

Rocard est, comme charbonnier, maître chez lui : n'avons-nous pas pu voir une « direction » P.S.U. entreprendre de détruire l'U.N.E.F. contre la volonté de ses adhérents, et ce, au nom du refus du centralisme, de « l'initiative de la base » et de la « démocratie » ?

Mais j'ai une autre raison de m'excuser auprès de Craipeau. Quoique appartenant à ce qu'il appelle, lui, de façon sommaire, mais tout de même polie, un « groupe trotskyste » et non une « secte trotskyste », je ne peux lui faire le plaisir de me conformer à l'image qu'il entretient d'un passé qu'il ne veut ni totalement renier ni pour autant justifier (car il faut bien se donner des raisons de travailler à construire le « parti révolutionnaire » avec M. Rocard !). Aussi lui dirai-je simplement que nous ne sacralisons pas *Que faire ?* et que, sur ce point, il se rassure. Il lui aurait même été facile de ne pas s'inquiéter pour nous en se documentant un tout petit peu — le *Que faire ?* du Seuil, avec les commentaires de Jean-Jacques Marie, ou mon *Parti bolchevique* (pp. 43-45), qui date de 1963, lui sont accessibles — et cela lui aurait évité aujourd'hui de se livrer à des simplifications un peu trop grossières, et, surtout, permis de s'épargner le voisinage de Fraenkel.

Non seulement la publication de *Nos Tâches politiques* ne nous gêne en rien, mais elle nous réjouit. Pour qui sait lire et voir plus loin que les pages des livres ou le bout de ses propres lunettes, pour qui ne réduit pas l'histoire à l'image de son postérieur, ce livre est précieux. Rédigé par Trotsky dont la vie, à partir de 1917, s'identifie à la tâche de construction du parti révolutionnaire, le parti ouvrier, et de l'*Internationale*, il est un témoignage sans prix, un garde-fou contre la tentation simplificatrice qui veut découvrir les

germes du stalinisme dans la centralisation bolchevique et, du coup, fait du « parti » autre chose qu'un instrument historique incomparable, mais périssable — la preuve ! —, une sorte de sujet privilégié, hors du temps et de l'espace, hors des conditions historiques, de tout contexte et de toute pression sociale, bref un « phénomène » exceptionnel, né des idées, se mouvant par des « idées » dans un monde d'« idées » et se réduisant en dernière analyse à cette « idée » suprême — ce que ni Craipeau, ni Pablo, ni même Fraenkel n'osent encore écrire, mais qu'écrivent les « soviétologues » anglo-saxons cités par ce dernier — qu'il existe une « essence » du communisme. Une « essence » si mystérieuse, si surprenante, si insaisissable qu'aucune activité humaine ne saurait ni la contrôler ni la maîtriser, une essence, en somme, un peu diabolique, qui exige que l'homme sage s'en tienne prudemment à l'écart et choisisse plutôt de se confier au libre jeu des lois du profit capitaliste, elles au moins parfaitement saisissables et compréhensibles, à défaut d'être maîtrisables, comme l'assurent dans leurs conclusions la majorité des « soviétologues » d'outre-Atlantique chers à la plume de Fraenkel.

Car le problème est là, sous-jacent aux débats, aux thèses et aux « questionnaires » : lutter ou non pour la révolution socialiste, c'est-à-dire, entre autres, accepter d'assumer tous les risques que comporte un tel combat. Rappelant en 1940, dans son *Staline*, qu'il avait en 1904 dénoncé les dangers du « substitutisme », de la « dictature sur le prolétariat », de la « dictature du comité central », etc., Trotsky n'essayait pas de faire croire qu'il avait été, au temps de sa jeunesse, victime d'un mirage. Mais, en marxiste, il situait ces dangers à leur véritable place, non dans les « idées » de Lénine ou dans un

quelconque « schéma », mais dans la réalité sociale, écrivant :

« La sélection rigoureuse des éléments avancés et leur rassemblement dans une organisation centralisée ont évidemment leurs dangers, mais il faut en rechercher les causes profondes non dans le "principe" de la centralisation, mais dans l'hétérogénéité et la mentalité arriérée des travailleurs, c'est-à-dire dans les conditions générales qui rendent précisément nécessaire une direction centralisée de la classe par son avant-garde. La clé du problème dynamique de la direction réside dans les rapports réels entre l'appareil du parti et le parti, entre l'avant-garde et la classe, entre la centralisation et la démocratie. Ces rapports ne peuvent être définis *a priori*. Ils dépendent de circonstances historiques concrètes » (28).

L'histoire du mouvement ouvrier n'est pas un conte des *Mille et une nuits*, même si Fraenkel, parfois, ne sait plus très bien qui est Schéhérazade. Les exemples n'en manquent pas dans l'histoire du parti bolchevique : la construction d'un parti révolutionnaire n'est pas une perspective toute droite, sans problèmes ni obstacles. Elle n'est réglée d'avance ni dans un sens ni dans l'autre. Trotsky, précisément dans son *Staline*, rappelle le conflit survenu au 3^e congrès du parti russe, le premier purement « bolchevique », entre Lénine et ceux qu'il appelait les *komitetchiki* — les « comitards » — qui refusaient de laisser entrer des ouvriers dans les « comités du parti ». Mais ce phénomène, du type de ceux qu'il dénonçait dans *Nos Tâches politiques*, n'était pas le fruit des « schémas » de Lénine, qui fut d'ailleurs capable de le combattre victorieusement, venant à bout de la résistance des « comitards » et imposant la construction d'un parti dans la classe, d'un parti ouvrier. Le même obstacle se retrouve tout au long de l'histoire.

C'est à lui encore, incarné cette fois par ceux qui se disaient les « vieux-bol-

cheviks » et s'en croyaient les meilleurs, que Lénine se heurte à la conférence d'avril, puis en octobre 1917, avant et après l'insurrection. Car les « conciliateurs », ceux qui cherchent à éviter la rupture avec les agents de la bourgeoisie et qui reculent devant les décisions qui signifient le combat « jusqu'au bout », sont aussi — ce n'est pas un hasard — les mêmes qui sous-estiment, déforment, voire tentent de dévier le mouvement de la classe, et Zinoviev comme Rykov en constituent sans doute les exemples les plus purs. C'est encore le même problème que Lénine empoigne au 3^e congrès de l'Internationale communiste, en 1921, quand il fustige tous ceux pour qui le pouvoir est seulement au bout du fusil et non au terme de l'organisation consciente des masses, tous ceux qui jugent facile de « faire » la révolution, sans les masses, dans une salle bien close. Son refus du « substitutisme » — que, bien sûr, un Deutscher lui attribue —, il l'exprime avec une totale netteté dans ses conversations avec Clara Zetkin en cet été de 1921, comme lorsqu'il lui affirme :

« Nous ne sommes pas Xerxès qui fouettait la mer avec des chaînes » (29).

De ce point de vue, il est normal que les questions posées par Trotsky dans *Nos Tâches politiques*, œuvre de jeunesse, écrite, surtout, avant l'expérience de trois révolutions et celle de la construction, puis de la dégénérescence, d'un parti victorieux, trouvent plus tard, sous sa main, les premiers éléments de réponse, notamment dans *Cours nouveau* où se trouve saisi, à un moment décisif pour l'avenir du parti bolchevique, le rapport entre l'appareil et le parti,

(28) L. Trotsky, *Staline*, pp. 88-89.

(29) Clara Zetkin, *Conversations avec Lénine*, p. 40.

la vieille garde et la jeunesse et, en définitive, le parti et les masses. Toute organisation, parti de type bolchevique compris, secrète son propre conservatisme, reflet de son adaptation à la pression des classes adverses, frein à son développement, bandeau sur sa conscience, obstacle à son passage à un niveau supérieur de développement organique. Mais, comme l'écrivait Trotsky en 1923, la tradition du parti bolchevique était précisément que « *le traditionnalisme, la routine étaient réduits au minimum par une initiative tactique clairvoyante, profondément révolutionnaire, à la fois hardie et réaliste* » (30), et par une lutte politique incessante dans les rangs mêmes d'un parti où chacun a le devoir de se forger par lui-même une opinion et de la défendre avec acharnement.

Répetons-le, après tant d'autres : le marxisme n'est pas constitué d'un ensemble de recettes déterminées d'avance, il n'est pas l'application, dans n'importe quelle situation, des méthodes préconisées par Lénine ou par Trotsky en 1902 ou en 1904 dans l'empire des tsars. Il est une méthode d'analyse historique, une méthode d'orientation politique. C'est encore Trotsky qui a répondu, en 1923, à ses propres interrogations de 1904 :

« Il faut sans cesse aiguïser et appliquer l'arme de l'investigation marxiste. C'est en cela précisément que consiste la tradition, et non dans la substitution d'une référence formelle ou d'une citation fortuite à l'analyse » (31).

C'est là — soit dit en passant — une remarque que ferait bien de méditer Pierre Frank dont les laborieuses généralités, à propos de la publication de *Nos Tâches politiques*, traduisent un embarras bien compréhensible (32). Le « correcteur » de la traduction, Boris Fraenkel, n'a-t-il pas été longtemps le

plus beau fleuron de la revue *Partisans* qu'édite François Maspero, camarade de parti de Frank ? Après tout, les thuriféraires de ce premier ouvrage de Trotsky, « *antitrotskyistes* » et « *antiléningistes* » comme il dit, ressemblent comme des frères à ces galopins de *Rouge* dont les flirts spontanéistes poussés sont encore dans toutes les mémoires, et l'encre n'est pas encore sèche des « *manifestes* » ou « *tracts* » dits « *Secours rouge* » (32) rédigés avec ceux qu'il appelle aujourd'hui — signe de jeunesse d'esprit évidente — les « *spontex* » ! Dans la division du travail chez les révisionnistes de la Ligue, « *le plus petit des partis* » comme dit son agent publicitaire du *Monde* (33), c'est à Frank qu'il échoit de jouer le rôle de « *gardien de la tradition* », c'est-à-dire de préserver à titre de couverture les formules générales d'un « *bolchevisme* » formalisé, parfaitement inoffensif pour la bourgeoisie et le stalinisme, tandis que les

(30) L. Trotsky, *Cours Nouveau* (dans *De la Révolution*, Paris, éd. de Minuit, 1963, 654 p.), p. 59.

(31) *Ibidem*, p. 61.

(32) P. Frank, « *Les livres : NOS TÂCHES POLITIQUES, de Léon Trotsky* », dans *IV^e Internationale*, n° 45, septembre 1970.

(33) Pour mémoire, notons que la Ligue « *communiste* », par l'intermédiaire de ses militants grenoblois, a pris en 1970 le parti de défendre le provocateur antitrotskyiste connu sous le nom de *Max*, et accusé militants de l'U.N.E.F. et de l'A.J.S. agressés d'avoir « *dénoncé* » en portant plainte contre lui cet homme qui était pourtant dès cette époque en principe recherché par la police en sa qualité de déserteur de la Légion étrangère. Il est vrai que *Max* est toujours en circulation et qu'en revanche le président de l'A.G.E. de Grenoble, René Revol, est, lui, inculpé... au titre de la « *loi anticasseurs* ». La rupture des amis de Frank avec les « *spontex* » ne va pas jusqu'à l'autocritique !

(34) Thierry Pfister, « *Les trotskistes à l'école* », *Le Monde*, 25 août 1971.

Weber, Krivine et Bensaïd battent la campagne, de « Dany » (Cohn-Bendit) à Rocard, de la théorie des « nouvelles avant-gardes » aux « comités d'action embryons de double pouvoir » en passant par les « guérillas rurales » et les « réformes de structures » (35.) On conçoit que cela ne soit pas une tâche commode et qu'une fois de plus Frank ait donné du « trotskysme », qu'il prétend d'autant plus incarner qu'il est au cœur du complot révisionniste contre lui, l'image d'une théorie « sacralisée » — comme ils disent — à coup de « références formelles » et de « citations fortuites »...

Qu'on me comprenne bien : il ne s'agit pas d'une petite bataille. Il y a quelques années, je rencontrai un jeune Soviétique — de ces jeunes qui constituent, comme il disait lui-même en parlant de ses amis tchécoslovaques, « l'étoile de l'humanité » — qui s'étonnait d'entendre dans ma bouche, avec des analyses, qu'il jugeait correctes, des problèmes de la société soviétique, de fréquentes références à Trotsky qu'il tenait pour l'un des principaux « ancêtres » de la bureaucratie stalinienne : il est vrai qu'on le lui avait appris et qu'il n'avait pas encore à ce moment-là les éléments qui lui permettaient de s'affranchir de ce conditionnement. Mais la question est précisément là. Aujourd'hui, toute une génération, particulièrement en Europe de l'Est, tend les mains, à tâtons, vers l'instrument historique dont elle pressent, dont elle devine qu'il est nécessaire à la victoire de sa révolution contre la bureaucratie, la révolution politique, la victoire des travailleurs : elle se lance à la recherche de Lénine et du bolchevisme et parvient très souvent à en retrouver la trace, et parfois le fil.

C'est là danger mortel pour l'impérialisme aussi bien que pour la bureaucratie. Le fil de l'histoire a été une

fois de plus coupé au lendemain de la victoire du bolchevisme, interrompu là par la dégénérescence du premier Etat ouvrier et du parti bolchevique lui-même. Il s'agit pour eux d'empêcher qu'il soit renoué.

L'entreprise n'est pas nouvelle. En 1938-1939, déjà, au lendemain de la fondation de la IV^e Internationale, une offensive internationale avait été déclenchée sur le thème du « bolchevisme ancêtre du stalinisme » par l'ensemble des groupements « centristes », en particulier ceux qui se rassemblaient autour du « Bureau de Londres ». Déjà alors, *Nos Tâches politiques* et l'article de Rosa Luxemburg — traduit en français sous le titre significatif de *Marxisme et Dictature* (36) et en anglais sous celui de *Marxisme ou Léninisme* (37), les changements de titre indiquant l'état d'esprit des auteurs, la volonté de dénaturer le sens de ces remarques sur les *Questions d'organisation de la social-démocratie russe* — étaient utilisés pour opposer Trotsky et Luxemburg à Lénine, et nous avons mentionné au passage quelques-unes des réponses que leur fit Trotsky vivant. Le sens de la tentative de Charles Malamuth de faire servir à cette fin le *Staline* de Trotsky apparaît clairement au seul examen des dates. Quand Malamuth rédige ses « interpolations », il n'agit pas en « écrivain », exprimant des opinions personnelles, mais sur les ordres de la maison

(35) Voir le livre de Stéphane Just, *Révisionnisme liquidateur contre Trotskysme* (Paris, SELIO, 1971, 338 p.) et notamment le chapitre V, « Nouvelles avant-gardes ? Non ! Reconstruction de la IV^e Internationale ».

(36) Edité par les éditions Spartacus, comme la *Révolution russe* de Rosa Luxemburg.

(37) Edité par l'*Independent Labour Party*.

Harper's exprimant les intérêts de la bourgeoisie impérialiste américaine, cherchant à identifier le « bolchevisme » à la monstrueuse alliance conclue en 1940 entre l'impérialisme allemand incarné par Hitler et la bureaucratie stalinienne : c'est si vrai que le livre, sorti des presses en 1941, ne fut finalement pas mis dans les librairies parce que, dans l'intervalle, l'Union soviétique était devenue une « alliée » de la bourgeoisie américaine, et qu'il ne sera publié qu'en 1946. Au moment où Pablo entreprend son entreprise de démolition de la IV^e Internationale, avec l'aide des Mandel et Pierre Frank, c'est Deutscher qui, de l'extérieur, orchestre le même thème en citant largement *Nos Tâches politiques*, et en reprenant le thème du « substitutisme » pour faire endosser à Trotsky la responsabilité de cette identification entre « bolchevisme » et « stalinisme » (38).

L'opération ainsi tentée est du même type de celle qui a été menée à plusieurs reprises, à partir de la social-démocratie, pour utiliser contre la révolution russe et les bolcheviks les remarques critiques de Rosa Luxemburg dans ses notes publiées par Paul Levi sous le titre de *la Révolution russe* (39). Opération facilitée par le fait que Rosa Luxemburg, assassinée par les amis de ces mêmes littérateurs socialistes, n'avait pas eu le temps, à la différence de Trotsky, de devenir, elle aussi, « bolchevique », c'est-à-dire la dirigeante de la section allemande de l'Internationale communiste, mais démentie pourtant, tant par le texte lui-même que par le refus de Rosa Luxemburg, de son vivant, de laisser publier ce texte.

Aujourd'hui, dans une situation de crise profonde de l'impérialisme comme du stalinisme, alors que se succèdent sur un rythme accéléré les événements qui

prouvent que l'humanité est entrée dans la période d'imminence de la révolution et de la contre-révolution, des pas importants ont été réalisés par le Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale pour renouer le fil de la continuité historique. Le rassemblement d'Essen, début juillet, a simultanément symbolisé et concrétisé cette avance, tant en France que dans le reste du monde, Allemagne comprise. Et c'est, dans ces deux pays au moins, le recommencement de la contre-offensive « à propos »... de la publication, comme par hasard, dans ces deux pays de *Nos Tâches politiques* (40). Michel

(38) Deutscher, *Trotsky*, son tome I, *le Prophète armé*, Paris, Julliard, 1962, et les deux volumes qui le suivent contiennent à peu près tous les thèmes, parfois seulement esquissés, sur lesquels se mène aujourd'hui l'offensive contre le bolchevisme et le trotskysme, et ce sur la base d'une « information » et de méthodes de recherche dont j'ai relevé un exemple significatif dans *Le Mouvement communiste*, p. 548, n. 377.

(39) C'est à son avocat et camarade de Parti, Paul Levi, que Rosa Luxemburg, alors emprisonnée, avait remis ces notes qu'elle ne destinait pas à être publiées. Levi, devenu à sa mort le dirigeant du parti allemand, estimait alors que Lénine, dans le débat sur les « questions d'organisation », avait vu l'histoire trancher en sa faveur. Exclu du P.C. en 1921, il devait revenir dès 1922 à la social-démocratie — où il cohabitait, triste destin, avec Noske et Ebert — et prendre aussi l'initiative d'une publication, d'ailleurs incomplète, des notes que lui avait remises Rosa Luxemburg. Voir P. Broué, *Révolution en Allemagne (1918-1923)*, à paraître en octobre aux éditions de Minuit.

(40) Voir à la note (24) tous les renseignements sur l'édition allemande : depuis l'éphémère carrière du S.D.S. porté sur les fonts baptismaux par les disciples de Mandel et célébré par Fraenkel, le pays qui fut la patrie de l'organisation ouvrière a vu fleurir toutes les variétés du spontanéisme et du semi-anarchisme : tout se paie.

Nin, Trotsky et Juan Andrade

par Pierre BROUÉ

Pendant l'été 1939, le dirigeant du P.O.U.M. Juan Andrade (1), qui venait d'échapper coup sur coup aux prisons stalinienne dites « républicaines » et à l'avance des franquistes en Catalogne, préparait pour l'éditeur parisien Jean Flory un recueil de textes du grand révolutionnaire espagnol Andrés Nin. C'était au lendemain de la fin tragique de la guerre civile espagnole, quelques mois avant l'éclatement de la seconde guerre mondiale. Ce volume, intitulé *les Problèmes de la révolution espagnole*, venait apporter des éléments essentiels, les principaux textes d'un homme qui avait été successivement secrétaire de la C.N.T. espagnole, un des fondateurs du parti communiste d'Espagne, secrétaire de l'Internationale syndicale rouge, puis dirigeant de la commission internationale de l'Opposition de gauche en U.R.S.S., l'un des fondateurs de la Gauche communiste d'Espagne, avant de rompre avec Trotsky en 1934 et de participer en 1935 à la fondation du P.O.U.M., dont il était devenu le secrétaire politique quand il

fut assassiné par les hommes de main de Staline. Or ce livre, déjà composé (il en est resté seulement deux séries d'épreuves), fut mis au pilon lors de l'avance allemande sur Paris en 1940. Ce n'est que trente ans après que Juan Andrade est parvenu à réaliser la tâche qu'il s'était fixée : la publication, cette fois en langue espagnole, de ces documents de la main de celui qui fut son camarade de combat. (*)

Il ne faut pas sous-estimer les difficultés d'une telle publication : ces textes ne sont pas faciles à trouver, particulièrement quand ils ont été publiés sous forme de brochure, et c'est labeur patient de militant que de les rechercher, après des

(1) Juan Andrade, ancien dirigeant des J.S. d'Espagne, fondateur du P.C. espagnol, ultérieurement dirigeant de la Gauche communiste (trotskyste) puis du P.O.U.M. (*) Andrés Nin, *Los problemas de la Revolución española*, Paris, Ruedo Ibérico, 1971, 230 p.

années où la contre-révolution de toutes variétés s'est acharnée à les faire disparaître sans laisser de trace. Or, sur ce plan, la réussite d'Andrade est incontestable : nous pensons qu'il ne manque à ce livre aucun texte public essentiel à la compréhension de la pensée et de l'itinéraire politique de Nin (2). Andrade n'a pas cherché à dissimuler les profondes divergences qui se sont exprimées entre 1931 et 1934 entre la Gauche communiste d'Andrés Nin et le Bloc ouvrier et paysan de Joaquín Maurin, les deux organisations dont la fusion en 1935 allait donner naissance au P.O.U.M. Il n'a pas non plus dissimulé les griefs des militants espagnols de la Gauche contre Trotsky, et l'on aurait aimé trouver ici — outre son opinion personnelle — un ou plusieurs textes de Nin portant sur ses divergences avec Trotsky précisément. On sait, en particulier, que Trotsky proposait en 1934 à ses camarades espagnols d'entrer dans le parti socialiste espagnol pour y aider au développement et à la rupture ultérieure d'une aile gauche qui s'y dessinait sous la pression de la menace contre-révolutionnaire et de la montée des masses. Sans doute les textes par lesquels Nin exprima son refus ne sont-ils pas aujourd'hui accessibles. On le regrettera d'autant plus que les quelques phrases de Nin sur la crise du parti socialiste et la radicalisation de sa gauche apparaissent ici trop sommaires pour pouvoir rendre compte d'un phénomène qu'il est difficile de réduire à de simples manœuvres de politiciens et qui, de toute façon, constituait au moins le reflet de l'extraordinaire montée révolutionnaire du prolétariat espagnol à la veille de la guerre civile.

Cela précisé, il ne saurait être question pour nous de paraphraser l'ouvrage de Nin dont nous souhaitons qu'il paraisse en français très vite. Le lecteur y trouvera des modèles de ce qu'est une ana-

lyse marxiste, fondée non sur un schéma abstrait, mais sur une analyse concrète et une expérience historique, celle du stalinisme. Il y trouvera aussi la vraie polémique marxiste, sans concessions, contre les centristes du groupe Maurin, dont les hésitations reflètent sans doute la double pression de la petite-bourgeoisie catalane et du stalinisme. Cela jusqu'en 1934. Ensuite, ce sont les textes du dirigeant du P.O.U.M. qui nous sont présentés, nous faisant entrer indirectement dans la grande polémique avec Trotsky, qu'Andrade, pour sa part, poursuit — et avec quel acharnement ! — tout au long de sa préface. C'est à cette dernière que nous voudrions consacrer l'essentiel de la discussion indispensable pour un tel ouvrage, puisqu'elle prétend donner ainsi son sens à l'œuvre de Nin, ce que, pour notre part, nous ne croyons pas.

De même que les premiers articles de Nin, critique de Maurin et du Bloc ouvrier et paysan, confirment le diagnostic porté par Trotsky dans les années 1930-1932 (3), de même Andrade, dans cette préface, apporte-t-il de l'eau au moulin de ceux qui se sont étonnés ou s'étonnent de la fusion entre les trotskystes espagnols et ce groupe. Il le traite en effet sévèrement, le qualifiant successivement de parti « purement catalan », de « fédération de groupes d'amis », lui reproche

(2) Le lecteur qui le désirerait pourrait compléter sa lecture par celle des n^{os} 7/8 d'*Etudes marxistes* sur la Révolution espagnole, ainsi que le tome III des *Ecrits* de Trotsky, malheureusement très incomplet, qui ne comprend notamment pas des articles capitaux de critique du P.O.U.M. rédigés en 1936 et 1937.

(3) Voir Trotsky, *Ecrits*, t. III, et sa correspondance avec Nin dans la *Révolution espagnole*, *Etudes marxistes*, n^{os} 7/8 pp. 79-94, en vente à la SELIO, 87, rue du Faubourg-St-Denis, Paris 10^e.

de n'avoir « pour orientation politique que les traits de génie de son chef », « une mentalité catalaniste », « un certain esprit de frivolité et de culte du chef », lui reconnaissant cependant d'être « formé de travailleurs au grand esprit de classe »... « quoique influencés par l'opportunisme de leurs dirigeants »...

Sa tâche, du coup, n'est pas facile quand il entreprend de démontrer qu'il était juste, pour l'organisation trotskyste espagnole, de fusionner avec une telle organisation. Le P.O.U.M. ainsi créé allait ensuite, à partir de sa fondation, vivre, selon Andrade, « dans une crise permanente et occulte », et des hommes comme Nin, en butte à l'hostilité de ceux qu'Andrade appelle les « notables maurinistes », allaient s'y trouver prisonniers d'une majorité... sans politique propre.

Cette solution, dans le contexte explosif de 1935, était-elle vraiment préférable à celle que préconisait Trotsky, l'entrée, au besoin individuelle, pour agir en fraction au sein d'un parti socialiste dont Andrade nous indique par ailleurs que son évolution « révolutionnaire » rencontrait « un immense écho au sein des grandes masses ouvrières et paysannes du pays » ? Avouons que nous n'en avons pas été convaincus.

Nous ne pensons pas non plus que le seul sort des armes — l'occupation de l'Andalousie, de l'Estremadure, de la Galice dans les premières journées de combat et la destruction du P.O.U.M. dans des régions entières — puisse, à lui seul, expliquer que le P.O.U.M., dont l'ambition était, selon Andrade, d'être un « parti de caractère national », ait été dominé, à partir de juillet 1936, précisément par sa section catalane : le « catalanisme » du Bloc n'est pas une calomnie des trotskystes... Le fait que la poignée de militants entrés dans le parti socialiste à l'appel de Trotsky y aient été, suivant

les termes d'Andrade, « assimilés », ne nous paraît pas non plus porter contre l'argumentation de Trotsky. Car ce dernier, dans les conditions de l'année 1934, ne s'adressait pas à quelques individus, même de formation marxiste solide, mais à une organisation trotskyste, petite, mais ferme, dont Nin et Andrade étaient les dirigeants. Andrade raisonne comme si son attitude, celle de Nin et de la majorité des militants de la Gauche communiste n'avaient eu aucune conséquence ni dans leurs propres rangs ni dans ceux de la Gauche socialiste qu'ils refusèrent de tenter de gagner directement par une tactique « entriste » et dont les éléments les plus jeunes allaient, en revanche, être rapidement gagnés par le stalinisme. Nin et Andrade n'excluaient-ils pas radicalement de leurs prévisions un développement du stalinisme dans la jeunesse ouvrière espagnole ? C'est ce qu'il nous semble, mais Andrade ne le dit pas, et c'est dommage.

Le reste de la préface constitue une réponse, point par point, aux différents réquisitoires dressés par Trotsky. Ce dernier, à la suite de la signature par le P.O.U.M. du pacte électoral de Front populaire, écrivit un article intitulé *la Trahison du Parti ouvrier d'unification marxiste* (4), où il affirmait que « les anciens communistes de gauche étaient devenus la queue de la bourgeoisie de gauche ». Sur ce point, Andrade répond que l'adhésion du P.O.U.M. au pacte électoral du Front populaire était conforme au sentiment unanime des travailleurs, comme le démontre, à ses yeux, l'abandon par les dirigeants anarchistes de la consigne d'abstention. Il ajoute que la base ouvrière du P.O.U.M., rai-

(4) Voir cet article dans *la Révolution espagnole* (1936-1939), *Etudes marxistes*, op. cit. p. 96.

sonnant « de façon plus simple, logique et pratique que les métaphysiciens théorisans des groupes ultra-gauchistes », n'aurait pas accepté que le P.O.U.M. restât en dehors, et que la décision fût prise de façon « démocratique », dans ce parti dont il vient de reconnaître la dramatique hétérogénéité.

Trotsky écrivait :

« Au lieu de mobiliser les masses contre les chefs réformistes, y compris les anarchistes, le P.O.U.M. cherchait à convaincre ces messieurs de l'avantage du socialisme sur le capitalisme. C'est sur ce diapason qu'étaient accordés tous les articles et discours des leaders du P.O.U.M. Pour ne pas se détacher des chefs anarchistes, ils n'organisèrent pas leurs propres cellules dans la C.N.T., et en général n'y firent aucun travail. Eludant les conflits aigus, ils ne menèrent aucun travail dans l'armée républicaine. Au lieu de cela, ils édifièrent « leurs propres syndicats » et « leurs propres milices » qui défendaient leurs propres édifices ou s'occupaient de leurs propres secteurs du front. En isolant l'avant-garde révolutionnaire de la classe, le P.O.U.M. affaiblissait l'avant-garde et laissait les masses sans direction ».

Andrade rétorque en 1970 :

« Dans sa frénésie de démolition contre le P.O.U.M., il (Trotsky) alla jusqu'à condamner le fait que notre parti avait organisé ses propres milices, quand ce fut là la décision prise par tous les partis ouvriers et toutes les organisations syndicales en vue de créer des unités combattantes au début de la guerre civile ; c'était (également pour lui) une sorte de délit que nous ayons confié la garde de nos locaux à nos miliciens poumistes ; il nous accusait d'avoir créé nos propres syndicats, ce qui est absolument faux, puisque les syndicats qui constituaient la F.O.U.S. (5), dirigée par les poumistes, étaient seulement ceux qui avaient été exclus de la C.N.T. et qui s'étaient regroupés précisément pour lutter en faveur de l'unité syndicale ».

A ce qu'il appelle le « sectarisme », le « mécanisme », le « dogmatisme » et même le « romantisme » de Trotsky, Andrade oppose résolument le comportement de la direction du P.O.U.M., dont il écrit en 1970 :

« Malgré ses erreurs ou plutôt ses hésitations fréquentes, la direction majoritaire du P.O.U.M. eut toujours une attitude sensiblement plus progressiste sur la tactique à employer que la quasi-totalité des militants du parti, qui reflétaient l'état d'esprit général, car le comité exécutif avait néanmoins une compréhension plus exacte du procès de la révolution, des desseins et des objectifs du stalinisme ».

Nous ne prendrons pas ici la peine de discuter cette attitude de « chef » rejetant la responsabilité des erreurs sur « la base », et nous contenterons d'indiquer en passant que cette appréciation mérite d'être rapprochée des accusations lancées par ailleurs dans cette préface contre Trotsky et ses méthodes de direction. Nous citerons simplement, afin de conclure sur ce point, un extrait d'une *Adresse aux militants du P.O.U.M.* datée du 23 juin 1939 et signée, parmi d'autres, de Juan Andrade :

« Pendant tout le cours de la révolution et de la guerre civile, il y a eu dans le parti une fraction, plus ou moins organisée, qui n'avait pas la moindre foi ni la moindre confiance en la politique révolutionnaire du P.O.U.M., qui a toujours conspiré contre elle, qui l'a sabotée sur les fronts et à l'arrière, qui a imposé au Parti des tactiques fausses, qui l'a empêché de jouer le rôle que l'Histoire lui réservait. [...]. C'est la fraction qui, pendant tout le cours de notre action en Espagne, a trouvé son expression la plus achevée dans la majorité du comité central : c'est la fraction qui a donné à cet organisme un caractère réactionnaire marqué.

(5) Fédération ouvrière d'unité syndicale, dont Nin était secrétaire général.

Les circonstances mêmes que nous avons traversées en Espagne ne nous ont pas toujours donné l'occasion propice pour manifester nos divergences. L'Histoire nous présentera plus d'une fois comme responsables de ces erreurs. La plus grande erreur politique que nous ayons commise a été précisément de faire trop longtemps silence sur les divergences et de ne pas les rendre publiques » (6).

Répetons-le : ce texte n'émane ni de Trotsky ni d'un quelconque trotskyste. C'est Andrade lui-même, au moment où il préparait pour la première fois cette publication des œuvres de Nin, qui pensait et qui écrivait qu'une « *fraction réactionnaire* » avait « *imposé* » au P.O.U.M., à travers la majorité du comité central, des tactiques fausses. C'est Andrade lui-même qui pensait en 1939 que la gauche du P.O.U.M. — lui y compris — serait rendue responsable de ces erreurs, et que la plus grande erreur commise par lui et ses camarades était de s'être tus et d'avoir été, au moins en apparence, solidaires de la « *fraction réactionnaire* » qui dirigeait le P.O.U.M. et dominait son comité central. Il est infiniment dommage, notamment pour les jeunes générations, auxquelles Andrade dit qu'il pense en écrivant, qu'il ait, depuis 1939, reculé au point de reprendre, contre Trotsky et les trotskystes, le ton et le contenu même qui furent ceux des attaques de ce comité central, dans sa session d'avril 1939, contre lequel s'élevait précisément son *Adresse* du 23 juin.

C'est sans doute une leçon supplémentaire de l'histoire que celle-ci : les trente années écoulées n'ont pas été, pour Andrade, fécondes. Et pourtant, elles pouvaient l'être. Ajoutons que nous lui déniions le droit d'écrire en 1970, *sans s'en expliquer*, le contraire de ce qu'il écrivait en 1939 sur la même question et sur les mêmes hommes.

Cela dit, disons tout de suite que nous ne le suivrons pas plus longtemps, sur le terrain de la polémique personnelle et de l'emploi des épithètes injurieuses ou simplement excessives qu'il condamne avec beaucoup d'indignation quand elles sont dirigées contre lui. Nous savons pour notre part que Lénine et Trotsky n'ont pas été tendres l'un envers l'autre à l'époque de la conférence de Prague et du « *bloc d'Acût* ». Mais ce n'est pas reprendre et assumer toutes les qualifications injurieuses employées à cette époque par Lénine que de reconnaître que, dans cette question capitale pour la construction du parti bolchevique, Trotsky avait tort. Nous pensons qu'un homme de l'expérience d'Andrade devrait avoir depuis longtemps compris la signification des épithètes dans la polémique à l'intérieur du mouvement révolutionnaire, au lieu de s'en indigner, comme si les « *méthodes* » de Trotsky pouvaient être simplement rapprochées de celles de Staline. Récemment, dans les colonnes de *La Batalla*, Andrade jouait l'étonnement joyeux devant la lettre découverte par Paolo Spriano dans les archives italiennes : Trotsky, quelques mois après avoir écrit un article sur la « *trahison* » du P.O.U.M., s'inquiétait du sort de Maurin, tombé aux mains des franquistes, priait ses camarades de ne pas se laisser guider « *par des réminiscences de la période précédente* », et écrivait qu'il serait « *criminel* » — l'épithète est vigoureuse — de ne pas chercher avec Nin et Andrade « *un rapprochement sincère et durable* » (7). Duplicité, « *méthode* » condamnable ? En aucun cas.

(6) *Ante la crisis política del Partido*, adresse aux militants du P.O.U.M., 23 juin 1939.

(7) Voir ci-dessous le texte de cette lettre.

Non, Trotsky ne jouait ni ne rusait quand, devant la commission Dewey, en avril 1937, il rappelait ses divergences avec Andrés Nin, et déclarait cependant en même temps que ce dernier était « son ami ». Pour lui, combattant révolutionnaire, les divergences politiques passaient avant tout. Pourquoi, aujourd'hui, Andrade adopte-t-il le critère inverse ?

Nous souhaitons que se taisent les susceptibilités personnelles, ou, du moins, qu'elles prennent leur place dans le cadre des divergences politiques. Nous souhaitons qu'Andrade cesse de vouloir — c'est trop dérisoire — régler ses comptes personnels avec Félix Morrow (8) et tous ceux qu'il baptise ses « émules », afin que soit entrepris par tous — Andrade compris — à partir d'une histoire aussi complète et aussi véridique que possible du P.O.U.M., le bilan de l'effort de ce parti et de ses militants pour construire le parti révolutionnaire qui a manqué au prolétariat espagnol face à la Sainte Alliance de la contre-révolution, fasciste, démocratique ou stalinienne. Nous le souhaitons parce que les immenses services rendus à la cause révolutionnaire par les militants du P.O.U.M., au premier chef Andrés Nin, méritent notre respect : c'est-à-dire qu'ils ne doivent

pas servir d'enjeu dans une querelle de prestige personnel, mais être considérés comme des éléments d'une analyse scientifique qui puisse servir d'arme dans la lutte pour le socialisme.

C'est pourquoi, tout compte fait, et quelles qu'aient été ses intentions ou ses limites en rédigeant cette préface, Juan Andrade a tout de même contribué de façon positive au bilan nécessaire en donnant aux jeunes générations ces textes d'Andrés Nin. Nin, qui n'appartient ni à la « majorité », ni à la « minorité » du P.O.U.M., ni même au P.O.U.M. seul, mais à la classe ouvrière mondiale qui lui rendra un jour les honneurs qu'il mérite. Pour cela, il faut étudier son œuvre et son action, erreurs comprises, les connaître, non pour dresser des réquisitoires ou tracer des apologues, mais pour comprendre et, par conséquent, pour mieux lutter et pour vaincre.

(8) Militant trotskyste américain, auteur de *Revolution and Counter-Revolution in Spain* (1938), sévère réquisitoire contre le P.O.U.M., Morrow devait abandonner toute activité militante après la guerre. De façon curieuse, Andrade établit un lien direct entre ces deux faits, et promet à tout critique du P.O.U.M. le destin de Morrow.

DOCUMENT

Le texte ci-après est une lettre écrite de Norvège par Trotsky à Jean Rous qui s'était rendu à Barcelone, envoyé par le Secrétariat international, au cours des premières semaines de la révolution. Elle n'est jamais parvenue à son destinataire, car elle avait été interceptée par la police secrète italienne dans les archives de laquelle elle a été retrouvée par l'historien italien Paolo Spriano. Elle a été publiée pour la première fois dans *le Monde* du 5 décembre 1970.

Il s'agit d'une réponse à un télégramme informant Trotsky de la possibilité — mise en avant par le P.O.U.M. — d'obtenir pour lui l'autorisation de séjour en Catalogne.

Ce projet se heurtera à un *veto* assorti de menaces des représentants russes en Espagne, et la Généralité de Catalogne ne retiendra pas la proposition du P.O.U.M. Trotsky répond également de façon positive à la proposition qui lui avait été transmise de collaborer régulièrement à *La Batalla* qui était l'organe central du P.O.U.M., et donne à Rous et à ses camarades son opinion sur la perspective dans laquelle il faut aborder à ce moment les problèmes de l'action en commun avec le P.O.U.M. Depuis des années, Trotsky polémiquait féroce­ment contre Joaquin Maurin, l'ancien dirigeant du Bloc ouvrier et paysan, devenu le secrétaire général du P.O.U.M. La rupture politique avec Nin et Andrade remontait, elle, à la fin de 1934. Elle était devenue publique au début de 1936, à la suite de la signature par le P.O.U.M. du programme du bloc électoral — le futur Front populaire — décision politique que Trotsky qualifiait de « *trahison* ». Sa lettre démontre clairement dans quel cadre politique se situaient ces polémiques et aussi combien, dans les conditions nouvelles d'explosion de la guerre civile, son souci de *construire* l'emportait sur les ressentiments, même politiquement justifiés : il s'agissait de vaincre et non de régler des comptes.

On sait que les pourparlers engagés par Jean Rous allaient échouer. Quelques semaines plus tard, la décision du P.O.U.M. d'entrer dans le gouvernement de la Généralité de Catalogne — qualifiée par Trotsky de « *bourde colossale* » — consacrait une nouvelle rupture publique.

Ce document — relatif à une période finalement très brève de l'histoire des relations entre Trotsky et le P.O.U.M. — ne nous paraît pas moins riche de leçons politiques. Et c'est pourquoi nous avons tenu à le reproduire à la suite de l'article du P. Broué. (N.D.L.R.)

Lettre de Trotsky à Jean Rous (Août 1936 ?)

Chers Camarades,

J'ai reçu votre télégramme inattendu. Malheureusement, il peut être interprété maintenant ici comme une preuve de ma participation directe dans les affaires espagnoles, tandis qu'il s'agit — autant que je puis le comprendre — de la possibilité d'avoir un visa pour rentrer à Barcelone. Pas nécessaire de vous dire que j'en serais tout à fait heureux. Est-ce possible ?

Vous savez la situation qui m'est faite ici : l'attaque des fascistes d'une part, la

déclaration infâme de Tass, d'autre part. Je ne sais quelle sera l'attitude du gouvernement qui n'a pas la moindre idée de l'infamie criminelle de la clique de Staline-Iagoda.

Nous serions avec N. (Nathalie) tout à fait prêts à aller immédiatement à Barcelone. L'affaire — pour réussir — devrait être tentée aussi discrètement que possible.

Vous comprendrez bien que je ne puis pas donner des conseils d'ici : il s'agit maintenant de la lutte directe armée, la

situation change de jour en jour, mes renseignements sont au niveau de zéro.

On parle de la disparition de Maurin ?

Que signifie cela ? Il n'est pas tué, je l'espère ? Quant à Nin, Andrade et autres, il serait criminel de se laisser guider maintenant, dans la grande bataille, par des réminiscences de la période précédente. S'il y a des divergences de programmes ou de méthodes, même après l'expérience faite, ces divergences ne doivent nullement empêcher un rapprochement sincère et durable. L'expérience ultérieure ferait le reste. Quant à moi personnellement, je serais absolument prêt à collaborer à La Batalla, quoique seulement comme un observateur de loin.

La question qui me préoccupe surtout concerne les relations entre le P.O.U.M. et les syndicalistes. Il serait — me semble-t-il — extrêmement dangereux de se laisser diriger exclusivement ou même surtout par des questions de doctrine. Il faut, coûte que coûte, s'approcher des syndicalistes, malgré tous leurs préjugés.

Il faut vaincre l'ennemi commun. Il faut gagner la confiance des meilleurs syndicalistes pendant la lutte. Ces considérations peuvent vous paraître banales, et je m'en excuse par avance : je ne connais pas suffisamment la situation pour donner des avis concrets. Je veux seulement souligner que, avant Octobre, nous avons tout fait pour agir ensemble, même avec les anarchistes de pur sang.

Le gouvernement Kerenski essayait souvent de se servir des bolcheviks contre les anarchistes. Lénine s'y opposait avec acharnement : un anarchiste militant

vaut mieux dans cette situation-là, disait-il, qu'une centaine de mencheviks hésitants. Pendant la guerre civile qui vous est imposée par les fascistes, le plus grand danger, c'est le manque de décision, l'esprit de tergiversation, en un mot le menchevisme. Encore une fois, tout cela est trop vague. Je suis prêt à tout faire pour donner à mes suggestions toute la précision possible : mais pour cela il faut vaincre la distance. De ma part, je puis promettre la volonté la plus sincère de compréhension mutuelle avec les camarades qui sont en lutte malgré toutes les divergences possibles.

Ce serait une mesquinerie honteuse que de se tourner vers le passé, si le présent et l'avenir ouvrent la voie pour la lutte commune.

Avec le dictionnaire, j'essaierai bien de me débrouiller dans La Batalla. Mais je ne reviens à la maison que dans quatre ou cinq jours.

Mes saluts les plus chaleureux pour tous les amis, aussi et surtout pour ceux qui croient avoir des raisons d'être mécontents de moi.

L. TROTSKY.

Un billet accompagne cette lettre :

Mon cher Rous,

Ci-joint une lettre que vous pouvez — si vous le jugez utile — montrer à Nin et aux autres. Ce que je dis dans la lettre n'est nullement diplomatique : il faut de nouveau joindre la souplesse à la fermeté. Je me sens bras et jambes liés. Les meilleurs saluts de N. (Nathalie) et de moi. Bien à vous.

L. T.

CHAQUE SEMAINE, LISEZ

journal de l'Alliance ouvrière

"INFORMATIONS OUVRIERES"

Bien joué, mon Révérend...

Modesty Blaise nous en fait voir
de toutes les couleurs dans

L'ALMANACH DU PÈLERIN
1972

224 pages, tout en couleurs, 5 F
seulement. Chez votre libraire
ou diffuseur. A défaut : Bayard-
Presse, 5, rue Bayard, Paris-8^e
CCP Paris 16-68 (6,65 F Fco)

Sainte

Modesty

par Michel CHARDIN

Cette alléchante publicité, parue dans *la Croix* du 11 septembre 1971, étant tombée sous nos yeux, nous nous sommes précipités à la Maison de la Bonne Presse — pardon, dans le cadre de *l'aggiornamento*, cela s'appelle aujourd'hui Bayard-Presses — pour nous y procurer l'Almanach 1972 de l'hebdomadaire catholique qui, fondé le 12 juillet 1873 comme organe du Conseil central des pèlerinages, devenu aujourd'hui *le Pèlerin du XX^e siècle*, se prépare à fêter un centenaire florissant. Son Almanach ne nous apprend-il pas qu'il a « un tirage de 575.138 exemplaires (O.S.D.) » et que « le C.E.S.P. évalue à 2.682.000 le nombre de nos lecteurs »... Aussi bien, il a évolué :

« Evolution normale dans un monde bougeant, exigeant et auquel il faut "coller".

Après avoir franchi les étapes, évité les obstacles — sans pour autant les méconnaître — *le Pèlerin* se présente aux lecteurs plus jeune et plus rayonnant que jamais. »

Excellente occasion, donc, de nous persuader que « *l'Eglise a changé* ».

Dès l'éditorial, nous nous voyons rappeler que les chrétiens doivent rester fidèles au « *grand corps mystique du Christ* » :

« L'Eglise a une tête, des membres, des lois (...) Pourquoi vivre en impatient, en rebelle parfois, en désobéissant ? »

Et voici feu Mauriac — lui qui, en mai 68, de son propre aveu, se sentait « *passionnément du côté de l'Etat menacé* » — prodiguant ses conseils à la jeunesse (la jeunesse masculine, s'entend) :

TURE... NOTES DE LECTURE... NOTES

« Ne craignez pas que le Christ vous condamne au sommeil. Il fait de vous, entre tous les garçons de votre âge, des éveillés, des vigilants. Il vous oblige à tenir votre cœur bien en main (...) Ce qui frappe dans un vice, c'est sa monotonie (...) Il vous appartient encore de n'être pas, un jour, cet homme mûr, ce vieillard, qui rapporte au Christ un cœur dont le monde ne veut plus, les débris qu'ont laissés les bêtes. »

Et, pour qu'on voie bien ce que « cœur » veut dire, suit la publicité des « Promesses chrétiennes » pour les catholiques désireux de se marier, et celle du « Dépuratif des Alpes » pour ceux, catholiques ou non, qui veulent vivre vieux.

Ainsi préparés, nous plongeons en plein gauchisme. Gilbert Cesbron nous conte l'édifiante histoire d'un bourgeois de Tours, M. Martin, qui, rencontrant le premier jour de l'hiver un pauvre transi de froid, et chassé de son emploi « parce qu'il buvait », lui fait don de la doublure de son manteau. Le pauvre ne sait pas vivre, le suit « de son regard fixe » et crache dans sa direction !...

Cela à la page 7, et qui n'empêche nullement, à la page 84, d'exalter la mémoire du bienheureux Martin (de Tours), son geste si délicieusement catholique, lorsque, ne voulant pas tout perdre, en l'an de grâce 339, d'un coup d'épée...

Aussi bien l'histoire, au *Pèlerin*, reste-t-elle résolument événementielle.

Voici Louis XVI qui, le 21 janvier 1793,

« monte sur l'échafaud et témoigne, dans cette cruelle épreuve, d'un grand et noble courage. Dans une lettre écrite la veille de

son exécution et qui est une sorte de testament, il exprime son attachement à la France et pardonne à l'avance à ceux qui l'enverront le lendemain à la guillotine. C'est là une des plus belles pages de la littérature française, qui mériterait de figurer plus souvent dans les anthologies, d'autant qu'elle éclaire d'un jour nouveau le visage méconnu du pauvre roi. Le fils de Louis XVI ne régnera jamais : il fut confié à la garde du savetier Simon et mourut, dit-on, en prison faute d'air et de soins. »

Voici Louis XI, « un très grand serviteur de la France », donc du doux Jésus, qui « médite sa vengeance et prépare sa revanche contre un vassal rebelle et triomphant ».

Voici le comte de Chambord :

« Noble figure que celle de ce petit-fils de Charles X, à l'âme très haute et généreuse... »

Voici, qui nous regarde en face à la page 204, le saint patron, l'émule de M. Marcellin : M. Thiers en personne qui « travaillait régulièrement entre quinze et dix-huit heures par jour, quelquefois plus, se contentant, outre le repos de la nuit, d'un bref sommeil après chaque repas ».

Ce vrai chrétien avait son plan :

« D'abord, coûte que coûte, conclure la paix, terminer cette sinistre aventure (...) absurdemment poursuivie sous le gouvernement de la Défense nationale. »

Hélas !

« Le traité définitif sera signé à Francfort le 10 mai (...) Les événements de Paris n'en ont pas facilité la négociation. On sait que, du 18 mars au 28 mai, la Commune insurrectionnelle s'est dressée contre l'Assemblée nationale et n'a pu être vaincue qu'après l'atroce "semaine sanglante" dont le souvenir n'est pas encore effacé chez nous. »

NOTES DE LECTURE...NOTES DE LEC

On « s'adapte », on le voit, au *Pèlerin* (du XX^e siècle). On a même encore autre chose à nous dire de la Commune :

« Installé depuis le 18 mars 1871 à Paris, le pouvoir de la Commune décrète la suppression du budget des cultes. Il ordonne l'arrestation d'otages pour entamer des négociations avec le gouvernement réfugié à Versailles et présidé par M. Thiers. Quelle fut la réponse de ce dernier ? Toujours est-il que furent pris parmi les otages l'archevêque de Paris, Mgr Darboy ; M. Guerry, curé de la Madeleine, à Paris ; le premier président Bonjean, auxquels s'ajoutaient plus de six cents prêtres et gendarmes qui furent exécutés. Les 24 et 25 mai, ce fut le massacre des Dominicains d'Arcueil et, le lendemain, celui des otages à la Roquette et rue Haxo (Belleville). Le 28 mai, l'insurrection avait pris fin après l'entrée des « *Versillais* » à Paris. »

Fortifiés par le récit d'un miracle, un vrai, à Lourdes bien sûr, et par le portrait de Pauline Jaricot, cette « *fillette d'un riche négociant en soierie* » qui fonda « *l'œuvre de la propagation de la foi* », et par le souvenir de ces « *cent cinquante ans de missions* » des pieux fourriers de l'impérialisme qui, la croix de Jésus-le-veau-d'or dans la main droite, l'eau-de-vie et la tuberculose dans la main gauche, ouvrirent la voie aux soldats et aux colons de la fille aînée de l'Église, nous pouvons enfin nous pencher sur la condition prolétarienne :

« On a beaucoup opposé ces dernières années revendications quantitatives et qualitatives. Les premières se traduisent par une amélioration des revenus, les secondes par une amélioration des conditions de travail. Sans renoncer aux premières, les syndicats ou plus directement les travailleurs semblent mettre l'accent sur les secondes. C'est par exemple le sens qu'il faut donner au

long conflit chez Renault ou aux divers mouvements dans les Transports en commun. Les ouvriers spécialisés ne réclament pas de nouvelles augmentations, mais un travail humain, des perspectives d'avancement, des possibilités de recyclage. Ils n'acceptent plus une condition inhumaine. »

On croirait lire *Rouge*, ou une résolution de la C.F.D.T. !

Cependant, le cinéma fournit au *Pèlerin* l'occasion attendue pour nous rappeler que nous ne sommes pas loin de l'abomination de la désolation :

« C'est vrai que le cinéma est un reflet de son temps. Notre société dite de « *consommation* » se soucie peu de Dieu et des valeurs morales. La nouvelle idole est l'argent, et le désintéressement, la charité, le respect des autres, la vie spirituelle ont complètement disparu de la production cinématographique. Ce qui signifie que tous les personnages du cinéma sont boiteux, qu'il leur manque une dimension. Craignons que ce cinéma-là, dont la majorité des « *clients* » sont des jeunes, ait une mauvaise influence et contribue à désacraliser l'univers.

Cette absence se fait cruellement sentir en notre époque de contestation. L'un après l'autre, tous les tabous sautent. La fidélité n'a plus cours que dans le milieu des gangsters. L'amour, entendu comme attrait physique, excuse tout. La famille est pulvérisée. »

Heureusement, le *Pèlerin* est là pour nous rappeler « *Dieu et les valeurs morales* ». Toutefois, il est « *du XX^e siècle* », et le fera à sa manière.

Par la bouche du colonel Rémy, d'abord. Une nouvelle du très gaulliste auteur de romans d'espionnage, *le Guetteur*, nous conte l'histoire d'une sentinelle de la R.D.A. qui monte la garde près d'une rivière gelée servant de frontière entre les

TURE... NOTES DE LECTURE... NOTES

deux Allemagnes, attendant le moment où, « *le ventre bien rempli d'une épaisse soupe de pommes de terre* » (les voilà bien, les Boches !), il regagnera le poste-frontière où

« son corps roulé dans une couverture, il dormirait tout son soûl dans la bonne chaleur du poêle jusqu'au lendemain, puis boirait, mangerait et jouerait aux cartes en attendant l'heure de la patrouille de nuit. »

Voilà bien le triste destin des sans-dieu !

En attendant il monte la garde pour s'emparer des malheureux qui tentent de passer à l'Ouest :

« Il aimait ces randonnées nocturnes où l'on parlait à trois ou quatre, les chiens-loups trottant devant soi en quête de gibier à deux pattes. Ullrich, l'ancien SS, les avait supérieurement dressés à ramener leur prise. »

Et la salacité sadique, qui est la forme spécifiquement chrétienne de l'érotisme, de couler à pleins bords :

« Il était, parmi ces femmes, de jeunes et de jolies, comme cette mignonne, d'à peine dix-huit ans, que le chef de poste avait omis d'envoyer en prison avec les autres : pendant une quinzaine de jours, elle avait fait les délices du corps de garde où régnait le plus parfait esprit communautaire, jusqu'au matin où Franz l'avait retrouvée pendue à une branche, sans que nul pût dire comment elle était sortie.

Oui, ces patrouilles de nuit étaient riches en péripéties imprévues, tandis que l'occasion de « *faire un carton* », comme disait Franz qui avait travaillé dans l'organisation Todt à la construction du Mur de l'Atlantique, se présentait rarement pendant la journée. »

Naturellement, ce sont deux enfants, un garçon et une fille, qui se présenteront. Ils veulent passer à l'Ouest pour y renouveler une ordonnance

pharmaceutique (on sait le déplorable état de l'industrie chimique en Allemagne de l'Est...). La sentinelle descend le garçon, la fille s'enfuit. Le méchant est d'ailleurs puni ; il a mal aux dents :

« La douleur avait failli le rendre fou. Il était impossible qu'on souffrit davantage en enfer. »

Voilà ce que c'est que de persécuter l'Eglise du Christ (la bureaucratie est décidément bien mal récompensée de ses efforts de rapprochement avec le Vatican) — le cardinal Wyczynski a-t-il lu ces lignes :

« Les curés, par ici, avaient cessé de faire parler d'eux. Ces exploiters de la crédulité populaire travaillaient maintenant pour la communauté socialiste, sous la surveillance de garde-chiourmes. Il n'y avait eu que les vieux pour s'en plaindre : chez ceux-là, encroûtés de bigoterie depuis des années et des années, il était inutile de perdre son temps en vaine propagande. Mais on en serait bientôt débarrassé, tandis qu'une ère nouvelle se lèverait sur la *Deutsche Demokratische Republik*. La police se montrait trop patiente : ces vieilles gens, qui ne servaient à rien, qui récriminaient sournoisement contre le régime, se montraient pleins de voracité quand il s'agissait de toucher leur part de rations alimentaires. Pourquoi ne les laissait-on pas tout bonnement mourir de faim ?

L'homme éructa et fit glisser entre ses lèvres un long jet de salive jaunâtre teintée d'un peu de sang qui venait de sa gencive. Il retourna du pied le cadavre dont la face gisait contre la glace. »

Après ce récit moral et édifiant, nous sommes prêts à sauver Rome et la France au nom du Sacré-Cœur.

Modesty Blaise mettra la dernière main à notre conversion :

NOTES DE LECTURE...NOTES DE LEC

« Les amateurs de romans policiers connaissent sûrement la terrible féminité, le courage d'homme et les innombrables gadgets de cette sorte de détective en jupons, comme de son complice et ami Willie Garwin. »

C'est en ces termes que *le Pèlerin* nous la présente, prévenant que la nouvelle, « *Bien joué, mon Révérend!* » qu'il offre à ses lecteurs est extraite du « *dernier Modesty Blaise paru* : *MODESTY BLAISE ET LE PINCE-FESSE* ».

La main droite, on le sait, doit ignorer la fesse que pince la main gauche.

Et voici donc Modesty et Willie dans un quelconque pays d'Amérique latine, l'Argentine sans doute. Ils se hâtent pour atteindre San Tremino, où se meurt Garcia

(*Garcia*) « occupait une place à part dans le passé de Modesty. Tous deux appartenaient à la bande Louchet, ce petit gang de Tanger pour qui Modesty, qui avait alors à peine dix-sept ans, tenait la roulette dans un tripot. Lorsque Louchet tomba sous les balles d'une bande rivale, ce fut Modesty Blaise qui regroupa les hommes, complètement démoralisés, et se mit à leur tête.

Ce n'avait pas été facile. Seul Garcia l'avait soutenue de son pouvoir de persuasion, de ses poings et de son revolver. Aidée par lui, elle les avait pris en main, leur avait insufflé du courage et redonné au gang une vie nouvelle ».

Mais la Mercedes de Modesty est endommagée par la stupidité des mécaniciens indigènes du garage d'Orsita, où ils ont passé la nuit (« *Modesty fit la grimace. Elle tenait à sa Mercedes.* ») Laissant Wil-

lie surveiller la réparation, Modesty, pour gagner du temps, prend place dans l'autocar de l'orphelinat avec lequel le révérend Leonard Jimson convoie « *un troupeau de fillettes* » à destination.

(*Jimson*) « avait décidé d'emprunter, avec son troupeau [*ils y tiennent!*], la route peu fréquentée qui sinuait à travers les collines »,

La route nationale est, en effet, aux mains d'« *El Mico et ses rebelles* ». Le Révérend met à profit une si bonne occasion pour prêcher à Modesty la non-violence :

« Vous avez tué, répéta-t-il en secouant la tête d'un air accablé. C'est un acte monstrueux qui dépasse toute imagination, une insulte à la raison. »

Pour une raison quelconque, il s'abstient cependant de citer le 10^e commandement de Yahweh :

« Tu ne tueras point. »

Ils ont tant tué depuis, il est vrai...

Quoi qu'il en soit, Modesty réplique :

« Le mal, pour moi, c'est la cruauté. »

Ce dialogue si élevé, si original et si moral pourrait d'autant mieux se poursuivre que Modesty blasphème :

« Il manque un onzième commandement, car, faire preuve de cruauté, c'est infiniment plus grave que de voler, que de tuer ou que de convoiter le bœuf de son voisin »,

si le car n'était pas attaqué :

« Des hommes d'El Mico, se dit-elle. Un petit groupe qui avait pénétré profondément dans les collines. Des types dange-

TURE... NOTES DE LECTURE... NOTES

reux. Des guérilleros, des rebelles, des bandoleros... comme on les appelait suivant le camp auquel on appartenait. Elle ne s'expliquait pas pourquoi ils avaient tiré sur le car. Ils n'avaient aucune raison de le faire et avaient dû s'offrir cette *distrac-tion pour passer le temps.*»

Ils tomberaient naturellement sur un os, si le Révérend, mettant ses principes en pratique, ne fauchait à Modesty le petit revolver que, faute d'un arsenal plus sérieux resté dans la Mercedes, elle a emporté.

Ce sera l'occasion, pour les pieux lecteurs du *Pèlerin*, de faire davantage connaissance avec les guérilleros, qui commencent par s'emparer des 400 dollars qu'a Modesty dans son sac, et de sa montre :

« Rien de plus ! »

« Une sacrée déveine après un coup si magnifiquement monté et exécuté. Mais, en tout cas, ils ne lâcheraient ni le prêtre ni leurs prisonnières. El Mico, à son arrivée, déciderait de leur sort. Peut-être pourrait-il exiger une rançon pour rendre l'étrangère.

On a beau être un rebelle et lutter pour faire triompher la liberté, la pratique de la rançon est profondément enracinée chez les bandeleros qui n'allaient pas renoncer de gaieté de cœur à une tradition à la fois si ancienne et si profitable...

Les hommes d'El Mico n'étaient pas réputés pour leur douceur. Modesty se dit que selon toute probabilité, si le car n'avait transporté que des hommes, ces guérilleros auraient tiré dans le tas pour se faire la main. Ils étaient jeunes et avaient la gâchette facile. Bien entendu, les fillettes et elle-même pourraient servir à d'autres usages, mais peut-être la réserveraient-ils, elle, pour El Mico. Quant à Jimson, il avait bien peu de chances de s'en tirer. Sa qualité de prêtre ne lui sauverait pas la vie. »

Au XIX^e siècle, Willie Garwin serait, bien sûr, arrivé avant le viol. Au XX^e siècle, il n'arrive qu'après (on vous le dit bien, que l'Eglise a changé) :

« Le chef était Jacinto, grand type jeune à l'air crâneur, coiffé d'un sombrero. (...) Jacinto, accompagné d'un de ses hommes, quitta le camp et monta la rampe. Ricanant, ils considérèrent les fillettes. Le regard brûlant de convoitise de Jacinto se posa un instant sur Modesty, puis, haussant les épaules d'un air résigné, il se tourna de nouveau vers les gamines.

Modesty comprit qu'ils la réservaient à El Mico. Jacinto et ses guérilleros devraient se contenter d'un second choix. Elle savait d'avance sur quelle fille se porterait le choix de Jacinto. Sur Rosa, au joli visage, au corps formé, et qui portait un ou deux ans de plus que son âge.

Et il nous faut naturellement assister, avec quelques détails, au viol collectif de la malheureuse Rosa :

« Ce fut d'une voix lointaine, emplie d'étonnement, que le Révérend dit : *"Oui, le Seigneur m'a mis à l'épreuve"*. La rage s'empara de Modesty, mais elle se domina et dit d'un ton impassible : *"Ça fait une belle jambe à Rosa."* »

Enfin, Willie arrive, et les méchants sont exterminés, non sans que le Révérend ait démontré qu'il reste quelque espoir d'en faire un bon soldat du Christ, car, s'il est non violent, il est aussi joueur de cricket :

« Elle hurla : *"Attention ! grenade !"*

A la même seconde, il repéra le projectile qui allait, achevant sa courbe, s'écraser sur sa droite. Modesty vit le jeune prêtre se transformer sous ses yeux, changer totalement de pose et d'attitude. Avec souplesse et assurance, il fit un pas en avant puis de côté, sans hâte excessive.

NOTES DE LECTURE...NOTES DE LEC

Il cueillit au vol, d'une main, la grenade à environ cinquante centimètres du sol. Il accompagna du bras la trajectoire du projectile, le prit bien en main, se baissa, se redressa, se pencha de côté, puis en arrière pour mettre dans le lancer tout le poids de son corps.

La grenade passa comme en un éclair à moins d'un mètre au-dessus de la tête de Modesty. C'était le magnifique lancer, long et bas, du véritable joueur de cricket, d'un champion reprenant une balle au vol, grâce à la torsion caractéristique du poignet et du bras ; le lancer d'un joueur capable, six fois sur dix, de frapper en oblique, et à trente mètres de distance, les piquets d'un guichet. »

Cet exploit plonge Willie dans l'admiration, et le Révérend dans le désespoir. Cependant l'armée régulière a exterminé les forces d'El Mico, et tout rentre dans l'ordre. L'ordre de Jésus, du Capital, de leur Eglise et de leurs gangsters,

Modesty, cependant, contrairement à Innocent III (« *Tuez-les tous ! Dieu reconnaîtra les siens* »), fait preuve de sentiments vraiment chrétiens. Il reste quelques blessés. S'ils sont pris, ils seront pendus par les « *forces de l'ordre* » :

« Bon. Alors tu les emmènes ?

— Oui. Et même jusqu'à San Tremino. Ils succomberont peut-être en route, mais si le médecin d'Orsita est un bousilleur dans le genre de ton garagiste, c'est un service que nous leur rendons. Et si pour finir, ils se balancent au bout d'une corde... »

Elle haussa les épaules et ajouta :

« Mieux vaut mourir demain qu'aujourd'hui. »

Alors, Sainte Modesty ? Nous avons bien déjà San Antonio.

Mais San Antonio est au service du 2^e bureau, donc de la France, fille aînée de l'Eglise. Modesty, elle, collabore avec sa glorieuse Majesté, glorieuse mais anglicane... Bast ! Et l'œcuménisme ?

Il nous faut cependant le reconnaître, G. Desolre avait bien raison d'écrire dans *la Gauche*, l'organe d'Ernest Mandel, numéro du 28 mai 1971 :

« La lettre apostolique complète l'adaptation de l'Eglise au néo-capitalisme. Il est nécessaire que les marxistes révolutionnaires analysent ces modifications du comportement de l'Eglise en comprenant qu'elle n'est nullement un corps immuable, contrairement à l'opinion qui prévaut dans la profonde tradition anticléricalle sectaire qui marque le mouvement ouvrier français depuis Jules Guesde jusqu'à Georges Cogniot et aux "lambertistes !"... Elle a déjà eu son 20^e congrès de réadaptation avec Vatican II. »

Pauvre Eglise ! En s'adaptant au « *néo-capitalisme* », elle n'avait pas prévu (Mandel non plus !) que celui-ci était si près de sa fin (1)... Pas de chance !

(1) Voir dans ce numéro l'article de O. Boigontier, *Gloses marginales à un joyau injustement méconnu d'un illustre auteur*,

Le stalinisme et les communistes espagnols aujourd'hui

Avec un scrupule qui lui fait honneur, Guy Hermet s'interroge dans son introduction : est-il possible aujourd'hui de faire une étude scientifique des groupements communistes en Espagne ? C'est évidemment au lecteur de répondre à cette question, et de décider si Guy Hermet y a réussi dans son étude (*).

Disons d'abord que la partie historique trahit bien des lacunes. Guy Hermet a, certes, bien vu l'agitation ouvrière et paysanne, la montée révolutionnaire des années 1917-1921, le « triennat bolchevique » qui ont vu la naissance en Espagne du communisme, même s'il l'isole arbitrairement de la montée révolutionnaire en Europe dont la révolution russe constituait la première étape. Mais, très vite, se manifestent les conséquences fâcheuses de la méthode employée. Car il est difficile d'étudier le mouvement communiste espagnol en soi, indépendamment du mouvement propre de la classe ouvrière, indépendamment aussi de l'histoire du mouvement ouvrier international et particulièrement de la dégénérescence de l'I.C. et de sa « stalinisation ». C'est ainsi qu'il tombe dans le ridicule de qualifier de « maladresse » (1) la politique du P.C.E. au cours des premières années de la République, alors que ses caractères — la condamnation

bruyante de l' « anarcho-fascisme » et du « social-fascisme », l'ultra-gauchisme et même l'aventurisme, le refus sectaire de tout front unique, la politique de la scission syndicale et des « syndicats rouges » — sont ceux-là même qui caractérisent la « troisième période » de l'histoire de l'Internationale communiste et expliquent l'effondrement sans combat de son plus beau fleuron, le parti allemand, face aux bandes hitlériennes.

Pour toute cette période, d'ailleurs, une information de seconde main conduit Guy Hermet à reproduire quelques erreurs. Il est impossible de retracer, même brièvement, l'histoire du Bloc ouvrier et paysan de Joaquin Maurin — plus tard l'un des éléments constitutifs du P.O.U.M. — sans mentionner l'organisation qui fut son axe, la Fédération catalano-baléare du P.C.E., exclue en bloc au temps de la « troisième période ».

C'est en 1930 — non en 1931 — que naît le groupe trotskyste qui ne s'appelle pas encore « Gauche communiste », et il est fondé, à Liège, par des travailleurs émigrés qui ont pris la défense de

(*) Guy Hermet, *les Communistes en Espagne*, A. Colin, 1971 216 p.

(1) *Op. cit.*, p. 23.

NOTES DE LECTURE...NOTES DE LEC

l'opposition russe, contre Staline, en Belgique et au Luxembourg, à une date où Andrés Nin réside encore en Union soviétique. Il paraît également très audacieux de retracer même brièvement l'histoire du parti communiste espagnol en négligeant le rôle des Alliances ouvrières à partir de 1933 et la lutte acharnée qu'il leur livre jusqu'à la veille de l'insurrection des Asturies, dont il est par ailleurs évident que Guy Hermet n'a absolument pas compris la signification ni la portée.

La qualité de son travail sur le parti communiste pendant la guerre civile est nettement supérieure, et il s'attache à étayer par des chiffres les jugements portés par d'autres auteurs sur la composition sociale du parti, illustrant ainsi fort clairement une contradiction qui échappe à beaucoup. L'histoire de la clandestinité, à partir de 1939, sommaire, donne quelques indications précieuses, mais passe trop rapidement, semble-t-il, sur les espérances officiellement entretenues et cruellement déçues en 1945 par une politique dont les données ne sont pas non plus — encore faudrait-il le préciser nettement — seulement espagnoles. Avec la guerre froide, le P.C.E. semble s'être réduit à sa plus simple expression : un appareil émigré, une poignée de militants traqués et isolés.

Sa renaissance, à partir de 1953, ne s'explique pas seulement, comme l'écrit Guy Hermet, par la réouverture complète de la frontière et la « déstalinisation » en Union soviétique. Le mouvement ouvrier espagnol — après la féroce répression qui l'a abattu pour une génération entière — est en train de se reconstituer dans le cadre de la remontée

générale, mondiale, du mouvement ouvrier : 1953 est l'année des premières grandes grèves de Barcelone, du soulèvement des travailleurs de Berlin-Est, des grandes grèves des détenus des camps soviétiques à Vorkouta et ailleurs, de la grève générale des services publics en France au mois d'août : Guy Hermet ne le relève pas, et cela n'a pourtant rien d'une coïncidence fortuite.

Or les contradictions qui étreignent le P.C.E. ne peuvent être comprises indépendamment de ce cadre fondamental.

La remontée du mouvement ouvrier espagnol, sa reconstitution consciente ne peuvent que se traduire, dans une première étape, par le renforcement, la revigoration des organisations traditionnelles et, au premier chef, du P.C.E. vers lequel se tournent de nombreux éléments de la jeune génération de combattants ouvriers, puis étudiants. Elle impose à son appareil une politique délicate, visant à canaliser ce mouvement vers des objectifs conformes aux intérêts de la bureaucratie soviétique et de la coexistence pacifique, ainsi qu'une meilleure adaptation de l'appareil à cette tâche qui passe notamment par l'intégration d'un certain nombre de « dirigeants de l'intérieur » dans les organismes supérieurs et l'annonce d'une « correction » des « abus » en matière de fonctionnement interne.

C'est sous cet angle qu'il convient d'interpréter la politique du P.C.E., marquée, à partir de 1958, par le thème nouveau — bien au-delà du simple « antifranquisme » — de la « réconciliation nationale » dont Guy Hermet note justement qu'il « n'est pas le fruit d'une évolution isolée du P.C.E. ». Il se tra-

TURE... NOTES DE LECTURE... NOTES

duit concrètement par une « *ligne modératrice et légaliste* » dont l'une des premières conséquences sera, comme l'affirme Fernando Claudin à la veille de son exclusion, de « *sacrifier abusivement (...) nombre de militants de la clandestinité lancés sans raisons suffisantes dans la voie de l'action légale* ». Ainsi s'expliquent les crises, les nombreuses scissions « *à gauche* », le développement — et la crise permanente — des groupes maoïstes sur lesquels Guy Hermet donne des indications intéressantes — quoique forcément dépassées — et qu'il privilégie d'ailleurs, abusivement à notre avis, sans doute en fonction des sources auxquelles il a eu accès.

La crise de 1964, qui se « *termine* » par l'exclusion de Claudin et de Semprun, est-elle « *la continuation des conflits enregistrés dans les J.S.U. entre les anciens socialistes dont Carrillo est le chef de file, et les vétérans des Jeunesses socialistes, dont Claudin est le principal représentant* » ? La crise actuelle, ouverte par l'exclusion d'Eduardo Garcia, puis le départ et l'offensive forcenée de Lister contre Carrillo, est-elle le reflet de la « *rivalité* » entre ceux qu'Hermet appelle les « *nostalgiques du communisme monolithique* », et les « *adeptes* » du « *polycentrisme* » ? C'est là un diagnostic digne des médecins de Molière : la fille est muette, puisqu'elle ne parle pas ! En réalité la montée du prolétariat mondial — dans laquelle le prolétariat espagnol, qui n'a cessé de lutter avec acharnement pendant toutes ces années, tient une place de premier plan — provoque le déchirement de l'appareil stalinien international dont la crise du P.C.E. à propos de l'intervention en Tchécoslovaquie — autre « *consé-*

quence » de la crise, et non pas sa cause — n'est que le reflet. En la personne de Lister et de Carrillo, et par leurs personnes interposées, éclate la crise du stalinisme international dont les racines ne se trouvent pas dans un conflit d'idées entre « *nostalgiques* » et « *novateurs* ».

On comprend dès lors que, après deux intéressants chapitres sur « *l'organisation du mouvement communiste espagnol* » et « *l'image du communisme en Espagne* », Guy Hermet se fourvoie pour son dernier chapitre dans une analyse « *fonctionnaliste* » qui n'a de sens qu'intégrée dans une conception profondément conservatrice du monde. Conception dont, avec peut-être une pointe de regret, il nous confie en conclusion la clé : il ne relève comme événement international de très grande ampleur susceptible de provoquer l'apparition en Espagne d'une « *alternative démocratique, bourgeoise ou de tendance socialiste* » que... l'ouverture sur l'Europe des Six, et demeure même sceptique quant à ses conséquences. Et il ne croit pas — renforcé sur ce point parce qu'il a saisi des événements de mai 1968 en France — à « *l'apparition de bouleversements politiques et sociaux suffisamment puissants pour acculer le régime en place* ». Aussi le seul avenir qu'il entrevoit pour le P.C. en Espagne est-il, dans le cadre d'un régime « *gris* » n'excluant pas totalement la classe ouvrière de la vie politique, celui de « *modérateur* ».

Mais, à l'image de ces mineurs asturiens dont Guy Hermet nous précise que, d'après certains journaux franquistes, ils « *situent Santiago Carrillo presque*

NOTES DE LECTURE...NOTES DE LEC

à droite », ce n'est pas pour un tel avenir que se battent en Espagne aujourd'hui les militants qui rebâtissent le mouvement ouvrier espagnol. Ils sont la force sociale décisive, et il n'est pas sans eux de « mouvement communiste ».

C'est ce qui apparaît clairement — en contradiction avec les intentions de l'auteur et en quelque sorte malgré lui — dans le livre que le journaliste Sergio Vilar a consacré aux « oppositions à Franco » (**). Introduction et conclusion ne s'écartent pas d'un pouce de la ligne de « reconstruction démocratique » de l'Espagne et s'appuient à bon escient sur des citations de Dimitrov, Santiago Carrillo, et les « appels » de la direction du P.C.E., par exemple à la signature d'un « Pacte de la liberté ».

Mais le reste du livre s'inscrit en faux contre ces perspectives. Les vingt et une pages en petits caractères de la chronologie des oppositions soulignent que la seule opposition véritable, réelle — redoutable pour le régime — est celle de la classe ouvrière, et que celle-ci se bat, non pour la démocratie en elle-même, mais pour une démocratie qui lui permette de défendre, comme le dit le syndicat des métaux de Séville en décembre 1968, les intérêts des ouvriers, leur intérêt de classe. Le but, c'est, comme le déclare l'assemblée générale des Commissions ouvrières de Madrid en juillet 1968, « la totale émancipation, de la classe ouvrière ». Et même Sergio Vilar sait que l'émancipation totale de la classe ouvrière ne se conçoit pas avant la destruction de la classe et de l'Etat bourgeois, la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il en est de même des interviews réalisées par l'auteur qui forment la substance même du livre. Quoiqu'en aient été écartés — pour des raisons évidentes — ceux des opposants qui se « situent à gauche du P.C. », une attitude qui inspire à Sergio Vilar une profonde méfiance, les hommes interrogés, militants communistes ou proches du P.C.E., révèlent, par leurs récits ou par leurs propos, le sens profond du mouvement dans lequel ils sont engagés et qu'ils ont parfois réellement eux-mêmes engagé. C'est Marcelino Camacho, le porte-parole des Commissions ouvrières qui parle de *conquérir* le syndicalisme, concentrant les forces ouvrières « tout en respectant la liberté et la diversité des tendances ». C'est ce membre du F.L.P. qui déclare :

« Tous les ouvriers et tous les paysans sont des communistes réels ou en puissance. »

C'est l'ancien responsable étudiant Sacristan qui explique le développement de l'agitation à l'université par le développement du mouvement ouvrier. C'est surtout le comportement, dans l'usine, dans la rue, entre les mains de la police, pendant les longues peines de prison, de ces hommes exceptionnels — qui n'ont un tel courage que parce qu'ils sont communistes :

« Les travailleurs et les étudiants, les intellectuels et les techniciens espagnols, lorsqu'ils parlent de démocratie, parlent implicitement de socialisme. »

P. B.

(**) Sergio Vilar, *les Oppositions à Franco*, Paris, Denoël, 1970, 326 p.

Jean Jaurès

Après la parution, en 1962, aux États-Unis, de la remarquable biographie du dirigeant socialiste français par Harvey Goldberg, il a fallu attendre huit ans pour que soit enfin éditée une traduction française de cet ouvrage capital pour la connaissance d'une période décisive de l'histoire du mouvement ouvrier français.

Encore l'éditeur, la maison Fayard, se permet-il de manifester pour ses lecteurs un outrageant mépris en leur donnant, sans l'ombre d'une « explication », une version qu'il reconnaît « nettement abrégée » de la documentation qui complétait le texte dans l'édition originale, et en faisant paraître un ouvrage dont la fabrication a été scandaleusement négligée, où abondent les fautes grossières, les lignes escamotées ou interverties, les noms propres écorchés, etc. Le commerce et l'industrie du livre révèlent plus que d'autres peut-être le mépris dans lequel la bourgeoisie décadente tient la culture — le danger qu'elle constitue pour cette dernière. Un régime socialiste éditera avec un soin amoureux les ouvrages de ce type et bien d'autres encore (1).

Au moment où il atteint les lecteurs français qui n'ont pas le privilège de lire couramment l'anglais, le livre d'Harvey Goldberg est du coup dépassé sur un certain nombre de points, notamment

par les recherches entreprises depuis 1959 en France dont les résultats ont été régulièrement publiés par le *Bulletin de la société des études jaurésiennes* qu'anime l'infatigable Madeleine Rébérioux. Il demeure cependant un ouvrage pionnier, un livre phare qui bouleverse la somme des idées reçues sur le fondateur de la S.F.I.O. par les militants ouvriers.

Jean Jaurès, « éclectique de génie » comme disait Trotsky, n'est pas facile à saisir. Son œuvre écrite est immense : plus de deux mille articles dans la seule *Humanité*, sans compter les articles dans d'autres journaux ou revues, les brochures, les ouvrages, mais aussi les discours, parlementaires ou autres. Surtout, la vie de Jaurès est une trajectoire brisée : son assassinat se produit à la veille de la première guerre mondiale, tournant de l'histoire de l'humanité, début du siècle des guerres et des révolutions, et ne précède que de quelques heures la révélation de la faillite de la II^e Internationale dont il était l'éloquent portedrapeau. Qu'aurait fait Jaurès s'il avait vécu quarante-huit heures de plus, où

(1) Harvey Goldberg, *Jean Jaurès. La biographie du fondateur du parti socialiste français*, Paris, Fayard, 1970, 634 p.

les trois années qui séparent sa mort de la révolution russe ? A cette question, bien des réponses intéressées et partisans trahissent toutes la volonté d'utiliser le cadavre du grand homme pour justifier la politique faite après sa mort. Peu à peu s'est imposée l'image d'un Jaurès exclusivement réformiste, partisan de la « *voie parlementaire* », précurseur de la « *démocratie avancée* », inlassable « *combattant de la paix* ». Or cette image est elle-même fautive, malgré les apparences reposant sur des analogies incontestables : car c'est dans une tout autre période historique que celle que nous vivons depuis sa mort que Jaurès a déployé son activité.

C'est là un des premiers mérites de l'œuvre de Goldberg que de montrer que le monde de Jaurès est précisément celui d'une autre période : celle d'un développement du capitalisme jusqu'à son stade suprême, celle du partage du monde entre les grandes puissances, le cheminement de la société mondiale jusqu'à l'impasse suprême de ses contradictions absolues que peuvent seules surmonter, provisoirement, la guerre ou, définitivement, la révolution socialiste victorieuse.

En d'autres termes, la période dans laquelle les « *réformes* » ont encore une signification, celle de la conquête de positions pour la lutte de classes, où la défense des « *acquis* » de la classe ouvrière est étroitement entrelacée avec la lutte pour l'occupation de positions nouvelles qu'il est impossible d'arracher au capitalisme sans poser du même coup et directement le problème du pouvoir politique. Une période qui n'est pas homogène cependant, puisque ses dix dernières années voient mûrir, sur tous les

plans, ces contradictions qui vont l'emporter, en même temps que se dessinent, dans la conscience des classes en présence, des traits qui lui survivront : une période révolue qui vit encore dans les réflexes et le comportement de la bourgeoisie et du prolétariat et constitue en grande partie les fondements inconscients de leur conscience d'aujourd'hui.

C'est dans cette courbe que s'inscrit la trajectoire de Jaurès jusqu'à un assassinat qui est lui-même le fruit d'un geste individuel reflétant la haine de la classe au pouvoir pour l'homme qui symbolise à cette date l'aspiration ouvrière à assumer le destin de l'humanité. Mais, là encore, le rapport n'est pas direct entre l'individu et la société qui l'a porté. Jaurès n'est pas un fils de communard, et à la différence de milliers de jeunes ouvriers et paysans français de sa génération, il n'a été ni bercé ni marqué par les souvenirs ou les légendes de l'insurrection parisienne. Jaurès est un enfant de bourgeois, de la classe « *la plus moyenne* », nourri des souvenirs de la révolution française, de la tradition démocratique, d'un monde rural d'où la double oppression du hobereau et du prêtre semble plus proche et plus réelle que celle des patrons de la ville.

Mais il s'agit d'une nature exceptionnelle : intelligent, instruit, sensible, intègre, chaleureux, naturellement humain, Jaurès se met à l'école de l'expérience vécue et respire tous les courants qui traversent la société. D'abord républicain démocrate, brillant député du centre, il se fera successivement démocrate socialiste, puis socialiste, deviendra finalement l'homme du Parti et de l'Internationale. Aristide Briand, qui fut avec

TURE... NOTES DE LECTURE... NOTES

lui, avant l'unité, un des « *socialistes indépendants* », après avoir été un des plus ardents défenseurs du syndicalisme révolutionnaire, et avant de devenir l'un des plus cyniques des politiciens au service de la bourgeoisie, donnait sans doute déjà la clé de l'homme Jaurès quand il se plaignait de lui à un collègue en ces termes :

« Persuadez-le d'une thèse, d'une tactique, d'un programme. Après mille discussions, il se rend à votre avis, il y découvre la sagesse même. Qu'un homme "*en blouse*" vienne lui soutenir le contraire, il vous abandonne. »

C'est, effectivement, des « *hommes en blouse* » — les travailleurs — que Jaurès a le plus appris : sa puissante intelligence, appréhendant le sens de l'histoire, l'a peu à peu convaincu que là se trouvait ce qu'il avait d'abord appelé la « *raison* », la seule classe capable de changer le destin de l'humanité en le prenant à sa charge.

Les exemples ne manquent pas, dans cette période historique de l'ascension du capitalisme jusqu'au sommet qui marque le début de sa fin, de ces « *carrières* » d'hommes politiques commencées dans les rangs du mouvement ouvrier qui se terminent au service de la bourgeoisie : sous nos yeux, dans le livre de Goldberg, gesticulent les Millebrand, Viviani, Briand. Jaurès, lui, marche dans le sens inverse : jeune député, il vote sans hésiter les crédits pour l'expédition de conquête du Tonkin que combattent même les radicaux. Homme mûr, il est le champion de la lutte contre le colonialisme et toutes les manifestations de l'impérialisme, le prophète de la révolution dans tous les

continents. Un autre que lui a suivi le même itinéraire : démocrate étranger au mouvement ouvrier en ses premiers balbutiements, Franz Mehring devient socialiste au moment des lois d'exception qui prétendent le mettre hors la loi dans l'Allemagne bismarckienne, et sera, peu avant sa mort, l'un des fondateurs du parti communiste allemand avec Liebknecht et Rosa Luxemburg. Qualité humaine, valeur personnelle ? Les mots sont faibles pour expliquer ici des choix fondamentaux. Des hommes comme Mehring ou Jaurès tournent le dos à leur classe sans renoncer à être eux-mêmes, se fondent, un parmi des millions, et deviennent des militants, assumant leur liberté d'homme, de la seule manière possible.

A propos du jeune député républicain du Tarn, Harvey Goldberg note qu'à vingt-six ans, lors de son entrée au Palais-Bourbon, il « *ne manquait ni de sympathie humaine ni du courage de ses convictions, mais plutôt d'un contact direct avec les luttes sociales et d'une profonde compréhension de ce que représentait le pouvoir* ». A trente-deux ans, déçu par les républicains bourgeois dont il a éprouvé le sordide égoïsme de classe possédante qui est leur unique ressort, il est encore un « *socialiste à l'écart des luttes sociales* », croit en la « *démocratie* » abstraite, a la conviction que l'Etat peut être utilisé comme instrument de la réalisation du socialisme. Ce sont les grandes grèves des mineurs de Carmaux, de 1892 et 1895, ce sont les capitalistes qui les combattent, les ministres, députés, préfets au service de la défense du profit, qui font de lui un autre homme. Goldberg, après avoir relaté ces expériences, écrit :

NOTES DE LECTURE...NOTES DE LEC

« Sous l'impact des événements, il se découvrirait une âme nouvelle, celle d'un militant. »

Il lit Marx avec une attention extrême, l'annote, le discute, se laisse convaincre par l'analyse économique et celle de la société contemporaine, mais ne renonce pas à vouloir concilier avec sa pensée cet idéalisme philosophique qui l'anime depuis sa jeunesse. Il veut replacer Marx dans le courant qui l'a lui-même, comme naturellement, porté vers le socialisme, à partir des racines profondes qui germent dans la société française depuis des siècles :

« Le socialisme est plus que Marx. C'est aussi la tradition révolutionnaire et idéaliste de la France poussée à son extrême et logique conséquence. »

Il est encore un démocrate ordinaire quand il comprend que la bourgeoisie prend peur devant les conséquences possibles du développement de l'instruction publique, et que ce serait faire preuve du plus desséché des sectarismes que de se désintéresser de cet enseignement qu'elle a créé mais dont elle veut limiter la portée, sous prétexte que l'« école de la bourgeoisie » serait à renvoyer dos à dos avec l'école cléricale. Sans hésitation, il prend le problème par le bon bout, défend âprement les droits et libertés politiques des enseignants, au nom de la liberté, bien sûr, c'est-à-dire au nom de la culture, du savoir scientifique, de la vérité en un mot — et, ce faisant, s'engage lui-même dans la voie révolutionnaire et rattache au socialisme le combat des enseignants. D'une façon identique, dirigeant de la S.F.I.O., il mènera, à la tribune de la Chambre,

une de ses plus grandes batailles contre le gouvernement radical qui prétend interdire aux syndicats d'enseignants de s'affilier à la C.G.T. Pour les enseignants, l'adhésion à la confédération ouvrière, c'est le premier pas dans la rupture avec l'Etat qui les emploie et veut les utiliser, vers la prise de leur place dans les rangs de tous les travailleurs : c'est ce qui leur donne la dimension qui leur permet de réaliser leur mission d'enseignants en donnant à leurs élèves les moyens intellectuels de leur émancipation vis-à-vis de la société bourgeoise et de ses « mensonges triomphants ».

En 1895, après grèves et répression, il écrit dans la *Revue socialiste* :

« Théoriquement l'Etat d'aujourd'hui, surtout l'Etat républicain, est l'expression et l'organe de la volonté commune et de l'intérêt public. Mais en fait il est au service de certaines classes qui ont, selon le hasard des événements ou les lois profondes de la société, la prépondérance effective. »

Touchant ainsi, de façon presque empirique, à l'essence de l'enseignement de Marx, il ne va pas en tirer la conclusion mécanique qu'en tirent à l'époque certains « marxistes ». Sous prétexte que la « démocratie bourgeoise » n'est en réalité qu'un simulacre de démocratie, ces derniers ne résistent pas toujours à la tentation de renvoyer dos à dos les fractions démocratique et conservatrice de la bourgeoisie et de se désintéresser de la forme de la domination bourgeoise. Or, si la classe ouvrière est vraiment porteuse de l'avenir de l'humanité, si c'est dans sa propre organisation, dans sa propre action, dans sa

TURE... NOTES DE LECTURE... NOTES

propre conscience, que se trouvent les clés de l'avènement du type supérieur de société que constitue le socialisme, alors la classe ouvrière doit prendre à son compte la lutte pour les libertés démocratiques parce que, ce faisant, elle contribue à sa propre constitution en tant que classe, en même temps qu'elle commence à assumer le destin des autres couches opprimées par la bourgeoisie.

Tel est le sens de la bataille que Jaurès mène contre les « lois scélérates », telle est la signification du combat dans lequel il entraîne tous les socialistes, lors de l'affaire Dreyfus. Lutte concrète, portant des coups aux outils spécialisés de la répression bourgeoise, à ses castes privilégiées, à ses « chiens de garde » et à ses idéologies mensongères, permettant le déploiement des forces ouvrières, la prise de conscience de leur propre puissance. Lutte de principe, dévoilant le rôle historique d'émancipation de la société tout entière qui est celui de la classe ouvrière. Compréhension profonde que les droits et libertés démocratiques constituent, en même temps qu'une conquête, l'une des déterminations essentielles de la constitution de la classe. Au cœur de la bataille autour de Dreyfus, Jaurès l'exprime à sa manière en s'écriant :

« Puisque la réaction a formé un bloc, la révolution doit former un bloc. Réaliser l'unité, c'est forger l'âme de la révolution. »

Entraîné par le combat, soucieux de concrétiser la victoire par de nouvelles conquêtes, une transformation des institutions, des révoltes durables, Jaurès se lance à corps perdu dans le soutien d'une politique de collaboration avec

la bourgeoisie « éclairée » — celle qui veut jeter du lest pour conserver l'essentiel. Il soutient son camarade Millerand quand celui-ci entre dans le gouvernement de « concentration républicaine » de Waldeck-Rousseau aux côtés du général de Galliffet, bourreau des combattants de la Commune. La lutte pour les libertés démocratiques est devenue, au sens étroit du terme, une « défense de la République », et, en perspective, une stratégie, qu'il justifie par les conditions particulières de la France, de progrès du socialisme par la participation ministérielle à des gouvernements bourgeois. Et c'est à juste titre que Rosa Luxemburg et d'autres, après Bernstein dont il a pourtant rejeté le révisionnisme, combattent en lui une nouvelle forme de révisionnisme. Mais, on le sait, Jaurès s'inclinera, au nom de l'unité nationale et internationale, devant les décisions du Parti unifié et de l'Internationale, décevant une fois de plus les bourgeois qui espéraient, en le gagnant comme ils gagnent les Millerand et les Briand, désorienter la classe ouvrière et lui faire abandonner les voies de sa lutte indépendante de classe. Or, de cette expérience aussi, Jean Jaurès tire honnêtement le bilan. Entre lui, qui a voulu soutenir des gouvernements répondant, même partiellement, aux revendications et aux besoins des ouvriers, et les hommes qui ont simplement cherché à attacher de nouveau à la bourgeoisie la classe ouvrière, il y a un abîme :

« M. Briand se trompe ; aujourd'hui comme hier, je suis convaincu que le P.S. ne peut se désintéresser d'aucune des luttes pour la liberté républicaine et pour la liberté d'esprit... Mais j'ai dit également

NOTES DE LECTURE...NOTES DE LEC

que nous n'engagerions jamais les travailleurs dans une alliance politique qui ne servirait pas le but final du socialisme. Si j'ai une faute à me reprocher, c'est de ne l'avoir pas dit assez tôt, c'est d'avoir contribué à prolonger l'illusion possible et le péril. »

Il faut lire avec soin le livre de Goldberg, les pages passionnantes qu'il consacre à l'attitude de Jaurès à l'égard de la C.G.T. Jaurès a parfaitement conscience que l'évolution du syndicalisme, telle qu'elle s'est cristallisée par l'adoption de la Charte d'Amiens, recèle l'énorme danger de la coupure en deux du mouvement ouvrier français dont les éléments les plus jeunes et souvent les plus combattifs choisissent le syndicalisme révolutionnaire comme substitut « révolutionnaire » d'une orientation politique qu'ils ne trouvent pas au sein du parti socialiste : c'est par suite de sa détermination obstinée que les colonnes de *l'Humanité* demeurent ouvertes à Griffuelhes et à ses camarades syndicalistes révolutionnaires.

Il faut également lire le remarquable récit de la campagne de masse organisée contre la loi de trois ans, étape consciemment déterminée par la bourgeoisie française pour la préparation de la grande boucherie, celui des efforts de Jaurès pour organiser la préparation de la lutte contre la guerre que l'impérialisme ne peut que préparer parce qu'il n'est pour lui d'autre issue. Aux doctrinaires pseudo-marxistes qui affirment qu'il n'existe d'autre remède pour empêcher la guerre que de renverser le capitalisme — ce qui est, théoriquement et abstraitement, vrai — mais ne recherchent pas, au nom de cette

vérité « absolue », les moyens d'une mobilisation réelle des travailleurs qui leur permette d'identifier la lutte contre la guerre à la lutte contre la bourgeoisie, Jaurès oppose la recherche, passionnée et parfois désordonnée, des voies et des moyens du combat — de tous les moyens, même de ceux qui, aujourd'hui, nous paraissent, à la lumière de l'expérience historique, traduire de redoutables illusions dans la possibilité qui existait pour un homme comme lui de convaincre des hommes politiques bourgeois, jouets des forces aveugles d'un régime que ses contradictions internes mènent inéluctablement à la barbarie. Pour lui, en ces jours qui précèdent le signal du début du grand massacre, seule compte l'action — et c'est pour cela qu'il est la cible choisie.

Au sous-secrétaire d'Etat Abel Ferry, Jaurès déclare, quelques heures avant sa mort :

« Nous allons vous dénoncer, ministres à la tête légère, dûssions-nous être fusillés ! »

L'article dénonçant les « ministres à la tête légère », qu'il projetait, devait être écrit dans la nuit qui fut celle de la veillée funèbre autour de son corps sans vie. Mais ce n'est pas un hasard si l'arme du meurtrier fut pointée contre lui — non contre le prétendu « syndicaliste révolutionnaire » Léon Jouhaux, non contre le « gauchiste » — futur ultra-nationaliste — Gustave Hervé, non contre l'une des « puces » qu'avait semées ce dragon. Personne ne peut aujourd'hui dire avec certitude ce que Jaurès aurait dit et fait face à la guerre impérialiste. Mais la bourgeoisie française n'a voulu courir aucun risque,

TURE... NOTES DE LECTURE... NOTES

et le médiocre Raoul Villain n'a fait que tirer la conclusion logique d'une campagne de meurtre que sa presse — sa « grande presse » — avait depuis des mois et des années déchaînée contre le dirigeant socialiste.

La preuve : les cendres de Jaurès ont été solennellement transférées au Panthéon, mais son assassin a été acquitté par un tribunal au lendemain de la guerre. Il a fallu attendre 1936, et la riposte ouvrière au coup d'Etat militaire de Franco, pour que des miliciens ouvriers inconnus, dont on ignore l'affiliation politique, mais qui agissaient au nom du prolétariat mondial, fassent justice de ce lamentable meurtrier. Seule la révolution mondiale — la révolution espagnole de 1936 en l'occurrence — pou-

vait commencer à venger Jaurès. Cette tâche n'est pas terminée. En attendant, grâce à Harvey Goldberg, il est possible de dire fermement :

« Bas les pattes devant Jaurès, messieurs les partisans de la voie parlementaire, de la démocratie avancée et de la coexistence pacifique ! Bas les pattes devant Jaurès, messieurs les partisans de la "nouvelle société" ou de la "nouvelle république" ! La bourgeoisie française a donné la preuve qu'elle ne pouvait coexister avec celui qui a donné au mouvement ouvrier tout ce qu'il en avait reçu, cette ferveur qui brûle encore et toujours dans tous ses combats. Jaurès ne vous appartient pas. »

P. B.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION, LIBRAIRIE INFORMATIONS OUVRIÈRES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e)

EN SOUSCRIPTION

Un livre de PIERRE BROUÉ

**RÉVOLUTION EN ALLEMAGNE
(1917-1923)**

Aux ÉDITIONS DE MINUIT

Le prix de souscription chez l'éditeur est de 78 F. Le prix spécial de souscription de la S.E.L.I.O. sera, en fonction du nombre de commandes reçues, inférieur d'au moins 10 %.

D'un lecteur yougoslave

Dans le n° 28 du journal « trotskyste » belge, la Gauche socialiste et révolutionnaire (rédacteur en chef : Ernest Mandel) (1), nous avons pu suivre les très intéressantes méditations de M. Desolre sur le 2^e congrès de l'autogestion, qui s'est déroulé, les 6, 7 et 8 mai 1971, à Sarajevo, en Yougoslavie, ainsi que sur « la signification historique que ce congrès peut avoir dans la lutte pour le contrôle ouvrier ».

Bien sûr, M. Desolre est très correct et bien élevé. N'ayant pas encore reçu et étudié les « documents officiels » où seraient présentées de façon claire et concise les principales thèses caractéristiques de cette importante et nouvelle étape dans le développement du contrôle ouvrier, il s'abstient de porter un jugement définitif sur ce congrès. Vraiment, M. Desolre, votre façon pédante et correcte de voir les choses n'est pas négligeable. La bureaucratie yougoslave elle-même a tant de peine à formuler et à composer ces documents, elle y met tant d'efforts, qu'il serait vraiment très inhumain de formuler a priori certains jugements sur ce congrès — surtout quand on prend en considération le fait que le « camarade » Tito, en personne, a participé activement aux préparatifs de ce congrès et au congrès lui-même ; surtout quand on connaît ses

« grands mérites dans le mouvement ouvrier ».

Mais laissons de côté ces réflexions introductives, et soyons un peu moins corrects que le trotskyste Desolre ne l'est : réfléchissons un peu a priori.

M. Desolre et son rédacteur en chef ont-ils oublié que l'autogestion est impossible sans le pouvoir des ouvriers et que le pouvoir ouvrier ne peut pas être donné au compte-gouttes par des bureaucrates ? Ignorent-ils que le pouvoir ouvrier ne peut se réaliser que dans son ensemble, par l'abolition du pouvoir bureaucratique, et la construction des soviets ?

Il faut se rendre compte, d'abord, de la situation en Yougoslavie, qui a obligé Tito et sa bureaucratie, malgré tous les ajournements, toutes les hésitations, à tenir ce congrès. La bureaucratie yougoslave, au cours de ces dernières années, s'est de plus en plus disloquée — ce qui est la conséquence du morcellement et de la division de l'économie — et son but est d'exercer son pouvoir indépendamment dans chaque république, sans aucune responsabilité à l'égard du gouvernement fédéral. Cette dislocation n'est qu'une conséquence

(1) Numéro du 2 septembre 1971, p. 5.

tout à fait naturelle de la « réforme économique » et de la « désétatisation » (ce qui ne représente qu'une des tentatives de la bureaucratie yougoslave pour trouver une issue à la crise permanente). Mais la crise économique s'accroissant et risquant de la démasquer définitivement, elle est obligée de jouer son dernier atout.

Elle lance un nouveau mot d'ordre : « Rassemblement autour des centres nationaux »... Trouvez le responsable d'une situation où tout va mal ? Désormais, c'est très facile : il se trouve dans « l'autre république » !

Et vous, M. Desolre, qui vous dites « trotskyste », en quoi consiste donc l'internationalisme ? Vous nourrissez et semez des illusions à l'égard d'une bureaucratie qui, pour se maintenir au pouvoir, n'hésite pas à recourir aux méthodes national-fascistes. Pour ce faire, vous négligez beaucoup de faits très importants qui caractérisent le système yougoslave que vous osez glorifier.

L'économie yougoslave, faible, atomisée et laissée à la merci du capital financier étranger, luttant avec des armes inégales contre la concurrence du marché mondial, est très vite tombée dans une situation extrêmement critique. Les plus menacés par cette crise, ce sont naturellement les ouvriers. Ils réagissent par des milliers de grèves, qui sont de plus en plus devenues leur seule possibilité de s'imposer. Le mécontentement des masses grandit chaque jour. Les salaires des ouvriers sont au-dessous du plus strict minimum nécessaire pour survivre, et le pays se trouve dans un état de décomposition totale, au bord de la guerre civile.

Tito est très conscient de cette situation. Il sait que les positions de la bureaucratie deviennent instables, que la dictature du parti bureaucratique est de plus en plus remise en question. Il sait qu'il est nécessaire d'établir coûte que coûte, de nouveau, l'unité de ce parti. Quelques jours avant le congrès de l'autogestion, un plénum des dirigeants du parti s'est tenu à Brioni, et, avec ce plénum, la bureaucratie, effrayée par l'ampleur qu'est en train de prendre la pression de la classe ouvrière, a réussi à s'unir et à réaliser son front

uni. Tito a su choisir le bon moment pour tenir ce fameux congrès de l'autogestion. Il avait besoin de donner à voir au peuple une grande manifestation exprimant le soutien de la classe ouvrière à la bureaucratie.

Ce congrès avait donc un rôle précis : être une mascarade où quelques directeurs et technocrates, accompagnés de quelques professeurs et intellectuels, seraient présentés comme étant les uniques coupables, les seuls responsables, de la situation tout entière. Ainsi, la bureaucratie essayait, selon des méthodes éprouvées, de masquer sa responsabilité en trouvant quelques boucs émissaires.

M. Desolre lui prête largement main-forte dans cette tentative de jeter de la poudre aux yeux du peuple lorsqu'il explique les raisons qui ont conduit les militants syndicaux à exiger un tel congrès. « Oubliant » que les ouvriers yougoslaves n'ont pas de syndicat autonome et que le syndicat officiel appartient complètement à l'appareil bureaucratique, il écrit dans son texte :

« Ce deuxième congrès (le premier avait eu lieu en 1957) a eu lieu à la demande des syndicats qui avaient tenu un congrès houleux en 1968, quelques semaines après la contestation étudiante dans les universités. Les militants syndicaux dénoncèrent à l'époque la détérioration de l'autogestion, le pouvoir accru des "managers" d'entreprise, etc. »

Quelle dérision ! M. Desolre dit que, dans un pays où la bureaucratie tient tout le pouvoir économique et politique en main, quelques directeurs et « managers », « en agissant contre les principes d'autogestion », ont réussi à pousser le pays au bord de la guerre civile ! Ainsi les pablistes s'emparent de cette poubelle débordante de faux problèmes et de mensonges, et les prennent tous à leur compte. Comme la bourgeoisie et Tito lui-même, ils essayent de mystifier la réalité yougoslave, en faisant passer l'effet pour la cause. Ils gonflent le rôle des « managers », conséquence logique de la guerre entre les entreprises sur le marché, pour masquer celui que joue la bureaucratie, qui, par sa réforme de 1965, a introduit

par la grande porte l'anarchie dans le marché yougoslave.

M. Desolre est un optimiste : il croit en cette bureaucratie, à sa capacité de régler leurs comptes à ces éléments « usurpateurs » et à ouvrir des voies au développement du contrôle ouvrier. Il conclut ainsi son article :

« Nous reviendrons sur ce congrès qui a réuni 3.000 délégués et invités à Sarajevo (1 délégué pour 1.000 à 5.000 travailleurs), dès que nous aurons les principales résolutions du congrès, qui, parce qu'il permet de faire le point sur une expérience unique, mérite d'être connu par tous ceux qui luttent pour le contrôle ouvrier. »

On peut en conclure que la bureaucratie, par ce congrès truqué, a contribué au développement du contrôle ouvrier. Mais essayons d'examiner ce congrès et ses préparatifs d'un peu plus près.

D'abord, prenons en considération le fait que, dans ce pays où l'autogestion est officiellement proclamée comme faisant partie du système social, deux congrès seulement ont eu lieu au cours d'une période de plus de vingt ans. Le premier congrès s'est tenu sept ans après la proclamation de l'autogestion, et le second quatorze ans (!) après le premier. Cela prouve que la bureaucratie ne convoque ces congrès que dans les situations les plus difficiles, quand elle éprouve l'urgent besoin d'être appuyée par les masses. Ce 2^e congrès fut ajourné pendant deux ans, comme l'a d'ailleurs remarqué M. Desolre. A quoi la bureaucratie a-t-elle consacré ces deux ans ? Uniquement à filtrer les délégués, à « laver les cerveaux », à préparer les résolutions que M. Desolre attend encore aujourd'hui. Ses besoins étaient d'autant plus urgents que l'irruption au congrès des syndicats, en juin 1968, montra à quel point la classe ouvrière était prête à exploser.

Les pablistes, avec Tito, se vantent de 3.000 délégués. Praxis dit qu'il n'y avait que 80 délégués ouvriers (2). Nos pablistes diront sans doute qu'ils l'ignoraient. Ils ne savent pas grand-chose, et pourtant ils s'empressent de faire une grande publicité à Tito. En brandissant le chiffre

de 3.000 délégués ouvriers (un pour 1.000 à 5.000), ils ne font que reprendre un chiffre truqué de la bureaucratie elle-même. Ce chiffre devrait représenter de 3 à 9 millions d'ouvriers. S'ils connaissaient un peu mieux les affaires yougoslaves, ils ne se seraient certainement pas ridiculisés ainsi, par leur servilité à Tito, car, en Yougoslavie, il n'y a que trois millions d'ouvriers et d'employés dans le secteur social en tout et pour tout, dont, selon les statistiques officielles, deux millions trois cent mille ouvriers. Ajoutons à cela un million d'ouvriers émigrés à l'étranger, chose que Praxis appelle avec ironie « le départ volontaire de la classe ouvrière du pouvoir ». Les pablistes diront : et 70 délégués de l'étranger. Oui, mais choisis parmi le personnel des entreprises yougoslaves ayant des travaux à l'étranger pour masquer le fait qu'un million d'ouvriers est complètement abandonné. Il reste 300.000 chômeurs qui n'ont eu aucune représentation : à vrai dire, ils ont perdu leur caractère ouvrier, ce sont les parias de la société !

Pendant quatorze années, la classe ouvrière a dû attendre son 2^e congrès. Après avoir montré tant de patience, subi de lourdes défaites, on lui donne trois jours ! Et quels trois jours ! Le premier jour, Tito parle, avec le chef des syndicats et Kardelj. Il n'y a qu'à écouter. Le deuxième, quatre commissions travaillent à huis clos. Il ne reste plus à plusieurs centaines de délégués qu'à s'exprimer tous en un seul jour. Bien sûr, il n'y aura du temps que pour quelques dizaines, et cela cinq minutes chacun... Les autres pouvaient, s'ils le désiraient, intervenir par écrit.

Les rapporteurs des commissions étaient les hommes les plus proches de Tito : Kardelj (son exposé avait cent pages !), la main droite de Tito depuis des années, M. Popovic, président du Parlement, V. Bakaric, chef du parti croate, et D. Petrovic, chef des syndicats. Encore une fois, la classe ouvrière ne pouvait entendre que « ses » représentants choisis par Tito.

(2) N^{os} 3-4, mai 1971, p. 419. Ce n'est pas par hasard que cette revue est interdite depuis.

Le troisième jour, c'est de nouveau Tito et, cette fois, Ribichich, chef du Parlement, qui viennent saluer la classe ouvrière en disant que « l'inflation est l'ennemi principal de la classe ouvrière ». Et tout cela est dénué de sens pour les pablistes !...

Quant au seul déroulement du congrès, à côté de nombreux amendements, toutes les résolutions préparées à l'avance ont été votées ; les délégués ont donné leur appui à la politique de l'autogestion, à toutes les réformes constitutionnelles et à la politique que mène la bureaucratie, avec, pour finir, la proposition traditionnelle de voter pour que Tito reste président à vie. Si l'on prend tous ces faits en considération, il devient clair que ce congrès n'est qu'une farce, une tentative désespérée de Tito et de sa bureaucratie de reprendre en main, de ressaisir les fils d'une situation qu'ils ne peuvent plus depuis longtemps contrôler.

Cependant, malgré tous les préparatifs, la parole des ouvriers s'est élevée, solitaire mais authentique. Ce qui n'est pas assez clair pour M. Desolre et les pablistes l'était pour quelques délégués ouvriers qui, bien que sans le formuler précisément et sans saisir l'essence de la bureaucratie, c'est-à-dire sans se rendre compte de la nécessité d'une lutte organisée contre elle, ont prononcé de sévères critiques, brisant ainsi l'harmonie des travaux du congrès. Naturellement, ces critiques furent complètement étouffées par les résolutions officielles (que M. Desolre attend avec une telle impatience), et par les discours de Tito, de Kardelj et autres dirigeants du parti. Ces rares délégués ont parlé de la différence entre ce que l'on proclame et ce que l'on fait ; ils ont souligné l'existence de grandes disparités sociales, parlé des mauvaises conditions de vie des ouvriers, dit que ceux-ci n'ont aucune participation à la prise des décisions et que tout ce qui leur est permis est d'approuver et d'acclamer des décisions déjà arrêtées. Ils ont demandé la participation directe, et non pas par l'intermédiaire des « représentants », à la prise de décisions, demandé que leurs paroles franchissent les murs de leurs usines, que disparaissent

les disparités sociales ; ils ont demandé une répartition qui ne soit pas fondée sur les lois du marché, mais sur des accords de solidarité. De même, ils ont exigé que le problème national soit résolu, en faisant remarquer que le problème de classe se situe au-dessus du problème national. Ces délégués ouvriers, enfin, ont exigé le droit à l'enseignement pour tous et la suppression des universités de classe.

Lorsque Tito a dit au congrès de l'autogestion que l'actuelle Yougoslavie (avec ses 300.000 chômeurs, son million d'ouvriers à l'étranger et ses 850 millions de dollars de déficit en 1971) représente le modèle « le plus avancé » du socialisme depuis la Commune de Paris, tous les militants ouvriers ont cru que le cynisme de la bureaucratie ne pouvait pas aller plus loin. Mais les pablistes, eux, vont plus loin. Ils font comme Tito, en mettant, de surcroît, sur le même plan les conseils ouvriers de Gdansk et les « conseils » de Tito considérés comme des exemples du « développement combiné et interpénétré de la révolution mondiale ». Cela relève déjà de la plus pure trahison. Dans le même numéro de la Gauche on peut lire, dans le texte : De la Commune à la 4^e, entre autres, les phrases suivantes :

« Plus la révolution mondiale se développe dans tous ses secteurs, et que ce développement se combine et s'interpénètre, plus aussi toutes les forces conservatrices et contre-révolutionnaires se démasqueront et les choix des révolutionnaires deviennent impérieux devant la multiplication des problèmes : mai 1968 en France ; le soviét à la Fiat (Turin) ; le printemps de Prague et la montée ouvrière et antibureaucratique en Pologne ; l'autogestion en Yougoslavie et le recul de la révolution cubaine, la lutte révolutionnaire au Bengla-Desh et à Ceylan... »

Cette énumération sans ordre et sans nul critère visible ne mérite pas d'être commentée. C'est la classe ouvrière yougoslave elle-même qui a donné la meilleure réponse. Au fur et à mesure que l'autogestion se développait, la révolte augmentait et les grèves se multipliaient sur tout le territoire. Ce qui s'est passé à

la suite du congrès de l'autogestion est la meilleure illustration de son vrai « succès ». Les grèves ont continué avec la même intensité et la bureaucratie a voté la réforme constitutionnelle qui a ouvert toutes grandes les portes aux capitaux étrangers et à toutes les influences du mode capitaliste de production (l'amendement XXIII assure le droit au profit sur la base de la propriété des moyens de production !)

(.)

Le modèle yougoslave du « socialisme » a avant tout été créé dans le cadre de la théorie stalinienne du « socialisme dans un seul pays ». Ce cadre est tel qu'il se refuse par son essence même à l'introduction et à la concrétisation des principes fondamentaux du socialisme. C'est justement ce cadre qui a permis la naissance du principe monstrueux et absurde de la « production socialiste du marché », qui est en contradiction, en opposition flagrante, avec les principes élémentaires de la théorie marxiste. Il est bien connu que ce principe de « production socialiste du marché », avec ses épiphénomènes, a directement poussé la Yougoslavie sous-développée et sa classe ouvrière dans les mains du capital financier mondial. Aujourd'hui, plus d'un million d'ouvriers yougoslaves travaillent dans les pays capitalistes pour pouvoir survivre. Et, à ce congrès décidément « très significatif » de l'autogestion, Tito a dit, avec le plus grand cynisme, en parlant des ouvriers qui sont décidés à défendre l'autogestion :

« Nos ouvriers permettront-ils jamais qu'on revienne en arrière, accepteront-ils d'être les salariés qui travaillent pour le profit des capitalistes ? »

La bureaucratie yougoslave, en se décidant pour le « socialisme dans un seul pays », en dehors du bloc de l'Est, n'avait pas d'autre issue. Tito l'a bien prouvé lorsqu'il conclut le congrès :

« Lorsque nous eûmes l'idée, c'est-à-dire fûmes obligés d'introduire l'autogestion, etc. » (3).

Mais, au fait, quelle est la véritable signification de la position que prennent M. Desolre et son rédacteur en chef ? Dans leur optimisme militant, ils dépassent même la presse officielle de la bureaucratie yougoslave. Bien que cette presse glorifie constamment les machinations de Tito et Cie, aucun des textes qu'elle a publiés n'était inspiré d'une telle croyance aveugle, comme c'est le cas avec l'article de M. Desolre. Ce dernier est même très loin d'avoir ne serait-ce que la position critique minimale que la presse yougoslave garde pour juger du système et des échecs de l'économie socialiste. Que signifient les louanges de M. Desolre pour un Etat dans lequel la bureaucratie n'essaie même pas d'arrêter les folies sauvages d'un marché déchainé, d'un Etat où le système économique s'écroule, où le capital détruit tout devant lui, d'un Etat qui emploie la police pour lutter uniquement contre les étudiants et les ouvriers ? Qui est intéressé à défendre un régime qui, depuis longtemps, a perdu tout sens de son existence. A défendre une bureaucratie qui est prête à tout céder au capitalisme pour sauvegarder ses intérêts particuliers et égoïstes ? Qui ose encore défendre l'autogestion d'un pays où les libertés démocratiques fondamentales sont étouffées tous les jours, où les principales institutions démocratiques sont sous le contrôle du S.D.B., gardien fidèle des « traditions claires » de la N.K.V.D. ? Comment parler de l'autogestion dans un pays où le pouvoir des ouvriers est usurpé par la bureaucratie et où il n'y a pas de liberté ?

A maintes reprises, y compris au congrès de l'autogestion, Tito a employé le glorieux proverbe stalinien :

« Il n'y a pas de démocratie pour les ennemis de la démocratie. »

Il est bien évident que, par-là, il cherche à donner un « sens » à la politique de sa dictature policière. Ce proverbe sous-entend des arrestations préventives ; la pri-

(3) Souligné par l'auteur de la lettre. Borba, 6 mai 1971.

vation de passeports, la liquidation de la liberté de création, d'expression, des libertés d'association et d'organisation, et cela « au nom de l'autogestion ».

En Yougoslavie, l'homme est opprimé économiquement, intellectuellement, biologiquement — son existence est menacée. La bureaucratie a condamné le travailleur à la faim et au désespoir, l'intellectuel au lavage de cerveau et à la solitude totale. Elle a remis en question les valeurs humaines essentielles. Voilà, M. Desolre, ce qui se cache derrière cette belle façade que vous appelez « autogestion », « étape importante dans le développement du socialisme », « lutte pour le contrôle ouvrier », etc.

Je ne connais pas le motif qui a conduit M. Desolre à admirer la démagogie de l'équilibriste Tito. Peut-être n'a-t-il pas la moindre idée de ce qui se passe en Yougoslavie ? ou bien est-il tellement impressionné par la façon raffinée et habile dont Tito, depuis vingt-cinq ans, mène par le bout du nez un peuple de plusieurs millions d'hommes ? Consciemment ou inconsciemment, M. Desolre se trouve du

même côté de la barricade que Tito et ses alliés, aux côtés de l'impérialisme et de la bureaucratie.

Mais, à la différence de M. Desolre, la bureaucratie ne nourrit pas d'illusions à l'égard de ses mascarades — elle connaît très bien la vraie place et le vrai rôle dudit congrès de l'autogestion. Les différents matériaux et toutes les résolutions issus du congrès vont servir à toute une armée d'apologistes et de théoriciens du régime, qui, grâce à eux, auront pour tâche de développer une large campagne d'« explications » et d'« études », dans un seul but : convaincre le peuple que, désormais, tout va mieux. Cette armée va rejoindre aussi M. Desolre qui attend, plein de bonne volonté, des « documents officiels » pour pouvoir comprendre « objectivement » l'importance de ce congrès pour le « développement du contrôle ouvrier ». Laissons-le attendre, avec élégance, son Godot ! Le moment actuel de la lutte de la classe ouvrière mondiale, de la classe ouvrière yougoslave en particulier, l'a déjà caractérisé comme un ennemi.

L'abondance des matières entrant dans la composition de ce numéro nous a obligés à reporter au prochain numéro la lettre d'un lecteur de la région parisienne et un article sur l'Espagne entrant dans le cadre de la tribune de discussion préparatoire à la 4^e conférence du Comité international.

LA REDACTION.

CORRESPONDANCE

D'un lecteur de Nice

Après mon voyage à Essen qui a contribué, d'une façon irremplaçable, à clarifier ma position sur les luttes de classes internationales par trop brouillée par mon appartenance au P.C.F., et bien que Trotsky me semble rester plus une question qu'une réponse, je tiens à vous faire part de ma totale solidarité avec les C.A.O. et l'A.J.S., noyaux de la construction du parti communiste révolutionnaire en France avec l'opposition de gauche intérieure au P.C.F. réunie sur la base du Front unique ouvrier et d'une Internationale prolétarienne.

De ce fait la lecture de *la Vérité* paral-

èlement à celle d'*Informations ouvrières* et de *Jeune Révolutionnaire* m'apparaît comme une nécessité, comme une arme idéologique, politique, contre la confusion entretenue par la bureaucratie et pour la défense du marxisme-léninisme dans mon organisation — mais pour combien de temps encore ?

Ainsi, l'envoi de tous les numéros de *la Vérité* depuis le début de la grande grève générale de mai-juin 1968 (excepté les n^{os} 546, 552, 553 que je possède déjà) me serait fort utile vu l'importance des événements qui se sont déroulés depuis cette période.

D'un lecteur de Gennevilliers

Dans le n^o 551 de *la Vérité*, rubrique Correspondance : « Monod, Chardin et Jésus », il est dit, p. 167 : « On croirait entendre Thorez dénonçant la légende de la nuit du Moyen Age » : de Galilée à Michel Servet, le palmarès de l'Eglise (pardon, des Eglises !), n'est-il pourtant pas éloquent !

N'étant pas persona grata en la matière, je me réfère au livre de Koestler

les Somnambules qui, lui aussi en ce qui concerne l'Eglise, accorde à celle-ci libéralisme, objectivité, développement de la science (procès de Galilée !)

Nous connaissons Koestler (le Zéro et l'infini), dénoncé en son temps et à juste titre. Mais les Somnambules, le Démon de Socrate, le Cheval dans la locomotive, pour n'en citer que quelques-uns,

ne sont-ils pas la continuation logique de ce stalinien scientifique ?

J'aimerais à l'occasion que le comité de rédaction de la Vérité s'occupe de

l'œuvre « scientifique » de Koestler, car, sous des termes peut-être exacts et justes, doit certainement se cacher une infamie.

D'un lecteur de Grenoble

Le 6 août 1971,

Cher camarade,

J'ai bien reçu ta lettre-circulaire, où tu demandes suggestions et critiques à propos des derniers numéros de la Vérité. Tout d'abord, je dois dire que le service d'abonnements marche très bien, du moins je reçois régulièrement le mien. Je tâcherai de faire, à la rentrée, quelques abonnés nouveaux, mais en ce moment (je suis enseignant), il est pratiquement impossible de trouver des collègues à Grenoble.

Faire de nouveaux abonnés, c'est travailler à la construction du parti révolutionnaire, et c'est justement à partir de là que se pose la question du contenu de la revue : est-ce que, sous sa forme actuelle, elle répond aux besoins des militants pour leur travail d'organisation, les discussions qu'ils soutiennent avec leurs adversaires et les sympathisants, et aussi pour leur propre gouverne ; et est-ce qu'elle répond aux besoins de construction du parti, c'est-à-dire est-ce qu'elle peut être lue par des non-militants en les incitant à s'engager plus à fond ? C'est en somme en ce sens que tu poses ta question, plutôt que tu ne demandes à chacun de nous une appréciation individuelle.

Tu seras peut-être déçu si je commence par les éloges, car la revue, telle qu'elle est, me semble répondre en gros aux deux buts que je viens de définir, mais j'aurai ensuite quelques idées à formuler — libre à toi évidemment de les critiquer et de me montrer que je me trompe sur tel ou tel point.

Etant donné la forme qu'a prise la Vérité,

revue à peu près bimestrielle, elle ne peut prétendre donner des informations et les commenter sur le vif. Ce serait la tâche d'un quotidien, et c'est, bien entendu, une question de moyens : quand Informations ouvrières aura suffisamment de lecteurs, il pourra devenir quotidien comme le Worker's Press en Angleterre, et ce sera un instrument incomparable pour la diffusion de nos idées, mais, en attendant, nous sommes réduits à un hebdomadaire et une revue, qui sont tous deux des organes d'analyse, de réflexion, d'explication, même si l'hebdomadaire est axé plus directement sur la lutte au jour le jour, et peut donner des mots d'ordre. A la Vérité revient une tâche plus générale d'explication doctrinale, intermédiaire entre le journal et le livre, et il est probable qu'elle restera ainsi.

Dans cette perspective, je crois que les améliorations apportées dernièrement à la revue sont toutes excellentes : il fallait un courrier des lecteurs et des notes de lecture, il en faudra toujours davantage. Dans ce domaine, Jeune Révolutionnaire a montré ce que peut faire un organe trotskyste, y compris dans les critiques de films. C'est une bonne chose. Il est naturel également que l'O.C.I. publie ses documents dans la Vérité, son organe, même si Informations ouvrières en publie aussi une partie. Il faudra que la Vérité devienne de plus en plus la tribune de discussion des militants trotskystes, que les camarades s'habituent à envoyer à leur revue des lettres, des articles, pour élargir, diversifier, enrichir, la pensée de leur organisation.

Voici ce que j'ai pensé des principaux

articles parus dans les derniers numéros : j'ai accueilli avec joie les articles de Broué sur la Chine, ils étaient indispensables depuis longtemps ; même si la discussion entre les « maoïstes » et nous se place assez rarement sur un terrain idéologique, le silence des trotskystes sur la Chine faisait penser à certains que nous n'avions rien à dire sur ce sujet. Ce vide est maintenant comblé, et à un moment heureux car la presse et la radio ne parlent que de la Chine depuis un mois, à la suite de l'annonce du voyage de Nixon à Pékin. Il serait intéressant à ce sujet d'analyser les positions des divers mouvements maoïstes sur ce tournant de la diplomatie chinoise, qu'ils l'approuvent ou la désapprouvent, et même de reprendre les analyses de Trotsky sur la première révolution chinoise, car ces positions, tu ne l'ignores pas, ont été outrageusement déformées par les maoïstes eux-mêmes, comme il se doit. Il y a sans doute, à l'heure actuelle, chez les maoïstes, pas mal de militants qui cherchent sincèrement les voies de la révolution, et qui sont choqués, stupéfaits, bouleversés par les sourires de la bureaucratie chinoise à l'impérialisme américain. Il est urgent de leur proposer nos solutions, plutôt que celles de la radio officielle.

La publication de documents de la Ligue communiste datant de plus de cent ans me semble également une initiative heureuse, non pas uniquement pour satisfaire un certain goût du passé, mais parce que cela montre comme le mouvement révolutionnaire du prolétariat est ancien, et que les problèmes que se posaient ces grands ancêtres pour la construction de leur organisation ressemblent étrangement aux nôtres. C'est donc un capital d'expérience dont il faut faire profiter les militants d'aujourd'hui, puisqu'il est dit que, dans le domaine de la lutte des classes, rien n'est jamais acquis, et que le prolétariat doit cent fois sur le métier remettre son ouvrage.

Les articles de Balazs Nagy sur Lukacs ont l'avantage de dissiper un malentendu : bien des gens qui s'intéressent au marxisme, et qui sentent même la nécessité de lutter contre la ligne des appareils contre-

révolutionnaires, citent Lukacs comme une autorité indiscutable et qui devrait faire l'unanimité de tous les « révolutionnaires » au sens le plus large, du P.S.U. aux diverses moutures de gauchistes. Dans ces articles on voit comment un intellectuel peut être amené à renier la défense des intérêts du prolétariat, et passer complètement dans l'autre camp, simplement par une série de glissements idéologiques, évidemment conditionnés par des attaches sociales. Bien des idéologues pseudo-marxistes, Marcuse, Althusser, mériteraient un même traitement. En même temps, cela nous permet de préciser certains points essentiels de la doctrine, comme la conscience de classe et la nécessité de l'organisation, et donc d'ébaucher ce qui pourrait devenir une sociologie de notre temps inspirée par les principes et les analyses de Marx, Lénine et Trotsky. C'est par la critique que la doctrine se forme, Marx n'a pas procédé autrement. La pensée trotskyste se précisera, et prendra toute la dimension qui doit être la sienne, en polémiquant contre tous les théoriciens qui actuellement prétendent s'inspirer du marxisme, mais ne cherchent en fait qu'à lui ôter son venin pour pouvoir pactiser avec le monde où ils vivent.

Les attaques contre les idéologues bourgeois ne sont pas moins utiles. Je n'ai lu le Hasard et la nécessité de J. Monod qu'après l'article de M. Chardin, et je dois dire que celui-ci ne m'a pas du tout paru pécher par excès de sévérité. Il me semble que certains aient été choqués par le style de la polémique, estimant que c'était avoir recours à de pauvres arguments que de juger un ouvrage fondé sur la philosophie de la biochimie moderne par la répétition de la formule : « Mon doux Jésus, O mon Veau d'or, mon coffre-fort ! » Au contraire, cela situe parfaitement la question, car c'est exactement de cela qu'il s'agit, et non pas simplement de bâtir sur la science une nouvelle doctrine antiscientifique. Je trouve même, maintenant que j'ai lu le livre de Monod, non pas que M. Chardin a été trop tendre pour lui, mais que s'il avait eu probablement plus de temps pour rédiger son article, et d'abord pour

analyser le livre incriminé, il aurait pu pousser encore beaucoup plus loin la condamnation, la démystification, la dénonciation d'une entreprise qui n'est d'un bout à l'autre qu'imposture et malfaçon.

Il vaudrait sans doute la peine, pour un spécialiste de biochimie, de reprendre les raisonnements de Monod, et de montrer qu'ils reposent tous sur un sophisme fondamental, sophisme qui s'étale dans les premières pages, où Monod prétend analyser les types d'organisation d'objets terrestres à l'aide d'un prétendu ordinateur tombé de la planète Mars. Il faut quand même bien se dire que les ordinateurs, mêmes martiens, doivent être programmés, et que par conséquent ils ne disent que ce qu'on veut bien leur faire dire. Or tout le raisonnement de Monod consiste à mettre sur le même plan des objets de nature et des objets de culture, ce qui lui permet d'escamoter d'emblée la dialectique de l'homme et de la nature. Sa conclusion devrait être de dire qu'entre un cristal, une ruche, une maison, il n'y a qu'une différence de degré de complication, que la différence entre une ruche et une maison ne peut s'analyser qu'en fonction du cerveau de l'abeille et du cerveau de l'homme, branchés sur leurs conditions respectives d'existence, tout cela étant des produits de l'évolution de la nature, et au contraire montrant par son ordinateur qu'il est impossible de rendre compte de ces différences par le seul usage de la causalité, car la machine n'a pas vérifié le postulat de départ non exprimé : l'idée qu'entre les « ordres » de la nature il n'y a pas de continuité ; Monod en profite pour réintroduire la « téléonomie », c'est-à-dire la finalité, ce qui réintroduit toute la métaphysique, servante de la théologie.

J'ai retenu du livre de Monod une phrase qui, à mon avis, devrait lui valoir d'être dénoncé non seulement par tous les marxistes, mais par tous les savants du monde entier : « Le seul critère scientifique valable, dit-il, est d'ordre éthique ». C'est notre moderne docteur Carrel. Gageons que, dans son prochain ouvrage, il plaidera en faveur des phénomènes métapsychiques. Dans ces conditions, il n'y a pas

à prendre de gants. Ironiser sur « l'évangile selon saint Jacques » est de bonne guerre, et tant pis si certains, qui prétendent se rapprocher des trotskystes tout en restant fidèles à la foi chrétienne, en éprouvent un petit pincement au cœur. Après tout, la première chose qu'ils ont à faire s'ils veulent vraiment travailler à l'émancipation du prolétariat, c'est peut-être d'avoir le courage de liquider leurs dernières attaches avec leur enfance chrétienne. D'ailleurs, en ce qui concerne Monod, les choses devraient être claires : sa hargne contre le marxisme ne peut que traduire une profonde haine du prolétariat, un attachement indéfectible aux intérêts de la bourgeoisie. Ce sont des réflexes qui ne trompent pas.

Que devraient donc être alors, à l'avenir, les articles de la Vérité ? Il faut qu'elle justifie son titre, le plus beau de tous et le plus audacieux, mais aussi titre dangereux, si l'on songe à ce que sont devenues un certain nombre de Pravda.

Il faut, à mon avis, que la Vérité donne avant tout des explications de la doctrine marxiste. Certes, elle le fait déjà, et cela peut passer pour une tautologie. Je ne veux pas dire que la Vérité doive simplement reproduire des textes de Marx, Lénine, Trotsky, ou d'autres. Ces textes existent, ils circulent, ils sont étudiés. Je ne veux pas dire non plus qu'il faille faire des exposés doctrinaux sous forme de vulgarisation, catéchismes, manuels, etc. Tout cela existe aussi. Ce que je veux dire, c'est que les rédacteurs de la Vérité doivent proposer aux militants et aux sympathisants une analyse marxiste de toute la sphère politico-culturelle du monde contemporain, en se disant justement que leurs lecteurs ont besoin de ces analyses parce qu'ils ne sont pas toujours en état de les faire eux-mêmes, et cela, non pas par manque de temps, d'intelligence ou d'information, mais parce que justement ils connaissent mal le marxisme. C'est là le point capital.

Il m'est arrivé bien souvent de constater que des militants, même trotskystes (ne parlons pas des déformations que l'on trouve chez les réformistes et les staliniens),

même s'ils font de l'excellent travail syndical et politique, sont d'un vague vraiement inquiétant quand il s'agit de la doctrine. Et, certes, ils savent interpréter sans trop d'erreur la réalité politique quotidienne : réagir à une déclaration de Séguy ou de Chaban-Delmas, mesurer l'importance d'une crise monétaire ou d'un coup d'Etat, c'est une chose que l'on apprend assez vite par la pratique, et à l'aide de quelques formules simples, que Jeune Révolutionnaire et Informations ouvrières s'emploient à inculquer. Mais cela ne suffit pas. Je ne crois pas qu'il doive y avoir plusieurs niveaux de conscience à l'intérieur du parti révolutionnaire, même si cela paraît en partie inévitable. Le marxisme est une méthode scientifique, qui par cela même, doit pouvoir être maniée par tout le monde. Tout militant devrait être immédiatement capable d'expliquer, par exemple, la crise monétaire, ce qui peut se faire très simplement sans entrer dans la technicité redoutable des ouvrages bourgeois sur ce sujet.

De même, à chaque instant, on a besoin de se prononcer sur des questions théoriques, même paraissant très éloignées de la lutte des classes. Ainsi, certains adversaires réformistes du marxisme, aussi bien scientifiques que littéraires, s'imaginent qu'Einstein, en inventant la théorie de la relativité, a démontré que le principe du déterminisme était faux. Disant cela, ils ignorent d'ailleurs le déterminisme autant que la relativité, mais ils posent l'équation : relatif = non absolu, déterminisme = absolu ; donc le marxisme, qui se fonde sur le déterminisme, est faux. Il faut pouvoir leur répondre. De même, il serait utile d'avoir une appréciation marxiste sur les dernières découvertes des sciences humaines, en linguistique, en sociologie, en psychanalyse, en pédagogie. Une réfutation en règle du structuralisme s'imposerait. Peut-être toute la théorie de la connaissance est-elle à reprendre ? Engels n'a pas tout dit, et il nous faudrait reprendre son travail, y compris — pourquoi pas ? — sur les questions de la sexualité, de la famille, qui préoccupent beaucoup les jeunes. Ces questions théoriques ont leur importance, car, même dans

la lutte pratique, une orientation fautive ou simplement confuse peut déterminer des erreurs de tactique qui portent tort à toute l'organisation.

Voilà, me diras-tu, un bien vaste programme, et l'équipe de la Vérité, malgré toute sa bonne volonté, ne pourra pas y suffire. En effet, la principale objection est le manque de moyens : nous ne sommes pas assez nombreux, nous n'avons pas assez de spécialistes de chaque matière. Et puis, on ne peut tout faire, et, pour beaucoup d'entre nous, les tâches militantes, s'ajoutant aux tâches professionnelles, priment le travail de recherche et de mise au point doctrinale (alors qu'elles ne devraient pas le faire, les deux sont aussi urgents l'un que l'autre).

Et enfin, pour dire les choses crûment, il ne surgit pas un Lénine tous les dix ans dans les rangs des révolutionnaires. Toutes ces raisons, je les connais, j'en ai souvent parlé avec les camarades de Grenoble, et il s'y ajoute la réponse directe que tu peux me faire : « Commence par envoyer toi-même des articles à la Vérité ». C'est vrai. Pour le moment, face à la masse de publications qui véhiculent l'idéologie bourgeoise, ou stalinienne, ou même gauchiste, les livres des trotskystes dans les librairies (quand ils peuvent y figurer) font plutôt petite figure. C'est par le travail militant que nous gagnerons des camarades qui apporteront leur contribution au travail théorique et critique, qui enrichiront la Vérité et nos autres publications.

Un dernier mot : ce que je vais dire ne doit pas du tout être compris comme une critique de la forme actuelle de la Vérité, mais je crois qu'il faut nous mettre en garde contre un danger qui nous guette, ce serait de faire de la revue un organe pour initiés, une publication ésotérique où il suffirait de faire des allusions aux principaux points de la doctrine pour être compris des lecteurs. Il ne faut pas avoir peur de mettre les points sur les « i », de rappeler des grands principes ou des analyses célèbres. Cela rejoint ce que je disais un peu plus haut : il ne faut pas supposer le marxisme comme étant déjà connu des militants. (...)

Déclaration au 17^e congrès de l'O.C.I.

31 mai 1971

Du 28 au 31 mai 1971, l'Organisation communiste internationaliste pour la reconstruction de la IV^e Internationale a tenu son 17^e congrès.

Au centre de ses travaux fut placée la lutte pour la construction du parti révolutionnaire en France comme section de la IV^e Internationale. En effet, tout le développement de la lutte des classes mondiale conduit à la crise

la plus explosive, et de l'impérialisme, et de la bureaucratie du Kremlin. La grève générale française de mai-juin 1968, la lutte du prolétariat et des peuples de Tchécoslovaquie, ont ouvert une période de la lutte des classes où l'initiative politique a été ressaisie à l'échelle mondiale par le prolétariat, que le congrès a caractérisée comme celle de « **la révolution imminente** ».

LA CRISE DE L'IMPÉRIALISME ET DE LA BUREAUCRATIE

Depuis, toutes les grandes luttes du prolétariat, tant des pays capitalistes économiquement développés d'Europe et aux Etats-Unis que des pays sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites (U.R.S.S., Europe de l'Est), et les luttes des prolétariats et des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine contre l'impérialisme précipitent la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ; notam-

ment : le mouvement révolutionnaire du prolétariat polonais, formant, pour le combat et dans le combat contre la bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire, ses conseils ; les luttes du prolétariat espagnol arrachant Izko et ses camarades à la mort que le bourreau Franco préparait ; les grèves en Angleterre, aux Etats-Unis, en Italie, en France, etc. ; les explosions révolutionnaires en Amérique latine (Bolivie, Chili, Argentine, etc.)

dont l'expression la plus avancée est représentée par la constitution de l'Assemblée populaire en Bolivie ; la

poursuite par le peuple du Vietnam de sa lutte héroïque contre l'agression de l'impérialisme américain, etc.

REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION

Mais, en même temps, cette crise contraint l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin à accepter et à tenter de coordonner plus étroitement leurs attaques contre le prolétariat et ses conquêtes à l'échelle mondiale comme dans chaque pays ; ainsi l'extension de la guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain contre les peuples d'Indochine ; les tentatives de détruire dans les pays capitalistes économiquement développés les conquêtes, droits, garanties, que la classe ouvrière a arrachés ; la sanglante répression contre le peuple palestinien ; la « normalisation » en Tchécoslovaquie, la répression en Pologne et en U.R.S.S. même.

Au dernier congrès du P.C.U.S., Brejnev a exprimé, en toute conscience, la nécessité, pour l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, de coordonner leur action contre-révolutionnaire en proposant une conférence réunissant les impérialismes américain, anglais, français et la bureaucratie du

Kremlin, ainsi que la bureaucratie chinoise, orientation qui synthétise ce que signifient déjà les accords Bonn-Moscou, Bonn-Varsovie, le plan Rogers, l'invite de l'impérialisme américain à la bureaucratie du Kremlin d'agir activement afin d'obliger les ouvriers et paysans du Vietnam à accepter la « paix » impérialiste.

Cette politique est d'autant plus difficile à réaliser que le prolétariat mondial développe son offensive qui tend à disloquer l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, elle est plus nécessaire pour ceux-ci. Elle signifie que, si la période actuelle est celle de la révolution imminente, elle est, par un mouvement correspondant, celle de la contre-révolution imminente qui met en cause l'ensemble des conquêtes du prolétariat mondial, y compris celles, fondamentales, qui subsistent de la révolution d'Octobre, celles de l'Europe de l'Est, celles de la révolution chinoise.

UNITÉ DE LUTTE DU PROLÉTARIAT POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER

Le 17^e congrès de l'O.C.I. a en conséquence défini comme axe de combat politique l'unité de lutte du prolétariat de chaque pays pour le gouvernement ouvrier et paysan dans

chaque pays, l'unité de lutte du prolétariat mondial contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne et les bureaucraties satellites du Kremlin, que concrétise le mot d'ordre pour les

Etats-Unis socialistes d'Europe, qui fusionne en un tout révolution sociale et révolution politique.

L'O.C.I., dans les semaines et les mois qui viennent, estime qu'une campagne politique doit être engagée en commun avec l'Alliance ouvrière et l'Alliances des jeunes pour le socialisme pour que se tienne un rassemblement national en France regroupant les militants qui sont d'accord en vue de combattre pour la chute du gouvernement Pompidou - Chaban, pour le gouvernement des travailleurs constitué par les organisations ouvrières unies.

L'O.C.I. décide qu'elle doit engager la bataille politique pour le rassemblement organisé à Essen, à l'initia-

tive de l'Alliance des jeunes pour le socialisme et de plusieurs autres organisations révolutionnaires de jeunesse d'Europe et du monde, sur le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe et pour la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Ces batailles politiques contiennent le combat constant pour la défense des libertés démocratiques, pour la défense des revendications de la classe ouvrière et de la jeunesse, l'action pour la réalisation du Front unique des organisations ouvrières (syndicales et politiques) ; elles contiennent l'action indispensable contre la répression impérialiste, contre la répression en Tchécoslovaquie, en Pologne, en U.R.S.S., à l'est de l'Europe.

LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER, LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

La tâche fondamentale dont dépend l'issue de la crise révolutionnaire mondiale ouverte par mai-juin 1968 en France, la lutte du prolétariat et des peuples tchécoslovaques, est la construction du parti révolutionnaire en France, sur la base du **Programme de transition**, comme section française de la IV^e Internationale, indissociable de celle de la reconstruction de la IV^e Internationale. Il s'agit de la plus haute expression du combat de la lutte des classes, qui en est insépa-

nable car elle conditionne la victoire de la révolution prolétarienne mondiale.

Le sens du 17^e congrès de l'O.C.I., c'est la construction du parti ouvrier qui manque au prolétariat français pour vaincre la bourgeoisie, briser les appareils bureaucratiques bourgeois qui, au sein du mouvement ouvrier, font obstacle aux combats du prolétariat pour le pouvoir.

Achetez, lisez, vendez

"LA VERITE" N° 552
SPECIAL COMMUNE

Du 1^{er} gouvernement ouvrier
à la Commune universelle

Résolution adoptée par le 17^e congrès de l'O.C.I. sur proposition de sa commission ouvrière

31 mai 1971

L'intervention dans les usines, les syndicats, les localités est déterminée par la période où nous sommes, période qui est celle de la nécessité de la construction du parti en relation avec la lutte des classes. Nous nous battons pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Dans ce combat s'inclut totalement la lutte pour la construction de l'O.C.I. L'internationalisme prolétarien n'est pas une abstraction, il s'exprime par notre capacité à construire dans notre propre pays le parti révolutionnaire.

Nous devons aborder nos tâches dans un pays où la classe ouvrière est dominée par l'appareil stalinien depuis près de quarante années. Nous savons que la confiance des masses ne va pas à la politique bourgeoise des dirigeants du P.C.F. Les travailleurs croient voir dans le prétendu « *Parti de la classe ouvrière* » le parti de leurs aspirations anticapitalistes, le parti de la révolution d'Octobre, du fait même de ses liens avec la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin et en dépit de ce qu'il constitue une agence de cette bureaucratie dans sa lutte contre la révolution d'Octobre. C'est ainsi que la confiance des masses et militants dans le P.C.F. a un contenu internationaliste qu'utilise l'appareil contre la révolution mondiale. Les problèmes soulevés par la construction du parti révolutionnaire se résument très exactement à ceci : par une stratégie, des tactiques et mots d'ordre adaptés, faire éclater les contradictions

entre le contenu bourgeois des appareils et le contenu socialiste et internationaliste des aspirations des masses et militants.

Nous le savons : les masses abordent la solution des problèmes qui se posent à elles — problèmes qui sont ceux de l'humanité — à partir de leurs conditions matérielles d'existence, qui ne font qu'un avec leurs conditions morales et intellectuelles. C'est-à-dire qu'elles ne peuvent appréhender la solution de leurs aspirations « *internationalistes* » fondées sur la lutte de classes internationale qu'à partir de la lutte de classes dans leur propre pays.

C'est donc que les combats, les campagnes menés pour une commission d'enquête du mouvement ouvrier international en Tchécoslovaquie s'intègrent dans les problèmes soulevés par la lutte des classes en France. Les relations exactes entre ces divers termes sont formulées dans l'appréciation suivante :

« On ne peut lutter pour le socialisme en France en acceptant les violations du socialisme en Tchécoslovaquie, en U.R.S.S., etc. »

Ici nous nous heurtons à une nouvelle contradiction immédiatement ressentie par les cadres organisateurs de la classe contrôlés par le P.C.F. Ceux-ci sont largement influencés par la crise de l'appareil international du Kremlin et la montée de la révolution politique, mais ils estiment toujours que le « *Parti* » est le seul parti ouvrier « *efficace* ».

Ils doutent, ils sont troublés, mais ils ne peuvent surmonter positivement doute et trouble que par rapport aux problèmes directement ressentis dans la lutte de classes en France qui les amènent, comme les masses, mais autrement que les masses, à se heurter à la politique bourgeoise de l'appareil. Nous avons affaire à un processus global, dont les déterminations apparaissent aux militants comme contradictoires. C'est notre capacité à rendre homogène ce processus qui résume nos tâches de construction du parti révolutionnaire. *Répetons-le, nous ne pouvons RENDRE HOMOGENE ce processus qu'en partant de la lutte de classes en France.*

Il ne s'agit de rien d'autre que de la stratégie définie par le 14^e congrès de l'organisation (la stratégie de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire). Mais seuls les trotskystes sont à même d'ouvrir un cadre politique et de mobilisation aux militants qui sont sur la voie de la recherche du parti, mais qui n'adhèrent pas encore à l'ensemble de notre programme. *Ce cadre politique et organisationnel est aujourd'hui l'Alliance Ouvrière.*

Par rapport aux militants du P.C.F., cependant, en raison du lien qui existe encore pour nombre d'entre eux entre leur parti et Octobre 1917, il est absolument nécessaire que soit ouverte la voie de la IV^e Internationale, même s'ils ne sont pas convaincus de la justesse de l'ensemble de nos perspectives et de notre programme.

Une claire appréciation du caractère du P.C.F. est absolument indispensable pour nous ouvrir dans la pratique les voies de la construction du parti révolutionnaire dans le cadre de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

La base sociale de l'appareil est constituée par l'immense armée d'éléments corrompus qui, par dizaines de milliers, dans toute la France, tirent directement leur subsistance des comités d'entreprise, des municipalités, des prébendes de toutes sortes distribuées au titre de la collaboration de classes. Cette couche tire donc directement ses moyens d'existence de sa corruption, mais les postes de « *dirigeants* », au sein de cette couche corrompue, sont attribués en fonction directe de la fidélité à l'appareil du P.C.F., partie constituante de l'appareil international du Kremlin. La crise de l'appareil international du Kremlin rejoint donc directement la crise de l'impérialisme français, dont les conséquences se traduisent en une crise de la base sociale corrompue de l'appareil. Là également, nous avons affaire à un processus global fondé sur l'unité mondiale de la lutte des classes internationale en marche vers la révolution politique et la révolution sociale et leur enjeu commun : la *dictature du prolétariat*. C'est ainsi que le P.C.F. concentre toutes les contradictions internationales et nationales de la situation mondiale et française. La ligne de la solution positive de ces contradictions réside également dans le combat pour le parti ouvrier rassemblant toutes les déterminations : O.C.I., A.O., A.J.S., lesquelles, à condition d'être comprises dans leur liaison interne, représentent les réponses politiques et d'organisation aux différents moments de la prise de conscience politique des masses et des cadres organisateurs de la classe sous le contrôle du P.C.F., en relation avec les enseignements de la période de la grève générale.

Le bilan de la grève générale nous a appris un certain nombre de choses essentielles, notamment que la grève n'est que la mobilisation du prolétariat et qu'elle ne peut donc se suffire à elle-même pour aboutir à la victoire, car, pour ouvrir la voie de la victoire, il était indispensable de poser le problème du gouvernement ouvrier. Il nous appartient de rassembler les matériaux épars déposés par la grève générale, de les unifier dans la construction du parti révolutionnaire, sur la ligne de la lutte pour le parti ouvrier.

La grève Renault-Le Mans et celle des machinistes de la R.A.T.P. constituent des types particuliers de grèves, surtout en ce qui concerne la seconde. La classe ouvrière assimile les leçons de la grève générale à sa façon. Elle perçoit qu'il faut engager la lutte politique pour renverser le gouvernement Pompidou-Chaban, que la grève générale a été trahie par les appareils, que chacune de ses luttes est dévoyée, émiettée, disloquée par les appareils, et, en premier lieu, par l'appareil stalinien. Elle engage la grève, le combat, en se saisissant de revendications parfois extrêmement mal définies. Mais sa défiance à l'égard des appareils l'amène à considérer avec une énorme méfiance les organisations syndicales, ses

organisations élémentaires de classe, mais qui sont dominées et contrôlées par les appareils, et à réagir de façon encore inconnue en France : par une sorte de réflexe contre l'organisation. Et finalement elle ne parvient pas à organiser et à centraliser son combat, ce qui donne toute possibilité aux appareils d'impuiser et de liquider ces mouvements. Cela s'est particulièrement manifesté dans la grève des bus parisiens. Bien qu'embryonnaire, cette tendance est grosse de dangers. Elle peut nourrir le gauchisme. Elle a une grande signification : la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin va, dans les rapports de force actuels, vers leur dislocation, vers le chaos, mais la dislocation de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ne suffit pas à assurer la victoire de la classe ouvrière. Le chaos serait également l'expression de l'impuissance de la classe.

Pour surmonter cette tendance, pour ouvrir une issue positive aux luttes de la classe ouvrière, pour résoudre positivement la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, il n'est d'autre moyen que la réponse politique à la question gouvernementale, réponse politique qui, elle-même, ne prend son sens que comme bataille politique en vue de la construction du parti révolutionnaire. Alors, le combat pour que « *la parole soit donnée aux travailleurs* » sous les formes diverses qu'il faut déterminer à chaque moment (telles que les assemblées générales dans les entreprises), pour que les travailleurs se saisissent de leurs luttes et de leurs organisations, les organisent et les centralisent, engagent le combat contre le gouvernement, aura ses véritables portée et efficacité. Il faut se rappeler que le mouvement naturel des travailleurs en vue d'organiser, de centraliser et de contrôler leurs combats, de lutter contre le gouvernement de la bourgeoisie les dirige vers la constitution d'organismes de type soviétique qui, soulignons-le, englobent les organisations élémentaires de type syndical et toutes les déterminations de la classe ouvrière organisée.

Mais ce mouvement n'est pas automatique. Il a besoin d'être nourri politiquement. Il ne se suffit pas à lui-même, mais exige la lutte politique la plus acérée sur la question du gouvernement et pour la construction du parti révolutionnaire. La méthode utilisée pour convoquer le congrès de l'Alliance ouvrière-congrès ouvrier de juin 1970 a démontré la capacité d'intervention, l'existence réelle de possibilités de développement de l'O.C.I. à partir de notre aptitude politique à impulser la création de ce cadre mobilisateur que doit être l'Alliance ouvrière. Mais la démonstration de la validité de l'Alliance ouvrière ne mettait nullement l'O.C.I. à l'abri des problèmes, des erreurs, des difficultés en ce qui concerne l'Alliance ouvrière. Il n'est pas inutile de revenir sur certains de ces aspects.

Bien souvent, les Comités d'alliance ouvrière ont, de fait, joué le rôle d'un groupe de pression syndical, au prix de l'abandon de notre expression politique propre, nous fermant par là même les voies de la construction du parti. Tous les efforts faits pour que le C.A.O. corporatif

ou local donne la « *bonne réponse* » dans une lutte ne pouvaient suffire, parce que la dimension politique n'était pas donnée, la dimension du Front unique ouvrier, qui ne peut être partiellisée, car elle ne peut se situer que dans la perspective de la lutte pour le gouvernement. Une autre confusion, en fait de même nature, est aussi apparue : l'Alliance ouvrière se substituait à l'O.C.I., celle-ci n'apparaissant plus ; tout le rôle de la fraction trotskyste, qui consiste à être capable d'ouvrir aux différents militants ouvriers un cadre de mobilisation pour la lutte, était réduit à néant, et il devenait impossible de projeter dans la classe la totalité de nos positions et de notre programme.

L'Alliance ouvrière n'est pas un cadre figé, séparé par des barrières de l'O.C.I. L'Alliance ouvrière est une méthode de construction du parti qui s'intègre totalement à la stratégie de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire, c'est-à-dire que l'Alliance ouvrière concrétise la capacité des militants trotskystes de projeter dans la classe leur lutte pour organiser les militants qui veulent se battre pour le gouvernement ouvrier.

Il faut comprendre que les déterminations politiques de cette lutte peuvent prendre des aspects particuliers, transitoires, limités. Ainsi il était juste, parce que nous posions le problème de la lutte pour le gouvernement ouvrier, d'engager l'Alliance ouvrière dans la lutte pour les 200 F d'indemnité mensuelle de vie chère égale pour tous. Mais il faut comprendre que si nous avons fait l'inverse, c'est-à-dire, en fait, substitué la lutte pour les 200 F à la lutte pour le gouvernement ouvrier, nous aurions stérilisé la lutte des C.A.O. en leur coupant la possibilité de constituer des comités de lutte pour les 200 F par exemple ; c'est-à-dire barré, une fois de plus, les possibilités de construction du parti. Et pourtant il n'était pas impossible de poser le problème des comités de lutte pour les 200 F, mais il devait s'agir là d'une projection particulière. Prenons l'exemple des postiers : face aux grèves disloquées lancées par les appareils fin octobre, et pour répondre aux besoins profonds des travailleurs des P.T.T. aspirant à la centralisation de leur combat, nous avons constitué un *comité pour la convocation d'une assemblée nationale*, puis, à l'issue de cette assemblée nationale, un *comité de coordination pour des assises nationales pour la préparation de la grève jusqu'à satisfaction des revendications*. Il est évident que si le C.A.O. P.T.T. avait été amené à se transformer lui-même et à se dissoudre dans ces comités, cela signifiait à court terme sa propre destruction, parce que nous en aurions fait autre chose que ce cadre politique de mobilisation indispensable à la lutte des travailleurs.

Si nous reprenons l'exemple des 200 F, il est évident que nous n'avons pas mis en avant ce mot d'ordre dans la grève Renault et qu'il était parfaitement juste de ne pas le mettre en avant parce que, au moment où seul le problème de la grève se trouvait posé, les 200 F n'auraient pas été autre chose qu'un moyen d'étrangler le développement de la grève.

En effet, nous n'opposons pas telle ou telle expression centralisée du combat de *la classe ouvrière*, dans les termes où nous la formulons, à la forme particulière que ce combat peut prendre. Il faut reconnaître ce qui, à un moment donné, dans une situation donnée, CONCENTRE le mouvement qu'opère telle ou telle fraction de la classe vers son rassemblement (la grève comme telle chez Renault à Boulogne, puis la manifestation aux Champs-Élysées, ailleurs l'assemblée générale, etc.).

Dès lors que ce dont les travailleurs se saisissent est reconnu comme exprimant leur mouvement vers la centralisation (« *la prime tout de suite* », la grève, etc.), plaquer ce qui reste fondamentalement juste (les 200 F par exemple) sur la vie du mouvement lui-même, c'est, en fait, l'opposer à la vie. Il s'agit de reconnaître ce qui, dans le mouvement particulier, *exprime* — sous une forme différente, mais exprime tout de même — l'objectif que nous traduisons par les 200 F ou tout autre mot d'ordre centralisateur.

Mais le reconnaître, c'est nécessairement mettre en relation, de façon vivante, la forme particulière du mouvement avec la dimension gouvernementale, en fonction de la marche même du mouvement. Et cela ne peut s'apprécier qu'en fonction de situations concrètes.

A quelles questions devons-nous répondre aujourd'hui et comment devons-nous y répondre ?

La classe ouvrière ne peut pas vaincre par sa simple mobilisation revendicative. Aujourd'hui, le Front unique ouvrier est une nécessité, mais pour laquelle on ne peut lutter sans la perspective du gouvernement ouvrier ; seule, l'O.C.I. peut mener ce combat, mais elle doit le mener en comprenant que ce combat, c'est la construction du parti révolutionnaire, et qu'il lui appartient d'ouvrir le cadre politique d'organisation que cherchent les militants qui ne sont pas en mesure d'accepter son programme.

La convocation d'un rassemblement ouvrier de tous les militants et travailleurs qui veulent combattre pour le gouvernement ouvrier commence à répondre à ces questions. Convoqué et rassemblé par l'O.C.I., l'Alliance ouvrière et l'A.J.S., il pose la question de l'unification de l'ensemble des déterminations politiques de la construction du parti révolutionnaire. Il n'y a pas « *concurrence* », mais, à travers le combat pour rassembler et organiser, s'ouvrent toutes les possibilités de voir l'O.C.I. jouer réellement le rôle moteur dans une intervention centralisée. C'est reprendre la méthode du congrès ouvrier - congrès de l'Alliance ouvrière en donnant pour toute la classe la dimension de notre politique. C'est poser le problème de notre intervention dans la classe et de notre propre expression en évitant le trade-unionisme que toute intervention « *revendicative* » porte en elle.

Le choix de la méthode du rassemblement permet de ne pas « *figer* » l'Alliance ouvrière dans un congrès et ouvre, dans le cadre de la stratégie

de la L.O.R. pour la construction du parti révolutionnaire, la perspective du renforcement de l'O.C.I. elle-même.

Le renforcement de l'Alliance ouvrière, le rassemblement de combattants dans ses rangs, est l'un des facteurs qui doit contribuer au recrutement pour l'O.C.I. dans des bastions ouvriers, en même temps qu'un pas en avant vers la construction du parti révolutionnaire. Le recrutement à l'O.C.I. doit rester un impératif constant, car s'il ne peut y avoir de construction d'un cadre de mobilisation sans le rôle ouvert et public de l'O.C.I., de même il ne peut y avoir projection de l'Alliance ouvrière sans renforcement de l'O.C.I.

Seul, le développement total de notre politique, son articulation selon toutes ses déterminations, permet le travail politique au sein des organisations syndicales selon les formes adaptées au cadre syndical. Dans l'immédiat, à l'intérieur de F.O. et de la C.G.T., la « proclamation » d'une tendance syndicale (type C.G.T. *lutte de classe*) serait artificielle et, en définitive, serait une façon d'éviter d'apporter des réponses politiques aux travailleurs. Il est vrai que notre politique a besoin de ses déterminations syndicales, mais cette détermination ne peut aboutir qu'à la constitution de noyaux communistes à partir du développement de notre politique. C'est dans *Informations ouvrières* que militants C.G.T. et F.O. se regroupent autour de notre politique et doivent donc s'exprimer politiquement, c'est-à-dire, à partir du cadre syndical, dans le respect de l'indépendance d'organisation des syndicats — condition indispensable pour que les relations entre parti et syndicats trouvent leurs motivations respectives.

La F.E.N., par son unité, par sa place dans la lutte, représente un acquis pour la classe ouvrière française tout entière. En fonction de cela et de la tradition de la F.E.N., la construction de la tendance *lutte de classe* est une tâche immédiate dans cette fédération ; cela signifie aujourd'hui le combat pour le développement de l'E.E.-F.U.O., combat qui ne peut être livré que si les trotskystes s'expriment comme tels et construisent, dans ses différentes déterminations, le parti en milieu enseignant. L'absence d'expression des enseignants dans *Informations ouvrières* démontre les difficultés que l'on rencontre, là comme ailleurs, à articuler notre politique autour de la stratégie de la L.O.R., à donner aux travailleurs le cadre de leur mobilisation, à construire le parti.

Il est certain qu'à partir du moment où nous sommes en mesure de donner sa véritable dimension à notre intervention politique dans la classe et de comprendre comment elle s'articule, le combat pour le *rassemblement ouvrier des militants et travailleurs pour le gouvernement ouvrier* est l'aspect qui correspond actuellement au besoin profond de la classe et qui centralise notre combat pour la construction du parti révolutionnaire.

Déclaration du bureau politique de l'Organisation communiste internationaliste

[Pour la reconstruction de la IV^e Internationale]

20 août 1971

I. — CRISE DE DÉCOMPOSITION DU RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION

Il n'a fallu qu'un discours, le discours prononcé par le représentant de Wall Street qui siège à la Maison-Blanche, pour jeter à bas le monceau de mensonges édifié pour prouver que le capitalisme, en s'autoréformant, aurait retrouvé une prétendue capacité de surmonter ses contradictions internes aggravées au stade de « **l'impérialisme stade suprême du capitalisme** » (Lénine), stade du capitalisme pourrissant, agonisant. En un discours prononcé le 15 août, Nixon est contraint d'infliger le démenti le plus cinglant aux théoriciens du néo-capitalisme, du capitalisme monopoliste d'Etat, à tous ceux qui, pour embellir consciemment ou inconsciemment — peu importe — le système de la propriété privée des moyens de production, vantaient à qui mieux mieux l'efficacité des « **mesures anticycliques** » prises par les magnats du capital financier,

qui aurait ainsi assuré un « **dépassement progressif** » du capitalisme, lui permettant, au cours d'une « **période de prospérité** » de longue durée, de développer les forces productives

Aujourd'hui, toutes ces « **théories** » gisent en miettes sur le sol, fracassées par les mesures prises par l'impérialisme U.S.

Aujourd'hui, tant les mesures prises par l'impérialisme U.S. que celles que cherchent à prendre les impérialismes secondaires, et en particulier, pour ce qui nous concerne, l'impérialisme français, expriment la tendance inhérente du capitalisme agonisant à disloquer le marché mondial. Ces mesures expriment également la volonté de faire payer par les travailleurs dans chaque pays la survie du régime de la propriété privée des moyens de production,

pour tenter de surmonter le chaos économique, financier, politique et social qu'entraîne la dislocation du marché mondial.

Telle est, sans fard, la réalité.

— **L'O.C.I. affirme, avec Lénine et Trotsky :**

Au stade de l'impérialisme, résultat final de tout le développement du capitalisme dont on ne saurait le dissocier, les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux.

Crises monétaires, inflation, déflation, dévaluation, réévaluation, contrôle des changes, embargo sur l'or, politique des revenus, contrats de progrès, toutes ces mesures et conséquences, et bien d'autres encore, traduisent toutes l'impasse du système capitaliste dont la survie implique l'aggravation des conditions de vie et de travail, la déqualification, le chômage, la déchéance

de la jeunesse, la baisse du pouvoir d'achat, la hausse des prix, la mise en coupe réglée de l'enseignement et la ruine de la culture.

— **L'O.C.I. affirme :**

Pour sauver la civilisation humaine et les masses laborieuses de la décadence, il n'y a pas de tâches plus urgentes que le combat uni pour abolir la propriété privée des moyens de production par la révolution prolétarienne, pour instaurer le pouvoir de la classe ouvrière se substituant aux Etats bourgeois.

— **L'O.C.I. affirme :**

Il n'y a pas de tâches plus urgentes que de s'organiser pour construire le Parti Révolutionnaire et reconstruire l'Internationale, la IV^e Internationale, instrument indispensable pour réaliser les aspirations des masses laborieuses et assurer leur défense contre le capital et l'Etat.

II. — LA MILITARISATION DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE CONDITIONNE LA SURVIE DE L'IMPÉRIALISME

Les événements vérifient la justesse de l'analyse marxiste telle que Trotsky l'a formulée dans le **Programme** de la IV^e Internationale adopté en 1938 : les capitalistes, les agents conscients du capital, les journalistes petits-bourgeois, les faiseurs de systèmes et autres mystificateurs installés au sein et en dehors du mouvement ouvrier ont cherché depuis plus de trente années à justifier la prétendue capacité du régime capitaliste à s'autoréformer, à remettre en cause les capacités révolutionnaires du prolétariat, en accusant la classe ouvrière d'« **embourgeoisement** ». Les mesures prises par Nixon en terminent avec tous les chants de sirène par lesquels, de toutes parts, on a cherché à émousser la conscience de classe du prolétariat.

Mais une question monte aux lèvres. Comment en est-on arrivé là ? Dans ces vingt-cinq dernières années, il est bien vrai que l'on a assisté à de gigantesques progrès

techniques que les idéologues bourgeois et petits-bourgeois ont qualifiés de troisième révolution industrielle.

Armée de l'instrument que représente le programme marxiste du Parti Révolutionnaire, l'O.C.I. répond :

— En 1945, la seconde guerre impérialiste prend fin par les plus gigantesques destructions et le plus grand holocauste jamais connu au cours de toute l'histoire de l'humanité.

— En 1945, dans tous les pays, radicalisées par les souffrances endurées au cours de la seconde guerre, les masses laborieuses sont prêtes à engager le combat révolutionnaire pour en finir avec le régime capitaliste. Mais, à Yalta et à Postdam, Churchill, Staline, Roosevelt, Truman — les grands de ce monde — se mettent d'accord contre la révolution socialiste et pour reconstruire, avec les Etats bourgeois dislo-

qués, le système du profit. Les dirigeants des grandes organisations ouvrières collaborent avec leur bourgeoisie : en France, ministres P.C.F. et socialistes siègent au gouvernement présidé par de Gaulle.

Pour calmer les travailleurs et leur barrer le chemin de la révolution, les capitalistes de tous les pays sont contraints de lâcher quelques-unes des revendications.

L'essentiel pour la bourgeoisie est de sauver le régime de la propriété privée des moyens de production et de reconstruire les Etats bourgeois : elle lâche d'une main en comptant fermement reprendre le double de l'autre.

Ainsi les conditions politiques de la reconstruction des économies capitalistes sont réunies jusqu'en 1949 ; c'est en particulier pour les U.S.A. le « boom » sans précédent.

La reconstruction des économies dévastées par la guerre devient le moteur du « progrès » des économies dans tous les pays.

L'O.C.I. pose une nouvelle question : peut-on qualifier de progrès ce qui n'est que la reconstruction de ce qui a été détruit. Et les millions de morts ! Et les millions de mutilés ! Et le gigantesque et mortel gaspillage du travail humain qu'a entraîné le carnage dans lequel les peuples ont été jetés pour savoir qui, de leurs maîtres capitalistes, dominerait le monde.

ON PASSE ET ON RECOMMENCE.

Oui, dès 1949, l'économie américaine est menacée par une crise économique et financière qui serait le signal d'un effondrement international d'une incomparable et plus grande ampleur que la crise de 1929, avec toutes les menaces révolutionnaires qu'impliquerait une telle crise.

C'est alors que, « en haut », chez les maîtres capitalistes, on décide de recommencer.

En 1950, la guerre de Corée va conduire au redémarrage de l'économie américaine, et, partant, de l'économie mondiale.

Et depuis, année après année, ce sont des injections grandissantes de crédits militaires dans l'économie américaine qui ont permis

le « progrès économique sans précédent ». Jusqu'en 1941, la production d'armements aux U.S.A. ne représente que 1 % de la production américaine ; celle-ci en représente aujourd'hui officiellement 10 %, en fait 20 % de façon permanente. Les budgets de défense s'enflent et atteignent la somme formidable de 100 milliards de dollars avoués, en fait 200 milliards. Il en est de même, compte tenu de leur puissance respective, dans les autres pays capitalistes.

Une nouvelle fois, l'O.C.I. pose les questions à tous ceux qui rebattent les oreilles des travailleurs sur la capacité du néo-capitalisme ou du capitalisme monopoliste d'Etat à assurer un nouveau développement des forces productives dans le cadre de la propriété privée des moyens de production.

Peut-on qualifier de « progrès économique sans précédent » ce gigantesque gaspillage du travail humain, où les forces productives mises en action par les exploités se transforment en forces destructives, ainsi que Marx, Lénine et Trotsky l'avaient établi ? Peut-on parler d'un bond en avant des forces productives quand les faits démontrent combien Marx et Engels avaient raison de prédire que, à un certain stade de son développement, les frais de survie du régime capitaliste coûteraient plus cher que ce que ce régime rapporte à l'humanité ?

Avec l'impérialisme, la réaction sur toute la ligne, ainsi que Lénine l'a défini, la force de travail des travailleurs est gaspillée ; avec la militarisation de l'économie, la civilisation humaine est menacée d'être engloutie dans la barbarie de la troisième guerre mondiale, barbarie dont la guerre du Vietnam et l'extermination des « Bengalis » représentent les premiers symptômes.

L'O.C.I. affirme, et les faits le démontrent, que le **Programme de transition** de la IV^e Internationale avait prononcé un pronostic correct en constatant :

« Les prémisses économiques de la révolution prolétarienne sont arrivées depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives ont cessé de croître. Les nou-

velles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste apportent aux masses des privations et des souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre. »

Le gouvernement des Etats-Unis, par la voix de son président Nixon, par les mesures qu'il a décidées : embargo sur l'or, non-convertibilité du dollar, taxe de 10 % sur

les importations, cherche à faire payer sa banqueroute par les autres pays capitalistes. En instaurant le blocage des salaires, il cherche également à faire payer sa banqueroute aux ouvriers américains. Mais Nixon n'en a pas moins déclaré, le 18 août 1971, à Dallas : « Les dépenses militaires ne seront pas lésées par les mesures récemment prises, au contraire, il faut même revaloriser la capacité de défense du pays. »

De banqueroute en banqueroute, si le prolétariat mondial n'en finit pas avec le régime capitaliste dans chaque pays, les capitalistes du monde entier entraîneront l'humanité dans la banqueroute finale de la barbarie.

III. — L'IMPASSE DE L'ÉCONOMIE D'ARMEMENT EST LA CAUSE DE LA CRISE MONÉTAIRE

Le système capitaliste ne produit pas de marchandises pour la satisfaction des besoins des hommes. Il produit des marchandises qui doivent être vendues sur le marché aux fins de réaliser, sous forme d'argent, le profit dont la source est la plus-value extorquée par le capital sur le travail salarié, et qui, sous forme de capital investi (accumulé), assure le fonctionnement du système de production capitaliste.

De tout temps, les producteurs n'ont pu racheter le produit de leur travail. Le mode de production capitaliste, à intervalles périodiques, avait trop de marchandises, trop de travailleurs, trop de capitaux.

Ne pouvant plus réaliser de plus-value, le système capitaliste aboutissait à la crise économique qui procédait alors à une brusque et massive destruction des forces productives, réduisant des millions de travailleurs au chômage, jusqu'à ce que le mode de production capitaliste, suffisamment assaini, d'une part, par le résultat de ces destructions, d'autre part, par la conquête de nouveaux marchés, puisse reprendre sa marche en avant.

Avec l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, la planète entière est soumise au

marché capitaliste ; le partage du monde est achevé.

L'expansion de chaque impérialisme n'est plus possible à la longue qu'aux dépens des autres au travers des guerres impérialistes.

La militarisation de l'économie, l'économie d'armement deviennent — pour un temps plus ou moins long et comme préface à l'économie de guerre et à la guerre — les moyens privilégiés de réaliser la plus-value. En d'autres termes, le militarisme devient un moyen — le principal — d'accumuler du capital. Les budgets militaires croissants et l'économie d'armement deviennent les facteurs indispensables au fonctionnement de l'ensemble de l'économie capitaliste. Au sein même de l'économie capitaliste dans son ensemble, l'Etat bourgeois, fusionnant avec les monopoles, forge un marché parasitaire où s'engouffre une part de plus en plus considérable des forces productives, transformées ainsi en forces destructives, qui servent de volant d'entraînement à la marche de toute la production capitaliste.

La crise économique classique est ainsi contenue jusqu'à un certain point par la destruction massive des forces productrices utilisées aux fins d'armement,

La consommation de marchandises par et pour l'armée, absorbant le matériel de guerre, ouvre un marché nouveau, auquel tout est subordonné : les machines, le travail de millions de producteurs, la recherche scientifique et technique et les applications industrielles de la recherche.

L'économie d'armement garantit dès lors le fonctionnement de l'ensemble du système et de toutes les branches de la production capitaliste. Elle est la condition de la poursuite de l'accumulation du capital. Mais elle ne suffit pas à assainir l'économie capitaliste. Les bornes du marché structuré sur la propriété privée des moyens de production à l'époque de l'impérialisme limitent, tôt ou tard, si la guerre n'en devient pas la conclusion logique, le secteur de l'économie d'armement comme tous les autres secteurs de l'économie capitaliste.

Ces limites, Nixon vient de les affirmer dans les mesures qu'il vient de prendre.

Le déficit de la balance des paiements américaine traduit le fait que le capitalisme U.S. a « **trop produit de marchandises de toutes sortes, y compris militaires** ».

Il en est des U.S.A. comme de tous les autres impérialismes. Tous les pays ont tout à la fois « **trop exporté** », « **trop importé** ». Dans tous les pays, les prix sont en hausse, ainsi que le crédit.

DANS TOUS LES PAYS, IL Y A INFLATION.

Les crises monétaires et financières qui se succèdent depuis des années viennent d'éclater en crise majeure.

CES CRISES ONT UNE SEULE CAUSE : LE MARCHÉ MONDIAL NE PEUT ABSORBER

LES MARCHANDISES PRODUITES, malgré l'économie d'armement, il y a surabondance mondiale de capitaux sous forme de marchandises et de moyens de production :

LA CRISE DE SURPRODUCTION MENACE.

La menace est encore considérablement aggravée par le fait que le secteur de l'économie d'armement est alimenté par les Etats bourgeois qui le financent par l'inflation de crédit et de monnaie, par des manipulations financières de toutes sortes — les fameuses mesures anticycliques — qui aboutissent à créer une masse croissante de capitaux fictifs dont une fraction de plus en plus faible arrive à s'investir dans la production.

C'est là, et uniquement là, que réside la cause de la crise du système monétaire international. Tous les Etats bourgeois ont, par leurs dépenses parasitaires de toutes sortes et singulièrement celles de l'armement, ouvert des débouchés artificiels à la production qui ont permis à l'économie dans son ensemble de fonctionner. Tous les gouvernements capitalistes, et en premier lieu le gouvernement américain, ont financé le secteur d'armement par des traites de cavalerie, les emprunts, l'inflation et les mille et un moyens de la technique financière.

Les déséquilibres des balances commerciales et de paiement, et principalement le déséquilibre des balances américaines, qui sont au centre de cette formation d'énormes capitaux fictifs, traduisent l'impasse d'une économie fondée sur la propriété privée des moyens de production.

N'est-il pas urgent d'en finir avec la domination de classe de la bourgeoisie et avec son mode de production ?

IV. — NIXON A DÉCIDÉ DE NE PLUS HONORER SES CHÈQUES SANS PROVISION ET SES TRAITES DE CAVALERIE

Au sortir de la seconde guerre mondiale, l'impérialisme U.S. distance — et de loin — tous les autres impérialismes — aussi bien l'Angleterre et la France « **vainqueurs** » que l'Allemagne et le Japon « **vaincus** ».

A la conférence monétaire de Bretton Woods en 1944, le dollar est consacré étalon, équivalent à l'étalon-or comme moyen de paiement international. Le capital financier yankee domine sans conteste le marché

mondial qu'il contribue à rétablir jusqu'en 1949.

A partir de 1949, l'impérialisme U.S. se heurte aux barrières du marché mondial structuré sur la propriété privée des moyens de production. Il s'en sort, comme on l'a vu, par des injections grandissantes de crédits militaires qui, par la constitution du marché parasitaire et artificiel de l'économie d'armement, préserve la stabilité du marché capitaliste où les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée et des Etats nationaux.

Pour un temps... jusqu'au moment où la masse des capitaux fictifs, incapable de se reconvertir dans la production capitaliste « normale », flotte à la recherche d'un profit dans la spéculation.

Dès lors, et sous une forme latente, voilée ou plus ouverte, la crise financière internationale menace, expression de la crise classique de surproduction.

La place, le rôle joué dans l'économie, la politique et la diplomatie mondiales par l'impérialisme américain, sur lequel repose tout l'édifice du système mondial de l'impérialisme, exigent que le dollar reste le moyen de paiement international.

Mais de plus en plus, et depuis le début des années 60, les conditions économiques et financières ne permettent que de moins en moins au dollar de jouer librement son rôle de monnaie de paiement international. Confronté d'une part à la concurrence de rivaux qui ont reconstruit leur capacité concurrentielle mais dont la stabilité sociale est ébranlée par la lutte des classes, et d'autre part avec son propre prolétariat américain, l'impérialisme U.S. doit soutenir la conjoncture économique internationale par une nouvelle accentuation des dépenses d'armement.

Ces dépenses d'armement conduisent à de nouvelles hausses de prix et créent par l'inflation une masse toujours grandissante de capitaux flottants qui ruinent toujours plus l'économie, les finances, les rapports sociaux.

En 1968, le système commence à craquer. Le dollar ne pouvant plus jouer librement son rôle de monnaie de paiement interna-

tional, l'impérialisme U.S. s'engage dans une politique visant à imposer son cours forcé, c'est-à-dire dans la voie d'une subordination étroite des autres bourgeoisies (allemande, japonaise, française, anglaise, etc.) aux seuls intérêts de la bourgeoisie américaine.

Deux marchés sont institués : celui du cours libre du dollar et celui des banques contrôlées qui peuvent se faire rembourser leurs dollars au cours officiel de 35 dollars l'once d'or.

Ce fragile édifice n'a pas duré. En suspendant la convertibilité du dollar, c'est-à-dire en décidant l'embargo sur les achats d'or, en instituant une taxe supplémentaire de 10 % sur les importations, l'impérialisme U.S. et son président Nixon font savoir que les autres pays doivent accepter les conditions nécessaires à la stabilité de l'ordre économique et social américain.

Tous les porte-parole officiels des impérialistes concurrents n'ont pas tort de dénoncer « **les cartes truquées** » que Nixon a abattues (le **Times** de Londres) ni de protester contre la politique du gros bâton. Les mesures prises par l'impérialisme U.S. signifient « **la ruine des exportations allemandes** », déclarent les magnats de l'industrie allemande.

Avec eux les magnats du capital financier européen, les gouvernements du capital financier en France, en Suisse et ailleurs tentent, atterrés, de résister. Les dispositions qu'ils prennent ne sauraient constituer le barrage qu'ils voudraient dresser.

L'IMPERIALISME U.S. ENTEND DICTER SA LOI.

Mais le capital financier yankee, en dépit de toute sa puissance, ne peut imposer totalement sa loi. Non que Nixon n'en ait pas le désir ; mais, de même que les lois aveugles du capital continuaient à se manifester dans la période des vingt-cinq dernières années de prétendue prospérité économique, elles continueront à jouer.

Le capital reste le capital. Les autres Etats bourgeois continueront, pour défendre leur part dans le marché mondial rétréci, à résister à la mainmise de l'impérialisme U.S. Ils seront contraints d'accepter une

part toujours moins importante, mais les mesures prises par Nixon ne sauraient abolir ni l'anarchie ni la concurrence entre les capitalistes et les monopoles dans un pays, et entre tous les pays.

Les mesures prises par Nixon signifient que, dans un laps de temps plus ou moins long, une nouvelle répartition des positions économiques et financières à l'échelle internationale, de nouvelles parités entre les

monnaies seront établies en tenant compte du rapport de forces réel entre les bourgeoisies impérialistes qui se disputent les marchés.

Et après... tout recommence. Jusqu'à quand ? Jusqu'au moment où le prolétariat dans chaque pays abolira la propriété privée des moyens de production en renversant la domination de classe de chaque bourgeoisie incarnée dans les Etats bourgeois.

V. — LE GOUVERNEMENT NIXON ET TOUS LES AUTRES GOUVERNEMENTS CAPITALISTES VONT CHERCHER A FAIRE PAYER LA NOTE AUX MASSES LABORIEUSES

Les marchandises, pour être échangées à leur valeur, exigent un étalon de mesure. L'étalon-or et la monnaie-papier, convertibles à tout moment en or, peuvent seuls garantir un fonctionnement « normal » (avec les crises de surproduction périodiques) du mode de production capitaliste.

Mais, pour que l'étalon-or puisse fonctionner, encore faut-il que les marchandises produites puissent s'écouler sur le marché. L'impérialisme sonne le glas de l'étalon-or, car il est au stade où un marché mondial « borné » par les barrières de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux ne peut plus absorber la masse croissante des marchandises produites. Le retour à l'étalon-or est un rêve creux.

De 1945 jusqu'au discours de Nixon, nous avons vu dans quelles conditions le marché mondial a fonctionné. Pendant ce temps, les forces productives qui étouffent dans le carcan des frontières nationales dépassées ont tendu à se constituer un marché plus adéquat.

L'Europe des Six a répondu à cette nécessité... qui ne pouvait aboutir parce que la tentative d'unification européenne se situait dans le cadre du système capitaliste. Le Marché commun a tenu vaillamment que vaillamment au travers des crises successives tant que

l'impérialisme U.S. acceptait, ou pouvait maintenir, la conjoncture mondiale.

Le discours de Nixon a jeté le bel édifice communautaire à terre. Chacun des pays participant au Marché commun s'efforce de défendre contre tous les autres ses positions face à l'impérialisme U.S. Chacun s'apprête à marchander auprès de Washington.

Vaines spéculations que celles qui hantent le cerveau des dirigeants capitalistes mystifiés et mystificateurs, qui leur fait croire que, puisque le commerce extérieur avec les Etats-Unis est relativement faible, les menaces seraient moins grandes pour l'économie française. Il y a d'abord le fait que les secteurs les plus concentrés, les secteurs de pointe, ceux qui entraînent toute l'économie capitaliste qui exporte une partie importante de leur production aux U.S.A., sont les plus touchés. Sans compter la masse des devises exportées par le tourisme américain, les restrictions décidées par Nixon ne peuvent qu'accentuer les rivalités des impérialismes européens entre eux, réduits à la portion congrue sur le marché européen, donc renforcer la pression sur l'économie française, bien moins développée par rapport à l'économie allemande.

Enfin, il suffit de comparer avec la crise de 1929 : alors que la part de l'économie

française sur le marché mondial était moins importante qu'aujourd'hui, la crise n'en a pas moins touché, et sévèrement, la France ; l'économie française est partie intégrante du marché mondial dans le cadre de la division internationale du travail créée par le capitalisme et dont elle ne saurait s'arracher.

Au même titre que les autres économies capitalistes, elle subira les conséquences de la « **nouvelle politique économique** » des U.S.A. C'est déjà avec une très grande terreur que les dirigeants français supputent l'effondrement à terme du Marché commun agricole.

Les hommes politiques de la bourgeoisie française savent que la seule issue qui leur reste consiste à faire payer les travailleurs,

à leur interdire de revendiquer de meilleures conditions de vie et de travail, à les contraindre à accepter des conditions de vie et de travail aggravées.

Sur ce point, il y a accord parfait entre tous les dirigeants de l'impérialisme mondial. Aussi bien Nixon, qui bloque les salaires, que Pompidou-Giscard d'Estaing, qui demandent aux travailleurs et aux syndicats de ne pas revendiquer ; aussi bien les gouvernements sociaux - démocrates allemands que le conservateur Heath, tous, et avec eux les magnats du capital financier, s'apprêtent dans tous les pays, aux U.S.A. comme en France, au Japon et en Allemagne, à faire supporter aux masses laborieuses le prix à payer pour tenter de maintenir la stabilité du mode de production capitaliste croupissant.

VI. — POUR UNE POLITIQUE DE RESISTANCE OUVRIÈRE UNIE AUX MESURES DU CAPITAL POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER

C'est un fait. Tous les travailleurs en sont convaincus, ce n'est pas le pouvoir actuel de Pompidou-Chaban qui lésinera pour attenter aux conditions de vie des travailleurs afin de protéger le profit des monopoles. Déjà, avant même le déclenchement de la crise ouverte par le discours de Nixon le 15 août, la hausse de tarifs des transports, du gaz et de l'électricité, conjointement avec l'élévation sans précédent du coût de la vie, caractérise la politique gouvernementale. Il en sera ainsi demain, plus encore qu'hier, nul n'en peut douter.

Mais il faut parler clair. Les monopoles, le capital financier sont le résultat final de tout le développement du capitalisme, l'aboutissement nécessaire du système économique basé sur la propriété privée des moyens de production. On ne saurait dissocier les monopoles du capitalisme, de la propriété privée des moyens de production, on ne saurait combattre le système de la propriété privée des moyens de production

dont il est issu, sans combattre le capitalisme et l'Etat bourgeois.

Prétendre le contraire, c'est faciliter toute la meurtrière politique des monopoles capitalistes. C'est ainsi que la lutte pour ouvrir la voie au socialisme, qui seul pourra en finir avec les maux inhérents au régime capitaliste, signifie que ceux qui prétendent parler au nom des masses laborieuses doivent en arriver à des propositions concrètes et, aux mesures prises par le gouvernement pour sauver le régime du profit basé sur la propriété privée, opposer la mobilisation de la classe ouvrière et prendre les mesures dictées par la sauvegarde des intérêts des travailleurs.

- Contre la vie chère : indemnité mensuelle et égale pour tous de 200 F.
- Contre la hausse des prix, échelle mobile intégrale basée sur les indices des prix établis par les syndicats. A bas les indices gouvernementaux truqués !

④ Contre le blocage des salaires sous quelque forme que ce soit. A bas les contrats de progrès et les contrats-programmes par lesquels le gouvernement propose aux syndicats d'accepter la politique des revenus qui empêcherait la lutte pour les revendications légitimes.

⑤ Les magnats du capital financier spéculent sur le franc. A bas la spéculation bancaire ! Les banques connaissent les noms des spéculateurs, les syndicats d'employés de banques doivent ouvrir tous les comptes des capitalistes et rendre publics les noms des spéculateurs.

⑥ Pour en finir avec les spéculations foncières, nationalisation sans indemnité ni rachat des sols à bâtir.

Non, il ne suffit pas de parler de réformes. Il faut indiquer clairement ce pour quoi on appelle les travailleurs à combattre. Le capitalisme a fait son temps. Il ne peut apporter aux masses laborieuses que chômage et aggravation des conditions de vie. Le capitalisme des monopoles doit disparaître, et avec lui le régime de la propriété privée des moyens de production dont il est issu, et qui est relié et lié par les mille liens de l'exploitation.

⑦ Nationalisation sans indemnité ni rachat et sous contrôle ouvrier des trusts de la sidérurgie, des banques, du gros commerce, des grands magasins, des monopoles dans l'industrie de l'alimentation.

⑧ Refonte des nationalisations de la S.N.C.F., du gaz et de l'électricité, etc. : en chassant des conseils d'administration les représentants de l'Etat bourgeois et du capital financier. Contrôle par les travailleurs de la S.N.C.F., par les travailleurs du gaz et de l'électricité et tous les services publics gérés par des délégués élus des travailleurs, les représentants des syndicats et les représentants élus des usagers.

⑨ Nationalisation sous contrôle ouvrier, sans indemnisation ni rachat des entreprises de transport.

Le capitalisme, qui a fait son temps, ne peut apporter à la jeunesse que la déchéance. Il faut en finir avec la participation dans les structures de la réforme Faure-

Guichard à l'université qui exclut par milliers les étudiants de la possibilité d'obtenir un diplôme indispensable à l'emploi qualifié.

Il faut en finir avec les phrases creuses sur les prétendus aspects positifs de la réforme de l'enseignement. Il n'y a rien de positif pour les lycéens, pour les élèves de C.E.T., dans les mesures prises par Guichard. Il faut clairement indiquer que l'enseignement doit être géré à tous les niveaux des lycées, des C.E.T. et à l'université par des représentants des parents d'élèves, des syndicats enseignants et les délégués élus des élèves et des étudiants.

Il faut, pour défendre la laïcité, non seulement supprimer les crédits à l'enseignement libre et confessionnel, mais supprimer l'enseignement libre et confessionnel et combattre pour une seule école. Séparation réelle de l'Eglise et de l'Etat !

Il est clair que ces revendications, et d'autres que les travailleurs décideraient eux-mêmes, qui effectivement ouvriraient la voie au socialisme libérateur, ni le pouvoir actuel ni aucun gouvernement où siègeraient des représentants du capital ne pourrait l'accepter !

Il faut lutter pour le gouvernement ouvrier, le gouvernement des organisations ouvrières qui se prononceraient pour ce programme de gouvernement.

Il est temps, plus que temps, d'unir les masses et les organisations pour imposer par la lutte le programme anticapitaliste du gouvernement ouvrier, le seul qui, parce qu'il refuserait de pactiser avec les tenants de la propriété privée des moyens de production, répondrait aux exigences du bien-être et de la liberté, en finirait avec les lois et les décrets par lesquels le gouvernement, avec son ministre Marcellin, cherche, par l'Etat policier, à imposer la hausse des prix, la détérioration des conditions de vie.

Il est clair que le gouvernement ouvrier rétablirait et élargirait toutes les libertés démocratiques et ainsi assurerait le plein et libre exercice des masses en lutte contre la bourgeoisie et son Etat.

VII. — POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER, POUR LE PARTI OUVRIER

● Il est clair que ces revendications sont celles qui répondent aux aspirations véritables de la classe ouvrière et des masses de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes.

● Il est clair que pas un travailleur, pas un militant ouvrier, pas une organisation se réclamant de la classe ouvrière ne saurait se déclarer opposé aux revendications.

Dès lors, chacun d'entre nous, tous ensemble, travailleurs et militants, nous nous demandons pourquoi les organisations ouvrières responsables ne se mettent pas d'accord sur ces revendications du programme ouvrier permettant de donner satisfaction aux aspirations de tous.

N'est-il pas temps d'en finir, et tout de suite, avec les attermolements, les hésitations, les divisions qui ne profitent qu'à l'ennemi de classe ?

La dure expérience de la vie enseigne aux exploités que si l'unité ne se réalise pas, c'est que les patrons et l'Etat des patrons introduisent dans les rangs ouvriers la division.

La dure expérience de la vie enseigne que la division s'instaure lorsque, au lieu de lutter et de défendre jusqu'au bout, jusqu'à la victoire, les revendications et les aspirations des travailleurs, on brade la grève générale de mai-juin 1968 pour les accords (de Grenelle) avec la bourgeoisie et son Etat.

Les résultats sont là !

Trois ans après la grève générale de mai-juin 1968 :

- l'échelle mobile n'a pas été arrachée ;
- les ordonnances contre la Sécurité sociale sont toujours en vigueur ;
- les 1 000 F minimum ne sont pas arrachés ;
- la hausse du coût de la vie a liquidé depuis longtemps les quelques avantages acquis ;
- le gouvernement des monopoles poursuit l'accomplissement de ses plans anti-ouvriers ;
- Marcellin provoque la jeunesse, protège une police qui matraque les journalistes et

multiplie les obstacles à l'exercice des libertés démocratiques.

Faut-il poursuivre ?

La preuve est faite que la liquidation de la grève générale n'a profité qu'au patronat.

Alors ? Alors ?

N'est-il pas temps pour les militants ouvriers et les jeunes de tirer les leçons de la grève générale qui pouvait tout et qui a été bradée pour des élections où le grand capital, utilisant le refus d'aller jusqu'au bout, a regroupé politiquement ses forces contre la classe ouvrière et ses organisations.

L'O.C.I., l'A.J.S., l'Alliance Ouvrière disent : disent :

Il est temps, plus que temps de s'organiser pour combattre dans l'unité pour le gouvernement ouvrier.

Il est temps, plus que temps de s'organiser, parce que c'est l'absence d'un véritable Parti ouvrier qui n'a pas permis la victoire de la grève générale.

L'O.C.I., l'A.J.S., l'Alliance Ouvrière appellent les militants à s'unir sur le programme ouvrier pour le gouvernement ouvrier.

Nul, à quelque tendance ouvrière qu'il appartienne, n'est exclu du deuxième congrès de l'A.J.S., qui se réunira les 30 et 31 octobre et 1^{er} novembre 1971.

Nul, à quelque tendance ouvrière qu'il appartienne, n'est exclu du Rassemblement qui organisera la force militante pour imposer le gouvernement de Front unique ouvrier.

Seuls ceux qui se refusent à engager le combat contre les défenseurs de la propriété privée des moyens de production, ceux qui par là même, en dépit de leur verbalisme, se refusent d'ouvrir une issue véritable contre le gouvernement Pompidou-Chaban.

Ceux-là n'ont pas leur place ni au 2^e congrès de l'A.J.S. ni au Rassemblement pour le gouvernement ouvrier ; ceux-là n'ont pas leur place dans le Parti ouvrier, le Parti de ceux qui veulent en finir avec la bourgeoisie et son Etat.

VIII. — POUR L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Les travailleurs américains et leurs organisations syndicales disent non à la politique antiouvrière de Nixon.

Les travailleurs français et leurs organisations disent non à la politique antiouvrière que Pompidou-Chaban-Giscard veulent imposer pour résister aux mesures prises par Nixon.

Les travailleurs allemands, suisses, anglais, les travailleurs japonais refusent les conséquences de la politique antiouvrière de leur propre bourgeoisie.

Les travailleurs des pays semi-coloniaux sont appelés à payer le dur prix de la politique de sauvegarde du profit des impérialistes.

En U.R.S.S., en Chine, en Hongrie et en Yougoslavie, dans les pays où le capital a été exproprié, les décisions prises par Nixon, en renforçant le blocus et en élevant de nouvelles barrières au commerce mondial, représentent autant de coups portés à l'économie.

Dans tous les pays, les travailleurs ont un même intérêt à combattre le capitalisme et l'impérialisme.

Dans tous les pays, contre l'ennemi impérialiste, pour la défense des conquêtes et des positions arrachées par le prolétariat international, les travailleurs ont un même intérêt à s'unir.

Mais l'unité exige que soient clairement définis les objectifs du combat prolétarien.

Quand les dirigeants de l'Union soviétique soutiennent le plan Rogers, qui permet à Hussein-le-boucher de liquider la résistance palestinienne, ils apportent leur appui à Nixon.

Lorsque les dirigeants de l'Union soviétique ont appelé le P.C. soudanais à apporter son appui à Nemeiry-l'assassin au nom d'une politique de soutien au capitalisme national, ils ont entraîné les communistes de ce pays vers le massacre.

Lorsque Mao Tsé-toung s'apprête, pour recevoir Nixon, à contraindre le peuple viet-

namien à accepter les conditions imposées par l'impérialisme U.S., il aide le capital financier yankee.

Quand les chars russes sont envoyés contre le peuple socialiste tchécoslovaque, quand en Tchécoslovaquie, en U.R.S.S., les meilleurs combattants pour le socialisme sont arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison, chassés de leur emploi, la bureaucratie du Kremlin démontre qu'elle se refuse à unir le prolétariat du monde entier contre l'impérialisme.

On ne peut lutter pour le socialisme dans un pays et accepter les violations du socialisme en U.R.S.S., en Chine, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et ailleurs.

On ne peut lutter pour le socialisme sans condamner clairement une politique qui pactise avec l'impérialisme au nom d'une prétendue politique de coexistence pacifique. On ne peut lutter pour le socialisme qu'en luttant pour l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat contre l'impérialisme, pour la révolution socialiste.

On ne peut lutter pour le socialisme, sans lutter en Europe contre toutes les bourgeoisies et la bureaucratie pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, étape vers la République universelle du Travail.

A Essen, au cœur de la Rhur, pour la première fois depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir, 32 organisations de jeunesse de différents pays, avec l'A.J.S., l'O.C.I. et le C.I. pour la reconstruction de la IV^e Internationale, ont adressé un appel à l'unité de classe du prolétariat mondial contre l'impérialisme.

A Essen, près de 5 000 jeunes ont brandi le drapeau de l'I.R.J., le drapeau de Marx, Lénine, R. Luxembourg et Trotsky.

Au moment où l'une des plus violentes crises secoue l'impérialisme et traduit la faillite du régime de la propriété privée, le devoir de tous les jeunes, de tous les militants qui veulent combattre pour les intérêts de leur classe, pour le socialisme, est de rallier l'organisation des combattants pour la IV^e Internationale, l'O.C.I.

DECLARATION DU COMITÉ CENTRAL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE EN BOLIVIE ET LA POLITIQUE DU P.O.R.

17 septembre 1971

Le Comité central de l'Organisation communiste internationaliste, section du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, après avoir procédé à l'examen de la situation en Bolivie, sur la base de l'ensemble des documents disponibles, et en particulier du rapport sur le déroulement de la lutte révolutionnaire rédigé par le camarade Guillermo LORA, secrétaire du Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie, affirme hautement sa totale solidarité avec le Parti Ouvrier Révolutionnaire, parti trotskyste, membre du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, dans le combat qu'il mène en Bolivie pour le gouvernement ouvrier et paysan et le pouvoir des Soviets. Le Comité central de l'O.C.I. rappelle que le Comité international a caractérisé la période ouverte par la grève générale de mai-juin 1968 et le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie comme la période de l'imminence de la révolution, c'est-à-dire la période où les affrontements de classes se situent au niveau du pouvoir. Il déclare que le processus de la lutte de classes en Bolivie s'intègre de façon complète dans cette perspective. En effet, en Bolivie, c'est autour d'un organe de type soviétique que les masses ouvrières et paysannes se sont regroupées dans leur lutte contre la domination de l'impérialisme yankee et la misérable bourgeoisie bolivienne. Comme le soviet d'Irbid en Palestine, comme les conseils ouvriers des ports de la Baltique en Pologne, la constitution de l'Assemblée populaire traduit la tendance fondamentale de la période, à savoir la volonté du prolétariat et des masses paysannes d'engager la lutte pour leur propre pouvoir.

Le C.C. de l'O.C.I., membre du Comité international, salue l'héroïque combat mené par le P.O.R. bolivien dans une situation où

toutes les forces de l'impérialisme ont cherché à briser cette aspiration profonde des masses boliviennes à détruire l'Etat bourgeois et les rapports de production et de propriété capitalistes pour édifier le pouvoir ouvrier.

Le C.C. de l'O.C.I. voit dans le coup d'Etat organisé par la C.I.A. et les dictatures militaires du Brésil et de l'Argentine, et facilité par l'action du gouvernement TORRES, la preuve que la politique menée par le P.O.R. était fondamentalement conforme aux intérêts du prolétariat bolivien et du prolétariat mondial. Les faits concordent : à chaque étape du processus, le combat politique du P.O.R. a permis aux masses de préserver leur indépendance de classe par rapport à TORRES et déjouer toutes les manœuvres visant à les subordonner de nouveau au nationalisme bourgeois et petit-bourgeois.

C'est la politique du P.O.R. qui a permis de sauvegarder jusqu'au bout la forme, élevée au niveau du pouvoir, du Front unique de classe du prolétariat et de l'ensemble de ses organisations politiques et syndicales, constituée par l'Assemblée populaire. C'est l'unité dans et autour de l'Assemblée populaire, organe de double pouvoir qui, sous la direction du parti trotskyste, le P.O.R., a marqué l'ensemble du processus révolutionnaire avant et après les affrontements des 20-23 août.

La bureaucratie de Moscou ne s'y est pas trompée, elle qui dans sa presse condamne son parti bolivien pour avoir capitulé devant le P.O.R.

A tous les courants petits-bourgeois, le P.O.R. a donné l'exemple d'un combat armé fondé sur les milices ouvrières et intégré totalement dans le mouvement des travailleurs en lutte pour leur émancipation.

C'est à bon escient que, par la voix du **Washington Post**, l'impérialisme yankee a pu affirmer, au premier jour du soulèvement fasciste à Santa Cruz, que la situation bolivienne était autrement plus grave que celle du Chili, qu'elle confrontait les Etats-Unis avec un état de choses plus dangereux même que la révolution cubaine en 1959, dans la mesure où les masses boliviennes avaient engagé la lutte pour un « gouvernement ouvrier ».

Le C.C. de l'O.C.I. déclare que la révolution bolivienne s'intègre avec le soulèvement de Berlin-Est de 1953, avec la révolution hongroise des Conseils, avec les mouvements vers la révolution politique des peuples tchécoslovaques, avec le combat des travailleurs polonais, avec la grève générale de mai-juin 1968 en France, avec les luttes du prolétariat anglais contre le gouvernement conservateur, avec la grève de la **General Motors** aux U.S.A., avec les combats du prolétariat espagnol contre Franco, avec le combat du prolétariat argentin contre la dictature militaire, au combat du prolétariat mondial pour détruire la domination de l'impérialisme et celle de la bureaucratie stalinienne qui lui est coalisée. C'est cela qui a déterminé l'intervention de l'impérialisme et qui explique la haine dont est l'objet la révolution bolivienne de la part de toute la bourgeoisie mondiale, de la bureaucratie de Moscou et de ses partis staliniens, et de tous les partis petits-bourgeois.

Le C.C. de l'O.C.I., membre du Comité international, déclare que ceux qui attaquent le P.O.R. bolivien attaquent le parti qui a été l'inspirateur et le moteur de l'Assemblée populaire, c'est-à-dire de l'organe qui matérialisait le combat du prolétariat bolivien pour édifier son propre pouvoir et qui ouvrait la voie vers la dictature du prolétariat en Bolivie. Ceux qui attaquent le P.O.R. se désignent par là même comme les ennemis de la dictature du prolétariat. Ils se rangent du côté de l'impérialisme et du stalinisme. Ils se font agents de la contre-révolution et sont des ennemis, conscients ou inconscients, de la IV^e Internationale.

Le C.C. de l'O.C.I., membre du Comité in-

ternational, note que ceux qui attaquent le P.O.R. et affichent leur plus totale incapacité à comprendre le sens du combat des masses boliviennes sont les mêmes qui ont caractérisé comme « révolutionnaire » HO-CHI-MINH, l'homme qui a couvert l'assassinat du leader trotskyste TA THU TAU, ceux qui ont subordonné la résistance palestinienne à NASSER, puis aux dirigeants petits-bourgeois de la résistance palestinienne, qui ont tendu à justifier, par de prétendues menaces contre-révolutionnaires, l'intervention de la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie. Ceux-là prennent leur place légitime dans le camp des calomnieux du combat héroïque du P.O.R. dont nombre de dirigeants tombés dans la guerre civile paient le lourd tribut de la lutte pour la Révolution internationale du prolétariat.

Le C.C. de l'O.C.I. qui a engagé en 1951-1952 le combat pour sauvegarder la continuité de la IV^e Internationale, c'est-à-dire le lien avec le combat de LENINE, de TROTSKY et du bolchevisme, contre la tentative de ceux qui acceptaient avec PABLO de la liquider face à la bureaucratie stalinienne, constate que le S.U. pabliste s'est une nouvelle fois rangé contre le P.O.R. et la IV^e Internationale, comme en 1953, lors de l'insurrection de Berlin-Est et la grève générale française, comme lors de la deuxième intervention en Hongrie de 1956, et à tous les moments cruciaux de la lutte de classes, du côté de la bureaucratie stalinienne.

Aujourd'hui, alors que l'ensemble des perspectives sur lesquelles fut fondé le combat de Léon TROTSKY se précisent et se concrétisent à mesure que s'accélère la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie, et que se multiplient les affrontements au niveau du pouvoir, le C.C. de l'O.C.I. affirme qu'il poursuivra avec toute la fermeté nécessaire le combat entrepris voilà vingt ans, car il s'agit du combat pour la victoire de la révolution prolétarienne mondiale, pour le pouvoir universel des Soviets, pour la construction de partis révolutionnaires, sections de la IV^e Internationale dans chaque pays, et la reconstruction de la IV^e Internationale, instrument indispensable à la victoire.

DECLARATION

- de l'Organisation communiste internationaliste (section française du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale)
- du Parti ouvrier révolutionnaire (section bolivienne du Comité international)
- et du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Est.

12 octobre 1971

Les délégations du Bureau politique de l'O.C.I., section française du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, du P.O.R., section bolivienne du Comité international, et du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Est ont discuté des questions d'intérêt commun soulevées par le combat mené par le P.O.R., dont la signification est précisée comme suit.

Depuis la grève générale en France et le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie, c'est le pouvoir politique de la classe ouvrière qui est posé au centre de chaque lutte des travailleurs et de la jeunesse du monde entier. Face à l'impérialisme en décomposition qui leur réserve la misère, le chômage, la barbarie fasciste et la guerre d'extermination, face à la bureaucratie qui menace de détruire les conquêtes de la glorieuse Révolution d'Octobre 1917, qui freine et disloque leurs luttes, toutes les résistances et revendications des travailleurs, toute leur volonté de vivre nécessitent le combat direct et immédiat pour arracher le pouvoir, pour imposer un gouvernement ouvrier.

Jamais la conquête du pouvoir par le prolétariat n'est apparue comme une tâche aussi claire, saisissable, aussi urgente !

La création du soviet d'Irbid par les masses opprimées palestiniennes, les comités et conseils formés par la classe ouvrière polonaise, l'Assemblée populaire bolivienne matérialisent la convergence des luttes vers ce but immédiat, bien que procédant par diverses étapes et sous différentes formes vers la République universelle des soviets.

C'est en Bolivie que cette marche en avant de la classe ouvrière vers son pouvoir a atteint son plus haut niveau, riche en expériences, exprimant et réalisant l'aspiration la plus profonde de l'ensemble de la classe ouvrière internationale. A la tête des travailleurs boliviens se trouve le Parti ouvrier révolutionnaire, armé du *Programme* de la IV^e Internationale, trempé par des dizaines d'années de lutte acharnée pour la révolution prolétarienne contre le nationalisme, contre le stalinisme, contre le révisionnisme pabliste et contre toutes les variantes de la petite-bourgeoisie, comme le guérillérisme, solidement im-

planté dans les sections les plus combattives du prolétariat bolivien. Parce que ce parti a préparé ce combat, il y a été préparé, il a su saisir l'occasion et, à chaque pas du processus révolutionnaire, faire mûrir les conditions de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Dans le processus de la révolution bolivienne se trouvent concentrées non seulement l'aspiration des travailleurs du monde entier pour leur gouvernement, mais aussi, et surtout, les leçons et les expériences sur les moyens et les méthodes pour y parvenir. La réalisation de l'unité de la classe par le Front unique ouvrier, moteur du Front unique anti-impérialiste, s'est matérialisé dans l'Assemblée populaire, organe du pouvoir. C'est pour cette unité rassemblant les conditions indispensables pour l'assaut du pouvoir que le Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie, membre du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, a œuvré.

Cette expérience de lutte pour le gouvernement ouvrier-paysan, par un parti trotskyste et sous sa direction, expérience vitale pour la classe ouvrière internationale, rend vivantes les leçons universelles de la Révolution d'Octobre 1917. Elle en est la plus digne commémoration à la veille de son prochain anniversaire. Elle est donc la réponse positive à la Révolution hongroise des conseils qui, voici quinze ans, a vainement cherché sa direction politique organisée. Elle est la démonstration trotskyste d'un combat pour donner une forme organisée et centralisée à la lutte d'ensemble du prolétariat marchant vers le pouvoir contre les staliniens français qui ont trahi et disloqué la grève générale de 1968, combattu l'effort de l'O.C.I. pour une telle centralisation organisée.

Aujourd'hui, le P.C.F. dirige une campagne de calomnies contre le P.O.R. dans le but de détourner le prolétariat de l'accomplissement de ses tâches révolutionnaires. L'appareil international du Kremlin, dans ce travail, trouve l'appui le plus réel dans la campagne des pablistes de toute obédience (« *Ligue communiste* », « *Lutte ouvrière* », etc.) contre le P.O.R. en lutte.

Personne ne s'y trompe. Tous les ennemis cachés et ouverts de la dictature du prolétariat et de son parti déversent aujourd'hui des montagnes de menson-

ges et de calomnies contre le Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie. Les staliniens qui, à l'échelle internationale et en toutes circonstances, combattent l'indépendance de classe réalisée dans l'Assemblée populaire, fermement maintenue grâce au P.O.R., glorifient la collaboration de classes au Chili, condamnent non seulement le P.O.R., mais le P.C. bolivien qui, dans l'Assemblée populaire, a été contraint d'accepter le Front unique. Tous les courants petits-bourgeois crachent leur haine contre le Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie parce qu'il a vigoureusement résisté aux aventures des sectes, guidant fermement le combat des masses populaires vers le gouvernement ouvrier. Particulièrement actifs dans le front petit-bourgeois contre le P.O.R., trouvent leur place les pablistes de toutes nuances de « *Lutte ouvrière* », de la Ligue dite « *communiste* » et du « *Secrétariat unifié* » des renégats à la IV^e Internationale. Ceux-là mêmes qui glorifiaient les dirigeants petits-bourgeois — des staliniens comme Gomulka jusqu'à Yasser Arafat — qui réalisaient un accord sans principe avec les représentants de la bourgeoisie dans les « *Comités Vietnam* ». Ces mêmes petits-bourgeois attaquent le P.O.R. qui a su exprimer le processus révolutionnaire en Bolivie. Ils capitulent en Amérique latine, comme en France et partout, devant les courants dits « *spontanéistes* » de la petite-bourgeoisie pour participer au barrage stalinien contre la montée révolutionnaire des masses qui, dans chaque pays, pose la dictature du prolétariat, la démocratie des conseils comme son enjeu.

C'est précisément parce que les événements de la Bolivie condensent au plus haut point la marche vers le pouvoir de la classe ouvrière internationale, posant au premier plan tous les problèmes décisifs de la conquête du pouvoir ainsi que l'activité du Parti trotskyste au cœur de ce processus mondial, dans une époque de bouleversements et de tournants brusques, que les problèmes non réglés issus de la crise de la IV^e Internationale qu'en 1950 Pablo, Mandel, Frank, etc., ont voulu détruire, trouvent leur expression, y compris au sein du Comité international. Seuls les petits-bourgeois y trouvent une raison de s'en étonner.

L'histoire de la IV^e Internationale, depuis sa fondation par Léon Trotsky en 1938, fut un combat difficile pour son

maintien contre d'immenses forces liguées pour la détruire. Seule, la IV^e Internationale, par son *Programme* et par ses luttes inlassables, a toujours combattu pour l'indépendance de classe du prolétariat, pour la révolution prolétarienne mondiale contre l'impérialisme et le stalinisme collaborateur de classes. Voilà pourquoi elle fut, elle est toujours la cible des attaques acharnées de tous les ennemis du prolétariat. La IV^e Internationale constitue le véritable enjeu de toute la lutte des classes mondiale, car elle est la continuatrice du bolchevisme, de la Révolution d'Octobre. Les trotskystes qui, dès 1950, ont résisté à la politique de capitulation devant la bureaucratie qui constitue la substance même du pablisme, les organisations trotskystes qui, en 1953, ont constitué le Comité international, ont seuls assuré la continuité de la IV^e Internationale et ainsi préservé les conditions de sa reconstruction indispensable à la construction dans chaque pays du Parti ouvrier révolutionnaire dirigeant, section nationale de la IV^e Internationale.

Quoi de plus naturel que tous les problèmes difficiles de toute la lutte des classes internationale se reflètent et se concentrent en son sein? Quoi de plus naturel que l'enjeu d'un gigantesque combat mondial se traduise dans les

crises de la IV^e Internationale comme il se traduit dans la crise de toutes les organisations de la classe ouvrière?

Aujourd'hui, la direction de certaines organisations du Comité international, comme la Socialist Labour League et la Worker's League, manquant de clarté justement par rapport à la stratégie de la conquête du pouvoir et de la reconstruction de la IV^e Internationale, ont cédé aux énormes pressions en attaquant le P.O.R.

Les trois délégations, réunies à Paris, estiment que, si la discussion est légitime, tant entre les sections adhérant au C.I. qu'à l'intérieur de chacune de ses sections, est condamnable la méthode utilisée par la Worker's League et la S.L.L. qui, sans même avoir étudié les rapports rédigés par la direction du P.O.R., ont entrepris de condamner publiquement la section bolivienne du C.I.

C'est pourquoi les délégations de l'O.C.I. et du Comité d'organisation des pays de l'Est approuvent la demande effectuée par le camarade G. LORA, exigeant que le C.I. soit convoqué en séance plénière dans les délais les plus rapides pour se prononcer sur le rapport de la Révolution bolivienne et les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale que la direction du P.O.R. a préparé

Guillermo LORA, *secrétaire du P.O.R. de Bolivie, membre du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale.*

Pierre LAMBERT, *du C.C. de l'O.C.I., section française du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale.*

Balazs NAGY, *responsable de la Ligue des révolutionnaires socialistes de Hongrie, membre du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, responsable pour le Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Est.*

— Pour soutenir le combat du P.O.R.

— Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Je verse francs au FONDS INTERNATIONAL LENINE-TROTSKY.
C.C.P. BLOCH 30.500-79 La Source 45.

LISEZ "LA VERITE", Organe du C.C. de l'O.C.I., 39, rue du Fg-du-Temple, Paris-10^e

LISTE CHRONOLOGIQUE
DES NUMEROS DE LA VERITE

**TABLE ANALYTIQUE
DE
LA VERITE
(1958-1971)**

TABIE ANALYTIQUE

Dans la table analytique, l'abréviation C.I. que nos lecteurs rencontreront signifie *Correspondance internationale*, dont six numéros ont été des suppléments à *la Vérité* de la fin 1966 jusqu'à mai 1968.

LISTE CHRONOLOGIQUE DES NUMÉROS DE LA VÉRITÉ

- | | |
|--------------------|--|
| N° 513 | 15 novembre 1958
<i>La Vérité</i> , mensuel trotskyste, paraît le 1 ^{er} de chaque mois (format 21 × 27). |
| N° 514 | 15 décembre 1958
<i>La Vérité</i> , mensuel trotskyste, paraît le 1 ^{er} de chaque mois (format 21 × 27). |
| N° 515 | 1^{er} février 1959
<i>La Vérité</i> , mensuel trotskyste, paraît le 15 de chaque mois (format 21 × 27). |
| N° 516 | 1^{er} mars 1959
<i>La Vérité</i> , mensuel trotskyste, paraît le 1 ^{er} de chaque mois (format 21 × 27). |
| N°s 517-518 | Juin-septembre 1959
<i>La Vérité</i> , revue trotskyste (format 21 × 27). |
| N° 519 | Mai-juin 1960
<i>La Vérité</i> , revue trotskyste (format 21 × 27). |
| N° 520 | Hiver 1960-1961
<i>La Vérité</i> , revue trotskyste (format 21 × 27). |
| N° 521 | Mai 1961
<i>La Vérité</i> , revue trotskyste (format 21 × 27). Numéro spécial de 4 pages à propos de la tentative de « putsch des généraux » : <i>Où est l'intérêt de la classe ouvrière ?</i> |
| N° 522 | Automne 1961
<i>La Vérité</i> , revue trotskyste (format 13,5 × 18). |

- N° 523** | **Hiver 1962**
La Vérité, revue trotskyste (format 13,5 × 18).
- N° 524** | **Juin 1963**
La Vérité, revue trotskyste (format 13,5 × 18) : *la Grève générale des mineurs*.
- N°s 525-526** | **Octobre-novembre 1963**
La Vérité, revue trotskyste (format 13,5 × 18) : *Dix ans après la mort de Staline, sept ans après l'Octobre hongrois, où va l'U.R.S.S. ?* (numéro spécial, 192 pages).
- N° 527** | **Février-avril 1964**
La Vérité, revue trotskyste (format 13,5 × 18).
- N° 528** | **Octobre-décembre 1964**
La Vérité, revue trotskyste (format 13,5 × 18).
- N° 529** | **Juin-juillet 1965**
La Vérité, revue trotskyste (format 13,5 × 18).
- N°s 530-531** | **Septembre 1965**
La Vérité, revue trotskyste (format 13,5 × 18) : *Le révisionnisme liquidateur de la IV^e Internationale, la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, Défense du trotskysme (I)*, de Stéphane Just (numéro spécial, 256 pages).
- N° 532** | **Janvier-février 1966**
La Vérité, revue trotskyste (format 13,5 × 18).
- N° 533** | **Juillet-septembre 1966**
La Vérité, revue trotskyste (format 13,5 × 18).
- N° 534** | **Octobre-novembre 1966**
La Vérité, revue trotskyste (format 13,5 × 18) : *Octobre 1956 : Pologne et Hongrie. Actualité et enseignements de la révolution des conseils ouvriers* (numéro spécial)
- N° 535** | **Décembre 1966-janvier 1967**
La Vérité, revue de l'Organisation communiste internationaliste et du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale (format 21 × 27).
- N° 536** | **Février-mars 1967**
La Vérité, revue de l'Organisation communiste internationaliste et du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale (format 21 × 27) : *Pour le Front unique ouvrier, pour un programme de défense de la classe ouvrière* (numéro spécial pour la campagne de l'O.C.I. aux élections législatives).

N° 537

Avril-mai 1967

La Vérité, revue de l'Organisation communiste internationaliste et du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale (format 21 × 27).

N° 538

Août-septembre 1967

La Vérité, revue de l'Organisation communiste internationaliste et du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale (format 21 × 27).

N° 539

Octobre-novembre 1967

La Vérité, revue de l'Organisation communiste internationaliste et du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale (format 21 × 27) : *Octobre 1917-octobre 1967 (I)*.

N° 540

Février-mars 1968

La Vérité, revue de l'Organisation communiste internationaliste et du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale (format 21 × 27) : *D'Octobre 1917 à la lutte des classes aujourd'hui (II)*.

N° 541

Avril-mai 1968

La Vérité, revue de l'Organisation communiste internationaliste et du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale (format 15 × 24) : *le Manifeste de l'O.C.I.* (première édition).

N° 542

Octobre-novembre 1968

La Vérité, revue trotskyste (format 21 × 27) : *Les travailleurs en lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie* (déclaration du Comité international de la IV^e Internationale, du 21 octobre 1968).

N° 543

Avril 1969

La Vérité, revue trotskyste (format 21 × 27).

N° 544

Juin 1969

La Vérité, organe de l'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) (format 21 × 27).

N° 545

Octobre 1969

La Vérité, organe de l'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) (format 21 × 27).

N° 546

Novembre 1969

La Vérité, organe de l'Organisation trotskyste pour la reconstruction de la IV^e Internationale). *Samizdat I (la voix de l'opposition communiste en U.R.S.S.)* (numéro spécial, 646 pages) format 15,5 × 24.

A NOS LECTEURS

<i>Pourquoi la Vérité mensuelle ?</i>	n° 513, p. 2 de la couverture
<i>A nos lecteurs.</i>	idem, p. 1
<i>A nos lecteurs.</i>	n° 514, p. 40
<i>A nos lecteurs.</i>	n° 515 (*)
<i>A nos lecteurs.</i>	n° 516 (*)
<i>A nos lecteurs.</i>	n° 517-518 (*)
<i>A nos lecteurs.</i>	n° 519 (*)
<i>A nos lecteurs :</i> <i>Procès des quatre militants trotskystes : cassation du jugement (27 oct. 1960). Pour la libération de Raptis (M. Pablo) et de Santen.</i>	n° 520 (*)
<i>Deux mots à nos lecteurs.</i>	n° 522 (*)
<i>A nos lecteurs.</i>	n° 527 (*)
<i>A nos lecteurs.</i>	n° 529 (*)
<i>La Vérité, revue théorique et politique de l'O.C.I.</i>	n° 535, p. 1
<i>A nos lecteurs.</i>	n° 547, p. 1
<i>A nos lecteurs.</i>	n° 548, p. 1
<i>Aux lecteurs de la Vérité.</i>	n° 553, p. 1

(*) Page 2 de la couverture.

TABLE PAR NOMS D'AUTEURS

(par ordre alphabétique)

- AKLOUF M.**
Classes sociales et Etat en Algérie (déc. 1963). n° 527, p. 5
- ALBERT R.**
Qu'ils disent la vérité aux travailleurs hongrois ! n° 528, p. 115
- ALEXEEV Guennady**
Lettre ouverte aux citoyens de l'U.R.S.S. (22 sept. 1968). n° 546, p. 564
- ALVIN**
La crise de l'impérialisme U.S., la perspective du Labour Party et le Québec. n° 551, p. 108
- BARTOSEK Karel**
Vingt-trois thèses sur la crise et la révolution (juin 1969). n° 547, p. 37
et n° 546, p. 603
- BERG Charles**
L'Internationale révolutionnaire de la jeunesse et la reconstruction de la IV^e Internationale. n° 550, p. 63
- BERNIER H.**
Critique du livre de Pierre Broué : *les Procès de Moscou*. n° 528, p. 89
- BLISS Arthur**
A propos du livre de N. Boukharine : *l'Economie politique du rentier*. n° 540, p. 31
La situation de l'économie mondiale. n° 550, p. 23
Le congrès clandestin (protocole secret et documents du 14^e congrès
extraordinaire du P.C. tchécoslovaque). n° 553, p. 170

BLOCH Gérard

- Marxisme, philosophie, science (I). n° 513, p. 39
- Quelques enseignements de la grève générale belge (I). n° 522, p. 61
- Quelques enseignements de la grève générale belge (II). n° 523, p. 68
- Notre mère Structure... qui êtes aux cieux. n° 538, p. 17
- Le premier congrès de la Ligue des communistes (juin 1847) :
présentation. n° 550, p. 31
- Préhistoire du pablisme (tribune de discussion pour la 4^e conférence
du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale). n° 551, p. 161
- Marx et la Commune. n° 552, p. 9
- De la grève de chez Renault à la grève S.N.C.F. :
Première partie. n° 553, p. 125

BOBROWSKI Czelaw

- La révolution politique. premier pas de la révolution européenne, a
commencé en Pologne (première partie). n° 553, p. 97

BOGORAZ-DANIEL Larissa

- loulé Daniel en déportation (lettre aux autorités, 15 juin 1967). n° 546, p. 285

BOIVIN Ernest

- Le deuxième congrès du P.C. russe sans Staline. n° 515, p. 33
- La réforme de l'enseignement en U.R.S.S. idem, p. 37
- Le 21^e congrès du P.C.U.S. : un congrès extraordinaire... bien
ordinaire. n° 516, p. 19

BRABANT Pierre

- La révolution allemande (1918-1923) :
Première partie (novembre 1918 - janvier 1919). n° 515, p. 45
- Deuxième partie (1919-1921) n° 516, p. 41
- Troisième partie (1923, l'année décisive). n°s 517-518, p. 41
- (Ces trois articles ont été réédités dans la Révolution allemande, 1919-1923,
supplément à Etudes marxistes n°s 3-4.)*
- Du parti bolchevique à la III^e Internationale (critique du livre *le Spar-
takisme*, de Georges Badia. n° 540, p. 38

- BRETON André**
La révolution d'Octobre. n° 535, p. 23
- BRODSKI Iossip**
Le Monument (poème) (1963 ?). n° 546, p. 163
- BROUE Pierre**
Trotsky et la révolution espagnole. n° 537, p. 23
La révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen. n° 539, p. 9
Critique du livre de J.-J. Marie : *Staline*. idem, p. 40
Le printemps des peuples commence à Prague (essai sur la révolution politique en Europe de l'Est). suppl. au n° 542
Zavis Kalandra. n° 544, p. 35
La restauration à Prague. idem, p. 38
Une étape de la crise du stalinisme en France : les livres de Jean Coin (*J'en appelle à cent mille hommes ; la Crise du P.C. et la révolution manquée ; Le sang n'est jamais heureux*). n° 548, p. 61
Rapport introductif à la conférence des militants des pays de l'Europe de l'Est organisée par le Comité international, en Suisse, du 27 décembre 1970 au 3 janvier 1971.
La révolution culturelle en Chine :
Première partie. n° 551, p. 30
Deuxième partie. n° 553, p. 3
- BUSSIERES André**
L'Afrique noire après le référendum (I). n° 513, p. 26
L'Afrique noire après le référendum (II). n° 514, p. 19
Les conséquences du référendum en Afrique noire (III) (conclusions). n° 515, p. 21
- CARAUD Daniel**
La révolution d'Octobre : mythes et réalités. n° 539, p. 4
- CARIER Hubert**
L'aristocratie ouvrière aujourd'hui. n° 522, p. 43
Les marchands de vent (Serge Mallet : *la Nouvelle Classe ouvrière ; Pierre Belleville : Une nouvelle classe ouvrière*). n° 527, p. 103

CARTIER Françoise

Critique du livre : *Histoire du mouvement ouvrier en Europe*, de Wolfgang Abendroth.

n° 543, p. 29

CARVIN Claude

Une revue partisane bien courtisane.

n° 535, p. 24

La mascarade de Berlin.

C.I., suppl. n° 5
au n° 540, p. 4

CHARDIN Michel

Notre père A.D.N. qui êtes aux cieux.

n° 551, p. 90

Réponse à quelques critiques dans : Correspondance sur les professeurs. la dialectique de la nature, le commencement de l'univers, Monod, les évangiles, les origines chrétiennes et *quibusdam aliis*.

n° 553, pp. 162 et 166

CHISSEREY Claude

La continuité dans le changement (les zigzags centristes de la Ligue pabliste).

n° 550, p. 43

CLEMENT Robert

Le bonapartisme gaulliste et les tâches de l'avant-garde.

n° 540, p. 2

Une mauvaise plaisanterie (sur *la Révolution trahie*, d'André Barjonet).

n° 543, p. 35

CORTE César

La Commune, le Front unique et les libertés.

n° 552, p. 44

Des fossoyeurs intéressés : calotins et bourgeois profanent la Commune.

n° 552, p. 76

DANIEL Iouli

Dernière déclaration (affaire Siniavski-Daniel, 14 fév. 1966).

n° 546, p. 171

Lettre aux *Izvestia* (9 avril 1966).

idem, p. 186

Lettre à un ami (mai 1969).

idem, p. 523

DELAUNAY Vadim

Je prends sur moi d'affirmer (lettre à la *Literatournaia Gazeta* et à la *Komsomolskaia Pravda*, mars 1968).

n° 546, p. 371

DELPHINE Françoise

Le Front populaire, trente et un ans après : un anniversaire actuel.

n° 537, p. 32

DEMARCHI Giuseppe

Le mouvement des étudiants en Italie (30 mars 1968).

C.I., suppl. n° 6
au n° 541, p. 7

DERAIN Guy

Sports et politique.

n° 538, p. 36

DESFONT Philippe

Lukacs, chantre du stalinisme et théoricien de l'échec (en collaboration avec J.-L. Simon).

n° 539, p. 36

DHERY Joseph

La lutte des classes et la répression bureaucratique en U.R.S.S.

n° 540, p. 24

DIALLO Abdoulaye

La fin d'une illusion (Guinée).

n° 523, p. 85

DORIZO Nicolas

Staline et mon père (poème) (28 nov. 1962).

n° 546, p. 148

DOV Samuel

Une correspondance d'Israël : l'affaire Khalil Touamé.

C.I., suppl. n° 5
au n° 540

DUCROS Roger

Internationalisme et lutte des classes.

n° 532, p. 17

Au Moyen-Orient et ailleurs : collaboration de classes, impérialisme et bureaucratie du Kremlin.

n° 538, p. 1

Les échéances du gaullisme.

n° 543, p. 1

EMMO

Chronique du cinéma :

Une génération qui aimait la vie.

n° 513, p. 24

Chronique du cinéma :

Série noire et téléphones blancs.

n° 516, p. 56

EVTOUCHENKO Evgueni

Les Héritiers de Staline (poème) (21 oct. 1962).

n° 546, p. 149

Maiakovski en 1937 (poème) (1965).

idem, p. 151

FORGUE François

- Le P.C.F., fidèle défenseur de l'ordre établi. n° 513, p. 12
- A propos de la politique du P.C.F. du 13 mars au 1^{er} juin 1958 : comment on ne défend pas les libertés démocratiques. n° 514, p. 25
- Compromis et principes. n° 515, p. 39
- Y a-t-il encore une classe ouvrière ? n° 516, p. 8
- Le premier congrès du Parti Socialiste Autonome. n°s 517-518, p. 15
- Trois ans de gaullisme. n° 522, p. 33
- Sur quelques aspects du conflit sino-soviétique (juillet 1964). n° 528, p. 11
- La révolution culturelle chinoise. n° 538, p. 9
- Les staliniens contre la révolution d'Octobre (sur *la Révolution d'Octobre et la France*, de Georges Cogniot). n° 539, p. 16
- Critique (en collaboration avec J.-L. Simon) de *la Question chinoise dans l'I.C. (1926-1927)*, de P. Broué. n° 537, p. 35
- Après le 19^e congrès du P.C.F. n° 547, p. 3
- La nouvelle édition française de *l'Internationale communiste après Lénine*, de Trotsky. Une grande œuvre, un préfacier abusif (ou quand « présenter », c'est trahir). n° 548, p. 29

FOUCARD Charles

- Un stalinien devant la révolution (sur *Octobre 1917 vu de France*), de Jacques Duclos. n° 540, p. 37

FRIEDEL Henri

- Lettre à *la Vérité* : Monod, Chardin et Jésus ou les réactions d'un bon apôtre. n° 553, p. 165

GABAI Ilia

- Vers un retour du stalinisme ? (lettre aux représentants de l'art, de la culture et de la science, en U.R.S.S., avec Piotr Iakir et Iouli Kim.) n° 544, p. 44
et n° 546, p. 345

GALANSKOV Iouri

- Prolétaires de tous les pays, unissez-vous (poème) (1961). n° 546, p. 311

GALE G.

Coexistence pacifique et stalinisme (quelques commentaires sur l'article de Michel Varga : *Où va l'U.R.S.S. ?*, nos 525-526).

n° 529, p. 70

GERLAND Brigitte

Une communiste dans les camps staliniens (déjà publié dans *la Vérité* en octobre 1954 - janvier 1955).

n° 546, p. 102

GOLOMCHTOK Iouri

Protestation (affaire Siniavski-Daniel, fév. 1966).

n° 546, p. 173

GOUROVSKI Karol

Octobre 1917-octobre 1967.

C.I., suppl. n° 3
au n° 539, p. 11

En Pologne, en Tchécoslovaquie, la construction de partis révolutionnaires est à l'ordre du jour.

C.I., suppl. n° 6
au n° 541, p. 5

GORBANEVSKAIA Natalia

Une lettre sur la manifestation de la place Rouge, le 25 août 1968.

n° 546, p. 414

GRIGORENKO Piotr

Pourquoi je ne voterai pas pour Kossyguine (lettre aux électeurs de la circonscription de Moscou, 3 juin 1968).

n° 546, p. 274

Le débat sur le livre de Nekritch (lettre à *Questions d'histoire du P.C.U.S.*, juin 1967).

idem, p. 276

Appel aux citoyens de l'Union soviétique : vive l'héroïque peuple tchécoslovaque (avec Ivan Iakhimovitch) (28 fév. 1969).

idem, p. 427

Les funérailles d'Alexis Kosterine (brochure comportant un avant-propos de l'auteur, la notice nécrologique de A. Kosterine et les discours prononcés à la morgue de l'hôpital, au columbarium de Moscou et au repas de funérailles, novembre 1968) (texte intégral).

idem, p. 437

Pour le 72° anniversaire d'Alexis Kosterine.

idem, p. 511

Lettre au camarade A. R. Roudenko, procureur général de l'U.R.S.S. (4 déc. 1968).

idem, p. 526

HEALY Gerry

Lettre à l'ambassade cubaine de Londres (à propos des attaques antitrotskyistes de Che Guevara).

n° 523, p. 105

Après les élections du district de Londres (1967).

C.I., suppl. n° 1
au n° 537, p. 5

HOBZ Robert

Lénine et Rosa Luxembourg : la révolution russe et la révolution allemande (sur *Rosa Luxembourg, sa vie et son œuvre*, de Paul Frölich).

n° 540, p. 35

IAKIR Piotr

Pour l'ouverture d'une action pénale contre Staline (2 mars 1969).

n° 546, p. 292

Vers un retour du stalinisme ? (Lettre aux représentants de l'art, de la science et de la culture, en U.R.S.S.) (avec Ilia Gabai et Iouli Kim).

n° 544, p. 43

et n° 546, p. 345

IAKHIMOVITCH Ivan

Des procès qui font beaucoup de mal à la cause du communisme (lettre au C.C. du P.C.U.S. et au camarade Souslov, 22 janv. 1968).

n° 544, p. 46

et n° 546, p. 336

Léninisme oui ! Stalinisme non ! (nov. 1968).

n° 546, p. 423

Appel aux citoyens de l'Union soviétique : vive l'héroïque peuple tchécoslovaque ! (avec Piotr Grigorenko) (28 fév. 1969).

idem, p. 427

Levons-nous ! (24 mars 1969).

idem, p. 429

JAKOBSON Anatole

Protestation (affaire Siniavski-Daniel, fév. 1969).

idem, p. 176

JEFFRIES Peter

La crise du capitalisme d'après guerre.

n° 529, p. 14

JONES E.

Lettre de New York (20 oct. 1958).

n° 513, p. 34

JUST Stéphane

Défense du trotskysme (I) (le révisionnisme liquidateur de la IV^e Internationale ; la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale).

n°s 530-531

La crise permanente du capitalisme français.

n° 535, p. 5

- Un moment de la construction du parti révolutionnaire en France.
C.I., suppl. n° 2
au n° 538, p. 1
- Le congrès de l'O.C.I.
C.I., suppl. n° 5
au n° 540, p. 1
- Le soutien inconditionnel de la guerre révolutionnaire des ouvriers
et paysans du Vietnam.
C.I., suppl. n° 6
au n° 541, p. 1
- Stalinisme et « gauchisme ».
n° 543, p. 10
- La question du pouvoir est plus que jamais posée : un gouvernement
bâtard, instable, inviable.
n° 545, p. 1
- Quelques tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale.
n° 547, p. 26
- Préface du numéro spécial : *les Militants de l'Europe de l'Est et la
IV^e Internationale.*
n° 549, p. 1
- Sur les Etats-Unis socialistes d'Europe (I) (extraits de *Révisionnisme
liquidateur contre trotskysme, Défense du trotskysme (II)*, éditions
S.E.L.I.O.).
n° 548, p. 13
- Sur les Etats-Unis socialistes d'Europe (II) (extraits de *Révisionnisme
liquidateur contre trotskysme, Défense du trotskysme (II)*, éditions
S.E.L.I.O.).
n° 550, p. 15

KARA Zoltan

La nouvelle vague de répression bureaucratique dans les pays de
l'Est et sa signification politique.

C.I., suppl. n° 5
au n° 540, p. 6

KARAGOUZINE Nicolas

Le Charme de Staline (1966) (nouvelle publiée par *Phénix 66*).

n° 546, p. 153

KARANINE A.

Lettre à Evtouchenko (1961).

n° 546, p. 308

KEMP Tom

L'économie européenne et la récession aux Etats-Unis.

n° 516, p. 51

Perspectives du développement capitaliste (*The Course of Capitalist
Development*, dans *Labour Review*, revue de la S.L.L., vol. 6, n° 2)
(été 1961).

n° 527, p. 63

KOSTERINE Alexis

Lettre à Cholokhov (juin 1967).

n° 546, p. 244

Pourquoi je démissionne du P.C.U.S. (24 oct. 1968).

idem, p. 584

KRON Alexandre

Le mérite historique du 20^e congrès (1956).

idem, p. 141

LABAT Denis

Candidat de la F.G.D.S. à Neuilly (critique de *Contrecensures* de J.-F. Revel).

n° 537, p. 38

Présentation de *Que faire ?* de Lénine (éditions du Seuil).

n° 540, p. 40

LAFARGUE Paul

Les 1^{er} mai 1890 et 1891 en France (collection *les Classiques du marxisme* n° 3) brochure détachable.

n°s 517-518, p. 33

LAMBERT Pierre

Contribution à la discussion sur les problèmes du parti (I) : introduction.

n° 513, p. 35

Contribution à la discussion sur les problèmes du parti (II) : Marx et les problèmes du parti ouvrier.

n° 515, p. 7

Les problèmes du parti ouvrier (III) : la révolution de 1848 en France.

n° 520, p. 24

Rénovateurs en tout genre.

n° 514, p. 9

Le dossier de la laïcité (5 juin 1959).

n°s 517-518, p. 5

Indépendance nationale et révolution.

n° 523, p. 33

La grève générale des mineurs :

Editorial : p. 1.

La grève des mineurs au jour le jour : p. 7.

Remarques sur la situation française après la grève des mineurs : p. 55.

n° 524

Discours prononcé au nom de l'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) au meeting du 22 mars 1969 organisé par l'A.J.S., l'Alliance ouvrière et l'O.T.

n° 544, p. 19

Guerre et lutte de classes au Proche-Orient.

n° 548, p. 7

L'enjeu du combat pour les libertés démocratiques (à propos d'une décision du Conseil d'Etat).

n° 550, p. 11

- LANDRY G.**
Le noir et le libéral (sur *la Révolte noire* de Lomax). n° 527, p. 110
- LANGLOIS Henri**
Situation de l'économie française. n° 513, p. 18
Où en est l'économie française ? n° 516, p. 49
Benjamin Péret. n° 519, p. 24
Remarques sur le développement du marxisme. n° 520, p. 36
- LAURENT Etienne**
L'économie américaine et le « dépassement du marxisme ». n° 527, p. 86
Les contradictions de l'économie espagnole. n° 529, p. 31
La politique internationale du castrisme : mirages et réalités. n° 538, p. 19
La contradiction entre les forces productives et les rapports sociaux de production et ses traits spécifiques dans le cadre du système capitaliste. n° 537, pp. 12-22
Le comité de liaison d'Oxford et la construction du parti révolutionnaire en Grande-Bretagne. C.I., suppl. n° 5 au n° 540, p. 8
Une situation nouvelle en Amérique latine. n° 545, p. 18
Le Parti Ouvrier Révolutionnaire bolivien adhère au Comité international de la IV^e Internationale. n° 547, p. 14
- LAVAN Georges**
Aspects et leçons des élections américaines. n° 514, p. 22
- LEBEL Jean-Jacques**
La liberté ou la mort (extraits). n° 522, p. 104
- LEMOINE Charles**
Dix ans après la grève générale des mineurs. n° 514, p. 17
Août 1953 : pourquoi les mineurs ont combattu. n° 515, p. 14
- LENINE Vladimir Ilitch**
Trois lettres au 13^e congrès sur la question des nationalités ou de l'autonomie (30 et 31 déc. 1922). n° 546, p. 486

- LEVINE Iouri**
 Protestation (affaire Siniavski-Daniel, fév. 1966).
 n° 546, p. 177
- LEPAGE Victor**
 Vers la crise ?
 n° 514, p. 13
 Les journées de juin 1960 au Japon.
 n° 520, p. 8
 Critique du livre : *la Révolution algérienne*, de Ch. Favrod.
 n° 523, p. 118
- LITVINOV Pavel**
 Une « conversation prophylactique » avec le K.G.B. (3 oct. 1967).
 n° 546, p. 417
 Dernière déclaration (10 oct. 1968).
 idem, p. 421
- LORRAIN Jean**
 Quelques enseignements des élections générales.
 n° 514, p. 7
- LUCIANI A.**
 Critique de *la Conscience ouvrière* de A. Touraine.
 n° 543, p. 26
- LUXEMBOURG Rosa**
 La révolution allemande de 1918-1919 (brochure détachable, collection
 les *Classiques du marxisme*, n° 1) :
L'Assemblée nationale : p. 3.
L'Achéron s'est mis en mouvement : p. 5.
Les masses sont-elles mûres ? : p. 7.
Assemblée nationale ou gouvernement des conseils ? : p. 9.
 n° 515
- MALDE Alain**
 La « cité de la vie socialiste » (sur *Une journée d'Ivan Denissovitch*,
 de A. Soljenitsyne).
 n° 525-526, p. 185
- MANUEL François**
 Deuxième anniversaire de la révolution hongroise des conseils ou-
 vriers (23 oct. 1958).
 n° 513, p. 29
 Du nouveau sur Imre Nagy, Moscou et la révolution hongroise.
 n° 519, p. 8
 L'U.R.S.S. vue par un révolutionnaire hongrois.
 idem, p. 11
- MARIE Jean-Jacques**
 Réponse de J.-J. Marie (tribune libre de la jeunesse).
 n° 513, p. 23
 Au Moyen-Orient : la révolution à l'ordre du jour.
 n° 517-518, p. 20

- Le Testament de Varga* (préfacé par Garaudy) ou de *Lénine à Staline*. n° 550, p. 66
- Midi, place Rouge* (critique du livre de N. Gorbanevskaia). idem, p. 68
- Le congrès de la peur (notes sur le 24^e congrès du P.C.U.S.). n° 553, p. 87
- Lettre à *la Vérité* (avec P. Broué). idem, p. 161

MARTCHENKO Anatole

- Lettre à A. Tchakovski (rédacteur en chef de la *Literatournaia Gazeta*) (27 mars 1968). n° 546, p. 391
- Lettre aux autorités (2 avril 1968). idem, p. 393
- Vive la démocratisation en Tchécoslovaquie (22 juillet 1968). idem, p. 398

MARX Karl

- Les revendications immédiates et le but final (extraits de deux rapports rédigés pour le congrès de Genève (1866) de l'Association internationale des travailleurs). n° 514, p. 37
- Deux textes :*
- Les principes sociaux du christianisme.
- La religion est l'opium du peuple. n° 519, p. 7

MAZET Georges

- Les troubles de mémoire d'un vieux marcheur. n° 551, p. 136

MEDVEDEV Roy

- Peut-on qualifier Staline de combattant pour la cause de la classe ouvrière ? (avril 1969). n° 546, p. 557

MEYRAND Jacques

- L'Italie à la veille d'une crise révolutionnaire. n° 547, p. 8
- A propos d'un débat sur le « trotskysme » entre Ernest Mandel et un « intellectuel de gauche non aligné » (Nicolas Krasso : le marxisme de Trotsky ; réponse d'Ernest Mandel à Krasso ; nouvel article de Krasso : nouvelle réponse de Mandel — dans la *New Left Review* et *les Temps modernes*). n° 548, p. 52
- A propos du *Printemps des peuples* de Pierre Broué : la révolution politique a commencé en Tchécoslovaquie. n° 545, p. 55
- La Commune et le mouvement ouvrier européen en 1870-1871. n° 552, p. 65

MONATTE Pierre

Lettre de démission du comité confédéral de la C.G.T.

n° 520, p. 22

NAGY Balazs

La réunion constitutive du Conseil central ouvrier de Budapest (extrait de *la Formation du Conseil central ouvrier de Budapest*, éditions Correspondances socialistes).

n° 523, p. 99

L'actualité du *Programme de transition* (préface à l'édition hongroise).

n° 538, p. 31

L'itinéraire politique de Georges Lukacs (1^{re} partie) (sous le nom de Michel Novak).

n° 548, p. 41

L'itinéraire politique de Georges Lukacs (2^e partie).

n° 551, p. 63

L'itinéraire politique de Georges Lukacs (3^e partie) : *Histoire et conscience de classe*.

n° 553, p. 59

Déclaration aux Journées d'études sur la crise internationale des P.C., les 17 et 18 octobre 1970.

n° 551, p. 140

NOLAN Michael

Les leçons de la grève des marins britanniques de mai-juin 1966.

n° 535, p. 16

Les leçons de la 20^e conférence de l'Association nationale des organisations d'étudiants travaillistes (N.A.L.S.O.) d'avril 1967.

C.I., suppl. n° 1
au n° 537, p. 7

OBREON Serge

De l'étincelle a jailli la flamme (sur *le Parti bolchevique*, de P. Broué).

n° 527, p. 98

André Breton ou l'honneur des poètes.

n° 535, p. 20

PAOUSTOVSKI Constantin

Contre la nouvelle caste de petits-bourgeois, il faut mener le combat jusqu'au bout (discours prononcé le 22 octobre 1956 à la *Maison des prosateurs*, à Moscou).

n° 546, p. 143

PERRIN Jean

La crise de la social-démocratie française.

n° 513, p. 9

Un épisode essentiel de la lutte des classes sous la IV^e République : les grèves de novembre-décembre 1947.

n° 515, p. 16

L'U.G.S., le P.S.A. et l'U.F.D. : un parti libéral bourgeois ou un parti socialiste ouvrier ?

n° 516, p. 6

PLIOUCHTCH Léonide

Les thermidoriens et l'affaire Guinzbourg-Galanskov (lettre à la *Komsomolskaia Pravda*, fév. 1968).

n° 546, p. 379

POMERANTZ Gueorgui

Le rôle de l'individu dans l'histoire (intervention prononcée à l'Institut de philosophie, le 3 décembre 1965).

idem, p. 253

RADEK Karl

Les premiers pas de l'Internationale (extrait de *Autobiographie*, dictionnaire Granat, Moscou, 1926).

n° 539, p. 3

RAMME Julien

Sur *la Révolution et la guerre d'Espagne*, de P. Broué et E. Témime.

n° 522, p. 108

Sur les débuts du parti communiste français (S.F.I.C.) (critique du *Congrès de Tours 1920*, d'Annie Kriegel et de *l'Œil de Moscou à Paris*, d'Humbert-Droz.

n° 529, p. 92

RASKOLNIKOV Fiodor

Lettre ouverte à Staline (17 août 1939).

n° 546, p. 92

REISS Ignace

Lettre au Comité central du P.C.U.S. (17 juillet 1937).

n° 538, p. 34

et n° 546, p. 88

RIBES Jean

Pas d'accord avec les conclusions de J.-J. Marie (tribune libre de la jeunesse).

n° 515, p. 43

RODRIGUEZ Francisco

La révolution en Amérique latine : Cuba, première étape ? (août 1961).

n° 522, p. 9

SIMON J.-L.

Critique de *l'Algérie en prison*, de Jacques Charby.

n° 523, p. 123

Idéaux et caractères (à propos de *Lénine, Trotsky, Staline*, de P. et I. Sorlin).

n° 527, p. 120

L'évolution de la littérature soviétique de Staline à aujourd'hui.

n° 528, p. 84

Critique du livre *les Bolcheviks et la révolution d'Octobre* (procès-verbaux du C.C. du parti bolchevique ; août 1917-février 1918).

n° 533, p. 91

Critique du recueil *Staline contre Trotsky* (Maspéro).

idem, p. 95

- Critique de *l'Anarchisme*, de Daniel Guérin. n° 535, p. 26
- Critique de *l'Histoire de la guerre froide*, d'André Fontaine. idem, p. 27
- Critique (en collaboration avec F. Forgue) de *la Question chinoise dans l'I.C. - 1926-1927*, de P. Broué. n° 537, p. 35
- Tout le pouvoir aux soviets ! (critique du livre : *Pologne-Hongrie 1956*, de P. Broué, J.-J. Marie et B. Nagy). idem, p. 39
- Critique du livre de C.O. Carbonell : *le Grand Octobre russe*. n° 539, p. 39
- Un épisode de la « construction du socialisme dans un seul pays » : les camps staliniens (sur *le Vertige*, d'Evguenia Guinzbourg). idem, p. 41
- Lukacs, chantre du stalinisme et théoricien de l'échec (en collaboration avec P. Desfont). idem, p. 36
- La lutte de l'Opposition de gauche et la proclamation de la IV^e Internationale. n° 540, p. 17
- A propos des vingt-trois thèses de Karel Bartosek. n° 547, p. 43
- Critique du livre *Bilan de l'U.R.S.S.*, de J.-P. Nettl. n° 543, p. 33
- Un témoignage sur la jeunesse soviétique (*le Premier Jour de la nouvelle année*, d'Anatoli Gladiline). idem, p. 33

SOLJENITSYNE Alexandre

- Lettre au 4^e congrès de l'Union des écrivains soviétiques (mars 1967). n° 546, p. 188

STEIN David

- Notes après un séjour en U.R.S.S. n° 522, p. 93
- Après le 22^e congrès : quelques aspects de la société soviétique. n° 523, p. 43
- Commentaires sur la nouvelle de A. Yachine : *les Leviers*. idem, p. 98
- Critique du livre de G.-P. Palmade : *Capitalisme et capitalistes français au XIX^e siècle*. idem, p. 116
- Critique du livre de Pierre Courtade : *la place Rouge*. idem, p. 120
- Critique du livre de W.L. Shirer : *le III^e Reich, des origines à la chute*. idem, p. 124

STERN J.

La crise du mouvement ouvrier italien (mars 1964).

n° 528, p. 62

Critique du livre d'Alfredo Azzaroni : *Blasco, la vie d'un militant.*

n° 533, p. 83

SVIRSKI Gueorgei

Discours contre la censure (22 janvier 1968).

n° 546, p. 199

TARRANT François

L'offensive patronale a commencé.

n° 513, p. 17

Les marchands de vent (Edgard Morin et Lavau).

n° 516, p. 16

TCHORNOVIL Viatcheslav

Je ne vous demande rien (lettre sur la répression en Ukraine).

n° 546, p. 606

TCHOUKOVSKAIA Lydia

Lettre à Cholokhov (avril 1966).

idem, p. 184

Plaidoyer pour la parole (pour le 15° anniversaire de la mort de Staline) (fév. 1968).

idem, p. 215

A propos de Soljenitsyne (la responsabilité de l'écrivain et l'irresponsabilité de la *Literatournaia Gazeta*) (1968).

idem, p. 221

TROTSKY Léon

Lettre à Jules Guesde (brochure encartée).

n° 513

La famille Declerc (brochure encartée).

idem

Une révolution qui traîne en longueur.

n° 515, p. 11

de la brochure encartée

Rosa Luxembourg et la IV° Internationale.

idem, p. 14

de la brochure encartée

La Commune de Paris et la Russie des soviets.

n° 516, p. 3

de la brochure encartée

Marx et... Kautsky.

idem, p. 17

de la brochure encartée

Les leçons de la Commune.

idem, p. 22

de la brochure encartée

- La Commune de Paris, le Front unique ouvrier et le Bloc des gauches.
n° 519, p. 30
de la brochure encartée
- La révolution française a commencé (9 juin 1936).
nos 517-518, p. 56
- Jean Jaurès (brochure encartée).
n° 519, p. 13
- Lettre ouverte aux ouvriers français (20 juin 1935).
idem, p. 21
- Pourquoi Staline a-t-il vaincu l'Opposition ? (*Aux origines du trotskysme*)
n° 537, p. 44
et n° 546, p. 79
- Bolchevisme ou stalinisme ? (*Aux origines du trotskysme*).
n° 539, p. 28
- A propos du bonapartisme (questions de terminologie marxiste) (*Aux origines du trotskysme*).
n° 540, p. 29
- La question ukrainienne.
n° 546, p. 491
- L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale (la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir), *Programme de transition*.
suppl. au n° 544
- L'U.R.S.S. et les tâches de l'époque de transition (extrait du *Programme de transition*).
n° 546, p. 621
- VALMER G. L.**
- Fer rouge (Aragon et la croix des vaches).
n° 538, p. 33
- VARGA Michel**
- Où va l'U.R.S.S. ? (numéro spécial).
nos 525-526
- Hongrie : la lutte ouvrière continue.
n° 527, p. 93
- Réponse au camarade G. Gale.
n° 529, p. 78
- Les contradictions de l'économie soviétique (ou : Ernest Mandel et les mystères de l'économie de l'U.R.S.S.).
n° 532, p. 64
- La crise du « Conseil d'assistance économique mutuelle » (Comecon) :
- Première partie. n° 544, p. 23
 - Deuxième partie. n° 545, p. 9
 - Troisième partie. n° 547, p. 18

VASCO Samuel

La semaine ceinte de lauriers (critique pertinente de *la Semaine sainte* de Louis Aragon, suivie de considérations impertinentes sur son auteur).

n°s 517-518, p. 63

VIENOT Jean

De la psychosociologie à l'institutionnalisme (série *Sciences humaines et lutte de classe*, n° 1).

n°s 517-518, p. 63

VOZNESSENSKI André

Lettre à la Pravda (22 juin 1967).

n° 546, p. 194

L'Instrument de la honte (poème).

idem, p. 197

WHITE John

L'offensive du patronat anglais contre les « shop stewards ».

n° 514, p. 31

La progression des révolutionnaires anglais : le premier congrès de la Socialist Labour League (16 mai 1959).

n°s 517-518, p. 49

WOHLFORTH Tim

Le fascisme a-t-il un avenir réel aux U.S.A. ?

n° 535, p. 15

YACHINE Alexandre

Les Leviers, nouvelle parue dans *Moscou littéraire*, n° 2, en novembre 1956 (extraits).

n° 523, p. 91

Les Leviers (texte intégral).

n° 546, p. 128

TABLE PAR PAYS

AFRIQUE NOIRE

- L'Afrique noire après le référendum (I), d'André Bussières. n° 513, p. 26
- L'Afrique noire après le référendum (II), d'André Bussières. n° 514, p. 19
- Les conséquences du référendum en Afrique noire (III), d'André Bussières. n° 515, p. 21
- L'élite au pays des merveilles, chap. V de *Défense du trotskysme* (I), de S. Just. n°s 530-531, p. 158

ALGERIE

- De Gaulle et l'Algérie, dans « *le Journal du mois* » (6 nov. 1958). n° 513, p. 8
- Faux dilemmes, vrais problèmes, dans « *le Journal du mois* » (20 janvier 1959). n° 515, p. 2
- A propos de la lutte contre la guerre d'Algérie, dans « *le Journal du mois* ». n°s 517-518, p. 60
- Ould-Aoudia et Mohamed Nadj. idem, p. 67
- « *Journal* ». n° 519, pp. 4 à 6 et p. 26
- L'Algérie, de Gaulle et la « gauche » (1^{er} déc. 1960). n° 520, pp. 1 et 2
- Notre position sur le référendum (20 déc. 1960). idem, p. 3

- Où est l'intérêt de la classe ouvrière ? (mai 1961). n° 521
- De la continuation de la guerre d'Algérie... dans *Trois ans de gaullisme*, de F. Forgue. n° 522, pp. 37-38
- Notes éditoriales (10 mars 1962). n° 523, pp. 1 à 11
- Classes sociales et Etat en Algérie (déc. 1963), de M. Aklouf. n° 527, p. 5
- Ben Bella + Boumedienne = Etat ouvrier, chapitre V de *Défense du trotskysme (I)*, de S. Just. n° 530-531, p. 151
- 1952-1958 : l'îlot de résistance du « groupe », ses forces et ses faiblesses, chapitre IV de *Quelques enseignements de notre histoire*. suppl. au n° 548, pp. 98-100

ALLEMAGNE

- La révolution allemande (1918-1923), de Pierre Brabant :
- Première partie (novembre 1918-janvier 1919). n° 515, p. 45
 - Deuxième partie (1919-1921). n° 516, p. 41
 - Troisième partie (1923, l'année décisive). n°s 517-518, p. 41
- (Ces trois articles ont été réédités dans la Révolution allemande, 1918-1923, supplément à Etudes marxistes n°s 3-4.)
- Notes éditoriales. n° 523, pp. 10-11
- Le point crucial : l'Allemagne, dans *Où va l'U.R.S.S. ?* de M. Varga. n°s 525-526, pp. 86-89
- Les conquêtes d'Octobre et le droit de grève en Allemagne (extrait de *International Arbeiter Korrespondenz*, numéro spécial pour le cinquantenaire de la révolution d'Octobre). C.I., suppl. n° 4 au n° 539, p. 5
- Extraits de *Révisionnisme liquidateur contre trotskysme*, de S. Just, intitulés : Sur les Etats-Unis socialistes d'Europe (I) :
- L'impérialisme allemand tente d'« unifier l'Europe »* : pp. 15-17.
 - Les bourgeoisies européennes soutenues à bout de bras* : pp. 17-19.
 - L'impérialisme tend à « réunifier » l'Europe à sa manière* : pp. 21-23.
 - L'impérialisme allemand, l'ouest et l'est de l'Europe* : pp. 23-24.
- n° 548
- Extraits de *Révisionnisme liquidateur contre trotskysme*, de S. Just, intitulés *Sur les Etats-Unis socialistes d'Europe (II) : la bureaucratie du Kremlin applique le plan Nixon*. n° 550, pp. 18-20

AMERIQUE LATINE

La révolution en Amérique latine : Cuba, première étape, de F. Rodriguez (août 1961).

n° 522, p. 9

Une situation nouvelle en Amérique latine, d'Etienne Laurent.

n° 545, p. 18

ANGLETERRE

L'offensive du patronat anglais contre les « shop stewards », de J. White.

n° 514, p. 31

La progression des révolutionnaires anglais : le premier congrès de la Socialist Labour League (16 mai 1959), de J. White.

n°s 517-518, p. 9

Une lettre de Gerry Healy, secrétaire national de la S.L.L., à l'ambassade cubaine de Londres (à propos des calomnies antitrotskyistes de Che Guevara).

n° 523, p. 105

Grande-Bretagne : vers l'épreuve de force ? (fév. 1965).

suppl. ronéoté n° 1
au n° 528

Les leçons de la grève des marins britannique de mai-juin 1966, de M. Nolan.

n° 535, p. 16

Après les élections du district de Londres (1967), de G. Healy.

C.I., suppl. n° 1
au n° 537, p. 5

Les leçons de la 20^e conférence de l'Association nationale des organisations d'étudiants travaillistes (N.A.L.S.O.) d'avril 1967, de M. Nolan.

C.I., suppl. n° 1
au n° 537, p. 7

Une déclaration importante pour le mouvement ouvrier : la déclaration du comité national des *Young Socialists* (22 oct. 1967).

C.I., suppl. n° 3
au n° 540

Le Comité d'Oxford et la construction du parti révolutionnaire en Grande-Bretagne, de E. Laurent.

C.I., suppl. n° 5
au n° 540, p. 8

Editorial.

n° 551, p. 15

BELGIQUE

- Les grèves du Borinage, grèves revendicatives, dans « *le Journal du mois* ».
n° 516, p. 4
- Masses et appareils, dans « *Journal* ».
nos 517-518, p. 61
- Quelques enseignements de la grève générale belge, de G. Bloch :
Première partie. n° 522, p. 61
Deuxième partie. n° 523, p. 68
- Quand Mandel faillit marcher sur Bruxelles, dans le chapitre VII de *Défense du trotskysme (I)*, de S. Just.
n° 530-531, p. 205
- Les troubles de mémoire d'un vieux marcheur, de G. Mazet.
n° 551, p. 136

BOLIVIE

- La plate-forme du Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie :
a) présentation et objectifs politiques de cette publication : p. 57.
b) Le P.O.R. : qu'est-il et que veut-il ? : p. 65.
n° 533
- Les combats du prolétariat bolivien et l'action de l'avant-garde : interprétation castriste et interprétation marxiste, dans *La politique internationale du castrisme : mirages et réalités*, d'E. Laurent.
n° 538, pp. 27-28
- S.O.S. Bolivie (appel à la solidarité internationale pour les prisonniers politiques en Bolivie).
idem, p. 29
- Il faut sauver Guillermo Lora (déclaration du Comité international sur la répression en Bolivie).
idem, p. 30
- Le Parti Ouvrier Révolutionnaire bolivien adhère au Comité international de la IV^e Internationale, d'E. Laurent.
n° 547, p. 14
- Soutien au P.O.R., soutien aux militants trotskystes victimes de la répression, dans *Quelques tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale*, de S. Just.
idem, p. 31
- Document adressé par le bureau politique de l'O.C.I. au Comité central du P.O.R. bolivien, le 30 juillet 1970.
n° 550, p. 52
- Sur le document de la Centrale ouvrière bolivienne (article de Masas, n° 376, du 25 août 1970).
idem, p. 58

CANADA

La crise de l'impérialisme U.S., la perspective du Labour Party et le Québec, d'Alvin.

n° 551, p. 108

Discussion : le problème de la construction du parti révolutionnaire au Québec.

n° 553, p. 158

CEYLAN

Editorial.

n° 528, pp. 4-5

Déclaration du Comité international de la IV^e Internationale du 5 juillet 1964.

n° 528, p. 9

L'application de la ligne pabliste à Ceylan, dans le chapitre VII de *Défense du trotskysme (I)*, de S. Just.

n° 530-531, pp. 210-218

CHINE

Postface de *Où va l'U.R.S.S. ?* de M. Varga :

Encerclement de la Chine et préparatifs de guerre : p. 1.

Lutte de classe pour la défense de la Chine : p. 3.

n°s 525-526

Sur quelques aspects du conflit sino-soviétique, de F. Forgue (juillet 1964).

n° 528, p. 11

La révolution culturelle chinoise, de F. Forgue.

n° 538, p. 9

La révolution culturelle en Chine, de P. Broué :

Première partie.

n° 551, p. 30

Deuxième partie.

n° 553, p. 3

Encerclement de la Chine et préparatifs de guerre : p. 1.

Lutte de classe pour la défense de la Chine : p. 3.

CUBA

La révolution en Amérique latine : Cuba, première étape ? de F. Rodriguez (août 1961) :

Fidel Castro (p. 18) ; *la conquête* (p. 19) ; *la première étape* (p. 20) ; *la réforme agraire* (p. 22) ; *la « guerre économique » et les nationalisations* (p. 24) ; *la « radicalisation » de la révolution* (p. 25) ; *où en est la révolution cubaine ?* (p. 27) ; *une menace : le stalinisme* (p. 28) ; *où va la révolution cubaine ?* (p. 29).

n° 522

Les mouvements coloniaux et Cuba, dans le chapitre IV de *Où va l'U.R.S.S. ?*, de M. Varga.

n° 525-526, pp. 150-152

Cuba : un « Etat ouvrier » d'origine bourgeoise, dans le chapitre V de *Défense du trotskysme (I)*, de S. Just.

n° 530-531, pp. 143-151

DANEMARK

Correspondance du Danemark : le « paradis scandinave ».

n° 547, p. 51

ESPAGNE

Trotsky et la révolution espagnole, de P. Broué.

n° 537, p. 23

Les contradictions de l'économie espagnole, de J. Laurent.

n° 529, p. 31

Editorial :

Espagne-Pologne (p. 6) ; *Espagne : signification du procès de Burgos* (p. 8).

n° 551

ETATS-UNIS

Lettre de New York, de E. Jones (28 oct. 58).

n° 513, p. 34

Aspects et leçons des élections américaines, de G. Lavan.

« *Journal du mois* » (20 janvier 1953) :

n° 514, p. 22

La « coexistence pacifique » au Proche et au Moyen-Orient : un exemple de collaboration Washington-Moscou (pp. 3-4) ; *le grand marchandage sur le dos des peuples* (pp. 4-5).

n° 515

L'économie européenne et la récession aux Etats-Unis, de T. Kemp (article paru dans *International Socialist Review*, novembre 1958).

n° 516, p. 51

« *Journal* » (19 mai 1960) :

Après l'échec de la conférence au sommet.

n° 519, p. 29

Editorial.

n° 522, pp. 1-7

L'U.R.S.S. et l'impérialisme face à face sur le marché mondial, dans
Où va l'U.R.S.S. ?, de M. Varga :

Chapitre II :

Dépendance accrue ou supériorité atomique et menace de dumping :
pp. 56-58.

Chapitre III : *la diplomatie de la « coexistence » :*

L'« esprit » de Camp David : pp. 138-140.

Le test de l'accord nucléaire : pp. 140-149.

n^{os} 525-526

Perspectives du développement capitaliste, de T. Kemp (article paru
dans le n° 2, vol. 6, de *Labour Review*, revue de la S.L.L., au cours
de l'été 1961).

n° 527, p. 63

L'économie américaine et le « dépassement du marxisme » de E. Lau-
rent.

idem, p. 86

La crise du capitalisme d'après-guerre, de P. Jeffries.

n° 529, p. 14

Fragilité de la stratégie de l'impérialisme américaine en Asie, dans
Internationalisme et lutte des classes, de R. Ducros.

n° 532, pp. 29-35

Le fascisme a-t-il un avenir réel aux U.S.A. ?, de T. Wohlforth.

n° 535, p. 15

Dans *La situation de l'économie mondiale*, de A. Bliss :

Les Etats-Unis ne sont pas près de rattraper leur retard (pp. 28-29) ;
l'économie américaine et la guerre (pp. 29-30).

n° 550

EUROPE ORIENTALE

Où va l'U.R.S.S. ?, de M. Varga :

Dans le chapitre I :

Révolutions en Europe orientale : pp. 29-32.

Dans le chapitre II (« *la construction du socialisme dans plusieurs pays* ») :

Troisième partie (« la coopération des pays socialistes »).

a) *Naissance et développement de la coopération : son caractère et sa*

structure : p. 71.

b) *Les révolutions de 1956 et le tournant décisif dans la coopération :* p. 72.

c) *Evolution de la coopération :* p. 73.

d) *Les problèmes de la coopération à travers les difficultés qu'elle ren-*

contre : p. 75.

Quatrième partie (vers l'intégration économique des « pays socialistes » ?)

a) *Le rapport dialectique entre l'U.R.S.S. et les « démocraties populaires » :*
p. 79.

b) *Le point crucial : l'Allemagne :* p. 86.

n^{os} 525-526

La crise du stalinisme et l'unité de l'Europe : la bureaucratie est-européenne prise en étau, dans *Un nouveau signe de la crise du stalinisme : le traité d'amitié hungaro-soviétique* (extrait de *Pour la révolution socialiste*, bulletin de la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois, septembre 1967).

n° 539, pp. 26-27

Aux travailleurs, intellectuels d'U.R.S.S., de Hongrie, de Pologne, d'Allemagne de l'Est, de Tchécoslovaquie, de Bulgarie, de Yougoslavie, et de Roumanie (éditorial du numéro un de l'édition russe de *Correspondance internationale*, continuateur du *Bulletin de l'Opposition de gauche*).

C.I., suppl. n° 4
au n° 539, p. 1

La nouvelle vague de répression bureaucratique dans les pays de l'Est et sa signification politique, de Z. Kara.

C.I., suppl. n° 5
au n° 540, p. 6

En Pologne, en Tchécoslovaquie, la construction de partis révolutionnaires est aujourd'hui à l'ordre du jour, de Karol Gourovski.

C.I., suppl. n° 6
au n° 541, p. 5

Salut fraternel de la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois aux étudiants et travailleurs polonais et tchécoslovaques en lutte (16 mars 1968).

C.I., suppl. n° 6
au n° 541, p. 10

Les militants d'Europe de l'Est et la IV^e Internationale (rapport, résolutions et appels adoptés par la conférence des militants des pays de l'Europe de l'Est organisée, en Suisse, du 27 décembre 1969 au 3 janvier 1970, par le Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale) :

Préface de S. Just (p. 1) ; rapport introductif présenté par P. Broué (p. 7) ; résolution politique (p. 27) ; résolution sur la Tchécoslovaquie (p. 119) ; adresse aux Soviétiques (p. 129) ; adresse au rassemblement du 1^{er} février 1970 organisé par l'A.J.S. (p. 139).

Adresse aux travailleurs manuels et intellectuels, aux jeunes travailleurs et étudiants soviétiques en lutte contre la bureaucratie, aux membres des divers groupes d'opposition communiste à la bureaucratie, au Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques (p. 129).

Appel aux communistes du monde entier, contre la répression en Tchécoslovaquie, pour la défense des militants ouvriers (8 mars 1970) (p. 149).

Adresse du Comité d'organisation des militants des pays de l'Est au 1^{er} congrès de l'A.J.S. (16 mai 1970) (p. 153).

n° 549

La crise du « Conseil d'assistance économique mutuelle » (Comecon), de M. Varga :

Première partie.

n° 544, p. 23

Deuxième partie.

n° 545, p. 9

Troisième partie.

n° 547, p. 18

Défense des travailleurs et des militants des pays de l'est de l'Europe et de l'U.R.S.S. contre la répression bureaucratique, dans *Quelques tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale*, de S. Just.

n° 547, pp. 30-31

GUINEE

La fin d'une illusion, de A. Diallo.

n° 523, p. 85

HONGRIE

Deuxième anniversaire de la révolution hongroise des conseils ouvriers, de F. Manuel (23 oct. 1958).

n° 513, p. 29

Déclaration du cercle Petöfi (22 oct. 1958).

n° 514, p. 24

Du nouveau sur Imre Nagy, Moscou et la révolution hongroise, de F. Manuel.

n° 519, p. 8

L'U.R.S.S. vue par un révolutionnaire hongrois, de F. Manuel.

idem, p. 11

La réunion constituante du conseil central ouvrier de Budapest, de B. Nagy (extraits de la brochure *La formation du conseil central ouvrier de Budapest en 1956*, éditions Correspondances socialistes).

n° 532, p. 99

Janos Kadar dénonce les idées trotskystes de Hojda (extrait de la *Pravda*, du 26 déc. 1961).

n° 523, p. 108

Hongrie : la lutte ouvrière continue, de M. Varga.

n° 527, p. 93

Qu'ils disent la vérité aux travailleurs hongrois ! de R. Albert.

n° 528, p. 115

Chapitre V de *Défense du trotskysme (I)*, de S. Just :

Une révolution bien gênante (pp. 135-139) ; *il y a révolution politique et révolution politique* (pp. 139-142).

n°s 530-531

Octobre 1956 : Pologne et Hongrie (à l'avant-garde de la lutte internationale du prolétariat, les travailleurs se soulevaient contre la bureaucratie). Actualité et enseignements de la révolution des conseils ouvriers.

n° 534

L'actualité du *Programme de transition* (préface à l'édition hongroise), de B. Nagy.

n° 538, p. 31

Un nouveau signe de la crise du stalinisme : le traité d'amitié hungaro-soviétique (article paru dans le bulletin de la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois : *Pour la révolution socialiste*, sept. 1967).

n° 539, p. 23

Le centrisme en Hongrie (extrait de l'article paru dans le numéro d'août 1967 du *Bulletin* de la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois).

C.I., suppl. n° 4
au n° 539, p. 9

La conférence de la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois des 16 et 17 mars 1968.

C.I., suppl. n° 6
au n° 541

ISRAEL

Une correspondance d'Israël : l'affaire Khalil Touamé.

C.I., suppl. n° 5
au n° 540

Dans *Guerre et lutte de classes au Proche-Orient*, de P. Lambert :
L'Etat d'Israël (pp. 7-8) ; *le conflit israélo-arabe* (p. 9) ; *éléments pour une politique indépendante de classe* (pp. 10-12).

n° 548

Thèses de la fraction trotskyste de Matzpen.

n° 550, p. 60

ITALIE

La crise du mouvement ouvrier italien, de J. Stern (mars 1964).

n° 528, p. 62

Italie : tout reste à faire (février 1965).

suppl. ronéoté n° 1
au n° 528

Le mouvement des étudiants en Italie, de G. Demarchi (30 mars 1968).

C.I., suppl. n° 7
au n° 541

L'Italie à la veille d'une crise révolutionnaire, J. Meyrand.

n° 547, p. 8

JAPON

Les journées de juin 1960 au Japon, de V. Lepage.

n° 520, p. 8

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

« *Journal du mois* » (20 janvier 1959) :

La « coexistence pacifique » au Proche et Moyen-Orient : un exemple de collaboration Washington-Moscou.

n° 515, pp. 3-4

« *Journal du mois* » :

Krouchtchev et Eisenhower étranglent la révolution.

n° 516, p. 2

Au Moyen-Orient : la révolution à l'ordre du jour, de J.-J. Marie.

n°s 517-518, p. 20

Au Moyen-Orient et ailleurs : collaboration de classes, impérialisme et bureaucratie du Kremlin, de R. Ducros.

n° 538, p. 1

Guerre et lutte de classes au Proche-Orient, de P. Lambert.

n° 548, p. 7

POLOGNE

Octobre 1956 : Pologne et Hongrie (à l'avant-garde de la lutte internationale du prolétariat, les travailleurs se soulevaient contre la bureaucratie). Actualité et enseignements de la révolution des conseils ouvriers.

n° 534

Editorial :

Espagne- Pologne (pp. 6-8) ; Pologne : nouveau stade de la révolution politique (pp. 10-11) ; la révolution politique a commencé en Pologne (p. 13) ; la révolution politique, partie intégrante de la révolution mondiale (pp. 13-14).

n° 551

La révolution politique, premier pas de la révolution européenne, a commencé en Pologne (1^{re} partie), de C. Bobrowski.

n° 553, p. 97

TCHECOSLOVAQUIE

Les travailleurs en lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie (la grève générale de mai-juin 1968, la révolution politique en Tchécoslovaquie), déclaration du Comité international de la IV^e internationale du 21 octobre 1968.

n° 542

- Le printemps des peuples commence à Prague (essai sur la révolution politique en Europe de l'Est), de P. Broué.
suppl. au n° 542
- Zavis Kalāndra, de P. Broué.
n° 544, p. 35
- La restauration à Prague, de P. Broué.
idem, p. 38
- Vingt-trois thèses sur la crise et la révolution, de Karel Bartosek (juin 1969).
n° 546, p. 601
et n° 547, p. 37
- A propos des vingt-trois thèses de Karel Bartosek, par J.-L. Simon.
n° 547, p. 43
- Résolution sur la Tchécoslovaquie adoptée par la conférence des militants des pays de l'Europe de l'Est en décembre 1969-janvier 1970.
n° 549, p. 119
- Dans *Sur les Etats-Unis socialistes d'Europe (II)*, extraits de *Révissionisme liquidateur contre trotskysme (Défense du trotskysme (II))*, de S. Just :
La grève générale française, la révolution politique en Tchécoslovaquie, moments de la révolution prolétarienne mondiale.
n° 550, pp. 15-16
- Message de militants tchécoslovaques du Comité d'organisation des communistes des pays de l'Est aux Journées d'études des 17 et 18 octobre 1970 sur la crise internationale des P.C.
n° 551, p. 146
- Message d'une militante communiste tchécoslovaque aux Journées d'études sur la crise internationale des P.C., des 17 et 18 octobre 1970.
idem, p. 140
- Le congrès clandestin, de A. Bliss.
n° 553, p. 170
- Dans *La révolution politique, premier pas de la révolution européenne, a commencé en Pologne (1^{re} partie)*, de C. Bobrowski :
Les leçons de Hongrie et de Tchécoslovaquie.
idem, p. 120

U. R. S. S. (1)

- Le deuxième congrès du P.C. russe sans Staline, de E. Boivin.
n° 515, p. 33

(1) En ce qui concerne les documents publiés dans le n° 546 (*Samizdat I*) : poèmes anonymes, récits, résolutions, lettres et appels collectifs, minutes de procès, etc., le lecteur se reportera à la partie DOCUMENTS, rubrique *Opposition communiste en U.R.S.S.* (voir ci-après).

- La réforme de l'enseignement en U.R.S.S., de E. Boivin. idem, p. 37
- Le 21^e congrès du P.C.U.S. : un congrès extraordinaire... bien ordinaire, de E. Boivin. n° 516, p. 9
- « *Journal* » (19 mai 1960) :
Après l'échec de la conférence au sommet. n° 519, p. 29
- Notes après un voyage en U.R.S.S., de D. Stein. n° 522, p. 93
- Après le 22^e congrès : aspects de la société soviétique, de D. Stein. n° 523, p. 43
- Dix ans après la mort de Staline, sept ans après l'Octobre hongrois : où va l'U.R.S.S. ?* (aux sources du conflit sino-russe), étude de M. Varga. n°s 525-526
- L'évolution de la littérature soviétique de Staline à aujourd'hui, de J.-L. Simon. n° 528, p. 84
- Discussion : Coexistence pacifique et stalinisme (quelques commentaires sur l'étude de M. Varga), par G. Gale (article paru dans *Fourth International* n° 3, revue du C.I. en anglais éditée par la S.L.L.). n° 529, p. 70
- Réponse à G. Gale, de M. Varga (paru également dans *Fourth International* n° 3). idem, p. 78
- Chapitre IV de *Défense du trotskysme (I)*, de S. Just :
L'économie de l'U.R.S.S. et le marché mondial (pp. 85-90) ; *la bureaucratie du Kremlin ne peut-elle plus trahir ?* (pp. 91-95) ; *notre pronostic reste alternatif* (pp. 95-100). n°s 530-531
- Les contradictions de l'économie soviétique (ou « Ernest Mandel et les mystères de l'économie de l'U.R.S.S. »), de M. Varga. n° 532, p. 62
- Editorial :
La répression en U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires ». n° 533, pp. 6-10
- Un nouveau signe de la crise du stalinisme : le traité d'amitié hongaro-soviétique (article paru dans *Pour la révolution socialiste*, de septembre 1967, bulletin de la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois). n° 539, p. 23
- La lutte des classes et la répression bureaucratique en U.R.S.S., de J. Dhéry. n° 540, p. 24

La dernière déclaration de Vladimir Dremliouga au procès des huit manifestants de la place Rouge.

n° 544, p. 48

Dans *Les travailleurs en lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie* (déclaration du C.I. de la IV^e Internationale) (21 oct. 1968) :

Chapitre III :

La politique du Kremlin au service de l'impérialisme : pp. 11-14.

Chapitre IV :

La crise mortelle de la bureaucratie du Kremlin et la IV^e Internationale : pp. 15-20.

n° 542

Lettre de I. Iakhimovitch au C.C. du P.C.U.S. et au camarade Souslov, publiée dans *Samizdat I* sous le titre : *Des procès qui font beaucoup de mal à la cause du communisme* (22 janv. 1968).

n° 544, p. 46

et n° 546, p. 336

Introduction de *Samizdat I* (la voix de l'opposition communiste en U.R.S.S. (nov. 1969) :

« Socialisme dans un seul pays » ou révolution mondiale : p. 15.

Les premiers groupes d'opposition au lendemain de la guerre : p. 25.

Le rôle de la littérature : p. 33.

La révolte des étudiants : p. 37.

De l'opposition « littéraire » à l'opposition proprement politique : p. 42.

Réforme économique et hooliganisme : p. 46.

Des procès littéraires aux procès politiques : p. 51.

Le procès Siniavski-Daniel et ses suites : p. 55.

L'histoire ou le champ de la continuité : p. 59.

De la lutte pour le respect de la Constitution au problème du second parti : p. 61.

De l'affaire Guinzbourg-Galanskov : p. 65.

... A la proclamation publique d'une organisation : p. 70.

n° 546

Quelques mots en guise de postface.

idem, p. 615

Une communiste dans les camps staliniens. de B. Gerland (paru dans *la Vérité* en octobre 1954-janvier 1955).

idem, p. 102

Le mérite historique du 20^e congrès, de A. Kron (1956).

idem, p. 141

Contre la nouvelle caste de petits-bourgeois, il faut mener le combat jusqu'au bout, de C. Paoustovski (22 oct. 1956).

idem, p. 143

Staline et mon père (poème), de N. Dorizo (28 nov. 1962).

idem, p. 148

Les Héritiers de Staline (poème), de E. Evtouchenko (21 oct. 1962).

idem, p. 149

Maiakovski en 1937 (poème), de E. Evtouchenko (1965).

idem, p. 151

Le Monument (poème), de I. Brodski (1963).

idem, p. 163

- Lettre à Cholokhov, de L. Tchoukovskaïa (avril 1966). n° 546, p. 184
- Lettre aux *Izvestia*, de I. Daniel (9 avril 1966). idem, p. 186
- Lettre au 4^e congrès de l'Union des écrivains soviétiques, de A. Soljenitsyne (mars 1967). idem, p. 188
- Lettre à la *Pravda*, de A. Voznessenski (22 juin 1967). idem, p. 194
- Discours contre la censure, de G. Svirski (22 janv. 1968). idem, p. 199
- Plaidoyer pour la parole (pour le 15^e anniversaire de la mort de Staline), lettre de L. Tchoukovskaïa (fév. 1968). idem, p. 214
- A propos de Soljenitsyne (la responsabilité de l'écrivain et l'irresponsabilité de la *Literatournaïa Gazeta*), lettre de L. Tchoukovskaïa (1968). idem, p. 221
- Lettre à Cholokhov, de A. Kosterine (juin 1967). idem, p. 244
- Le rôle de l'individu dans l'histoire, de G. Pomerantz (3 déc. 1965). idem, p. 253
- Pourquoi je ne voterai pas pour Kossyguine (lettre aux électeurs de la circonscription de Moscou), de P. Grigorenko (3 juin 1966). idem, p. 274
- Le débat sur le livre de Nekritch (lettre à *Questions d'histoire du P.C.U.S.*), de P. Grigorenko (juin 1967). idem, p. 276
- Déclaration de Zinaïda Grigorenko (23 janv. 1968). idem, p. 282
- Iouli Daniel en déportation (lettre aux autorités), de L. Bogoraz-Daniel (15 juin 1967). idem, p. 285
- Pour l'ouverture d'une action pénale contre Staline, de P. Iakir (2 mars 1969). idem, p. 292
- Lettre à Evtouchenko, de A. Karanine (1961). idem, p. 308
- Prolétaires de tous les pays, unissez-vous (poème), de I. Galanskov (1961). idem, p. 311
- Je prends sur moi d'affirmer (lettre à la *Literatournaïa Gazeta* et à la *Komsomolskaïa Pravda*), de V. Delaunay (mars 1968). idem, p. 371

- Les thermidoriens et l'affaire Guinzbourg-Galanskov (lettre à la *Komsomolskaia Pravda*), de L. Pliouchtcht (fév. 1968).
n° 546, p. 379
- Lettre à A. Tchakovski, rédacteur en chef de la *Literatournaia Gazeta*, d'A. Martchenko (27 mars 1968).
idem, p. 391
- Lettre aux autorités, de A. Martchenko (2 avril 1968).
idem, p. 398
- Lettre de N. Gorbanevskaia qui prit part à la manifestation sur la place Rouge du 25 août 1968.
idem, p. 414
- Une « conversation prophylactique » avec le K.G.B., de P. Litvinov (3 oct. 1967).
idem, p. 417
- Léninisme oui ! Stalinisme non ! de I. Iakhimovitch (nov. 1968).
idem, p. 423
- Levons-nous ! (lettre d'adieu avant son arrestation), de I. Iakhimovitch (24 mars 1969).
idem, p. 429
- Le programme de l'Union ouvrière et paysanne d'Ukraine (lettre au premier secrétaire du P.C. ukrainien), de I. Kandyba (juin 1961).
idem, p. 498
- Je ne vous demande rien (extraits d'une lettre aux autorités d'Ukraine), de V. Tchornovil.
idem, p. 506
- Pour le 72^e anniversaire d'Alexis Kosterine, de P. Grigorenko (1968).
idem, p. 511
- Lettre à un ami, de I. Daniel (mai 1969).
idem, p. 523
- Lettre au camarade A.R. Roudenko, procureur général de l'U.R.S.S., de P. Grigorenko (4 décembre 1968).
idem, p. 526
- Peut-on qualifier Staline de « combattant pour la cause de la classe ouvrière » ?, de R. Medvedev (avril 1969).
idem, p. 557
- Lettre ouverte aux citoyens de l'U.R.S.S., de G. Alexeev (22 sept. 1968).
idem, p. 564
- Pourquoi je démissionne du P.C.U.S. (lettre au Bureau politique du C.C. du P.C.U.S.), de A. Kosterine (24 oct. 1968).
idem, p. 583
- Le congrès de la peur (notes sur le 24^e congrès du P.C.U.S.), de J.-J. Marie.
n° 553, p. 87

VIETNAM

La situation au Sud-Vietnam (extraits du rapport d'un militant vietnamien, été 1961).

n° 535, p. 55

Editorial :

Une stratégie cohérente.

n° 529, pp. 3-4

Dans *Internationalisme et lutte des classes*, de R. Ducros :

L'impérialisme et le Vietnam : p. 21.

De Dien-Bien-Phu à Genève : p. 23.

La stratégie de l'anéantissement : p. 25.

Les bureaucraties complices ou impuissantes : p. 26.

Fragilité de la stratégie de l'impérialisme américain : p. 29.

n° 532

Notes éditoriales.

n° 533, pp. 1-5

Le soutien inconditionnel de la guerre révolutionnaire des ouvriers et paysans du Vietnam, de S. Just :

Pourquoi combattent-ils ?, p. 1.

Les buts de guerre de l'impérialisme américain : p. 2.

Fondamentalement solidaires : p. 2.

Révolutionnaires avec la peau des autres, traîtres à leur classe : p. 3.

Faire capituler le Vietnam, briser politiquement le prolétariat : p. 3.

Soutien inconditionnel... reconstruction de la IV^e Internationale : p. 4.

C.I., suppl. n° 6
au n° 541

FRANCE

(Situation générale)

« *Le Journal du mois* » (6 novembre 1958) :

Les élections du 23 novembre 1958 (p. 3) ; de Gaulle et les élections (p. 3) ; le mouvement ouvrier et les élections (p. 4) ; fraternité atlantique (p. 4) ; les syndicats et le pouvoir fort (p. 5) ; de Gaulle et la « gauche officielle » (p. 6) ; avant le discours de Thorez au C.C. (p. 6) ; la révélation : le discours de Thorez au C.C. du P.C.F. (p. 7) ; tous gaullistes « avec réserves » (p. 7) ; la palme (p. 8).

n° 513

« *Le Journal du mois* » (12 décembre 1958) :

Les partis après les élections (p. 1) ; l'U.N.R. au pouvoir (p. 2) ; Mendès-France, homme d'Etat radical (p. 2) ; le parti socialiste devant la réalité (p. 3) ; parlementarisme, P.C.F. et socialisme (p. 3) ; parti ouvrier ou union des gauches (p. 4) ; dans les organisations syndicales (p. 4) ; l'« arbitrage » de De Gaulle entre les Finances et l'Education nationale (p. 5).

n° 514

Quelques enseignements des élections générales, de J. Lorrain.

idem, p. 7

Rénovateurs en tout genre, de P. Lambert.

idem, p. 9

Vers la crise ?, de V. Lepage.

idem, p. 13

A travers les revues.

idem, p. 15

Points de repère pour 1959.

n° 515, p. 1

« *Le Journal du mois* » (20 janvier 1959) :

La politique économique du grand capital (p. 6) ; de Gaulle et la gauche (suite) (p. 56) ; la « gauche de la C.F.T.C. » et de Gaulle (suite) (p. 56).

idem

- « *Le Journal du mois* » (26 février 1959) :
 Une lettre à *la Vérité* (p. 58) ; société libre et propriété privée (p. 59).
 n° 516
- Où en est l'économie française ? de H. Langlois.
 idem, p. 49
- « *Journal* » (juin-septembre 1959) :
 Ne pas se payer de mots (p. 1) ; querelle autour d'un vote (p. 2) ; démocratie ouvrière (p. 3) ; la 5^e assemblée générale de la F.U.A.J. (p. 4) ; ni dieu ni sorcier : un homme d'Etat bourgeois (p. 49).
 n° 517-518
- Le dossier de la laïcité (5 juin 1959) de P. Lambert.
 idem, p. 5
- « *Journal* » (février 1960).
 n° 519, p. 4
- Où est l'intérêt de la classe ouvrière ? (numéro de 4 pages, mai 1961)
 n° 521
- Trois ans de gaullisme, de F. Forgue.
 n° 522, p. 33
- La bourgeoisie et son Etat ont l'initiative.
 suppl. ronéoté
 au n° 528, p. 5
- Editorial* :
 Sur la situation politique française (p. 5) ; la toile de fond (p. 6) ; à propos de l'intégration (p. 8) ; l'offensive s'accélère (p. 11).
 n° 529
- Editorial* :
 Du premier au second tour (p. 2) ; le programme gaulliste (p. 5) ; l'opération Mitterrand (p. 8) ; défaite politique et illusions électorales (p. 12) ; et maintenant ? (p. 14).
 n° 532
- La crise permanente du capitalisme français, de S. Just.
 n° 535, p. 5
- Pour le Front unique ouvrier ! Pour un programme de défense de la classe ouvrière* (numéro spécial pour la campagne de l'O.C.I. aux élections législatives de 1967) :
 2) Du parlementarisme à l'Etat fort (la crise de la bourgeoisie) : pp. 3-4.
 5) Etat policier ou gouvernement du Front unique de classe (l'Etat bourgeois, instrument du grand capital ; la force de De Gaulle) : pp. 12-13.
 6) La guerre, la paix et de Gaulle (capitalisme = militarisation et guerres ; préparation à la guerre et conquêtes ouvrières ; un mensonge : la « coexistence pacifique ») : pp. 16-18.
 n° 536

Un moment de la construction du parti révolutionnaire en France,
de Stéphane Just :

La maladie du gaullisme : p. 1.

Une toile d'araignée : p. 2.

Les ordonnances : p. 2.

Le régime esquisse le tournant : p. 2.

L'épreuve de force nécessaire et redoutée.

C.I., suppl. n° 2
au n° 538

Le bonapartisme gaulliste et les tâches de l'avant-garde, de
R. Clément :

I. — Une bourgeoisie sénile, un impérialisme décadent.

n° 540, pp. 2 à 9

Les échéances du gaullisme, de R. Ducros :

Hier facteur d'ordre en Europe, désormais l'un des maillons les plus faibles
(p. 1) ; l'affrontement différé (p. 1) ; crise du régime (p. 3) ; la solution
bourgeoise (p. 4) ; la bourgeoisie française en crise n'est pas seule (p. 5).

n° 543

La chute du gaullisme et nos tâches politiques (résolution politique
de l'Organisation trotskyste pour la reconstruction de la IV^e Inter-
nationale) (6 juin 1969) :

La démission de De Gaulle : un tournant de la lutte des classes : p. 3.

La lutte des classes mondiale et les implications de la chute de De Gaulle :
p. 5.

Vers la guerre civile : p. 8.

n° 544

La question du pouvoir est plus que jamais posée, de S. Just
(30 sept. 1969) :

Un gouvernement bâtard, instable, inviable.

La boucle se ferme.

Dévaluations en 1958 et en 1969.

Le plan de « redressement ».

La réforme de structures.

n° 545, p. 1

L'enjeu du combat pour les libertés démocratiques (à propos d'une
décision du Conseil d'Etat), de P. Lambert (reproduction des supplé-
ments ronéotés d'*Informations ouvrières* des 5 et 12 août 1970).

n° 550, p. 11

FRANCE

(sur le mouvement ouvrier français)

- La crise de la social-démocratie française, de J. Perrin. n° 513, p. 9
- Le P.C.F., fidèle défenseur de l'ordre établi, de F. Forgue. idem, p. 12
- L'offensive patronale a commencé, de F. Tarrant. idem, p. 17
- A travers la presse syndicale. idem, p. 20
- Dix ans après la grève générale des mineurs de 1948, de C. Lemoine. n° 514, p. 17
- Le congrès de la Fédération de l'Education nationale. idem, p. 5
- Comment on ne défend pas les libertés démocratiques (à propos de la politique du P.C.F. du 13 mai au 1^{er} juin 1958), de F. Forgue. idem, p. 25

La calomnie stalinienne, facteur de division de la classe ouvrière (dossiers du militant n° 1) :

Introduction : pp. 2-5.

Un article du bulletin F.O. de chez Lavalette : pp. 5-7.

Le tract distribué, le 24 avril 1959, par le P.C.F. aux ateliers Lavalette : pp. 7-10.

Le tract de la section F.O. des ateliers Lavalette du 27 avril 1959 : pp. 11-13.

Lettre ouverte de la section syndicale C.G.T. de chez Lavalette à la section syndicale F.O. : pp. 14-15.

Annexes :

Conclusions de l'enquête du jury d'honneur sur l'affaire Renard : pp. 15-16.

Extraits du jugement de la 7^e Chambre correctionnelle (poursuites en injures et diffamation de Renard contre *l'Humanité*), 21 juillet 1953 : p. 16.

n°s 517-518

- Août 1953 : pourquoi les mineurs ont combattu. n° 515, p. 14
- Un épisode essentiel de la lutte des classes sous la IV^e République : les grèves de novembre-décembre 1947, de J. Perrin. idem, p. 16
- « *Journal du mois* » (26 février 1959) :
 Pour les travailleurs : des paroles et des briques (p. 1) ; avec les délégués au congrès de la fédération des métaux C.G.T. (p. 3). n° 516
- L'U.G.S., le P.S.A. et l'U.F.D. : un parti libéral bourgeois ou un parti socialiste ouvrier, de J. Perrin. idem, p. 6
- Le premier congrès du Parti Socialiste Autonome, de F. Forgue. n°s 517-518, p. 15
- Des militants ouvriers menacés du tribunal militaire pour délit d'opinion. n° 519, p. 1
- Quatre militants trotskystes traduits devant le tribunal militaire (présentation de la brochure parue sous ce titre). idem, p. 3
- « *Journal* » (19 mai 1960) :
 Luites ouvrières en cours : grèves partielles et grèves tournantes. idem, p. 6
 et pp. 26-29
- Notre position sur le référendum : *Pourquoi voter non* (tract du 20 décembre 1960). n° 520, p. 3
- Notes éditoriales* (10 mars 1962). n° 523, p. 1
- Un jugement (déclaration de P. Lambert au procès contre quatre rédacteurs de *la Vérité*, le 22 janvier 1962, extraits du jugement de la 17^e Chambre correctionnelle). idem, p. 12
- Pour la démocratie ouvrière dans les entreprises et les syndicats* (mars 1962) :
 Que s'est-il passé à la S.A.V.I.E.M. ? : p. 18.
 Fidèles disciples de Staline : p. 20.
 De l'anonymat : p. 22.
 Des révélations de Krouchtchev et du P.C. italien à l'offensive stalinienne contre les révolutionnaires : p. 23.
 Une lettre à Benoît Frachon : p. 25.
 Pourquoi ces violences et ces calomnies : p. 26.
 Socialisme, démocratie ou fascisme : p. 28. n° 523

Appel pour la démocratie ouvrière (contre les calomnies contre Daniel Renard ; contre les violences exercées à la S.A.V.I.E.M.), mars 1962.

n° 523, p. 32

La grève générale des mineurs : un coup d'arrêt, une preuve, des leçons (12 avril 1963).

Editorial (P. Lambert) : p. 1.

La grève des mineurs au jour le jour (P. Lambert) : p. 7.

Remarques sur la situation française après la grève des mineurs (P. Lambert) : p. 55.

n° 524

Editorial :

Introduction (p. 1) ; une stratégie cohérente (p. 3) ; sur la situation politique française (p. 5) ; la toile de fond (p. 6) ; à propos de l'intégration (p. 8) ; l'offensive s'accélère (p. 11).

n° 529

Chapitre VII de *Défense du trotskysme*, de S. Just :

Avût 1953 : les masses, les appareils, les trotskystes, les pablistes : p. 194.

C'est la grève, et quelle grève ! : p. 196.

« La politique, c'est l'affaire des partis : p. 199.

Front unique et opportunisme : p. 201.

Au service direct de l'appareil stalinien : p. 203.

n°s 530-531

La crise permanente du capitalisme français (8 nov. 1966), de S. Just :

La politique de « front démocratique » : pp. 9-10.

Les partis ouvriers derrière Mitterrand : pp. 10-11.

Défaite politique et défaite physique : p. 11.

La classe ouvrière trahie : pp. 11-12.

Le stalinisme et la destruction du mouvement ouvrier : pp. 13-14.

Délais et politiques : p. 14.

Les perspectives de l'O.C.I. et ses tâches : p. 15.

n° 535

A l'occasion des élections législatives, les trotskystes mèneront campagne contre le parlementarisme bourgeois, pour le Front unique ouvrier (13 nov. 1966).

idem, p. 2

Pour le Front unique ouvrier ! Pour un programme de défense de la classe ouvrière (numéro spécial sur la campagne de l'O.C.I. aux élections législatives de 1967) :

1) La campagne électorale de l'O.C.I. (bilan du parlementarisme ; la candidature de l'O.C.I.) : pp. 1-2.

2) Le parlementarisme et l'Etat fort : la puissance ouvrière, seule garantie des droits démocratiques : p. 4.

3) Il faut rompre avec la bourgeoisie (De Gaulle et les syndicats ; indépendance des syndicats face à l'Etat bourgeois) : pp. 5-7.

4) Le programme de défense de la classe ouvrière (ou le grand capital ou la classe ouvrière ; des revendications élémentaires ; mobilisation des travailleurs et des jeunes ; luttes revendicatives, luttes politiques ; organisation du prolétariat comme classe) : pp. 8-9.

5) Etat policier ou gouvernement de Front unique de classe :
Le programme du P.C.F. : pp. 13-14.
Des revendications démocratiques... au gouvernement du Front unique :
pp. 14-15.

6) La guerre, la paix et de Gaulle :
Si tu veux la paix, prépare la révolution : pp. 18-19.
Le Front unique et la lutte réelle contre la guerre : p. 19.

7) Le parti révolutionnaire et le Front unique :
Le cancer du mouvement ouvrier : p. 20.
La S.F.I.O., le P.C.F. et la lutte des classes : pp. 20-21.
Défendre les syndicats : p. 21.
La campagne électorale et les luttes ouvrières : pp. 21-22.
Le combat qui s'engage : pp. 22-24.

n° 536

Appel du C.C. de l'O.C.I. : *Pour l'unité des travailleurs, pour résister
aux menées du capital et vaincre De Gaulle, organisons dans les
entreprises et les localités les comités de soutien à la candidature
ouvrière* (28 déc. 1966).

idem, pp. 25-28

Après les élections.

n° 537, p. 1

Le bilan de la campagne électorale des trotskystes.

idem, pp. 3-4

La grève de Rhodiacéta et les calomnies staliniennes.

idem, p. 4

Contre la calomnie stalinienne :

Discours de Pierre Roy au congrès du S.N.E.S. (26 mars 1967) : p. 8.
Résolution adoptée par le congrès du S.N.E.S. : p. 9.
La réaction de *l'Humanité* : une opération de diversion (extrait de *l'Humanité*
du 27 mars 1967) : p. 9.

n° 537

Petits-bourgeois et staliniens diffament le trotskysme.

idem, p. 9-10

Saint-Nazaire, sociologues et lutte de classes (14 avril 1967).

idem, p. 10

Un pas en avant vers le regroupement de l'avant-garde (résolution
adoptée le 25 juin 1967 par le rassemblement de 1 100 militants
ouvriers à l'appel du Comité provisoire pour les Assises nationales
d'unité d'action et marquant la constitution des Comités d'Alliance
Ouvrière).

n° 538, pp. 7-8

Un moment de la construction du parti révolutionnaire en France,
de S. Just :

L'expression concrète de la crise de la direction révolutionnaire : p. 4.
Notre politique : la politique nécessaire à la classe : p. 4.
Les C.A.O., l'O.C.I., la construction du parti révolutionnaire : p. 5.

C.I., suppl. n° 2
au n° 538

Pour les Comités d'Alliance Ouvrière (résolution générale adoptée par la conférence nationale de l'O.C.I. des 1^{er} et 2 juillet 1967).

n° 539, pp. 42-44

Le Manifeste de l'O.C.I. :

L'O.C.I. combat pour le programme de défense de la classe ouvrière : pp. 33-34.

Pour le Front unique ouvrier : pp. 34-35.

L'O.C.I. combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, section française de la IV^e Internationale : pp. 36-38.

n° 541

Le bonapartisme gaulliste et les tâches de l'avant-garde, de R. Clément :

II. — Les organisations ouvrières support du bonapartisme : pp. 9-14.

III. — L'O.C.I. et les tâches du regroupement de l'avant-garde : p. 14-16.

n° 540

Les échéances du gaullisme, de S. Just :

L'affrontement différé : pp. 1-2.

La grève générale ne suffit pas : pp. 2-3.

Obstacles et voies de nouvelles luttes : pp. 4-5.

L'alternative historique et le quotidien : pp. 4-5.

Le rôle de l'avant-garde, hier et aujourd'hui : pp. 7-8.

Non à de Gaulle, luttes ouvrières, Front unique et problème du gouvernement : p. 8.

Organiser l'avant-garde, l'impulser politiquement, reconstruire la IV^e Internationale : pp. 8-9.

n° 543

Stalinisme et « gauchisme », de S. Just.

idem, p. 10

Rapport politique adopté par le Comité national de l'Alliance ouvrière, les 14 et 15 décembre 1968 :

1) La situation économique ; 2) la grève générale de mai-juin 1968 ; 3) la situation politique ; 4) problèmes du mouvement ouvrier.

idem, p. 20

Résolution sur la constitution de l'Organisation trotskyste pour la reconstruction de la IV^e Internationale), du 12 mai 1969.

n° 544, p. 1

La chute du gaullisme et nos tâches politiques (résolution politique de l'Organisation trotskyste pour la reconstruction de la IV^e Internationale), le 6 juin 1969 :

3) Vers la guerre civile : p. 8.

4) Les perspectives et les moments de la lutte des classes : pp. 8-9.

5) Front unique ouvrier, programme, pouvoir, parti : pp. 9-10.

6) Division du front de classe : pp. 11-12.

7) Facteurs objectifs dans la lutte des classes : pp. 12-14.

8) L'A.J.S., l'Alliance ouvrière et l'O.T. : pp. 14-15.

9) La construction du parti révolutionnaire et la crise du stalinisme : pp. 16-17

10) La reconstruction de la IV^e Internationale : pp. 17-18.

n° 544

Discours prononcé au nom de l'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale), par P. Lambert, au meeting du 22 mai 1969 organisé par l'A.J.S., l'Alliance ouvrière et l'O.T.

n° 544, p. 19

La question du pouvoir est plus que jamais posée, de S. Just (30 sept. 1969) : une première vague ; le problème du gouvernement.

n° 545, pp. 6-8

Après le 19^e congrès du P.C.F., de F. Forgeue.

n° 547, p. 3

Notes éditoriales.

n° 548, p. 6

Editorial :

France (p. 18) ; vers la grève générale illimitée de tous les postiers (p. 19) ; il faut le dire nettement (p. 21) ; pour le gouvernement des organisations ouvrières unies (p. 22) ; le 59^e congrès de l'U.N.E.F., un point de départ (p. 24).

n° 551

L'enjeu du combat pour les libertés démocratiques (à propos d'une décision du Conseil d'Etat), de P. Lambert (articles d'Informations ouvrières des 5 et 12 août 1970).

n° 550, p. 14

De la grève de chez Renault à la grève S.N.C.F., de G. Bloch :

Première partie

n° 553, p. 125

SITUATION GENERALE, POLEMIQUE, HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

I. — SITUATION GENERALE ET POLEMIQUE

Après l'échec de la conférence au sommet.	n° 519, p. 29
<i>Editorial.</i>	n° 522, p. 1
L'aristocratie ouvrière aujourd'hui, de H. Carier.	idem, p. 43
Revue des revues.	n° 523, p. 112
<i>Editorial.</i>	n° 527, p. 1
Perspectives du développement capitaliste, de T. Kemp.	idem, p. 63
<i>Editorial.</i>	n° 528, p. 1
La crise du capitalisme d'après-guerre, de P. Jeffries.	n° 529, p. 14
<i>Défense du trotskysme (I)</i> , de Stéphane Just.	n° 530-531
Internationalisme et lutte des classes, de R. Ducros.	n° 532, p. 17
La conférence du Comité international (avril 1966) : un moment de la reconstruction de la IV ^e Internationale.	n° 533, p. 10
La contradiction entre les forces productives et les rapports sociaux de production, et ses traits spécifiques dans le cadre du système capitaliste, de E. Laurent.	n° 537, p. 12

La chute du gaullisme et nos tâches politiques (résolution politique de l'O.T. du 6 juin 1969) :

La lutte des classes mondiale et les implications de la chute de De Gaulle.

n° 544, p. 3

Document adopté par l'O.T. (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) (été 1961) :

- 1) Continuité des I^{er}, II^e, III^e et IV^e Internationales.
- 2) La fin de l'après-guerre.
- 3) Echec et réorientation de la stratégie de l'impérialisme.
- 4) Signification internationale de la chute de De Gaulle.
- 5) La Tchécoslovaquie et la crise de la bureaucratie du Kremlin.
- 6) La crise du stalinisme et la conférence des P.C. à Moscou.
- 7) La crise révolutionnaire qui s'ouvre.
- 8) Le programme de la IV^e Internationale et les acquis théoriques et politiques du prolétariat.
- 9) Lutttes pour le pouvoir, Front unique de classe, partis révolutionnaires.
- 10) Revendications, libertés démocratiques, révolution politique, Front unique, pouvoir, parti révolutionnaire : en U.R.S.S., en Europe de l'Est, en Chine.
- 11) Construction du parti révolutionnaire et hégémonie du prolétariat.
- 12) L'unité mondiale de la lutte des classes.
- 13) L'Internationale et le Comité international de la IV^e Internationale.

n° 545, pp. 28 à 49

Quelques tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale, de S. Just.

n° 547, p. 26

Fonds international Lénine-Trotsky : vers la 4^e conférence du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

idem, p. 33

Notes éditoriales.

n° 548, p. 3

Sur les Etats-Unis socialistes d'Europe (I) et (II) (extraits de *Révissionnisme liquidateur contre trotskysme, Défense du trotskysme* (II), de S. Just (éditions S.E.L.I.O.).

idem, p. 13

et n° 550, p. 15

A propos d'un débat sur le « trotskysme » entre Ernest Mandel et un « intellectuel de gauche » non aligné (Nicolas Krasso : le marxisme de Trotsky ; réponse d'Ernest Mandel ; nouvel article de N. Krasso ; nouvelle réponse de Mandel — dans la *New Left Review* et *les Temps modernes*).

n° 548, p. 52

Tribune de discussion pour la 4^e conférence du Comité international.

n° 550, p. 1

Pour un débat sur la crise internationale des partis communistes.

idem, p. 7

La situation de l'économie mondiale, de A. Bliss.

idem, p. 23

La continuité dans le changement : les zigzags centristes de la Ligue pabliste, de C. Chisserey. n° 550, p. 43

Editorial. n° 551, p. 1

Préhistoire du pablisme, de G. Bloch (tribune de discussion pour la 4^e conférence du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale). idem, p. 161

Editorial. n° 552, p. 1

II. — HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

Les problèmes du parti ouvrier (3^e partie), de P. Lambert : la révolution de 1848 en France. n° 520, p. 24

Léon Trotsky : 7 novembre 1879 - 20 août 1940 idem, p. 4

Le Front populaire, trente ans après, de F. Delphine
(Bibliographie : *Démocratie nouvelle* (mai 1966) : *les Leçons du Front populaire* ; P. Broué et N. Dorey (*le Mouvement social*, n° 54) : *Critique de gauche et opposition révolutionnaire au Front populaire (1936-1938)* ; D. Guérin : *Front populaire, révolution manquée* ; G. Lefranc : *le Front populaire* ; G. Lefranc : *Juin 1936, « l'explosion sociale » du Front populaire.*) n° 537, p. 32

Les lendemains de la Révolution d'Octobre. n° 539, p. 1

Octobre 1917 : l'aube de la révolution se lève (déclaration du Comité international de la IV^e Internationale, d'octobre 1967). C.I., suppl. n° 3 au n° 359, p. 1

Les premiers pas de l'Internationale, de K. Radek. idem, p. 3

La révolution d'Octobre : mythes et réalités, de D. Caraud. idem, p. 4

La révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen, de P. Broué. idem, p. 9

La lutte de l'Opposition de gauche et la proclamation de la IV^e Internationale, de J.-L. Simon. n° 540, p. 17

Octobre 1917-octobre 1967, de K. Gourovski.

**C.I., suppl. n° 3
au n° 540, p. 11**

La nouvelle édition française de *l'Internationale communiste après Lénine*, de F. Forgue.

n° 548, p. 29

Le premier congrès de la Ligue des communistes (juin 1847) :
Présentation, par G. Bloch.

n° 550, p. 31

Marx et la Commune, de G. Bloch.

n° 552, p. 9

La Commune, le Front unique et les libertés, de C. Corte.

idem, p. 44

La Commune et le mouvement ouvrier européen en 1870-1871, de
J. Meyrand.

idem, p. 65

Chronologie politique de la Commune.

idem, p. 91

QUESTIONS DE THEORIE

- Contribution à la discussion sur les problèmes du parti (I) : *Introduction*, de P. Lambert. n° 513, p. 35
- Marxisme, philosophie, science (I), de G. Bloch. idem, p. 39
- Contribution à la discussion sur les problèmes du parti (II) : Marx et les problèmes du parti ouvrier (le marxisme dans la lutte pour l'organisation de classe du prolétariat ; les conceptions de Marx jusqu'en 1848), de P. Lambert. n° 515, p. 7
- Compromis et principes, de F. Forgue. idem, p. 39
- Y a-t-il encore une classe ouvrière ?, de F. Forgue. n° 516, p. 8
- Les marchands de vent, de F. Tarrant. idem, p. 16
- Lettre d'une lectrice à propos de *Marxisme, philosophie, science*. n° 517-518, p. 23
- Remarques sur le développement du marxisme, de H. Langlois. n° 520, p. 36
- L'aristocratie ouvrière aujourd'hui de H. Carier. n° 522, p. 43

- La contradiction entre les forces productives et les rapports sociaux de production, et ses traits spécifiques dans le cadre du système capitaliste, de E. Laurent. n° 537, p. 12
- Notre mère Structure ... qui êtes aux cieux, de G. Bloch. n° 538, p. 17
- Lukacs, chantre du stalinisme et théoricien de l'échec, de P. Desfont et J.-L. Simon. n° 539, p. 36
- Le Manifeste de l'O.C.I.* (déc. 1967). n° 541, pp. 3-38
- L'itinéraire politique de Georges Lukacs, de B. Nagy.
- Première partie n° 548, p. 41
- Deuxième partie n° 551 p. 63
- Troisième partie (*Histoire et conscience de classe*) n° 553, p. 59
- Notre père A.D.N. qui êtes aux cieux, de M. Chardin. n° 551, p. 90
- Correspondance* : Sur les professeurs, la dialectique de la nature, le commencement de l'univers, Monod, les évangiles, les origines chrétiennes et *quibusdam aliis*. n° 553, p. 161

JEUNESSE

Pour une tribune libre de la jeunesse : les jeunes en face du pouvoir fort.

n° 513, p. 22

Réponse de Jean-Jacques Marie.

idem, p. 23

Réponse d'un jeune communiste.

n° 514, p. 30

Pas d'accord avec les conclusions de J.-J. Marie, par J. Ribes.

n° 515, p. 43

Tribune libre de la jeunesse : les journaux de groupes ajistes.

n° 516, p. 17

Le bilan de l'assemblée internationale des jeunes en Angleterre (29 juillet - 5 août 1967).

**C.I., suppl. n° 2
au n° 538, p. 6**

L'Internationale révolutionnaire de la jeunesse et la reconstruction de la IV^e Internationale, de C. Berg.

n° 550, p. 63

NOTES DE LECTURE

(Est indiqué en caractère gras, à côté du titre de l'œuvre, le titre que la rédaction de "la Vérité" ou l'auteur de la note de lecture a donné à son article.)

ABENDROTH Wolfgang. — Histoire du mouvement ouvrier en Europe (édition F.M., petite collection Maspéro), par F. Cartier, n° 543, p. 29.

ARAGON Louis. — La Semaine sainte (**La semaine ceinte de lauriers**) (Gallimard), n°s 517-518, p. 63.

ASTIER (Emmanuel d'). — Sur Staline (**Le fantôme et le philistin**) (éditions 10-18), n°s 525-526, p. 183.

BABY Jean. — Critique de base, n° 520, p. 45.

BADIA Gilbert. — Spartacus (**Un historien déstalinisé...**), n° 527, p. 121.

BADIA Gilbert. — Le Spartakisme (les dernières années de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, 1914-1919), par P. Brabant (éditions de l'Arche), n° 540, p. 38.

BARJONET André. — La Révolution trahie de 1968 (**Une mauvaise plaisanterie**), par R. Clément (éditions John Didier), n° 543, p. 35.

BOFFA Giuseppe. — Le Grand Tournant de Staline à Krouchtchev (Maspéro), n° 523, p. 126.

BROMBERGER Merry et Serge. — Les 13 complots du 13 mai (A. Fayard) (dans **Trois commentaires du 13 mai 1958**), n° 516, p. 60.

BROUE Pierre. — Les Procès de Moscou (collection Archives, Julliard), par H. Bernier, n° 529, p. 89.

BROUE Pierre. — La Question chinoise dans l'I.C. (1926-1927) (éditions E.D.I.), par F. Forgue et J.-L. Simon, n° 537, p. 35.

BROUE Pierre. — Le printemps des peuples commence à Prague (essai sur la révolution politique en Europe de l'Est, supplément à **la Vérité** n° 542) (**La révolution politique a commencé en Tchécoslovaquie**), par J. Meyrand, n° 545, p. 55.

RUBER - NEUMANN Margarete. — La Révolution mondiale. L'Histoire du Komintern (1919-1943) racontée par l'un de ses principaux témoins (**Victime de Staline**) (éditions de Tournai), n° 553, p. 192.

CARBONELL Charles-Olivier. — Le Grand Octobre russe. 1917 : la révolution inimitable (éditions du Centurion), par J.-L. Simon, n° 539, p. 39.

CHARBY Jacques. — L'Algérie en prison (éditions de Minuit), par J.-L. Simon, n° 523, p. 123.

- CLAUDIN Fernando.** — La Crisis del movimiento comunista, de la Komintern al Kominform (tome 1) (**Un militant communiste espagnol analyse la crise des P.C.**) (Ruedo Ibérico, 1970), n° 553, p. 188.
- COURTADE Pierre.** — La Place Rouge (Julliard), n° 523, p. 120.
- DAVIDSON David.** — Le Réveil de l'Afrique, n° 516, p. 63.
- DUCLOS Jacques.** — Octobre 1917, vu de France (**Un stalinien devant la révolution**) (éditions Sociales), par C. Foucard, n° 540, p. 37.
- EUDES Dominique.** — Les Kapétanios. La Guerre civile grecque de 1943 à 1949 (**L'étranglement de la révolution grecque**) (A. Fayard édit.), n° 553, p. 184.
- FANON Frantz.** — Les Damnés de la Terre (Maspéro), n° 523, p. 121.
- FAVROD Charles.** — La Révolution algérienne (Plon), par Victor Lepage, n° 523, p. 118.
- FERNIOT Jean.** — Les Ides de mai (Plon) (dans **Trois Commentaires du 13 mai 1958**), n° 516, p. 60.
- FONTAINE André.** — Histoire de la guerre froide (A. Fayard, tome I), par J.-L. Simon, n° 535, p. 27.
- FOUGEYROLLAS Pierre.** — Le Marxisme en question, n° 519, p. 31.
- FROLICH Paul.** — Rosa Luxembourg, sa vie et son œuvre (**La révolution russe et la révolution allemande**) (Maspéro), par R. Hobz, n° 540, p. 35.
- GARAUDY Roger.** — Humanisme marxiste (cinq essais polémiques) (éditions Sociales), n° 513, p. 46.
- GLADILINE Anatoli.** — Le Premier Jour de la nouvelle année (un témoignage sur la jeunesse soviétique) (Iounost n° 2, 1963), par J.-L. Simon, n° 543, p. 33.
- GORBANEVSKAIA Natalia.** — Midi, place Rouge (R. Laffont), par J.-J. Marie, n° 550, p. 68.
- GUERIN Daniel.** — L'Anarchisme (collection Idées, Gallimard), par J.-L. Simon, n° 535, p. 26.
- GUINZBOURG Evguenia.** — Le Vertige (**Un épisode de la « construction du socialisme dans un seul pays » : les camps staliniens**) (éditions du Seuil), n° 539, p. 41.
- HUMBERT-DROZ Jules.** — L'Œil de Moscou à Paris (correspondance d'Humbert-Droz avec l'exécutif de l'I.C., 1922-1924) dans **Sur les débuts du parti communiste (S.F.I.C.)** (collection Archives, Julliard édit.), par J. Ramme, n° 529, p. 92.
- HUMBERT-DROZ Jules.** — Mémoires : tome I, Mon évolution du tolstoïsme au communisme ; tome II, De Lénine à Staline. Dix ans au service de l'Internationale communiste (1921-1931) (Neuchâtel. La Baconnière) (**Après 40 ans de silence, l'ex-secrétaire de l'I.C. a la parole**), n° 553, p. 180.
- KAROL K.S.** — Visa pour la Pologne (Gallimard), n° 514, p. 39.
- KRIEDEL Annie.** — Le Congrès de Tours 1920, dans **Sur les débuts du parti communiste (S.F.I.C.)** (collection Archives, Julliard), par J. Ramme, n° 529, p. 92.
- KRIVINE Alain.** — La Farce électorale (éditions du Seuil), n° 545, p. 51.
- LENINE V.L.** — Que faire ? (introduction de J.-J. Marie) (éditions du Seuil), par D. Labat, n° 540, p. 40.
- LENTIN A.-P.** — L'Algérie des colonels (Editeurs français réunis), n° 516, p. 60.
- LUKACS Georges.** — Histoire et conscience de classe (éditions de Minuit), n° 519, p. 32 et n° 553, p. 59 (par B. Nagy).
- MARIE Jean-Jacques.** — Staline (éditions du Seuil), par P. Broué, n° 539, p. 40.
- MEDVEDEV Jaurès.** — Grandeur et chute de Lyssenko (Gallimard) (**Une glorieuse page de l'histoire du stalinisme : l'affaire Lyssenko**), n° 553, p. 195.
- MICHEL Louise.** — La Commune, histoire et souvenirs (Maspéro) (**Renaissiez, rouges fleurs**), n° 552, p. 109.

- MITTERRAND François.** — Un socialisme du possible (**Un « socialiste » de l'impossible**), (éditions du Seuil), n° 553, p. 198.
- MOTHE Daniel.** — Journal d'un ouvrier (Editions de Minuit), n° 516, p. 62.
- NAVILLE Pierre.** — La Vie de travail et ses problèmes (A. Colin), n° 513, p. 45.
- NETTL J.-P.** — Bilan de l'U.R.S.S. (éditions du Seuil), par J.-L. Simon, n° 543, p. 33.
- PALMADE Guy-P.** — Capitalisme et capitalistes français au XIX^e siècle (A. Colin), par D. Stein, n° 523, p. 116.
- PARIS Robert.** — Histoire du fascisme en Italie (tome I, Des origines à la prise du pouvoir) (collection Cahiers libres. Maspéro) (**Un historien sans tabou**), n° 527, p. 124.
- PHILIP André.** — Les Socialistes (**A l'avant-garde de l'intégration**) (Editions du Seuil), par J.-L. Simon, n° 537, p. 37.
- REGLER Gustave.** — Le Glaive et le fourreau (autobiographie) (Plon), n° 523, p. 117.
- REVEL Jean-François.** — Contrecensures (**Candidat F.G.D.S. à Neuilly**) (Pauvert), par D. Labat, n° 537, p. 38.
- SAREL Benno.** — La Classe ouvrière d'Allemagne orientale (éditions Ouvrières), n° 513, p. 47.
- SHIRER W.L.** — Le Troisième Reich, des origines à la chute (Stock, 2 vol.), par D. Stein, n° 523, p. 124.
- SCHORSKE Carl E.** — German Social-Democracy (1905-1917) (Harvard University Press), n° 513, p. 44.
- SOLJENITSYNE Alexandre.** — Une journée d'Ivan Denissovitch (**La Cité de la vie socialiste**) (Julliard), par A. Malde, nos 525-526, p. 185.
- SORLIN Pierre et Irène.** — Lénine, Trotsky, Staline (**Idéaux et caractères**) (vol. 1 de la collection Kiosque, A. Colin), par J.-L. Simon, n° 527, p. 119.
- SYROP Konrad.** — Spring in October. The History of Polish Revolution 1956 (Weidenfel et Nicolson), n° 513, p. 44.
- TALES C.** — La Commune de 1971 (**Le réformisme, cet exécuté de la semaine de Mai**) (éditions Spartacus), n° 552, p. 105.
- TEVOEDJERE Alfred.** — L'Afrique révoltée (éditions Présence africaine), n° 513, p. 28.
- TOURAINÉ Alain.** — La Conscience ouvrière (éditions du Seuil), par A. Luciani, n° 543, p. 26.
- VARGA Eugène.** — Testament, préfacé par Garaudy (**ou de Staline à Staline**) (R. Laffont), par J.-J. Marie, n° 550, p. 66.

ŒUVRES COLLECTIVES

- Ottavo Plenum del Comitato Centrale del P.O.U.P.** (Feltrinelli), n° 513, p. 44.
- La vérité sur l'affaire Nagy** (Tribune libre, Plon), n° 514, p. 38.
- Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre** (Maspéro), par J.-L. Simon, n° 533, p. 91.
- Staline contre Trotsky (1924-1926 : la révolution permanente et le socialisme en un seul pays)** (Maspéro), par J.-L. Simon, n° 533, p. 95.
- Pologne-Hongrie 1956** (Tout le pouvoir aux soviets), recueil de documents choisis, traduits et présentés par Pierre Broué, Jean-Jacques Marie et Balazs Nagy (éditions E.D.I.), par J.-L. Simon, n° 537, p. 39.

Anonimov. — Une matinée de Joseph Staline (éditions de L'Herne), n° 545, p. 50.

La révolution allemande (1919-1923) (réédition des trois articles de Pierre Brabant parus dans les numéros 515, 516 et 517-518 de la **Vérité**, accompagnés de trois articles de Rosa Luxembourg et d'un article de Trotsky, supplément à **Etudes marxistes**, nos 3-4), n° 545, p. 53.

La Commune de 1871, de Jean Bruhat, Jean Dautry et Emile Tersen (La Commune en bleu, blanc, rouge) (éditions Sociales), n° 552, p. 111.

Protocole secret et documents du 14^e congrès extraordinaire du P.C. tchécoslovaque (août 1968), présentés par Jiri Pelikan, par A. Bliss, n° 553, p. 170.

On lira, d'autre part, dans l'article de César Corte : **Des fossoyeurs intéressés : calotins et bourgeois profanent la Commune**, la critique de :

Paris libre 1871, de P. Rougerie (éditions du Seuil), p. 82.

Tombeau pour la Commune, de M. Gallo (R. Laffont), p. 86. N° 552 (spécial Commune)

AUTRES COMPTES RENDUS DE LIVRES

AZZARONI Alfredo. — Blasco, la vie d'un militant (bulletin de la Commission pour la vérité sur les crimes de Staline, 1965), par J. Stern, n° 533, p. 83.

BELLEVILLE Pierre. — Une nouvelle classe ouvrière (éditions du Seuil), chronique **les Marchands de vent**, par H. Carier, n° 527, p. 103.

BOUKHARINE Nicolas. — L'Economie politique du rentier (éditions Anthropos) (A propos du livre de Boukharine), par A. Bliss, n° 540, p. 31.

BROUE Pierre et TEMIME Emile. — La Révolution et la guerre d'Espagne (éditions de Minuit), par J. Ramme, n° 522, p. 108

BROUE Pierre. — Le parti bolchevique (éditions de Minuit), chronique **De l'étincelle a jailli la flamme**, par S. Oubron, n° 527, p. 98.

COGNIOT Georges. — La Révolution d'Octobre et la France (éditions Sociales) (**Les Staliniens contre la révolution d'Octobre**), par F. Forgue, n° 539, p. 16.

COIN Jean. — J'en appelle à cent mille hommes — La Crise du P.C. et la révolution manquée — Le Sang n'est jamais heureux (Plon) (**Une étape de la crise du stalinisme en France : les livres de Jean Coin**), par P. Broué, n° 548, p. 61

LOMAX. — La Révolte noire (éditions du Seuil, 1963), chronique **Le noir et le libéral**, par G. Landry, n° 527, p. 110.

MALLET Serge. — La Nouvelle Classe ouvrière (éditions du Seuil), chronique **Les marchands de vent**, par H. Carier, n° 527, p. 103.

TROTSKY. — Journal d'exil (présentation), n° 513, p. 33.

TROTSKY. — L'Internationale communiste après Lénine (P.U.F., 2 vol.) (**La nouvelle édition française de « L'Internationale communiste après Lénine », de Léon Trotsky. Une grande œuvre, un préfacier abusif — ou quand « présenter », c'est trahir**), par F. Forgue, n° 548, p. 29.

DOCUMENTS

DOCUMENTS SUR LA LIGUE DES COMMUNISTES :

- Document I* : rapport sur le premier congrès de la Ligue des communistes (Londres, 2-9 juin 1847).
n° 550, p. 37
- Document II* : projet de statuts.
n° 551, p. 78
- Document III* : projet de programme.
idem, p. 82
- Document IV* : adresse de la direction de la Ligue à la commune de la Ligue à Hambourg.
n° 553, p. 42
- Document V* : premier rapport trimestriel de la direction de la Ligue (septembre 1847).
idem, p. 43

DOCUMENTS SUR L'OPPOSITION COMMUNISTE DANS LES PAYS DE L'EST ET EN U.R.S.S.

- Déclaration du cercle Petöfi (23 octobre 1958).
n° 514, p. 24
- Extraits du discours de l'ouvrière Rojneva au 22^e congrès du P.C.U.S.
n° 523, p. 104
- Extrait de la brochure *la Formation du conseil central ouvrier de Budapest en 1956* (éditions *Correspondances socialistes*) : la réunion constituante du conseil central ouvrier de Budapest.
idem, p. 99
- Extrait de la *Pravda* du 26 décembre 1961 : *Janos Kadar dénonce les idées trotskystes de Enver Hodja*.
idem, p. 108

- Extrait de *Pour la révolution socialiste* (septembre 1967), bulletin de la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois : *Un nouveau signe de la crise du stalinisme, le traité d'amitié hungaro-soviétique.*
n° 539, p. 23
- Les leviers*, nouvelle d'Alexandre Yachine (parue dans le n° 2 du recueil *Moscou littéraire*, en novembre 1956 (extraits suivis de commentaires, par D. Stein).
n° 523, p. 91
- Les leviers*, nouvelle d'Alexandre Yachine (texte intégral).
n° 546, p. 128
- Le charme de Staline*, nouvelle de Nicolas Karagouzine, parue dans *Phénix 66* (1966).
idem, p. 153
- L'affaire Siniavski-Daniel (février-mars 1966) :
Iouli Daniel devant ses juges (p. 166) ; Siniavski devant ses juges (p. 169) ; dernière déclaration de Iouli Daniel (p. 171) ; protestations de Iouri Golomchtok (p. 173), de Iouri Guertchouk (p. 175), d'Anatole Jakobson (p. 176) et de Iouri Levine (p. 177).
n° 546
- Protestation de cinq communistes.
idem, p. 179
- Télégramme au 23^e congrès du P.C.U.S.
idem, p. 181
- Lettre de membres de l'Union des écrivains de l'U.R.S.S. au présidium du 23^e congrès.
idem, p. 182
- Article signé V.S. paru en 1965 dans le n° 4 de *Kolokol*, organe de l'Union des Communistes : *Zigzag ou tournant ?*
idem, p. 264
- Les fils et les filles de vieux-bolcheviks assassinés s'adressent à la direction du P.C.U.S. (24 sept. 1967).
idem, p. 288
- Article signé E.M. paru dans le n° 8 des *Cahiers de la démocratie socialiste*, au début 1966 : *Qui a tué Trotsky ?* (Trotsky vu par un opposant de gauche).
idem, p. 303
- Compte rendu des débats de l'assemblée qui prononça l'exclusion du professeur Guerline de son lycée (16 avril 1968).
idem, p. 319
- Lettre de 139 représentants des intellectuels et des travailleurs de Kiev (fév. 1968).
idem, p. 340

Lettre aux représentants de l'art, de la science et de la culture en U.R.S.S., de I. Gabai, I. Kim et P. Iakir : *Allons-nous vers la renaissance du stalinisme ?*

n° 544, p. 43
et n° 546, p. 344

Appel aux communistes (au présidium de la conférence des partis communistes à Budapest) contre les procès politiques (mars 1968).

n° 546, p. 352

Extraits de la *Chronique des événements* n° 5 du 25 décembre 1968 : liste des répressions politiques extra-judiciaires ; compléments à la liste ; les mesures de répression à Obninsk ; en guise de nécrologie à la mémoire de Valeri Pavlintchouk.

idem, p. 354

Lettre collective au procureur du quartier Timiriachev, à Moscou, contre l'arrestation de Martchenko (30 juillet 1968).

idem, p. 404

Appel aux citoyens contre l'arrestation de Martchenko (30 juillet 1968)

idem, p. 406

Appel aux communistes de Tchécoslovaquie ! Au peuple tchécoslovaque tout entier (lettre de cinq communistes de l'U.R.S.S., 29 juin 1968).

idem, p. 408

Extraits du n° 3 de la *Chronique des événements* du 30 août 1968 : les réactions à l'invasion de la Tchécoslovaquie.

idem, p. 410

Appel aux citoyens de l'Union soviétique : *Vive l'héroïque peuple tchécoslovaque*, de Piotr Grigorenko et Ivan Iakhimovitch (28 fév. 1968).

idem, p. 427

Appel pour la défense d'Ivan Iakhimovitch (mars 1968).

idem, p. 434

Déclaration de seize citoyens soviétiques, le 21 août 1969, pour l'anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie.

idem, p. 435

Les funérailles d'Alexis Kosterine, brochure de Piotr Grigorenko, contenant un avant-propos de l'auteur, la notice nécrologique de A. Kosterine et les discours prononcés à la morgue de l'hôpital, au columbarium de Moscou et au repas de funérailles (texte intégral).

idem, p. 437

Lettre des représentants des Tatares de Crimée se trouvant à Moscou sur la « *manifestation* » de Tchirtchik et la répression policière (23 avril 1968).

idem, p. 501

Extraits de la *Chronique des événements* n° 7 du 30 avril 1969 : le procès Omer Baïev.

idem, p. 504

Appel du groupe *Résistance* (déc. 1965).

idem, p. 521

Bilan du *Samizdat* pour 1968-1969 (extrait de la *Chronique des événements* n° 5, décembre 1968, pp. 1 à 7).

idem, p. 537

Quatre lettres reçues par Pavel Litvinov (janvier-mai 1968).

idem, p. 588

Appel du *Groupe d'initiative pour la défense des droits civiques* (au comité des droits de l'homme de l'O.N.U.) (20 mai 1969).

idem, p. 594

Poèmes anonymes

Quand Boris Pasternak est mort (p. 157) ; J'ai rêvé d'une nuit en Sibérie (p. 232) ; Le philistin Kuzmin (p. 234) ; Incendiez les aubes, chargez les canons (p. 237) ; Combien de fois on m'a dénoncé (p. 239) ; La romance de Saint-Pétersbourg (p. 241) ; Mon ami le gardien du camp (p. 242).

n° 546

Notices biographiques des communistes opposants en U.R.S.S.

idem, p. 625

Repères chronologiques pour l'histoire de l'opposition communiste en U.R.S.S.

idem, p. 639

DOCUMENTS DU COMITE INTERNATIONAL

Déclaration du Comité international de la IV^e Internationale du 5 juillet 1964.

n° 528, p. 7

Résolution du Comité international soumise à la discussion pour la conférence internationale du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale (juin 1965).

n° 532, p. 39

La conférence du Comité international, du 4 au 8 avril 1966 : un moment de la reconstruction de la IV^e Internationale.

n° 533, p. 10

Manifeste de la conférence internationale du Comité international d'avril 1966.

n° 533, p. 27

Résolution sur la reconstruction de la IV^e Internationale et les tâches du Comité international (adoptées par la conférence internationale d'avril 1966).

idem, p. 54

Déclaration du Comité international sur la répression en Bolivie : *Il faut sauver Guillermo Lora.*

n° 538, p. 30

Le bilan de l'assemblée internationale des jeunes en Angleterre (29 juillet-5 août 1967).

C.I., suppl. n° 2
au n° 538, p. 6

Déclaration du Comité international de la IV^e Internationale d'octobre 1967 : *Octobre 1917, l'aube de la révolution se lève.*

C.I., suppl. n° 3
au n° 539, p. 1

Déclaration du Comité international de la IV^e Internationale du 21 octobre 1968 : *Les travailleurs en lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie* (la grève générale de mai-juin ; la révolution politique en Tchécoslovaquie).

n° 542

Fonds international Lénine-Trotsky : *Vers la 4^e conférence du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale.*

n° 547, p. 33

Rapports, résolutions et appels adoptés par la conférence des militants des pays de l'Europe de l'Est, organisée en Suisse, du 27 décembre 1969 au 3 janvier 1970, par le Comité international de la IV^e Internationale.

n° 549

Résolution adoptée par la préconférence du Comité international préparatoire à la 4^e conférence internationale, le 30 juin 1970.

n° 550, p. 5

DOCUMENTS D'ORGANISATIONS ADHERANT AU C.I.

Résolution sur les relations internationales adoptée par le 1^{er} congrès de la *Socialist Labour League*.

n° 517-518, p. 63

Une lettre de Gerry Healy, secrétaire national de la S.L.L., à l'ambassade cubaine à Londres (à propos des attaques antitrotskyistes de Che Guevara).

n° 523, p. 105

Document adopté par l'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) : *Pour la reconstruction de la IV^e Internationale.*

n° 545, p. 28

La plate-forme du Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie.

n° 533, p. 57

Déclaration du C.C. de l'O.C.I. (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) : *Ernest Mandel (de la capitulation au rôle d'agent de la bourgeoisie et des appareils).*

C.I., suppl. n° 1
au n° 537, p. 1

Résolution adoptée par le rassemblement organisé par la S.L.L. et les *Young Socialists*, le 14 février 1970, à Londres.

n° 551, p. 16

TRIBUNE DE DISCUSSION POUR LA PREPARATION DE LA 4^e CONFERENCE DU COMITE INTERNATIONAL

Quelques tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale, de S. Just.

n° 547, p. 26

Document adressé par le Bureau politique de l'O.C.I. au C.C. du P.O.R. bolivien, le 30 juillet 1970.

n° 550, p. 52

Sur le document de la Centrale Ouvrière Bolivienne (extraits de *Masas* n° 376, du 25 août 1970).

idem, p. 58

Thèses de la fraction trotskyste de Matzpen.

idem, p. 60

L'Internationale révolutionnaire de la jeunesse et la reconstruction de la IV^e Internationale, de C. Berg.

idem, p. 63

Préhistoire du pablisme, de G. Bloch.

n° 551, p. 161

Le problème de la construction du parti révolutionnaire au Québec.

n° 553, p. 158

DOCUMENTS DE L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Déclaration du Comité central de l'O.C.I. du 13 novembre 1966 :
A l'occasion des élections législatives, les trotskystes mèneront campagne contre le parlementarisme bourgeois, pour le Front unique ouvrier.

n° 535, p. 2

Pour le Front unique ouvrier ! Pour un programme de défense de la classe ouvrière ! (numéro spécial de la Vérité) :

La campagne électorale de l'O.C.I. : p. 1.

Du parlementarisme à l'Etat fort : p. 3.

Il faut rompre avec la bourgeoisie : p. 5.

Le programme de défense de la classe ouvrière et le Front unique de classe : p. 8.

Etat policier ou gouvernement du Front unique de classe : p. 12.

La guerre, la paix et de Gaulle : p. 16.

Le parti révolutionnaire et le Front unique : p. 20.

n° 536

Appel du Comité central de l'O.C.I. : *Pour l'unité des travailleurs, pour résister aux menées du capital et vaincre de Gaulle, organisons dans les entreprises et les localités les comités de soutien à la candidature ouvrière* (28 déc. 1968) (tract de quatre pages encarté à la fin de la revue).

n° 536

Résolution générale adoptée par la conférence nationale de l'O.C.I., les 1^{er} et 2 juillet 1967 : *Pour les Comités d'Alliance Ouvrière !*

n° 539, p. 42

Le Manifeste de l'Organisation communiste internationaliste (déc. 1967).

n° 541

Statuts de l'O.C.I., adoptés par le 14^e congrès (janvier 1968).

n° 541, p. 43

Résolution sur la constitution de l'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale), du 12 mai 1969.

n° 544, p. 1

Résolution politique de l'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) : *La chute du gaullisme et nos tâches politiques*, du 6 juin 1969.

n° 544, p. 3

Document adopté par l'O.T. (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) : *Pour la reconstruction de la IV^e Internationale.*

n° 545, p. 28

Discours prononcé par P. Lambert au nom de l'O.T. (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) au meeting du 22 mai 1969 organisé par l'A.J.S., l'Alliance ouvrière et l'O.T.

n° 544, p. 19

Tract diffusé par l'O.C.I. au début de février 1971 aux usines Renault :
Pour le gouvernement des organisations ouvrières unies.

n° 551, p. 20

Reproduction du tract de l'O.C.I., de l'Alliance ouvrière et de l'A.J.S.
appelant à la manifestation au mur des Fédérés du 22 mai 1971
pour la commémoration du centenaire de la Commune de Paris.

n° 552, p. 42

Tracts diffusés à Boulogne-Billancourt, pendant la grève des travail-
leurs des usines Renault, entre le 4 et le 7 mai 1971, par l'O.C.I.

n° 533, pp. 129, 133,
139, 141 et 144

Déclarations du Bureau politique de l'O.C.I. :

Le moment est favorable pour arracher la satisfaction de nos reven-
dications. Les travailleurs des villes et des campagnes veulent vain-
cre et abattre ce gouvernement (11 mai 1971).

n° 553, p. 149

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, 4 000 délégués de la jeu-
nesse ouvrière et étudiante, les 3-4 juillet 1971, avec leurs camarades
de combat d'Europe et du monde (2 juin 1971).

idem, p. 153

Les travailleurs le savent : il faut en finir avec ce gouvernement
(13 juin 1971).

idem, p. 157

Résolution du 17^e congrès élaborée par la commission ouvrière du
congrès.

suppl. au n° 553

DOCUMENTS SUR LA LUTTE DES CLASSES EN FRANCE

Le 23^e anniversaire de juin 1936 :

I. — Le rapport de Thorez du 11 juin : « *Tout n'est pas possible* » :
p. 53.

II. — Le communiqué du C.C. du P.C.F. du 13 juin : « *Il faut savoir
terminer une grève* » : p. 54.

III. — *Un « parti de gouvernement »* (extrait de l'édito de Paul Vail-
lant-Couturier, dans *l'Humanité* du 14 juin) : p.

IV. — L'article de Trotsky du 9 juin : « *La révolution française a
commencé* » : p. 56.

n° 517-518

Dossiers du militant n° 1 (brochure détachable) :

La calomnie stalinienne, facteur de division de la classe ouvrière :
Introduction : pp. 2-5.

Un article du bulletin F.O. de chez Lavalette : pp. 5-7.

Le tract distribué, le 24 avril, par le P.C.F. aux ateliers Lavalette : pp. 7-10.

Le tract de la section F.O. des ateliers Lavalette du 27 avril 1959 : pp. 11-13.

Lettre ouverte de la section syndicale C.G.T. de chez Lavalette à la section syndicale F.O. : pp. 14-15.

Annexes

Conclusions de l'enquête du jury d'honneur sur l'affaire Renard : pp. 15-16.
Extraits du jugement de la 7^e Chambre correctionnelle (poursuites en injures
et diffamation de Renard contre *l'Humanité*), 21 juillet 1953^e : p. 16.

n^{os} 517-518

Principales résolutions adoptées au premier congrès du Parti Socialiste Autonome.

n^{os} 517-518, p. 18

La F.U.A.J. devant la V^e République (motion adoptée par le congrès de 1959).

idem, p. 58

Des militants ouvriers menacés du tribunal militaire pour délit d'opinion (appel reproduit en tête du numéro).

n^o 519, p. 1

Notre position sur le référendum (tract édité par la rédaction de *la Vérité* en vue de la campagne du référendum, le 20 décembre 1960).

idem, p. 3

Lettre de démission de Pierre Monatte du comité confédéral de la C.G.T.

n^o 520, p. 22

Un jugement (procès contre quatre rédacteurs de *la Vérité*, 22 janvier 1962).

Déclaration de Pierre Lambert (p. 13) ; extraits du jugement (p. 16).

n^o 523

Appel pour la démocratie ouvrière (contre les violences à la SAVIEM et les calomnies contre Daniel Renard, mars 1962).

n^o 523, p. 32

Déclaration de Suzanne Bodin au 34^e congrès de la C.G.T.

n^o 524, p. 47

Tract du comité de liaison des syndicalistes révolutionnaires du 13 mars 1963 : *La seule voie pour aider les mineurs, la grève générale.*

idem, p. 19

Contre la calomnie stalinienne :

Discours de Pierre Roy au congrès du S.N.E.S. (26 mars 1967) : p. 8.

Résolution adoptée par le congrès du S.N.E.S. : p. 9.

La réaction de *l'Humanité*, une opération de diversion (extrait de *l'Humanité* du 27 mars 1967) : p. 9.

La réaction de *l'Humanité*, une opération de diversion : p. 9.

n° 537

Résolution adoptée par le rassemblement, à Paris, le 25 juin 1967, de 1 100 travailleurs et jeunes, qui décida de la constitution des Comités d'Alliance Ouvrière : *Un pas en avant vers le regroupement de l'avant-garde.*

n° 538, pp. 7-8

Résolution générale adoptée par la conférence nationale de l'O.C.I. des 1^{er} et 2 juillet 1967 : *Pour les Comités d'Alliance Ouvrière.*

n° 539, pp. 42-44

Rapport politique adopté par le Comité national de l'Alliance ouvrière, les 14 et 15 décembre 1968.

n° 543, p. 20

Tract du comité provisoire de Renault (22 août 1944), dans *Quelques enseignements de notre histoire.*

suppl. au n° 548, p. 17

Extrait de l'*Appel de Nantes* (mars 1964), dans *Quelques enseignements de notre histoire.*

suppl. au n° 548, p. 108

Extraits de l'*Appel* du comité de coordination des ouvriers et employés de la R.A.T.P., de la Sécurité sociale, des étudiants et des normaliens, du 5 janvier 1968, dans *Quelques enseignements de notre histoire.*

suppl. au n° 548, p. 117

Déclaration de Pierre Lambert, responsable de l'O.C.I., et de Roger Pannequin, ancien membre du C.C. du P.C.F., pour les Journées d'études et de débat sur la crise internationale des P.C., les 17 et 18 octobre 1970.

n° 550, p. 9

Appel du Comité de coordination pour des Assises nationales d'unité d'action des postiers pour la grève jusqu'à satisfaction des revendications.

n° 551, p. 18

Déclaration du Comité de coordination pour des Assises nationales d'unité d'action des postiers, le 4 février 1971 : *La lutte unie est possible.*

n° 551, p. 19

Extraits de la résolution générale du congrès de Dijon de l'UNEF, les 21, 22 et 23 février 1971,

n° 551, p. 24

AUTRES DOCUMENTS

Article de Tom Kemp (paru dans *International Socialist Review*, organe du S.W.P., en nov. 1969) : *L'économie américaine et la récession aux Etats-Unis*.

n° 516, p. 51

Article de Tom Kemp, paru dans le n° 2, vol. 6, de *Labour Review*, revue de la S.L.L. (été 1961) : *Perspectives du développement capitaliste*.

n° 527, p. 63

Extraits du rapport d'un militant vietnamien : *La situation au Sud-Vietnam*.

n° 523, p. 55

Article de Tim Wohlforth : *Le fascisme a-t-il un avenir réel aux U.S.A. ?*

n° 535, p. 15

S.O.S. *Bolivie* (appel à la solidarité internationale pour 23 prisonniers politiques boliviens), 29 mars 1967.

n° 538, p. 29

Notices biographiques des dirigeants du Parti communiste tchécoslovaque et chronologie des événements de Tchécoslovaquie, de janvier 1967 à janvier 1969 (dans *Le printemps des peuples commence à Prague*, de P. Broué).

suppl. au n° 542,
p. 193 à 220

Correspondance du Danemark : *Le « paradis scandinave »*.

n° 547, p. 51

Circulaire du comité du parti communiste de la faculté des lettres de l'université Charles de Prague, dans *Notes éditoriales*.

n° 548, p. 5

Extraits de *Révisionnisme liquidateur contre trotskysme, Défense du trotskysme (II)*, de Stéphane Just (éditions S.E.I.L.O.) : *Sur les Etats-Unis socialistes d'Europe (I) et (II)*.

n° 548, p. 13
et n° 550, p. 15

Messages et déclarations aux Journées d'études sur la crise internationale des P.C., les 17 et 18 octobre 1970 :

Message d'une militante tchécoslovaque (p. 140) ; déclaration de Balazs Nagy (p. 142) ; message de militants tchécoslovaques du Comité d'organisation des pays de l'Est (p. 146) ; message de militants polonais du Comité d'organisation des communistes des pays de l'Est (p. 152).

n° 551

Points de repère sur la lutte des classes aux Etats-Unis et au Québec.

n° 551, p. 109

Plate-forme du *Front d'action politique* de Montréal aux élections municipales du début 1971.

n° 551, p. 123

Chronologie politique de la Commune de Paris.

n° 552

SUR L'ÉGLISE

I. — L'Église contre l'égalité : p. 11.

II. — Jules Guesde : *lettre ouverte à monsieur Léon XIII, pape de son état, en son palais du Vatican, Rome* : p. 12.

III. — Ce que l'Église entend par « *liberté de l'enseignement* » : p. 13.

IV. — Fidèle à elle-même : p. 14.

n° 517-518

Les finances du Vatican.

n° 523, p. 109

TEXTES CLASSIQUES DU MARXISME

Brochures détachables :

Trotsky : Lettre à Jules Guesde.
La famille Declerc.

n° 513

Collection « les Classiques du marxisme » n° 1 :

Rosa Luxembourg : La révolution allemande de 1918-1919.
(Assemblée nationale ou conseils ouvriers) : p. 3.

Trotsky : Une révolution qui traîne en longueur : p. 11.
Rosa Luxembourg et la IV^e Internationale : p. 14.

n° 515

Collection « les Classiques du marxisme » n° 2 :

Trotsky : La Commune de Paris et la Russie des soviets : p. 3.
Marx et... Kautsky : p. 17.

Les leçons de la Commune : p. 22.

La Commune de Paris, le Front unique ouvrier et le Bloc
des gauches : p. 30.

n° 516

Collection « les Classiques du marxisme » n° 3 :

Paul Lafargue : les 1^{er} mai 1890 et 1891 en France.

n°s 517-518

Collection « les Classiques du marxisme » n° 4 :

Trotsky : Jean Jaurès.

n° 519

Collection « les Classiques du marxisme » n° 5

Trotsky : le Marxisme et notre époque

suppl. au n° 520

Aux origines du trotskysme :

Pourquoi Staline a-t-il vaincu l'Opposition, de Trotsky (12 nov. 1935).

n° 537, p. 44
et n° 546, p. 79

La lettre d'Ignace Reiss au Comité central du P.C.U.S. (17 juillet 1937).

n° 538, p. 34

Bolchevisme ou stalinisme, de Trotsky.

n° 539, p. 28

A propos du bonapartisme (questions de terminologie marxiste).

n° 540, p. 29

DANS SAMIZDAT I :

Lettre ouverte à Staline, de Fiodor Raskolnikov (17 août 1939).

n° 546, p. 93

Trois lettres de Lénine au 13^e congrès : la question des nationalités
ou de « l'autonomie » (30-31 décembre 1922).

idem, p. 486

La question ukrainienne, de Trotsky (2 avril 1939).

idem, p. 491

L'U.R.S.S. et les tâches de l'époque de transition (extrait du *Programme de transition*).

idem, p. 621

AUTRES TEXTES CLASSIQUES

Marx : Les revendications immédiates et le but final (extraits de deux
rapports rédigés par Marx pour le congrès de Genève (1866) de
l'Association internationale des travailleurs, et adoptés par lui).

n° 514, p. 37

Marx : les principes sociaux du christianisme.

La religion est l'opium du peuple.

n° 519, p. 7

Trotsky : Lettre ouverte aux ouvriers français (20 juin 1935).

idem, p. 21

SUPPLÉMENTS A LA VÉRITÉ

La Correspondance internationale (bulletin du Comité international de la IV^e Internationale), supplément au numéro 537 (fin 1966-début 1967) :

Le rôle de *la Correspondance internationale*, p. 1.

Ernest Mandel : de la capitulation au rôle d'agent de la bourgeoisie et des appareils (déclaration du Comité central de l'Organisation communiste internationaliste pour la reconstruction de la IV^e Internationale, 1^{er} mai 1967), p. 3.

Après les élections du district de Londres, de Gerry Healy, p. 5.

Les leçons de la conférence de l'Association nationale des organisations d'étudiants travaillistes (N.A.L.S.O.), de Michaël Nolan, p. 7.

La Correspondance internationale (bulletin du Comité international de la IV^e Internationale), supplément n° 2 au numéro 538 (oct. 1967) :

Un moment de la construction du parti révolutionnaire en France, de Stéphane Just, p. 1.

Le bilan de l'assemblée internationale des jeunes en Angleterre (29 juillet-5 août 1967), p. 6.

La Correspondance internationale (bulletin du Comité international de la IV^e Internationale), supplément n° 3 au numéro 539 (oct.-nov. 1967) :

Octobre 1917 : l'aube de la révolution se lève (déclaration du Comité international de la IV^e Internationale), p. 1.

Une déclaration importante pour le mouvement ouvrier : la déclaration du comité national des *Young Socialists* du 22 octobre 1967, p. 9.

Octobre 1917-octobre 1967, de Karol Gourovski, p. 11.

La Correspondance internationale (bulletin du Comité international de la IV^e Internationale) supplément n° 5 au numéro 539 (janvier-février 1968) :

Aux travailleurs, intellectuels d'U.R.S.S., de Hongrie, de Pologne, d'Allemagne de l'Est, de Tchécoslovaquie, de Bulgarie, de Yougoslavie et de Roumanie (éditorial du numéro un de l'édition russe de *Correspondance internationale*, continuateur du *Bulletin de l'Opposition de gauche*), p. 1.

L'impérialisme menacé par une crise sans précédent, p. 3.

Les conquêtes d'Octobre et le droit de grève en Allemagne (extrait d'*International Arbeiter Korrespondenz*, numéro spécial pour le cinquantenaire de la révolution d'Octobre), p. 5.

Le centrisme en Hongrie (extrait du *Bulletin* mensuel de la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois, numéro d'août 1967), p. 9.

La Correspondance internationale (bulletin du Comité international de la IV^e Internationale), supplément n° 5 au numéro 540 (mars-avril 1968) :

- Le congrès de l'O.C.I., de Stéphane Just, p. 1.
- La mascarade de Berlin, de Claude Carvin, p. 4.
- La nouvelle vague de répression bureaucratique dans les pays de l'Est et sa signification politique, de Zoltan Kara, p. 6.
- Le Comité de liaison d'Oxford et la construction du parti révolutionnaire en Grande-Bretagne, de Marc-Etienne Laurent, p. 8.
- Une correspondance d'Israël : l'affaire Khalil Touamé, de Samuel Dov.

La Correspondance internationale (bulletin du Comité international de la IV^e Internationale), supplément n° 6 au numéro 541 (mai 1968) :

- Le soutien inconditionnel de la guerre révolutionnaire des ouvriers et paysans du Vietnam, de Stéphane Just, p. 1.
- En Pologne, en Tchécoslovaquie, la construction de partis révolutionnaires est à l'ordre du jour, de Karol Gourovski, p. 5.
- La conférence de la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois (16-17 mars 1968), p. 9.
- Salut fraternel de la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois aux étudiants et travailleurs polonais et tchécoslovaques en lutte (16 mars 1968), p. 10.

Bulletin trotskyste n° 1 (supplément ronéoté au numéro 528, février 1965) :

- Editorial, p. 3.
- La bourgeoisie et son Etat ont l'initiative, p. 5.
- Grande-Bretagne : vers l'épreuve de force, p. 10.
- Italie : tout reste à faire, p. 17.

Réédition du *Manifeste de l'O.C.I.*, de décembre 1967, suivi des statuts adoptés par le 14^e congrès de l'O.C.I. (supplément au numéro 543, avril 1969).

L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale (« Programme de transition »), suivi des statuts de la IV^e Internationale, supplément au numéro 529 (juin-juillet 1965).

L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale (la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir), « Programme de transition », supplément au numéro 544 (juin 1969) (édition revue et corrigée, nouvelle traduction entièrement conforme au texte russe de Trotsky).

Le printemps des peuples commence à Prague (essai sur la révolution politique en Europe de l'Est), de Pierre Broué, supplément au numéro 542.

Quelques enseignements de notre histoire, supplément au numéro 548 (mai 70) :

- 1929-1940 : de l'Opposition de gauche à la IV^e Internationale, p. 5.
- 1940-1945 : contre le courant, p. 33.
- 1945-1950 : crises et scissions, p. 51.
- 1950-1958 : le redressement, p. 79.
- 1958-1965 : du groupe à l'organisation, p. 101.
- 1966-1968 : construire le parti révolutionnaire, reconstruire la IV^e Internationale, p. 111.

DIVERS

Chronique du cinéma :

- Une génération qui aimait la vie, par Emmo. n° 515, p. 24
- Série noire et téléphones blancs, par Emmo. n° 516, p. 56
- Lettre d'une lectrice de la Haute-Loire à propos de *Marxisme, philosophie, science*, de G. Bloch. n°s 517-518, p. 23
- Benjamin Péret, par Henri Langlois. n° 519, p. 24
- Visite aux camarades Marguerite et Alfred Rosmer. n° 520, p. 21
- La liberté ou la mort* (extraits), de Jean-Jacques Lebel. n° 522, p. 104
- Notice nécrologique de Marguerite Rosmer (1878-1962) et de Nathalie Trotsky (1882-1962). n° 523, p. 2 de la couv.
- Gros sous, révoltes et chansons, de G.L. Valmer. n° 527, p. 117
- André Breton ou l'honneur des poètes, de S. Oubron. n° 535, p. 20
- La révolution d'Octobre*, d'André Breton (message au P.C.I. pour le 40^e anniversaire de la révolution d'Octobre, publié par *la Vérité* en novembre 1957). n° 535, p. 23
- Une revue partisane bien courtisane, de C. Carvin. n° 535, p. 24
- Une lettre recommandée d'Emile Copferman (6 janvier 1967), rédacteur de la revue *Partisans*, en réponse à l'article de C. Carvin. n° 537, p. 42
- Sport et politique, de G. Dérain. n° 536, p. 76
- Fer rouge (Aragon et la croix des vaches), de G.L. Valmer. n° 538, p. 33

L'Angleterre en crise, de Michel FONTAN. 154

Le Croisé sans visage (première partie), de Octave BOISGONTIER. 179

Gloses marginales à un joyau injustement méconnu de la plume d'un illustre auteur, de Octave BOISGONTIER. 192

De la grève Renault à la grève S.N.C.F. (deuxième partie), de Gérard BLOCH. 212

COMPTES RENDUS DE LECTURE

Nos tâches politiques et les leurs, de Léon Trotsky, par Pierre Broué. 279

Nin, Trotsky et Juan Andrade, de Pierre Broué, avec un document inédit : une lettre de Trotsky à Jean Rous d'août 1936. 298

NOTES DE LECTURE

Sainte Modesty, de Michel CHARDIN (L'Almanach du Pèlerin). 306

Le Stalinisme et les communistes espagnols aujourd'hui (sur les Communistes en Espagne, de Guy Hermet). 313

Jean Jaurès (sur l'étude de Harvey Goldberg). 317

CORRESPONDANCE

Lettres de lecteurs de Gennevilliers, de Grenoble, de Nice à 324
à 334

DOCUMENTS DE L'O.C.I.

Déclaration du 17^e congrès. 335

Résolution adoptée par le 17^e congrès de l'O.C.I. sur proposition de sa commission ouvrière. 338

Déclaration du Bureau politique de l'O.C.I. du 20 août 1971. 345

Déclaration du C.C. de l'O.C.I. du 17 septembre : la lutte révolutionnaire en Bolivie et la politique du P.O.R. 356

Déclaration de l'O.C.I., du P.O.R. et du Comité d'organisation des communistes (trotskystes) des pays de l'Est, du 12 octobre 1971. 358

Table analytique de la revue depuis 1958. I à LXXX

"LA VERITE" remercie les travailleurs du Livre qui ont collaboré à la fabrication de ce numéro dans des conditions difficiles, du fait de son ampleur et de la nécessité de le sortir dans des délais convenables.

LA VERITÉ N° 546

AMIZDAT I

MAI 1970

QUELQUES
ENSEIGNEMENTS
DE
NOTRE
HISTOIRE

LA VERITÉ
REVUE TROTSKYSTE

la vérité
revue trotskyste
AOUT 1961

LA VERITÉ

MENSUEL TROTSKYSTE
PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

LA VERITÉ N° 549

LES MILITAIRES
D'EUROPE DE L'EST
ET LA
IV^e INTER-CONTINENTALE

la vérité
revue trotskyste
septembre 1965
N° 1932 - N° 500 - 501 - 502

LA VERITÉ
ORGANE DU COMITÉ CENTRAL DE
L'ORGANISATION COMMUNISTE
INTERNATIONALE
pour la construction
de la 4^e Internationale

Notre espoir fondamental repose sur les ouvriers conscients liés directement à la masse. C'est pour eux que nous faisons ce journal. Nous leur disons : "La Vérité est votre organe"

(Trotsky, pour le n° 1 de La Vérité ; septembre 1929)

Le 1^{er} gouvernement
ouvrier
Vers la Commune
mondiale!

Défense du trotskysme

Le résultat
de la IV^e

La lutte
de la IV^e